



MEMOIRES

DES

COMMISSAIRES

DE SA

MAJESTE' TRE'S-CHRE'TIENNE

ET DE CEUX

DE SA MAJESTE' BRITANNIQUE,

TOME PREMIER SECONDE PARTIE.



MEMOIRES

DES

COMMISSAIRES

DE SA MAJESTE' TRES'-CHRETIENNE
ET DE CEUX DE SA MAJESTE'
BRITTANNIQUE,

Sur les possessions & les droits respectifs

DES DEUX

COURONNES EN AMERIQUE;

Avec les Actes publics & Pièces justificatives.

TOME PREMIER SECONDE PARTIE.

*Contenant la Suite des Mémoires sur l'isle de Sainte-
Lucie, avec les Pièces justificatives.*



A AMSTERDAM ET A LEIPZIG,

Chez J. S C H R E U D E R
& PIERRE MORTIER le jeune.

M D C C L V.





MÉMOIRES

SUR L'ISLE

DE SAINTE-LUCIE.

*Table des Pièces contenues dans le tome I.
Seconde Partie.*

SECOND MÉMOIRE *des Commissaires de Sa Maj. très-Cbret. sur l'isle de Sainte-Lucie, du 4 Octobre 1754. en réponse au Mémoire des Commissaires de Sa Majesté Britannique, du 15 novembre 1751.*

INTRODUCTION.

Pag. 1

ARTICLE I. *Des voyages du Comte de Cumberland, & du Chevalier Olyph Leagh à l'isle de Sainte Lucie, & de l'état des isles Carabbes depuis leur découverte jusqu'en 1626.* 7

ART. II. *Des Lettres accordées au Comte de Carlisle en 1627 par*
*Tome I. Part. II. * Char-*

II. MEMOIRES SUR L'ISLE

Charles I Roi d'Angleterre,
 & de l'établissement des î-
 les qui s'y trouvent dénom-
 mées. Pag. 18

1. Saint-Christophe.	21
2. La Grenade.	22
3. Saint-Vincent.	23
4. Sainte - Lucie.	25
5. La Barbade.	27
6. La Martinique.	28
7. La Dominique.	29
8. Marie - Galante.	31
9. La Désirade.	32
10. Les Saintes.	33
11. La Guadeloupe.	34
12. Antigoa.	34
13. Mont-serrat.	35
14. Rodunda.	36
15. La Barboude.	36
16. Nieves.	37
17. Saint - Eustache.	38
18. Saint - Barthelemi.	39
19. Saint - Martin.	39
20. L'Anguille.	41
21. Sombreira.	41
22. La Négade.	41

RESULTAT de l'examen de l'établissement des
 îles énoncées dans les Lettres du Comte de
 Carlisle.

DE SAINTE LUCIE. III

ARTICLE III. *De l'état des Antilles, depuis le premier établissement des François & des Anglois à Saint-Christophe, jusqu'à la paix Caraïbe en 1660. Pag.*

44

ART. IV. *De l'époque de l'établissement des François à Sainte-Lucie.*

58

ART. V. *Comparaison du droit des François sur Sainte-Lucie, avec celui des différentes nations, sur plusieurs isles & parties de l'Amérique.*

66

ART. VI. *Nécessité & légitimité de l'occupation de Sainte-Lucie par les François.*

79

ART. VII. *Examen de la prétendue vente de Sainte-Lucie aux Anglois, par Warner.*

81

ART. VIII. *Des prétendues réclamations, & des tentatives des Anglois sur Sainte-Lucie, depuis la prise de possession de cette isle par les François, en 1650.*

84

ART. IX. *Examen de l'enquête faite aux Barbades en 1688, pour justifier des droits de l'Angleterre sur les Antilles.*

99

1.^{re} Déposition. GEORGE SUMMERS. 106

2.^e Déposition. RICHARD BUDDIN. 108

3.^e Déposition. HENRI WALFORD. 110

4.^e Déposition. AMBROISE ROUSSE 111

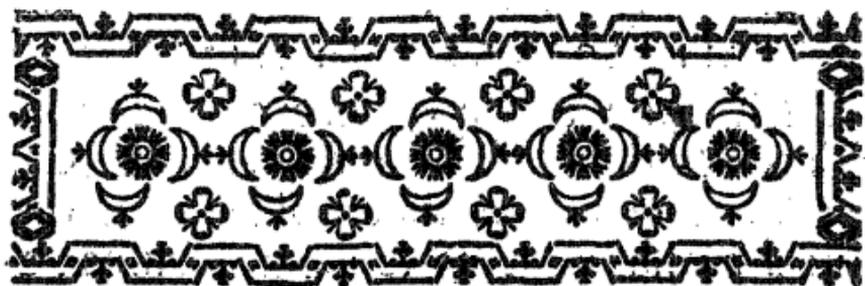
IV	MEMOIRES SUR L'ISLE &c.	
5. ^e	Déposition. CHRISTOPHE CODRINGTON.	113
6. ^e	Déposition. CHARLES COLLINS.	119
7. ^e	Déposition. HUMPHRY POWEL.	121
8. ^e	& d. ^{re} Déposition. DOROTHE'E BELGROVE.	122

	RE'SULTAT de l'enquête faite en 1688.	123
--	---------------------------------------	-----

	CONCLUSION du Mémoire.	128
--	------------------------	-----

Les Pièces justificatives touchant l'Isle de Sainte Lucie suivent à la page 133.





MÉMOIRES

SUR

L'ISLE DE SAINTE-LUCIE.

Second Mémoire des Commissaires de Sa Majesté Très-Cbrétienne, sur l'Isle de Sainte-Lucie, du 4 Octobre 1754. En réponse au Mémoire des Commissaires de Sa Majesté Britannique, du 15 Novembre 1751.

INTRODUCTION.



Les Commissaires du Roi ont établi par un premier Mémoire, du 11 février 1751, les droits de propriété de la Couronne de France sur l'isle de Sainte-Lucie.

Ils ont démontré que les premiers établissemens des François dans les isles Caraïbes étoient au moins aussi anciens que ceux des Anglois.

S'il y a un fait certain dans l'histoire de l'Amérique, c'est que l'isle de Saint-

2. MÉMOIRES SUR L'ISLE

Id. Mémoi-
re des Comm-
missaires
Français.

4 Oct. 1754.

Introduction.

Christophe a été le berceau des colonies des deux Nations dans les îles Caraïbes, & que leurs établissemens ont pris naissance dans le même temps; avec cette seule différence que la date de l'acte qui a donné un caractère d'authenticité, & qui a assuré l'état des premiers établissemens François, est antérieure à celle de l'acte de même nature qui a autorisé les premiers établissemens Anglois.

Ces dates sont certaines & reconnues pour telles : les actes existent, les Commissaires Anglois ne les ont pas même attaqués; ils ont répété sans cesse que l'Angleterre avoit de quoi prouver son droit, qu'elle avoit pour elle des faits incontestables, ils n'ont parlé que d'évidence; on espère cependant faire voir qu'ils n'ont rien établi, rien réfuté, rien prouvé, & qu'on ne trouve de faits certains dans leur Mémoire que ceux qui avoient été posés pour tels dans le premier Mémoire des Commissaires du Roi.

Si on en croit Mrs. les Commissaires Anglois, longtems avant les premiers établissemens des deux Nations dans Saint-Christophe, il en avoit été fait dans l'Isle de Sainte-Lucie par le Comte de Cumberland & par le Chevalier Oliph Leigh.

Pour appuyer cette supposition; ils ont eu recours à des relations qui prou-
vent

vent au contraire que jamais le Comte de Cumberland ni le Chevalier Oliph Leagh n'ont fait aucun établissement à Sainte-Lucie, & que jamais ils n'ont songé à y en faire. La relation du voyage du Chevalier Oliph Leagh prouve même que les Caraïbes de Sainte-Lucie avoient été en commerce avec les François avant ce voyage.

Id. Mémoire des Commissaires François.
4. Oct. 1754.

Introduction.

Les Commissaires Anglois ont prétendu pareillement à une continuité de cette prétendue plantation: la principale preuve qu'ils en ont donnée est tirée des lettres patentes accordées au Comte de Carlisle par le Roi d'Angleterre en 1627. Un relevé sommaire de l'établissement & de la situation des différentes isles dont il est parlé dans ces lettres patentes, démontrera sensiblement combien les Commissaires Anglois se sont fait illusion dans les inductions qu'ils en ont voulu tirer.

On fera voir par l'état de guerre où les deux Nations ont été jusqu'en 1660 avec les Sauvages, qu'elles songeoient moins à s'inquiéter l'une l'autre dans leurs établissemens qu'à se défendre contre ces ennemis communs, & que ce n'est que par les actes intervenus avec les Caraïbes en 1660, que ces établissemens ont pris une consistance & une solidité qu'ils n'avoient pas eues jusqu'alors.

Les Commissaires du Roi n'ont ja-

4 ME'MOIRES SUR L'ISLE

II. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français.

4 Oct. 1754.

Introduction.

mais contesté que les Anglois n'aient formé un premier établissement à Sainte-Lucie en 1639; mais ils croient avoir démontré, & on ne leur a pas même disputé que cet établissement a été abandonné en 1640, les Anglois n'ayant pu s'y soutenir contre les Caraïbes; & c'est sur une occupation paisible & tranquille de cette isle qui étoit restée abandonnée des Anglois depuis dix ans, que les Commissaires du Roi établissent les droits de leur Nation.

Les Commissaires de Sa Majesté Britannique ont répété un très-grand nombre de fois que les Français s'en étoient emparés deux mois après cette expulsion des Anglois par les Sauvages, & ils n'ont point épargné les soupçons qui pourroient naître d'une occupation si subite. Les Commissaires du Roi prouvent que ce ne fut qu'en 1650 que les Français se mirent en possession de l'isle qui avoit été abandonnée dès 1640.

Suivant Mrs. les Commissaires Anglois, il auroit fallu un acte public & authentique par lequel l'Angleterre eût déclaré qu'elle abandonnoit cette isle; mais selon cette nouvelle jurisprudence, il n'y auroit aucun exemple d'abandon: on pourroit quitter un pays, n'y rentrer jamais, & s'en prétendre éternellement propriétaire & possesseur.

L'abandon d'un pays est un fait qui se

se caractérise par lui-même : si un autre l'occupe, & que celui qui l'occupoit auparavant garde le silence, sans y être contraint, sans pouvoir prétendre qu'il ignore qu'un autre s'en soit mis en possession, c'est la preuve la plus forte & la plus complète de l'abandon; & telle est celle que l'histoire fournit de l'abandon de Sainte-Lucie par les Anglois. On fortifiera ce principe par plusieurs autres exemples tirés de l'Amérique même.

S'il y eut jamais des occasions favorables pour l'Angleterre de réclamer la possession de Sainte-Lucie, c'eût été dans le temps du Traité de Westminster en 1655. & de celui de Breda en 1667. Dans l'une & l'autre époque, les François étoient en pleine & tranquille possession de Sainte-Lucie : les Anglois étoient informés de cette possession, & rien n'empêchoit de réclamer; ils ont cependant gardé le silence le plus volontaire & avec la plus parfaite connoissance de cause : *silentium scientis & liberè volentis.*

Les autres faits allégués par les Commissaires Anglois pour tenir lieu de titres de réclamation, sont des actes de violence, dont souvent les auteurs ont eu moins pour objet de s'emparer de Sainte-Lucie que d'en priver les François.

Les Commissaires de Sa Majesté Bri-

se caractérise par lui-même : si un autre l'occupe, & que celui qui l'occupoit auparavant garde le silence, sans y être contraint, sans pouvoir prétendre qu'il ignore qu'un autre s'en soit mis en possession, c'est la preuve la plus forte & la plus complète de l'abandon; & telle est celle que l'histoire fournit de l'abandon de Sainte-Lucie par les Anglois. On fortifiera ce principe par plusieurs autres exemples tirés de l'Amérique même.

Id. Mémoires des Commissaires François. 4 Oct. 1754.
Introduction.

S'il y eut jamais des occasions favorables pour l'Angleterre de réclamer la possession de Sainte-Lucie, c'eût été dans le temps du Traité de Westminster en 1655. & de celui de Breda en 1667. Dans l'une & l'autre époque, les François étoient en pleine & tranquille possession de Sainte-Lucie : les Anglois étoient informés de cette possession, & rien n'empêchoit de réclamer; ils ont cependant gardé le silence le plus volontaire & avec la plus parfaite connoissance de cause : *silentium scientis & liberè volentis.*

Les autres faits allégués par les Commissaires Anglois pour tenir lieu de titres de réclamation, sont des actes de violence, dont souvent les auteurs ont eu moins pour objet de s'emparer de Sainte-Lucie que d'en priver les François.

Les Commissaires de Sa Majesté Bri-

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français.

4 Oct. 1754.

Introduction.

tannique citent une espèce d'enquête que les Anglois firent faire en 1688 sur l'origine de leurs établissemens dans les isles Caraïbes. De tels actes sont par eux-mêmes d'une considération peu décisive; celui-ci fournit tout au plus quelques notions obscures sur les tentatives d'un établissement en 1639; mais cette preuve étoit inutile, puisque les Commissaires du Roi dans leur premier Mémoire du 11 février 1751 avoient raconté ce fait d'une manière tout aussi favorable à l'Angleterre, & que ce n'étoit que sur l'abandon que les Anglois avoient fait de Sainte-Lucie en 1640, qu'on avoit fondé le droit qu'avoient eu les François d'occuper cette île; possession au surplus qui a été cimentée par les guerres les plus coûteuses & les plus sanglantes contre ces mêmes Sauvages qui avoient obligé les Anglois à l'abandonner.

Tel est le projet de cette réponse: on auroit désiré l'abrégé; mais les nuances que le Mémoire de Mrs. les Commissaires Anglois a répandus sur cette matière, mettent dans la nécessité de rappeler toutes les circonstances qui peuvent tendre à rétablir l'exactitude des faits, & à dissiper les obscurités & les incertitudes auxquelles il a pu donner lieu.

Au surplus, il y a dans le Mémoire auquel les Commissaires du Roi ont à ré-

répondre quelques expressions qui ont paru peu conformes, aux égards qu'on se doit réciproquement: & ils ont cru ne pouvoir se dispenser de faire à ce sujet les représentations convenables.

M^s. les Commissaires Anglois se sont excusés sur le peu d'usage qu'ils ont de la langue François; & ils ont paru disposés à ne pas se refuser aux changemens qui ne diminueroient en rien le mérite de leur cause: ces dispositions ont tenu lieu de tous changemens; les Commissaires du Roi n'ont pas voulu qu'on pût imaginer qu'ils auroient eu en vûe de diminuer la force des argumens qui étoient liés à ces expressions; ils se bornent à conserver, par ce Mémoire, le souvenir de l'explication qu'ils en ont eue avec les Commissaires de Sa Majesté Britannique.

Id. Mémoire des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

Introduction.

ART. I. *Des voyages du Comte de Cumberland & du Chevalier Oliph Leagh à l'isle de Sainte-Lucie: Et de l'état des isles Caraïbes depuis leur découverte jusqu'en 1626.*

MESSIEURS les Commissaires Anglois ont insinué dans leur Mémoire (paragr. VII.) que la première découverte des isles Caraïbes avoit été faite par leur Nation, & l'ont assuré positivement pour Sainte-Lucie.

11d. Mémoi-
re des Com-
missaires
Francois.
4 Oct. 1754.

Mais lorsque les Commissaires du Roi leur en ont demandé la preuve, ils se sont bornés à citer le quatrième volume du recueil de voyages, par Purchaff. page 1146.

Article I.

On y trouve qu'en 1593 le Comte de Cumberland fit armer trois vaisseaux qui firent voile vers les Antilles, & que de ces trois vaisseaux le premier & le second avoient des Pilotes Espagnols *.

Aussi y avoit-il alors cent ans que Christophe Colomb avoit fait en 1493 la découverte des Antilles.

La *priorité de plantation* est tout aussi bien *prouvée* par la suite du même passage; on y lit que les trois vaisseaux se *rafraichirent trois jours à Sainte-Lucie & à la Martinique.*

Ce n'est pas le seul exemple de prétentions extraordinaires que fournisse, sur la découverte des isles Caraïbes, le Mémoire de M^{rs}. les Commissaires de Sa Majesté Britannique, puisqu'ils adoptent l'extrait qu'ils ont produit des lettres patentes accordées au Comte de Carlisle en 1627, où ce Comte s'attribue d'avoir fait faire la décou-

P R E U V E S.

* Le Commandant avoit un Pilote **ESPAGNOL** qui avoit une parfaite connoissance de ces ports; le second vaisseau un autre Pilote *Espagnol*; voilà une *priorité de découverte* bien prouvée. Voyez ci-après parmi les *Pièces justific.* No. I. de la 30. Partie des preuves.

découverte de ces isles à ses frais & dépens, en sorte que par une singulière transposition des temps, le Comte de Cumberland, postérieur de cent ans à Christophe Colomb, enlève à celui-ci la gloire de la première découverte; & le Comte de Cumberland en est dépouillé à son tour par le Comte de Carlisle qui n'est venu que trente ans après lui.

Id. Mémoire des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

Article I.

Si on lit la relation du voyage du Comte de Cumberland, de laquelle Mrs. les Commissaires Anglois se sont contentés de citer les premières lignes, mais qui sera produite en entier*, on voit que cet armement n'a eu pour objet que la course contre les Espagnols & le pillage de leurs établissemens; nul projet, nuls préparatifs, nuls moyens pour s'établir dans les Antilles, nul acte du Souverain qui autorise à le faire.

Les inductions que Mrs. les Commissaires Anglois ont prétendu tirer du voyage du Chevalier Oliph Leigh, ne sont ni mieux fondées, ni plus exactes.

Les Commissaires du Roi ont fait aussi traduire cette relation en entier †, &

P R E U V E S.

* Pièces justif. No. I. de la 3e. partie des preuves.

† Pièces justif. No. II. de la 3e. partie des preuves.

Les preuves justifiées dont il est fait mention ici & dans la suite, suivent dans ce même volume après le Mémoire.

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français
4. Oct. 1754.

& voici ce qui en résulte.

10. Le titre même porté que l'armement étoit destiné pour la Guyane, & par conséquent nul projet d'établissement à Sainte-Lucie.

20. Le vaisseau dirigea sa route à la Guyane, & non à Sainte-Lucie.

30. Il ne mouilla à Sainte-Lucie que par cas fortuit, & après avoir manqué la Guyane.

40. Il ne fut question de laisser du monde à Sainte-Lucie qu'à cause de l'impossibilité de regagner l'Angleterre avec les vivres qui restoit dans le vaisseau.

50. Le premier acte des débarqués, au nombre de soixante-sept, est un acte de révolte pour s'emparer de la chaloupe du vaisseau.

60. Il ne paroît pas que ces soixante-sept Anglois aient eu en vûe aucun établissement, ni qu'ils aient défriché, semé, ni planté.

Il est même dit que pendant cinq à six semaines, c'est-à-dire pendant tout leur séjour dans l'isle, ils ne sortirent presque pas; il semble qu'ils songeoient seulement à vivre de la traite qu'ils faisoient avec les Sauvages, & de ce qu'ils pouvoient se procurer par la chasse ou par la pêche.

70. Les premiers jours ils traitèrent avec les Sauvages par un Anglois qui

sa-

savoit l'espagnol (a). Cet interprète Ibid. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français.
4 Oct. 1754.
ayant péri dès le commencement de
la guerre, qu'ils eurent bien-tôt à sou-
tenir contre les Sauvages, ils emplo-
yèrent en sa place un autre Anglois
nommé François Brace qui parloit fran-
çois (b). Article 10.

Il résulteroit donc de cette pièce
Angloise, & produite par l'Angleter-
re, que les François auroient fréquenté
Sainte-Lucie & les isles voisines avant
les Anglois, ou au moins avant l'arri-
vée du détachement d'Oliph Leagh.

89. Peu après le débarquement des
soixante-sept Anglois à Sainte-Lucie,
les Carabbes leur déclarèrent la guer-
re: elle ne fut pas de longue durée,
quarante-huit Anglois y périrent, & les
dix-neuf qui restèrent se sauvèrent la
nuit du 25 au 26 septembre dans une
pirogue que la commisération de leurs
ennemis leur accorda.

Ainsi finit cette prétendue peuplade,
après avoir passé dans l'isle trente-cinq
jours, dont plus de la moitié fut une
guerre continuelle. Comment les An-
glois ont-ils pu regarder cette malheu-
reuse aventure comme un titre de pro-
priété auquel on ne pourroit rien op-
poser?

P R E U V E S.

(a) Pièces justifiées, No. II, de la 3e. partie.

(b) *Ibid.*

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
François 4
Octob. 1754.

Article 1.

Mr^s. les Commissaires de Sa Majesté Britannique ont prétendu qu'il y avoit eu une seconde peuplade envoyée à Sainte-Lucie l'année suivante 1606.

Les Commissaires du Roi ont requis qu'il leur en fût donné des preuves; & ils ont demandé si ces établissemens avoient été solides & durables, combien ils avoient subsisté, ou si ce n'avoient été que des tentatives infructueuses & passagères.

Les répétitions fréquentes qui se trouvent dans le mémoire de Mr^s. les Commissaires Anglois, sur la continuité des premiers établissemens faits dans cette isle depuis sa première découverte, & singulièrement depuis les peuplades d'Oliph Leagh jusqu'en 1635, 1638 & 1640, sembloient annoncer les documens les plus certains & les plus évidens.

Nulle preuve cependant n'a été donnée de l'envoi de 1606, que l'on se croit fondé jusqu'à présent à regarder comme une fiction.

Nulle preuve de la continuité de l'établissement prétendu de 1605, que l'on peut regarder comme un pur roman.

Aux demandes faites à Mr^s. les Commissaires Anglois, ils se sont contentés de répondre *qu'ils entendoient cet établissement fondé sur la première découverte & possession, en conséquence d'être solide & durable.* Voi-

Voici cependant à quoi tout se réduit.

Les Anglois ont été à Sainte-Lucie en 1605; leur relation prouve que les François y avoient été antérieurement.

Soixante-sept Anglois qui seroient morts de faim à bord d'un de leurs navires, y ont été débarqués.

Quarante-huit ont été tués par les naturels du pays; les dix-neuf de reste se sont sauvés pendant la nuit après un séjour de trente-cinq jours.

Comment peut-on entendre que ces faits prouvent *une première découverte, un établissement solide & durable, en conséquence de cette première possession, & la continuité de cet établissement pendant trente à trente-cinq ans, tandis qu'on voit dans la pièce même, produite par l'Angleterre, une postériorité de découverte & un séjour de trente-cinq jours qui a fini par une expulsion, & par un abandon total & sans retour?*

Il est vrai que pour donner quelque consistance à leur système, Mrs. les Commissaires Anglois ont avancé (*parag. CLVII*) que leur droit a commencé par *une découverte & des plantations, MAINTES ANNEES avant que les François EUSSENT AUCUNE CONNOISSANCE des Caraïbes, de l'aveu de leurs propres historiens.*

Pour prouver une assertion dont au moins la dernière partie est si peu vraie-

II. Mémoire des Commissaires François.

4 Oct. 1754.

Article I.

III. Mémoires des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

Article I.

semblable, ils ont cité en général le P. du Tertre & le P. Labbat: un pareil paradoxe valoit cependant bien la peine qu'on rapportât les passages, ou qu'au moins on indiquât les pages.

Les Commissaires du Roi déclarent qu'après avoir lû avec soin ces deux auteurs, ils n'y ont rien trouvé de semblable ni d'approchant, & ils ne peuvent assez témoigner leur surprise qu'on hasarde sérieusement une proposition si étrange, qui ne peut induire en erreur que des personnes qui n'auroient aucune connoissance de ce qui s'est passé dans les isles Caraïbes depuis la découverte qu'en a faite Christophe Colomb, c'est-à-dire, *maintes années* avant les plantations des Anglois, dont aucune ne paroît antérieure à 1627, si on compte toutes les isles, ou à 1639, si on ne parle que de Sainte-Lucie.

En effet, jusqu'aux lettres obtenues d'abord en France par le sieur d'Ennambuc le 31 octobre 1626, & postérieurement en Angleterre par le Comte de Carlisle le 2 juin 1627, on ne voit aucune preuve d'établissement durable dans les Antilles par aucune des nations Européennes, qui depuis ont possédé ces isles.

On ne voit pas même de quelle autorité on en auroit pu faire sans l'aveu des Rois de France ou d'Angleterre, ou des autres Puissances respectives.

Ce-

Cependant ces isles étoient fréquen- Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français.
4 Oct. 1754.
tées par des vaisseaux François, An-
glois & Hollandois qui y venoient,
ou pour la traite avec les Sauvages,
ou pour la guerre contre les Espa-
gnols.

Article 1.

Il paroît qu'en 1521 les François commençoient à se montrer fréquemment dans ces mers (a), & qu'en 1529 les corsaires de France & d'Angleterre s'y étoient multipliés (b).

La paix qui a souvent régné en Europe entre la France, l'Espagne & l'Angleterre, n'empêchoit pas qu'il ne se fit en Angleterre, & même en France, des armemens en course, quelquefois même sous commission Française ou Angloise. On se servoit, pour obtenir ces commissions, du prétexte de représailles; & l'usage où étoient alors les Espagnols de traiter d'interlopes tous les navires qu'ils trouvoient au-delà du Tropique, étoit favorable à ce prétexte.

Les Espagnols n'avoient point d'établissement dans les isles Caraïbes, à cause des cruautés des Sauvages qui y étoient répandus, & du peu de cas qu'ils faisoient de ces isles. On n'en ti-

P R E U V E S.

(a) Charlevoix, histoire de Saint-Domingue, tome 1, page 407.

(b) Ibid. page 456.

**Ed. Mémoires des Com-
missaires
Français.
4 Oct. 1754.**

tiroit alors que du tabac, dont l'usage étoit peu commun en Europe.

Ces isles étoient donc la retraite ordinaire de tous les traiteurs, interlopes & corsaires de toutes nations.

Il y avoit de temps à autre quelques Européens qui y restoient & qui vivoient avec les Sauvages. Le témoignage le plus positif que l'on en ait rencontré, est celui du P. du Tertre, qui rapporte qu'à l'arrivée du sieur d'Ennambuc à Saint-Christophe en 1625, il y trouva des François. On a déjà vu dans la relation du voyage du Chevalier Oliph Leagh, qu'il y avoit à Sainte-Lucie en 1605 des Caraïbes qui entendoient le François.

Si les courses passagères, ou même les débarquemens de quelques hommes qui ont disparu ensuite, pouvoient être pris pour des titres d'établissement, chacune des isles Caraïbes seroit en même temps à toutes les nations Européennes, puisque toutes les ont continuellement fréquentées, soit pour la course, ou pour la traite.

De quelque nation que fussent les Européens épars alors dans les Antilles, on ne peut pas dire qu'ils y constituassent aucune colonie. C'étoient pour la plupart des gens sans aveu, des deserteurs de corsaires, forbans eux-mêmes quand ils pouvoient l'être impunément, vivans avec les Caraïbes,

&

& vivans comme eux sans aucune forme de gouvernement, & sans reconnoître ni la France, ni l'Angleterre, ni aucune autre Puissance.

Id. Mémoire des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

Il est manifeste que de telles gens n'avoient pas plus d'envie d'acquiescer pour l'Angleterre que pour la France; & au surplus, ils ne l'ont témoigné par aucun acte qui ait produit quelque effet & qui soit venu jusqu'à nous.

Article I.

Il n'est pas moins évident que les corsaires de France, d'Angleterre & de Hollande, qui fréquentoient ces mers, n'avoient ni la volonté, ni les moyens, ni les pouvoirs nécessaires pour y établir des colonies.

L'établissement de Saint-Christophe en 1627, fait d'un commun accord entre les Anglois & les François, est donc le premier acte de possession réelle dont on ait connoissance dans cette partie de l'Amérique. Tout ce que les Anglois ont prétendu sur la *priorité* de leurs établissemens, sur leur *continuité* jusqu'à cette époque, n'est que roman & illusion; & leur silence obstiné sur les demandes qui leur ont été faites de produire des preuves, donne à cette vérité toute la force qu'elle pourroit recevoir de leur aveu & de leur consentement.

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français
4 Oct. 1754.

Article II.

ART. II. *Des Lettres accordées au Comte de Carlisle en 1627 par Charles Ier. Roi d'Angleterre; Et de l'établissement des isles qui s'y trouvent dénommées.*

SI l'on peut passer au Comte de Carlisle d'avoir fait insérer dans les Lettres qu'il a obtenues de Charles premier, que c'est lui qui a fait faire à ses grands frais & dépens la découverte des isles Caraïbes, & qu'en 1627 elles étoient portées au point d'être une vaste & copieuse colonie d'Anglois; il n'en est pas moins étonnant que cette énonciation fabuleuse ait été adoptée par Mrs. les Commissaires de Sa Majesté Britannique *, & qu'ils aient voulu appuyer tout le vaste système de leurs prétentions sur un fondement si ruineux.

La notoriété contraire sembloit donc autoriser à répondre par une simple négative; mais pour ne laisser rien à desirer, on parcourra sommairement les époques de la première découverte de ces isles & de leur établissement, en recherchant ce qu'en ont pu dire les historiens Espagnol, François, Anglois ou autres.

On emploiera sur-tout l'autorité du P. du Tertre, auteur contemporain des

P R E U V E S.

* Voyez leur Mémoire, parag. IX.

des premiers établissemens des deux Nations dans les Antilles.

On citera, non par choix, mais par disette, Richard Bloome, auteur de l'Amérique Angloise, imprimée en 1688, le seul écrivain Anglois sur ces matières, dont on ait connoissance que l'ouvrage ait été traduit en François, le seul qui soit par conséquent à portée d'être consulté par tous ceux qui liront ces Mémoires.

Id. Mémoires des Commissaires François. 4 Oct. 1754.

Article II.

On n'a pas omis d'un autre côté de faire traduire les citations faites par Mrs. les Commissaires Anglois, d'auteurs de leur nation, dont les ouvrages n'ont pas été traduits.

Jean de Laët sera pareillement un des auteurs que l'on citera dans cette discussion, comme un de ceux que les Anglois peuvent le moins récuser. Son livre imprimé en Latin en 1632, & dédié au Roi d'Angleterre, a été traduit en François en 1640. C'est la traduction dont on fera usage. Il paroît que cet auteur étoit assez bien instruit des établissemens fait dans les isles Caraïbes jusqu'à son temps. Il fait une énumération complète de ces isles, & une courte description. Il parle des établissemens de la Barbade, de Saint-Christophe & de Nièves. Si Sainte-Lucie eût été alors habitée par les Anglois, on ne voit pas pourquoi il n'eût pas fait mention d'une colonie, qui,

Id. Mémoi- suivant Mrs. les Commissaires Anglois,
 re des Com- seroit la plus ancienne de toutes cel-
 missaires les des Antilles; mais loin de-là, il
 François fournit des preuves du contraire.
 4 Oct. 1754.

Article II.

Enfin on citera aussi quelquefois le Sieur de Rochefort, qui, quoique François, ne doit pas être suspect, sur-tout lorsque cet auteur Protestant s'accorde avec le P. du Tertre.

Les isles comprises dans la concession du Comte de Carlisle, suivant le Mémoire de Mrs. les Commissaires Anglois, sont au nombre de vint-deux.

S A V O I R ;

1. SAINT-CHRISTOPHE.
2. La GRENADE.
3. SAINT-VINCENT.
4. SAINTE-LUCIE.
5. La BARBADE.
6. *MITTALANEA*, sur les cartes
Hollandoises *MATALINO*, &
en François *LA MARTINIQUE*.
7. La DOMINIQUE.
8. MARIE-GALANTE.
9. *DESSUDA*, sur les cartes Hol-
landoises *DESEADA*, & en
François *LA DESIRADE*.
10. *TODOS-SANTOS*, appelées par
les François *LES SAINTES*.
11. La GUADELOUPE.
12. ANTIGOA ou ANTIGUES.
13. MONTSERRAT.
14. RODUNDO ou RODUNDA.

15. LA

15. LA BARBOUDE.
 16. *NEVIS*, en François NIE'VES.
 17. *STATIA*, en François SAINT-EUSTACHE.
 18. SAINT-BARTHE'LEMY.
 19. SAINT-MARTIN.
 20. L'ANGUILLE.
 21. SOMBRERA.
 22. *ENEGADA*, en François LA NE'GADE.

Ild. Mémoi-
 re des Com-
 missaires
 François.
 4 Oct. 1754.

Article II.

I. SAINT-CHRISTOPHE, Possédées d'a-
 bord par les François & par les Anglois,
 & depuis la paix d'Utrecht en entier
 par les Anglois.

Tous les auteurs concourent à ac-
 corder la découverte de cette isle à
 Christophe Colomb, qui lui donna
 son nom au mois de Novembre 1493
 (a), & il est reconnu par Mrs. les Com-
 missaires Anglois eux-mêmes que les
 colonies Angloise & Françoisise de Saint-
 Christophe ont été fondées d'un com-
 mun accord & en même temps, l'une
 en vertu des Lettres accordées à M.
 d'E'nambuc par le Cardinal de Riche-
 lieu, le 31 octobre 1626, & l'autre en
 vertu de celles qui furent accordées
 au Comte de Carlisle, par le Roi Char-
 les premier, le 2 juin 1627, sept mois
 après.

Jean

P R E U V E S.

(a) Charlevoix, histoire de Saint-Domingue,
 tome I, page 114, édition de 1730. in-40.

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français
4 Oct. 1754.

Jean de Laët & Richard Bloome s'accordent sur l'époque de la naissance des deux colonies avec le sieur de Rochefort & tous les autres auteurs.

Article II.

Il paroît , par le P. du Tertre (a), qu'avant cet établissement il y avoit des François à Saint-Christophe, & qu'ils y vivoient en bonne intelligence avec les Caraïbes. On ne voit pas qu'il y eût aucun Anglois ; ainsi dans cette isle, qui est la première dont on connoisse l'établissement avec certitude, les Anglois sont tout au plus contemporains des François.

II. LA GRENADÉ, Possédée aujourd'hui & de tout temps par les François.

Dans l'Amérique Angloise du sieur Richard Bloome on n'annonce aucune prétention sur la Grenade.

Jean de Laët dit qu'elle étoit habitée par les Caraïbes.

Dès l'année 1638 (b) M. de Poinci résolut de prendre possession de cette isle.... mais la multitude des Sauvages qui l'habitoient.... lui firent changer de sentiment.

Il paroît , par ce passage du P. du Tertre , & par toute la suite du chapitre dont il est tiré, qu'il n'y a jamais eu d'Anglois établis à la Grenade, ce qui

P R E U V E S.

(a) Du Tertre, tome I, page 4.

(b) Du Tertre, tome I. page 426.

qui est confirmé par le silence de Richard Bloome, par le témoignage de Jean de Laët & par celui de Rochefort. Suivant ce dernier, les François qui l'habitoient de son temps étoient en possession des Grenadins, où ils faisoient la pêche, comme ils la font encore aujourd'hui.

Ibid. Mémoire des Com-
missaires
François.
4 Oct. 1754.

Article II.

Ce fut au mois de juin 1650 (a) que se fit le premier établissement Européen dans cette isle; M. du Parquet y fit alors bâtir un fort.

Il est dit * que ce fut du consentement des Sauvages, ce qui ne paroît pas avoir eu lieu pour aucune autre isle, excepté Saint-Christophe, où même on ne le dit pas expressément; mais, ni à la Grenade, ni dans les autres isles, ce consentement ne dura pas, & ce ne fut qu'après une guerre longue & sanglante que les Européens restèrent paisibles possesseurs.

III. SAINT-VINCENT, *Toujours possédée par les Caraïbes.*

On n'a trouvé nulle part dans le P. du Tertre qu'il y ait jamais eu d'Anglois établis dans Saint-Vincent.

Jean de Laët dit formellement qu'elle étoit habitée par les Sauvages.

Le

P R E U V E S.

(a) Ibid. page 427.

* Du Tertre, tome I, page 422.

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
François.
4 Oct. 1754.

Article II.

Le sieur de Rochefort, qui a écrit vers 1657, ne dit pas un mot qui puisse faire croire que les Anglois y formassent alors aucunes prétentions. Voici ses paroles : *Cette isle est la plus peuplée de toutes celles que POSSE'DENT les Caraïbes.*

Dans l'Amérique Angloise de Richard Bloome, on avance sans preuve, que les Anglois y ont quelques habitations, mais qu'ils n'y sont pas puissans, y ayant beaucoup de Caraïbes qui la POSSE'DENT. Ce témoignage ne peut détruire ceux de Laët & du P. du Tertre, qui lui sont directement contraires : le passage même de Richard Bloome prouve que cette isle étoit en la possession des Caraïbes, qui l'ont toujours POSSE'DE'E depuis, & qui la possèdent encore aujourd'hui.

Au commencement de février 1668*, peu de temps après le traité de Breda; le Lord Willoughby passa à Saint-Vincent. où, partie de force ou plutôt par surprise, partie par le crédit du bâtard & métif Warner, il l'y rétablit tout de nouveau Gouverneur de tous les Sauvages sous l'autorité du Roi d'Angleterre; mais sans lui donner aucun Anglois avec lui. Ce prétendu acte d'autorité se fit en pleine paix, après avoir

P R E U V E S.

* Du Tertre, tome IV, page 337.

voir brûlé quelques carbets & quelques pirogues.

Il paroît que ce Gouverneur Sauvage n'osa pas rester à Saint-Vincent.

Ce qui fait voir qu'on ne peut tirer en faveur de l'Angleterre aucun avantage de ces mots du P. du Tertre, *il l'y rétablit tout de nouveau*; puisque cet auteur en détruit lui-même tout l'effet en rapportant tout de suite le peu de succès de l'entreprise du Lord Willoughby, qui étoit relative à celle qu'il avoit faite, aussi en pleine paix, quelques années auparavant, en donnant au même Warner une commission de Gouverneur qui n'avoit pas été plus heureuse que celle-ci. On ne doit donc regarder cette entreprise que comme une infraction du traité de Breda & de la paix Caraïbe de 1660, & une vaine tentative pour se soumettre les Sauvages.

Id. Mémoire des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

Article II.

IV. SAINTE-LUCIE. On ne trouve nulle part dans le P. du Tertre qu'il y ait eu des Anglois à Sainte-Lucie avant 1639.

Au contraire, on peut conclurre que leur premier établissement dans cette île fut en 1639, de ces paroles; (a) *les Anglois s'étoient établis dans cette île*

P R E U V E S.

(a) Du Tertre, tom. 1, page 434.

Hd. Mémoi-
re des Com-
missaires
François.
4 Oct. 1754.

isle DE S L'ANNÉE 1639, & y avoient de-
meuré plus de dix-huit mois.

Jean de Laët dit positivement qu'el-
le étoit habitée par les Sauvages.

Article II.

On peut regarder le sieur de Roche-
fort comme contemporain, ayant é-
crit vers 1657; ce qui se peut déduire
de ce que les Caraïbes n'étoient pas
encore chassés de la Martinique lors-
qu'il écrivoit: Or il n'est pas plus fa-
vorable aux prétentions Angloises,
puisqu'il n'en dit pas un mot. Voici
ses paroles sur Sainte-Lucie.

„ (a) Elle n'étoit ci-devant fré-
quentée que par un petit nombre
„ d'Indiens.... les François de la
„ Martinique sont venus DEPUIS PEU
„ leur tenir compagnie... M. Rosse-
„ lan a établi la colonie Françoisé
„ sous les ordres de M. du Parquet
„ qui l'avoit choisi pour y être son
„ Lieutenant; & étant décédé, M. le
„ Breton Parisien a été mis à sa pla-
„ ce”.

Dans tout l'article, on ne voit nul-
le trace de possession ni de revendica-
tion Angloise.

Ces mots *depuis peu* ne peuvent con-
venir qu'à l'époque de 1650: on prou-
vera dans la suite de ce Mémoire que
c'est la seule qu'on puisse adopter pour
l'é-

P R E U V E S.

(a) Rochefort, tome I, page 57.

l'établissement des François dans Sainte-Lucie.

Id. Mémoire des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

Richard Bloome ne fait nulle mention de Sainte-Lucie ; ce qui donne lieu de croire qu'en Angleterre on ne pensoit pas encore à former des prétentions sur cette isle, lorsque cet auteur a publié son ouvrage. On ne peut cependant pas le soupçonner de ne pas assez étendre les droits de sa nation.

Article II.

V. LA BARBADE, *Aujourd'hui possédée par les Anglois.*

On ne voit pas dans le P. du Terre l'époque du premier établissement de la Barbade ; mais les lettres du Cardinal de Richelieu, en faveur de M. d'E'nambuc, dans lesquelles elle est nommée seule avec Saint-Christophe, autorisent à croire qu'elle étoit vacante au temps du départ du sieur d'E'nambuc de Saint-Christophe, & réputée telle en France le dernier jour d'octobre 1626, date des lettres.

Jean de Laët confirme cette opinion, en disant que les Anglois y ont mené une colonie en 1627.

Suivant Richard Bloome, le nombre des habitans s'y accrut en 1627, ce qui autorise encore à croire que c'est-là tout au plus l'époque de son premier établissement, car celle qu'il fait remonter quelques années plus haut

Ild. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français.
4 Oct. 1754.

Article II.

haut sans la fixer , paroît pleine d'in-
certitude , d'autant qu'on ne voit ni
autorisation du Prince pour habiter ,
ni gouvernement établi que dans les
patentes du Comte de Carlisle.

Le sieur de Rochefort s'exprime
ainsi dans son histoire des Antilles (a).

„ Les Anglois... y ont mené dès
„ l'an 1627 la colonie qui l'habite en-
„ core à présent”. Mais il dit ailleurs
que cette colonie est sortie de Saint-
Christophe après l'expédition de Don
Frédéric de Tolède (b); circonstance
qui reculeroit jusqu'en 1629 la fonda-
tion de la Barbade , & qui est d'au-
tant plus vrai-semblable que l'on ne
voit pas pourquoi l'Amiral Espagnol
auroit plus épargné cette colonie nais-
sante que celle de Saint-Christophe.

MITTALANEA , autrement la MARTI-
NIQUE , *Aujourd'hui & de tout temps
possédée par les Français.*

Cette île avoit peut-être été décou-
verte en 1493 en même temps que la
Dominique ; mais ce qui est certain ,
c'est que Christophe Colomb y mouil-
la le 13 juin 1502 , y fit de l'eau & y
resta *trois jours*. On aura peine à trou-
ver une découverte Angloise précé-
den-

P R E U V E S.

(a) Rochefort, tome I, page 54.

(b) Ibid. tome II, page 37.

dente; & si le Comte de Cumberland, IId. Mémoi-
re des Com-
missaires
François.
4 Oct. 1754. en se rafraîchissant trois jours à la Martinique & à Sainte-Lucie en 1593, avoit acquis à l'Angleterre un droit inébranlable sur cette dernière isle, les Espagnols auroient le même droit sur la Martinique & sur toutes les Antilles. Article II.

Jean de Laët dit que cette isle étoit habitée par des Sauvages les plus méchans de tous.

Le sieur de Rochefort ne parle que des François & des guerres qu'ils ont eu à soutenir contre les Caraïbes.

Le premier établissement à la Martinique est du 6 juillet 1635 par M. d'Énambuc (a); elle étoit alors entièrement habitée par les Caraïbes (b).

Ils ne s'opposèrent pas d'abord à la possession des François; mais ils ne tardèrent pas à leur faire la guerre.

Il ne paroît pas qu'il y ait jamais eu d'Anglois dans cette isle, de laquelle Richard Bloome ne fait aucune mention.

VII. LA DOMINIQUE, *Toujours possédée par les Caraïbes.*

On ne trouve point dans le P. du Tertre que jamais les François ni les An-

P R E U V E S.

(a) Du Tertre, tome I, page 101.

(b) Ibid. page 76.

Iid. Mémoi- Anglois aient occupé la Dominique.
 re des Com- On fait, par les historiens Espagnols,
 missaires qu'elle avoit été découverte par Chris-
 François. tophe Colomb le dimanche 3 novem-
 4 Oct. 1754. bre 1493 (a).

Article II.

Jean de Laët dit qu'elle étoit habitée de son temps par les Caraïbes qui étoient gouvernés par un Cacique.

Le sieur de Rochefort, qui a écrit en 1657, dit qu'elle étoit entièrement habitée par des Sauvages.

Il y a un contrat passé avec la compagnie Française des isles de l'Amérique, pour l'établissement de cette isle; cet acte est du 14 février 1635. . . . C'est le même qui autorise l'établissement de la Martinique & de la Guadeloupe: il se trouve dans le P. du Tertre (b).

Richard Bloomes'explique fort confusément: car après avoir dit qu'il y a des Anglois à la Dominique qui plantent du tabac, il dit qu'elle est pleine de Caraïbes qui haïssent beaucoup les Anglois; ce qui est incompatible avec cette prétendue plantation qui n'a jamais existé que dans son livre.

On trouve dans le P. du Tertre (c) que le Lord Willoughby avoit donné, le 16 avril 1664, la patente de Gouver-

P R E U V E S.

(a) Charlevoix, histoire de Saint-Domingue, tome 1, page 114. édit. de Paris, 1730. in-4.

(b) Du Tertre, tome I. page 66.

(c) Ibid. tome III, page 85.

verneur au méfif Warner, qui avoit grand crédit dans cette ifle; mais fon crédit n'a pas été jufqu'à y établir les Anglois, & le traité de 1660 qui assure cette ifle aux Sauvages fous la protection de la France, fuffit pour faire voir l'inutilité de cette patente, qui eft poftérieure de quatre ans, & qui ne peut fournir aucun prétexte à des prétentions, qui n'ont jamais eu d'autre fondement que l'inclination de ce Sauvage pour les Anglois, à qui il appartenoit par fon père.

Id. Mémoires des Comiffaires François.

4 Oct. 1714

Article II.

On voit cependant, ainfi qu'on l'a déjà rapporté, qu'en février 1668 (a), auffi-tôt après le traité de Breda, le Lord Willoughby effaya en vain d'établir à la Dominique ce prétendu Gouverneur des Sauvages, lequel, fuivant les apparences, a fini fes jours à Antigoa. Par conféquent les prétentions Angloifes ne pourroient porter que fur une entreprife contraire à la paix & au droit des gens; entreprife fans succès, & qui, de quelque façon qu'on la confidère, ne pourroit produire aucun droit.

VIII. MARIE-GALANTE, *Poffédée aujourd'hui & de tout temps par les François.*

Cette ifle, fuivant les auteurs Espagnols

P R E U V E S.

(a) Du Tertre, *toms IV, page 337.*

32 MÉMOIRES SUR L'ISLE

Hist. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français.
† Oct 1754.

gnols cités par le P. Charlevoix (a), a été découverte par Christophe Colomb vers le 3 novembre 1493.

Article II.

Jean de Laët dit qu'elle étoit fréquentée par les Sauvages, qui peut-être même y avoient des habitations; ce qui exclut tout établissement Anglois.

Le sieur de Rochefort dit qu'elle a été peuplée & fortifiée par M. Houel Gouverneur & propriétaire de la Guadeloupe.

Elle n'est point comprise dans le livre de Richard Bloome: les Anglois ont cependant voulu s'en emparer (nous ignorons dans quel temps) mais ils furent repoussés par les Sauvages (b).

Elle a été établie en 1652 par les Français, pillée par les Caraïbes en 1653, & rétablie en octobre de la même année par M. Houel (c).

IX. DESSUDA, en français LA DESIRADE, qu'on trouve écrite dans quelques cartes **DESEADA**,

Possédée aujourd'hui & de tout temps par les Français.

Cette isle, suivant Oviédo historien
Espa-

P R E U V E S.

(a) Charlevoix, histoire de Saint-Domingue, tome I. page 114.

(b) Du Tertre, tome II, page 35.

(c) *Ibid.* tome I, page 420.

Espagnol cité par le P. Charlevoix, a été découverte le 2 ou le 3 novembre 1493, par Christophe Colomb (a).

Id. Mémoire des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

On ne trouve rien sur cette île, ni dans le P. du Tertre, ni dans Richard Bloome, ni dans Jean de Laët qui la nomme *Deseada*.

Article II.

Elle est habitée par les François, & il ne paroît pas qu'elle l'ait jamais été par les Anglois.

Suivant le sieur de Rochefort, elle étoit encore déserte quand il a publié son livre.

X. TODOS - SANTOS, autrement
LES SAINTES,

Possédées aujourd'hui & de tout temps par les François.

Jean de Laët n'apprend rien sur ces îles.

Le sieur Richard Bloome n'en parle pas non plus, & il ne paroît pas qu'il y ait jamais eu d'Anglois.

Elles étoient encore désertes, suivant le sieur de Rochefort, lorsqu'il écrivoit, en quoi l'on croit qu'il se trompe.

Le 18 octobre 1648 les François ont pris possession des Saintes; mais ils n'y

P R E U V E S.

(a) Charlevoix, histoire de Saint-Domingue, tome I, page 114.

Tom. I. Part. II. C

Id. Mémoi- n'y ont fait d'établissement solide
re des Com- qu'en 1652 (a).
missaires

François.

4 Oct. 1754.

XI. LA GUADELOUPE,

Possédée aujourd'hui & de tout temps par les François.

Article II.

Cette isle a été découverte par Christophe Colomb le lundi 4 novembre 1493 (b), Christophe Colomb y passa encore le 10 avril 1496, & y fit de l'eau (c).

Suivant Jean de Laët, la Guadeloupe étoit habitée par les Sauvages; les flottes Espagnoles y mouilloient ordinairement pour faire de l'eau.

Richard Bloome ne parle pas de la Guadeloupe, & il ne paroît pas qu'il y ait jamais eu d'Anglois.

L'arrivée de la colonie Françoisise à la Guadeloupe est du 28 juin 1635, suivant le P. du Tertre (d); le sieur de Rochefort dit la même chose.

XII. ANTIGOA,

Possédée aujourd'hui par les Anglois.

Cette isle a été découverte par Christophe Colomb dans les premiers jours de novembre 1493 (e).

P R E U V E S. Jean

(a) Du Tertre, tome I, page 417.

(b) Charlevoix, histoire de Saint-Domingue, tome I, page 114.

(c) Ibid. p. 130. (d) Du Tertre, tome I p. 77.

(e) Charlevoix, histoire de Saint-Domingue, tome I, page 139.

Jean de Laët dit que cette isle étoit inhabitée & destituée d'eau douce, ce qu'il n'auroit pas dit si elle avoit été peuplée d'Anglois.

Ild. Memoire des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

Il paroît, par le sieur de Rochefort (a), qu'elle a été habitée par les Anglois vers 1632, & qu'elle a été depuis souvent ravagée par les Sauvages (b).

Article II.

Richard Bloome ne dit rien du premier établissement des Anglois dans Antigoa.

Il est certain que cet établissement n'a commencé que quelque temps après celui de Saint-Christophe, d'où il a tiré son origine.

En 1629 les François fugitifs de Saint-Christophe, après l'expédition de Don Frédéric de Tolède, furent à Antigoa, où il ne paroît pas qu'il y eût alors aucun Anglois (c).

A la fin de janvier 1640 les Anglois étoient établis à Antigoa, & y avoient un Gouverneur (d).

XIII. MONTSERRAT,

Possédée aujourd'hui par les Anglois.

Cette isle a été découverte par Christophe Colomb en novembre 1493 (e).

Jean

P R E U V E S.

(a) Rochefort, tome II. p. 34.

(b) Idem, tome I, p. 91.

(c) Du Tertre, tome I, p. 34.

(d) Ibid. page. 150.

(e) Charlevoix, histoire de Saint-Domingue, tome I, p. 139.

11d. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français.

4 Oct. 1754.

Article II.

Jean de Laët ne dit rien de particulier sur cette isle.

Richard Bloome convient qu'elle a été découverte par les Espagnols, & ne dit point quand les Anglois ont commencé à s'y établir.

En 1629 les François fugitifs de Saint-Christophe, après l'expédition de Don Frédéric de Tolède, furent à Montserrat; il y avoit alors beaucoup de Caraïbes, & il ne paroît pas qu'il y eût aucun Anglois (a).

Suivant le sieur de Rochefort (b), les Anglois possèdent cette isle depuis 1632, & y ont souvent été attaqués par les Sauvages.

XIV. RODUNDO ou RODUNDA.

On ne trouve rien sur cette isle dans le P. du Tertre ni dans Richard Bloome.

Jean de Laët en fait une courte description, & fait entendre qu'elle étoit déserte..... Il en est de même du sieur de Rochefort.

XV. LA BARBOUDE,

Possédée aujourd'hui par les Anglois.

Richard Bloome ne dit pas en quel temps elle a été premièrement habitée: elle

P R E U V E S.

(a) Du Tertre, tome I, p. 34.

(b) Rochefort tome II, p. 34 & 35.

elle ne l'étoit pas du temps qu'a écrit Jean de Laët, qui dit que c'est *une terre basse & stérile*. Id. Mémoires des Commissaires François. 4 Oct. 1754.

Le sieur de Rochefort (a) dit que les Anglois de Saint-Christophe l'ont habitée en 1632, & que les Sauvages y ont souvent fait de grands ravages. Article II.

Le P. du Tertre ne parle pas de l'époque de l'établissement de cette isle; mais il paroît qu'il y avoit des Anglois en 1635 (b): il y en avoit aussi en 1640, & ils y avoient un Gouverneur; mais il ne reconnoissoit (c) pas l'autorité du Gouverneur de Saint-Christophe, qui paroît avoir été alors regardé comme le Général de toutes les isles Angloises.

XVI. *NEVIS*, en François *NIEVES*,
Possédée aujourd'hui par les Anglois.

Le sieur de Rochefort & Richard Bloome disent que les Anglois s'y habituèrent en 1628, par conséquent ils n'y étoient pas encore établis du temps de la concession du Comte de Carlisle, qui est du 2 juin 1627.

Jean de Laët dit aussi que les Anglois y ont mené une colonie en 1628.

Le P. du Tertre (d) dit qu'en 1628 les

P R E U V E S.

(a) *Ibid.* tome I, p. 89 & 91.

(b) Du Tertre, tome I, p. 78.

(c) *Idem*, tome II, p. 465.

(d) Du Tertre, tome I, p. 22. comparée avec la page 21.

Ird. Mémoi- les Anglois de St. Christophe envoyé-
 re des Com- rent une petite colonie à Nièves.
 missaires

François. Il paroît, par un autre passage du
 4 Oct. 1754 même auteur (a), qu'il y avoit des An-
 glois à Nièves dans le temps de l'ex-
 Article II pédition de Don Frédéric de Toléde;
 c'est à la fin de 1629.

Ainsi, cette isle paroît être la secon-
 de ou la troisieme que les Anglois
 aient habitée.

XVII. STATIA, en François SAINT- EUSTACHE,

Possédée aujourd'hui par les Hollandois.

On ne trouve rien sur Saint-Eusta-
 che dans Jean de Laët ni dans Richard
 Bloome, & il ne paroît pas que les
 Anglois aient formé aucune préten-
 tion sur cette isle; mais on voit dans
 le P. du Tertre qu'elle a été premiè-
 rement établie par les François en
 1629, & elle n'a par la suite appartenu
 aux Hollandois que par l'abandon des
 François.

Le Sieur de Rochefort dit qu'elle a
 été habitée par les Hollandois en 1632;
 ce qui est contraire à ce que dit le P.
 du Tertre (b), que les François l'ont
 fortifiée en 1635.

XVIII.

P R E U V E S.

(a) *Ibid.* page 28.

(b) Du Tertre, tome III. page 245.

XVIII. SAINT-BARTHELEMY.

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
François.
4 Oct. 1754.

*Possédée aujourd'hui & de tout temps par
les François.*

Richard Bloome ne parle point de cette isle, & il ne paroît pas qu'il y ait jamais eu aucun Anglois; Jean de Laët n'en dit rien non plus.

Article II.

Suivant le P. du Tertre (a), les François ont été à cette isle en novembre 1629. Il n'y avoit point alors d'Anglois. On ne voit pas dans cet endroit quelle suite a eu cette première possession.

Mais (b) on trouve que l'isle de Saint-Barthelemy a été peuplée de François en 1648, par l'ordre de M. de Poinci, & que le sieur le Gendre en a été le premier Gouverneur. Cette prise de possession est confirmée par le sieur de Rochefort.

XIX. SAINT-MARTIN.

*Possédée aujourd'hui par les François &
les Hollandois.*

Richard Bloome ne parle point de cette isle, & par conséquent il n'annonce aucune prétention Angloise qui la concerne.

Jean

P R E U V E S.

(a) *Idem*, tome I, page 34.

(b) Du Tertre, tome III, page 33.

Ibid. Mémoi-
re des Com-
missaires
Francois.
4 Oct. 1754.

Jean de Laët ne dit rien non plus qui puisse faire croire qu'il y eût eu aucun Anglois avant le temps auquel il écrivoit.

Article II.

Suivant le P. du Tertre (a), les François ont été à Saint-Martin au mois de novembre 1629. Il ne paroît pas qu'il y eût alors aucun Anglois; mais on ne voit pas quelle suite eut cette première possession des François.

Il paroît seulement (b) qu'en 1638 le sieur de Saint-Martin prit possession de l'isle de Saint-Martin en vertu d'une commission du Roi, & que les Hollandois s'y établirent aussi dans le même temps, & y bâtirent un fort.

Peu de temps après, les Espagnols s'en rendirent maîtres, chassèrent les Hollandois & les François avec lesquels ils étoient en guerre ouverte, & y mirent une forte garnison.

En 1648, les Espagnols abandonnèrent Saint-Martin, & incontinent après les François & les Hollandois s'y rétablirent conjointement, comme il paroît par les accords qu'ils signèrent le 23 mars 1648 (c). Le sieur de Rochefort dit la même chose; avec quelques légères différences.

XX.

P R E U V E S.

(a) Ibid. tome I, page 34.

(b) Ibid. page 410.

(c) Du Tertre, tome I, page 408.

XX L'ANGUILLE.

Possédée aujourd'hui par les Anglois.

Suivant le P. du Tertre (a), les François ont été à l'Anguille au mois de novembre 1629; mais on ne voit pas qu'ils y aient fait d'établissement solide. Il ne paroît pas qu'il y eût alors aucun Anglois.

Jean de Laët n'en parle que comme d'une île inhabitée; mais le sieur de Rochefort fait entendre qu'il y a eu des Anglois depuis 1649 ou 1650.

Richard Bloome ne donne pas l'époque de l'établissement de sa nation dans cette île, qui vrai-semblablement n'étoit occupée que par les Caraïbes, lors des Lettres du Comte de Carlisle.

Il ne paroît donc que ce n'est que par l'abandon des François que les Anglois possèdent cette île.

XXI. SOMBRERA.

On ne trouve rien sur cette île dans Richard Bloome, ni dans le P. du Tertre, ni dans le sieur de Rochefort.

XXII. ENEGADA en François LA NEGADE.

On ne trouve rien de particulier sur cet-

P R E U V E S.

(a) *Ibid.* pages 34 & 35.

Iid. Mémoire des Commissaires François.
+ Oct. 1754.

Article II.

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
François.

4 Oct. 1754.

cette isle dans Richard Bloome, ni dans le P. du Tertre, ni dans Jean de Laët, ni dans le sieur de Rochefort.

Article II.

RESULTAT de l'examen de l'établissement des Isles énoncées dans les Lettres du Comte de Carlisle.

Il paroît, par l'énumération ci-dessus, que des vingt-deux isles dénommées dans les Lettres accordées au Comte de Carlisle par Charles Ier. le 2 juin 1627, suivant l'extrait qui se trouve dans le Mémoire de Mrs. les Commissaires Anglois, du 15 novembre 1751 (*parag. IX*) il y en a trois qui sont si peu considérables qu'on ne les connoît que par les cartes. Ces trois isles sont Rodunda, Sombreira & la Négade.

Il y en a sept qui sont occupées par les Anglois, mais dont ils ne possédoient aucune avant l'arrivée de Thomas Warner à Saint-Christophe, & la commission du Comte de Carlisle, qui n'est que de 1627.

Ces sept isles sont Saint-Christophe, la Barbade, Antigoa, Montserrat, la Barhoude, Nevis ou Nièves & l'Anguille.

Sur ces sept isles, il y en a quatre où les François paroissent avoir été les premiers: ces quatre sont Antigoa, Montserrat, Nevis ou Nièves & l'Anguille. Et une où les François & les An-

Anglois font arrivés en même temps, qui est Saint-Christophe.

De ces vingt-deux isles concédées nommément au Comte de Carlisle, il y en a sept & demie qui sont aux François, sans contestation, & dans lesquelles il n'y a jamais eu d'Anglois établis ni avant ni après la concession du Comte de Carlisle, & sur lesquelles il ne paroît pas même que l'Angleterre, en aucun temps, ait formé aucune prétention. Ces isles sont la Grenade, la Martinique, Marie-Galante, la Desirade, les Saintes, la Guadeloupe, Saint-Barthelemy, & Saint-Martin, de laquelle les Hollandois possèdent la moitié.

Il y en a une & demie possédée par les Hollandois, savoir, *Statia* ou St. Eustache, & la moitié de St. Martin.

Il y en a deux qui sont aux Caraïbes sous la protection de la France, savoir, Saint-Vincent & la Dominique.

Et une dont les Anglois disputent à la France la propriété; savoir, Sainte-Lucie.

Id Mémoi-
re-des Com-
missaires
Francois.
4 Oct. 1754.

Article II.

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français.
4 Oct. 1754.

Article II.

RÉCAPITULATION.

Isles désertes ou peu connues.	3
Isles Angloises.	7
Isles Françaises.	7 $\frac{1}{2}$
Isles Hollandaises.	1 $\frac{1}{2}$
Isles appartenantes aux Sauvages Caraï- bes, sous la protection de la France.	2
Isle dont les Anglois disputent à la Fran- ce la propriété.	1

22.

On croit avoir prouvé par cette énumération, que les Lettres accordées au Comte de Carlisle ne peuvent être d'aucun usage pour décider de la propriété de Sainte-Lucie, ni de celle d'aucune autre isle, non plus que toutes les commissions postérieures accordées par l'Angleterre à ses Gouverneurs dans les isles Caraïbes.

On croit avoir prouvé aussi qu'au temps de la concession du Comte de Carlisle, l'Angleterre n'avoit aucune possession dans les Isles Caraïbes, & que par conséquent ces Lettres ne peuvent être regardées que comme une permission d'établir.

ART. III. *De l'état des Antilles depuis le premier établissement des Français & des*

des Anglois à Saint-Christophe, jusqu'à la paix Caraïbe en 1660.

Id. Mémoires des Commissaires François.

4 Oct. 1754.

ON jugeroit bien mal de l'état des isles Caraïbes, depuis 1626 jusqu'en 1660, si l'on prétendoit appliquer à ces anciens temps les idées que l'on en a aujourd'hui.

Article III.

On pourroit prouver, par plusieurs passages, le peu de cas que l'on faisoit alors de ces isles; on se contentera d'en rapporter un du P. du Tertre*.

„ Il est vrai que dans ce premier état, ces pays n'avoient rien que de rebutant. Les peuples qui les habitoient étoient barbares; les terres incultes ne produisoient rien qu'à près un travail inconcevable; & les vaisseaux n'ayant pas accoutumé de les fréquenter, nos premiers François périssoient souvent par la main de ces barbares, succomboient sous le faix du travail, ou manquoient des choses qui devoient être apportées du dehors; *mais depuis que les Sauvages ont été rangés à la raison, que les terres ont été défrichées, & que les vaisseaux ont fait voile de ce côté-là, toutes choses y abondent*”.

C'est

P R E U V E S.

* Du Tertre, tome II, page 420.

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français.
4 Oct. 1754.

Article III.

C'est cet état de guerre presque perpétuelle avec les Caraïbes, que l'on ne doit point perdre de vûe si l'on veut se former une juste idée des premiers établissemens des Européens dans ces isles. Ce n'a point été par choix que chaque nation s'est emparée des unes ou des autres; on les a quelquefois abandonnées avec la même facilité.

La trahison & la violence des Sauvages de Saint-Christophe, ont fait naître les premières pensées d'établissement dans les Antilles. C'est sur cette même trahison, & sur la guerre qu'elle a occasionnée, que les nations Européennes peuvent établir leur droit de conquête & leur propriété sur les isles précédemment occupées par la nation Caraïbe. On ne voit pas qu'avant ces hostilités, les sieurs d'Enambuc & Warner eussent aucun dessein formé d'établissement. Ils avoient d'abord vécu en bonne intelligence avec les Sauvages; mais le complot formé par ces derniers, pour détruire les deux Nations, les obligea de se réunir par la nécessité d'une juste défense: elles prévinrent les Caraïbes, & après un grand carnage, elles restèrent en possession de l'isle.

„ Ce fut (dit le P. du Tertre *) a-
„ près

P R E U V E S.

* Du Tertre, tome I, page 7. Voyez les pages précédentes sur la conspiration des Sauvages contre les deux Nations.

„ près cette glorieuse victoire , que
 „ nos deux Capitaines, d'Énambuc &
 „ Warner, traitèrent du dessein qu'ils
 „ avoient pris séparément avec leurs
 „ gens d'habiter cette isle”.

Id. Mémoi-
 re des Com-
 missaires
 François.
 4 Oct. 1754.

Avant cet événement, il auroit été *Article III.*
 chimérique à ces deux Capitaines, de
 prétendre s'établir dans les Antilles a-
 vec le peu de forces qu'ils avoient a-
 menées d'Europe pour des objets tout-
 à-fait différens. Ils ne s'étoient réfug-
 iés à Saint-Christophe que pour se
 remettre des pertes qu'ils avoient fai-
 tes en combattant contre les Espa-
 gnols, & reprendre ensuite leur navi-
 gation; mais se trouvant, par leur
 victoire sur les Caraïbes, maîtres d'u-
 ne belle isle, où les Sauvages, qu'ils
 avoient détruits, avoient laissé des vi-
 vres plantés, qui pouvoient les y fai-
 re subsister quelque temps, & leur
 donner les moyens d'attendre des se-
 cours d'Europe; ils résolurent de par-
 tager leur conquête; partage qu'ils ne
 regardèrent cependant que comme un
 projet, jusqu'à ce qu'ils eussent obté-
 nu de leurs Souverains, d'y mettre le
 sceau de l'autorité légitime.

Ce n'est pas que l'un & l'autre n'eus-
 sent précédemment fréquenté ces isles:
 il est dit, dans les Lettres accordées
 par le Cardinal de Richelieu aux sieurs
 d'Énambuc & du Rossey, qu'ils étoient
occupés à cette recherche depuis quinze
ans;

Hd. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français.
4 Oct. 1754.

Article III.

ans ; & nous avons vû qu'on trouve au moins l'équivalent dans les Lettres accordées au Comte de Carlisle par le Roi d'Angleterre : mais il est aisé de juger, par mille circonstances, & principalement par toutes les expéditions du Comte de Cumberland, & par le lieu où le sieur d'E'nambuc fut maltraité d'un galion Espagnol, que ces prétendues découvertes d'isles, qui étoient très-connues depuis cent trente ans, n'ont existé que pour servir d'ornement aux patentes accordées par les Rois de France & d'Angleterre, & que tous ces chercheurs d'établissement, dont sont remplis les livres Anglois, ne cherchoient que l'argent des Espagnols.

Le premier échec que les Sauvages reçurent à Saint-Christophe sembla les intimider pour quelque temps ; il ne paroît pas même que depuis ils se soient attaqués à cette isle ; ainsi les nouveaux obstacles que les François éprouvèrent dans le progrès de leur établissement, vinrent, & des Anglois mêmes, & des Espagnols.

En 1628 & en 1629 * les Anglois, nonobstant le partage fait entre les deux Nations, le 13 mai 1627, tentèrent de déposséder les François.

Un

P R E U V E S.

* Du Tertre, tome I, page 25.

Un ennemi plus redoutable , Don Frédéric de Toledé , attaqua en 1629 avec des forces supérieures , les deux colonies naissantes : un des quartiers François fut forcé , les Anglois succombèrent après quelque résistance ; Don Frédéric de Toléde en fit embarquer une partie sur sa flotte , & le reste promit d'évacuer l'isle.

Id Mémoi-
re des Com-
missaires
François.
4 Oct. 1754

Article II.

Les François n'avoient rien promis , mais la plupart avoient réellement évacué , par la facilité qu'ils avoient eue à s'embarquer sur des navires de leur Nation. L'escadre Espagnole s'éloigna ; les Anglois restés dans Saint-Christophe résolurent de ne point tenir la parole donnée à Don Frédéric , & de n'y point recevoir les François qui en étoient sortis : mais indépendamment de ce qu'il en étoit resté quelques-uns , les accords passés entre les deux Nations sur la possession de cette isle ne permettoient pas aux Anglois de les dépouiller ; aussi la contestation fut-elle terminée à l'avantage des François.

Pendant cette dispersion passagère , les François avoient pensé à s'établir à Antigoa , mais ils s'en étoient bientôt dégoûtés ; ils avoient aussi été à Montserrat , où les Sauvages les avoient bien reçûs ; mais il ne paroît pas qu'ils aient pensé sérieusement à s'établir dans cette dernière isle.

50 ME'MOIRES SUR L'ISLE

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
Francois.
4 Oct. 1754.

Les Caraïbes de la Martinique & ceux de la Guadeloupe reçurent aussi très-bien les premières colonies Françaises qui y arrivèrent en 1635.

Article III. Mais cette amitié ne fut pas d'une longue durée. Le 26 janvier 1640 la guerre commença à la Guadeloupe (a), & elle réduisit cette colonie à une extrême misère. Dans le mois de février 1640 (b) cette guerre duroit encore ; le 6 mai 1640, combat à la Guadeloupe suivi d'une tranquillité de six mois sans qu'il y eût de paix.

Les Caraïbes ne tardèrent pas non plus de faire la guerre aux François de la Martinique (c). La paix y étoit rétablie au mois de juin 1636 (d) ; mais les hostilités y avoient recommencé en 1639 (e) ; elles continuèrent jusqu'après le 24 janvier 1640. Peu après, la paix fut rétablie sans devenir solide ni durable.

Les Anglois n'étoient pas moins exposés que les François aux incursions des Caraïbes.

Au mois de février 1640 (f), ces Sauvages exercèrent contr'eux à Antigoa, des actes d'hostilité; & au mois d'août

P R E U V E S.

(a) Du Tertre, tome I, page 84.

(b) Ibid. page 145 & 148.

(c) Ibid. page 103. (d) Ibid. page 114.

(e) Du Tertre, tome I, page 114.

(f) Ibid. page 150.

d'août de la même année, indignés d'une trahison que le Capitaine d'un navire Anglois leur fit à la Dominique, ils attaquèrent les Anglois à Sainte-Lucie, & les obligèrent d'abandonner cette îlle sans retour.

Ibid. Mémoire des Commissaires François. 4 Oct. 1754.

Article III.

Au mois de septembre 1640, ou quelque temps auparavant, M. du Parquet Gouverneur de la Martinique, qui étoit en paix avec les Carabes, s'offrit (a) de procurer la paix à la Guadeloupe. Elle fut faite au commencement de 1641 (b); elle subsistoit le 23 février (c), mais elle étoit mal assurée.

Elle régnoit pareillement à la Dominique au mois d'octobre 1644 (d), entre les François & les Sauvages, quoiqu'avec beaucoup de défiance réciproque.

En mai 1646 (e), les Sauvages de Sainte-Lucie massacrèrent trois équipages de François habitant de la Martinique.

Ce mélange de paix & d'hostilités paroît avoir duré jusqu'en 1653 à la Guadeloupe & à la Martinique.

Ce fut en 1650, dans un des intervalles pacifiques, que M. du Parquet com-

P R E U V E S.

(a) Du Tertre, page 191. (b) Ibid. page 106.

(c) Ibid. page 201. (d) Ibid. page 243.

(e) Ibid. page 221.

III. Mémoi-
re des Com-
missaires
François.
4 Oct. 1754.

commença les établissemens de Sainte-Lucie & de la Grenade.

Huit mois après celui de la Grenade, c'est-à-dire en février 1651 (a), il y eut guerre dans cette isle avec les Caraïbes, & il y a apparence qu'elle dura jusqu'à la paix générale de 1660.

Article III.

Il en est ainsi de Sainte-Lucie, où la paix subsista depuis 1650 (b) jusqu'à la mort du sieur Rouffelan en 1654; mais où il y a lieu de croire que la guerre qui se renouvela alors, dura jusqu'en 1660. Cette guerre coûta la vie à trois Gouverneurs.

En 1653 (c), la paix subsistoit à la Guadeloupe & à Marie-Galante avec les Sauvages de la Dominique, qui faisoient alors la guerre aux Anglois d'Antigoa.

(d) Mais dans ce même temps, quelques habitans de la Martinique ayant commis des violences à la Dominique, les Caraïbes s'en vengèrent sur les François de Marie-Galante qu'ils massacrèrent tous.

(e) On en vint donc à une guerre ouverte, principalement à la Dominique, à la Guadeloupe, à Marie-Galante & aux Saintes.

(a) La

P R E U V E S.

(a) Du Tertre, tome I, page 429.

(b) Ibid. page 435. (c) Ibid. page 418. (d) Ibid.

(e) Du Tertre, tome I, page 422.

(a) La mort du fils d'un Capitaine Sauvage, ami des François & établi à la Dominique, acheva de soulever toute cette isle.

Ibid. Mémoi-
re des Com-
missaires
François.
4 Oct. 1754.

„ Au commencement de 1654 (b),
„ les Sauvages de toutes les isles com-
„ mencèrent une nouvelle guerre, qui
„ ayant duré un temps assez considé-
„ rable, a fait nager dans le sang &
„ dans le carnage presque toutes les
„ isles que nous possédons”.

Article III.

„ *Le véritable sujet de cette guerre,*
„ *ne fut autre que l'établissement des Fran-*
„ *çois dans Marie-Galante, SAINTE-*
„ *ALOUZIE & la Grenade”.*

(c) Voici comme s'exprime le sieur de Rochefort sur le même sujet.

„ On attribue la rupture avec les
„ Caraïbes, au déplaisir que quelques-
„ uns d'eux ont conçu de ce que M.
„ du Parquet a établi contre leur gré
„ des colonies Françoises aux isles de
„ la Grenade & *Sainte-Alouzie”.*

(d) Cette guerre pensa causer peu
après la perte entière de la Martini-
que, où M. du Parquet, qui en étoit
Gouverneur & propriétaire, fut affié-
gé dans sa maison par une petite ar-
mée de Caraïbes qui avoit ravagé tou-

te

P R E U V E S.

(a) Ibid. page 472. (b) Ibid. page 465.

(c) Rochefort, tome I, page 71.

(d) Du Tertre, tome I, page 468.

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
François.
4 Oct. 1754.

commença les établissemens de Sainte-Lucie & de la Grenade.

Huit mois après celui de la Grenade, c'est-à-dire en février 1651 (a), il y eut guerre dans cette isle avec les Caraïbes, & il y a apparence qu'elle dura jusqu'à la paix générale de 1660.

Article III.

Il en est ainsi de Sainte-Lucie, où la paix subsista depuis 1650 (b) jusqu'à la mort du sieur Rousselan en 1654; mais où il y a lieu de croire que la guerre qui se renouvela alors, dura jusqu'en 1660. Cette guerre coûta la vie à trois Gouverneurs.

En 1653 (c), la paix subsistoit à la Guadeloupe & à Marie-Galante avec les Sauvages de la Dominique, qui faisoient alors la guerre aux Anglois d'Antigoa.

(d) Mais dans ce même temps, quelques habitans de la Martinique ayant commis des violences à la Dominique, les Caraïbes s'en vengèrent sur les François de Marie-Galante qu'ils massacrèrent tous.

(e) On en vint donc à une guerre ouverte, principalement à la Dominique, à la Guadeloupe, à Marie-Galante & aux Saintes.

(a) La

P R E U V E S.

(a) Du Tertre, tome I, page 429.

(b) Ibid. page 435. (c) Ibid. page 418. (d) Ibid.

(e) Du Tertre, tome I, page 422.

(a) La mort du fils d'un Capitaine Sauvage, ami des François & établi à la Dominique, acheva de soulever toute cette isle.

Ibid. Mémoire des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

„ Au commencement de 1654 (b),
„ les Sauvages de toutes les isles com-
„ mencèrent une nouvelle guerre, qui
„ ayant duré un temps assez considé-
„ rable, a fait nager dans le sang &
„ dans le carnage presque toutes les
„ isles que nous possédons”.

Article III.

„ Le véritable sujet de cette guerre,
„ ne fut autre que l'établissement des Fran-
„ çois dans Marie-Galante, SAINTE-
„ ALOUZIE & la Grenade”.

(c) Voici comme s'exprime le sieur de Rochefort sur le même sujet.

„ On attribue la rupture avec les
„ Caraïbes, au déplaisir que quelques-
„ uns d'eux ont conçu de ce que M.
„ du Parquet a établi contre leur gré
„ des colonies Françaises aux isles de
„ la Grenade & Sainte-Alouzie”.

(d) Cette guerre pensa causer peu après la perte entière de la Martini- que, où M. du Parquet, qui en étoit Gouverneur & propriétaire, fut assiégé dans sa maison par une petite armée de Caraïbes qui avoit ravagé tou-

te

P R E U V E S.

(a) Ibid. page 472. (b) Ibid. page 465.

(c) Rochefort, tome I, page 71.

(d) Du Tertre, tome I, page 468.

Ibid. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français.
4 Oct 1754.

te l'isle, & qui l'auroit forcé, sans le secours inespéré qui lui arriva par une escadre Hollandoise qui trouva l'ille toute en feu.

Article III.

Les François ne s'en tinrent pas à la défensive, & firent plusieurs expéditions à la Dominique (a), à Saint-Vincent (b), à la Grenade (c), à la Martinique (d), & peut-être ailleurs, où ils eurent presque toujours l'avantage; ce qui leur disposa les Sauvages à la paix (e).

Cependant, le 6 novembre 1656 (f), les Sauvages de la Dominique attaquèrent la barque du sieur du Parquet.

(g) Les hostilités des Sauvages contre les Anglois, continuèrent aussi alors, ainsi que contre les François de Saint-Barthelemy (h).

Le 29 août 1657 (i), il y eut des hostilités commises à la Martinique par les Caraïbes joints aux Nègres fugitifs; mais le 8 octobre de la même année, ils demandèrent la paix (k). Il paroît qu'elle leur fut accordée (l); mais

P R É J U V E S.

(a) Du Tertre, tome I, page 412.

(b) Ibid. page 467. (c) Ibid. page 431.

(d) Ibid. page 546. (e) Ibid. page 469.

(f) Ibid. page 508. (g) Ibid. pages 508 & 510.

(h) Ibid. pages 508 & 512. (i) Ibid. page 503.

(k) Ibid. tome I, page 504.

(l) Idem, tome II, page 24.

mais ce n'étoit que pour la Martinique.

Ibid. Mémoires des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

(a) Elle ne dura pas; car vers la fin de la même année 1657 (b), il y eut encore des hostilités commises par les Sauvages à la Martinique même; ce qui occasionna une sédition qui fit tant de chagrin à M. du Parquet, qu'il en mourut le 3 janvier 1658.

Art. 11.

La guerre ayant donc recommencé, le succès qu'elle eut, fut l'entière expulsion des Caraïbes de l'isle de la Martinique, où ils ne se sont pas rétablis depuis, & où ils s'étoient maintenus depuis le premier établissement des François en 1635 (c) jusqu'en 1658.

La tranquillité paroît avoir été alors rétablie pour toujours à la Guadeloupe; mais le 4 mars 1660 (d), la guerre entre les habitans de la Martinique & les Sauvages, duroit encore. Les habitans donnèrent pouvoir, par un acte de ce jour, de faire la paix, à condition que les Caraïbes renonceroient à rentrer à la Martinique, & ce pouvoir concourut à la paix générale.

On ne voit pas que les Anglois aient pris aucune part à la guerre offensive qui

P R E U V E S.

(a) Du Tertre, tome I, page 542.

(b) *Idem.* page 521. (c) *Ibid.* page 546.

(d) *Ibid.* page 573.

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
François
4 Oct. 1754.

qui contraignit enfin les Sauvages à cette paix, quoique dans le même temps les Caraïbes aient aussi exercé contr'eux de grandes cruautés.

Article III.

Par conséquent, si le traité de 1660 n'assuroit pas l'état de ces Sauvages, les François, par les expéditions militaires qu'ils ont faites antérieurement à ce traité, dans les isles de Saint-Vincent & de la Dominique, en seroient demeurés les seuls légitimes possesseurs.

Il est certain que dans les premiers temps des établissemens des Antilles par les François & par les Anglois, les deux nations firent quelquefois cause commune, soit contre les Caraïbes, soit même contre les Espagnols.

Mais cette espèce de société étoit fortuite; elle étoit souvent interrompue; elle n'emportoit point d'engagement durable, encore moins de garantie réciproque des isles que chaque nation possédoit.

Ainsi, chacun acquéroit pour soi; & quand même cette convention tacite de n'acquérir que pour soi, n'auroit pas été de droit naturel, elle auroit été nécessaire alors aux deux nations Européennes.

Personne, sans cela, n'auroit voulu ni pû supporter les dépenses & les risques des premiers établissemens; & il étoit intéressant, pour la sûreté des
uns

ans & des autres, qu'ils devinssent solidés.

Sans entrer dans la question si l'on doit regarder les Sauvages Caraïbes comme des possesseurs légitimes, il est certain que tant qu'ils ont eu la volonté & la force de disputer le terrain, aucune nation Européenne n'a pu se vanter d'une propriété que les événemens de la guerre pouvoient lui enlever d'un moment à l'autre, d'autant plus légitimement & irrévocablement, que toute propriété Européenne dans ces pays-là, étoit très-récente, étoit principalement appuyée sur le droit de la guerre, & n'avoit d'existence que par ce même droit.

On doit donc fixer l'époque de la propriété certaine & tranquille des nations Européennes dans les isles Caraïbes, à la paix Caraïbe de 1660.

Que l'on conteste, tant que l'on voudra, sur la forme de l'acte qui a établi cette paix, ou qui en a conservé la mémoire, il n'en fera pas moins vrai qu'elle a subsisté & qu'elle subsiste encore, & que les Anglois n'en ont pas moins profité que les François.

Cette paix procurée par les François, a pour base le consentement des Caraïbes, à ce que chacune des deux nations Européennes garderoit ce qu'elle possédoit, en laissant aux Sauvages la Dominique & Saint-Vincent,

IIId. Mémoires des Commissions François.
4 Oct. 1754.

Article III.

Id. Mémoi- dont ils jouiroient sous la protection
re des Com- de la France.
missaires

François.

4 Oct. 1754.

Article IV.

On objecte en vain que Sainte-Lucie n'est pas nommée dans le traité; la plupart des autres isles, tant Françoises qu'Angloises, ne le sont pas non plus; mais il étoit de notoriété publique que Sainte-Lucie étoit en la possession des François depuis nombre d'années, & pour que le traité de 1660 ne lui fût pas applicable, il auroit fallu l'excepter nommément.

Cette paix est encore prouvée par des propositions faites au Lord Wil- loughby de la part de M. de Clodoré, où il est dit qu'on observera la conven- tion faite avec les Sauvages de la Do- minique.

Cette convention étoit donc recon- nue des Anglois (*) à la fin de février 1666, & ce n'est que depuis cette paix que ces isles sont devenues florissantes.

ART. IV. *De l'époque de l'établissement des François à Sainte-Lucie.*

LES Commissaires du Roi avoient adopté dans leur Mémoire du 11 février 1751, la date de 1643 pour l'é- poque de l'établissement des François dans l'isle de Sainte-Lucie; ils l'avoient
tirée

P R E U V E S.

* Du Texte, tome III. page 284.

tirée du Mémoire remis, le 15 juin 1687, à Mrs. de Barillon & de Bonrepaus, Commissaires du Roi, par les Commissaires de Sa Majesté Britannique dont l'autorité sembloit devoir être de quelque poids auprès de Mrs. les Commissaires Anglois d'aujourd'hui, & devoir exempter d'une discussion qui paroissoit inutile.

Id. Mémoire des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

Article IV.

Cependant, comme Mrs. les Commissaires Anglois ont prétendu dans leur Mémoire du 15 novembre 1751, fixer cette époque à l'année 1640, qu'ils ont même avancé avec assurance, que la prise de possession des François a été deux mois après l'expulsion des Anglois par les Sauvages, & qu'ils ont appuyé sur cette époque des insinuations odieuses; on n'a pû se dispenser d'examiner quel pouvoit être le fondement de ce nouveau système, & quelle étoit véritablement la date de l'établissement des François à Sainte-Lucie.

Le sentiment des Commissaires Anglois est uniquement fondé sur un passage du P. Labbat qui dit * que cette isle avoit été habitée par les François dès l'année 1640, M. du Parquet... en prit possession vers la fin de cette année... il n'y mit d'abord que quarante hommes, &c.

Les Commissaires du Roi avoient en

P R E U V E S.

* Tome VI, page 251, in-12, Paris, 1752.

II. Mémoi-
re des Com-
missaires
Francois.
4 Oct. 1754.

Article IV.

général évité, dans leur premier Mémoire, de citer le P. Labbat, parce que son ouvrage est moins une histoire qu'une relation de voyage; qu'il est peu exact dans la partie historique; qu'il l'a presque toujours tirée de son confrère le P. du Tertre, dont il a assez souvent copié négligemment les passages, & dont quelquefois il s'est écarté sans aucune preuve; parce qu'enfin son autorité est d'un poids médiocre pour les choses de son temps, & totalement nulle pour celles du temps du P. du Tertre, qui, non seulement, étoit contemporain des premiers établissemens, mais qui souvent administre les preuves de ce qu'il rapporte, en produisant les actes originaux.

Mais comme Mrs. les Commissaires Anglois paroissent insinuer que les Commissaires du Roi n'ont point cité le P. Labbat, parce que cet Auteur dépose en faveur des Anglois; on ne peut se dispenser de les désabuser de cette opinion.

Les Commissaires du Roi ont bien plutôt craint que l'on ne regardât cet Auteur comme partial en faveur de la France.

Et il suffit de s'arrêter à quelques passages qui concernent l'isle même de Sainte-Lucie, pour en être convaincu.

Sui-

Suivant lui (a) ,, l'irruption des Sauvages jeta une telle épouvante chez les Anglois, que leur Gouverneur général ne trouva plus personne qui voulût aller dans cette isle, de sorte qu'ils abandonnèrent absolument le projet de s'y établir".

IId. Mémoires des Commissaires François.
4 Oâ 1754.
Article IV.

Il est constant, dit-il dans un autre endroit (b), ,, qu'avant l'année 1640, ni les François ni les Anglois n'avoient pas songé à s'établir à Sainte-Alouzie, les uns & les autres n'étant guères en état de songer à s'étendre hors des isles qu'ils habitoient, ayant tous assez de peine à s'y maintenir, & à se soutenir contre les fréquentes attaques des Caraïbes qui mettoient tout en usage pour les faire périr ou les chasser de leur pays. Ils alloient librement les uns & les autres, c'est-à-dire, les François & les Anglois, à Sainte-Alouzie, comme à une isle qui n'avoit point de maître, pour tourner des tortues dans le temps de la ponte, & pour y faire des canots, sans que pas un des deux y eût ni Gouverneur, ni Forteresse, ni Colonie établie".

Ce dernier passage suffiroit seul pour dé-

P R E U V E S.

(a) Labbat, tome V, page 72.

(b) *Idem*, tome VI, page 251.

118. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français.
4 Oct. 1754.

démontrer le peu d'exactitude du P. Labbat qui, après avoir dit que les Anglois n'avoient point eu de Gouverneur à Sainte-Lucie, rapporte (a) sans doute d'après le P. du Tertre (b), que les Sauvages tuèrent le Gouverneur Anglois.

Article IV.

On ajoutera encore ici deux autres passages du P. Labbat.

„ Les Caraïbes. . . . de Saint-Vincent, dit-il (c), passèrent à Sainte-Alouzie, & trouvant quelques Anglois occupés à la pêche de la tortue, ils les massacrèrent comme ils l'avoient fait dans les autres endroits, & pour la même raison, sans faire le moindre tort aux Français qui étoient au même lieu”.

„ Le Gouverneur général des isles Angloises, dit encore le P. Labbat (d), en parlant de l'invasion de 1664, désavoua le Colonel qui avoit fait cette entreprise, lequel, bien loin de se servir de la prétendue possession avant 1640, ne fondoit le droit qu'il y prétendoit que sur l'achat qu'il avoit fait de cette isle l'année précédente, des Sauvages, par l'entremise de Warner. On voit assez

„ par

P R E U V E S.

(a) Labbat, tome V, page 71.

(b) Du Tertre, tome I, page 434.

(c) Labbat, tome VI, page 252.

(d) Ibid. page 255.

„ par cette conduite le peu de droit Ibid. Mémoi-
 „ que les Anglois ont, ou ont jamais re des Com-
 „ eu sur cette isle: ils en furent chas- missaires
 „ sés en 1666, & depuis ce temps-là, François.
 „ ils n'ont fait aucune tentative pour 4 Oct. 1754.
 „ y rentrer”. Article IV.

Sans s'amuser à discuter ce qu'il y a de peu exact dans ces différens passages, on va rendre raison des motifs qu'on a eu d'abandonner la date de 1643 qu'on avoit adoptée d'après Mrs. les Commissaires Anglois de 1687, ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

Le P. du Tertre (seul Auteur que l'on puisse consulter sur cette matière avec quelque sorte de confiance) rapporte (a) „ que les Sauvages de Sainte-Alouzie avoient massacré trois équipages de François, habitans de la Martinique”.

En combinant ce fait avec ce qui précède, il paroît que cette hostilité a été commise au mois de mai 1646, & dès-lors elle est incompatible avec la tranquillité dont le P. du Tertre rapporte (b) que le sieur Rouffelan, premier Gouverneur de cette isle, a joui jusqu'en 1654; première preuve que l'établissement de Sainte-Lucie ne subsistoit point encore en 1646.

La

P R E U V E S.

(a) Du Tertre *rome I, page 321.*

(b) *Ibid. page 435.*

Ibid. Mémoi-
re des Com-
missaires
Francois.

4 Oct. 1754.

Article IV.

La situation paisible du sieur Rousselan s'accorde peu avec l'état de guerre où l'on a été avec les Caraïbes depuis 1640 jusqu'en 1650.

Il est d'ailleurs à remarquer que le sieur du Parquet, prisonnier à Saint-Christophe, n'en partit pour revenir à la Martinique que le 6 février 1647 (a), & ce n'est que postérieurement à cette époque qu'il forma le projet de l'établissement de Sainte-Lucie.

„ M. du Parquet, dit le P. du Ter-
„ tre (b), étant sur le point de reve-
„ nir en France pour l'acquisition des
„ isles de la Martinique & de la Gre-
„ nade, & voyant celle de Sainte-
„ Lucie abandonnée par les Anglois,
„ résolut d'en prendre possession au-
„ paravant de partir”.

C'est de ce passage qu'on tire, en premier lieu, la preuve que cette prise de possession est postérieure à la prison de M. du Parquet qui a fini le 6 février 1647.

2°. Qu'elle est postérieure à la résolution que prit alors la Compagnie de vendre quelques-unes des isles qui lui appartenoient : résolution qui n'a paru que par la délibération du premier août 1647 (c), & qui n'a vrai-
sem-

P R E U V E S.

(a) Du Tertre, page 386.

(b) *Ibid.* tome I, page 439.

(c) *Ibid.*, page 442.

semblablement été connue à la Marti- 11d. Mémô-
re des Com-
missaires
Français.
4 Oct. 1754
nique qu'à la fin de 1647 ou au com-
mencement de 1648.

Cet argument se trouve confirmé par ce passage de l'avant-propos de l'histoire du P. du Tertre (a), je Article IV.
ferai la description de toutes les isles habitées par nos François SUIVANT L'ORDRE DES TEMPS AUX-QUELS ILS EN ONT PRIS POSSESSION; or la Grenade établie en 1650 est placée après Sainte-Alouzie, & Sainte-Alouzie après Marie-Galante, dont l'établissement avoit été tenté en 1648.

Enfin voici un passage qui paroît ne devoir laisser aucun doute sur l'époque de l'établissement de Ste. Lucie: c'est le titre du chapitre IX (b). titre qui se trouve dans la table (c) & dans le corps du livre (d), le voici.

Description de l'isle de Sainte-Alouzie ou Sainte-Lucie, habitée par l'ordre de M. du Parquet en MIL SIX CENT CINQUANTE, où il établit le sieur Rouffelan.

Ce titre est une preuve bien positive que l'abandon des Anglois, sans aucun

P R E U V E S.

(a) Du Tertre, tome II, page 2.

(b) tome II, page 36.

(c) En chiffre.

(d) En toutes lettres.

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français.
4 Oct. 1754.

ne réclamation, avoit duré dix ans, lorsque les François prirent possession de Sainte-Lucie.

Article IV.

On trouve dans le même P. du Tertre (a) qu'au commencement de l'année 1654, les Sauvages de toutes les isles commencèrent une nouvelle guerre, dont le véritable sujet ne fut autre que l'établissement des François dans Marie-Galante, Sainte-Alouzie, & la Grenade; ce qui obligea M. du Parquet à envoyer des munitions de bouche & de guerre à la Grenade & à Sainte-Alouzie.

Le sieur de Rochefort attribue cette guerre à la même raison, & on voit dans la suite de ce chapitre du P. du Tertre, que, sans un secours inespéré, cette guerre sauvage auroit peut-être fait abandonner même la Martinique par les François, ainsi qu'on l'a dit ci-dessus.

On peut remarquer aussi sur ce passage, que si les établissemens de Sainte-Lucie avoient précédé de huit, dix, ou même douze ans, ceux de Marie-Galante & de la Grenade, il n'y a pas d'apparence que le P. du Tertre en fît le commun objet de la jalousie des Sauvages; & la façon dont il s'exprime, porte à croire que ces trois établissemens étoient à peu près contem-

po-

P R E U V E S.

(a) Du Tertre, tome I, page 465.

porains ; celui de Marie-Galante avoit été tenté sans succès en 1648, & avoit pris consistance en 1652 ; celui de la Grenade étoit , comme nous l'avons vu , du 8 juin 1650 ; celui de Sainte-Lucie ne peut donc guères s'éloigner de cette époque.

A tous ces témoignages , contre lesquels on ne présume pas qu'on puisse rien objecter , on en ajoutera un tiré d'une pièce jointe à notre premier Mémoire , communiquée à Mrs. les Commissaires Anglois , no. XXXVIII , & qui est du 8 octobre 1663 : il y est dit (parlant de Sainte-Lucie) *qu'il y avoit TREIZE ANS que M. du Parquet l'avoit acquise sur les Infidèles qui en étoient seuls les possesseurs , par la force de ses armes , lesquels journellement nous faisoient la guerre.*

Ce passage est d'autant plus concluant , qu'il semble qu'il étoit alors plus favorable aux mineurs du Parquet que leur possession fût réputée plus ancienne.

Nous n'insisterons pas davantage sur la brèche irréparable que fait au système Anglois la vérification de cette date ; elle justifieroit pleinement M. du Parquet , supposé qu'il eût besoin de l'être , après le témoignage du P. du Tertre. Si on avoit fait attention à cette époque , on se seroit épargné bien des expressions hasardées & ou-

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
François.

† Oct. 1754.

Article IV.

trées, & des insinuations odieuses, répandues en pure perte dans le Mémoire du 15 novembre 1751.

Après avoir justifié M. du Parquet & les François, & après avoir séparé leur cause d'avec celle des Sauvages, l'équité & la protection que la France a promise aux Caraïbes en 1660, semble exiger qu'on réponde pour eux aux reproches tant répétés dans le Mémoire de Mrs. les Commissaires Anglois, où on crie continuellement à la trahison & au massacre.

Il suffit pour cela de rappeler que l'expédition dont il s'agit ne fut qu'un fait de guerre, & une juste représaille d'une trahison qui avoit été faite aux Sauvages de la Dominique par un vaisseau Anglois *.

ART. V. *Comparaison du droit des François sur Sainte-Lucie, avec celui des différentes Nations sur plusieurs isles & parties de l'Amérique.*

ON a vû par l'article précédent que l'isle de Sainte-Lucie n'avoit été occupée par les François qu'en 1650, dix ans après qu'elle avoit été abandonnée par les Anglois, qui n'avoient pu s'y soutenir contre les Caraïbes.

Voi-

P R E U V E S.

* Du Tertre, tome I, page 434.

Voici le passage du P. du Tertre*.

„ Cette irruption des Sauvages je-
 „ une telle frayeur dans l'ame des
 „ Anglois, qu'ils ne pensèrent plus à
 „ s'y rétablir à cause que cette isle é-
 „ tant éloignée de celles qu'ils habi-
 „ toient, ils n'en pouvoient être se-
 „ courus dans une pareille rencontre”.

Dix ans qui se sont écoulés sans que les Anglois aient essayé à se rétablir dans cette isle, font la preuve la plus complète de l'abandon le plus caractérisé.

L'Histoire des Antilles est remplie d'exemples qui prouvent que dès qu'une isle étoit abandonnée par une nation Européenne, l'on croyoit pouvoir s'en emparer sans égard pour les droits de la nation qui l'avoit précédemment occupée; ces exemples sont même communs à plusieurs autres possessions de l'Amérique.

C'est à ce titre que l'Angleterre possède la Caroline; & l'observation faite à ce sujet dans le premier Mémoire des Commissaires du Roi sur l'isle de Sainte-Lucie, est restée sans réplique de la part des Commissaires de Sa Majesté Britannique.

On pourroit citer l'exemple de la nouvelle Angleterre, où les François ont

Id. Mémoire des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

Article V.

P R E U V E S.

* Du Tertre, tome I, page 435.

Ild. Mémoi-
re des Com-
missaires
François.
4. Oct. 1754.

Article V.

ont fait des tentatives avant celles des Anglois : pourroit-on regarder l'attention qu'a eu M. le Comte d'Estrees d'en rappeler le souvenir au gouvernement d'Angleterre, comme une réclamation qui auroit conservé à la France son ancien droit ?

Les François obligés par les Espagnols de se retirer de Saint-Christophe, ne se sont-ils pas réfugiés à Antigoa & à Montserrat avant les Anglois, qui ont passé dans cette dernière isle après avoir été obligés d'abandonner Sainte-Lucie, & avant ceux qui ont formé les premiers établissemens d'Antigoa ?

On ne peut rien dire contre le droit acquis aux François sur Sainte-Lucie, par leur possession après l'abandon des Anglois, qu'on ne puisse l'appliquer aux droits des Hollandois sur Saint-Eustache.

Les François ont les premiers établi St. Eustache dans le mois de septembre 1629; cette date est tirée de ce que M. de Cusac ou Cahusac, Chef d'Escadre, arriva vers la fin d'aout 1629 à St. Christophe (a): on ajoute (b) que M. de Cusac fit bâtir à Saint-Eustache un fort *en sa présence, qui est celui que les Hollandois possèdent aujourd'hui;*

P R E U V E S.

(a) Du Tertre, tome I, page 25, ligne 16 & 17.

(b) Ibid. page 27.

bui; on y dit aussi qu'il est probable que nos François l'ont abandonné à cause qu'il n'y a aucune rivière ni fontaine d'eau douce (a).

Iid. Mémoires des Commissaires François
4 Oct. 1754.

Il paroîtroit (b) que cet établissement, ou du moins le fort, n'auroit été fait qu'en 1635 par M. de Cahufac, ce qui peut venir de ce que M. de Cahufac fit le premier établissement en 1629, & bâtit le fort en 1635; ce qui est fort indifférent pour la question présente.

Article V.

Quoi qu'il en soit, il est dit dans le même endroit qu'il est constant que les Hollandois ne s'étoient emparés de ce fort que parce qu'il sembloit être négligé par les François.

Tout cela veut dire qu'il étoit abandonné, d'autant que dans le temps dont il s'agit, la France & la Hollande étoient dans une très-étroite union. On n'a pas trouvé la date de cet abandon; mais on trouve (c) que le 8 décembre 1639 les Hollandois étoient en possession de Saint-Eustache, & y avoient un Gouverneur qui étoit en bonne intelligence avec le Gouverneur François de Saint-Christophe: on trouve aussi que le 24 juin 1644 il y avoit

P R E U V E S.

(a) Du Tertre, tome I, page 27.

(b) Idem. tome III, page 245,

(c) Idem, tome I, page 134, ligne 29.

Id. Mémoires des Commissaires François. 4 Oct. 1754. avoit un Gouverneur Hollandois à Saint-Eustache (a).

On ne peut pas dire que les Hollandois eussent acquis Saint-Eustache par droit de conquête, n'y ayant point eu de guerre dans ces dix années entre la France & la Hollande, ni entre la France & l'Angleterre, ni même, à ce que l'on croit, entre l'Angleterre & la Hollande.

Ils ne l'ont pas eu non plus par traité avec l'Espagne, ni par conquête sur les Espagnols.

Ils n'ont donc pû en 1639, & depuis jusqu'au traité de Breda, posséder légitimement cette isle que par le droit que leur a donné leur possession après l'abandon des François.

Qu'une isle ait été abandonnée faute d'eau ou par l'ennui des incursions d'une nation Sauvage, on ne voit pas que cela change rien au caractère de l'abandon; & si pendant cent ans on peut prétendre exercer un droit de retrait contre ceux qui ont chassé les Sauvages, on ne voit pas pourquoi on n'auroit pas le même droit contre ceux qui ont bâti les citernes.

Cet exemple est donc entièrement semblable à celui de Sainte-Lucie, & même moins favorable en ce qu'il ne

P R E U V E S.

(a) Du Texte, page 240.

paroît pas que les Hollandois aient eu de guerre à soutenir pour se maintenir dans Saint-Eustache.

Ibid. Mémoires des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

Cependant la France a fait si peu de cas d'un pareil droit de retrait, qu'elle a refusé d'en faire usage dans l'occasion du monde la plus favorable.

Article V.

Ce fut lors du traité de Breda, par lequel l'isle de Saint-Eustache, ainsi que celle de Tabago restèrent à la France, qui les avoit prises sur les Anglois, lesquels, dans le cours de la même guerre, les avoient enlevées aux Hollandois.

Dans les négociations qui précédèrent le traité, jamais il ne fut question du droit que la France auroit pu prétendre sur Saint-Eustache, à cause de sa possession, antérieure à celles des Hollandois; mais le Roi fit valoir son droit de conquête, & résista aux instances des Hollandois, alors ses alliés, qui prétendoient que ces isles leur fussent rendues, comme leur ayant appartenu avant la guerre.

Quand la signature du traité eut anéanti cette prétention & eut assuré le droit de la France, le Roi, de son propre mouvement, remit aux Hollandois les deux isles, ce qu'il n'auroit vraisemblablement pas fait si la priorité de possession produisoit des titres de propriété aussi inaltérables que voudroient le persuader Mrs. les Commissaires Anglois.

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
François.
* Oct. 1754.

Article V.

Et qu'on ne dise pas que la possession de Saint-Eustache étoit indifférente au Roi ; car il est constant que cette isle, qui est une forteresse naturelle, auroit été très-nécessaire pour la conservation de la partie de Saint-Christophe qui appartenoit à la France.

On peut à l'exemple de Saint-Eustache joindre celui de l'isle de Sainte-Croix.

On ne fait pas trop si c'est par le droit de guerre, ou comme premiers occupans, que les Anglois & les Hollandois possédoient en 1645 depuis quelques années * l'isle de Sainte-Croix, qui n'est pas comprise dans l'extrait des Lettres du Comte de Carlisle, cité par M^{rs}. les Commissaires de Sa Majesté Britannique.

Mais il est certain qu'au mois de juillet 1645 (a) il y eut guerre entre ces deux Nations dans cette isle : les Hollandois furent chassés ; les Anglois en étoient seuls possesseurs en 1646 (b).

En 1650 (c) au mois d'août les Espagnols s'emparèrent à leur tour de Sainte-Croix & en chassèrent entièrement les Anglois. Peu

P R E U V E S.

* Du Tertre, tome I, page 272.

(a) Ibid. tome I, page 272.

(b) Ibid. page 448. (c) Ibid. page 449.

Peu de temps après les Hollandois firent une entreprise inutile pour reprendre cette île sur les Espagnols, avec qui ils étoient en guerre ouverte.

Iid. Mémoires des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

La France étoit aussi alors en guerre avec l'Espagne, & en conséquence le Gouverneur François de Saint-Christophe entreprit la conquête de Sainte-Croix, y réussit, & y établit une Colonie.

Article V.

On ne voit pas que ni les Anglois ni les Hollandois aient réclamé contre cette possession qui étoit bien moins favorable que celle de Sainte-Lucie. L'abandon de Sainte-Croix par les Anglois, & la possession des Espagnols, n'ayant peut-être pas duré trois mois, & l'abandon des Hollandois, qui a été de cinq ans, ayant été forcé, & suivi d'une entreprise qu'on auroit pû qualifier de *réclamation* & d'*acte d'autorité*, si une façon de parler si favorable aux voies de fait & aux prétentions les moins fondées, avoit été connue alors.

On trouve un nouvel exemple des principes qui ont eu lieu pour la propriété des îles de l'Amérique, dans ce qui s'est passé à l'île de Saint-Martin entre les François & les Hollandois.

Les uns & les autres en avoient été chassés en 1638 par les Espagnols qui y avoient mis une forte garnison. Les Espagnols, lassés apparemment de la dé-

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français.
4 Oâ. 1754.

Article V.

dépense que leur caufoit cette isle peu utile pour eux, l'abandonnèrent en 1648; aussi-tôt le Gouverneur Hollandois de Saint-Eustache crut être en droit de s'emparer de Saint-Martin entier, sans aucun égard à l'ancien droit de la France, qui effectivement n'auroit rien eu à y prétendre s'il n'avoit pas été notoire que les François avoient concouru avec les Hollandois à la reprise de possession de l'isle après l'abandon des Espagnols, & que les uns & les autres étoient convenus de la partager*.

On pourroit ajoûter à ces exemples, ceux de toutes les isles Françoises qui se trouvent dans l'énoncé des Lettres du Comte de Carlisle, s'il étoit vrai qu'elles appartenissent alors à l'Angleterre par la *priorité de découverte & de plantation*; car il est sûr qu'elles ne sont venues à la France, ni par conquête sur l'Angleterre, ni par traité.

Enfin le rétablissement même des Anglois dans l'isle de Saint-Christophe, après l'expédition de Don Frédéric de Tolède, est une nouvelle preuve du droit de posséder ce que les autres abandonnent. On ne peut pas nier que le droit des Anglois sur Saint-Christophe ne fût éteint par la capi-
tu-

P R E U V E S.

* Du Texte, tome I, page 408.

tulation faite avec Don Frédéric de Toléde , & que si ce Général y avoit établi une Colonie Espagnole , cette isle ne fût aujourd'hui à sa Nation ; mais ne l'ayant pas fait , les Anglois & les François qui n'avoient pas signé la capitulation ont pû , de plein droit , s'y rétablir de nouveau comme dans un terrein vacant , & on seroit aujourd'hui très-mal fondé à faire valoir contre l'Angleterre l'expédition de Don Frédéric de Toléde , quand même on la décoreroit du titre *d'acte d'autorité* , & qu'on donneroit celui *d'invasion* à la rentrée paisible des Anglois & des François dans Saint-Christophe , où il n'y avoit plus d'Espagnols.

On doit remarquer qu'il n'y a pas un des exemples cités qui ne soit moins favorable pour ceux qui ont voulu s'emparer , ou qui de fait se sont emparés des isles vacantes , que ne l'est pour les François celui de Sainte-Lucie , qui a été vacante dix ans avant qu'ils en aient pris possession.

On croit ne pouvoir mieux finir cet article que par ce passage du sieur de Rochefort , auteur contemporain , & qui ne paroît pas avoir prévu qu'il dût jamais y avoir aucune discussion entre les Anglois & les François au sujet de Sainte-Lucie.

Id. Mémoires des Commissaires François.

4 Oct. 1754.

Article V.

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
François.
4 Oct. 1754.

Article V.

„ * M. du Parquet, Gouverneur
de la Martinique, a aussi acquis....
„ la seigneurie des isles de la Marti-
„ nique, de la Grenade & de Sainte-
„ Alouzie.... M. Houel a fait la mê-
„ me chose pour les isles de la Gua-
„ deloupe, de Marie-Galante, de la
„ Désirade & des Saintes : ces deux
„ dernières ne sont pas encore peu-
„ plées; mais il a demandé par avan-
„ ce la seigneurie de ces terres, afin
„ que d'autres ne s'en puissent *civile-*
„ *ment* emparer: car il faut savoir que
„ la Compagnie des isles de l'Améri-
„ que... avoit obtenu du Roi toutes
„ les isles habitées & à habiter par
„ succession de temps; de sorte que
„ ces Messieurs, qui ont traité avec
„ la Compagnie, ont fait mettre
„ dans leur octroi des isles qu'ils n'ont
„ pas encore habitées, mais qui sont
„ en leur voisinage & à leur bienséan-
„ ce, & incontinent qu'ils auront as-
„ sez d'hommes en leurs isles ils en
„ feront passer dans celles-là, *si ce*
„ *n'est que les Anglois ou les Hollandois*
„ *s'en emparassent auparavant*; CAR
„ C'EST UNE RE'GLE GE'NE'RALE QU'U-
„ NE TERRE QUI EST SANS HABITANS
„ EST AU PREMIER OCCUPANT, & l'oc-
„ troi du Roi ou de la Compagnie
„ n'est

P R E U V E S.

* Du Texte, tome II, page 66.

„ n'est que pour parer ces Messieurs
 „ contre quelqu'un de notre Nation
 „ qui pourroit courir sur leurs des-
 „ feins”.

*Id. Mémoi-
 re des Com-
 missaires
 François.
 4 Oct. 1754-*

ART. VI. *Nécessité & légitimité de l'oc-
 cupation de Sainte-Lucie par les Fran-
 çois.*

Article VI.

SI le sieur du Parquet avoit voulu attendre patiemment que les Anglois revinssent à Sainte-Lucie, il ne l'auroit pû faire sans exposer la Martinique. Sainte-Lucie étoit l'isle de toutes les Antilles la plus propre à servir de retraite aux Sauvages pour désoler les isles Françoises & Angloïses, & peut-être d'entrepôt aux Espagnols pour quelque entreprise plus considérable.

Il a donc dû, pour sa propre tranquillité, s'assurer de Sainte-Lucie, & les Anglois, qui ne songeoient point à y rentrer puisqu'ils s'étoient réfugiés à Montserrat, où ils s'étoient établis, n'ont jamais eu pour eux, ni pû laisser à leur Nation, nul droit de recueillir le fruit des dépenses du sieur du Parquet & du sang des François employés à conserver cette isle.

„ La Grenade & Sainte-Alouzie,
 „ dit le P. du Tertre *, ont été les
 „ deux

P R E U V E S.

* Du Tertre, tome I, page 433.

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français.
4 Oct. 1754.

„ deux sang-sues qui ont épuisé le
„ plus clair de son bien; Mrs. ses en-
„ fans auroient un million de bien en
„ France, s'il y avoit envoyé ce qu'il
„ a dépensé pour la conservation de
„ ces deux colonies”.

Article VI.

L'acquisition de Sainte-Lucie par les François n'a donc pas été gratuite! La conservation de cette isle a coûté des sommes considérables & beaucoup de sang; peut-on prétendre aujourd'hui que ce soit pour l'Angleterre qu'ils l'ont acquise & conservée aux dépens de leur vie & de leurs biens?

Il résulte de cette observation que quand même les François ne seroient pas propriétaires de Sainte-Lucie par leur prise de possession paisible après l'abandon des Anglois, ils le seroient devenus par le droit de la guerre, & Sainte-Lucie leur appartiendroit comme une conquête faite sur les Caraïbes.

M. du Parquet. dit un acte du 8 octobre 1663, qui a été produit par les Commissaires du Roi avec leur premier Mémoire, & qui a déjà été cité dans celui-ci, *l'avoit acquise sur les Infidèles, qui en étoient seuls possesseurs, par la force des armes, lesquels journellement nous faisoient la guerre.*

Cette conquête a en effet coûté la vie à trois Gouverneurs François, sans compter les troupes qui peuvent y avoir péri. Les

Les Anglois n'avoient pû dépouiller les Caraïbes de l'isle de Sainte-Lucie que par le droit de la guerre ; les Caraïbes en étoient rentrés en possession au même droit ; les François en ont joui au même titre après en avoir chassé les Caraïbes.

Id. Mémoires des Commissaires François. 4 Oct. 1754. Article VII.

ART. VII. *Examen de la prétendue vente de Sainte-Lucie à des Anglois par Warner.*

QUAND le Traité de 1660 n'auroit pas lié les Caraïbes, & n'auroit pas invalidé d'avance la vente du métif Warner, elle l'auroit été par la possession des François.

Cette prétendue vente auroit été nulle dans le cas même où les François auroient été encore en guerre ouverte avec les Sauvages ; car alors l'Angleterre, qui étoit en paix avec la France, n'auroit pas pû acheter des Caraïbes le droit de s'emparer d'une conquête des François : à plus forte raison le droit des Sauvages étant éteint par la paix Caraïbe de 1660, les uns n'avoient pas droit de vendre, & les autres n'avoient pas droit d'acheter.

Mais si d'après ces réflexions générales on a lieu d'être surpris que l'Angleterre ait voulu étayer ses prétentions sur un pareil titre, on le sera en-

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
Francois.

4 Oct. 1754.

Article VII.

core bien davantage à la vûe de la pièce même où tout annonce une manœuvre frauduleuse.

Nulle preuve que l'autorité publique y soit intervenue; c'est par une erreur inexcusable que les Commissaires Anglois de 1687 ont avancé que le *Lord Willoughby*, Gouverneur de la *Barbade*, avoit acheté cette isle des originaires, pour Sa Majesté en 1663; il n'a point été partie dans l'acte, ni donné de pouvoirs pour le passer.

Point de preuves suffisantes que les quatre Sauvages vendeurs aient eu les pouvoirs de la nation Caraïbe pour vendre.

Le prix de la vente spécifié d'une manière vague.

Une reticence entière contre la bonne foi la plus commune, que les Francois étoient en possession de l'isle, y avoient un Gouverneur & une garnison.

Enfin, désaveu le plus serieux & le plus efficace de la part de la nation des Caraïbes, puisqu'ils n'ont cessé de faire la guerre aux Anglois de *Sainte-Lucie* jusqu'à leur sortie de l'isle, & qu'il ne paroît pas qu'ils aient exercé dans le même temps aucune hostilité contre les isles vraiment Angloises.

C'est aujourd'hui la première fois que l'Angleterre ait fait voir le jour à ce titre extraordinaire, & en le produisant elle reconnoît la propriété des

Ca-

Caraïbes sur les isles de Saint-Vincent & de la Dominique.

III. Mémoi-
re des Com-
missaires
François.
4 Oâ 1754.

Enfin la Couronne d'Angleterre ne peut faire usage de ce titre qu'en renonçant à toutes ses prétentions antérieures sur Sainte-Lucie: *car* si le Duc de Cumberland, en s'y rafraîchissant trois jours en 1593, a acquis à l'Angleterre un droit inébranlable;

Article VII.

Si Oliph Leagh, *en y dégradant en 1605 soixante-sept hommes qui en ont été chassés un mois après*, a continué cette possession;

Si les Vermudiens, ou autres qui y ont été, ou qui ont projeté d'y aller, ont ôté par ce projet ou par de vaines tentatives, tout droit aux autres nations d'y penser;

Si la priorité de découverte de Thomas Warner mérite la considération qu'on veut lui donner;

Enfin, si le détachement envoyé de Saint-Christophe en 1639, & exterminé en 1640, a rendu la Couronne d'Angleterre à jamais souveraine de Sainte-Lucie;

Quel droit avoient des particuliers même Anglois d'acheter cette isle des Caraïbes, & quel droit avoient les Caraïbes de disposer du domaine inaliénable de la Couronne d'Angleterre.

Ce fruit de l'ivrognerie de quatre Sauvages & de la mauvaise foi des acheteurs, n'est donc propre qu'à mon-

Id. Mémoires des Commissaires François. 4 Oct. 1754.
Article VIII. trer le peu de confiance que l'on avoit dans les isles Caraïbes ainsi qu'en Angleterre, à toutes ces prétendues possessions de Sainte-Lucie, & le besoin qu'on avoit d'un nouveau titre pour colorer une irruption dans cette isle Françoise au milieu de la paix.

ART. VIII. *Des prétendues réclamations & des tentatives des Anglois sur Sainte-Lucie depuis la prise de possession de cette isle par les François en 1650.*

ON ne peut pas mettre au rang des réclamations faites par les Anglois sur l'isle de Sainte-Lucie au préjudice du droit des François, celles que les Commissaires Anglois prétendent avoir été faites depuis 1640 jusqu'en 1650*.

Premièrement, parce qu'ayant été requis d'en donner des preuves, ils ont cité la page 438 du premier tome du P. du Tertre, où il n'en est pas question ni de rien d'approchant.

En second lieu, parce qu'il implique contradiction de prétendre avoir réclamé contre les François une isle que les François ne possédoient point encore.

On trouve encore dans le *Parag. LIX*, qu'il y eut une réclamation....
deux

P R E U V E S.

* *Parag. XXXV.*

deux ans après l'expulsion des Anglois de Sainte-Lucie, & la prise de possession des François qu'on place dans la même année quoiqu'il y ait eu un intervalle de dix ans. Si c'est deux ans après l'expulsion des Anglois, c'est-à-dire en 1642, on vient d'en montrer l'impossibilité; & si c'est en 1652, il en falloit rapporter des preuves; mais on les a demandées inutilement, & on est bien sûr qu'il n'en paroîtra pas.

IId. Mémoi-
re des Com-
missaires
François.

4 Oct. 1754.

Article VIII.

On ne peut donc rien trouver avant la réclamation par voie de fait, ainsi que la caractérisent Mrs. les Commissaires de Sa Majesté Britannique, faite par un Navire Anglois en 1657, entreprise dont le P. du Tertre ne dit qu'un mot, & que le P. Labbat a amplifiée, on ne fait sur quelle autorité.

Il y a beaucoup d'apparence que ce fut une tentative de Forban, qui informé du petit nombre de François qu'il y avoit dans le fort de Sainte-Lucie, essaya envain de le piller.

Deux circonstances font penser aux Commissaires du Roi qu'on a imputé trop légèrement cette hostilité au gouvernement d'Angleterre.

La première, c'est qu'elle n'est que de deux ans postérieure au Traité de Westminster de 1655, qui ne laissoit nul prétexte à aucune voie de fait.

La seconde, c'est que les Commissaires Anglois ayant été requis de four-

11d. Mémoi-
re des Com-
missaires
Francois.
4 Oct. 1754.

nir quelques preuves que cette entre-
prise avoit été autorisée par le gou-
vernement d'Angleterre, ils ne l'ont
ni fait ni même essayé de le faire.

Article VIII.

Le second acte de violence des An-
glois sur Sainte-Lucie, mais qui a été
fait avec éclat, est celui de 1664, par
le Colonel Caren à la tête d'un grand
nombre de troupes de débarquement,
lorsque le Lord Willoughby étoit Gou-
verneur des isles Angloises. Les An-
glois s'emparèrent du fort des Fran-
çois par capitulation, & restèrent en-
viron dix-huit mois dans cette isle,
que les Sauvages, la famine & les ma-
ladies les obligèrent enfin d'abandon-
ner sans retour.

Ce sont les Commissaires du Roi qui
prétendent qu'on ne doit pas imputer
au gouvernement d'Angleterre cet acte
de violence.

Ce sont les Commissaires Anglois
qui veulent que le gouvernement de
leur Nation l'ait autorisé.

Mais qu'il l'ait autorisé ou non, ce
n'est pas moins un acte de violence,
contraire à toutes les règles du droit
des gens, & qui n'a pû donner aucune
atteinte au droit de la France, non
seulement parce que cette entreprise a
été infructueuse, mais encore parce
que les Anglois n'ont osé produire leur
prétention pour être reconnue au traité
de Breda.

Si

Si les Commissaires du Roi n'attribuent point cette interruption au Gouvernement d'Angleterre, c'est que premièrement il paroît que l'armement fait pour y parvenir n'est point parti d'Europe, & qu'il a été entièrement exécuté dans les isles Angloises.

Id. Mémoires des Commissaires François. 4 Oct. 1754.

Article VIII.

2°. Milord Willoughby, qui en étoit l'ame secrète, n'a osé l'avouer.

3°. Si le Colonel Caren, qui commandoit cette entreprise, a déclaré à l'envoyé de M. de Tracy qu'il agissoit par ordre du Roi d'Angleterre, c'est qu'il ne pouvoit se dispenser de le dire sans se déclarer Forban.

4°. L'attention de ce Colonel Américain pour citer le Roi d'Angleterre sans montrer l'ordre de Sa Majesté Britannique, & sans nommer le Lord Willoughby son supérieur immédiat, s'accorde avec le désaveu de ce Lord, & confirme l'opinion qu'on doit avoir de toute cette manœuvre ténébreuse.

5°. Si cette entreprise avoit été avouée en Angleterre, on n'auroit pas laissé le Lord Willoughby dans l'embarras des suites, & on ne l'auroit pas mis dans le cas, après avoir épuisé ses ressources, de laisser périr les malheureux instrumens de son usurpation.

Le titre de *Colonel* & le mot de *Régiment* ne doivent pas en imposer; ce Régiment étoit de la milice, & le Colonel étoit un Officier de milice des

II. Mémoi- Colonies: cela est commun encore au-
re des Com- jourd'hui dans les colonies Angloises;
missaires mais de plus on en a une preuve posi-
Francois. tive pour ce même temps dans le P.
4 Oct. 1754. du Tertre, qui dit à deux ou trois re-
Article VIII. prises * qu'à une audience que donna
le Lord Willoughby au sieur du Blanc,
envoyé du Gouverneur de la Martini-
que, ce Lord étoit accompagné de huit,
dix ou douze Colonels.

Le sieur du Blanc arriva à la Barba-
de le 23 février 1666, quarante-huit
jours après que les malheureux restes
de la troupe du prétendu Colonel Ca-
ren & de son successeur, le sieur Cook,
avoient abandonné Sainte-Lucie, &
après que les François s'en étoient re-
mis en possession. Le sieur du Blanc
étoit chargé de porter des plaintes de
pillages commis par des vaisseaux An-
glois; le Lord Willoughby auroit pu
lui répondre que le Gouverneur de la
Martinique ne pouvoit se plaindre de
quelques déprédations commises par
des particuliers, lorsque lui-même ve-
noit de commettre des hostilités plus
importantes, en donnant audience au
député du sieur Cook, & en s'emparant
de l'isle de Sainte-Lucie après son
abandon: mais il ne fut rien dit de pa-
reil, & le silence qui fut observé à cet
égard

P R E U V E S.

* Du Tertre, tome III, p. 285 & 287.

égard de part & d'autre, étoit la suite naturelle de deux circonstances réunies; la rentrée des François dans cette île, & le défaveu fait par le Lord Willoughby de l'entreprise du Colonel Caren.

Id. Mémoires des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

Article VIII.

Les Commissaires de Sa Majesté Britannique n'ont pû opposer à tous ces faits & à toutes ces circonstances qu'un fragment des instructions du Lord Willoughby, qui n'étoit pas fait pour devenir public, puisqu'il n'est propre qu'à couvrir de honte ceux qui l'ont dressé.

On y voit effectivement un ordre donné au milieu de la paix *d'incommoder & de barceler les îles qui se trouvent en la possession du Roi de France, & non seulement celles qui sont nommées dans la commission, mais aussi les adjacentes, & d'en déposséder les François s'il s'en présente quelque occasion favorable.*

On ne conçoit pas comment l'on s'est déterminé à mettre au jour une pareille pièce, née dans les ténèbres, & faite pour y rester. A quelle disette de titres ne faut-il pas être réduit pour en produire de cette espèce?

Quoi qu'il en soit, ce fragment d'instruction ne satisfait qu'à la moindre partie de ce que les Commissaires du Roi ont demandé.

10. On demandoit des ordres exprès pour Sainte-Lucie, tels qu'ils sont an-

Hd. Mémoi-
re des Com-
missaires
Francois.

4 Oct. 1754.

Article VIII.

noncés par-tout dans le Mémoire de Mrs. les Commissaires Anglois, & cette isle n'est pas nommée dans la pièce produite, qui ne la regarde pas plus que la Martinique, la Guadeloupe, ou telle autre pour laquelle le Lord Willoughby *est trouvé une occasion favorable.*

20. On ne peut guères douter que si on montrait la pièce entière on n'y trouvât des ordres très-précis de ne point avouer les entreprises auxquelles elle devoit donner lieu.

30. Les Commissaires du Roi ne demandoient point des ordres secrets. Tandis qu'on ne satisfait point aux instances réitérées qu'ils ont faites pour avoir la communication de tant de pièces qui doivent être publiques, comme, par exemple, les commissions de Gouverneur, ils ne prétendoient pas qu'on leur montrât des instructions faites pour ne jamais voir le jour; mais ils demandoient des ordres tels que les Souverains en envoient toujours en pareil cas à leurs Gouverneurs, c'est-à-dire, tels qu'ils les puissent honnêtement montrer: il ne paroît pas qu'il y en ait eu de cette espèce pour l'isle de Sainte-Lucie, puisqu'on n'a point encore pu les produire.

Il ne suffit pas d'avancer que le Lord Willoughby avoit fait à ce sujet des dé-
clara-

clarations *expresſes & affirmatives* * ; ſur la demande faite aux Commiſſaires Anglois de les produire, ils ſont reſtés dans le ſilence; & comme les Com- miſſaires du Roi, comme ceux même de Sa Majeſté Britannique, ont donné des preuves *qu'en 1687 le déſaveu du Lord Willoughby avoit été produit en original*, il ne doit plus reſter aucun doute ſur ce fait.

IId. Mémoi-
re des Com-
miſſaires
François.
4 Oct. 1754.

Article VIII.

Les ordres que le Lord Willoughby a pû recevoir en 1666, dans le temps de la guerre de peu de durée qui a précédé le Traité de Breda, étant donnés en temps de guerre, ne peuvent jeter aucun nuage ſur le droit des François à l'ifle de Sainte-Lucie: il auroit fallu au moins produire des ordres oſtenſibles, donnés après le rétaſſement de la paix; ces ordres auroient pû être regardés comme une forte de réclamation dont il auroit fallu diſcuster le mérite; mais il n'en a paru aucun de cette eſpèce.

Enfin rien ne prouve mieux combien on étoit éloigné alors en Angleterre de former des prétentions ſur Sainte-Lucie, que ce qui s'eſt paſſé à la ſuite du Traité de Breda.

L'exécution de ce Traité a duré trois ans pendant leſquels les Anglois ont

témoi-

P R E U V E S.

* Mémoire des Commiſſaires Anglois, *parag. CV.*

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français.

4^e Oct. 1754.

Article VIII.

témoigné, d'une part, toute la réputation possible à restituer l'Acadie & les forts voisins, & d'une autre, le plus vif empressement pour rentrer dans les isles Caraïbes dont les François s'étoient emparés pendant la guerre.

Il y eut même des ordres du Roi Charles II pour suspendre la restitution de l'Acadie, dans la crainte des difficultés qui pouvoient survenir pour celle de Saint-Christophe, & autres isles Angloises occupées alors par les François.

Pouvoit-on jamais trouver une occasion plus favorable de revendiquer Sainte-Lucie, si l'Angleterre avoit cru y avoir le moindre droit? Et le Lord Willoughby, qui malgré la paix maltraita les Sauvages de la Dominique & de Saint-Vincent, auroit-il si-tôt oublié ses desseins sur Sainte-Lucie, s'il n'avoit pas eu des ordres positifs de n'y plus penser?

Le silence profond qui fut gardé alors par les Anglois sur Sainte-Lucie où les François s'étoient rétablis paisiblement depuis plus de deux ans, seroit donc la meilleure interprétation qu'on puisse donner au Traité de Breda, si l'on pensoit qu'il en eût besoin, & nous dispense de répéter ce que nous avons dit dans notre Mémoire du 11 février 1751.

Il pourroit paroître superflu de discuter tout ce qui est postérieur à ce Traité qui a été confirmé par tous les Traités suivans. Des prétentions aussi tardives & sans aucun nouveau fondement ne pouvant donner atteinte à une possession légitime commencée en 1650: on fera cependant quelques réflexions sur ce que l'histoire nous a appris, & sur ce que Mrs. les Commissaires Anglois ont produit, même par rapport à des temps postérieurs.

Ild. Mémoires des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

Article VIII.

Dans toutes les Pièces & Mémoires antérieurs à 1686, ou bien Sainte-Lucie n'est pas nommée, ou bien elle ne l'a été qu'avec la Martinique & la Guadeloupe, dont on ne présume pas que l'Angleterre veuille disputer à la France la propriété.

Le 18 septembre 1686 sera donc la première époque où les Commissaires du Roi s'arrêteront; c'est de ce jour qu'est datée la première Lettre du Colonel Steede, Lettre qu'on doit regarder comme la première démarche qu'on puisse attribuer au gouvernement de la Grande Bretagne pour annoncer ses prétentions sur Sainte-Lucie. Encore a-t-on lieu de croire que les hostilités du Chevalier Temple, dont cette Lettre fut précédée, n'avoient été ni prévues ni ordonnées en Angleterre; puisque, sur la demande que les Commissaires du Roi ont faite de la commu-
nica-

11d. Mémoi
re des Com-
missaires
Francois.

4 Oct. 1754.

Article VIII.

nication de ces ordres, on n'a rien obtenu que des citations des minutes des Barbades qu'on n'a point montrées; ou des renvois aux enquêtes faites dans cette isle, qui sont peut-être une même chose que ces minutes, & où on ne trouve aucune trace d'ordres du gouvernement d'Angleterre.

La seconde Lettre qu'ils ont citée du Colonel Steede, du 27 Mars 1687, ne prouve qu'une infraction faite au traité provisionnel de neutralité de 1686 pour l'Amérique, & à tous les autres traités qui subsistoient alors entre la France & l'Angleterre: elle prouve pareillement le peu de confiance que ce Gouverneur Anglois avoit aux anciennes prétentions de sa Nation sur Sainte-Lucie, puisqu'il se vante, quoique faussement, d'avoir assuré cette isle à l'Angleterre par *une possession actuelle*, nom qu'il lui plaît de donner à des incursions qui n'eurent qu'un effet passager, & qui n'ont pas empêché les François d'être toujours depuis les seuls habitans de Sainte-Lucie. On ne trouve dans cette Lettre nulle trace d'habitans & d'établissmens Anglois, mais seulement des projets & des tentatives de détruire *les établissemens des François*, & de les expulser de cette isle, ce qui prouve de plus en plus que les François seuls habitoient Sainte-Lucie, & qu'ils y étoient troublés par
les

les violences du Colonel Steede, que le Colonel caractérisoit, ainsi que le font aujourd'hui les Commissaires Anglois, d'actes de possession, sans qu'il soit prouvé qu'il y ait eu un seul Anglois établi à Sainte-Lucie, non plus qu'à la Dominique & à Saint-Vincent.

Id. Mémoire des Commissaires François. 4 Oct. 1754. Article VIII.

On ne parlera point ici de la prétendue expédition de Jacques Walker, annoncée sans date ni circonstances dans le Mémoire de Mrs. les Commissaires Anglois, & fondée uniquement sur le témoignage vague du sieur Christophe Codrington. On examinera dans l'article suivant ce qui regarde ce fait, sur lequel on peut voir la déposition même du sieur Codrington & les textes du P. du Tertre, *tome III, pages 238 & 291.*

L'extrait du Bureau des plantations, qui a été produit par Mrs. les Commissaires Anglois pour justifier des ordres donnés en 1699 par le Roi Guillaume III au Colonel Gray, pour faire sortir les François de l'isle de Sainte-Lucie, est une nouvelle preuve que les François habitoient cette isle en 1699, & qu'ils y employoient des Nègres. Cet extrait ne prouve rien de plus.

Il seroit inutile de s'étendre sur des faits plus récents, tant parce que Mrs. les Commissaires Anglois ne les ont point contestés, que parce que la seule date suffit pour faire connoître qu'ils ne peuvent

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
François.

4 Oct. 1754.

Article VIII.

vent influer sur la décision de la propriété de Sainte-Lucie.

Il est cependant vrai que la disette où se sont trouvés Mrs. les Commissaires Anglois, les a souvent obligés à employer les preuves les moins attendues: dépourvûs de titres, ils ont prétendu que les ordres donnés à leurs Gouverneurs, & les tentatives faites en exécution de ces prétendus ordres, devoient leur en tenir lieu; non seulement ils ont entrepris de mettre sur le compte de leur gouvernement toutes les infractions dont les Commissaires du Roi cherchoient à le disculper, mais ils ont cru ne pouvoir trop les multiplier. Ce n'est pas seulement au gouvernement de Cromwel qu'ils ont attribué une irruption à Sainte-Lucie peu après la signature du traité de Westminster: si l'on en croit les instructions au Lord Willoughby, dont ils ont produit un extrait; ce seroit Charles II, qui aussi-tôt après son rétablissement auroit donné les ordres qui ont occasionné l'irruption de Caren: ce seroit aussi Charles II, qui aussi-tôt après la paix de Breda en auroit donné de nouveaux aussi contraires que les premiers à la foi des traités & à la tranquillité publique. Ce seroit Jacques II qui, vingt ans après le traité de Breda, auroit donné des ordres pressans pour renouveler les mêmes

mes violences, & cela dans le temps même que l'on se plaignoit le plus en Angleterre de ses liaisons avec la France. Suivant eux enfin le Roi Guillaume auroit autorisé les mêmes voies de fait immédiatement après la paix de Riswick, & il n'y auroit eu presque aucun intervalle de paix dont le gouvernement d'Angleterre ne se fût servi pour *REVENDIQUER PAR VOIE DE FAIT*, c'est-à-dire, par la force & par les armes, une isle qu'il n'a jamais attaquée en temps de guerre, ni réclamée dans aucun traité; & à cette occasion on ne peut s'empêcher de relever l'affectation singulière qu'ont eu Mrs. les Commissaires Anglois à employer le terme d'*invasion* toutes les fois qu'ils ont parlé de l'entrée des François en 1650 dans l'isle de Sainte-Lucie, abandonnée en 1640 par les Anglois; pendant qu'ils ont au contraire appelé *actes d'autorité* toutes les incursions violentes, autorisées ou non autorisées, qui ont été faites dans cette isle en différens temps par les Anglois.

Les faits, les circonstances, l'histoire, tout dépose que rien n'a été plus pacifique respectivement à l'Angleterre Européenne & Américaine; que l'occupation de Sainte-Lucie par les François, sous l'autorité de M. du Parquet en 1650; tout démontre qu'il n'y

Id. Mémoires des Commissaires François.

4 Oct. 1754.

Article VIII.

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
François.
4 Oct. 1754.

vent influer sur la décision de la propriété de Sainte-Lucie.

Article VIII.

Il est cependant vrai que la disette où se sont trouvés Mrs. les Commissaires Anglois, les a souvent obligés à employer les preuves les moins attendues: dépourvus de titres, ils ont prétendu que les ordres donnés à leurs Gouverneurs, & les tentatives faites en exécution de ces prétendus ordres, devoient leur en tenir lieu; non seulement ils ont entrepris de mettre sur le compte de leur gouvernement toutes les infractions dont les Commissaires du Roi cherchoient à le disculper, mais ils ont cru ne pouvoir trop les multiplier. Ce n'est pas seulement au gouvernement de Cromwel qu'ils ont attribué une irruption à Sainte-Lucie peu après la signature du traité de Westminster: si l'on en croit les instructions au Lord Willoughby, dont ils ont produit un extrait; ce seroit Charles II, qui aussi-tôt après son rétablissement auroit donné les ordres qui ont occasionné l'irruption de Caren: ce seroit aussi Charles II, qui aussi-tôt après la paix de Breda en auroit donné de nouveaux aussi contraires que les premiers à la foi des traités & à la tranquillité publique. Ce seroit Jacques II qui, vingt ans après le traité de Breda, auroit donné des ordres pressans pour renouveler les mêmes

mes violences, & cela dans le temps même que l'on se plaignoit le plus en Angleterre de ses liaisons avec la France. Suivant eux enfin le Roi Guillaume auroit autorisé les mêmes voies de fait immédiatement après la paix de Riswick, & il n'y auroit eu presque aucun intervalle de paix dont le gouvernement d'Angleterre ne se fût servi pour **REVENDIQUER PAR VOIE DE FAIT**, c'est-à-dire, par la force & par les armes, une isle qu'il n'a jamais attaquée en temps de guerre, ni réclamée dans aucun traité; & à cette occasion on ne peut s'empêcher de relever l'affectation singulière qu'ont eu Mrs. les Commissaires Anglois à employer le terme d'*invasion* toutes les fois qu'ils ont parlé de l'entrée des François en 1650 dans l'isle de Sainte-Lucie, abandonnée en 1640 par les Anglois; pendant qu'ils ont au contraire appelé *actes d'autorité* toutes les incursions violentes, autorisées ou non autorisées, qui ont été faites dans cette isle en différens temps par les Anglois.

Les faits, les circonstances, l'histoire, tout dépose que rien n'a été plus pacifique respectivement à l'Angleterre Européenne & Américaine; que l'occupation de Sainte-Lucie par les François, sous l'autorité de M. du Parquet en 1650; tout démontre qu'il n'y

Iid. Mémoires des Commissaires François.

4 Oct. 1754.

Article VIII:

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
Francois.
4. Oct. 1754.

avoit alors aucun Anglois.

La rentrée des François après l'abandon du sieur Cook n'a pas essuyé plus de contradiction, & n'a pas été exécutée avec de plus grandes forces: on voit par les dépositions mêmes dont Mrs. les Commissaires Anglois ont communiqué des fragmens, qu'il n'étoit point resté d'Anglois dans l'isle.

Article VIII.

De quel côté sont donc les *invasions*? est-ce de celui de la France, qui a pris & repris possession de Sainte-Lucie lorsqu'il n'y avoit absolument personne? ou de la part de ceux qui en 1657, en temps de paix, ont voulu surprendre & revendiquer par voie de fait le fort de Sainte-Lucie; qui pour exercer, disent-ils, des *actes d'autorité*, ont assemblé en 1664, en pleine paix une petite armée, avec laquelle ils ont pris le même fort par capitulation; qui en 1688, pareillement en temps de paix, ont brûlé les maisons, arraché les plantations, enlevé une partie des habitans, & obligé les autres de se réfugier dans les bois?

Croit-on qu'en mettant vingt fois le mot d'*invasion*, & autant de fois celui d'*acte d'autorité*, chacun dans la place où l'autre devoit être, l'on persuadera à tout le monde que la violence est du côté de la France, qui a occupé une terre vacante, & que l'observation fidèle des traités &

les

les égards dûs à la tranquillité publique font du côté de l'Angleterre, sous le nom de laquelle on a ravagé en pleine paix une isle habitée & cultivée, où il y avoit une garnison & un Gouverneur soumis à celui de la Martinique ? Croit-on enfin que ces mots mis à contre-sens en imposeront à toute l'Europe, qui aura sous les yeux l'histoire de tout ce qui s'est passé dans cette discussion.

Id. Mémoire des Commissaires François
4 Oct. 1754.

Article VIII.

Les Commissaires de Sa Majesté Britannique ont montré eux-mêmes combien leur cause est désespérée par la nécessité d'avoir recours aux paradoxes les plus étonnans & les plus contraires au repos public, comme de soutenir * *que le moyen le plus propre de se garantir en temps de paix d'une prescription, est d'exercer les violences commises en différens temps contre l'isle de Sainte-Lucie par les Anglois.*

ART. IX. *Examen de l'Enquête faite aux Barbades en 1688, pour justifier des droits de l'Angleterre sur les Antilles.*

DE toutes les pièces que M^{rs}. les Commissaires Anglois ont employées pour appuyer leurs prétentions

P R E U V E S.

* Parag. XII.

III. Mémoires des Commissaires François.

4 Oct. 1794.

Article IX.

tions sur Sainte-Lucie, il n'en est point qu'ils aient cité plus souvent & avec plus de confiance, que l'enquête faite aux Barbades en 1688. Il semble même qu'ils ont voulu la multiplier par les différentes dénominations sous lesquelles ils l'ont fait paroître dans une infinité d'endroits de leur Mémoire.

Parmi les actes qu'ils ont cités, il n'en est point dont les Commissaires du Roi aient demandé la communication en entier avec plus d'instance.

Jamais aussi l'on n'eût plus de droit d'exiger une pièce entière; ce n'est point une instruction secrète, c'est un acte judiciaire qui ne peut avoir d'autorité qu'autant qu'il est public, & que les Parties intéressées peuvent en examiner la forme & le fond.

Il n'est point non plus d'occasion où il puisse être plus de besoin de produire un acte entier, que dans le cas de cette enquête, qui, étant composée d'un grand nombre de témoins, ne peut servir à découvrir la vérité qu'en comparant les dépositions: comparaison qui est impossible dès qu'on ne montre que des lambeaux découfus.

Quels que soient ces fragmens, s'ils servent à prouver l'attention qu'a eue l'Angleterre à se former des titres, ils prouveront encore mieux combien elle en est dépourvûe à l'égard de la
pro-

propriété de Sainte-Lucie.

C'est le Colonel Stéede, Gouverneur de la Barbade & auteur des violences commises à Sainte-Lucie en 1686 en pleine paix, qui a fait faire cette enquête pour les justifier.

II. Mémoire des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

Article IX.

Ce ne fut qu'après des hostilités commises en pleine paix que le Chevalier Temple, employé par le Colonel Stéede, notifia au Gouverneur de la Martinique les prétentions de celui de la Barbade sur Sainte-Lucie; ce ne fut aussi qu'après ces mêmes violences qu'on commença cette information.

L'enquête n'étant composée que d'Anglois & d'Angloises de la Barbade, tous intéressés à acquérir sur Sainte-Lucie un droit pour leur Prince & pour eux en propre, ne pourroit être reçue dans aucun Tribunal du monde comme assurant le moindre droit à l'Angleterre.

Les fragmens qu'on en donne étant extraits & produits par des Anglois chargés de faire valoir les droits de leur Couronne sur Sainte-Lucie, on doit croire qu'ils ont choisi les témoignages les plus favorables à la cause qu'ils soutiennent.

Par le titre même de la pièce, on voit que les Anglois qui font l'enquête la font dans le dessein de rechercher les droits de l'Angleterre sur Sainte-Lucie, Saint-Vincent, &c.

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
Francois.
4 Oct. 1754.

Article IX.

Celui qui a ordonné l'enquête, les Commissaires & les rédacteurs, sont donc aussi récusables que les témoins mêmes? N'est-il pas bien malheureux pour l'Angleterre qu'après tant de précautions, & malgré le temps de soixante-douze jours au moins qu'on a mis à rédiger cette pièce, on ne puisse la montrer en son entier?

On a si peu ménagé la vrai-semblance dans ce prétendu acte judiciaire, que les diverses dépositions sont de dates très-éloignées, & que celles de moins ancienne date se trouvent écrites les premières.

Non seulement les dépositions sont faites en différentes séances entre lesquelles il y a de longs intervalles, mais elles sont reçues par différens Commissaires; & le Colonel Steede qui les a nommés, a fait lui-même fonction de Commissaire le 30 juin pour entendre M. Codrington.

On est d'autant plus fondé à maintenir que la partie de l'enquête qu'on ne montre point est favorable à la France; qu'il est clair, par ce que l'on en voit, qu'elle étoit très-étendue; & cependant on ne met au jour que deux dépositions faites à différens jours en juin, cinq en quatre jours différens de juillet, aucune depuis le vingt juillet jusqu'au cinq septembre, c'est-à-dire, pendant quarante-cinq jours,

jours, qui font près des deux tiers de ce qu'on nous a donné à connoître de la durée de l'enquête.

D'après ces réflexions on se flatte qu'on conviendra que ce n'est pas éluder les difficultés que de se prêter à l'examen des pièces qu'on produit sous une forme si peu recevable. On va cependant parcourir les dépositions les unes après les autres dans l'ordre qu'elles ont été données : cet examen est d'autant plus nécessaire, que sur beaucoup d'articles où nous avons demandé des preuves, on nous a renvoyé à cette enquête comme devant satisfaire à tout.

Mais avant d'entrer dans le détail des dépositions, on croit nécessaire de dire un mot de la prétendue expédition du Capitaine Walker souvent citée par Mrs. les Commissaires Anglois, & dont les Commissaires, chargés en 1688 de la recherche des droits de l'Angleterre sur les Antilles, font mention dans le préambule qu'ils ont joint aux fragmens d'enquête dont on a jugé à propos de faire part.

On trouve dans ce préambule, que suivant le témoignage du Colonel Christophe Codrington, Jacques Walker fut envoyé peu de temps après (date bien vague) par le Gouverneur de Saint-Christophe pour subjuguier les Indiens de la Dominique, de Saint-Vincent & de

Id. Mémoire des Commissaires François.

4 Oct. 1754.

Article IX.

Id. Mémoi- Sainte - Lucie.... que ce Capitaine ayant
re des Com- trouvé sur ces entrefaites quelques Fran-
missaires gois qui chassoient ou pêchoient dans ces
Français. isles, les en chassa, &c.
4 Oct. 1754.

Article IX.

Sur quoi les Commissaires du Roi observeront que le Colonel Codrington dans sa déposition ne parle de l'expédition de Walker contre les Sauvages, que comme d'un oui-dire, & ne dit pas un mot du succès qu'elle eut à leur égard.

Mais le P. du Tertre fournit un supplément aux oui-dire de M. Codrington. On y trouve en effet, *tome III, pages 283 & 291*, un Anglois nommé James Walker, qui est sans doute le même que celui-ci, puisque le sieur du Blanc, envoyé au Lord Willoughby par M. de Clodré en janvier 1666, se plaignit des violences de ce Capitaine qui, suivant les apparences, commandoit un vaisseau marchand; violences que le Lord Willoughby blâma & désavoua dans l'écrit qu'il remit au sieur du Blanc, à qui il promit de faire justice de Walker.

Il résulte du recit du P. du Tertre au sujet du sieur Walker;

1^o. Qu'il ne fut point envoyé pour subjuguier les Sauvages, puisque toutes ses forces consistoient en une *barque*.

2^o. Qu'il ne subjuguâ rien, puisque s'il s'étoit emparé du moindre poste à
la

la Dominique ou à Saint-Vincent, le sieur du Blanc s'en seroit plaint comme il fit des pillages que Walker avoit faits sur quelques petits bâtimens François.

Id. Mémoire des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

3°. Que tout ce qu'il auroit fait au préjudice de la paix de 1660, non seulement auroit été nul dans son principe, mais auroit été annullé subsidiairement par le désaveu formel du Lord Willoughby.

Article IX.

4°. Que quand on supposeroit de la mauvaise foi dans le désaveu donné par écrit au sieur du Blanc par le Lord Willoughby (désaveu dont on ne peut s'empêcher de faire remarquer le rapport avec celui de l'irruption de Sainte-Lucie) on ne pourroit nier que le sieur Walker n'eût exécuté ses ordres *d'une façon deshonorable & pleine de fourberie*, puisqu'il vint à la Martinique demander des rafraîchissemens avant d'entreprendre de piller les pécheurs François ou d'insulter les Sauvages; relâche très-utile pour s'affurer s'il n'y avoit point à la Martinique de vaisseaux de guerre; en quoi vraisemblablement il avoit en partie pour exemple les Anglois acheteurs de Sainte-Lucie en 1663, lesquels furent prendre langue à la Grenade; comme il a eu pour parfait imitateur le sieur Chevalier Temple en 1686.

5°. Quand le sieur Walker auroit en

114. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français.
4 Oct. 1754.

Article IX.

1666 extorqué par force ou par surpris-
se quelque soumission des Sauvages,
le mince droit qu'auroit pû procurer à
l'Angleterre cette violence contraire
aux Traités, auroit été anéanti par le
Traité de Breda, par lequel tout fut
rétabli dans les Antilles sur le pied des
anciennes possessions.

60. On prétend, sur la foi d'un ouï-
dire du sieur Codrington, que ce mê-
me Walker obligea des François qui
chassoient & pêchoient à Saint-Vin-
cent, à la Dominique & à Sainte-Lu-
cie, à demander des permissions des
Gouverneurs de la Barbade; mais,
quand le fait seroit vrai, la foiblesse
de quelques sibusniers, de quelques
pêcheurs ou d'autres gens sans aveu
qui auroient été rançonnés ou violen-
tés en pleine paix, ne pourroit faire
un titre à l'Angleterre pour dépouiller
les François de la propriété de Sainte-
Lucie, ni du droit de pêcher, du
consentement des Sauvages, dans les
deux isles Caraïbes qui sont sous la
protection de la France.

PREMIÈRE DÉPOSITION, *du 20 juillet*
1688, par GEORGE SUMMERS.

Cette déposition est reçue par HENRI
QUINTINE.

L Etémoin, âgé de 82 ans, dit avoir
été d'Angleterre à Sainte-Lucie
en

en 1628 dans un envoi du Comte de Carlisle, mais il convient de n'y être pas resté, & il semble que la raison qu'il en rapporte auroit dû opérer le contraire; car s'il avoit été prévenu dans cette isle, comme il le dit, par d'autres colons Anglois, la Colonie ne devoit s'en trouver que plus forte & plus en état de résister aux Sauvages au moyen de cette recrue, qui apparemment, comme les précédentes & les suivantes, ne put ou ne voulut pas rester dans une isle si exposée.

Si ces colons, ou si quelqu'un des camarades de Summers y avoient resté, il n'auroit pas manqué de le dire; ainsi sur ce point sa déposition prouve seulement, autant qu'un seul témoin peut prouver, une tentative inutile, quoiqu'avec beaucoup d'apparence que la mémoire de ce vieillard a été en défaut sur la date de l'année, & qu'il a voulu parler de 1638 ou 1639, plutôt que 1628.

Il y a tout lieu de croire que ce témoin n'a rien eu de favorable à dire sur l'espace de quarante-huit ans qui se seroient écoulés depuis 1628 jusqu'en 1676. Il raconte sur cette année qu'une famille Angloise voulut s'établir à Sainte-Lucie & en fut chassée par les Indiens.

Voilà ce qu'on oppose de plus solide à la demande des Commissaires du Roi

Id. Mémoire des Commissaires François.

4 Oct. 1754.

Article IX.

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
Francois.
4. Oct. 1754.

Roi de leur démontrer des établisse-
mens fixes & permanens faits & sou-
tenus par les Anglois dans l'isle de
Sainte-Lucie.

Article IX. SECONDE DÉPOSITION, du 26 juin
1688, par RICHARD BUDDIN.

*Cette déposition, antérieure de près d'un
mois à la précédente, paroît reçue par
THOMAS WALROND.*

LE témoin, âgé de 60 ans, dit avoir
été de l'entreprise de Caren sur
Sainte-Lucie, & convient que les An-
glois furent obligés d'abandonner l'i-
sle. Il n'apprend par conséquent rien
de nouveau de son chef.

Mais il a *ouï dire* au Colonel Caren,
par son Lieutenant-colonel Banister,
qu'il avoit eu, *près de vingt ans aupa-
ravant*, un terrain dans Sainte-Lucie;
ce que le sieur Banister prouvoit, par-
ce qu'il n'y avoit que de jeunes bois
dans ce terrain, comme si ce défriche-
ment n'avoit pas pû aussi bien être fait
par les François, ou par les Caraïbes,
ou même par les Anglois en 1639; ou
comme si ce Colonel & son Lieute-
nant, tous deux chefs d'une irruption
désavouée, & que l'on est en droit de
regarder comme une entreprise de
forban, ou au moins comme une hos-
tilité commise en pleine paix, n'a-
voient pas pû dire ce qu'ils ont jugé
à pro-

à propos pour colorer leur usurpation.

Id. Mémoire des Commissaires François.

4 Oct. 1754

Article IX.

Le même témoin a aussi *ouï-dire* au même Banister, qu'il y avoit eu des gens de la Vermude, qui avoient été s'établir dans l'isle de Sainte-Lucie, avant que ledit Banister s'y établit pour la première fois.

C'est donc encore un *ouï-dire* rapporté par Banister; & que peut-on inférer de pareils témoignages, sur-tout lorsqu'il y a lieu de présumer, par les dépositions subséquentes, que l'entreprise des Vermudiens pour habiter Sainte-Lucie, est la même que celle de 1639, dont les Commissaires du Roi ont parlé dans leur premier Mémoire du 11 février 1751.

On peut d'ailleurs se convaincre combien cette déposition est peu exacte, sur les choses mêmes qui étoient de la propre connoissance du déposant & combien, par conséquent, il mérite peu de foi sur celles qu'il rapporte par *ouï-dire*.

Il étoit de l'entreprise de Caren; il en place l'époque en 1665; & dès le 23 juin 1664, les François qui étoient dans le fort de Chocq, avoient été obligés de capituler.

Il dit que les Anglois séjournèrent six mois & au-de-là à Sainte-Lucie: ils y séjournèrent dix-huit mois.

Enfin, la réticence de la violence

com-

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français.
4 Oct. 1754.

commise alors contre les François pour les expulser de cette isle, ne peut s'excuser, & marque suffisamment la mauvaise foi de ce témoin, ou de ceux qui ont rédigé ou reçu la déposition.

Article IX.

TROISIÈME DÉPOSITION, du 5 juillet
1688, par HENRI WALFORD.

*Cette déposition a été reçue par HENRI
QUINTINE.*

LE déposant étoit âgé de 60 ans : il apprend que le Colonel Caren & son régiment, qui ont envahi l'isle de Sainte-Lucie en 1664, n'étoient point des troupes réglées de l'ancienne Angleterre ; mais de la création du Lord Willoughby, malgré son désaveu, dont les preuves n'ont encore pu être ébranlées.

On y voit aussi, quoiqu'avec quelque déguisement affecté, la prise en pleine paix du fort François, dont Mrs. les Commissaires Anglois ont produit après nous la capitulation. Le déposant dit que les François consentirent à l'abandonner, au lieu de dire que les François furent obligés, par les forces supérieures des Anglois, à capituler & à se retirer de l'isle.

Ce Walford a aussi appris (dit-il) d'un nommé Alton, autre compagnon de Caren, qu'il avoit été environ vingt ans auparavant (c'est appa-
rem-

remment en 1638 ou 1639) dans cette île, d'où les Indiens avoient alors chassé les Anglois; ainsi qu'ils le furent, ou par les mêmes Indiens, ou par les maladies, à la fin de l'entreprise de Caren.

Hd! Mémoi-
re des Com-
missaires
Français.
4 Oct 1754.

Article IX.

Si on avoit besoin de preuves de la possession des François en 1664, & des différens abandons des Anglois, de pareilles dépositions ne nous en laisseroient pas manquer.

QUATRIÈME DÉPOSITION, du 5 juillet 1688, par le Capitaine AMBROISE ROUSSE.

Cette déposition a été reçue par THOMAS WALROND.

LE déposant, âgé de 49 ans, étoit, dit-il, de l'expédition de Caren, & pouvoit être fils ou parent d'un des acheteurs nommé Jean Rousse.

Il tombe dans la même erreur que Richard Buddin un des précédens témoins, sur l'irruption du Colonel Caren, qu'il place en 1665 au lieu de 1664.

Il est coupable de la même réticence sur la violence qui fut alors commise contre les François.

Il parle au contraire de la vente faite par le métif Warner, & il en parle de manière à donner lieu de croire que les Indiens étoient alors les maîtres & les possesseurs de l'île de Sainte-Lucie;

11d. Mémoi- cie ; mais obscur & confus sur ce point
 re des Com- il dit que les Indiens ne remirent leur
 missaires droit & leur titre aux Anglois que quin-
 François. ze jours après l'arrivée de Caren dans
 4 Oct. 1754. l'isle, faisant entendre cependant que
 cet acte n'étoit que l'exécution d'un
 Article IX. marché fait précédemment.

Il y auroit donc eu deux actes, quoique jusqu'ici on n'en eût montré aucun. Celui qui vient de paroître pour la première fois, qui a paru seul & dont nous avons rendu compte, est du 6 avril 1663, temps auquel les François étoient en pleine & tranquille possession, comme le prouve la capitulation produite par Mrs. les Commissaires Anglois, laquelle est du 23 juin 1664.

Il rapporte quelques ouï-dire du sieur Banister, & ces ouï-dire ne se concilient point avec ceux qui se trouvent dans la déposition de Richard Buddin. Suivant Buddin, le sieur Banister auroit dit avoir été à Sainte-Lucie près de *vingt ans* avant l'expédition de Caren, & quelques Anglois des Vermudes y auroient formé un établissement avant que le sieur Banister s'y établît pour la première fois. Suivant Ambroïse Rouffe, l'établissement de Banister & celui des Vermudiens ne font qu'un seul & même établissement dont il fait remonter la date à *trente ans*.

Ces contradictions suffisent pour
 mon-

montrer le peu d'exactitude de tous ces ouï-dire, suivant lesquels les Anglois étoient réputés propriétaires de Sainte-Lucie; mais ce ramas confus de discours vagues & populaires peut-il donner atteinte à la possession constante de la France, & au Traité formel de 1660? Et qu'est-ce qu'être réputé propriétaire d'un pays dont d'autres jouissent notoirement & paisiblement depuis nombre d'années?

Id. Mémoires
des Com-
missaires
François.
4 Oct. 1754.

Article IX.

CINQUIÈME DÉPOSITION, du 30 juit
1688, par CHRISTOPHE CO-
DRINGTON.

Reçue par le Colonel STEEDE.

LA déposition porte qu'il étoit âgé de 48 ans, membre du Conseil de la Barbade; elle est la cinquième dans l'ordre de la production, & la seconde en se conformant à l'ordre des dates.

Si M. Codrington, dont il s'agit ici, est le même qui depuis a été Gouverneur de la Barbade, on ne peut pas douter qu'un témoignage, concerté entre deux personnes si instruites, n'ait rassemblé tout ce qu'on pouvoit dire alors de plus favorable pour l'Angleterre; mais on espère que l'on ne voudra pas obliger des François à avoir beaucoup de foi pour une déposition si suspecte.

Hd. Mémoi-
re des Com-
missaires
François.
4 Oct. 1754.

Elle commence par un *oui-dire* sur le succès de la prétendue expédition de Walker, *oui-dire* d'autant plus extraordinaire que M. Codrington dit tenir de Walker même quelques circonstances, pendant qu'il ne fait que par des *discours publics* qu'il croit véritables, l'essentiel de l'entreprise, dont au surplus il ne donne point la date ni le détail. Mrs. les Commissaires Anglois ne l'ont point donnée non plus; mais les Commissaires du Roi croient l'avoir trouvée dans le P. du Tertre dont ils rapportent le récit en entier* & sur lequel ils ont donné quelques observations ci-dessus, page 102 & suiv.

Article IX.

Que devons-nous donc croire de cette expédition tant citée & si peu expliquée, puisque M. Codrington n'ose presque rien en affirmer devant le Colonel Steede?

Le même témoin dit avoir envoyé vers 1672 (car dans toute cette enquête nous trouvons peu de dates précises) à la Dominique un Officier avec un détachement de soldats, qui y étant arrivés, gardèrent la possession de cette isle pour Sa Majesté, & nommèrent Warner Indien, Gouverneur d'icelle; mais il ne dit pas que ce détachement y resta ni que Warner fut reconnu: deux points essen-

P R E U V E S.

* Pièces justif. p. 316 & 318.

essentiels & sur lesquels il auroit été démenti par toute l'Amérique. Ainsi tout ce qu'on peut faire, c'est de compiler ceci pour la troisième tentative inutile des Lords Willongby, pour violer relativement aux Caraïbes le Traité de 1660; mais on n'annule pas un Traité toutes les fois qu'on essaye vainement d'y donner atteinte par fraude ou par violence.

Id. Mémoire des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

Article IX.

M. Codrington continue ses *ouï-dire* par un aveu qu'il fait faire sans preuve & sans vrai-semblance à M. de Baas, de la neutralité de Sainte-Lucie, de Saint-Vincent & de la Dominique.

Il veut que cette prétendue neutralité (dont on ne trouve nulle part aucun vestige & qu'il met à la place du Traité de 1660) ait été convenue du temps des troubles d'Angleterre, & veut faire entendre qu'il a contenté M. de Baas par cette heureuse exception.

Sainte-Lucie l'a apparemment embarrassé puisqu'il ne la touche qu'en un mot, & ce mot est une nouvelle preuve de sa mauvaise foi *. Il y a cependant apparence que c'est le même M. Codrington qui a été un des acheteurs dans l'acte de vente des Sauvages.

P R E U V E S.

* Voyez la fin de cette déposition - ci, page 117.

11d. Mémoi- vages, du 6 avril 1663, qui est signé
re des Com- Christophe Codrington.
missaires

François.

4 Oct. 1754.

Article XI.

Voilà donc tout ce qu'ont pu rassembler de plus spécieux deux Gouverneurs de la Barbade, dignes successeurs des Lords Willoughby, & des plus occupés qu'on eût encore vû à faire valoir *par toutes voies & moyens quelconques* * les prétentions de l'Angleterre.

M. de Baas auroit été bien mal instruit de ce qui s'étoit passé dans son Gouvernement presque de son temps, si de pareilles allégations avoient pu l'embarrasser.

Pouvoit-on lui faire accroire que la domination Angloise étoit reconnue à la Dominique & à Saint-Vincent dans un temps, où la mémoire étoit encore récente des ravages commis par les Caraïbes dans les isles Angloises aujourd'hui les mieux établies ?

Pouvoit-il ignorer que c'étoient les François, & principalement M. Houel, qui avoient fait la paix des Anglois avec les Sauvages par le même acte où ces derniers s'étoient mis sous la protection Française, eux & les deux isles qui leur restoit ?

M. Codrington auroit-il pu dire fe-
rieu-

P R E U V E S.

* Pièces concernant l'Acadie, produites par les Commissaires du Roi, au tome 2. de la 3e. partie des preuves no. LIII.

rieusement à M. de Baas que Sainte-Lucie étoit neutre, par je ne fais quelle convention passée du temps des troubles d'Angleterre ; pendant que toute la Martinique étoit pleine de gens qui avoient habité Sainte-Lucie avant & depuis l'irruption de Caren, & que personne n'y pouvoit ignorer la capitulation de Bonnard, & l'abandon volontaire, mais entier & sans retour, qu'en avoient fait le sieur Cook & les malheureux restes de son détachement ?

Iid. Mémoire des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

Article IX.

Concluons donc que les efforts combinés de deux personnages qui avoient tant d'intérêt à détruire les preuves du droit de la France, qui ont employé tant d'art pour l'obscurcir, & qui avoient tant de moyens pour trouver des témoins à leur dévotion, fournissent une nouvelle preuve, & une preuve inébranlable de la nullité des prétentions Angloises, tant sur Sainte-Lucie que sur Saint-Vincent & la Dominique.

On ne peut finir cet article sans faire remarquer combien il étoit peu féant à M. Codrington d'adopter des bruits populaires aussi ridicules que ceux-ci.

1. Que les François étoient venus dans les isles Caraïbes long-temps après les Anglois.

2. Qu'ils s'étoient établis dans quel-

III. Mémoires des endroits avec la permission des
re. des Com. Anglois.
missaires

François. Il est encore plus ridicule à un hom-
me en place comme lui, d'attribuer

4 Oct. 1754.

Article IX.

de pareils discours au sieur Thomas
Warner, premier Gouverneur Anglois
de Saint-Christophe, qui ayant fait &
renouvelé le partage de cette isle avec
les François, ne pouvoit pas ignorer
ni dissimuler, qu'ils étoient au moins
contemporains des Anglois dans les
isles Caraïbes.

Enfin peut-on supposer que dans un
temps où la plupart des dépositions de
l'enquête qui se faisoit à la Barbade, par-
loient de l'entreprise du Colonel Ca-
ren qui avoit dépossédé pour un temps
les François de l'isle de Sainte-Lucie
en 1664. M. Codrington qui, suivant
les apparences, avoit été un des arma-
teurs, ait pu dire de bonne foi que
jusqu'à ces derniers temps, il n'avoit
jamais entendu dire qu'aucun Potentat
prétendit avoir des droits sur Sain-
te-Lucie ?

S'il étoit possible qu'il eût ignoré
à ce point les affaires des Antilles,
son témoignage ne peut être d'au-
cun poids dans les discussions qui re-
gardent ces isles ; s'il a parlé contre
ses propres connoissances, c'est en-
core pis.

SIXIÈME DÉPOSITION, du 5 septembre
1688, par CHARLES COLLINS.

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
Français.

4 Oct. 1754

CE déposant, âgé de 60 ans, se trouve le onzième parmi les acheteurs de Sainte-Lucie dans l'acte du 6 avril 1663, quoiqu'il ne le dise pas bien positivement dans sa déposition.

Article IX.

Il raconte dans un assez grand détail la façon dont se fit l'armement du Colonel Caren en 1663, pour enlever en pleine paix Sainte-Lucie aux François; & voici ce qu'on peut tirer de son récit.

1°. Que cette entreprise de 1663 a été conçue & machinée à la Barbade, sans que le gouvernement d'Angleterre y ait eu aucune part.

2°. Cette pièce montre à découvert les manœuvres peu loyales de quelques particuliers, dont étoit ce témoin, lesquels après avoir été à la Grenade bien reçus des François, complotèrent avec quelques Sauvages de Saint-Vincent de chasser d'autres François en pleine paix de l'isle de Sainte-Lucie.

3°. Ce témoin déclare bien positivement qu'en 1663, la Dominique n'étoit habitée que par des Indiens, & fait entendre la même chose de Saint-Vincent.

4°. Dans cette longue déposition on ne voit nulle trace de domination

11d. Mémoi- Angloise à la Dominique non plus qu'à
re des Com- Saint-Vincent.
missaires

5°. Ce témoin avance très-fausse-
ment qu'il n'avoit pas ouï dire qu'au-
cun peuple Chrétien habitât Sainte-
Lucie.

4 Oct. 1754.

Article IX.

6°. Il dit tout aussi faussement &
contre ce qu'on a vû dans la dépositi-
on d'Henri Walford, que les An-
glois de la Barbade, au nombre de
douze ou treize cens, prirent paisible
*possession de ladite isle, suivant que lui dé-
posant l'a VU ET ENTENDU DI-
RE.*

7°. Il n'est ni plus exact ni plus sin-
cère lorsqu'il dit, contre le témoigna-
ge de Walford & contre la notoriété
publique, que les François ne firent
bâtir à Sainte-Lucie qu'après le mar-
ché des Anglois avec les Indiens.

8°. Il ne dit pas plus vrai quand il
assure que le marché avec les quatre
Sauvages fut fait sous l'autorité de
François Lord Willoughby. Ce con-
cours du Gouverneur Anglois devoit
se trouver dans l'acte, & non seule-
ment il n'y est pas, mais il ne peut
pas y être, vû le désaveu formel de
ce Lord.

On avouera cependant que la Fran-
ce a quelque obligation à ce faux-té-
moin, puisque par les précautions
qu'il prend pour faire croire que l'isle
étoit vacante, il semble confesser que
l'ir-

l'irruption des Anglois ne pouvoit être excusée, si Sainte-Lucie avoit été Itd. Mémoires des Commissaires François. tuellement habitée par les François.

SEPTIÈME DÉPOSITION, du 17 juillet 1688, par HUMPHRY POWEL. † Oct. 1754. Article IX.

CE témoin, âgé de 79 ans, dit avoir été Gouverneur de l'Anguille : on ne voit pas par qui sa déposition a été reçue ; mais il paroît par cette déposition que les Anglois & le Gouverneur envoyés à Sainte-Lucie par le Chevalier Thomas Warner, n'y ont été qu'en 1638 ou environ, ce qui est conforme à la vrai-semblance & au P. du Tertre, & ce pourroit bien être là l'envoi du Major *Judge* que les compilateurs Anglois, desquels nous avons assez démontré le peu d'exactitude, y ont fait aller dix ou douze ans plus tôt.

Le même témoin parle de l'abandon de l'isle par les Anglois & de leur expulsion par les Caraïbes, comme nous avons fait nous-mêmes dans notre Mémoire. Il dit que lors de l'envoi de ces Anglois, il n'y avoit à Sainte-Lucie aucun habitant si ce n'est des Indiens, & que *cet établissement* (qu'il place en 1638 ou 1639) étoit le premier qui eût été fait dans cette isle par aucun peuple Chrétien.

Il faut donc ou abandonner la déposition de ce vieillard, laquelle paroît

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
Francois.

4 Oct. 1754.

Article IX.

une des moins fardées & presque la seule qu'on puisse allier avec les autres monumens ; ou renoncer pour toujours à cette belle chaîne commencée par Oliph Leigh en 1605, soutenue par le Major Judge en 1626, & par les envois imaginaires ou sans effet du Comte de Carlisle en 1635, ou même en 1638, puisque ce fut de Saint-Christophe & non d'Angleterre que partit cette peuplade infortunée où il paroît y avoir eu quelques Vermudiens, & qui ne subsista que dix-huit mois.

HUITIÈME ET DERNIÈRE DÉPOSITION,
du 10 juillet 1688, par DOROTHÉE BELGROVE.

Cette déposition a été reçue par THOMAS WALRONDE.

LA déposante, âgée de 70 ans, ne parle que de projets faits à la Vermude en 1637 pour aller habiter Sainte-Lucie : elle ne dit point quand ni comment ils furent exécutés ; mais elle dit que ces Anglois, qui apparemment passèrent à Saint-Christophe avant d'aller à Sainte-Lucie, furent battus & chassés de cette dernière isle par les Indiens, ce qui indique l'expulsion de 1640.

Il paroît naturel de conclurre de cette déposition que toutes les prétendues

dues peuplades envoyées de la Vermude à Sainte-Lucie, se bornent au passage de quelques Anglois venus de la Vermude, qui firent partie du détachement que Thomas Warner envoya en 1639 de Saint-Christophe à Sainte-Lucie, & dont on nous a tant de fois raconté la triste catastrophe.

Hd. Mémoires des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

Resultat de l'enquête en 1688.

RESULTAT de l'enquête faite en 1688.

L'EXAMEN que l'on vient de faire de cette enquête, démontre qu'elle péche essentiellement;

1°. En avançant des faits qui sont détruits par des pièces & des actes authentiques;

2°. En dissimulant des circonstances essentielles par rapport à l'objet même de l'enquête;

3°. En citant des dates qui ne sont point exactes, & en rapportant des circonstances qui se contredisent.

Tout ce qu'on peut résumer de vrai & d'exact, c'est que vers 1638 ou 1639, des Anglois, dont quelques-uns étoient venus de la Vermude, firent à Sainte-Lucie la tentative d'un établissement, & qu'ils en furent expulsés par les Sauvages en 1640.

C'est à cet établissement unique qu'ont rapport ceux dont parlent vaguement quelques-uns des témoins de l'enquête d'après un *oui-dire* du sieur Banister, *oui-dire* que leurs dépositions mé-

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
François.
4 Oct. 1754.

mêmes prouvent & démontrent être rapporté d'une manière très-fautive, mais qui se trouve rectifié par les deux dernières dépositions.

*Résultat de
l'enquête en
1688.*

Dès-lors la preuve pour un établissement en 1635 ; fondée sur ce qu'un témoin a dit que le sieur Banister avoit été à Sainte-Lucie environ trente ans avant l'expédition de Caren, que ce même témoin place en 1665, tombe d'elle-même.

La preuve d'un établissement en 1645, fondée sur ce qu'un autre témoin n'a fait remonter qu'à vingt ans avant la même expédition, le même établissement du sieur Banister, tombe pareillement ; & cet étalage de dates sur lesquelles on a voulu bâtir le système imaginaire d'une continuité d'établissements Anglois dans l'isle de Sainte-Lucie, disparoît à mesure qu'on éclaircit les faits & qu'on en met les prétendues preuves en opposition & en comparaison les unes avec les autres.

La déposition d'Humphry Powel est un monument que Warner n'avoit envoyé personne à Sainte-Lucie avant 1638 ou 1639, & que conformément au P. du Tertre, c'est le premier établissement des Anglois en cette isle.

Ce témoignage produit par les Commissaires mêmes de Sa Majesté Britanique, & qui est celui d'un homme
qui

qui a demeuré à Saint-Christophe plusieurs années avant & depuis l'établissement de Sainte-Lucie en 1639, ne permet pas de croire que ce même Warner eût envoyé en 1626 le Major Judge pour être Gouverneur de cette île.

II. Mémoires des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

Résultat de l'enquête en 1688.

On trouve ce fait dans un extrait du Bureau des Plantations produit par Mrs. les Commissaires Anglois d'aujourd'hui, & qui l'avoit déjà été en 1686; mais l'autorité de ce Bureau n'exempte pas d'apporter des preuves de ce qu'il avance, nous en avons assez donné de son peu d'exactitude & du peu d'attention qu'il apporte au choix des pièces qu'il produit, pour qu'on ne doive pas exiger de nous une foi aveugle, ni pour les faits qu'il affirme, ni pour les prétentions qu'il met en avant.

En écartant même la déposition d'Humphry Powel, il n'est pas contesté, & Mrs. les Commissaires Anglois conviennent que Thomas Warner arriva à Saint-Christophe en même temps que le sieur d'E'nambuc, c'est-à-dire vers la fin de 1625, qu'il retourna peu après en Angleterre, d'où il ne revint qu'en 1627. Comment a-t-il pu dans cet intervalle envoyer de Saint-Christophe à Sainte-Lucie pour y former un établissement, lorsque lui-même étoit passé à Londres pour

N^{os} Mémoi-
re des Com-
missaires
Français.
4 Oct. 1754.

Résumé de
l'enquête en
1688.

pour y faire autoriser l'établissement de Saint-Christophe, dont un hasard lui avoit donné la première idée ? Comment auroit-il eu un Major à envoyer à Sainte-Lucie, lorsqu'il n'avoit encore aucunes troupes à Saint-Christophe, & que l'équipage d'un petit vaisseau maltraité dans un combat, formoit peut-être toute cette colonie naissante ?

Mettons donc de bonne foi l'envoi du Major Judge en 1626, au nombre de ces romans que la confusion des dates & l'envie de se procurer des titres, a fait naître chez les compilateurs Anglois, & a fait trop aisément recevoir dans les vastes archives du Bureau des Plantations.

Temps qu'a duré l'enquête, pour le moins.

Juin	5 jours.
Juillet	31
Août	31
Septembre	5

72 jours.



PREU-

PREUVES DE LA CONFUSION
DES DÉPOSITIONS

Id. Mémoire des Commissaires
Français.

4 Oct. 1754.

Resumé de
l'enquête de
1688.

NOMS DES TÈMOINS, suivant la date.	DATE des dépôts.	ORDRE dans lequel elles sont produites.
<i>A été entendu par le Commissaire.</i> Thomas Walrond.		
Richard Buddin . . .	26 juin . . .	2 . . .
<i>A été entendu par le Commissaire.</i> Edwin Steede.		
Christophe Codrington.	30 juin . . .	5 . . .
<i>A été entendu par le Commissaire.</i> Henri Quintine.		
Henri Walford . . .	5 juillet . . .	3 . . .
<i>A été entendu par le Commissaire.</i> Thomas Walrond.		
Ambroise Rouffe . . .	10 juillet . . .	4 . . .
<i>A été entendu par le Commissaire.</i> Le Commissaire n'est pas nommé.		
Dorothee Belgrove . .	10 juillet . . .	8 . . .
<i>A été entendu par le Commissaire.</i> Le Commissaire n'est pas nommé.		
Humphry Powel . . .	17 juillet . . .	7 . . .
<i>A été entendu par le Commissaire.</i> Henri Quintine.		
George Summers . .	20 juillet . . .	1 . . .
<i>Intervalle de quarante-cinq jours.</i>		
Thomas Walrond.		
Charles Collins . . .	5 septemb. . .	6 . . .

CONCLUSION.

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires

François.

4 Oct. 1754.

Conclusion.

Les Commissaires du Roi craignent qu'on ne leur reproche avec fondement de s'être livrés dans ce Mémoire à beaucoup de discussions dont la décision n'est pas essentiellement liée à la cause qu'ils défendent. Ils avoient à prouver que Sainte-Lucie étoit abandonnée quand les François s'en sont emparés: ils l'ont fait dans leur premier Mémoire, & ont montré dans le second que l'abandon des Anglois avoit duré dix ans. Mrs. les Commissaires Anglois ont avoué l'abandon de 1640, & n'ont rien à opposer aux preuves que l'on a données de sa durée; ils n'ont pu produire non plus aucune preuve de revendication légitime. Voilà donc le procès terminé, & il semble qu'on auroit pu s'en tenir là; car qu'importe après tout de savoir comment Sainte-Lucie a été découverte, & qui sont les premiers qui ont vainement tenté de s'y établir, d'abord qu'on fait que les François l'ont occupée vacante ou l'ont conquise sur les anciens & actuels propriétaires; que depuis ils n'en ont été dépouillés par aucun acte légitime, & qu'ils la possèdent actuellement?

Qu'importe aussi de savoir quand & comment les François de Sainte-Lucie ont

ont

ont été attaqués par des Anglois ; si toutes ces attaques ou *réclamations par voie de fait*, comme les nomment Mrs. les Commissaires Anglois, ont été vainnes ou passagères, & si la France a pour elle tous les traités, & une possession de plus de cent ans ?

Id. Mémoire des Commissaires François.
4 Oct. 1754.

Conclusion.

Cependant Mrs. les Commissaires Anglois ont tant exalté dans leur Mémoire, leur prétendue *priorité de découverte* & de possession, & ont tant parlé de *réclamation*, qu'on a cru devoir les suivre dans cette discussion. On espère l'avoir fait de façon à éclaircir pour jamais cette matière, dont la décision est très-importante au repos des deux Nations ; & l'on se flatte d'avoir montré ;

1°. Que les Anglois n'ont pas découvert Sainte-Lucie ni les autres isles Caraïbes.

2°. Qu'il est apparent qu'il a été à Sainte-Lucie des François avant des Anglois.

3°. Que les soixante-sept Anglois débarqués à Sainte-Lucie en 1605, ne pensoient point à y former de colonie, & en furent chassés sans retour au bout de trente-cinq jours.

4°. Qu'il n'y a nulle preuve d'aucune entreprise faite en Angleterre, ni dans les colonies Angloises pour établir Sainte-Lucie, avant 1639.

5°. Que les Anglois qui y furent envoyés,

III. Mémoi-
re des Com-
missaires
Francois.
4 Oct 1754.

voyés, ou qui y passèrent d'eux-mêmes alors, ne furent pas plus heureux que ceux de 1605, & furent chassés ou massacrés par les Sauvages en 1640, au bout de dix-huit mois.

Conclusion.

6°. Que depuis 1640 jusqu'en 1650, l'isle a resté entièrement abandonnée par les Anglois.

7°. Qu'en 1650 les François s'y sont établis sans aucune opposition.

8°. Que quand l'abandon *entier* des Anglois pendant dix ans, n'auroit pas suffisamment autorisé les François à occuper Sainte-Lucie, la nécessité d'une juste défense contre les Sauvages les y auroit obligés.

9°. Que quand la France ne seroit pas devenue propriétaire de Sainte-Lucie par la possession après l'abandon des Anglois, elle le seroit devenu par la guerre qu'elle y a soutenue contre les Sauvages, puisqu'on ne peut pas prétendre que la France ait soutenu cette guerre pour acquérir pour l'Angleterre.

10°. Que depuis 1650 jusqu'en 1686 on ne peut produire aucune plainte ni réclamation, ni protestation faite par les Anglois contre la possession publique & avérée des François.

11°. Qu'en 1655 au Traité de Londres; en 1660 au Traité fait avec les Caraïbes, & enfin au Traité de Breda en 1667, & pendant son exécution, les

les Anglois auroient dû revendiquer Sainte-Lucie s'ils avoient cru y avoir aucun droit.

Id. Mémoi-
re des Com-
missaires
Francois.

12°. Que quand la France n'auroit point d'autre droit sur Sainte-Lucie que la paix Caraïbe de 1660, par laquelle chaque Nation a gardé ce qu'elle possédoit, ce droit ne pourroit pas être attaqué, sur-tout par les Anglois qui ont concouru au traité, du bénéfice duquel ils ont joui.

4 Oct. 1754

Conclusion.

13°. Que l'entreprise dont parle le P. du Tertre en 1657, & celle du Colonel Caren en 1664, n'ont eu aucun fondement légitime, étant contraires aux traités & à la foi publique.

14°. Que l'entreprise de 1657 ayant été sans aucun effet, & celle de 1664 n'en ayant pas eu de durable, n'ont pu produire aucun droit.

15°. Que l'entreprise de 1657 n'a pas été avouée, & que celle de 1664 a été formellement désavouée.

16°. Que l'abandon de Sainte-Lucie par les Anglois en janvier 1666 ayant été sans retour, les François s'y étant rétablis sans opposition, & en ayant joui paisiblement pendant vingt ans, cette possession auroit conféré à la France un nouveau droit s'il en eût été besoin.

17°. Que les violences exercées à Sainte-Lucie en 1686 & 1688, n'ont pu procurer à l'Angleterre aucun droit

Id. Mémoi- sur cette isle, dont la France est res-
 re des Com- tée en possession.
 missaires

François.

4 Oct. 1754.

Conclusion.

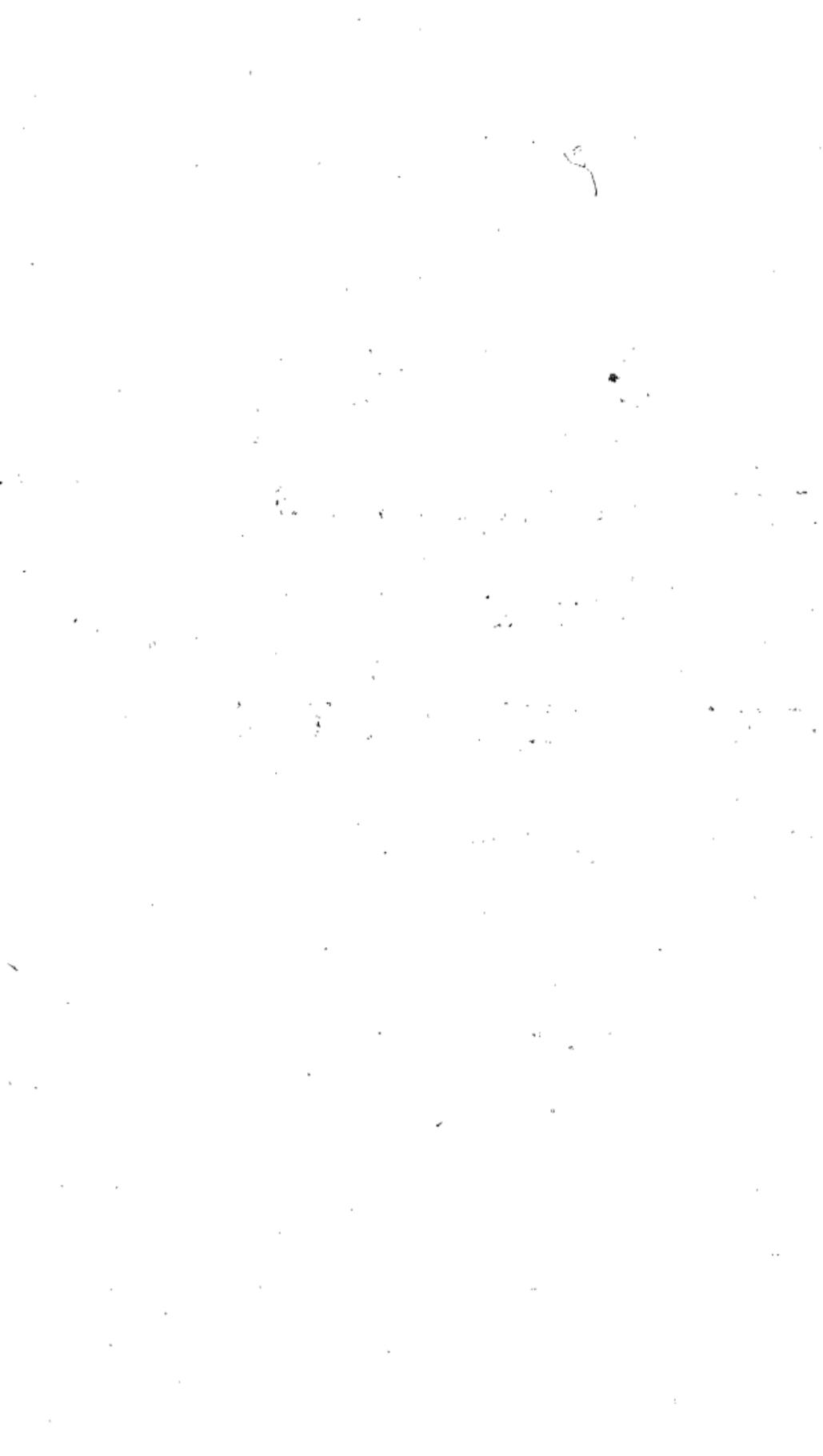
18°. Que par ces violences on n'a pu parvenir à établir d'Anglois à Sainte-Lucie, non plus qu'à Saint-Vincent & à la Dominique.

19°. Que l'Angleterre ne peut former aucune prétention sur Sainte-Lucie, sans renverser toutes les notions du droit des gens, & sans attaquer les fondemens de toutes les possessions des Puissances Européennes dans l'Amérique, & sur-tout des possessions Angloises.

Si toutes ces propositions sont clairement prouvées dans ce Mémoire, & si on y a répondu d'une manière satisfaisante aux objections de Mrs. les Commissaires Anglois, on espère que Sa Majesté Britannique levera enfin les oppositions qu'on a faites de sa part, au rétablissement entier & tranquille des habitans de Sainte-Lucie; il y a assez long-temps qu'ils sont privés de la jouissance de leurs biens, sans autre raison que l'indiscrétion des écrivains Anglois à vanter de prétendus droits, plus contraires à la tranquillité publique qu'utiles à leur Nation.

FAIT à Paris, le quatre octobre mil sept cent cinquante-quatre. *Signé* DE SILHOUETTE,

P I E C E S
J U S T I F I C A T I V E S
S U R
L'ISLE DE SAINTE-LUCIE.
EN TROIS PARTIES.



PIECES

JUSTIFICATIVES

SUR

L'ISLE DE SAINTE-LUCIE.

T A B L E

Des PIECES JUSTIFICATIVES con-
cernant l'isle de SAINTE-LUCIE.

PREMIERE PARTIE.

*Contenant les Pièces produites par les Com-
missaires du Roi de France, au soutien
de leur Mémoire du 11 février 1751.*

- I. **E**Xtraits du traité de Grotius, de jure
belli & pacis, concernant les droits de
propriété primitive. Pag. 1
- II. Extrait des fastes chronologiques du nou-
veau monde, par le P. Charlevoix, en 1562
& 1564, concernant les premiers établisse-
mens des François dans la Caroline. 4
- III Extrait d'un ouvrage Anglois, concer-
nant l'occupation de la Caroline par les An-
glois, en 1622, postérieurement aux Fran-
çois & aux Espagnols. 5
- IV. Extrait de l'histoire des Antilles par le P.
du Tertre, concernant les premiers établisse-
mens des François & des Anglois à l'isle
de Saint-Christophe, en 1625. 6
- V. Acte d'association des seigneurs de la com-
pagnie des isles de l'Amérique, du 31 octo-
bre 1626. 9

Preuves Ite.
partie.

Des Commis-
saires Fran-
çois.

- VI. *Commission de M. le Cardinal de Richelieu, aux sieurs d'Enambuc & Rosséy, Capitaines du Roi dans les mers de Ponant, pour établir une colonie Françoisé dans les Antilles de l'Amérique, nommément à Saint-Christophe & à la Barbade, du 31 octobre 1626.* Pag. 12
- VII. *Acte de partage entre les François & les Anglois, des terres de l'isle de Saint-Christophe, du 13 mai 1627, avec les articles faits & accordés entre les deux Nations.* 18
- VIII. *Extrait de l'histoire des Antilles par le P. du Tertre, concernant l'occupation passagère des isles d'Antigoa & de Montserrat par les François, en 1629.* 22
- IX. *Contrat du rétablissement de la compagnie des isles de l'Amérique, avec les articles accordés par Sa Majesté aux seigneurs associés, du 12 février 1635.* 23
- X. *Articles accordés entre le Cardinal de Richelieu & le sieur Berruyer, au nom des associés de la compagnie des isles de l'Amérique, le 13 février 1635.* 29
- XI. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant ratification du contrat passé entre le Cardinal de Richelieu & le sieur Berruyer, pour le rétablissement de la compagnie des isles de l'Amérique, du 8 mars 1635.* 35
- XII. *Lettres patentes en forme de commission, portant vérification du contrat de rétablissement de la compagnie des isles de l'Amérique & de ses articles, du 8 mars 1635.* 37
- XIII. *Commission de Lieutenant général à la Martinique, accordée au sieur du Parquet par la compagnie des isles de l'Amérique, du 12 décembre 1637.* 38
- XIV. *Extrait de l'histoire des Antilles par le P. du*

P. du Tertre, concernant l'occupation passagère de l'isle de Sainte-Lucie par les Anglois en 1639, & leur abandon de cette isle en 1640. Preuves Incompartie.

Pag. 39 *Des Commissaires François.*

XV. Acte par-devant Notaire, entre le Cardinal de Richelieu & le sieur Berruyer, portant concession de nouveaux privilèges en faveur de la compagnie des isles de l'Amérique, du 29 janvier 1642. 41

XVI. Lettres de ratification du Roi, des contrats des 12 février 1635 & 29 janvier 1642, passés entre le Cardinal de Richelieu & le sieur Berruyer, pour la concession de nouveaux privilèges en faveur de la compagnie des isles de l'Amérique, mars 1642. 47

XVII. Extrait de l'histoire des Antilles par le P. du Tertre, concernant les premiers Gouverneurs particuliers & Commandans de l'isle de Sainte-Lucie. 56

XVIII. Contrat de vente faite par Mrs. de la compagnie à Mr. le Général du Parquet, des isles de la Martinique, Grenade, Grenadins & Ste. Alouzie, du 27 sept. 1650. 60

XIX. Lettres du Roi, portant ratification de la vente faite par la compagnie des isles de l'Amérique, au sieur du Parquet, des isles de la Martinique, Grenade, Grenadins & Sainte-Alouzie, août 1651. 64

XX. Arrêt du Grand-Consail, portant enregistrement au Greffe dudit Conseil, du contrat de vente faite par la compagnie de l'Amérique au sieur du Parquet, des isles de la Martinique, Grenade, Grenadins & Sainte-Alouzie, & des lettres du Roi, confirmatives de ce contrat, du 26 septembre 1651. 69

Preuves Ire.
partie.

Des Commis-
saires Fran-
çois.

XXI. Lettres patentes du Roi, qui établissent le sieur du Parquet Gouverneur & son Lieutenant général des isles de la Martinique, Grenade, Grenadins & Sainte-Alouzie, du 22 octobre 1651. Pag. 71

XXII. Lettres patentes du Duc de Beaufort, comme Grand-Maitre de la navigation de France, qui confirment celles accordées par le Roi au sieur du Parquet, pour le gouvernement des isles de la Martinique, Grenade, Grenadins & Sainte-Alouzie, du 15 novembre 1651. 73

XXIII. Extrait des registres du Conseil supérieur de la Martinique, dans lequel on voit plusieurs actes judiciaires qui attribuent au sieur du Parquet la qualité de Seigneur & Gouverneur des isles de la Martinique, Grenade, Grenadins & Sainte-Lucie. 1652. 76

XXIV. Traité de paix entre la France & l'Angleterre, conclu à Westminster le 3 novembre 1655. 83

Voyez les Pièces justificatives concernant l'Acadie. tome 2. p. 14. No III.

XXV. Extrait des registres du Conseil supérieur de la Martinique, portant trois Commissions accordées à differens particuliers par le sieur du Parquet, dans lesquelles il prend le titre de Seigneur des isles de la Martinique, Grenade, Grenadins & Sainte-Alouzie, de Gouverneur & Lieutenant général pour le Roi esdites isles. 1656 & 1657. 84

XXVI. Lettres patentes du Roi, pour le Gouvernement des isles de la Martinique & Sainte-Lucie, en faveur du sieur d'Enambuc, fils aîné du sieur du Parquet, du 15 sep.

septembre 1658.

Pag. 89 Preuves Ite.

XXVII. Lettres qui commettent le sieur de Vanderogue, pour commander aux Isles, jusqu'à ce que le sieur d'Enambuc ait atteint l'âge de vingt ans, du 17 septembre 1658. partie. Des Commissaires François.

95

XXVIII. Lettres patentes du Duc d'Enville, Vice-Roi de l'Amérique, confirmatives de celles du Roi, pour le Gouverneur des isles de la Martinique & de Sainte-Alouzie, en faveur du sieur d'Enambuc, attributives de l'exercice de cette Charge au sieur de Vanderogue, jusqu'à ce que ledit sieur d'Enambuc ou le sieur du Parquet son frère, qui lui est substitué en cas de mort, ait atteint l'âge de vingt ans, du 27 octobre 1658.

98

XXIX. Extrait des registres du Conseil supérieur de la Martinique, contenant deux Commissions données par la veuve du sieur du Parquet, des 22 octobre 1658 & 23 juin 1659.

101

XXX. Commission du sieur Dupré, pour l'office de Juge Civil & Criminel, tant à la Martinique qu'à Sainte-Lucie, le 9 janvier 1660.

104

XXXI. Extrait de l'histoire des Antilles par le P. du Tertre, concernant la négociation entre les François & les Anglois en 1660, pour assurer la paix à l'Amérique, t. I. p. 572.

105

XXXII. Traité d'union & ligue offensive & défensive, arrêté à Saint-Christophe entre les François & les Anglois, au mois de janvier 1660.

107

XXXIII. Extrait des registres du Conseil de l'Amérique, sur la députation faite des sieurs de

Preuves Ire.
partie.

Des Commis-
saires Fran-
çois.

de Loubière & Renaudot, par le Conseil de la Martinique & le sieur de Vanderoque, Gouverneur de la Martinique & de Sainte-Lucie, pour entrer dans le Traité qui seroit fait avec les Caraïbes, au nom des François & des Anglois, du 24 mars 1660. Pag. 112

XXXIV. Verbal ou Traité, par lequel M. de Vanderoque, Gouverneur général des isles de la Martinique & de Sainte-Alouzie, pour les enfans mineurs de M. du Parquet, & les habitans de ladite isle Martinique, sont admis au Traité d'union & de paix entre les François, les Anglois & les Caraïbes, du 31 mars 1660. 114

XXXV. Lettre du sieur Houel, Gouverneur de la Guadeloupe, au sieur de Vanderoque, pour lui donner avis du Traité de paix fait au nom des François & des Anglois avec les Caraïbes, & pour qu'il le fasse publier à la Martinique & à Sainte-Lucie, du 1. avril 1660. 120

XXXVI. Extraits des registres du Conseil supérieur de la Martinique, en 1660, qui justifient de la qualité du sieur de Vanderoque, comme Gouverneur de la Martinique & de Sainte Lucie, pour les enfans mineurs du sieur du Parquet, & de l'enregistrement audit Conseil, des Traités faits avec les Anglois & les Caraïbes pour la paix de l'Amérique; & de la lettre du sieur Houel, pour faire exécuter lesdits Traités à l'isle de Sainte-Lucie, du 9 janvier au 1^{er}. avril 1660. 122

XXXVII. Lettres patentes du Roi, qui établissent le sieur Clermont d'Iel pour commander pendant trois ans dans les isles de la Martinique, Sainte-Lucie, la Grenade &

- & Grenadins, du 5 avril 1663. Pag. 130 Preuves Ire. partie.
 XXXVIII. Résolution du Conseil supérieur de la Martinique, sur les mesures à prendre pour empêcher les Anglois établis à la Barbade, de faire une descente dans l'isle de Sainte-Lucie, du 8 octobre 1663. Des Commissaires François. 132
 XXXIX. Acte d'assemblée & avis de parens des mineurs du sieur du Parquet, pour la construction d'un Fort dans l'isle de Sainte-Lucie, du 30 octobre 1663. 134
 XL. Extrait de l'histoire des Antilles par le P. du Tertre, concernant Thomas Warner métif, nommé au prétendu Gouvernement de la Dominique, par les Anglois. 135
 XLI. Commission de Gouverneur de la Dominique, donnée par le Lord Willoughby au métif Thomas Warner, le 16 avril 1664. 137
 XLII. Lettres du Roi, qui nomment le sieur de Tracy son Lieutenant général en Amérique, en date du 19 novembre 1663; avec les lettres du duc de Beaufort, Grand-Maître de la navigation de France, en date du 10 décembre 1663 pour faire reconnoître la Commission du sieur de Tracy. 139
 XLIII. Extrait de l'histoire des Antilles par le P. du Tertre, concernant l'invasion de Ste. Lucie par les Anglois en 1664. 147
 XLIV. Capitulation accordée par les Anglois, au Commandant François du fort de Chocq, dans l'isle de Sainte-Lucie, le 23 juin 1664. 157
 XLV. Lettre de M. de Tracy, en réponse à celle du Lord Willoughby. Lieutenant général pour Sa Majesté Britannique dans l'Amérique méridionale, sur la descente des Anglois dans l'isle de Sainte-Lucie, du 24 août

Preuves Ire.
partie.

Des Commis-
saires Fran-
çois.

août 1664.

Pag. 152

XLVI. Arrêt du Conseil d'Etat, qui ordonne, que les intéressés en la Compagnie des isles de l'Amérique, rapporteront par-devant les personnes nommées au présent arrêt, leurs lettres de concession & contrats de vente des pays à eux accordés; & que ceux qui ont acquis des isles de ladite Compagnie, rapporteront aussi leurs titres & contrats d'acquisition; du 17 avril 1664. 156

XLVII. E'dit du Roi du 28 mai 1664, portant établissement d'une Compagnie des Indes occidentales. 159

Voyez les Pièces justificatives concernant l'Acadie tome 2^d. No. XXXVI. p. 436 de la 3^e. partie des preuves.

XLVIII. Extrait de l'histoire des Antilles par le P. du Tertre, sur la nomination du sieur de Clodore au Gouvernement de la Martinique, & du sieur de Chambré à l'Intendance de la même isle, du 11 octobre 1664. 159

XLIX. Contrat de vente faite par Alexandre d'Iel, sieur d'Enneval, es noms, à la Compagnie des Indes occidentales, des isles de la Martinique & Ste. Alouizie, appartenantes à Jacques d'Iel sieur du Parquet, du 14 août 1665. 160

L. Extrait de l'histoire des Antilles, par le P. du Tertre, concernant l'abandon de Sainte-Lucie par les Anglois, le 6 janvier 1666. 168

LI. Acte de restitution par les Anglois, de l'isle de Sainte-Lucie aux François, entre les mains des sieurs de Clodore & de Chambré, en date du 20 octobre 1665. 169

LII. Déclaration de guerre par la France contre l'Angleterre, le 26 janvier 1666; & celle

L'ISLE DE SAINTE-LUCIE. 143

celle de l'Angleterre contre la France, le 9 février de la même année. Preuves Ite.
Pag. 172 partie

LIII. Traité de paix entre la France & l'Angleterre, fait à Breda le 31 juillet 1667. Des Commis-
saires Fran-
176 çois.

Voyez les Pièces justificatives concernant l'Acadie tom 2d. no, IV. p. 29.

LIV. *E'dit du Roi du mois de décembre 1674, qui réunit au domaine de la Couronne les concessions de la Compagnie des Indes occidentales.* 176

Voyez les Pièces justificatives concernant l'Acadie. tome 2d. p. No. XL. de la 3e. partie des preuves.

LV. *Lettre du sieur Temple Capitaine du navire Anglois la Marie-Rose, à M. de Blenac, sur la descente qu'il a faite à Sainte-Lucie, & pour le prier de rappeler les François qui y sont établis, & de leur défendre d'y couper du bois, & d'y faire aucun acte de propriété, du 30 juillet 1686.* 176

LVI. *Déclarations faites au greffe de la Martinique, des dommages que les Anglois ont faits aux François qui étoient habitués à Sainte-Alouzie, du 27 août 1686.* 178

LVII. *Memoire des sieurs de Blenac & du Maits, à M. de Seignelay, pour lui demander de prescrire la conduite qu'ils doivent tenir par rapport à Sainte-Lucie, & à la descente qui y a été faite & pourroit y être réitérée par les Anglois, du 6 septembre 1686.* 183

LVIII. *Traité de neutralité pour l'Amérique, entre la France & l'Angleterre, conclu à Londres le 16 novembre 1686.* 186

Voyez les Pièces justificatives concernant l'Acadie, tome 2. pag. 76. No. VII.

Preuves Ire.
partie.

Des Commis-
saires Fran-
çois.

- LIX. *Extrait d'une lettre de M. le Marquis de Seignelay, à M. de Barillon Ambassadeur du Roi en Angleterre, à Versailles le 25 février 1687.* 187
- LX. *Pouvoir à MM. de Barillon & de Bonrepaus, pour terminer les contestations à régler au sujet du Traité de neutralité entre les sujets du Roi & ceux du Roi d'Angleterre, à Versailles le 5 mai 1687.* 188
- LXI. *Extrait d'un Mémoire du Roi, pour servir d'instruction aux sieurs de Barillon & de Bonrepaus, en date du 5 mai 1687.* 189
- LXII. *Copie du Mémoire remis par MM. de Barillon & de Bonrepaus, à MM. les Commissaires de Sa Majesté Britannique, dans la conférence du 28 mai 1687, au sujet de l'isle de Sainte-Lucie.* 193
- LXIII. *Copie du Mémoire présenté au Roi d'Angleterre par MM. de Barillon & de Bonrepaus, au sujet des affaires des isles Antilles de l'Amérique.* 195
- LXIV. *Copie du Mémoire remis le 15 juin 1687, par MM. les Commissaires du Roi d'Angleterre, au sujet de l'isle de Sainte-Lucie; avec la réponse, en forme d'apostilles, remise par MM. de Barillon & de Bonrepaus à MM. les Commissaires de Sa Majesté Britannique, le 6 juillet 1687.* 199
- LXV. *Extrait du Mémoire du Roi au sieur Comte de Blénac & du Maits, touchant Sainte-Lucie, Saint-Vincent, la Dominique & Tabago, du 25 août 1687.* 204
- LXVI. *Extrait de la Lettre de MM. de Barillon & de Bonrepaus à M. de Seignelay à Londres le 10 juillet 1687.* 207
- LXVII. *Lettres de M. de Seignelay au sieur de Bonrepaus, du 8 décembre 1687, qui l'auto-*

l'autorise à convenir d'une neutralité, jus- Preuves In-
partie.
qu'à ce qu'on puisse reprendre la négocia-
tion. 208

LXVIII. *Traité provisionnel concernant l'A-* Des Commis-
mérique, entre le Roi de France & le Roi saires Fran-
d'Angleterre, conclu à Witeball le 1^r dé- cembre.
cembre 1687, en latin & en françois. 209

Voyez les Pièces justificatives concernant
l'Acadie, tom. 2. pag. 87. No. VIII.

LXIX. *Traité de paix entre la France &*
l'Angleterre, fait à Riswick le 20 septem-
bre 1697, en latin & en françois. 209

Voyez les Pièces justificatives concernant
l'Acadie, au tom. 2. pag. 90. No. IX.

LXX. *Lettre du sieur Gray Gouverneur de*
la Barbade, au Marquis d'Amblimont, sur
les ordres qu'il a reçus du Roi d'Angleter-
re, de chasser de Sainte-Lucie tout ce qui
n'est pas sujet de S. M. Britannique, &
pour le prier de rappeler les François qui y
sont établis, du 25 juin 1700. 210

LXXI. *Lettre du Marquis d'Amblimont au*
sieur Gray, Gouverneur de la Barbade, au
sujet des droits du Roi sur Sainte-Lucie,
& de la résolution où il est de repousser par
la force les entreprises qu'il feroit sur cette
isle, du 13 juillet 1700. 211

LXXII. *Ordre du Roi, concernant l'isle de*
Sainte-Alouzie, la Dominique, Saint-Vin-
cent & Tabago, du 28 février 1701. 213

LXXIII. *Lettres de don au sieur Maréchal*
d'Estrées, de la propriété de l'isle de Sain-
te-Lucie, du mois d'aout 1718. 214

LXXIV. *Copie de la lettre écrite par le Con-*
seil de Marine, aux Lieutenant général &
Intendant des isles du vent, au sujet de l'i-
Tom. I. Part. II. K ste

Preuves Ire.
partie.

Des Commis-
saires Fran-
çois.

de Sainte-Lucie ou Sainte-Alouzie, du
6 février 1720. 229

LXXV. Extrait des ordres donnés au Capi-
taine Orme par les Commissaires de l'Ami-
rauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande,
&c. 1722. 230

Instructions des Commissaires de la vice-Ami-
rauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande,
&c. au Capitaine Brown, Commandant du
vaisseau de Sa Majesté le Feversham, aux
Barbades du 5 juillet 1722. 234

Instructions données par les Commissaires de la
Vice-Amirauté de la Grande-Bretagne &
d'Irlande, &c. au Capitaine Brandt, Comman-
dant du vaisseau de Sa Majesté l'Hector, aux
îles sous le vent, du 5 juillet 1722. 235

Extrait des Instructions données par les Lords
Commissaires de l'Amirauté au sieur Ellford,
Capitaine du vaisseau de Sa Majesté le
Lynn, sur sa commission de veiller aux
Barbades, &c. du 25 septembre 1722. 237

LXXVI. Ordre du Roi au chevalier de Feu-
quières, de sommer les Anglois de se retirer
de Sainte-Alouzie, en cas qu'ils s'y établis-
sent, & de les y contraindre même par la
force sur leur refus; avec les lettres du
Conseil du même jour à MM. de Feuquières
& Bénard, du 21 septembre 1722. 239

LXXVII. Lettre du sieur Uring au sieur Cox,
Président de la Barbade, du 23 décembre
1722. 241

LXXVIII. Proclamation faite à Sainte-Lucie,
au nom du Duc de Montaigu par le sieur
Uring, le 30 décembre 1722. 242

LXXIX. Lettre de M. Cox, Président des
Barbades, remise à Guillaume Hoteler, E-
cuyer,

- euyer, pour le chevalier de Feuquières, Preuves 1re.
 1722. 245 partie.
- LXXX. Lettre de M. de Feuquières, Gouver-
 neur général des isles Françoises, au sieur Des Commis-
 Uring, Agent du Duc de Montaignu, pour Jaires Fran-
 lui notifier les ordres du Roi, du 31 dé- fois.
 cembre 1722. 247
- LXXXI. Ordre de M. de Feuquières, Gou-
 verneur général des isles Françoises, aux
 sieurs d'Esclieux & de Kearny, du 1^{re}. jan-
 vier 1723. 248
- LXXXII. Journal de la sortie des sieurs d'Es-
 clieux & de Kearny, pour l'isle de Sain-
 te-Lucie, par ordre de M. de Feuquières,
 pour notifier au Commandant des Anglois
 les ordres du Roi au sujet de leur descente
 dans ladite isle de Sainte-Lucie, 1723. 248
- LXXXIII. Lettre du sieur Uring, & autre
 lettre des sieurs Brown, Brandt & Orme,
 Capitaines des navires Anglois, à M. de
 Feuquières, en date du ^{23 décembre 1722}
_{9 janvier 1723} 255
- LXXXIV. Ordre de M. de Feuquières, Gou-
 verneur général des isles Françoises, au
 Marquis de Champigny, pour faire retirer
 les Anglois de l'isle de Sainte-Lucie, du
 11 janvier 1723. 257
- LXXXV. Traité de l'évacuation par les An-
 glois, de l'isle de Sainte-Lucie, du 19
 janvier 1723. 259
- LXXXVI. Copie de la lettre de M. Benard,
 du 22 février 1723. 263
- LXXXVII. Extrait concernant le projet d'une
 seconde invasion de l'isle de Sainte-Lucie,
 par le sieur Uring, qui venoit de signer
 un traité, le 1^{er} janvier 1723, pour l'éva-
 cuation de ladite isle. 265

Preuves Ite.
partie.

Des Commis-
saires Fran-
çois.

LXXXVIII. *Instructions données par Nathaniel Uring à Jean Braithwaite, Ecuier, Lieutenant-Gouverneur des isles de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent en Amérique, sur la conduite qu'il doit tenir dans son voyage sur le vaisseau le Criffon à l'isle de Saint-Vincent, & ensuite à celle de la Martinique, 1722-3.* 266

LXXXIX. *Rapport du Capitaine Braithwaite du voyage qu'il a fait à Saint-Vincent par les ordres du sieur Uring, 1723.* 268

XC. *Extrait d'une lettre de M. de Maurepas, Secrétaire d'état de la marine, au chevalier de Feuquières, Gouverneur général des isles Françoises, sur le commerce en fraude, & pour l'évacuation provisionnelle de Sainte-Lucie, le 3 juillet 1731.* 273

XCI. *Extrait d'une lettre du Marquis de Champigny, à M. de Maurepas, sur la suspension de l'évacuation de Sainte-Lucie. par le départ du sieur Worsley, Gouverneur de la Barbade, du 23 octobre 1731.* 275

XCII. *Extrait d'une lettre du Marquis de Champigny, Gouverneur des isles Françoises, à M. de Maurepas, concernant l'évacuation de Sainte-Lucie, le 30 juin 1733.* 277

XCIII. *Lettre du Lord How, Gouverneur général des isles Angloises, au Marquis de Champigny, Gouverneur général des isles Françoises, pour desavouer des Anglois qui avoient voulu faire des actes de possession dans l'isle de Sainte-Lucie, lorsqu'on traitoit de l'évacuation réciproque de cette isle. Traduite de l'Anglois : du 22 juillet 1733.* 279

XCIV.

- XCIV. Ordre du Marquis de Champigny, Preuves lre
Gouverneur général des isles Françoises, au partie.
sieur de Kearny, du 7 août 1733, pour
faire évacuer l'isle de Sainte-Lucie. 281 Des Commissaires François.
- XCv. Extrait d'une lettre du Marquis de
Champigny, Gouverneur général des isles
Françoises, à M. de Maurepas, sur l'éva-
cuation de Sainte-Lucie, du 12 août 1733.
283
- XCvI. Extrait d'une lettre de M. de Mau-
repas, Secrétaire d'état de la marine, au
sieur d'Orgeville, Intendant de la Martini-
que, sur la protection que les navires An-
glois donnoient au commerce en fraude qui
je faisoit à Sainte-Lucie, du 18 octobre
1734. 284
- XCvII. Extrait d'une lettre de M. de Mau-
repas, Secrétaire d'état de la marine, au
Marquis de Champigny, Gouverneur gé-
néral des isles Françoises, du 20 mars 1736,
approuvant l'exécution des ordres donnés
pour l'évacuation de Sainte-Lucie, sur les
nouvelles représentations du Président de la
Barbade. 286
- XCvIII. Extrait d'une lettre du sieur de la
Croix, Intendant de la Martinique, à M.
le Comte de Maurepas, Secrétaire d'état de
la marine, concernant l'entreprise faite à
Sainte-Lucie par le sieur Hawke, Capitai-
ne Anglois, chargé de faire exécuter l'éva-
cuation provisionnelle convenue entre les
deux Cours: à la Martinique le 20 février
1740. 287
- XCIX. Extrait d'une lettre du Marquis de
Champigny, Gouverneur général des isles
Françoises, à M. le Comte de Maurepas,
Secrétaire d'état de la marine, au sujet de
l'en-

Preuves Ire.
partie.

Des Commis-
saires Fran-
çois.

l'entreprise du Capitaine Hawke sur l'isle de Sainte-Lucie; du 14 mars 1740. 289

C. *Extrait d'une lettre du sieur de la Croix, Intendant de la Martinique, à M. le Comte de Maurepas, Secrétaire d'état de la marine, sur l'entreprise du Capitaine Hawke à Sainte-Lucie, & sur la réponse du sieur Bing, Gouverneur général des isles Angloises, aux plaintes qui lui en avoient été portées: à la Martinique le 19 avril 1740. 290*

CI. *Extrait d'une lettre du Marquis de Champigny, Gouverneur général des isles Françaises, à M. le Comte de Maurepas, Secrétaire d'état de la marine, sur les prétentions du sieur Bing, Gouverneur général des isles Angloises. 292*

CII. *Traduction de la lettre écrite en Anglois par le sieur Bing, Gouverneur général de la Barbade, au Marquis de Champigny, Gouverneur général des isles Françaises, concernant les droits des Anglois sur l'isle de Sainte-Lucie; du 12 août 1740. v. st. 293*

CIII. *Lettre du sieur Phelypeaux au sieur Robert Lowther E'cuyer: au Fort-Royal de la Martinique le 26 decembre 1712. 297*

Extrait d'une lettre du sieur de Martel, au sieur Robert Lowther E'cuyer: au Fort-Royal de la Martinique le 13 juillet 1717. 298

Acte de reconnoissance de la souveraineté de l'Angleterre sur les isles de Saint-Vincent, Sainte-Lucie & la Dominique par deux Caraïbes: à la Barbade le 4 janvier 1740. ibid.

PIECES JUSTIFICATIVES *concer-* Preuves
nant l'isle de SAINTE-LUCIE. *IIde. partie.*

SECONDE PARTIE.

Des Commis-
saires An-
glois.

Contenant les Pièces produites par les Com-
missaires de Sa Maj. Britt., au sou-
tien de leur Mémoire du 15 no-
vembre 1751. pag. 300.

NOTE des faits dont les Commissaires
du Roi de France demandent les preuves
ou les titres à MM. les Commissaires An-
glois, pour le soutien de leur Mémoire
du 15 novembre 1751, avec les ré-
ponses des Commissaires Anglois en
forme d'apostilles. 301

VIII. Extrait d'un papier présenté à Sa Ma-
jesté par le Conseil de commerce en 1686,
relativement à la prise de possession de Sain-
te-Lucie par le chevalier Warner. Pag. 310

X. Extrait de la commission du Comte de Car-
liste, au Chevalier Thomas Warner. 1629.

311

XI. Extrait du rapport des Commissaires char-
gés de la recherche des droits du Roi d'An-
gleterre sur Sainte-Lucie, Saint-Vincent,
&c. avec les copies des dépositions relatives
à cet objet, 1686.

312

XV. Extrait d'un octroi du Roi Charles II à
François Lord Willoughby, en 1661, de
toutes les isles Caraïbes.

326

XVI. Copie de l'article II & partie de l'arti-
cle

Preuves
 Aide. partie.

Des Commis-
 saires An-
 glois.

cle XII des instructions du Lord Willough-
 by, en 1663. Pag. 327

XVII. Cession de l'isle de Sainte-Lucie, faite
 par les Indiens aux Anglois en 1663. 329

XX. Extrait d'une lettre du Colonel Steede,
 aux Lords du Comité, en date du 18 sep-
 tembre 1686. 335

XXI. Extrait d'une lettre du Colonel Steede
 Gouverneur des Barbades, aux Lords du
 Comité du Commerce, en date du 27 mai
 1687, relativement à l'expulsion des Fran-
 çois de l'isle de Sainte-Lucie. 336

XXIV. Mémoire de MM. de Barillon & de
 Bonrepaus, touchant l'isle de Sainte-Lucie,
 du 18 mai 1687. 338

XXV. Mémoire du droit de S. M. le Roi de
 la Grande-Bretagne, sur l'isle de Ste. Lu-
 cie, une des isles antilles de l'Amérique. 340

XXVI. Copie du Mémoire remis le 15 juin
 1687 par MM. les Commissaires du Roi
 d'Angleterre, au sujet de l'isle de Sainte-
 Lucie, avec la réponse, en forme d'apo-
 stilles, des Commissaires du Roi de France
 au Mémoire des Commissaires du Roi d'An-
 gleterre. 343

XXVII. Réponse à la réplique de MM. les
 Commissaires de S. M. très-Chrétienne, au
 sujet de l'isle de Sainte-Lucie. 348

XXIX. Copie de la capitulation faite lors de
 la prise de l'isle de Sainte-Alouzie, par
 le Colonel Christophe Caron, du 23 juin
 1664. 350

XXXIII. Extrait d'une représentation du bu-
 reau du Commerce, à Sa Majesté, en date
 du 2 juin 1709, relativement à un ordre
 du

du Roi Guillaume, pour expulser les étrangers de l'isle de Sainte-Lucie. *Preuves IIIe. partie.* Pag. 351

PIECES JUSTIFICATIVES concernant l'isle de SAINTE-LUCIE. *Des Commissaires Anglois.*

TROISIEME PARTIE.

Contenant les pièces citées par les Commissaires de Sa Majesté Britannique au soutien de leur Mémoire du 15 novembre 1751. pag. 353.

- I. Extrait de Purchass, cité par MM. les Commissaires de Sa Majesté Britannique, pour prouver que la première découverte des isles Caraïbes a été faite par les Anglois, vol. IV. pag. 1146, commençant par ces paroles: The Antony of 120 tons; & finissant par celles-ci: Refreshing themselves three days. 354
- II. Extrait de Purchass, cité par MM. les Commissaires Anglois, sur la demande qui leur a été faite de prouver que les prétendues peuplades du Chevalier Oliph Leagh en 1605 & 1606, ont été suivies d'établissements permanens à Sainte-Lucie jusqu'en 1635, 1638 & 1640, vol. IV. pag. 1255, commençant par ces paroles: Sir Oliph Leagh, & finissant par celles-ci: Went not much abroad. 360
- III. Extrait du P. du Tertre, sur l'établissement des François dans l'isle de Sainte-Lucie, tome I. page 435. 382
- IV. Extrait du P. du Tertre, sur l'établissement des François dans l'isle de Sainte-

- Preuves
IIIe. partie. V. *Alouzie, tome I, page 438. Pag. 385*
 Des Commis-
saires An-
glois. V. *Extraits du P. Labat, cités par MM. les*
Commissaires Anglois sur les paragraphes
XXXI & XXXV de leur Mémoire du 15
novembre 1751. 387
 VI. *Extrait de l'histoire des Antilles du P.*
du Tertre, sur la prétendue expédition de
Jacques Walker, t. III. p. 283. 395
 VII. *Autre extrait de l'histoire des Antilles*
du P. du Tertre, sur la prétendue expédi-
tion de Jacques Walker, Tom. III. page
291. 397









MÉMOIRES

SUR

L'ISLE DE SAINTE LUCIE.

PIECES JUSTIFICATIVES

PREMIERE PARTIE.

*Pièces produites par les Commissaires de sa Ma-
jesté très - Cbretienne, au Jolûtien de leur
Mémoire du 11 février 1751.*

N^o. I. EXTRAITS du *Traité de Grotius,*
de jure belli & pacis, concernant les
droits de propriété primitive.

DEUS humano generi
generaliter contu-
lit jus in res hujus in-
ferioris naturæ, statim
à mundo condito, atque
iterum mundo post dilu-
vium reparato: erant,
ut Justinus loquitur,
omnia communia & in-
divisa omnibus, veluti
unum cunctis patrimo-
nium esset; hinc factum
est ut statim quisque ho-
minum ad suos usus ar-
ripere posset quod vel-
Tom. I. 2de partie.

DIEU, dès la créa-
tion, & depuis a-
près le déluge, a don-
né au genre humain
en général, un droit
sur les choses de ce
bas monde: toutes
choses alors, comme
dit Justin, étoient
communes & sans au-
cun partage, comme
un seul patrimoine
pour tous; de là est
arrivé que chacun
pouvoit prendre pour
(A) son

Pièces des
Commissai-
res Fran-
çois.

No. I.
Extraits de
Grotius.

son usage particulier ce qu'il vouloit , & consumer ce qui pouvoit l'être : cet usage universel tenoit lieu de propriété , car personne ne pouvoit ôter sans injustice à un autre , ce qu'il avoit pris de cette manière.

Nous apprenons en même temps , comment les choses ont passé en propriété : ce ne fut pas par un simple acte d'esprit ; car les uns ne pouvoient pas savoir ce que les autres souhaitoient pour eux , afin de n'y pas toucher , & plusieurs pouvoient vouloir la même chose ; mais ce fut par quelque accord ou exprès & positif , comme par des partages , ou tacite , comme par occupation ; car dès que la communauté des biens déplut , & qu'on ne procéda point à des partages ; il est à présumer que l'on convint que ce que chacun occuperoit , il le posséderoit en propre ;

let , & quæ consumi poterant consumer e : ac talis usus universalis juris erat tum vice proprietatis ; nam quod quisque sic arripuerat , id ei eripere alter , nisi per injuriam non poterat. Lib. II, cap. 1, n. 2, par. 1, pag. 184.

Simul discimus , quomodo res in proprietatem ierint : non animi actu solo , neque enim scire alii poterant , quid alii suum esse velent , ut eo abstinerent , & idem velle plures poterant ; sed pacto quodam aut expresso , ut per divisionem , aut tacito , ut per occupationem ; simul atque enim communio displicuit , nec instituta est divisio , censeri debet inter omnes convenisse , ut , quod quisque occupasset , id proprium haberet ; concessum , inquit Cicero , sibi ut quisque malit quod ad vitæ usum pertinet , quam alteri acquiri , non repugnante natura. Lib. II, cap. 2, par. V, pag. 188.

car ,

car, comme dit Cicéron, il est censé qu'on aime mieux acquérir pour soi que pour autrui ce qui est nécessaire à la vie, dès que la nature ne répugne pas.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

Illud quoque observatu non indignum, originariam acquisitionem censendam etiam rerum earum, quæ dominum habuerunt, sed habere desierunt, puta quia derelictæ sunt, aut quia defecerunt domini; nam hæc redierunt in eum statum in quo primùm res fuerant. Lib. II, cap. 3, n. 19, par. I, pag. 222.

Il faut encore observer qu'on doit regarder comme acquisition originaire, celle des choses qui ont eu ci-devant un maître, mais qui ont cessé d'en avoir, soit qu'elles aient été abandonnées, ou qu'elles aient par la suite manqué de maîtres, car par là elles ont retourné dans le même état où elles étoient d'abord.

Sic qui sciens, & præsens tacet, videtur consentire sic qui rem suam ab alio teneri scit, neò quicquam contradicit multo tempore, is nisi causa alia manifestè appareat, non videtur id alio fecisse animo, quàm quòd rem illam in suarum numero esse nollet sed ut ad derelictionem præsumendam valeat silentium, duo requiruntur, ut silentium sit scientis & ut sit liberè volentis. Lib.

Ainsi celui qui le sachant, & étant présent, garde le silence, paroît consentir ainsi celui qui sait que son bien est entre les mains d'autrui, & qui laisse passer un long espace de temps sans s'y opposer, à moins qu'il n'y ait quelque cause manifeste qui donne lieu de présu-mer le contraire, ne paroît l'avoir fait avec d'autre dessein, que parce qu'il ne vouloit pas que cette chose-là

Pièces des
Commissai-
res François.

fût réputée au nombre II, cap. 4, n. 5, par-
de celle qui lui ap- I & III, pag. 226 &
partenoient 227, E'dition d'Am-
mais afin que le silen- sterdam, in 8°. 1720:
ce fasse présumer l'abandon, deux choses sont
requisés, que ce soit le silence d'un homme
instruit & d'un homme qui veut librement.

No. II.
E'tablissem-
ent des
François à la
Caroline
1562.

N^o. II. *EXTRAIT des fastes chronologi-
ques du nouveau monde, par le P. Charle-
voix, en 1562 & 1564, concernant les
premiers établissemens des François dans
la Caroline. Tiré de la page 24. 1562.*

JEAN RIBAUD, François, part de Diep-
pe avec une commission de l'Amiral de
Coligni, pour aller faire un établissement dans
la Floride; il mouilla d'abord à un cap, qu'il
nomma *Cap-François*, vers les trente degrés
d'élevation du pole; c'étoit le même endroit
où Verazini avoit pris terre à son second
voyage; le premier jour de mai il entra dans
une rivière, qu'il nomma *la Rivière de May*,
& il y arbora les armes de France; il visita
ensuite la côte, l'espace de soixante lieues,
remontant toujours au nord, & découvrit
plusieurs autres rivières, auxquelles il donna
les noms de plusieurs rivières de France;
enfin arrivé à une dernière, qu'il appela *Port-
Royal*, il y bâtit un fort, qu'il nomma *Char-
les-Fort*; c'est assez près de là qu'est aujour-
d'hui la ville de Charlestown dans la Caroline.

1564.

RENÉ DE LAUDONNIE'RE, François, arriva
dans la Floride François, qui avoit été aban-
donnée l'année précédente par les gens que
Ribaud y avoit laissés; le 29 de juin il entra
dans

dans la Rivière de May, où il bâtit une for- Pièces justifi-
teresse, qu'il nomma la *Caroline*.

catives sur
l'île de Ste.
Lucie.
Ire. partie.

No. III. *EXTRAIT d'un ouvrage Anglois, concernant l'occupation de la Caroline par les Anglois, en 1622, postérieurement aux François & aux Espagnols. Tome I, page 330.*

EN 1622, plusieurs familles Angloises fuyant les massacres des Indiens de la Virginie & de la Nouvelle Ang'leterre, furent jetés sur les côtes de la Caroline, & s'établirent dans la province de Mallica, vers les sources de la Rivière de May, où ils firent les Missionnaires parmi les Mallicans & les Apalachites. *Tome I, page 329.*

Nous n'avons point à discuter le mérite du fonds, ni à examiner de quel droit le Roi Charles Ier. se mit en possession de cette province, & comment la Caroline devint une partie de ses domaines en Amérique; il nous suffit qu'il en ait fait la concession aux propriétaires par une Charte, & qu'en conséquence ils aient travaillé à s'y établir; ce qu'ils firent peu de temps après. Nonobstant tout ce qui a été dit des établissemens des François & des Espagnols, *il n'y a rien que de juste; si une nation ne juge pas un pays digne d'être cultivé, & qu'elle l'abandonne, une autre qui en a meilleure opinion, peut s'y établir, suivant les loix de la nature & de la raison.*

L'ouvrage Anglois est intitulé: *The British Empire in America, containing the history of the discovery, settlement, progress and present state of all the British colonies, in 2 volumes in-8o. London, 1708.*

Pièces des
Commissai-
res François,

No. III.
Occupation de
la Caroline
par les An-
glois. 1622.

No. IV. *EXTRAIT de l'histoire des Antilles, par le P. du Tertre, concernant les premiers établissemens des François & des Anglois à l'isle de Saint-Christophe, en 1625.*

Nota. Cette histoire a été imprimée pour la première fois en 1654; les deux premiers volumes de la seconde édition in 4° parurent de l'édition de Paris en 1667, & les deux derniers en 1671; les citations seront relatives à cette dernière édition.
Tome 1, page 3.

M. D'ENAMBUC..... partit de Dieppe en l'année 1625..... E'tant arrivé aux Kaymans, il fut découvert par un galion d'Espagne, de quatre cens tonneaux, monté de trente cinq pièces d'artillerie, qui le surprit à son avantage dans une baie, & l'attaqua si prestement à coups de canon, qu'à peine lui donna-t-il le temps de se reconnoître: cette fâcheuse surprise ne fit point perdre cœur à notre Capitaine, au contraire, tirant des forces de son courage, il se batit si vaillamment, qu'ayant soutenu le choc avec une opiniâtreté incroyable durant trois heures, l'Espagnol désespérant de le pouvoir prendre ou de le couler à fond, fut contraint de l'abandonner, après la perte de la moitié de ses meilleurs foldats.....

Ne sachant à quoi se résoudre..... il fut inspiré..... d'aller à l'isle de Saint-Christophe..... où après quinze jours de navigation, il arriva heureusement.... *Ibid page 4.*

Il rencontra dans cette isle plusieurs François refugiés en divers temps, & par différentes occasions, qui vivoient en bonne in-
tel-

telligence avec les Sauvages, se nourrissant des vivres qu'ils leur fournissoient fort libéralement. . . . Page 4.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

Dans le même temps que M. d'E'nambuc arriva à Saint-Christophe, un Capitaine Anglois, nommé Waërnard, qui avoit été aussi maltraité que lui par quelques Espagnols, y étoit descendu en un autre quartier: cet Anglois vivoit dans la même intelligence avec les Sauvages, que nos François. . . . Page 5.

Nos deux Capitaines d'E'nambuc & Waërnard, traitèrent du dessein qu'ils avoient pris séparément avec leurs gens, d'habiter cette isle; & après avoir projeté le partage des terres, tel que nous dirons en son lieu, ils partirent presque en même temps de Saint-Christophe, pour aller travailler, chacun à la Cour de son Prince, à l'établissement de quelque compagnie qui pût fournir à la dépense de leur entreprise. Page 7.

M. d'E'nambuc. . . . s'embarqua avec M. du Rossy son ami intime, & le compagnon fidèle de sa fortune, avec lequel, après une assez favorable navigation, il arriva en France. . . . Page 7.

Mais comme il avoit besoin de quelques personnes riches & de qualité, pour l'établissement de la compagnie qu'il étoit venu solliciter en France, il fit en sorte, par le moyen de quelques-uns de ses amis, d'exposer à feu Monsieur le Cardinal de Richelieu, la fertilité de toutes les Antilles, & les grandes richesses qu'on en pourroit tirer. Cet incomparable Ministre, qui cherchoit toute sorte de moyens de relever la gloire de la France, aussi-bien par le rétablissement du commerce, que par les victoires qu'elle remportoit sur

Pièces des
Commissai-
res François.

No. IV.
E'tablis-
sement des
François &
des Anglois à
Saint-Chri-
stophe. 1625.

les ennemis ; l'écouta plusieurs fois avec plaisir, & lui promit d'en parler au Roi. Enfin, après s'être très-exactement informé des avantages que la France pouvoit tirer de ces isles éloignées, si on y établissoit le commerce, son E'minence résolut de former une compagnie qui pût faire la dépense d'un premier embarquement, & fournir aux frais nécessaires pour lever les hommes qui seroient envoyés à Saint-Christophe..... Page 8.

Sur cette résolution, M. le Cardinal ayant fait venir dans son palais ceux qui s'étoient unis à lui pour former la compagnie des isles, ils y passèrent l'acte de leur association le 31 octobre 1626, dans lequel ils se cotifèrent tous aux sommes dont ils étoient convenus Page 8.

Sur la fin de janvier M. d'E'nambuc partit du Havre, & ayant joint M. du Rosséy, leur petite flotte..... fit voile le 24 février 1627..... & après plus de deux mois de navigation, ils arrivèrent le 8 de mai à Saint-Christophe..... Page 15.

Le Capitaine Waërnard ayant trouvé plus de disposition en Angleterre..... eut bientôt formé une compagnie, de laquelle Milord Karlay * se déclara chef ; de sorte qu'il étoit déjà arrivé à Saint-Christophe..... il reçût nos deux Capitaines avec beaucoup de joie & de civilité, & quelques jours après ils partagèrent la terre de l'isle de Saint-Christophe, pour en jouir au nom des Rois de France & d'Angleterre, selon les commissions qu'ils en avoient apportées. Page 16.

No. V.

* C'est ainsi que le P. du Tertre appelle toujours le Comte de Carlisle.

No. V. *ACTE d'association des Seigneurs de la Compagnie des isles de l'Amérique du 31 octobre 1626. Histoire des Antilles, tome I, page 8.*

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

NOUS soussignés, reconnoissons & confessons avoir fait & faire par ces présentes, fidèle association entre nous, pour envoyer sous la conduite des sieurs d'E'nambuc & du Rossey Capitaines de Marine, ou tels autres que bon nous semblera de choisir & nommer, pour faire habiter & peupler les isles de Saint-Christophe & de la Barbade, & autres situées à l'entrée du Pérou, depuis le onzième jusqu'au dix-huitième degré de la ligne équinoxiale, qui ne sont point possédées par des Princes Chrétiens; & ce, tant afin de faire instruire les habitans desdites isles en la religion Catholique, Apostolique & Romaine, que pour y trafiquer & négocier des deniers & marchandises qui pourront se recueillir & tirer desdites isles, & de celles des lieux circonvoisins; les faire amener en France au Havre-de-Grace, privativement à tous autres, pendant le temps & espace de vingt années, ainsi qu'il est plus particulièrement porté par la commission & pouvoir qui en sera donné auxdits d'E'nambuc & du Rossey, par Monseigneur le Cardinal de Richelieu, Grand-Maitre, Chef & Sur-intendant du commerce de France; lesquels sieurs d'E'nambuc & du Rossey ont fait leur déclaration par-devant de Beaufort & de Beauvais Notaires, que tout ce qu'ils ont fait & feront, est & sera

Pièces des
Commissai-
res François.

No. V.

Association
pour les isles
de l'Améri-
que. 1626.

pour, & au profit de nous associés, auxquels ils ne font que prêter leurs noms pour l'exécution de ladite entreprise: le contenu en laquelle déclaration sera suivi; pour l'effet & exécution duquel dessein, il sera fait fonds de la somme de quarante-cinq mille livres, qui sera fournie & payée par nous-dits souffignés, pour les parts & portions qui seront écrites de nos mains, au dessous des seings que nous ferons au pied de la présente association: le tout jusqu'à la concurrence de ladite somme de quarante-cinq mille livres, sans que nous puissions être tenus ni engagés d'y mettre plus grand fonds & capital, si ce n'est de notre volonté & consentement; à laquelle raison dudit premier fonds que nous y mettons, nous participerons au profit & à la perte qu'il plaira à Dieu d'y envoyer, tant par mer que par terre; laquelle somme de quarante-cinq mille livres sera employée, tant à l'achat de trois navires qui seront achetés leur juste valeur, selon l'état & équipage auxquels ils seront, étant néanmoins convenus de l'achat du vaisseau nommé *la Victoire* en l'état qu'il est, du port de deux cens cinquante tonneaux ou environ, avec les agrès & munitions, & autres dépendances d'icelui, étant à part, tant dans ledit vaisseau qu'en magasins, au port Saint-Louis en Bretagne, où est ledit navire, qui sera délivré à nous associés, ou à celui qui aura charge & pouvoir de nous dans le premier jour de décembre prochain, après lequel jour la garde & risque en fera pour le compte de nous associés: le tout pour la somme de huit mille livres; & pour les deux vaisseaux, ils seront fournis

nis

nis & délivrés dans le temps par

Pièces justi-

ficatives sur

duquel jour ils seront demeurés en la garde de nous asso-

l'Isle de Ste.

ciés, suivant l'estimation qui en aura été fai-

Lucie.

te de gré à gré, ou par personnes dont les

Ire. partie.

parties auront convenu; que pour avitailler, armer & équiper lesdits vaisseaux, d'hommes & de provisions nécessaires pour faire ledit voyage & habitation desdites isles, ensemble acheter marchandises, qu'il conviendra & seront jugées utiles, pour porter auxdites isles: la conduite & disposition de laquelle entreprise, sera faite de l'ordre de nousdits associés, ou de ceux qui auront charge & pouvoir de nous en la ville de Paris; & l'exécution de tout ce qu'il y aura à faire, tant audit Havre que port Saint-Louis, & autres lieux que besoin, sera faite par le sieur du Hartelay Canelet, auquel nous donnons pouvoir & commission de ce faire, & de pourvoir aux choses qui seront nécessaires, tant en France qu'auxdites isles, selon la commission qu'il en aura entre les mains; auquel pour cet effet tout le fonds susdit qui sera fait par nousdits associés, sera mis & déposé pour en faire ainsi qu'il est dit ci-dessus, & selon les occurrences des affaires qui arriveront; à la charge de rendre bon compte de tout, payer le reliquat, quant & à qui besoin sera, aux frais & dépens de nousdits associés, même de nous envoyer à Paris un état sommaire de tout ce qui aura été fait, & sera rapporté au retour de chacun voyage, pour en partager le profit entre nousdits associés, tous frais déduits selon nos parts & portions, ou avances, & en dispo-

ser

Pièces des
Commissai-
res François.

fer ainsi que nous aviserons bon être. FAIT
à Paris le dernier jour d'octobre mil six cent
vingt-six. *Signé.*

No. V.
*Association
pour les isles
de l'Améri-
que. 1626.*

Et au dessous, signé ARMAND CARDINAL
DE RICHELIEU, pour dix mille livres, sa-
voir, deux mille livres en argent, & huit
mille en un vaisseau; d'Effiat pour deux mil-
le livres, Marion pour deux mille livres,
de Flecelles pour deux mille livres, Morand
pour deux mille livres, de Guénégaud pour
deux mille livres, Bardin Royer pour deux
mille livres, l'Avocat pour mille livres,
Ferrier pour mille livres, & Canelet pour
quatre mille livres, savoir deux mille livres
pour M. Camille, & deux mille livres pour
moi; Martin pour deux mille livres, Cor-
nuel pour deux mille livres.

Le même jour on délivra une ample com-
mission à M. d'E'nambuc & du Rossy, par
laquelle son E'minence, en qualité de Chef,
Grand-Maître & Sur-intendant du commerce
de France, leur permet d'aller établir une
colonie Françoisise dans l'isle de Saint-Christo-
phe, ou dans quelqu'autre qu'ils jugeront
la plus commode pour cet effet, depuis le
onzième jusqu'au dix-huitième degré de la
ligne Equinoxiale.

No. VI. COMMISSION de Monsieur
le Cardinal de Richelieu, aux sieurs
d'Enambuc & du Rossy Capitaines du
Roi dans les mers de Ponant, pour éta-
blir une Colonie Françoisise dans les An-
tilles de l'Amérique, nommément à Saint-
Christophe & à la Barbade, du 31
octo-

octobre 1626. Histoire des Antilles, Pièces justificatives sur
 tome I, page II. l'Isle de Ste. Lucie.
 Ire. partie.

ARMAND-JEAN du Pleffis de Richelieu, Cardinal, Conseiller du Roi en ses Conseils, Chef, Grand Maître & Sur-intendant du commerce de France: A tous ceux qui ces présentes verront; SALUT. Savoir faisons que les sieurs d'E'nambuc & du Rossey Capitaines entretenus de la marine du Ponant, nous ayant fait entendre que depuis quinze ans, sous les congés du Roi & susdit Amiral de France, ils auroient fait de grandes dépenses en équipages & armures de navires & vaisseaux, pour la recherche de quelques terres fertiles & en bon climat, capables d'être possédées & habitées par les François, & ont fait telle diligence, que depuis quelque temps ils ont découvert les isles de Saint-Christophe & de LA BARBADE, l'une de trente-cinq, & l'autre de quarante-cinq lieues de tour, & autres isles voisines toutes situées à l'entrée du Pérou, depuis l'onzième jusqu'au dix-huitième degré du nord de la ligne équinoxiale, faisant partie des Indes occidentales qui ne sont possédées par aucun Roi ni Prince Chrétien; auxquelles ayant pris terre & séjourné l'espace d'un an, pour en avoir plus parfaite & particulière connoissance, ils ont vû & reconnu par effet l'air y être très-doux & tempéré, & lesdites terres fertiles & de grand rapport. desquelles il se peut tirer quantité de commodités utiles pour l'entretien de la vie des hommes; même ont avis des Indiens qui habitent lesdites isles, qu'il y a des mines d'or & d'argent en icelles, ce qui leur auroit donné sujet

Pièces des
Commissai-
res François.

No. VI.
Commission
au sieur d'E-
nambuc, pour
établir Saint-
Christophe.
1626.

jet de faire habiter lesdites isles par quanti-
té de François, pour instruire les habitans
en icelles en la religion Catholique, Aposto-
tolique & Romaine, & y planter la foi Chré-
tienne à la gloire de Dieu & l'honneur du
Roi, sous l'autorité & puissance duquel ils
desireroient, lesdits habitans, vivre & con-
server lesdites isles en l'obéissance de Sa Ma-
jesté. Pour cet effet, en attendant qu'il plût
à Sa Majesté en ordonner, lesdits sieurs d'E-
nambuc & du Rossey auroient fait con-
struire & bâtir deux forts & havres en l'isle
de Saint-Christophe, & laissé quatre-vingts
hommes avec un Chapelain pour célébrer le
service divin & leur administrer les sacre-
mens, & des canons & autres munitions de
guerre pour leur défense & conservation,
tant contre les Indiens habitans desdites isles,
que tous autres qui voudroient entreprendre
sur eux pour les chasser d'icelles, & promis
qu'ils y retourneroient promptement pour y
conduire le secours & les choses dont ils
auroient besoin, ou pour les retirer, selon
le bon plaisir de Sa Majesté, nous requé-
rant qu'il nous plût sur ce les pourvoir, at-
tendu la charge de Chef & Sur-intendant du
commerce, dont il a plû à Sa Majesté de
nous honorer. Pour ce est il, que nous de-
sifant l'augmentation de la religion & foi
catholique, & l'établissement du négoce &
commerce autant que faire se pourra, & at-
tendu que lesdites isles sont au-delà des A-
mitiés, nous avons donné & donnons congé
& pouvoir auxdits d'E'nambuc & du Rossey,
d'aller peupler, privativement à tous autres,
lesdites isles de Saint-Christophe & de la Bar-
bade, & autres circonvoisines; icelles fortifier

fier, y mener & conduire nombre de Prêtres & de Religieux pour instruire les Indiens & habitans d'icelles, & tous autres, en la religion Catholique, Apostolique & Romaine; y célébrer le service divin & administrer les sacremens, y faire cultiver les terres & faire travailler à toutes sortes de mines & de métaux, moyennant les droits de dixième de tout ce qui proviendra & se retirera d'icelles, qu'ils seront tenus rendre au Roi, franc & quitte, & dont ils rapporteront bons certificats, le tout pendant le tems & espace de vingt années, & à la charge de tenir lesdites isles sous l'autorité & puissance du Roi, & réduire les habitans en l'obéissance de Sa Majesté. Et pour cet effet, tenir en état & apprêt de défense tel nombre de vaisseaux, navires & pataches que besoin fera, les armer & équiper d'hommes, canons, vivres & munitions requises & nécessaires pour faire lesdits voyages; & de se pourvoir contre tous dangers, efforts & incursions des pirates qui infestent la mer & déprédent les navires marchands, auxquels & en quelque lieu qu'ils se rencontreront, ils pourront faire la guerre, ensemble à tous ceux qui empêcheront le trafic & la liberté du commerce aux navires marchands François & alliés; feront leurs efforts & diligence de les combattre, poursuivre, aborder & attaquer, vaincre, saisir & prendre par toute voie d'arme & d'hostilité; lesquels vaisseaux partiront du Havre-de-Grace & port Saint-Louis en Bretagne, où ils seront tenus faire leur déclaration du nombre des vaisseaux qu'ils mettent en mer pour lesdits voyages, & de tout ce qui sera dedans; de garder & faire

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. Partie.

Pièces
des Commis-
saires Fran-
çois.

No. VI.
Commission
au sieur d'E-
nambuc, pour
établir Saint-
Christophe.
1626.

faire garder par ceux de leurs équipages, durant leur voyage, les ordonnances de la marine, & de faire leur retour avec leurs navires audit Havre-de-Grace, & rapporteront ce qu'ils auront pris & recouvert sur les pirates & gens sans aveu, & sur ceux qui empêchent aux marchands François & alliés la navigation du côté du sud au-delà du tropique du Cancer, & premier méridien des Effores du côté de l'ouest. Et avant le dechargement des navires qu'ils auront amenés, ils nous feront rapport de tout ce qui se fera fait & passé, pour sur ce en ordonner ce que nous jugerons utile & nécessaire au service du Roi & à l'avantage de ses sujets & de la chose publique. Si prions & requérons les Rois & Princes, Potentats, Seigneurs & Républiques, leurs Lieutenans Généraux, Amiraux & Vice-Amiraux, Gouverneurs de leurs provinces, Chefs & Conducteurs des gens de guerre, tant par mer que par terre, Capitaines, Gardes des ports & havres, vaisseaux, côtes & passages maritimes, & autres leurs Officiers & sujets: Mandons & ordonnons aux Intendans, Lieutenans généraux & particuliers des sièges de l'Amirauté, & autres Capitaines & Gardes-côtes, Commissaires & autres Officiers de la Marine étant sous notre pouvoir & en l'étendue de notre charge & juridiction, laisser librement passer, aller, venir, descendre & séjourner lesdits d'E'nambuc & du Rossey, avec leurs vaisseaux, navires & pataches, leurs hommes, armes, munitions, vivres & marchandises, & tout ce qu'ils auront pu gagner & conquérir sur les pirates, corsaires & ennemis du public & de la France,

avec

avec leurs prisonniers s'il y en a ; sans leur faire empêchement, ni souffrir leur être fait, mis & donné, ni à ceux de leur équipage, aucun trouble, ennui, détourbier ni empêchement, avec toute faveur, retraite & assistance. Comme aussi nous mandons & enjoignons aux Lieutenans, gens de commandement, & tous soldats & matelots qui voudront aller audit voyage sous la charge desdits sieurs d'E'nambuc & du Rossey, de leur prêter & rendre tout respect & obéissance comme à leurs Chefs & Capitaines, sous les peines portées par les ordonnances ; & que nul ne soit reçu pour aller à ladite entreprise, qu'il ne s'oblige par devant lesdits Lieutenans de l'Amirauté, ou autres juges en leur absence, des lieux où se feront lesdits embarquemens, de demeurer trois ans avec eux ou ceux qui auront charge & pouvoir d'eux, pour servir sous leur commandement, le tout en vertu des présentes ou *vidimus* d'icelles. que nous avons signées de notre main, fait contre signer par l'un de nos Secrétaires, & fait mettre & apposer le scel de nos armes. DONNE' à Paris, le trente-unième octobre mil six cens vingt-six. *Signé* ARMAND CARDINAL DE RICHELIEU. *Et sur le repli.* Par mondit Seigneur, MARTIN. *Et scellé* en double queue de cire rouge.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

La Compagnie ayant délivré cette commission à nos deux Capitaines, ils partirent de Paris. M. d'E'nambuc alla au Havrede-Grace, & pendant que les Commis de la Compagnie faisoient équiper son vaisseau, appelé *la Catholique*, du port de deux cens cinquante tonneaux, il leva trois cens vingt-deux hommes pour mener dans les isles. M.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. VI.
Commisson
au sieur d'E-
nambuc, pour
établir Saint-
Christophe.
1626.

du Rossey alla en Bretagne, où ayant levé deux cens dix hommes, il les mit dans les deux vaisseaux appelés *la Cardinale & la Victoire*, savoir soixante-dix hommes dans le premier, & cent quarante dans le second. M. Mabire Prêtre se mit avec lui en qualité d'Aumônier, moyennant deux cens livres de gages, son entretien aux isles, & celui d'un valet. Sur la fin de janvier, M. d'E-nambuc partit du Havre, & ayant joint M. du Rossey, cette petite flotte, composée pour la plupart de pauvres gens ramassés & peu accoutumés aux fatigues de la mer, fit voile le 24 Février 1627.

No. VII. *ACTE de partage entre les François & les Anglois, des terres de l'isle de Saint-Christophe, du 13 mai 1627; avec les articles faits & accordés entre les deux nations. Histoire des Antilles, tome I, pages 17, 18, 19 & 20.*

PREMIÈREMENT pour la basse terre, les limites dudit Capitaine Waernard, audit nom, prendront depuis la rivière qui fait la moitié du chemin depuis l'habitation de Meronar, & celle qu'a fait autrefois le sieur Chantal, jusqu'à la pointe de Sable au vallon du jardin de Samuel, vers le sud.

Et pour les sieurs Capitaines d'E'nambuc & du Rossey audit nom, leur partage sera depuis ladite rivière qui fait séparation des dites habitations, allant vers l'est jusqu'aux Salines.

Pour la Capsterre, le partage dudit sieur Ca-

Capitaine Waernard audit nom, sera depuis le côté de la rivière Saint-Christophe, allant vers l'ouest, jusqu'à la Case du Pistolet.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

Et le partage des sieurs Capitaines d'E'nambuc & du Rosséy audit nom, sera depuis l'autre côté de la Case de Saint-Christophe, allant vers l'est, jusqu'aux Salines; & depuis la Case du Pistolet, jusqu'à la pointe de Sable allant vers l'ouest.

De plus, quelque partage qu'il soit fait ci-dessus, est entendu que la chasse, la pêche, les salines & les rivières, la mer, les rades, les mines, les bois de teinture & de prix s'il y en a, & chemins seront communs entre les François & les Anglois, & s'en pourront servir, user & accommoder en commun.

Lesquels partages lesdits sieurs d'E'nambuc, du Rosséy, Waernard ont promis, juré & protesté sur les saints évangiles, de suivre, maintenir & entretenir sous les bons plaisirs du roi de France & du roi d'Angleterre; & lesdits sieurs seront tenus & obligés d'en faire avertir leursdites Majestés, chacun de leur part, pour sur iceux en avoir la ratification, volonté & consentement de leursdites Majestés.

Et en outre, lesdits sieurs d'E'nambuc, du Rosséy & Waernard, au nom de leursdites Majestés & Compagnie, s'obligent de fortifier & munir ladite isle de Saint-Christophe de tout leur pouvoir, contre tous efforts, descentes & incursions de leurs ennemis publics, & autres qui voudroient leur donner détournier & empêchement en ladite possession. FAIT en l'isle de Saint-Christophe, ce treize mai mil six cens vingt-sept, en

Pièces des
Commissai-
res François.

No. VII.
*Partage de
Saint-Christo-
phe entre
les François
& les An-
glois. 1627.*

présence de Maître Frassi Ministre de la pa-
role de Dieu, pour la compagnie dudit
Waernard, Philippe Salomon Interprète, &
Antoine Halton, Jacques Ustrey, Jean Go-
lin Sergent; & Messieurs de Flumar, le
Febvre, Chambaut, le Breuil, la Barre &
Picot, pour la Compagnie des Indes occi-
dentales de France, & ont signé.

Et afin de vivre dans la paix & l'union
qui sont absolument nécessaires pour la con-
servation des colonies, & qui pourroient
s'altérer par la diversité de deux nations,
ces trois Chefs dressèrent quelques articles
pour fomentier la paix & l'amitié établie en-
tre eux & leurs sujets, les ayant proposé
dans la même assemblée, ils les signèrent le
même jour à la consolation de tous leurs
habitans, qui s'en promettoient un repos
perdurable.

ARTICLE PREMIER.

PUISQUE les François & les Anglois ont
conquis PAR ENSEMBLE l'isle de Saint-
Christophe sur les Indiens, & que les Rois de
France & d'Angleterre ont avancé & donné
leurs commissions, les uns & les autres de-
meureront Gouverneurs pour lefdits Rois,
chacun en leur quartier, suivant le partage
qui en a été fait entre eux, & porteront les uns
& les autres la qualité de Gouverneurs cha-
cun en leur quartier.

II. Tous les François qui seront dans l'isle,
ne recevront ordre, & ne relèveront que du
Roi de France, & des Gouverneurs prépo-
sés par Sa Majesté; & les Anglois du Roi
d'Angleterre, & ses Généraux préposés.

III. NUL navire ne pourra traiter en l'isle
que

que par la permission desdits sieurs Gouverneurs; s'il est Anglois, le Gouverneur Anglois donnera l'ordre & le prix aux marchandises; s'il est François, le Gouverneur François donnera aussi l'ordre & le prix aux marchandises; s'il est Flamand, tous les deux ensemble donneront permission.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

IV. LESDITS sieurs Gouverneurs ne pourront retirer aucuns hommes ou esclaves dans leurs habitations, qui ne leur appartiendra, ains s'en tiendront saisis jusqu'à ce qu'ils se soient donné avis desdits hommes ou esclaves.

V. S'IL y a course à faire dans l'isle contre les INDIENS, chacun contribuera d'hommes, de bateaux & d'armes à leur possible.

VI. S'IL se faisoit descente dans l'isle par les ESPAGNOLS, au lieu de la descente, un chacun sera tenu d'y envoyer du secours plus puissant que faire se pourra, & s'entre-secourir de tout leur pouvoir.

VII. S'IL arrive différend entre les compagnons des uns ou des autres, querelles ou combats, les délinquans seront jugés par les François & Anglois, & puis renvoyés chacun en son quartier.

VIII. S'IL arrive guerre en l'Europe, entre les François & Anglois, pour cela ne pourront lescdits sieurs se faire la guerre, s'il ne leur est expressement commandé par leurs Princes; & en cas de tel commandement, seront obligés de s'entre-avertir, auparavant de faire aucun acte d'hostilité.

FAIT & accordé en l'isle de Saint-Christophe, ce treizième mai mil six cens vingt-sept, en présence, &c. comme aux partages avec les mêmes sermens, & obligations de les faire agréer aux Rois leurs Souverains.

Pièces des
Commissai-
rés François.

No. VIII.
Occupation
passagère
d'Antigoa,
par les Fran-
çois. 1629.

No. VIII. *EXTRAIT* de l'histoire des Antilles, par le P. du Tertre, concernant l'occupation passagère des isles d'Antigoa & de Monserrat, par les François, en 1629. Histoire des Antilles, tome I, page 25.

MONSIEUR, le Cardinal de Richelieu.... ordonna qu'on équipât promptement six grands navires du Roi.... Cette flotte qui étoit commandée par M. de Cufac Chef d'Escadre ne fut en état de partir qu'au mois de juin de l'année 1629, & n'arriva à l'isle de Saint-Christophe que sur la fin d'aôût. *Tome I, page 25.*

M. de Cufac ayant remis les François dans la possession de leurs terres, renouvelé l'ancien traité avec les Anglois, & pacifié toutes choses permit aux autres Capitaines de son escadre de courir le bon bord, & lui-même alla chercher fortune vers le golfe de Mexique. *Page 27.*

A la fin d'octobre, Don Frédéric de Tolède Amiral d'une armée navale, arriva à Saint-Christophe. *Page 28.*

La colonie françoise ayant été mise en desordre par l'armée d'Espagne, abandonné l'isle de Saint-Christophe. *Page 31.*

Ils furent trois semaines en mer sans pouvoir atteindre l'isle d'Antigoa qu'ils vouloient habiter. *Page 32.*

Ils visitèrent cette isle de tous côtés, & l'ayant trouvée difficile à habiter, ils prièrent instamment le Capitaine Giron de les conduire à l'isle de Montserrat, habitée des Sauvages qui y avoient abondan-

dance de vivres, ce qu'il fit très-volontiers. *Pièces justificatives sur l'isle de Ste. Lucie. Ire. partie.*

Page 34.

Le Capitaine Giron crut qu'il n'en falloit pas demeurer là il partit donc pour aller reconnoître en quel état étoit l'isle de Saint-Christophe d'où il envoya une de ses prises à l'isle de Montserrat pour ramener tous les François Cette bonne nouvelle surprit agréablement nos habitans & après mille actions de grâces rendues à Dieu, ils partent de Montserrat & des autres isles pour retourner à Saint-Christophe. Pages 34 & 35.

No. IX. *CONTRACT du rétablissement de la Compagnie des isles de l'Amérique; avec les articles accordés par Sa Majesté aux Seigneurs associés, du 12 février 1635. Histoire des Antilles, tome I, page 46.*

PAR-DEVANT Gabriel Guerreau & Pierre Parque Notaires & Garde-notes du Roi notre Sire en son Châtelet de Paris, soussignés, fut présent Monseigneur l'Éminentissime Armand Jean du Pleffis Cardinal Duc de Richelieu & de Fronzac, Commandeur de l'Ordre du St. Esprit, Pair, Grand-Maître, Chef & Sur-intendant général de la navigation & commerce de France; lequel, sur ce qui lui a été représenté par Jacques Berruyer, E'cuyer, sieur de Manselmont, Capitaine des ports de mer de Veulettes & petite Dalle en Caux, l'un des associés de la Compagnie, ci-devant de Saint-Christophe

Pièces des
Commissai-
rés François.

No. IX.
*Rétablissement de la
Compagnie
des isles de
l'Amérique.*
1635.

phé & isles adjacentes, tant pour lui que les autres associés de ladite Compagnie, que pour le rétablissement d'icelle Compagnie, ci-devant contracté dès le mois d'octobre mil six cent vingt-six, est comme abandonnée *, au moyen de ce qu'aucun des associés ne s'est donné le soin d'y penser, joint que les concessions accordées à ladite Compagnie n'étoient suffisantes pour les obliger de s'y appliquer sérieusement; s'il plaisoit à Sa Majesté leur accorder de nouvelles & plus grandes concessions & privilèges, ils pourroient non seulement rétablir ladite Compagnie, mais même la porter à de plus grands desseins & entreprises pour le bien de l'État qu'elle n'avoit projeté du commencement; sur quoi ayant été fait diverses propositions, ledit Seigneur Cardinal, pour & au nom de Sa Majesté, & sous son bon plaisir, a accordé à ladite Compagnie, ce acceptant par ledit sieur Berruyer présent, esdits noms, les articles qui suivent.

ARTICLE PREMIER.

C'EST à savoir, que lefdits associés continueront la colonie par eux établie dans l'isle de Saint-Christophe, & feront tous leurs efforts d'en établir aux autres principales isles de l'Amérique, situées depuis le dixième jusqu'au trentième degré au deçà de la ligne équinoxiale, qui ne sont occupées par aucun Prince Chrétien; & s'il y en a quelques-unes habitées par aucuns Princes Chrétiens, où ils puissent s'établir avec ceux qui

* On n'a rien changé au texte, qui paroît défectueux.

qui y sont à présent, ils le feront pareillement.

II. QUE les isles qui sont dans ladite étendue, qui sont occupées à présent par les Sauvages, lesdits associés s'y habituant, feront leur possible pour les convertir à la Religion Catholique, Apostolique & Romaine; & pour cet effet, en chacune habitation, lesdits associés feront entretenir au moins deux ou trois Ecclésiastiques pour administrer la parole de Dieu & les sacremens, aux Catholiques, & pour instruire les Sauvages; leur feront construire des lieux propres pour la célébration du service divin, & leur feront fournir des ornemens, livres & autres choses nécessaires pour ce sujet.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

III. QUE lesdits associés feront passer auxdites isles, dans vingt ans du jour de la ratification qu'il plaira à Sa Majesté de faire desdits articles, le nombre de quatre mille personnes au moins de tout sexe, ou feront en sorte que pareil ou plus grand nombre y passe dans ledit temps, duquel nombre ceux qui sont à présent à Saint-Christophe feront partie: & pour savoir le nombre de ceux qui y sont, & qu'on fera passer à l'avenir esdites isles, lesdits associés fourniront un acte certifié du Capitaine de Saint-Christophe, du nombre des François qui y sont à présent; & les maîtres de navires qui iront à l'avenir à ladite isle ou autres affectées à ladite Compagnie, apporteront un acte certifié du Capitaine ou Gouverneur de l'isle où la descente aura été faite, du nombre de personnes qui y auront passé à la décharge desdits associés, qui sera enregistré au Greffe de l'Amirauté.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. IX.
*Rétablissement de la
Compagnie
des isles de
l'Amérique.*
1635.

IV. QU'ILS ne feront passer esdites isles, colonies & habitations, aucun qui ne soit naturel François & ne fasse profession de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine; & si quelqu'un d'autre condition y passoit par surprise, on l'en fera sortir aussi-tôt qu'il sera venu à la connoissance de celui qui commandera dans ladite isle.

V. QUE lesdits associés pourront faire fortifier des places & construire des forts, & établiront des colonies aux lieux qu'ils jugeront les plus commodes pour l'assurance du commerce & la conservation des François.

VI. ET pour aucunement les indemniser de la dépense qu'ils ont ci-devant faite & qu'il leur conviendra faire à l'avenir, Sa Majesté accordera, s'il lui plait, à perpétuité auxdits associés & autres qui pourront s'associer avec eux, leurs hoirs, successeurs & ayans cause, la propriété desdites isles en toute justice & seigneurie, les terres, rivières, ports, havres, fleuves, étangs, isles; même les mines & minières, pour jouir desdites mines conformément aux ordonnances; & du surplus des choses susdites, Sa Majesté ne s'en réservera que le ressort & la foi & hommage qui lui sera faite & à ses successeurs rois de France, par l'un desdits associés au nom de tous, à chacune mutation de Roi, & la provision des Officiers de justice souveraine qui lui seront nommés & présentés par lesdits associés lorsqu'il sera besoin d'y en établir.

VII. SA MAJESTÉ permettra auxdits associés d'y faire fondre canons & boulets, forger toutes sortes d'armes offensives & défensives, faire poudre à canon & toutes autres munitions nécessaires pour la conservation desdits lieux.

VIII.

VIII. POURRONT lefdits associés améliorer & ménager lefdites choses à eux accordées, en telle façon qu'ils aviferont pour le mieux, & distribuer les terres entr'eux & à ceux qui habiteront sur lefdits lieux, avec réserve de tels droits & devoirs, & à telles charges qu'ils le jugeront à propos.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

IX. POURRONT lefdits associés mettre tels Capitaines & gens de guerre que bon leur semblera, dans les forts qui seront construits auxdites isles, & aussi sur les vaisseaux qu'ils y enverront; se réservant néanmoins Sa Majesté, de pourvoir de Gouverneur général sur toutes lefdites isles, lequel Gouverneur ne pourra s'entremettre du commerce ni de la distribution des terres desdites isles.

X. QUE pendant vingt années, nul des sujets de Sa Majesté, autres que lefdits associés, ne pourra aller trafiquer esdites isles, ports, havres & rivières d'icelles, que du consentement par écrit desdits associés, & sous les congés qui leur seront accordés sur ledit consentement; le tout à peine de confiscation des vaisseaux & marchandises de ceux qui iront autrement, applicable au profit de ladite Compagnie; & que pour cet effet, Sa Majesté ni Monseigneur le Cardinal Duc de Richelieu, Grand-Maitre de la navigation & commerce de France, & ses successeurs en ladite charge, ne donneront aucuns congés pour aller aux isles, sinon à ladite Compagnie, laquelle s'intitulera dorénavant *la Compagnie des isles de l'Amérique*.

XI. ET pour convier lefdits sujets de Sa Majesté à une si glorieuse entreprise & si utile pour l'Etat, Sa dite Majesté accordera que les descendans des François habitués esdites isles,

Pièces des
Commissai-
res François.
No. IX.

Rétablis-
sment de la
Compagnie
des isles de
l'Amérique.
1635.

isles, & les Sauvages qui seront convertis à la foi & en feront profession, seront censés & réputés naturels François, capables de toutes charges, honneurs, successions, donations, ainsi que les originaires & regnicoles, sans être tenus de prendre lettres de déclaration ou naturalité.

XII. ET d'autant que le principal objet des associés & de ceux qui se pourront associer, est pour la gloire de Dieu & l'honneur du Royaume, Sa Majesté déclarera que les Prélats & autres Ecclésiastiques, les Seigneurs & Gentilshommes & les Officiers, soit du Conseil de Sa Majesté, Cours souveraines ou autres, qui seront associés, ne diminueront en rien de ce qui est de leur noblesse, qualité, privilèges & immunités.

XIII. QUE les artisans qui passeront esdites isles & y séjourneront pendant six années consécutives, & y exerceront leur métier, soient réputés maîtres de chef-d'œuvre & puissent tenir boutiques ouvertes en toutes les villes du Royaume, à la réserve de la ville de Paris, en laquelle ne pourront tenir boutiques ouvertes que ceux qui auront demeuré & pratiqué leur métier esdites isles pendant dix années.

XIV. ET que s'il arrivoit guerre civile ou étrangère qui empêchât lesdits associés d'exécuter ce à quoi ils s'obligent par les présens articles, il plaira à Sadite Majesté leur prolonger le temps pour l'exécution d'iceux.

XV. ET au cas que lesdits associés manquaissent en quelque point à ce quoi ils s'obligent, Sadite Majesté pourra donner liberté à toutes personnes de trafiquer esdites isles, & disposer des terres non occupées par ladite

Com-

Compagnie ou autres François ayant droit d'eux, ainsi qu'il lui plaira : sans que lesdits associés puissent être tenus d'aucuns dommes & intérêts pour le défaut d'exécution.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

XVI. SA MAJESTE' fera expédier & vérifier es lieux qu'il appartiendra, toutes lettres nécessaires pour l'entretènement de ce que dessus; & en cas d'opposition à ladite vérification, Sa dite Majesté s'en réservera la connoissance, à soi & à sa personne: & a ledit sieur Berruyer, laissé pour être annexé à la minute des présentes, le pouvoir à lui donné par lesdits associés à l'effet des présentes. Ce fait & accordé & accepté en l'hôtel de Monseigneur le Cardinal à Paris, rue Saint-Honoré, l'an mil six cent trente-cinq, le lundi douzième jour de février après midi; & ont, mondit Seigneur le Cardinal de Richelieu & Berruyer, signé la minute des présentes, demeurée audit Parque Notaire. Signé GUERREAU & PARQUE, avec paraphe.

N^o. X. *ARTICLES accordés entre le Cardinal de Richelieu & le sieur Berruyer, au nom des associés de la Compagnie des isles de l'Amérique, le 13 février 1635.*
Histoire des Antilles, tome I, page 51.

POUR le rétablissement de la Compagnie de l'isle de Saint-Christophe & isles adjacentes*, contractés ci-devant entre nous, ou ceux desquels aucuns de nous ont droit dès le mois d'octobre 1626, qui est comme abandonnée, au moyen de ce qu'aucun desdits associés ne s'est donné le soin d'y penser,

* On n'a rien changé au texte qui paroît défectueux.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. X.
Articles ac-
cordés à la
Compagnie
des isles de
l'Amérique.
1635.

fer, joint que les concessions accordées à la Compagnie, n'étoient suffisantes pour l'obliger de s'y appliquer sérieusement: nous avons estimé qu'il étoit à propos d'obtenir de Sa Majesté de nouvelles & plus grandes concessions & privilèges; ce que Monseigneur le Cardinal Duc de Richelieu, Grand-Maitre & Sur-intendant de la navigation & commerce de France, nous ayant accordé au nom de Sa Majesté, & sous son bon plaisir, pour empêcher qu'à l'avenir ladite Compagnie ne déchoie encore faute de soin & bon règlement, nous avons accordé entre nous les articles suivans, à l'exécution desquels nous nous sommes soumis, & y avons obligé les parts & portions que chacun de nous a en ladite Compagnie.

P R E M I E' R E M E N T.

Nous avons avisé qu'il y aura dorénavant quatre Directeurs de ladite Compagnie & société, qui auront le soin & entier maniement des affaires d'icelle, tant es isles de l'Amérique qu'en France, avec plein-pouvoir de nommer les Commis, Facteurs, E'crivains, leur donner les ordres nécessaires à garder tant esdites isles que dans les ports & havres de France, pour la réception, voiture, vente ou troc des marchandises de la Compagnie: pourront traiter avec les Capitaines, maitres de navires, pour passer esdites isles de l'Amérique, & nourrir les personnes que ladite Compagnie y voudra envoyer ou en faire revenir; & pour le fret des marchandises de ladite Compagnie, ne pourront toutefois lesdits Directeurs obliger la Compagnie que jusqu'à la concurrence du fonds d'icelle, ni rien

rien ordonner qu'ils ne soient du moins deux pour signer les ordonnances.

II. QUE tous les premiers mercredis des mois lefdits Directeurs s'assembleront à deux heures après midi, au logis de M. Fouquet Conseiller du Roi en son Conseil d'état, l'un des associés, pour aviser à ce qui sera à faire pour le bien de la Compagnie; à laquelle assemblée tous lefdits associés se pourront trouver, si bon leur semble, pour favoir les affaires qui s'y proposeront, & en dire leur avis.

III. QU'il sera fait une assemblée générale de la Compagnie tous les ans, le premier mercredi du mois de décembre après midi, au logis dudit sieur Fouquet, où tous lefdits associés seront obligés de se trouver, ou envoyer leur procuration à l'un des associés, & non à d'autre, pour apprendre des Directeurs ce qui se sera passé pendant le cours de l'année, concernant ladite société, & pour y proposer ce que chacun jugera utile pour le bien de la Compagnie; & les associés qui ne s'y trouveront ou n'enverront leur procuration, ne laisseront d'être obligés aux résolutions qui auront été prises en ladite assemblée générale.

IV. QUE tous lefdits associés éliront domicile en cette ville de Paris, auquel ils puissent être avertis de se trouver aux assemblées extraordinaires qu'on pourra être obligé de faire, pour pourvoir aux affaires d'importance, si aucunes surviennent pendant le cours de l'année.

V. QUE tout ce qui sera proposé esdites assemblées générales ou particulières, sera décidé par la pluralité des voix des associés qui

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.

Ire partie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No X.
Articles ac-
cordés à la
Compagnie
des isles de
l'Amérique.
1635.

qui s'y trouveront ; & le Secrétaire de la Compagnie tiendra registre des résolutions, qu'il fera signer aux Directeurs qui y auront assisté.

VI. CEUX qui auront manié les affaires de ladite société & biens d'icelle, tant du passé que pour l'avenir, soit esdites isles ou en France, seront obligés d'en envoyer l'état ou compte aux Directeurs, lorsqu'ils le demanderont, pour en arrêter la recette & dépense en leur assemblée des premiers mercredis d'un chacun mois ; & pour le reliquat desdits comptes, la compagnie en l'assemblée générale en ordonnera.

VII. COMME aussi ladite Compagnie se réserve de nommer les Capitaines des isles esquelles on établira colonie, les Capitaines des navires qu'elle aura en propre, & les Officiers de justice qu'il conviendra établir esdites isles, & de faire les traités & concessions à perpétuité ou à temps d'aucune desdites isles.

VIII. QU'ESDITES assemblées générales du premier mercredi du mois de décembre de chacun an, ce qui reviendra de bon des marchandises vendues, les frais préalablement payés, sera partagé entre les associés, selon les parts & portions qui appartiennent à chacun de nous en ladite Compagnie, si par ladite assemblée autrement n'en est ordonné.

IX. EN ladite assemblée générale du mois de décembre, il sera nommé par chacun an deux nouveaux Directeurs, en la place de deux des quatre anciens ; & après que les quatre qui seront ci-après nommés, auront été changés, les deux plus anciens des quatre seront toujours changés, s'ils ne sont nom-
més

més de nouveau pour deux autres années.

X. LADITE Compagnie nomme pour Directeurs jusqu'au mois de décembre prochain, les sieurs de Guénégaud Conseiller du Roi en son Conseil d'état & Trésorier de son épargne, Martin sieur de Maunoy, aussi Conseiller du Roi en son Conseil d'état, Bardin Conseiller audit Conseil & Président en la Chambre des Comptes de Bourgogne, & Berruyer B'cuyer sieur de Manselmont, associés de ladite Compagnie.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. 1re. partie.

XI. Et en cas que par ci-après il arrivât telle perte à la Compagnie, ce qu'à Dieu ne plaise, qu'il fût nécessaire de faire un nouveau fonds, il sera loisible à ceux qui ne voudront contribuer leur cote-part, de renoncer à la société; & ce faisant, ils perdront leur part de la propriété desdites isles, & des marchandises & autres choses qui seront en icelles, même des vaisseaux, si aucuns y a, qui appartiennent en propriété à la Compagnie: prendront néanmoins leur part des marchandises & effets de ladite société qui seront lors en France.

XII. AUCUN des associés ne pourra prendre sa part des marchandises en espèce, & seront toutes les marchandises vendues en commun au profit de la Compagnie.

XIII. AUCUN de nous ne pourra vendre la part qu'il a en la société, à autre qu'à l'un des associés; & en cas qu'il la vende à un autre que de la Compagnie, il sera au pouvoir de la Compagnie de rembourser celui qui l'aura achetée, du prix qu'il en aura donné, ou de le recevoir dans la Compagnie, s'il lui est agréable: sera néanmoins permis auxdits associés, d'associer à leurs parts telles

Pièces des
Commissai-
res François.

personnes que bon leur semblera, sans que pour ce lesdits sous-associés puissent avoir entrée ès assemblées de la Compagnie, ni voix délibérative.

No. X.
Articles ac-
cordés à la
Compagnie
des isles de
l'Amérique.
1635.

XIV. ARRIVANT le décès d'aucuns de nous, les veuves & héritiers seront obligés de déclarer dans deux mois du jour du décès, s'ils entendent renoncer à ladite société ou la continuer; & en cas de continuation, de nommer quelqu'un au lieu du défunt, qui soit agréable à la Compagnie, lequel n'aura entrée ès assemblées, qu'après avoir fait enregistrer son pouvoir par le Secrétaire de la Compagnie, de l'ordonnance des associés; & en cas de renonciation, lesdites veuves & héritiers pourront prendre leur part des effets de la société qui seront en France, & pour le surplus, toute la part qu'ils auront en la propriété desdites isles, marchandises qui y seront, & vaisseaux qui appartiendront à ladite Compagnie, par le moyen de ladite renonciation, retournera au profit de ladite Compagnie; & jusqu'au jour de ladite renonciation, ou acceptation & nomination d'une personne, tout ce qui aura été fait par l'assemblée ou Directeurs, aura le même effet que s'ils y avoient donné consentement.

XV. AUCUNS créanciers des associés ne pourront demander compte des effets de la société, ni poursuivre la Compagnie, ni les Directeurs par justice; ains seront tenus de se contenter de la clôture des comptes, & de recevoir ce que pourroit faire leur débiteur, sans être admis à distraire le fonds, ni prétendre entrée en la Compagnie, pour assister à l'examen des comptes qui ne seroient rendus.

XVI. LESDITS associés se réservent la faculté

culté d'ajouter d'autres articles, ou d'en chan- Pièces justi-
ger selon qu'il sera jugé avantageux à la Com- ficatives sur
pagnie, par la pluralité des voix des associés. l'isle de Ste.
Lucie.

FAIT à Paris, ce treize février mil six
cent trente-cinq. Signé FOUQUET, ayant
charge de M. le Cardinal Duc de Richelieu,
& en mon nom: de Flecelles, Martin, tant
pour M. le Commandeur de la Porte que pour
moi; de Guénégaud, tant pour la part de
feu M. Marion que pour moi; Bardin, Ber-
ruyer, Morant, Cavelet, tant pour M. de
Cauville que pour moi; Launoy, Razilly,
Pradines cessionnaire de la moitié de la part
de Madame la Maréchale d'Effiat; & l'Avocat.
La minute est demeurée vers Cousinet,
l'un des Notaires souffignés.

Ite. partie.

N^o. XI. *ARREST du Conseil d'état du
Roi, portant ratification du Contrat passé
entre le Cardinal de Richelieu & le sieur
Berruyer, pour le rétablissement de la
Compagnie des isles de l'Amérique, du
8 mars 1635. Histoire des Antilles,
tome I, page 56.*

V^U par le Roi, étant en son Conseil, le
contrat passé par M. le Cardinal de Ri-
chelieu Grand-Maitre, Chef & Sur-inten-
dant général de la navigation & commerce de
France, au nom de Sa Majesté, avec le sieur
Berruyer, tant en son nom que des autres as-
sociés de la Compagnie des isles de l'Améri-
que, le 12 février de la présente année, par-
devant Guerreau & Parque Notaires au Châ-
telet de Paris; par lequel, entr'autres choses,
ledit sieur Cardinal, au nom de Sa Majesté,
& sous son bon plaisir, accorde à ladite Com-

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XI.
Ratification
des articles
accordés à la
Compagnie
des isles de
l'Amérique.
1640.

pagnie, aux charges & conditions apposées audit contrat, la faculté de continuer la colonie de l'isle de Saint-Christophe, & d'établir des colonies aux autres isles de l'Amérique, depuis le dixième jusqu'au vingtième degré de la ligne équinoxiale; le pouvoir de construire des forts esdites isles, la propriété desdites isles en toute justice & seigneurie; la permission de faire forger toutes sortes d'armes, de ménager, améliorer & distribuer les terres, à telle condition que la Compagnie avisera; mettre des Capitaines & gens de guerre dans les forts; & pendant vingt années le trafic esdites isles, à l'exclusion de tous autres sujets de Sa Majesté, si ce n'est du consentement de la Compagnie, à peine de confiscation des vaisseaux & marchandises au profit de ladite Compagnie: Que les associés & autres qui s'associeront à ladite Compagnie, de quelque dignité, qualité & condition qu'ils soient, ne diminueront en rien de ce qui est de leur noblesse, dignités, qualités, privilèges, prérogatives & immunités; que les artisans y acquerront maîtrise: LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a ratifié, confirmé & validé ledit contrat du 12 février dernier: veut & entend qu'il sorte son plein & entier effet, & que les associés de la Compagnie des isles de l'Amérique, & autres qui s'y associeront à l'avenir, leurs hoirs & successeurs, & ayans cause, jouissent du contenu en icelui: Ordonne Sa dite Majesté qu'à cette fin toutes lettres nécessaires leur seront expédiées en vertu dudit présent arrêt. FAIT au Conseil d'état, le Roi y étant, tenu à Senlis, le huitième jour de mars mil six cent trente-cinq.

Signé BOUTHILLIER.
No.

N^o. XII. LETTRES PATENTES de

Sa Majeste, en forme de commission, portant vérification du contrat de rétablissement de la Compagnie des isles de l'Amérique, & de ses articles, du 8 mars 1635.
 Histoire des Antilles, tome I, pag. 57.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
 Ire. partie.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux, &c. SALUT. Le dessein que nous avons de rétablir le commerce de la mer, ne se pouvant mieux exécuter que par les sociétés qui se contractent à cet effet, les particuliers n'étant capables d'entreprises des voyages de grande dépense, & encore moins de conduire des colonies de nos sujets en des terres éloignées, nous oblige de favoriser les Compagnies qui se forment pour aller à la mer, autant qu'il nous est possible; & espérant que la Compagnie des isles de l'Amérique pourra réussir à quelque chose d'avantageux pour le bien de l'Etat, par notre arrêt de ce jour, nous avons ratifié, confirmé & validé le contrat passé pour cet effet sous notre bon plaisir, par notre très-cher & amé cousin le Cardinal de Richelieu, Pair, Grand-Maitre, Chef & Sur-intendant général de la navigation & commerce de France, ci-attaché sous le contre-seal de notre Chancellerie: Voulons & nous plaît qu'il sorte son plein & entier effet, & que lesdits associés de ladite Compagnie, & autres qui s'y associeront, leurs hoirs, successeurs & ayans cause, jouissent du contenu en icelui. Si DONNONS EN MANDEMENT à notredit cousin le Cardinal Duc de Richelieu,

Pièces des
Commis-
saires François.

No. XII.
Confirmation
de la Compa-
gnie des isles
de l'Améri-
que. 1635.

& à tous nos Officiers de la marine, & autres Juges quelconques, que du contenu audit contrat ils fassent jouir & user pleinement & paisiblement ladite Compagnie des isles de l'Amérique, faisant cesser tous troubles, & empêchemens généralement quelconques; & tous Huiffiers & Sergens, de faire tous exploits nécessaires en vertu des présentes, nonobstant clameur de haro, charte normande & autres choses à ce contraires; **CAR TEL EST NOTRE PLAISIR.** Donné à Senlis, le huitième jour de mars mil six cent trente-cinq, & de notre règne le vingt-cinquième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas sur le repli,* De par le Roi, BOUTHILLIER. *Et scellé du grand sceau de cire jaune.*

No. XIII. *COMMISSION de Lieutenant général à la Martinique, accordée au sieur du Parquet par la Compagnie des isles de l'Amérique, du 12 décembre 1637. Histoire des Antilles, tome I, page 106.*

LA Compagnie des isles de l'Amérique: Au sieur du Parquet; SALUT. L'tant nécessaire d'établir dans l'isle de la Martinique des personnes d'autorité pour la conservation des François qui y sont à présent en bon nombre, & les faire vivre en paix & union selon les loix de France; & l'emploi que vous avez eu dans l'isle Saint-Christophe sous le sieur d'E'nambuc votre oncle Capitaine général de ladite isle, ayant fait voir votre courage & conduite: A CES CAU-
SES, la Compagnie assurée de votre affection
au

au service du Roi & au bien de la Compagnie, vous a établi, commis & député, établi, commet & députe son Lieutenant général en l'isle de la Martinique, pour le reste de cette année, & les trois années suivantes qui commenceront au premier janvier mil six cent trente-neuf, pour, en l'absence du Capitaine général de ladite isle, qui sera nommé par ladite Compagnie, & lorsqu'il y sera, par ses ordres, faire tout ce que jugerez nécessaire pour le service de Sa Majesté, établissement de la colonie des François, bien & utilité de la Compagnie, aux droits de trente livres de petun à prendre sur chacun des habitans de ladite isle non exempté par ladite Compagnie, ès années qu'ils feront du petun; & ès années qu'ils n'en feront point, du trentième des marchandises de traite qu'ils feront: Mandons à tous Capitaines, Officiers & gens de guerre, & autres habitans de ladite isle de la Martinique, qu'ils aient à vous obéir en ce qui dépendra de ladite charge; de ce faire vous donnons pouvoir, en vertu de celui à nous donné par Sa dite Majesté. FAIT à Paris, le deuxième décembre mil six cent trente-sept.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XIV. EXTRAIT de l'histoire des Antilles, par le P. du Tertre, concernant l'occupation passagère de l'isle de Sainte-Lucie par les Anglois, en 1639,

Pièces des
 Commissai-
 res François.

No. XIV.

*Occupation
 passagère de
 Sainte-Lucie
 par les An-
 glois, Et leur
 abandon.*

1640.

Les Anglois s'étoient établis dans cette isle dès l'année mil six cent trente-neuf, & y avoient demeuré plus de dix-huit mois sans que les Sauvages eussent rien entrepris contre leur colonie; mais l'année mil six cent quarante, un vaisseau Anglois ayant été pris du calme devant la Dominique, quelques Sauvages croyant que ce fût un navire François, furent dedans à leur ordinaire; les Anglois les y reçurent avec caresse, & leur firent boire quantité d'eau de vie; mais pendant que ces pauvres Sauvages se songeoient qu'à se bien divertir, le Capitaine fit lever l'ancre. Les Sauvages s'étant aperçus de son mauvais dessein, voulurent descendre dans leurs canots pour retourner chez eux; mais les Anglois s'étant mis en état de les empêcher, ils furent obligés de se jeter à la nage pour regagner leur isle; ils ne purent pourtant empêcher que les Anglois ne retinssent quatre de leurs compagnons, qu'ils lièrent & emmenèrent prisonniers avec eux pour les faire esclaves.

Ce fut là l'occasion du trouble que les Anglois reçurent dans cette isle; car les Sauvages qui s'étoient sauvés à la nage, s'étant plaints de la perfidie des Anglois, & en ayant donné avis à ceux de la Martinique & de Saint-Vincent, ils résolurent de les aller tous assommer dans Sainte-Alouzie. Ayant pris jour, ils se trouvèrent tous à point nommé au rendez-vous, & au mois d'août de l'année mil six cent quarante, ils firent une hor-

horrible irruption sur les Anglois, mirent tout à feu & à sang, *massacrèrent la Governorneur*, affomèrent la plupart des habitans, pillèrent les magasins, brulèrent les cases, gâtèrent tous les vivres, & firent tout le dégât qu'ils purent pour venger le tort qu'ils en avoient reçu. Ceux qui échappèrent de cette boucherie, abandonnèrent l'isle & se réfugièrent à celle de *Monserrat*.

Pièces justificatives sur l'isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

Les Anglois, pour couvrir leur lâcheté & leur négligence, en imputèrent la faute à M. du Parquet, croyant qu'il avoit animé les Sauvages de son isle à cette expédition: leur Général en fit ses plaintes à M. de Poincy; mais M. du Parquet fit évidemment connoître la fausseté de cette plainte, en faisant voir qu'il les avoit fait avertir du dessein des Sauvages, si-tôt qu'il en avoit eu la nouvelle.

Cette irruption des Sauvages jeta une telle frayeur dans l'ame des ANGLOIS, qu'ils **NE PENSERENT PLUS à ST RETABLIR**, à cause que cette isle étant éloignée de celles qu'ils habitoient, ils n'en pourroient pas être secourus dans une pareille rencontre.

No. XV. ACTE par-devant Notaire, entre le Cardinal de Richelieu & le sieur de Berruyer, portant concession de nouveaux privilèges en faveur de la Compagnie des isles de l'Amérique, du 29 janvier 1642. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

PAR-DEVANT Charles Richer & Pierre Parque Notaires & Gardes-notes du Roi

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XV.
*Augmenta-
tion des privi-
lèges de la
Compagnie
des isles de
l'Amérique.*
1642.

au Châtelet de Paris, souffignés, fut pré-
sent en sa personne Monseigneur l'E'mi-
nentissime Armand Jean du Plessis Cardinal,
Duc de Richelieu & de Fronsac, Com-
mandeur de l'Ordre du Saint-Esprit, Pair,
Grand-Maitre, Chef & Sur-intendant gé-
néral de la navigation & commerce de France;
lequel, sur ce qui lui a été remontré par
Jacques Berruyer E'cuyer, fleur de Mansel-
mont, Capitaine des ports de mer de Veu-
lettes & petites Dalles en Caux, l'un des as-
sociés de la Compagnie des isles de l'Amé-
rique, tant pour lui que pour les associés de
ladite Compagnie; que ladite Compagnie,
depuis les articles à elle accordés par son
E'minence, le douzième février mil six cent
trente-cinq, ratifiés par Sa Majesté le hui-
tième mars suivant, a fait tous ses efforts
pour rendre la colonie des François esdites
isles plus considérable qu'elle n'avoit été
par le passé, & même s'est constituée en de
grandes dépenses pour satisfaire aux charges
portées par ladite concession dont elle s'est
acquittée; en sorte qu'au lieu d'une isle qui
étoit habitée par un petit nombre de Fran-
çois, il s'en trouve maintenant trois ou qua-
tre bien peuplées, non seulement de quatre
mille personnes qu'elle devoit faire passer
en vingt années, mais de plus de sept mille
qu'elle a fait passer en moins de trois ou
quatre ans, avec bon nombre de Religieux
en chacune d'icelles; & desireroit encore à
l'avenir rendre des services plus considéra-
bles à l'E'tat, si elle étoit gratifiée de nou-
veaux privilèges, & soulagée des charges &
impositions qui ruinent son commerce &
empêchent ses entreprises. Sur quoi ledit
Sei:

Seigneur Cardinal, pour & au nom de Sa Majesté, & sous son bon plaisir, a accordé à ladite Compagnie, ce acceptant par ledit Berruyer, audit nom, outre les privilèges ci-devant à elle accordés par le contrat du douze février mil six cent trente cinq, qui seront entretenus selon leur forme & teneur, ceux qu'ensuivent.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

C'est à savoir que les associés de ladite Compagnie continueront à travailler à l'établissement des colonies, non seulement es isles situées depuis le dixième jusqu'au vingtième degré au deçà de la ligne équinoxiale, mais outre ce, dans toutes les autres isles situées jusqu'au trentième degré inclusive-ment, qui ne sont à présent occupées par aucuns Princes Chrétiens, ou qui sont tenues par les ennemis de cet E'tat, ou qui se trouveront possédées par des François sans concession ratifiée par Sa Majesté ; & au cas qu'ils puissent s'établir de gré à gré dans les isles occupées par les Princes amis de cette Couronne, ils le feront pareillement.

Et s'il arrive que ladite Compagnie veuille entreprendre sur les isles étant à l'obéissance des Princes ennemis, Sa Majesté pourra l'aider de vaisseaux, soldats, armes & munitions, selon les occurrences & l'état de ses affaires.

Et d'autant que le principal objet desdites colonies doit être la gloire de Dieu, lesdits associés ne souffriront dans lesdites isles être fait exercice d'autre religion que de la religion Catholique, Apostolique & Romaine, & feront tout leur possible pour obliger les Gouverneurs & Juges des isles, à tenir la main à ce que cet article soit observé. Et

pour

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XV.
*Augmen-
tation des pri-
vilèges de la
Compagnie
des isles de
l'Amérique.*
1642.

pour indemniser les associés de la dépense qu'ils ont ci-devant faite & qu'il leur conviendra faire à l'avenir, Sa Majesté leur accordera, s'il lui plaît, à perpétuité, à eux, leurs successeurs & ayans cause, la propriété desdites isles, non seulement depuis le dixième jusqu'au vingtième degré, conformément aux articles dudit contrat du douze février mil six cent trente-cinq, mais aussi les autres isles situées jusqu'au trentième inclusivement, pour en jouir ainsi que de celles qui sont jusqu'au vingtième, avec défenses à toutes personnes pendant vingt années qui commenceront à courir du jour de la ratification qu'il plaira à Sa Majesté faire des présens articles, d'aller trafiquer esdites isles sans le congé de ladite Compagnie, à peine de confiscation des vaisseaux & marchandises de ceux qui iront, au profit de ladite Compagnie. Et pour cet effet, le Roi ni mondit Seigneur le Cardinal Duc de Richelieu Grand-Maitre de la navigation & commerce de ce Royaume, & ses successeurs en ladite charge, ne donneront aucuns congés pour aller esdites isles, sinon du consentement de ladite Compagnie. Et après lesdites vingt années expirées, pourront tous les sujets de Sa Majesté trafiquer librement esdites isles comme ès autres pays de l'obéissance du Roi; & au cas qu'il y eût d'autres isles dans ladite étendue du dixième jusqu'au trentième degré, qui ne fussent habitées par les François après lesdites vingt années, pourra Sa Majesté les accorder à telles autres personnes que bon lui semblera. Si quelque guerre civile ou étrangère empêchoit lesdits associés

de

de jouir librement desdits privilèges à eux accordés pendant lesdites vingt années, il plaira à Sa Majesté leur prolonger ledit temps.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ite partie.

Pourront lesdits associés donner telles des isles ou telle quantité de terre en icelles qu'ils aviseront en fief, même avec haute, moyenne & basse justice; & en cas qu'ils desireront d'avoir titres de baronnies, comtés, marquisats, se retireront par-devens Sa Majesté.

Que les Gouverneurs généraux desdites isles, qui seront nommés par Sa Majesté, ne pourront en façon quelconque s'entreprendre du commerce, distribution des terres, ni de l'exercice de la justice, dont réservation sera faite par leurs commissions.

Sa Majesté accordera, s'il lui plaît, exemption de tous droits d'entrée pour toutes sortes de marchandises provenant desdites isles, appartenant aux associés de ladite Compagnie, en quelques ports de ce Royaume qu'elles puissent être amenées, pendant lesdites vingt années seulement, dont sera fait mention expresse dans les baux à fermes desdits droits, qui pourront être faits dans ledit temps.

Et pour convier les sujets de Sa Majesté à une si glorieuse entreprise, si utile pour l'E'tat, Sa Majesté accordera, s'il lui plaît, quatre lettres de noblesse à ladite Compagnie, dont elle ne pourra disposer qu'en faveur de ceux qui habitueront à leurs frais quelques isles sous l'autorité de ladite Compagnie, & y demeureront deux ans avec cinquante hommes au moins.

Et d'autant que ladite Compagnie pourra,

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XV.
Augmen-
tation des privi-
lèges de la
Compagnie
des isles de
l'Amérique.
1642.

en exécution desdits privilèges à elle accor-
dés, avoir plusieurs procès & différens en
divers lieux de ce Royaume, où le retour
de ses vaisseaux & le débit de ses marchan-
dises se pourra faire, & qu'il ne seroit pas
raisonnable qu'elle fût travaillée en diverses
jurisdictions pour même fait, ce qui la con-
sommeroit en frais, Sa Majesté accordera à
ladite Compagnie que toutes les causes es-
quelles elle sera partie, ou esquelles il s'a-
gira de la conservation de ses privilèges, se-
ront traitées au Grand-Conseil, auquel Sa
Majesté à cet effet en attribuera toute cour,
jurisdiction & connoissance, & icelle inter-
dira à tous autres Juges.

Sa Majesté fera expédier & vérifier es lieux
qu'il appartiendra, toutes lettres nécessaires
pour l'entretienement de ce que dessus, &
en cas d'opposition à la vérification, Sa Ma-
jesté s'en réservera la connoissance à soi &
à sa personne. Et a ledit sieur Berruyer laissé
pour être annexé à la minute des présentes, le
pouvoir à lui donné par les Directeurs de ladite
Compagnie, à l'effet de ces présentes en date
du jour d'hier. Signé FOUQUET, JEAN-ROZE &
CHAMU & DE LOINES. Ce fut fait & passé
au Palais de son E'minence, à Paris, rue
Saint-Honoré, l'an mil six cent quarante-
deux, le vingt-neuvième jour de janvier,
avant midi, le présent sujet au scel dans trois
mois, & son E'minence & ledit sieur Ber-
ruyer ont signé. Ainsi signé LE CARDINAL
DE RICHELIEU, BERRUYER avec RICHER &
PARQUE Notaires, avec paraphes.

*Collationné sur la copie collationnée qui est au dé-
pôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-
un mars mil sept cent cinquante-un.*

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XVI.

No. XVI. *LETTRES de ratification du Roi, des contrats des 12 février 1635, & 29 janvier 1642, passés entre le Cardinal de Richelieu & le sieur Berruyer, pour la concession de nouveaux privilèges en faveur de la Compagnie des isles de l'Amérique. Mars 1642. Tiré du dépôt des affaires étrangères.*

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

L OUIS, par la grace de Dieu, &c. SALUT.
 Quelques-uns de nos sujets expérimentés aux navigations éloignées, & portés d'un louable desir de former des colonies de François dans les Indes occidentales, ayant reconnu qu'en plusieurs isles & côtes de l'Amérique on pouvoit établir un commerce suffisant à l'entretien de quelques peuplades, auroient dès l'année 1626, pris commission de notre très-cher & bien aimé cousin le Cardinal Duc de Richelieu, Grand-Maitre, Chef & Sur-intendant général de la navigation & commerce de France, pour peupler & habiter sous notre autorité l'isle de Saint-Christophe, & autres circonvoisines; à quoi ayant travaillé avec un médiocre succès, en ladite isle de Saint-Christophe, & à cause des pertes & grandes dépenses qu'ils avoient faites, ne pouvant continuer leur dessein avec espérance de notables progrès s'ils n'étoient secourus, se seroient retirés par devers notre dit cousin, qui auroit accordé de nouveaux privilèges, & plus grandes concessions à la société formée pour cette entreprise, sous le nom de la Compagnie des isles
 de

Pièces des
Commissai-
res Fran-
çois.

No. XVI.
*Ratification
des nouveaux
privilèges de
la Compagnie
des isles de
l'Amérique.
1642.*

de l'Amérique, que nous aurions agréés & confirmés par notre arrêt du 8 mars 1635, aux charges & conditions portées par les articles desdites concessions, depuis lesquelles, par les travaux, dépenses & bonne conduite de ladite Compagnie, la colonie des François s'est tellement accrue, qu'au lieu de l'isle Saint-Christophe, seule habitée par un petit nombre d'hommes, il y en a maintenant trois ou quatre de peuplées, non seulement de quatre mille personnes que ladite Compagnie étoit obligée d'y faire passer en vingt années, mais de plus de sept mille habitans, avec bon nombre de Religieux de divers Ordres, & des forts construits & munitionnés pour la défense du pays & sûreté du commerce; en sorte qu'il y a lieu d'espérer que ladite Compagnie continuant ses soins, nous procurera le fruit que nous en avons principalement désiré en la conversion des peuples barbares à la religion chrétienne, outre les avantages que notre Royaume peut tirer de ses colonies avec le temps & les occasions: & pour reconnoître les services agréables que les associés en ladite Compagnie nous ont en ce rendus, les récompenser aucunement des dépenses qu'ils ont faites, les encourager à l'avenir, & exciter autres de nos sujets à pareilles entreprises, savoir faisons qu'ayant fait examiner en notredit Conseil, où étoient plusieurs Princes, Officiers de notre Couronne, & Principaux de notre Conseil, les contrats du 12 février 1635, & 29 janvier 1642, faits par notre très-cher & bien aimé cousin le Cardinal Duc de Richelieu, &c. avec le sieur Berruyer, pour les associés en la Com-

pagnie des îles de l'Amérique, nous avons ratifié, confirmé & validé, & par ces présentes. ratifions, confirmons & validons lesdits contrats; voulons & nous plaît qu'ils sortent leur plein & entier effet, & que les associés en ladite Compagnie, leurs hoirs, successeurs & ayans cause, jouissent du contenu en iceux; & conformément auxdits contrats: avons ordonné & ordonnons que les associés de ladite Compagnie continueront de travailler à l'établissement des colonies des îles de l'Amérique, situées depuis le dixième jusqu'au trentième degré inclusivement au deçà de la ligne équinoxiale, qui ne sont à présent occupées par aucuns Princes Chrétiens, ou qui sont tenues par les ennemis de cet État, ou qui se trouveront possédées par autres nos sujets sans concession par nous approuvée & ratifiée, & même dans les îles occupées par nos alliés, au cas qu'ils le puissent faire de leur consentement & aveu. Et s'il arrive que ladite Compagnie veuille entreprendre sur les îles étant en l'obéissance de nos ennemis, nous promettons l'assister de vaisseaux & soldats, armes & munitions, selon les occurrences & l'état de nos affaires.

Et d'autant que le principal objet desdites colonies doit être la gloire de Dieu, lesdits associés ne souffriront dans lesdites îles, être fait exercice d'autre religion que de la Catholique, Apostolique & Romaine, & feront tout leur possible pour obliger les Gouverneurs & Officiers desdites îles à y tenir la main; & pour travailler incessamment à la conversion des Sauvages, tant des îles qu'ils auront occupées que d'autres voisines,

Pièces des
Commissai-
res François,

tenues par les anciens peuples de l'Améri-
que, lefdits associés auront en chacune des
colonies un nombre fuffifant d'Eccléfiastiques
pour l'adminiftration de la parole de Dieu,
& la célébration du fervice divin, feront
conffruire des lieux propres à cet effet, four-
niront des ornemens, livres & autres chofes
néceffaires.

No. XVI.
*Ratification
des nouveaux
privilèges de
la Compagnie
des ifles de
l'Amérique.*

1642.

Nous avons accordé & accordons à per-
pétuité aux associés de ladite Compagnie,
leurs hoirs, fucceffeurs & ayans caufe, la
propriété defdites ifles, fituées depuis le di-
xième jufqu'au trentième degré inclufivement
au deçà de la ligne équinoxiale & côtes de
l'Amérique, en toute juftice & feigneurie,
les terres, forts, rivières, ports, havres,
fleuves, étangs & même ment les mines &
minières, pour jouir defdites mines confor-
mément aux ordonnances. De toutes lef-
quelles chofes fufdites, nous nous réfervons
feulement le reffort, la foi & hommage qui
nous fera faite, & à nos fucceffeurs Rois de
France, par l'un defdits associés, au nom
de tous, à chaque mutation de Roi, & la
provision des Officiers de la juftice fouver-
raine, qui nous feront nommés & présentés
par lefdits associés, lorsqu'il fera befoin d'y
en établir: pourront lefdits associés faire
fortifier des places, & conffruire des forts
aux lieux qu'ils jugeront les plus commodes
pour la confervation des colonies & fûreté
du commerce.

Leurs avons permis de faire fondre canons
& boulets, & forger toutes fortes d'armes
offenfives & défenfives, faire poudre à ca-
non & toutes autres munitions.

Mettront lefdits associés tels Capitaines &
gens

gens de guerre que bon leur semblera, dans lesdites isles; & sur les vaisseaux qu'ils y enverront, nous réservant néanmoins de pourvoir d'un Gouverneur général sur toutes lesdites isles, lequel ne pourra, en façon quelconque, s'entremettre du commerce; distribution des terres, ni de l'exercice de la justice; ce qui sera expressément porté par sa commission.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste Lucie.
1re partie.

Lesdits associés *disposeront desdites choses à eux accordées, de telle façon qu'ils aviseront pour le mieux*, distribueront les terres entre eux, & à ceux qui s'habitueront sur les lieux; avec réserve de tels droits & devoirs, & à telles charges & conditions qu'ils jugeront plus à propos, même en fiefs; & avec haute, moyenne & basse justice; & en cas qu'ils desireront avoir titres de baronnies, comtés & marquisats; se retireront par devers nous pour leur être pourvû de lettres nécessaires.

Pendant vingt années à commencer de la date des présentes; aucun de nos sujets ne pourra aller trafiquer auxdites isles, ports; havres & rivières d'icelles, que du consentement par écrit desdits associés; & sous les congés qui leur seront accordés sur ledit consentement: le tout à peine de confiscation des vaisseaux & marchandises de ceux qui iront sans ledit consentement, applicable au profit de ladite Compagnie; & pour cet effet, ne pourront être délivrés aucuns congés pour aller auxdites isles, par notre très-cher & bien aimé cousin le Cardinal Duc de Richelieu, Grand-Maitre & Sur-intendant général de la navigation & commerce de France, & ses successeurs en ladite charge, que sur le consentement desdits associés; &

pièces des Commissaires François. après lefdites vingt années expirées, pour ront tous nos fujets aller trafiquer librement esdites ifles, comme ès autres pays de notre obéiffance.

No. XVI.
Ratification
des nouveaux
privilèges de
la Compagnie
des ifles de
l'Amérique.
1642.

Et s'il arrivoit guerre civile ou étrangère, qui empêchât lefdits associés de jouir librement des privilèges à eux accordés par ces présentes, pendant lefdites vingt années, nous promettons de leur proroger le temps, à proportion du trouble ou empêchement qu'ils auront souffert; & en cas qu'il se trouve des ifles dans ladite étendue du dixième au trentième degré, qui ne soient habitées par les François après lefdites vingt années, nous nous réservons l'entière disposition desdites ifles non habitées, pour les accorder à telles personnes que bon nous semblera.

Et pour indemniser lefdits associés des grandes dépenses desdits établissemens, & favoriser le commerce & les manufactures qu'ils pourront introduire esdites ifles, nous leur avons accordé & accordons exemption de tous droits d'entrée pour toutes sortes de marchandises provenant desdites ifles, appartenant aux associés de ladite Compagnie, en quelque port de notre Royaume qu'elles puissent être amenées, pendant lefdites vingt années seulement, dont sera fait mention expresse dans les baux à fermes de nos droits qui se feront pendant ledit temps.

Pour convier nos fujets à une si glorieuse entreprise, & si utile à cet E'tat, nous promettons à ladite Compagnie de faire expédier quatre lettres de noblesse, dont elle disposera en faveur de ceux qui occuperont & habitueront à leurs frais quelqu'une desdites ifles, sous l'autorité de ladite Compagnie,

gnie, & y demeureront pendant deux années avec cinquante hommes au moins.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. 1re. partie.

Et d'autant qu'aucuns de nos sujets pourroient faire difficulté de transférer leur demeure esdites isles, craignant que leurs enfans perdissent leur droit de naturalité en ce Royaume, nous voulons & ordonnons que les descendans des François habitués esdites isles, & même les Sauvages qui seront convertis à la foi chrétienne, & en feront profession, seront censés réputés naturels François, capables de toutes charges, honneurs, successions & donations, ainsi que les originares & regnicoles, sans être tenus de prendre lettres de déclaration ou naturalité.

Que les artisans qui passeront esdites isles, & y exerceront leurs métiers pendant six années consécutives, seront réputés maîtres de chef-d'œuvre, & pourront tenir boutique ouverte en toutes les villes de notre Royaume, à la réserve de notre ville de Paris, en laquelle ne pourront tenir boutique ouverte, que ceux qui auront pratiqué leursdits métiers esdites isles pendant dix années.

Pour ce que le principal objet desdits associés a été la gloire de Dieu & l'honneur de notre Royaume, & qu'en formant ladite Compagnie pour l'établissement desdites colonies, ils ont bien mérité de cet État, nous déclarons qu'eux, leurs successeurs & ayans cause, de quelque qualité qu'ils soient, Prélats, Seigneurs, Gentilshommes, Officiers de notre Conseil, Cours Souveraines ou autres, pourront établir & faire tel commerce que bon leur semblera auxdites isles, sans diminution de leur noblesse, dignités, qua-

Pièces des
Commissai-
res François.

lités, privilèges, prérogatives & immuni-
tés.

No. XVI.
*Ratification
des nouveaux
privilèges de
la Compagnie
des isles de
l'Amérique.*
1642.

Et d'autant que ladite Compagnie pour-
roit, en exécution des privilèges à elle ac-
cordés, avoir plusieurs procès & différens
en divers lieux de ce Royaume, où le re-
tour de ses vaisseaux & le débit desdites mar-
chandises se feront, & qu'il ne seroit pas rai-
sonnable qu'elle fût travaillée en diverses
jurisdictions, ce qui la consommeroît en
frais, & retarderoit l'avancement de ses af-
faires, nous avons évoqué & évoquons à
nous & à notre personne tous les procès &
différens esquels ladite Compagnie est ou
sera dorénavant partie, ou esquels il s'a-
gira de la conservation de ses privilèges,
& iceux avec leurs circonstances & dépen-
dances, avons renvoyé & renvoyons en
notre Grand Conseil, auquel à cet effet
nous en avons attribué toute cour, jurisdic-
tion & connoissance, & icelle interdite &
défendue à tous autres Juges. SI DONNONS
EN MANDEMENT à nos amés & féaux Con-
seillers les gens tenant notredit Grand Con-
seil, & tous nos autres Officiers qu'il ap-
partiendra, que ces présentes ils fassent li-
re, publier & registrer, & du contenu en
icelles jouir pleinement & paisiblement les-
dits associés de la Compagnie des isles de
l'Amérique: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR,
nonobstant tous édits, ordonnances, décla-
rations, mandemens & autres choses à ce
contraires, auxquels, & aux dérogoires
des dérogoires y contenus, nous avons
pour cet égard, & sans tirer à conséquence,
dérogré & dérogeons par ces présentes, les-
quelles nous voulons fortir leur plein & en-
tier

tier effet, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, clameur de haro, charte Normande, prise à partie & lettres à ce contraires, pour lesquelles ne voulons être différé; & d'autant que de ces présentes on pourra avoir affaire en plusieurs & divers lieux, nous voulons qu'au *vidimus* ou copies d'icelles dûement collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers, Notaires & Secrétaires, foi soit ajoutée comme au présent original; & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes, sauf en autre chose notre droit & l'autrui en toutes. DONNE' à Narbonne, au mois de mars, l'an de grace mil six cent quarante-deux, & de notre règne le trente-deuxième. Signé LOUIS, Par le Roi, BOUTHILLIER. Et scellées de cire verte en lacs de soie rouge & verte.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

Lâés, publiées en l'audience du Grand Conseil du Roi, & enregistrées ès registres d'icelui; ouï & ce requérant le Procureur général dudit Seigneur, pour jouir par les impétrans de l'effet contenu aux présentes, selon leur forme & teneur, suivant l'arrêt donné en icelui le 28 mai dernier. FAIT audit Conseil, à Paris, le second juin mil six cent quarante deux. Signé ROGER.

*Collationné sur la copie collationnée qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.
Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.*

N^o. XVII. EXTRAÏT de l'histoire des Antilles, par le P. du Tertre, concernant
(D 4) nant

Pièces
des Commis-
saires Fran-
çois.

nant les premiers Gouverneurs particu-
liers & Commandans de l'isle de Sainte-
Lucie. Tom. I page 435.

No. XVII.
Gouverneurs
particuliers
de Sainte-Lu-
cie, de 1650
à 1663.

M. DU PARQUET étant sur le point de venir en France, pour traiter avec la Compagnie, de l'acquisition des isles de la Martinique & de la Grenade, & voyant cette isle [*Sainte-Lucie*] abandonnée par les Anglois, résolut d'en prendre possession auparavant que de partir: pour cet effet il fit embarquer trente-cinq ou quarante hommes, bien munis de toutes les choses nécessaires à cette expédition; sous la conduite du sieur de Rouffelan, homme vaillant, & que la longue expérience dans les isles avoit rendu digne de cet emploi. A son arrivée il fit bâtir un fort, y mit de bons canons, avec des pierriers de bronze qu'on appelle *ramberges*, l'environna de fortes palissades, & dans la crainte de quelque surprise, défendit à ses gens de s'écarter du fort, voulant qu'ils cultivassent une belle habitation tout à l'entour, pour y planter des vivres, & pour y faire du petun. Il subsista fort paisiblement dans l'isle jusqu'en l'année 1654. Les Sauvages l'aimoient, & avoient pour lui un respect tout particulier, à cause qu'il avoit épousé depuis long-temps une Sauvage qui servit beaucoup à entretenir leur bonne intelligence & leur petit commerce.

Le sieur de la Rivière, homme fort riche, & que M. du Parquet Lieutenant général pour Sa Majesté sur les isles qu'il avoit achetées, aimoit beaucoup, eut le commandement après le sieur de Rouffelan.

Com.

Comme les Sauvages témoignent avoir beaucoup de confiance en lui, il demanda permission à M. du Parquet de s'établir en un très-bel endroit éloigné du fort, où après avoir fait une fort belle habitation, il mena sa famille; mais c'est ce qui fut cause de sa perte: car les Sauvages, qui ne souffrent qu'avec impatience la demeure des François dans leurs isles, le voyant en un lieu séparé des autres, auquel il ne pourroit pas être facilement secouru, formèrent le dessein de le tuer. Pour mieux réussir dans l'exécution de leur dessein, ils commencèrent à le venir voir dans sa nouvelle habitation; & lui qui ne se défioit point d'eux, les recevoit fort librement dans sa case, si bien qu'un jour qu'ils buvoient ensemble & se divertissoient, ils l'assommèrent d'un coup de bâton, avec dix de ses gens: ils firent cette exécution avec tant de précaution & de concert, que pas un de la case n'eut le temps de prendre les armes, chaque Sauvage s'étant assuré de l'homme qu'il devoit assommer; après ils enlevèrent sa femme, deux de ses enfans & une Nègre qu'on n'a jamais pû tirer de leurs mains.

M. Haquet, parent fort proche de M. le Général du Parquet, Gentilhomme d'un grand esprit & d'un grand courage, lui succéda: il subsista deux ans dans l'isle avec toutes les précautions nécessaires pour éviter les malheurs où ses prédécesseurs s'étoient exposés; néanmoins il ne put éviter les embûches de ces infidèles: car vers la fin du mois d'octobre de l'année 1656, étant venus dans deux pirogues, sous prétexte de traiter du carret avec les François,

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XVII.
Gouverneurs
particuliers
de Sainte.
Lucie, de
1650 à 1663.

le sieur Haquet étant allé avec trois ou quatre de ses soldats pour leur parler, ils l'attrèrent insensiblement sur une roche, & l'un d'eux faisant mine de lui vouloir donner du carret, le tira à quartier, & aussi-tôt les autres Sauvages l'ayant environné, le jetèrent dans la mer, d'où il se releva si vite, qu'il ne reçût aucun tort d'une grêle de flèches qu'ils décochèrent sur lui: ne perdant point courage dans cette extrémité, il prit un de ses pistolets, & quoiqu'il fût mouillé, ayant fait semblant de le tirer sur eux, à la vue de cette arme à feu, ils se jetèrent le ventre contre terre; il ne manqua pas de se servir de leur crainte, & tenant toujours son pistolet, il tâchoit de regagner le fort, d'où il étoit encore éloigné de deux cens pas; mais comme il se retiroit, il reçût un coup de flèche dans le flanc, qui l'ayant mis hors de défense, il cria à ses soldats, enfans à moi, à moi; étant sortis du fort pour le secourir, les Sauvages en ayant aperçû, s'enfuirent, le laissant fort blessé: il fut porté à la Martinique, chez M. le Général, où la gangrène s'étant mise dans sa plaie, il mourut trois jours après, & fut enterré dans l'église du fort Saint-Pierre.

M. du Parquet craignant que les soldats de la garnison ne perdissent courage, y envoya promptement le sieur le Breton, Parisien de naissance: celui-ci, bien que brave de sa personne, ne fut pas aimé de ses soldats, qui l'avoient vû autrefois laquais de Madame la Générale du Parquet (quoiqu'ils fussent qu'il étoit d'une très-bonne famille de Paris), ils ne laissèrent pas de le mépriser, & ne pouvant se sou-

metre

mettre à une personne qu'ils avoient vûe autrefois dans cette condition, prirent l'occasion d'une barque Angloise qui étoit à leur rade, pour s'enfuir: on ne sait pas s'il les avoit maltraités; mais auparavant que de sortir de l'isle, ils tirèrent sur lui pour le tuer; s'étant enfui dans les bois pour sauver sa vie, ils désertèrent le fort, emportèrent tout ce qu'il y avoit de meilleur, se mirent dans cette barque, & s'en allèrent à vau le vent, sans qu'on ait jamais pû découvrir le lieu de leur retraite: le fort fut abandonné pendant onze jours.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

Le Capitaine la Burlotte y passant à son retour de la Grenade, fut fort étonné de n'y trouver personne; néanmoins y trouvant encore les canons, les pierriers & les palissades en bon état, il y mit quatre matelots de son équipage, auxquels il donna de la poudre, de la méche, des balles & des vivres pour le garder, jusqu'à ce qu'il en eût averti M. le Général. Comme il appareilloit pour partir, le sieur le Breton l'aperçût de dessus une pointe, & lui fit signe de l'attendre; il lui raconta la conspiration & la fuite de ses gens, & s'étant embarqué avec lui, il s'en retourna à la Martinique.

M. du Parquet se doutant bien que les soldats n'avoient déserté que par l'aversion qu'ils avoient de la personne du sieur le Breton, qui avoit le bruit de commander avec trop de hauteur, envoya le sieur Coutis en sa place, avec vingt-cinq soldats de sa garde, & treize autres, auxquels il donnoit deux mille livres de petun par an, & les entretenoit de toutes choses, en at-

ten.

Pièces des
Commissai-
res François.

tendant que le sieur d'Aygremon, jeune
Gentilhomme de très-belle espérance, qui
ne faisoit que d'arriver aux isles, se fût
un peu accoustumé à l'air du pays, pour lui
en donner la conduite & le gouvernement.

No XVII.
Gouverneurs
particuliers
de Sainte-
Lucie, de
1650 à 1663.

Ce Gentilhomme y fut envoyé un an a-
près le sieur Coutis; mais il ne put éviter
la trahison des Sauvages, qui l'assassinèrent
d'un coup de couteau dans le sein. Quel-
ques mois après son arrivée, les Anglois
firent un effort pour rentrer dans l'isle;
mais avec le peu de monde qu'il avoit, il
se battit si vaillamment, qu'il les obligea
de s'en retourner d'où ils étoient venus,
avec leur courte honte.

Cette isle a encore eu deux Gouverneurs,
le sieur de la Lande & le sieur Bonnard,
propre frère de feu Madame la Générale
du Parquet, qui méritoit assurément une
autre condition.

No. XVIII. *CONTRAT de vente faite
par MM. de la Compagnie, à M. le
Général du Parquet, des isles de la
Martinique, Grenade, Grenadine, Sain-
te-Alouzie: du 27 septembre 1650. Ti-
ré du dépôt des affaires étrangères.*

PAR-DEVANT les Notaires Garde-notes du
Roi notre Siré en son Châtelet de Pa-
ris, souffignés, furent présens Messire Jac-
ques Berruyer, Conseiller du Roi en ses
Conseils d'état & privé, & Noble homme
Jullien de Loynes, Conseiller & Secrétaire
du Roi, Maison, Couronne de France &
de ses finances, demeurans à Paris, ledit
sieur

sieur Berruyer, rue Montmartre, paroisse Saint Eustache, & ledit sieur de Loynes, rue Traversante, paroisse Saint Roch; lesquels, suivant le pouvoir à eux donné par la Compagnie des isles de l'Amérique, par leur délibération du vingt-deuxième jour de septembre mil six cent cinquante, présens mois & an, dont est apparu auxdits Notaires soussignés, ce fait, rendue auxdits sieurs, ont reconnu & confessé avoir vendu, cédé, quitté, transporté & délaissé par ces présentes, dès maintenant & à toujours, & promettent esdits noms, chacun pour leurs parts & portions, garantir de tous troubles & empêchemens provenans de leur fait, à Charles de la Forge sieur de la Forge, Maréchal-des-logis ordinaire de Monsieur le Prince, demeurant à Plainesève près de Dieppe, étant de présent à Paris, logé rue de Harlay, isle du Palais, à l'enseigne des trois Roses rouges, paroisse Saint Barthélemi, à ce présent & acceptant, acheteur & acquéreur pour Jacques d'iel E'cuyer, sieur du Parquet, Sénéchal & Gouverneur pour Sa Majesté, & lesdits sieurs es isles de l'Amérique, ses hoirs & ayans cause, comme son Procureur fondé de sa procuration, passée par-devant Antoine Montillet Notaire, commis & établi pour le Roi en l'isle de la Martinique, le dix-huitième jour de mai dernier passé, spéciale pour l'effet des présentes, ainsi qu'il est apparu auxdits Notaires soussignés, par l'original d'icelle, demeuré annexé à la minute des présentes, pour y avoir recours après qu'il a été paraphé par ledit sieur de la Forge, & lesdits sieurs Berruyer & de Loynes esdits noms,

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
 1re. partie.

Pièces des
Commissai-
res François.

N^o. XVIII.
Vente de
Sainte-Lucie
à M. du Par-
quet. 1650.

& sur leur requisitoire par lesdits Notaires souffignés, *ne varietur*; c'est à savoir le fonds, propriété des isles de la Martinique, la Grenade, Grenadins & de Sainte-Alouzie, situées dans l'Amérique, ainsi qu'elles se consistent; pour en jouir dorénavant, & en disposer ainsi que bon semblera audit sieur du Parquet, & ainsi que lesdits Seigneurs pouvoient faire, en vertu de la concession qui leur en a été faite par le feu Roi, par son édit du mois de mars 1642, vérifié au Grand Conseil le vingt-huitième jour de mai en suivant; & à cette fin lesdits sieurs, audit nom, ont subrogé ledit sieur du Parquet en leur lieu, pour en disposer ainsi que bon lui semblera, comme dit est; à la charge d'entretenir, pour ce qui regarde le fonds de ladite isle, les charges & conditions auxquelles par ledit édit ladite Compagnie se trouve obligée envers le Roi; cette vente, cession, transport ainsi faits auxdites charges, & outre moyennant la somme de quarante-un mille cinq cens livres tournois, sur laquelle lesdits sieurs Beruyer & de Loynes, audit nom, ont reçu dudit de la Forge, qui leur a baillé & payé présentement, & en la présence desdits Notaires souffignés, la somme de quatre mille livres tournois en une lettre de change, tirée par ledit sieur de la Forge, sur le sieur Matthieu de la Mare, marchand, demeurant audit Dieppe, payable audit sieur de Loynes à usance; & le sur-plus montant trente-sept mille cinq cens livres tournois, ledit sieur de la Forge a promis, fera tenu, promet & s'oblige les bailler & payer audit sieur de Loynes en cette ville de Paris, ou au

por-

DE SAINTE LUCIE. 63

porteur, savoir mille cinq cens livres tour-
nois dans six mois d'huy, seize mille livres
tournois dans le dernier jour de novembre
1651, dix mille livres tournois au dernier
jour de novembre 1652, & pareilles dix
mille livres qui font le reste de ladite som-
me de quarante-un mille cinq cens livres
tournois, à pareil jour dernier novembre
de l'année que l'on comptera 1653: le tout
prochain venant; transportant par lesdits
sieurs Berruyer & de Loynes audit nom,
tous droits, noms, raisons & actions, & au-
tres choses généralement quelconques, qui
leur peuvent duire & appartenir esdites isles
fus vendues, desquelles ils se sont dessaisis
& dévêtus en faveur dudit sieur du Parquet,
voulant Procureur & porteur, donnant pou-
voir; & pour l'exécution des présentes & dé-
pendances, ledit sieur de la Forge audit nom, a
élu & élit son domicile irrévocable en cette
ville de Paris, en la maison du sieur Persepied
marchand épicier, demeurant rue de l'hôtel de
Condé, au fauxbourg Saint-Germain; & lesdits
sieurs, audit nom, ont pareillement élu leur do-
micile en la maison dudit sieur Berruyer,
auxquels lieux, & nonobstant, promettant,
s'obligeant, chacun en droit soi, audit nom,
& renonçant. FAIT & passé en la maison du-
dit sieur Berruyer, l'an mil six cent cinquante,
le vingt-septième jour de septembre avant
midi, & ont signé la minute des présentes,
demeurée vers Leroux, l'un desdits Notai-
res soussignés; ensuit la teneur de ladite
procuracion.

*Collationné sur l'original qui est au dépôt des af-
faires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil
sept cent cinquante-un.*

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XIX.

Pièces Justi-
ficatives sur
L'Isle de Ste.
Lucie.
Ire. partie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XIX.
Ratification
de la vente de
Sainte-Lucie
au sieur du
Parquet.
1651.

N^o. XIX. *LETTRES du Roi, portant ratification de la vente faite par la Compagnie des isles de l'Amérique, au sieur du Parquet, des isles de la Martinique, Grenade Grenadine & Sainte Alouzie. Août 1651. Tiré du dépôt des affaires étrangères.*

LOUIS, par la grace de Dieu, &c. SALUT.
Le feu Roi Louis le Juste, notre très-honoré Seigneur & Père, que Dieu absolve, a par ses lettres patentes en forme d'édit, du mois de mars 1642, ratifié, confirmé & validé les contrats des 12 février 1635 & 29 janvier 1642, faits par défunt notre très-cher & bien amé cousin le Cardinal Duc de Richelieu, Grand-Maitre, Chef & Sur-intendant général de la navigation & commerce de France, avec le sieur Berruyer, pour les associés en la Compagnie des isles de l'Amérique; voulu qu'ils sortent leur plein & entier effet, & que les associés en ladite Compagnie, leurs hoirs, successeurs & ayans cause, jouissent du contenu en iceux; & conformément auxdits contrats, ordonné que les associés de ladite Compagnie continueront à travailler à l'établissement des colonies ès isles de l'Amérique, situées depuis le dixième degré jusqu'au trentième degré inclusivement au-deçà de la ligne équinoctiale, comme il est contenu auxdites lettres; leur ayant Sa Majesté par icelles accordé à perpétuité, & à leurs hoirs, successeurs & ayant cause, la propriété desdites isles, situées depuis le dixième jusqu'au trentième degré in-
clu-

clusivement au deçà de la ligne équinoctiale
 ès côtes de l'Amérique, en toute justice & seigneurie, les terres, forts, rivières, ports, havres, fleuves, étangs, & même les mines & minières, pour jouir desdites mines conformément aux ordonnances ; de toutes lesquelles choses Sa Majesté s'est réservé seulement le ressort & la foi & hommage qui lui sera fait & à ses successeurs Rois de France, par l'un desdits associés au nom de tous, à chaque mutation de Roi, & la provision des Officiers de la justice souveraine qui lui seront nommés & présentés par lesdits associés lorsqu'il sera besoin d'y en établir, avec pouvoir auxdits associés de faire fortifier des places, & contruire des forts aux lieux qu'ils jugeront les plus commodes pour la conservation des colonies & sûreté du commerce, leur étant permis par icelles, d'y faire fondre boulets & canons, forger toutes sortes d'armes offensives & défensives, faire poudre à canon & toutes autres munitions ; de mettre, par lesdits associés, tels Capitaines & gens de guerre que bon leur semblera dans lesdites isles, & sur les vaisseaux qu'ils y enverront ; se réservant néanmoins Sa Majesté, de pourvoir d'un Gouverneur général sur toutes lesdites isles, lequel ne pourra en façon quelconque s'entremettre du commerce, distribution des terres, ni de l'exercice de justice : que lesdits associés disposeront desdites choses à eux accordées, de telle façon qu'ils aviseront pour le mieux, distribueront les terres entre eux, & à ceux qui s'habiteront sur les lieux, avec réserve de tels droits & devoirs, & à telles charges & conditions qu'ils jugeront plus à propos, même

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
 1^{re}. partie.

clusivement au deçà de la ligne équinoxiale
 ès côtes de l'Amérique, en toute justice & seigneurie, les terres, forts, rivières, ports, havres, fleuves, étangs, & même les mines & minières, pour jouir desdites mines conformément aux ordonnances; de toutes lesquelles choses Sa Majesté s'est réservé seulement le ressort & la foi & hommage qui lui sera fait & à ses successeurs Rois de France, par l'un desdits associés au nom de tous, à chaque mutation de Roi, & la provision des Officiers de la justice souveraine qui lui seront nommés & présentés par lesdits associés lorsqu'il sera besoin d'y en établir, avec pouvoir auxdits associés de faire fortifier des places, & contruire des forts aux lieux qu'ils jugeront les plus commodes pour la conservation des colonies & sûreté du commerce, leur étant permis par icelles, d'y faire fondre boulets & canons, forger toutes sortes d'armes offensives & défensives, faire poudre à canon & toutes autres munitions; de mettre, par lesdits associés, tels Capitaines & gens de guerre que bon leur semblera dans lesdites isles, & sur les vaisseaux qu'ils y enverront; se réservant néanmoins Sa Majesté, de pourvoir d'un Gouverneur général sur toutes lesdites isles, lequel ne pourra en façon quelconque s'entremettre du commerce, distribution des terres, ni de l'exercice de justice: que lesdits associés disposeront desdites choses à eux accordées, de telle façon qu'ils aviseront pour le mieux, distribueront les terres entre eux, & à ceux qui s'habitueront sur les lieux, avec réserve de tels droits & devoirs, & à telles charges & conditions qu'ils jugeront plus à propos, même

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste Lucie.
 Ire. partie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XIX.
Ratification
de la vente de
Sainte-Lucie
au sieur du
Parquet.
1651.

en fiefs, avec haute, moyenne & basse justice : que pendant vingt années, à commencer de la date desdites lettres, aucun de nos sujets ne pourra aller trafiquer auxdites isles, ports, havres & rivières d'icelles, que du consentement par écrit desdits associés, & sur les congés qui leur seront accordés sur ledit consentement; le tout à peine de confiscation des vaisseaux & marchandises de ceux qui iront sans ledit consentement, applicable au profit de ladite Compagnie; & pour cet effet, ne pourront être délivrés aucuns congés pour aller auxdites isles, par le Surintendant général de la navigation & commerce de France & ses successeurs en ladite charge, que sur le consentement desdits associés. Par lesdites lettres accorde exemption de tous droits d'entrée pour toutes sortes de marchandises provenant desdites isles, appartenant aux associés de ladite Compagnie, en quelque port de notre Royaume qu'elles puissent être amenées pendant lesdites vingt années seulement, dont sera fait mention expresse dans les baux à fermes de nos droits qui se feront pendant lesdits temps; portant outre, ledit édit & lettres patentes, plusieurs autres concessions & privilèges, en conséquence duquel notre amé & féal Jacques d'Ile E'cuyer, sieur du Parquet, Sénéchal & Gouverneur pour nous & la Compagnie de l'Amérique auxdites isles, nous a fait remontrer que par un contrat du 27 septembre 1650, les sieurs Berruyer Conseiller en nos Conseils; & de Loynes notre Conseiller & Secrétaire, Maifon & Couronne de France & de nos finances, suivant le pouvoir à eux donné par la Compagnie desdites

dites isles de l'Amérique, par leur délibération du 22 septembre dernier, lui ont vendu, cédé, quitté, transporté & delassé, à ses hoirs & ayans cause, le fonds & propriété de la Martinique, la Grenade, Grenadine & de Sainte-Alouzie, situées dans l'Amérique, ainsi qu'elles se consistent, pour en jouir dorénavant, & en disposer ainsi qu'ils pourroient faire, en vertu de la concession qui leur en a été faite par ledit édit du mois de mars 1642, dûement vérifié; l'ont subrogé en leur lieu, pour en disposer ainsi que bon leur semblera; à la charge d'entretenir, pour ce qui regarde le fonds de ladite isle, les charges & conditions auxquelles par ledit édit, ladite Compagnie se trouve obligée envers nous; lequel contrat il nous a très-humblement supplié & requis vouloir confirmer, autoriser & approuver, pour en jouir, & du contenu audit édit, tout ainsi qu'eussent pû faire lesdits associés, & à cette fin lui accorder nos lettres nécessaires, humblement requérant icelles: Savoir faisons qu'ayant fait examiner en notre Conseil, où étoient plusieurs Princes & Officiers de notre Couronne, & Principaux de notre Conseil, ledit contrat ci attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, de l'avis de la Reine Régente, notre très-honorée Dame & Mère, nous avons ratifié, confirmé & validé, & par ces présentes confirmons & validons ledit contrat, voulons & nous plaît qu'il sorte son plein & entier effet, & que ledit sieur du Parquet, ses hoirs, successeurs & ayans cause, à l'avenir jouissent pleinement & paisiblement du contenu en icelui, selon sa forme & teneur; ensemble de l'effet dudit édit

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
 Ire. partie.

Pièces des
Commissai-
res François.

N^o. XIX.
Ratification
de la vente de
Sainte-Lucie
au sieur du
Parquet,
1651.

& lettres patentes du mois de mars 1642, en ce qui regarde & concerne ce qui lui a été vendu & transmis dans ledit contrat, tout ainsi, & en la même forme & manière qu'en jouissoient & pouvoient jouir lefdits associés en la Compagnie des isles de l'Amérique, sans qu'il soit fait, ni puisse être donné, ni à ses successeurs & ayans cause, aucun trouble & empêchement, pour quelque cause & occasion que ce soit, à l'entière exécution d'iceux. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés & feaux Conseillers, les gens tenant notre Grand-Conseil, & tous nos autres Officiers qu'il appartiendra, que ledit contrat & ces présentes ils fassent lire, publier & registrer, & du contenu en icelles, ensemble dudit contrat & édit du mois de mars 1642, jouir & user pleinement & paisiblement ledit sieur du Parquet, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens à ce contraires, vous en attribuant, en tant que besoin est ou seroit, la juridiction & connoissance de l'entière exécution des présentes, circonstances & dépendances, icelle interdite & défendue, interdisons & défendons par ces présentes, à tous autres nos Juges quelconques: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR, nonobstant tous édits, ordonnances, déclarations, mandemens & autres choses à ce contraires, auxquels, & aux déroatoires des déroatoires y contraires, nous avons pour ce regard, & sans tirer à conséquence, dérogé & dérogeons par ces présentes, lesquelles nous voulons sortir leur plein & entier effet, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, clameur de haro, charte Normande, prise à partie & lettres à ce contraires,

res,

res, pour lesquelles ne voulons être différé: Pièces justi-
 & d'autant que des présentes & dudit con- fcatives sur
 trat, on pourra avoir affaire en divers lieux, l'isle de Ste.
 nous voulons qu'au *vidimus* ou copies d'icel- Lucie.
 les dûement collationnées par l'un de nos Ire. partie,
 a-més & féaux Conseillers, Notaires & Secrétaires, foi soit ajoutée comme au présent original. Et afin que ce soit chose ferme & stable, nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes, sauf en autres choses notre droit, & l'autrui en toutes. **DONNE'** à Paris, au mois d'août, l'an de grace mil six cent cinquante-un, & de notre règne le huitième.

Signé LOUIS.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XX. ARREST du Grand Conseil, portant enregistrement au greffe dudit Conseil, du contrat de vente faite par la Compagnie de l'Amérique, au sieur du Parquet, des isles de la Martinique, Grenade, Grenadine & Sainte-Blouzie, & des lettres du Roi confirmatives de ce contrat: du 26 septembre 1651.

SUR la requête, présentée au Conseil le 25 septembre 1651, par Jacques d'Iel Eucuyer, sieur du Parquet, Sénéchal & Gouverneur pour le Roi en la Compagnie de l'Amérique, aux isles de l'Amérique, tendante à fin qu'il soit ordonné que le contrat par lui fait le 27 septembre 1650, avec les sieurs

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XX.
Enregistren-
ment de la
vente de Sain-
te-Lucie.

1651.

Berruyer Conseiller du Roi en ses Conseils,
& de Loynes Conseiller & Secrétaire de Sa
Majesté, de la vente à lui faite du fonds &
propriété de la Martinique, la Grenade,
Grenadine & de Sainte-Alouzie, situées dans
l'Amérique; & lettres du Roi de confirma-
tion & ratification dudit contrat, seront lûes,
publiées & enregistrées au greffe dudit Con-
seil, pour être exécutées, gardées & obser-
vées, & jouir par l'impétrant, ses hoirs, suc-
cesseurs & ayans cause, de l'effet & contenu
en icelles, selon leur forme & teneur. Vû
par le Conseil, ladite requête & ledit con-
trat fait entre ledit du Parquet & lesdits sieurs
Berruyer & de Loynes, ayant pouvoir de la
Compagnie desdites isles; par lequel, entre
autres choses, ils auroient vendu audit sieur
du Parquet le fonds & propriété de la Mar-
tinique, la Grenade, Grenadine & de Sainte-
Alouzie, situées dans l'Amérique, pour en
jouir par ledit sieur du Parquet, ainsi qu'ils
pouvoient faire en vertu de la concession à
eux faite par le Roi, par édit du mois de
mars 1642, à quoi ils l'ont subrogé en leur
lieu & place, ainsi que le contient plus au
long ledit contrat, moyennant la somme de
quarante-un mille cinq cens livres, du 27
septembre 1650; lesdites lettres par lesquel-
les le Roi auroit ratifié, confirmé & validé
ledit contrat de vente, adressantes au Con-
seil, pour icelles ensuite icelui contrat, faire
lire, publier & enregistrer, & du contenu
en iceux, & dudit édit du mois de mars
1642, y attaché, faire jouir & user pleine-
ment & paisiblement ledit du Parquet, ses
hoirs, successeurs & ayans cause, de l'effet
& contenu auxdits contrat & lettres, selon
leur

leur forme & teneur, avec attribution de jurisdiction & connoissance audit Conseil, pour l'entière exécution d'icelles, circonstances & dépendances, & interdictions à tous autres Juges, du mois d'août 1651; Conclusions du Procureur général du Roi. Le Conseil a ordonné que lescdits contrat & lettres seront registrés au greffe dudit Conseil, pour être gardés, observés, & jouir par l'impétrant, ses hoirs, successeurs & ayans cause, de l'effet & contenu en iceux, selon leur forme & teneur.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire partie.

Le présent arrêt a été mis au greffe du Conseil, montré au Procureur général du Roi, & prononcé à Paris le vingt-sixième jour de septembre mil six cent cinquante-un.

Collationné. Signé *HERBAIN*.

No. XXI. LETTRES PATENTES
du Roi, qui établissent le sieur du Parquet Gouverneur & son Lieutenant général es isles de la Martinique, la Grenade, Grenadine & Sainte-Alouzie: du 22 octobre 1651. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

LOUIS, &c. A tous ceux qui ces présentes lettres verront; **SALUT**. Nous avons par nos lettres patentes du mois d'août dernier, pour les causes & considérations y contenues, confirmé & approuvé le contrat de vente & cession faite le 27 septembre de l'année dernière 1650, par les sieurs de la Compagnie des isles de l'Amérique, en faveur & au profit de notre très-cher & bien aimé Jacques d'Iel, E'cuyer, sieur du Parquet, du

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXI.
Lettres de
Gouverneur
de la Marti-
nique
& Sainte-
Lucie, pour le
sieur du Par-
quet, 1651.

fonds & propriété des isles de la Martinique, la Grenade, Grenadine & Sainte-Alouzie, circonstances & dépendances, situées dans l'Amérique, & par ce qu'en étant par ce moyen le propriétaire & légitime possesseur, il sera d'autant plus obligé à les conserver sous notre obéissance, joint que d'ailleurs nous sommes bien informés des bonnes & recommandables qualités qui sont en sa personne, de sa valeur, prudence, expérience au fait des armes, de sa fidélité, affection & de son zèle pour la gloire & le service de Dieu, nous avons cru ne pouvoir faire un meilleur ni plus digne choix que de lui, pour de notre part prendre soin de ceux qui s'y sont habitués, du salut des ames & de la conversion des peuples de ces quartiers-là, en protégeant les Ecclésiastiques & Missionnaires qui y sont, & qui iront ci-après pour cet effet. Pour ces causes, & autres à ce nous mouvant, nous avons, ledit sieur du Parquet, ensuite du susdit contrat & lettres patentes, dont copies dûment collationnées sont ci-attachées sous le contre-scel de notre Chancellerie, constitué, ordonné & établi, & par ces présentes signées de notre main, constituons, ordonnons, établissons Gouverneur & notre Lieutenant général des isles de la Martinique, Grenade, Grenadine & Sainte-Alouzie, circonstances & dépendances, situées en l'Amérique, pour en ladite qualité y commander, &c.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires étrangères A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé, P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XXII.

No. XXII. LETTRES PATENTES

du Duc de Beaufort, comme Grand-Maitre de la navigation de France, qui confirment celles accordées par le Roi au sieur du Parquet, pour le gouvernement des isles de la Martinique, Grenade, Grenadine & Sainte Alouzie; du 15 novembre 1651. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. 1re. partie.

CESAR Duc de Vendôme, de Mercœur, de Beaufort, de Penthievre & d'Estampes, Prince d'Anet & de Martigues, Pair & Grand-Maitre, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de France, & pays conquis: A tous, &c. SALUT. Savoir faisons que vû par nous les lettres patentes du Roi, données à Bourges le 22 octobre dernier, signées Louis, & sur le repli, par le Roi, de Lomenie, & scellées sur double queue du grand sceau de cire jaune, ci-attachées sous le contre-scel de nos armes, par lesquelles Sa Majesté a commis, ordonné, établi Jacques d'Iel E'cuyer, sieur du Parquet, Gouverneur & Lieutenant général des isles de la Martinique, la Grenade, Grenadine & Sainte-Alouzie, circonstances & dépendances, situées dans l'Amérique, pour, en cette qualité, y commander, tant aux personnes ecclésiastiques que séculières qui s'y établiront ou qui y trafiqueront, défendre lesdits lieux de tout son pouvoir, avoir soin de faire instruire les peuples à la religion Chrétienne & Catholique, faire vivre les gens de guerre qui y se-

Pièces des
Commissai-
res François.

No XXII.
Confirmation
du Gouverne-
ment de la
Martinique...
... & Sainte-
Lucie, pour
le sieur du
Parquet.
1651.

ront établis en garnison, en bonne union & intelligence, commander & exploiter lesdits gens de guerre, tant par mer que par terre, selon que les occasions le requerront, & faire les choses qui plus à plein sont contenues & déclarées esdites lettres à nous adressées par Sadite Majesté; à ce que sur icelles, nous, ayant donné audit sieur du Parquet nos attaches & expéditions nécessaires, afin qu'il soit reconnu es susdits lieux en ladite qualité de Gouverneur & Lieutenant général de Sadite Majesté, par tous ceux & ainsi qu'il appartiendra, nous, en vertu du pouvoir à nous attribué par Sadite Majesté, à cause de notredite charge de Grand-Maitre, &c. avons consenti & consentons par ces présentes, l'effet desdites lettres patentes; à la charge que ledit sieur du Parquet ne souffrira dans lesdites isles, terres & autres lieux de son gouvernement, autre religion chrétienne que la Catholique, Apostolique & Romaine, nous informera par relation expresse & authentique, de l'état présent desdites isles, terres & autres lieux dépendans de son gouvernement, tant ce qui regarde la propagation de la foi de Jesus-Christ Notre-Seigneur, & gouvernement ecclésiastique, que de ce qui concerne le gouvernement politique; à savoir du nombre & quantité des isles, terres & pays, lesquels sont réduits sous l'obéissance de Sadite Majesté, étant à présent, ou qui seront ci-après sous son gouvernement; l'étendue, qualité & richesse desdits lieux; des forces, mœurs & gouvernement des originaires du pays; du nombre & quantité de François étant dans lesdites isles, terres & pays,

pays; des villes, bourgs, citadelles & forts qui ont été ou seront ci-après bâtis, de leur état & force, tant en garnison qu'artillerie; de la manière & forme de la justice que l'on y exerce; de la distribution & partage des terres entre les colons, des taxes & impositions auxquelles ils sont sujets; du commerce & trafic qui se fait dans lesdites isles, terres & pays, & de la quantité des marchandises qui se tirent ou peuvent être tirées par chacun an, pour porter dans l'Europe; de la manière établie ou à établir, pour faciliter les achats & échange des marchandises desdites isles & pays, avec celles de l'Europe; à la charge aussi à l'avenir, de nous informer chaque année des nouvelles conquêtes, isles, terres & pays qu'il fera, de leur étendue, qualité & richesses, des forces, mœurs & gouvernement des habitans, de l'établissement de la religion Catholique en iceux, construction des forts, villes & bourgs, établissemens des colonies, & de tout ce qui regarde le trafic & commerce dans lesdits lieux, afin que par nous, Sadi-
te Majesté puisse être dûment informée desdites isles, terres & pays étant sous son obéissance, & ledit sieur du Parquet recevoir ses ordres & les nôtres dépendans de notre charge, ainsi qu'il appartiendra; & pour cet effet, les navires, vaisseaux, barques, chaloupes ou autres appartenant audit sieur du Parquet, & autres sujets de Sa Majesté, ou qui seront par eux fretés, pourront aller & venir esdites terres & isles de la Martinique, la Grenade, Grenadines & Sainte-Alouzie, circonstances & dépendances, situées dans l'Amérique, avec les marchandises dont ils

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
 Ire. partie.

se-

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXII.
*Confirmation
du Gouverne-
ment de la
Martinique..
... Et Sainte-
Lucie, pour
le sieur du
Parquet.
1651.*

seront chargés : ensemble les hommes & les femmes qu'ils y voudront transporter, sans qu'ils leur soit fait ou donné aucun trouble ou empêchement, pourvû qu'ils aient pris nos congés & passeports; à faute de quoi, permettons & ordonnons à tous Capitaines, Garde-côtes & autres sujets du Roi, de les arrêter, pour être procédé contre eux selon la rigueur des ordonnances, cessant lesquelles charges, ou à faute d'y être satisfait par ledit sieur du Parquet, les présentes seront réputées nulles, & n'auront aucun effet. A témoin de quoi nous avons signé ces présentes, à icelles fait mettre le scel de nos armes, & contre-signer par notre Secrétaire général de la Marine. DONNE' à Nantes, le quinzième jour de novembre mil six cent cinquante-un. *Signé CESAR DUC DE VENDÔME.*

*Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.
Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.*

No. XXIII. *EXTRAIT* du registre du Conseil supérieur de la Martinique, dans lequel on voit plusieurs Actes judiciaires, qui attribuent au sieur du Parquet la qualité de Seigneur & Gouverneur des isles de la Martinique, Grenade, Grenadines & Sainte-Lucie. 1652. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

DU samedi quinzième jour de juin 1652, par-devant nous Jacques d'Iel E'cuyer, sieur

sieur du Parquet, Seigneur des isles de la Martinique, Grenade, Grenadines & Sainte-Alouzie, Gouverneur & Lieutenant général pour Sa Majesté, desdites isles, en jugement le Conseil tenant, a comparu en sa personne Damoiselle Jeanne Hurault, veuve de feu Claude de Beaujeu E'cuyer, sieur de la Haye, laquelle nous a déclaré avoir ci-devant renoncé aux biens de sa communauté, avec ledit feu sieur de la Haye, suivant la déclaration qu'elle en a faite au greffe de céans le vingt-cinquième jour de janvier dernier, pour y avoir recours, & accepté la succession, au nom de ses enfans, sous bénéfice d'inventaire; & d'autant qu'il n'a été pourvû à la tutelle de deux filles, enfans de leur mariage, qu'elle n'a aucuns parens capables de ladite tutelle, & desirant pour la conservation de leurs intérêts, qu'il y soit pourvû, a accepté, comme elle accepte par ces présentes, la tutelle de ses enfans en ladite qualité.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ite. partie.

De laquelle déclaration lui avons décerné acte, pour lui valoir & servir en temps & lieu ce que de raison; & ordonné que ledit bénéfice d'inventaire sera à sa diligence poursuivi sous le serment de ladite Demoiselle Hurault, de procéder fidèlement au fait de ladite charge; ce qu'elle a présentement fait.

Et a signé JEANNE HURAUT.

DU lundi premier jour du mois de juillet 1652, par-devant nous Jacques d'Iel E'cuyer, sieur du Parquet, Seigneur des isles Martinique, Grenade, Grenadines & Sainte-Alouzie, Lieutenant général pour Sa Majesté, desdites isles: Entre Vallerien Bauron d'Ar-

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXIII.

Actes judi-
ciaires du
Conseil supé-
rieur de la
Martinique,
qui prouvent
que le sieur du
Parquet étoit
propriétaire
de Sainte-
Lucie. 1652.

d'Arguicourt & Dominique Testant, deman-
deurs en requête, & Jean de Saint-Laurent
défendeur: Parties ouïes, a été décerné de
leurs direz & déclarations; en conséquence
de quoi, & attendu que les deux premiers
termes ont été acquittés, avons condamné
ledit défendeur de payer auxdits sieurs le
restant de son contrat, à mesure que les pe-
tuns seront fabriqués sur ladite place, con-
formément à icelui, avec défense audit dé-
fendeur d'en enlever & divertir aucun que
pour la subsistance de sa case, à peine, en
cas de contravention, d'être fait droit audit
sieur de la demande. par lui faite de rentrer
sur ladite place.

Ici est une pièce intitulée: *Lettres du Roi,*
portant ratification de la vente faite par la
Compagnie des isles de l'Amérique, au sieur
du Parquet, des isles de la Martinique, Gre-
nade, Grenadines, &c.

Elle a été copiée, & se trouve ci-devant,
à la date du mois d'août 1651, page 64.

Suite une autre pièce intitulée: *Arrêt du*
Grand-Conseil, portant l'enregistrement au
greffe dudit Conseil, du contrat de vente faite
par la Compagnie de l'Amérique, au sieur du
Parquet, des isles de la Martinique, Grenade,
Grenadines & Sainte-Alouzie; & des lettres
du Roi confirmatives de ce contrat.

Elle a été copiée, & se trouve ci-devant,
à la date du 26 septembre 1651, page 69.

Suivent les lettres patentes du Roi, qui
établissent le sieur du Parquet Gouverneur
& son Lieutenant général ès isles de la Mar-
tinique, la Grenade, Grenadines & Sainte-
Lucie.

Elles ont été copiées, & se trouvent ci-
de-

devant, à la date du 22 octobre 1651, page 71. Pièces justifi-

Suit une pièce intitulée : *Lettres patentes fictives sur du Duc de Beaufort, &c. qui confirment celles accordées par le Roi au sieur du Parquet, pour le gouvernement des isles de la Martinique, &c.* l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

Elle a été copiée, & se trouve ci-devant, à la date du 15 novembre 1651, page 73.

Dans le même registre.

DU lundi quatorzième jour du mois de juillet 1652, par-devant nous Jacques d'Iel E'cuyer, sieur du Parquet, Seigneur, Gouverneur de ces isles Martinique, Grenade, Grenadines & Sainte-Alouzie, Sénéchal des isles, & Lieutenant général pour Sa Majesté esdites isles, en jugement le Conseil tenant &c.

Dans le même registre.

DU lundi vingt juillet 1652, par-devant nous Jacques d'Iel E'cuyer, sieur du Parquet, Seigneur, Gouverneur de ces isles Martinique, Grenade, Grenadines & Sainte-Alouzie, Sénéchal, Gouverneur, Lieutenant général pour Sa Majesté esdites isles, en jugement le Conseil tenant, &c.

Dans le même registre.

DU vingt-six août 1652, par-devant nous Jacques d'Iel E'cuyer, sieur du Parquet, Seigneur & Gouverneur, Lieutenant général pour Sa Majesté en ces isles Martinique, Grenade, Grenadines & Sainte-Alouzie, en jugement le Conseil tenant, &c.

Dans

Pièces des
Commissai-
res François.

Dans le même registre.

No. XXIII.
Actes judi-
ciaires du
Conseil Jupé-
rieur de la
Martinique,
qui prouvent
que le sieur du
Parquet étoit
propriétaire
de Sainte-
Lucie. 1652.

NOUS Jacques d'Iel E'cuyer, sieur du
Parquet, Seigneur des isles Martini-
que, Sainte Alouzie, Grenade & Grenadi-
nes, Lieutenant pour le Roi en icelles, Gou-
verneur, Sénéchal auxdites isles; savoir fai-
sons que pour les bons & agréables services
qui ont été rendus en cette isle, par les nom-
més Pierre Armand, Olivier Dujardin, Guil-
laume Sénégál, George Lefade, Jullien Gros-
se-tête & Guillaume Delabarte, depuis le
commencement que notre isle de la Marti-
nique est habitée jusqu'à présent, & les pei-
nes & fatigues qu'ils ont souffertes pour l'é-
tablissement de la colonie, que nous n'au-
rions encore pû reconnoître, &c. Nous,
par ces présentes, pour les causes susdites,
avons donné & octroyé, donnons & octro-
yons auxdits Pierre Armand, Olivier Du-
jardin, Guillaume Sénégál, George Lefa-
de, Jullien Grossetête & Guillaume Dela-
barte, les droits à nous dûs, tant pour leurs
personnes que leurs serviteurs, pour tout le
temps qu'ils demeureront habitans en notre-
dite isle de la Martinique, avec exemption
de garde & corvées, pour en jouir par eux,
pour le temps susdit. En témoin de quoi,
nous avons signé ces présentes, & fait ex-
pédier à chacun une copie des présentes,
pour leur servir où besoin sera. FAIT à la
Martinique, le vingt-huitième jour d'août
mil six cent cinquante deux.

Signé DU PARQUET.

Du

DE SAINTE LUCIE. 81

Du 2 septembre 1652.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

NOUS Jacques d'Iel E'cuyer, sieur du Parquet, Seigneur des isles Martinique, Grenade, Grenadines & Sainte-Alouzie, Gouverneur & Lieutenant général aux isles; savoir faisons qu'ayant reçu diverses plaintes de plusieurs de nos habitans de cette isle Martinique, contenant que journellement des Nègres esclaves, & même des serviteurs François, se rendent marrons, & sont pris & arrêtés par d'autres habitans; qu'au lieu de les faire publier incontinent, & les exposer au public pour être reconnus, les retiennent sur leurs habitations, les font travailler à leur profit particulier, & par succession de temps, s'attribuent la possession desdits Nègres, qui est au grand préjudice des maîtres à qui appartiennent lesdits serviteurs & esclaves, en sorte que cet abus se pourroit introduire plus fréquent; s'il n'y étoit par nous remédié; même que la plupart des serviteurs François, lorsqu'ils quittent les cases de leurs maîtres pour chercher de l'emploi, feignent d'être libres, & par ce moyen peuvent surprendre de bons & honnêtes habitans, qui autrement ne les retireroient point: A tout quoi desirant couper court, & conserver à tous nosdits habitans ce qui leur appartient: Nous, à ces causes, avons, par notre présente ordonnance en forme de règlement, fait & faisons injonction & commandement à tous les habitans de notre isle Martinique, de quelle qualité & condition qu'ils puissent être, qui sont à présent saisis d'aucuns esclaves ou serviteurs François, appartenant à d'autres

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXIII.

Actes judi-
ciaires du
Conseil supé-
rieur de la
Martinique,
qui prouvent
que le sieur
du Parquet
estoit proprié-
taire de Sain-
te-Lucie.
1652.

de nosdits habitans, de les rendre au Fort-Saint-Pierre, vingt-quatre heures après la publication des présentes, afin qu'étant exposés au public, ils puissent être reconnus & rendus à leurs maîtres, à peine contre les contrevenans, d'être punis comme receleurs. Ordonnons, sur les mêmes peines, pareil ordre être gardé & observé à l'avenir par tous nosdits habitans; & afin d'ôter aux serviteurs François qui se rendent marrons, tous moyens de surprendre les habitans, sous prétexte qu'ils disent être libres, nous avons ordonné qu'à l'avenir, aucun serviteur ne soit reçu en la case des habitans, qu'il n'ait un billet de son maître, contenant qu'il a fait son temps, de lui signé & de sa marque, lequel billet nous voulons que ledit serviteur nous apporte, afin qu'il soit de nous chiffré, pour, par ce moyen, pouvoir lesdits serviteurs agir à leurs affaires comme bon leur semblera. Enjoignons auxdits maîtres, de ne refuser ledit congé à leurs serviteurs, à peine d'amende. Et à ce que personne n'en ignore, sera notre présent jugement lu & publié, tant au Fort-Saint-Pierre qu'en tous les autres quartiers de cette isle, & affiché aux lieux publics. FAIT à la Martinique, le deuxième jour de septembre mil six cent cinquante-deux.

Je soussigné Greffier du Conseil, certifie l'extrait ci-dessus conforme au registre ou brouillard déposé parmi les minutes de ce greffe. FAIT au Fort-Royal, ce vingt-cinq juillet mil sept cent vingt-un. Signé MOREAU.

CHARLES BENARD, Conseiller du Roi en
ses Conseils, Intendant de justice, police,
finan-

finances & marine des isles Françoises du vent de l'Amérique, certifions à tous ceux qu'il appartiendra, que le sieur Moreau qui a signé le certificat ci-dessus, est Greffier du Conseil supérieur de cette isle, & que foi doit être ajoutée à son seing, tant en jugement que dehors. En foi de quoi nous avons fait mettre le cachet de nos armes, & contre-seing de notre Secrétaire. FAIT au Fort-Royal de la Martinique, le vingt-sept juillet mil sept cent vingt-un. Signé BERNARD.

Pièces justificatives sur l'isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

Collationné sur la copie collationnée qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XXIV. *TRAITE' de paix entre la France & l'Angleterre, conclu à Westminster le 3 novembre 1655.*

Nota. Ce Traité est en Latin dans le corps Diplomatique, tome VI, part. II, page 121.

En François, dans le recueil des Traités de paix, par Leonard, tome V.

Les copies qui ont été produites, sont imprimées parmi les Traités & Actes publics, qui font partie des pièces justificatives concernant l'Acadie, au tom. 2. No. III, page. 14.

No. XXV. *EXTRAIT des registres du Conseil supérieur de la Martinique, portant trois commissions accordées à différens particuliers par le sieur du Parquet, dans lesquelles il prend le titre de Seigneur des isles de la Martinique.*

(F 2)

que,

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXV.

Actes qui
prouvent que
le sieur du
Parquet étoit
Seigneur de
Sainte-Lu-
cie. 1656 &
1657.

que, Grenade, Grenadines & Sainte-
Alouzie, de Gouverneur & Lieute-
nant général pour le Roi esdites isles.
1656 & 1657. Tiré du dépôt des af-
faires étrangères.

N O U S Jacques d'Iel E'cuyer, Seigneur
du Parquet, de l'isle de la Martinique,
Grenade, Grenadines & Sainte-Alouzie,
Gouverneur, Lieutenant général esdites
isles: à M. Louis Artus, sieur de Salli; SA-
LUT. La connoissance que nous avons de
votre probité & profession de la foi & reli-
gion Catholique, Apostolique & Romaine,
de votre expérience & capacité en l'exerci-
ce de la justice, nous a porté à faire choix
de votre personne pour exercer en cette isle
Martinique, la charge de Procureur fiscal,
à présent vacante. A CES CAUSES, nous vous
avons commis & député, commettons & dé-
putons par ces présentes, Procureur fiscal
en cettedite isle Martinique, pour icelle
charge exercer tant qu'il nous plaira: vous
accordons la quantité de deux mille livres
de petun de pension, pour être lesdites deux
mille livres, payées annuellement, & jouir
des prérogatives & honneurs attribués à la-
dite charge, ainsi qu'en ont joui vos prédé-
cesseurs; laquelle commencerez d'exercer
du jour qu'aurez prêté le serment devant
nous, notre Conseil assemblé. Et à ce qu'il
soit notoire à un chacun, seront les présen-
tes lûes, publiées & enregistrées, le Con-
seil tenant. En témoin de quoi nous avons
signé ces présentes, & à icelles fait apposer
le sceau de ladite isle, & contre-signer par
notre Secrétaire. DONNE' en notre Hôtel,
le

le trente décembre mil six cent cinquante-
 six. *Ainsi signé* DU PARQUET. *Et plus bas,*
 Par mondit Seigneur, *signé* NADE. *Et scellé*
 de cire d'Espagne.

Pièces justi-
 ficatives sur
 l'Isle de Ste.
 Lucie.
 Ire. partie.

Dans le même registre.

NOUS Jacques d'Iel, Seigneur du Par-
 quet, des isles Martinique, Grenade,
 Grenadines & Sainte-Alouzie. Gouverneur,
 Lieutenant général pour le Roi auxdites isles:
 A Christophe Renaudot: SALUT. La con-
 noissance que nous avons de votre probité
 & profession de la religion Catholique, A-
 postolique & Romaine, nous a porté à fai-
 re choix de votre personne pour exercer la
 charge de Receveur des amendes & confis-
 cations en cette isle Martinique, pour, icel-
 les étant reçues, en rendre compte de huit
 mois en huit mois, & les employer quand
 & où il sera par nous ordonné. Et afin de
 vous obliger à apporter le soin & diligence
 requis en cette affaire, nous vous avons
 accordé & accordons par ces présentes,
 pour vos gages, la dixième partie de la re-
 cette que vous en ferez, qui seront dix pour
 cent; laquelle charge commencerez d'exer-
 cer du jour qu'aurez prêté serment devant
 nous, en tel cas requis & accoutumé: & à
 cette fin les rôles desdites amendes vous se-
 ront délivrés de deux en deux mois, par le
 Greffier de cette isle, approuvé par le Juge
 civil & criminel. Et à ce qu'il soit notoire
 à un chacun, seront ces présentes lûes, pu-
 bliées & enregistrées, le Conseil tenant. En
 témoin de quoi nous avons signé ces pré-
 sentes, & à icelles fait apposer le sceau de
 nos armes, & contre-signer par notre Secrétai-

Pièces des
Commissai-
res François.

No XXV.

*Actes qui
prouvent que
le sieur du
Parquet étoit
Seigneur de
Sainte-
Lucie. 1656
& 1657.*

taire ordinaire. **DONNE'** à la Martinique,
le cinq mars mil six cent cinquante-sept.
*Signé DU PARQUET. Et plus bas, Par mon-
dit Seigneur, VIGERON. Et scellé de cire
d'Espagne.*

NOUS Jacques d'Iel, Seigneur du Par-
quet, des isles de Martinique, Gre-
nade, Grenadines & Sainte-Alouzie, Gou-
verneur & Lieutenant général pour le Roi
esdites isles: A Christophle Renaudot; SA-
LUT. La connoissance que nous avons de
votre probité, profession de foi & religion
Catholique, Apostolique & Romaine, ex-
périence en beaucoup d'affaires d'importan-
ce, & de votre prudente conduite au ménage-
ment de notre bien, nous a porté à faire
choix de votre personne pour exercer la
charge de Curateur aux biens vacans de cette
isle & pays, aubains, & autres de pareille
nature à nous appartenans; en faire bon &
loyal inventaire en présence de notre Pro-
cureur fiscal, & de l'ordonnance de nos
Officiers de justice, présens & à venir, pour
suivre la vente par-devant eux, des effets
mobiliers faisant partie ou provenant desdits
biens vacans; ensemble les baux judiciaires
des immeubles, au plus offrant & dernier
enchérisseur, dans la forme ordinaire, afin
que lesdits biens soient portés à leur juste
valeur; faire perquisition des détenteurs d'i-
ceux, tant à nous ci-devant échûs, qu'à é-
choir; les poursuivre par toutes les voies
de justice, au déguerpissement d'iceux & re-
stitution des fruits & autres choses mobi-
lières, même criminellement s'il y échoit;
& généralement faire tout ce qu'au cas ap-
par-

partiendra, & du tout, rendre bon & fidèle compte, toutes fois & quantes qu'il vous sera par nous ordonné. Et afin de vous obliger à exercer avec plus de soin ladite charge, nous vous avons accordé & accordons par ces présentes, la quatrième partie de ce qui nous viendra de clair desdits biens, tous frais déduits, lesquels seront préalablement pris sur lesdits biens; & où il surviendrait des héritiers des défunts, prétendans droits esdits biens ou partie d'iceux, & que la délivrance leur en fût adjugée par justice, vous leur rendrez compte d'iceux, & payerez le reliquat, vos frais, salaires & vacations, & autres frais de justice préalablement déduits, suivant la taxe qui en sera faite sur l'état & pièces que vous présenterez comme pièces justificatives desdits comptes, & pour l'exercice de la présente commission, vous prêterez le serment en notre Conseil, en tel cas requis & accoutumé. Et à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance, seront lesdites présentes, avec ladite prestation de serment, lûes, publiées & registrées au greffe dudit Conseil, icelui tenant; enjoignant à tous nos Officiers, de tenir la main à l'exécution desdites présentes, & à nos Vassaux, de vous donner avis de la vacance desdits biens, aubaines, deshérences, épaves & autres de cette nature, trois jours après qu'ils en auront connoissance, à peine de répondre en leur propre & privé nom, du dépérissement d'iceux; & en cas qu'aucuns en soient détenteurs ou possesseurs à notre préjudice, nous leur enjoignons, dans ledit temps de trois jours, de nous en faire déclaration, autrement

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ite. partie.

Fidèles des
Commissai-
res François.

N. XXV.
*Actes qui
prouvent que
le sieur du
Parquet étoit
Seigneur de
Sainte-
Lucie. 1656
& 1657.*

ment & à faute de ce, & ledit temps passé, vous ordonnons de les poursuivre criminellement, suivant les ordonnances royales & coutumes de Paris. En témoin de quoi, nous avons signé ces présentes de notre main, & à icelles fait apposer le sceau de nos armes, & contre-signer par notre Secrétaire. DONNE' à la Martinique, le cinq mars mil six cent cinquante-sept. Signé DU PARQUET. Et plus bas, Par mondit Seigneur, VIGERON. Et scellé de cire rouge.

Je soussigné Greffier du Conseil, certifie le présent extrait conforme au registre ou brouillard déposé parmi les minutes de ce greffe. Au Fort-Royal, le vingt cinq juillet mil sept cent vingt-un. Signé MOREAU.

CHARLES BENARD, Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant des isles du vent de l'Amérique, certifions à tous ceux qu'il appartiendra, que le sieur Moreau qui a signé le certificat ci-dessus, est Greffier du Conseil supérieur de cette isle, & que foi doit être ajoutée à son seing, tant en jugement que dehors. En foi de quoi nous avons expédié le présent certificat, auquel nous avons fait mettre le cachet de nos armes, & le contre-seing de notre Secrétaire, FAIT au Fort-Royal de la Martinique, le vingt sept juillet mil sept cent vingt-un. Signé BENARD. Et plus bas, Par mondit Seigneur, DENNEL.

Collationné sur la copie collationnée qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

NO. XXVI. LETTRES PATENTES
*du Roi pour le gouvernement des isles
 de la Martinique & Sainte-Lucie, en
 faveur du sieur d'E'nambuc, fils aîné
 du sieur du Parquet: du 15 septembre
 1658. Tiré du dépôt des affaires é-
 trangères.*

Pièces justi-
 ficatives sur
 l'Isle de Ste.
 Lucie.
 Ire. partie.

LOUIS, par la grace de Dieu, &c. SA-
 LUT. Le feu Roi d'heureuse mémoire,
 notre très-honoré Seigneur & Père, ayant
 permis & octroyé à quelques particuliers
 nos sujets, d'établir sous son autorité des
 colonies, tant ès isles que terres fermes
 de l'Amérique, afin de réduire lesdits pays
 sous son obéissance, travailler à la con-
 version des peuples & y planter notre sain-
 te foi; le sieur d'E'nambuc qui le premier
 les avoit reconnues & découvertes, s'y se-
 roit employé avec tant de vigueur & de
 zèle, qu'il y auroit fait tous les progrès,
 & tiré tous les avantages que l'on pouvoit
 espérer d'une telle entreprise, aux poursui-
 tes de laquelle il seroit décédé après s'y
 être signalé pendant plusieurs années de
 services continuels; & depuis, le sieur du
 Parquet poursuivant les traces dudit sieur
 d'E'nambuc son oncle, & poussé des mê-
 mes motifs, se seroit rendu si recomman-
 dable parmi les peuples qui se sont habi-
 tués esdites isles, que par ses soins assidus,
 & par une souffrance de fatigues continuel-
 les, après avoir exposé sa vie en toutes oc-
 casions qui se sont présentées, pour notre
 service & la conservation de nos sujets, il
 auroit acquis des sieurs de la Compagnie

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXVI.
*Lettres de
Gouverneur
de la Marti-
nique &
Sainte-
Lucie, pour le
sieur d'Es-
nambuc.*
1658.

des isles de l'Amérique, la seigneurie & propriété des isles de la Martinique, de Sainte-Alouzie, de la Grenade & Grenadines, situées en ladite Amérique, par contrat du 27 septembre 1650; en conséquence duquel & de nos lettres patentes du mois d'août 1651, portant confirmation d'icelui, nous lui en aurions donné & octroyé le gouvernement, & icelui établi notre Lieutenant général esdites isles, par nos lettres patentes du 22 Octobre 1651. Et ayant beaucoup contribué pour la propagation de la foi parmi les infidèles, & soutenu même plusieurs guerres contre eux, pour défendre nos sujets contre leurs entreprises, fortifié les places de gens & munitions de guerre, notre autorité s'y trouve pleinement affermie, & les habitans y jouissent d'un agréable repos & d'une tranquillité assurée, qui sont autant de services considérables qui méritent de nous une reconnoissance proportionnée à ses travaux; & d'autant que par le décès du sieur du Parquet, arrivé depuis peu, nous sommes privés de pouvoir le récompenser en sa personne, voulons néanmoins qu'ils ne demeurent pas infructueux. Nous avons cru qu'étant important de pourvoir au gouvernement desdites isles, nous ne pouvons témoigner plus avantageusement pour sa famille, l'entière satisfaction qui nous reste de ses services, qu'en conservant ledit gouvernement à ses enfans, lesquels, comme ses héritiers, & par ce moyen Seigneurs propriétaires des isles, seront obligés à les conserver sous notre obéissance, d'autant plus que sous la bonne conduite de la véuve dudit sieur du Parquet,

quet, leur mère & tutrice, & ayant la garde-noble d'iceux, ils seront élevés dans les mêmes sentimens d'affection que ledit sieur du Parquet leur père a toujours eus pour notre service. POUR CES CAUSES, & autres ce nous mouvant, avons ledit sieur d'E-nambuc, fils aîné dudit sieur du Parquet, constitué, ordonné & établi, & par ces présentes, constituons, ordonnons & établissons Gouverneur & notre Lieutenant général ès isles de la Martinique & Sainte-Alouzie, situées en ladite Amérique, circonstances & dépendances; pour, en ladite qualité, y commander, tant aux personnes ecclésiastiques que séculières, ce qui sera du bien de notre service; défendre lefdits lieux de tout son pouvoir, avoir soin de faire instruire les peuples en la religion Catholique, Apostolique & Romaine; faire vivre les habitans d'icelles, en bonne union & concorde les uns avec les autres; contenir les gens de guerre qui y sont & seront ci-après en garnison, en bon ordre & police, suivant nos réglemens, en sorte qu'il ne se commette aucun desordre; & généralement faire & ordonner par ledit sieur d'E'nambuc, en ladite qualité de Gouverneur & notre Lieutenant général esdites isles, tout ce que nous-mêmes ferions ou pourrions faire, si nous y étions présens en personne, encore que le cas requit mandement plus spécial qu'il n'est contenu par cesdites présentes; & de tout le contenu ci-dessus, jouir par lui aux honneurs, autorités, prérogatives, prééminences, droits, fruits, revenus & émolumens appartenans à pareilles charges, & tout ainsi qu'en a joui ou dû jouir ledit sieur du

Pièces justifi-
 catives sur
 l'Isle de Ste.
 Lucie.
 Ire. partie.

Pièces des
Commiffai-
res François.

No. XXVI.
*Lettres de
Gouverneur
de la Marti-
nique &
Sainte-Lu-
cie, pour le
fieur d'E-
nambuc.*
1658.

Parquet fon père. Et pour d'autant plus té-
moigner à la famille dudit fieur du Parquet,
le defir que nous avons de la gratifier, nous,
en cas de décès dudit fieur d'E'nambuc, fils
ainé dudit fieur du Parquet, avons consti-
tué, ordonné & établi, constituons, or-
donnons & établifions Gouverneur & notre
Lieutenant général esdites ifles de la Mar-
tinique & Sainte-Alouzie, circonftances &
dépendances, le fieur du Parquet fon frère
puîné: & d'autant que ledit fieur d'E'nam-
buc aîné, & ledit fieur du Parquet puîné,
ne font encore capables d'exercer ladite
charge, & qu'il importe pour notre fervice,
au bien & utilité de fa famille, d'établir
pour la garde & fûreté desdites ifles, quel-
que perfonne dont la fidélité & fuffifance
nous foient connues, & qui puiſſe affiſter
& maintenir ladite veuve du feu fieur du
Parquet & fes enfans; pour cet effet, nous
avons jeté les yeux fur le fieur de Vande-
roque, oncle paternel desdits fieurs d'E'-
nambuc & du Parquet, lequel nous avons
établi & établifions par cesdites préfentes,
pour veiller à la confervation desdites ifles
ſous notre obéiffance, juſqu'à ce que ledit
d'E'nambuc, ou en cas de fon décès, ledit
fieur du Parquet fon frère, aient atteint
l'âge de vingt ans. Si MANDONS à notre
très-cher & très-amé oncle le Duc de Ven-
dôme, Pair, Grand-Maître, Chef & Surin-
tendant général de la navigation & com-
merce de France, que ſur cesdites préfentes
il donne auxdits fieurs d'E'nambuc & du
Parquet frères, fon attache & les expédi-
tions qui leur font néceſſaires, enfin qu'ils
ſoient reconnus ès ſuſdits lieux, en leursdi-
tes

tés qualités; voulant que les navires, vaisseaux, barques, chaloupes, fregates qui leur appartiendront, puissent aller & venir esdites terres de l'Amérique, avec les marchandises dont elles seront chargées, & les hommes & femmes qu'on y voudra transporter, sans qu'il leur soit fait, mis ou donné aucun trouble ni empêchement. Mandons aussi à notre très-cher & bien aimé cousin le Duc d'Anville, Pair de France, Vice-Roi & notre Lieutenant général, représentant notre personne dans toutes les isles, côtes & terres fermes de l'Amérique, que sur cesdites présentes il donne auxdits sieurs du Parquet & d'E'nambuc frères, son attache & les expéditions nécessaires aux fins d'icelles. Mandons & commandons en outre, à tous Officiers & gens de guerre, Capitaines ou Patrons de navires, barques & vaisseaux, & tous autres qu'il appartiendra, de reconnoître & obéir auxdits sieurs d'E'nambuc & du Parquet frères, tout ainsi qu'ils feroient à notre propre personne: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. En témoin de quoi, nous avons fait mettre notre scel auxdites présentes. DONNE' à Fontainebleau, le quinzième jour de septembre, l'an de grace mil six cent cinquante-huit, & de notre règne le seizième. Signé LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, DE LOMENIE. Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

ATTACHE du Duc de Beaufort, sur les provisions du Gouverneur de la Martinique & de Sainte-Lucie, en faveur du sieur d'E'nambuc ou du sieur du Parquet son frère, en cas de décès, & du sieur de Van-

Pièces des
Commissai-
res François.

*Vanderoque, jusqu'à ce qu'ils aient atteint
l'âge de vingt ans: du 15 octobre 1658.*

No. XXVI.
*Lettres de
Gouverneur
de la Marti-
nique &
Sainte-Lu-
cie, pour le
sieur d'E-
nambuc.
1658.*

CESAR Duc de Vendôme, &c. SALUT.
Savoir faisons. Vû par nous les lettres
de provisions de Sa Majesté, en date du
quinze septembre dernier, signées Louis,
& sur le repli, de Lomenie, par lesquelles
& pour les causes y contenues, Sadite Ma-
jeste a constitué, ordonné & établi le sieur
d'E'nambuc fils aîné du sieur du Parquet,
Gouverneur & Lieutenant général des isles
de la Martinique & Sainte-Alouzie, situées
dans les isles de l'Amérique, circonstances
& dépendances, & en cas de décès dudit
sieur d'E'nambuc, a constitué & établi le
sieur du Parquet son frère, pour, en ladite
qualité, y commander, tant aux personnes
ecclésiastiques que séculières; défendre les-
dits lieux de tout son pouvoir; avoir soin
de faire instruire les peuples en la religion
Catholique, Apostolique & Romaine; faire
vivre les habitans d'icelles en bonne union
& concorde; maintenir les gens de guerre
qui sont & seront ci-après établis en garni-
son, en bon ordre & police, suivant les rè-
glements de Sa Majesté; & généralement
faire toutes les choses contenues esdites let-
tres. Et d'autant que lesdits sieurs d'E'nam-
buc & du Parquet ne sont encore capables
d'exercer ladite charge, à cause de leur bas
âge, & qu'il est nécessaire d'établir une per-
sonne dont la suffisance soit connue pour la
garde desdites isles, Sa Majesté a commis
le sieur de Vanderoque leur oncle, pour
veiller à la conservation d'icelles, jusqu'à
ce que ledit d'E'nambuc, ou en cas de son
dé-

décès, ledit sieur du Parquet, aient atteint l'âge de vingt ans: Nous, conformément auxdites lettres, & en vertu du pouvoir nous donné par Sa Majesté, ordonnons tous Lieutenans généraux des armées navales de Sa Majesté, Chefs d'Escadres, Capitaines, Gouverneurs des places maritimes, Officiers d'Amirauté & tous autres sur lesquels notre pouvoir s'étend, de reconnoître le sieur d'E'nambuc, & après son décès, ledit sieur du Parquet son frère, pour Gouverneur & Lieutenant général desdites isles de la Martinique & Sainte-Alouzie, sans leur apporter aucun trouble ni empêchement, dans la fonction de ladite charge. En témoin de quoi nous avons signé ces présentes, & icelles fait contre-signer & sceller par l'un de nos Conseillers & Secrétaires ordinaires. A la Ville-aux-Clercs, le quinzième jour d'octobre mil six cent cinquante-huit. Signé CESAR DUC DE VENDÔME.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
1re. partie.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XXVII. LETTRES qui commettent le sieur de Vanderoque, pour commander aux isles, jusqu'à ce que le sieur d'E'nambuc ait atteint l'âge de vingt ans: du 17 septembre 1658. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

LOUIS, par la grace de Dieu, &c. A notre cher & bien amé le sieur de Vanderoque; SALUT. Les longs & recommanda-

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXVII.

Commission
au sieur de
Vanderoque,
pour com-
mander à la
Martinique
Et à Sainte-
Lucie, 1658.

dables services qui nous ont été rendus par le feu sieur du Parquet, dans le gouvernement que nous lui avons confié des isles de la Martinique, Sainte-Alouzie, Grenade & Grenadines, où il a beaucoup contribué pour la propagation de la foi parmi les infidèles, & soutenu plusieurs guerres contre eux, nous ayant convié de le conserver dans sa famille; nous aurions par nos lettres patentes du quinze du présent mois, pourvû le sieur d'E'nambuc son fils aîné, de celui desdites isles de la Martinique & Sainte-Alouzie, circonstances & dépendances, même en cas de décès dudit sieur d'E'nambuc, nous en aurions assuré la survivance au sieur du Parquet son frère: mais d'autant que leur bas âge ne leur permet pas d'exercer si-tôt ladite charge, nous avons jugé être nécessaire de pourvoir à la garde & conservation desdites isles sous notre obéissance, jusqu'à ce que lesdits d'E'nambuc & du Parquet aient atteint l'âge de vingt ans; & sachant que pour cet effet, nous ne pourrions faire un meilleur ni plus digne choix que de vous, vû la proximité dont vous les touchés, qui vous oblige à les élever dans le zèle & affection singulière que vous avez toujours eue pour notre service; & aussi par l'exemple domestique qu'ils auront de votre courage, valeur, expérience & bonne conduite dont vous nous avez donné des preuves signalées, pendant le long séjour que vous avez fait esdites isles & pays de l'Amérique, en diverses occasions importantes à notre service, ils seront d'autant plus portés à vous imiter. POUR CES CAUSES, & autres à ce nous mouvant, vous avons

com-

commis & ordonné, & par ces présentes ^{Pièces justi-}
 signées de notre main, commettons & or- ^{ficatives sur}
 donnons pour, sous notre autorité, avoir ^{l'Isle de Ste.}
 la garde desdites isles de la Martinique & ^{Lucie.}
 Sainte-Alouzie, circonstances & dépendan- ^{1re. partie.}
 ces, veiller à la conservation d'icelles sous
 notre obéissance, & de ladite charge jouir
 aux honneurs, autorité, prérogatives, préé-
 minences, droits, appointemens, profits &
 émolumens qui y appartiennent avec pou-
 voir de commander, tant aux habitans des-
 dites isles, qu'aux gens de guerre qui y sont
 & seront ci-après établis en garnison, ce qui
 fera du bien de notre service; faire vivre
 lesdits habitans, en union & concorde; con-
 tenir lesdits gens de guerre, en bon ordre
 & police, suivant nos réglemens; & géné-
 ralement faire tout ce que vous jugerez à
 propos pour la sûreté & conservation d'i-
 celles, & que nous-mêmes ferions si nous y
 étions présens en personne, jusqu'à ce que
 ledit sieur d'E'nambuc Gouverneur & notre
 Lieutenant général esdites isles; ou ledit sieur
 du Parquet son frère, en cas de son décès,
 aient atteint l'âge de vingt ans: de ce faire
 vous avons donné & donnons pouvoir, com-
 mission & mandement spécial par ces présen-
 tes; par lesquelles mandons à notre très-cher
 & bien amé oncle le Duc de Vendôme, Pair
 & Grand-Maitre, &c. que sur ces présentes
 il vous donne son attache & les expéditions
 nécessaires, afin que vous soyez reconnu es
 susdits lieux, en ladite qualité. Mandons
 aussi à notre cher & bien amé cousin le Duc
 d'Anville, Pair de France, Vice-Roi & no-
 tre Lieutenant général, représentant notre
 personne dans toutes les isles, côtes & ter-

Pièces des
Commissai-
res François.

res fermes de l'Amérique, que sur ces mêmes présentes il vous donne son attache & les expéditions nécessaires aux fins d'icelles.

No. XXVII.

Commission
au sieur de
Vanderoque,
pour com-
mander à la
Martinique
& à Sainte-
Lucie. 1658.

Mandons en outre, & commandons, tant auxdits habitans qu'aux gens de guerre, de vous obéir & entendre aux choses touchant & concernant le présent pouvoir: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. Donné à Fontainebleau, le dix-sept septembre mil six cent cinquante-huit, & de notre règne le seizième. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, DE LOMENIE. Paraphé & scellé du grand Sceau de cire jaune.

Collationné le contenu ci-dessus, tiré sur les registres du greffe de la justice ordinaire de cette isle, par moi Adrien de Villers, Notaire & Greffier en cette isle Martinique, soussigné, ce vingt-sixième jour d'octobre mil six cent soixante-trois. Signé VILLERS, Notaire Greffier.

Collationné sur la copie collationnée qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.
Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XXVIII. LETTRES PATENTES du Duc d'Anville, Vice-Roi de l'Amérique, confirmatives de celles du Roi, pour le gouvernement des isles de la Martinique & de Sainte-Alouzie, en faveur du sieur d'Enambuc, attributives de l'exercice de cette charge au sieur de Vanderoque, jusqu'à ce que ledit sieur d'Enambuc ou le sieur du Parquet son frère, qui lui est substitué

tué en cas de mort, ait atteint l'âge de vingt ans: du 27 octobre 1658. Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Tiré du dépôt des affaires étrangères. Ire. partie.

FRANÇOIS-CHRISTOPHE de Levy, Duc d'Anville, &c. SALUT. Vû par nous les lettres de provision de Sa Majesté, en date du 17 septembre dernier, signées Louis, & sur le repli, de Lomenie, scellées du grand scel de cire jaune; par lesquelles, & pour les causes y contenues, Sadite Majesté a constitué, ordonné & établi le sieur d'E'nambuc fils aîné du feu sieur du Parquet, Gouverneur des isles de la Martinique & Sainte-Alouzie, situées en l'Amérique; & en cas de décès dudit sieur d'E'nambuc, a constitué & établi le sieur du Parquet son frère, pour, en ladite qualité, y commander aux habitans d'icelles, & gens de guerre qui y sont & seront établis en garnison; défendre lesdits lieux de tout son pouvoir; avoir soin de faire instruire les peuples à la religion Catholique, Apostolique & Romaine; faire vivre les habitans d'icelles en bonne union & concorde; & maintenir les gens de guerre établis en garnison, en bon ordre & police, suivant les réglemens de Sa Majesté; & généralement faire toutes les choses nécessaires pour la conservation desdits lieux en l'obéissance de Sadite Majesté & le bien de son service & desdits habitans. Et d'autant que lesdits d'E'nambuc & du Parquet ne sont encore capables d'exercer ladite charge, à cause de leur bas âge, & qu'il est nécessaire d'établir une personne dont la

Pièces des
Commissai-
res François.

N^o. XXVIII.

*Lettres du
Duc d'Anvil-
le pour
établir le
sieur de Van-
deroque Com-
mandant à la
Martinique
& à Sainte-
Lucie. 1658.*

suffisance soit connue pour la garde desdites isles, Sa Majesté a commis le sieur de Vanderoque leur oncle, pour veiller à la conservation d'icelles, jusqu'à ce que ledit sieur d'E'nambuc, ou en cas de son décès, ledit sieur du Parquet, aient atteint l'âge de vingt ans. Savoir faisons qu'en conséquence desdites lettres, & en vertu du pouvoir à nous donné par Sa Majesté, nous mandons & ordonnons aux habitans des isles de la Martinique & Sainte-Alouzie, & aux Capitaines, leurs Lieutenans & gens de guerre qui y seront établis en garnison, & aux autres Officiers & Justiciers, de reconnoître ledit sieur d'E'nambuc, & après son décès, ledit sieur du Parquet son frère, pour Gouverneur desdites isles de la Martinique & de Sainte-Alouzie, sans leur apporter aucun trouble ni empêchement dans la fonction de ladite charge, après toutes fois qu'il vous sera apparu du serment par eux prêté en nos mains, qu'ils doivent à cause de ladite charge, & qu'ils auront atteint l'âge de vingt ans; & pour la garde, sûreté desdits habitans & conservation desdites isles en l'obéissance de Sa dite Majesté, le sieur de Vanderoque a été commis pour veiller & y commander pendant ledit temps. Mandons en outre, aux Gouverneurs des ports, havres, isles, côtes & terre ferme de l'Amérique, leurs Lieutenans, Capitaines commandans en l'absence, & autres Officiers sur lesquels notre pouvoir s'étend, de reconnoître ledit sieur d'E'nambuc, & après son décès, ledit sieur du Parquet son frère, pour Gouverneur desdites isles, sans leur donner aucun trou-

DE SAINTE LUCIE. IOI

trouble ni empêchement dans la fonction de ladite charge ; mais de leur donner toute aide, faveur & assistance dont ils auront besoin. En témoin de quoi avons signé ces présentes de notre main, & à icelles fait apposer le scel de nos armes, & contresigner par le Secrétaire ordinaire de la Vice-Royauté & du Conseil de l'Amérique. DONNE' à Paris, le vingt-septième jour du mois d'octobre, l'an de grace mil six cent cinquante-huit. Signé LE DUC d'ANVILLE, Vice-Roi. Et plus bas, Par Monseigneur, le Vice-Roi.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

Collationné sur la copie collationnée qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le sept juin mil sept cent cinquante-trois.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XXIX. *EXTRAIT* des registres du Conseil supérieur de la Martinique, contenant deux commissions données par la veuve du sieur du Parquet, des 22 octobre 1658 & 23 juin 1659. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

NOUS Marie Bonnard, veuve de feu Messire Jacques d'Iel, vivant Chevalier, Seigneur du Parquet, & des isles Martinique & Sainte-Alouzie, Gouverneur & Lieutenant général pour le Roi en icelles, Dame & Gouvernante desdites isles, tutrice & garde-noble des enfans mineurs dudit Seigneur & les miens : A Messire Robert Chevrollier; SALUT. La connoissance que nous avons de votre probité, expérience & capacité de la judicature, & profession de la

Pièces des Commissaires François. religion Catholique, Apostolique & Romaine, nous a porté de faire choix de votre personne pour exercer en cette isle Martinique, la charge de Procureur fiscal. A CES

No. XXIX.
Preuves que
la veuve du
sieur du Par-
q. et possédoit
Sainte-Lu-
cie. 1658 &
1659.

CAUSES, nous vous avons commis & député, commettons & députons par ces présentes, Procureur fiscal en cettedite isle Martinique, pour exercer ladite charge tant qu'il nous plaira; vous accordant la quantité de deux mille livres de petun annuellement, & jouir des prérogatives & honneurs attribués à ladite charge, laquelle commencerez à exercer du jour que vous aurez prêté serment. Pour cet effet, & à ce qu'il soit notoire à un chacun, seront les présentes lûes, publiées & enregistrées au greffe. En foi de quoi avons signé ces présentes, & fait contre signer par notre Secrétaire, & à icelles fait apposer le sceau de cette isle Martinique. DONNE' en notre hôtel de la Montaigne, le vingt-deuxième jour d'octobre mil six cent cinquante-huit. *Signé* MARIE BONNARD DU PARQUET. *Et plus bas*, Par madite Dame, FOL-DES-MARETS, avec paraphe. Et scellé du sceau de cette isle en cire rouge.

NOUS Marie Bonnard, veuve, &c. Sur les différens qui naissent journellement entre les habitans de cette isle Martinique, pour raison des lisières de leurs habitations, étant nécessaire pour faire vivre les habitans en bonne union & concorde, de pourvoir d'une personne pour cet effet. Pourquoi nous avons nommé la personne d'Alexandre Maugran, sachant qu'il a la capacité de ce faire, tant pour tirer les lisières que croisées

sées des habitations, tant de la Basse-terre que Cabes-terre de cette isle Martinique, & de tenir registre & livre terrier de toutes les lisières des places & habitations, pour y avoir recours en cas de besoin, & se contenter pour chaque lisière & croisée qu'il tirera, de cinquante livres de petun, qui lui seront payées par l'habitant qui fera tirer sa lisière: de ce faire lui en donnons pouvoir. DONNE' en notre hôtel de la Montaigne, le vingt-troisième jour de juin mil six cent cinquante-neuf. Signé MARIE BONNARD DU PARQUET.

Pièces Justificatives sur L'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

Je soussigné Greffier du Conseil, certifie le présent extrait conforme au registre ou brouillard déposé parmi les minutes de ce greffe. Au Fort-Royal, ce vingt-cinq juillet mil sept cent vingt-un. Signé MOREAU.

CHARLES BENARD, Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant des isles du vent de l'Amérique, certifions à tous ceux qu'il appartiendra, que le sieur Moreau qui a signé le certificat ci-dessus, est Greffier du Conseil supérieur de cette isle, & que foi doit être ajoutée à son seing, tant en jugement que dehors. En foi de quoi nous avons expédié le présent certificat, auquel nous avons fait mettre le cachet de nos armes, & le contre-seing de notre Secrétaire. Au Fort-Royal, le vingt-sept juillet mil sept cent vingt-un. Signé BENARD, Et plus bas, par Monseigneur, DENNEL.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

(G 4)

No. XXX.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXX:
Commission de
Juge civil &
criminel à la
Martinique
& à Sainte-
Lucie. 1660.

No. XXX. COMMISSION du sieur
Dupré, pour l'office de Juge civil &
criminel, tant à la Martinique qu'à
Sainte-Lucie, le 9 janvier 1660. Ti-
ré du dépôt des affaires étrangères.

ADRIEN d'Iel, Chevalier, Seigneur de
Vanderoque, Gouverneur & Lieute-
nant général pour le Roi ès isles de la Mar-
tinique & Sainte-Alouzie, & tuteur princi-
pal des nobles enfans mineurs de feu sieur
du Parquet, vivant Seigneur propriétaire
desdites isles, Gouverneur & Lieutenant gé-
néral pour le Roi en icelles, & de défunte
Dame Marie Bonnard son épouse: A tous
ceux qui ces présentes lettres verront. E-
tant nécessaire de pourvoir de l'office de Ju-
ge civil & criminel, tant en cette isle que
celle de Sainte-Alouzie, vacante par l'in-
disposition du sieur Fournier, ci-devant
pourvû d'icelle, les sieurs parens desdits
sieurs mineurs avoient fait choix & élec-
tion de la personne de Pierre Cousin sieur
Dupré, auquel ils auroient fait don d'icelle
pour les causes contenues en leur délibéra-
tion du sept septembre dernier. Nous, con-
formément à icelle, & ayant une entière
connoissance de sa capacité, prud'homme,
expérience au fait de judicature & bonne
vie, diligence, à icelui pour ces causes &
autres à ce nous mouvant, avons donné &
octroyé, donnons & octroyons par ces pré-
sentes, ledit état & office de juge civil &
criminel desdites isles de la Martinique &
de Sainte-Alouzie, pour en jouir, exercer
& user aux honneurs, autorités, préroga-
ti-

tives, prééminences, fruits, profits, revenus & émolumens appartenans, & aux gages de six mille livres de petun par chacun an, & aux droits, franchises, libertés qu'en ont joui ceux qui ont ci-devant exercé ladite charge, renonçant à cette fin, à toutes lettres de provisions qui en auroient pû être données. DONNE' en notre hôtel de la Martinique, le neuf janvier mil. six cent soixante. *Signé VANDEROQUE D'IEL.*

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. I^{re}. partie.

Collationné sur la copie collationnée qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le sept juin mil sept cent cinquante-trois.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

N^o. XXXI. *EXTRAIT de l'histoire des Antilles, par le P. du Tertre, concernant la négociation entre les François & les Anglois en 1660, pour assurer la paix de l'Amérique. Tome I, page 572.*

L'ANNE'E 1660 ne fut pas moins favorable aux isles, par une paix générale avec tous les Sauvages, qu'elle le fut à la France par le traité de paix avec l'Espagne. M. le Général de Poincy & le Général des Anglois la traitèrent ensemble, au nom de toutes les isles de l'une & de l'autre nation, dès le mois de janvier, dont M. Houel donna avis à M. de Vanderoque, Lieutenant général pour Sa Majesté à la Martinique.

Les habitans de la Martinique desirant d'être compris dans ce traité général, M. de Vanderoque assembla extraordinairement le Conseil souverain de l'isle, & l'on y ré-

Pièces des 106 MEMOIRES SUR L'ISLE
Commissaires François, solut d'envoyer le sieur de Loubières Capitaine, & le sieur Renaudot habitant, vers

No. XXXI.
Extrait de
l'histoire des
Antilles, par
le P. du Ter-
tre. 1660.

M. Houel Gouverneur de la Guadeloupe, pour le remercier, de la part de M. le Général, des Officiers & de tous les habitans de la Martinique, des soins qu'il avoit pris de leur procurer la paix, & pour le supplier de les vouloir continuer, & faire en sorte qu'ils fussent reçus à l'union générale de toute la nation. Voici l'acte de la délibération qui en fut faite, tel qu'il a été tiré du greffe du Conseil souverain de la Martinique.

Suit ladite délibération, qui est copiée séparément, & se trouve au n^o. XXXIII, par laquelle les sieurs de Loubières & Renaudot sont nommés députés pour accéder à la paix faite avec les Anglois, & à celle qui doit se négocier avec les Caraïbes.

Ces deux députés, continue le P. du Tertre, munis de ce pouvoir, arrivèrent à la Guadeloupe au mois de février. M. Houel les y reçût avec bien de la civilité; mais comme toute la gloire de cette paix étoit dûe à M. le Bailli de Poincy, Lieutenant général pour le Roi sur les isles de l'Amérique, il leur conseilla d'aller à Saint-Christophe, le prier, au nom de tous les habitans de leur isle, qu'ils fussent reçus à l'union & à la ligue offensive & défensive avec les François & les Anglois, qui avoient conclu la paix avec tous les Sauvages.

Mais M. le Bailli de Poincy les renvoya à M. Houel, qui avoit été prié par les François & par les Anglois, de vouloir prendre le soin des affaires qui concernoient ladite union, tant pour la paix que pour la guerre.

re. Il s'offrit fort généreusement de les servir en cette occasion ; c'est pourquoi ils retournèrent promptement à la Martinique, querir les pouvoirs nécessaires pour traiter avec les Sauvages.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire partie.

L'assemblée composée de nos Pères & des plus considérables de l'isle, se tint au logis de M. Houel, au quartier de la Basse-terre, où il se trouva quinze Sauvages des plus renommés des isles de Saint-Vincent, de la Dominique & de ceux qui avoient été chassés de la Martinique. Tout s'y passa fort paisiblement, & au contentement des deux parties. J'ai recouvert le verbal de la manière dont tout fut arrêté & conclu, que je suis obligé de donner ici, parce qu'il exprime avec bien de la naïveté, comme tout se passa pour cet accommodement. *Tome I, pages 574 & 575.*

Suit le verbal ou traité fait par le sieur Houel avec les Caraïbes, le 31 mars 1660, qui est copié séparément, & se trouve au n^o. XXXIV.

N^o. XXXII. *TRAITE' d'union & ligue offensive & défensive, arrêté à Saint-Christophe, entre les François & les Anglois, au mois de janvier 1660.*
Tiré du dépôt des affaires étrangères.

EN l'hôtel de M. le Bailli de Poincy, Gouverneur & Lieutenant général pour le Roi des isles de l'Amérique, où s'étoient assemblés Messire Charles Houel, Chevalier, Seigneur du petit-pré des isles Guadeloupe &

Nèces des
Commissai-
res François.

No. XXXII.
Ligue entre
les François
Et les Anglois
des isles de
l'Amérique,
pour parve-
nir à la paix
avec les Ca-
raïbes. 1660.

& Saintes, Gouverneur en icelles; & Messire Robert Houel, Chevalier, seigneur d'Estrechy, Maître d'hôtel de Monseigneur le Duc d'Anjou; & Messire Charles de Boiffret, seigneur d'Herbelay, seigneur & propriétaire de Marie Galande; & Messire le Colonel Roger Amfbrun, Gouverneur de Montserat; & les Capitaines Rouffel &..... députés du Gouverneur de Nièves, suivant leurs ordres; & outre, ledit Roger Amfbrun faisant le fait valable pour le Colonel Christophe Quinel, Gouverneur des isles d'Antigues pour la nation Angloise; ledit Seigneur de Poincy président en ladite assemblée.

Ont été représentés les desordres arrivés dans toutes les isles de l'Amérique, habitées, tant par la nation Françoisise qu'Angloise, par les courses & surprises journalières des Sauvages de Saint-Vincent & de la Dominique, les meurtres & incendies qu'ils ont exécutés, la détention de plusieurs chrétiens de l'un & de l'autre sexe, dont ils mettent le salut en compromis; que jusqu'à présent l'on n'a pû réprimer leur insolence; d'autant moins peut-on rien avancer vers eux pour les éclairer du Saint E'vangile, principal motif de l'établissement des colonies de l'Amérique, parce qu'ils ont toujours eu l'adresse de faire la paix avec une nation, avant que d'entreprendre sur l'autre, & ainsi se ménager politiquement en tout temps une nation pour amie.

Que pour parvenir au salut de ces idolâtres, & les contenir dans une police civile & bien réglée, il seroit nécessaire de favoriser des personnes ecclésiastiques parmi eux, les

lesquelles s'y étoient déjà établies, afin de les civiliser & les rendre sociables; ce que lesdits Ecclésiastiques avoient déjà heureusement commencé, si un malheureux accident n'en eût interrompu le cours.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. 1re. partie.

Sur tout quoi, ladite Compagnie assemblée, après mûre délibération, a jugé à propos pour la gloire de Dieu, le service de leurs Souverains & le repos des peuples qui habitent l'Amérique, de faire union entre eux, offensive & défensive contre lesdits Sauvages, au cas de contravention à la paix dont on jouit présentement, ce qui a été conclu & arrêtée par la délibération de ladite assemblée.

A été aussi arrêté que lesdits Ecclésiastiques qui ont été ci-devant établis par la nation Françoisé dans les isles de la Dominique & de Saint-Vincent, qui ont travaillé à la conversion des Sauvages, seront maintenus, du consentement des deux nations, pour le bien de la paix, pour y faire leurs fonctions en toute liberté, & travailler à la conversion des Sauvages, à les policer, civiliser & rendre sociables, & ce à leurs propres frais & dépens, sans qu'il en coûte aucune chose à ladite union; reconnoissant ladite Compagnie assemblée, qu'il n'y a autre meilleur moyen de conserver la paix, que l'intelligence & médiation desdits Ecclésiastiques. Néanmoins afin que leur rétablissement ne puisse donner ombrage à l'une ou à l'autre desdites nations: a été accordé, autant qu'il est en leur pouvoir respectif de le faire, que lesdites isles de Saint-Vincent & de la Dominique, demeureront à toujours auxdits Sauvages, sans qu'elles puissent être habi-

Pièces des
Commissai-
res François.

habitées par l'une ou l'autre desdites na-
tions.

No. XXXII.

*Ligue entre
les François
& les Anglois
des isles de
l'Amérique,
pour parve-
nir à la paix
avec les Ca-
raïbes. 1660.*

Pour laquelle union maintenir, soit par la force ouverte, ou par les présens aux chefs les plus considérables desdits Sauvages, Messieurs les Commandans de la nation Françoisise accordent la quantité de quarante mille livres de sucre, & Messieurs les Com- mandans de la nation Angloise, pareille quantité de quarante mille livres de sucre, poids François; lesquelles quantités de sucre seront mises entre les mains d'un marchand de chaque nation, lesquels ont été dès-à-présent choisis; à savoir, pour la nation Françoisise, le sieur Samuel du Queris, habitant à la Basse-terre de cette isle; & pour la nation Angloise, la personne d'Antoine Raiz, qui tiendront compte des frais & mises qu'ils auront faits chacun à leur nation, de laquelle il est établi; ensemble tiendront compte des retours & traites qu'auront fait les maîtres des barques & bateaux qui seront employés pour le bien de ladite union.

Et s'il étoit besoin de porter la guerre chez lesdits Sauvages, soit par mer, soit par terre, même d'y établir forteresse & garnison pour un temps ou à toujours, lesdits sieurs Commandans de l'une & de l'autre nation, fourniront également des barques & bateaux, munitions & hommes, autant qu'il sera jugé à propos pour l'expédition qui s'offrira.

Ladite Compagnie assemblée, ayant jugé que l'union seroit de peu de fruit, si ladite négociation de paix ou de guerre n'étoit conduite par des personnes d'honneur & d'expérience, & qui eussent plus grande
con-

DE SAINTE LUCIE. III

connoissance parmi lesdits Sauvages, elle auroit prié M. Houel Gouverneur en ladite isle Guadeloupe, & M. Amfbrun Gouverneur en ladite isle de Montferat; d'en vouloir prendre le soin & la conduite, soit pour l'entretien de la paix ou pour les expéditions militaires, lesquels conviendront & donneront leurs ordres à tous ceux qui seront envoyés pour lesdites expéditions; ce que lesdits sieurs Houel & Amfbrun ont généreusement accepté, & promis à la Compagnie d'apporter tous leurs soins à ce que les peuples de l'Amérique jouissent du bien de la paix.

Pièces justificatives sur l'isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

Les maîtres de barques & bateaux qui seront envoyés aux frais de ladite union, seront tenus de rendre compte de ce que les Commis établis, ci-devant nommés, leur auront fourni de marchandises en traite, afin que par le bénéfice d'icelles, ladite Compagnie puisse être foulagée d'une partie de ses dépenses.

Et afin que la présente union ne fomente la négligence des habitans à se conserver, ladite union a promis de faire les gardes ordinaires pour la conservation des peuples, & pour empêcher l'incursion desdits Sauvages, chacun dans l'isle où il commande.

A été aussi accordé que dans la présente union, entreront, si bon leur semble, Messieurs les Gouverneurs & habitans des isles de l'une & l'autre nation, qui sont de présent absens, pourvû qu'ils fassent leur déclaration d'y vouloir entrer dans six mois de ce jour, en contribuant pour leur part & portion, ce qui sera jugé à propos par ladite assemblée, pour le maintien de la paix ou frais de la guerre.

Et

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXII.

*Ligue entre
les François
& les Anglois
des isles de
l'Amérique,
pour parve-
nir à la paix
avec les Ca-
raïbes. 1660.*

Et afin que ladite présente union ait force & valeur, & qu'elle puisse durer à toujours entre lefdites deux nations, Messieurs de l'assemblée de la nation Angloise se sont soumis de faire leur possible pour faire agréer la présente union par la Puissance souveraine de leur E'tat. *Ainsi signé*, LE CHEVALIER DE POINCY, HOUEL, AMSBRUN & ROUSSEL. *Et plus bas*, collationné la présente copie à son original, à moi apparu & rendu, & icelle délivrée à M. de Loubieres Capitaine en l'isle Martinique, & Christophe Renaudot, députés d'icelle, le trente-un mars mil six cent soixante. Par notre Tabellion Garde-note en l'isle Guadeloupe, *signé* FILACIER Notaire, avec paraphe.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XXXIII. *EXTRAIT* des registres du Conseil de l'Amérique, sur la députation faite des sieurs de Loubière & Renaudot, par le Conseil de la Martinique & le sieur de Vanderoque Gouverneur de la Martinique & de Sainte-Lucie, pour entrer dans le traité qui seroit fait avec les Caraïbes, au nom des François & des Anglois: du 24 mars 1660. Histoire des Antilles, tome I, page 573.

DU mercredi vingt-quatrième jour de mars 1660, le Conseil souverain de cette isle de la Martinique assemblé extraordinairement,

ment, où a présidé Monseigneur le Général de Vanderoque, y étant M. de Francillon Capitaine d'une compagnie, M. de Loubière, aussi Capitaine d'une compagnie en cette isle; Messieurs de Vertpray & Dubois, aussi Capitaines; M. de la Vigne, Messieurs des Jardins & de la Verdure, Lieutenans; de la Jeunesse, de Bouillon & Saint-Aubin, Enseignes.

Pièces justificatives sur l'Isle de Sté. Lucie.
Ire. partie.

Le Conseil assemblé, & où les députés des Compagnies: sur le rapport fait par lesdits sieurs de Loubière, Capitaine d'une compagnie en cette isle, & Renaudot, habitans, envoyés vers M. le Général de Poincy & Messieurs les Gouverneurs des isles Françoises & Angloises, sur le sujet de la paix avec les Caraïbes, & de l'union des isles Françoises & Angloises, pour la maintenir ou faire la guerre à frais communs en cas de rupture par lesdits Caraïbes, pour parvenir à laquelle union, il est préalable que cette isle conclue la paix avec lesdits Caraïbes; a été resolu par ledit Conseil, que lesdits sieurs de Loubière & Renaudot feront priés de retourner à la Guadeloupe, vers M. Houel, seigneur & Gouverneur d'icelle, pour le remercier, de la part de M. le Général, des Officiers & de tous les habitans de cette isle, des soins & peines qu'il a pris pour procurer la paix à cette dite isle, & le supplier de vouloir continuer, afin de parvenir à l'union universelle de toute la nation, qui lui sera glorieuse; & pour lui représenter que lesdits Caraïbes ayant rompu la paix, qui longtemps étoit entretenue avec eux, ont assassiné plusieurs notables habitans, qui dans la bonne foi de

Pièces
des Commis-
saires Fran-
çois.

No. XXXIII.

*Pouvoir
donné par le
Gouverneur
de la Marti-
nique & Sain-
te-Lucie,
pour la paix
avec les Ca-
raïbes. 1660.*

ladite paix, se sont fiés à eux; soustrait jusqu'à cinq cens Nègres, qu'ils ont transportés où bon leur a semblé, & fait tous actes d'hostilité, & ont contraint les François de cette isle, à les chasser à force d'armes hors d'icelle; de sorte qu'il ne seroit pas seulement honteux, mais injuste de les réintégrer, qu'au paravant ils n'aient remis les choses au même état qu'elles étoient; & ainsi qu'il est nécessaire qu'ils se déportent de toutes prétentions en cettedite isle, que premièrement ils n'aient rendu tous lesdits Nègres, auquel cas de restitution on leur y donnera de la terre, à la charge d'y vivre en paix & sans aucunes entreprises. Et parce que quelques-uns entre lesdits Sauvages, ont créance parmi eux, & peuvent beaucoup aider à la conclusion de ladite paix, pour parvenir à laquelle, il est nécessaire de les gagner, & faire quelques autres dépenses, ledit Conseil a donné & donne tout pouvoir auxdits sieurs de Loubière & Renaudot, d'en user comme ils jugeront à propos; & ordonné que le paiement ou remboursement en sera fait sur le mémoire qu'ils en rapporteront.

Signé VANDEROQUE.

No. XXXIV. *VERBAL* ou *Traité*, par lequel *M. de Vanderoque*, Gouverneur général des isles de la Martinique & de Sainte-Alouzie, pour les enfans mineurs de *M. du Parquet*, & les habitans de ladite isle Martinique, sont admis au *Traité d'union & de paix* entre les François, les Anglois & les Caraïbes :

du

DE SAINTE LUCIE. 115
du 31 mars 1660. Tiré du dépôt des
affaires étrangères.

Pièces justifi-
catives sur
l'Isle de Ste.
Lucie.
Ire. partie.

M. HOUEL, Chevalier, seigneur & Gouverneur des isles Guadeloupe, ayant heureusement traité de la paix entre Messieurs les Gouverneurs & habitans des isles de Montferat, Antigues & Nièves de la nation Angloise, les Caraïbes, Sauvages habitans des isles Saint-Vincent, la Dominique, & ceux qui ont ci-devant habitué l'isle Martinique, lesdits sieurs Gouverneurs Anglois auroient prié ledit sieur Houel de vouloir, pour le maintien & conservation de ladite paix, faire union avec lui & la nation Françoisise, offensive & défensive, à cause du peu d'assurance qu'il y a en leurs paroles, & qu'ils n'ont aucune discipline, ni chefs qui aient commandement: de quoi ayant ledit Seigneur communiqué, avec M. le Bailli de Poincy, Lieutenant général pour le Roi, & donné jour auxdits sieurs Gouverneurs Anglois de se trouver en ladite isle Saint-Christophe, en l'hôtel dudit seigneur de Poincy, où étant tous assemblés, l'union & ligue offensive & défensive auroit été faite, sous le bon plaisir du Roi, entre lesdites nations Françoisise & Angloise, pour le maintien de la paix avec lesdits Caraïbes: mais parce qu'auparavant ledit Seigneur Houel auroit donné avis à M. de Vanderoque, Gouverneur & Lieutenant général pour le Roi en l'isle Martinique, de ladite assemblée, lequel n'ayant pû y envoyer ses députés au temps qu'on a traité ladite union, peu après seroient arrivés en ladite isle de Saint-Christophe,

*Pièces des
Commissai-
res François.* François Rolle E'cuyer, sieur de Loubière,
Capitaine d'une compagnie en ladite isle-
Martinique, & Christophe Renaudot, habi-
tans d'icelle; lesquels ayant exposé leur com-
mission audit seigneur de Poincy, & demandé
*No. XXXIV.
Traité de la
paix entre les
Gouverneurs
François &
Anglois des
isles de l'Amé-
rique, & les
Caraïbes.* d'être reçûs à entrer en ladite union, il les
auroit renvoyés audit seigneur Houel, qui
auroit été prié de vouloir prendre le soin
des affaires qui concerneroient ladite union,
tant pour la paix que pour la guerre avec les-
dits Sauvages, qui a causé de très-grands
malheurs par les meurtres, incendies & en-
lèvement de Nègres, faits par lesdits Sauva-
ges, en quoi le service du Roi a reçû un
notable préjudice. Ledit seigneur Gouver-
neur auroit fait réponse auxdits sieurs de Lou-
bière & Renaudot, que devant qu'ils pussent
entrer en ladite union, il étoit préalable de
faire la paix avec lesdits Sauvages; leur
déclarant qu'il a toujours eu pour le service
du Roi, le bien & le repos de l'isle Martini-
que, tous les bons sentimens possibles, &
qu'il y a longs-temps qu'il travailloit à dis-
poser les esprits desdits Caraïbes, à traiter
de la paix, & que pour y parvenir, il don-
neroit ordre de faire trouver en son châ-
teau de la Basse-terre de cette isle, les prin-
cipaux desdits Sauvages. Sur quoi lesdits
sieurs de Loubière & Renaudot l'ayant re-
mercié & prié d'en vouloir prendre la pei-
ne, ont dit que de tout ils en alloient com-
muniquer audit Seigneur de Vanderogue,
Officiers & habitans de ladite isle Martini-
que, pour avoir les pouvoirs nécessaires.
A cet effet, se seroient rendus audit château
de la Basse-terre, chargés de pouvoirs, où
étant,

étant, se seroient aussi trouvés jusqu'au nombre de quinze des plus notables & recommandés entre les Caraïbes des isles de Saint-Vincent, la Dominique & ceux qui ont ci-devant habité l'isle Martinique, & qui en ont été chassés pendant le cours de ladite guerre : à tous lesquels Sauvages ledit seigneur Gouverneur faisant ouverture de paix, seroient entrés audit château le R. P. Beaumont, de l'Ordre des Frères Prêcheurs, & Missionnaire apostolique, résidant depuis quelque temps avec lesdits Sauvages ; & le R. P. du Vivier, de la Compagnie de Jesus, Supérieur des missions dudit Ordre dans ces isles de l'Amérique : en présence desquels auroit été, par ledit seigneur Gouverneur, fait porter parole par Jean Jardin, François de nation, parlant & entendant la langue Sauvage, s'ils vouloient entendre & traiter de la paix avec ledit seigneur de Vanderoque & habitans de ladite isle Martinique ; qui auroient fait réponse par la bouche dudit Jardin, qu'ils étoient prêts d'entendre à ladite paix : fait aussi demander auxdits Caraïbes, s'ils auroient pouvoir de traiter pour eux & au nom de tous les autres, desdites isles de Saint-Vincent & la Dominique ; auroient fait réponse qu'ils se faisoient fort pour tous, ayant parlé à la plus grande partie desdits Sauvages qui y consentoient, & que si après le traité fait & arrêté, il y avoit quelqu'un qui voulût aller au contraire, ils promettoient d'en avvertir ledit seigneur Houel, & travailler à leur possible pour les forcer d'accepter ladite paix.

Sur tout quoi, après plusieurs propositions,

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXIV.

Traité de
paix entre les
Gouverneurs.

François &
Anglois des
îles de l'Amé-
rique, & les
Caraïbes.

1660.

tions, demandes & exceptions, a été accordé que toutes lefdites nations François & Angloise, habitans des isles Montserat, Antiques & Nièves, & lefdits Caraïbes desdites isles Saint-Vincent, la Dominique, & qui ont ci-devant demeuré à ladite isle Martinique, demeureront en paix, toutes actions d'hostilité cessantes; que de part & d'autre, toutes actions commises demeureront assoupies & éteintes, sans s'en pouvoir ressouvenir; que tous prisonniers, de part & d'autre, seront rendus de bonne foi. Ont lefdits Caraïbes, promis de faire de leur part, garder & entretenir ladite paix; & où ils ne le pourroient de leur chef, demander aide & protection pour y parvenir, & faire faire justice à leur possible contre les prévaricateurs, pourvû qu'on n'entreprenne aucunement, par l'une ou l'autre nation, d'habituier les deux isles de Saint-Vincent & la Dominique, qui seules leur restent pour retraite; ce qui leur a été promis par ledit Seigneur Houel, d'empêcher autant qu'il sera en son pouvoir, & sous le bon plaisir du Roi; & de la part desdits députés de ladite isle de la Martinique, a été aussi promis entre les mains dudit seigneur Gouverneur, de faire garder & entretenir ladite paix; & s'il arrivoit qu'il fût par quelqu'un des habitans de ladite isle Martinique, fait, dit & commis action au contraire, de les faire punir & châtier suivant la rigueur des loix, & d'en certifier ledit sieur Houel, afin que par sa médiation, lefdits Sauvages reconnoissent la fidélité & candeur avec laquelle on a traité de la paix.

Sur

Sur ce qu'on a fait demander auxdits Ca- pièces justi-
raïbes, s'ils ne desiroient pas apprendre à ficatives sur
prier Dieu à notre imitation, & à souffrir l'Isle de Ste.
que lefdits Pères Missionnaires les aillent Lucie.
instruire; auroient répondu qu'ils en font Ire. partie.
très-contens & le desirent, ceux de ladite
& isle Dominique auroient dit être satisfaits
dudit R. P. Beaumont, qui en est de retour
depuis huit jours; lequel a dit à l'assemblée
que pendant le temps qu'il a séjourné en la-
dite isle, il a vû partie des principaux Sau-
vages, que tous lui ont demandé avec in-
stance, que lefdits Chrétiens n'habitassent,
point lefdites isles Saint-Vincent & la Do-
minique, & que les François eussent à les
protéger contre ceux qui voudroient s'en em-
parer à leur préjudice.

A le Baba demandé qu'en considération de
ses peines & soins, il lui soit rendu par les
habitans de la Martinique, ses neveux, qui
ont été pris par le nommé Baillardel de ladite
isle; sur quoi a été représenté par lefdits Pè-
res Missionnaires, qu'il est non seulement juste,
mais nécessaire de faire ladite restitution, qui
sera un moyen de confirmer & entretenir la
paix, & d'acheminer la conversion des Sau-
vages: de quoi ledit Seigneur Gouverneur a
aussî prié lefdits sieurs de Loubière & Renau-
dot, les chargeant d'en faire instances audit
Seigneur de Vanderoque & habitans; ce qui
a été arrêté par ledit Seigneur Gouverneur
& le R. P. Beaumont & lefdits députés, ce-
jourd'hui dernier mars mil six cent soixante.
Signé en fin HOUEL, F. PIERRE FONTAINE,
Préfet & Vicaire général de la mission des
Frères Prêcheurs, F. PHILIPPES de BEAU-
(H 4) MONT,

Pièces des Commissaires François,
MONT, F. MAMMES LE CLERC, LOUBIÈRE &
RENAUDOT, avec paraphe.

No. XXXV.
Ordre pour
publier la
paix à la
Martinique
& à Sainte-
Lucie. 1660.

*Registré au Conseil souverain de l'isle Marti-
nique, le sixième avril mil six cent soixante.*

Signé G E R V A I S.

*Collationné sur la copie qui est au dépôt des affai-
res étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil
sept cent cinquante-un.*

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt,

No. XXXV. LETTRE du sieur Houel,
Gouverneur de la Guadeloupe, au sieur
de Vanderoque, pour lui donner avis du
traité de paix fait au nom des François
& des Anglois avec les Caraïbes, &
pour qu'il le fasse publier à la Martini-
que & à Sainte-Lucie: du premier avril
1660. Tiré du dépôt des affaires é-
trangères.

M O N S I E U R, Dieu nous a fait la grace
d'avoir heureusement conclu la paix
pour vous & tous vos habitans, avec les Sau-
vages, où ont assisté les RR. PP. du Vivier
& Beaumont, lesquels, comme moi, ont jugé
à propos qu'il en fût fait un écrit, afin qu'il
n'y pût être innové de part ni d'autre. Mes-
sieurs de Loubière & Renaudot, qui répé-
toient vos intérêts, y ont aussi consenti, &
vous en portent un des originaux, l'autre
étant demeuré entre mes mains, parce que
c'est moi qui ai engagé ma parole aux Sau-
vages, que cette paix seroit inviolable de
notre part. Ces RR. PP. ont aussi jugé à
pro-

propos que je vous donnasse un avis, qui est ^{Pièces justi-}
 que vous vous montriez libéral envers les ^{ficatives sur}
 Sauvages, & particulièrement envers ceux l'Isle de Ste.
 qui avoient des habitations à la Martinique, ^{Lucie.}
 à qui je crois que vous devez faire quelque ^{1^{re} partie.}
 présent par forme de désintéressement pour
 leursdites habitations. Nous n'avons pas vou-
 lu nous y obliger en traitant cette paix,
 quoiqu'ils aient fait de très-grandes instan-
 ces pour ravoir leursdites habitations; & je
 crois que le Capitaine Louis, son fils la Prai-
 rie, & ceux qui ne sont pas bien intention-
 nés pour notre nation, souffriront avec gran-
 de peine la perte de leursdites habitations,
 si vous ne les en récompensez; ce que je
 crois que vous devez faire, si vous voulez
 conserver la paix. Une autre chose qui la
 pourra altérer, ce sera la rencontre des Fran-
 çois & des Sauvages qui vont roquiller sur
 les anes & dans les lieux inhabités, en ce
 temps, où les esprits, de part & d'autre,
 sont encore irrités: ce que je crois que vous
 devez empêcher de votre part, afin de don-
 ner temps aux Sauvages de s'assurer & de
 prendre créance pour moi. Quoique je n'aie
 point de guerre avec eux, j'en ai usé ainsi,
 sachant qu'il y a des François aussi peu rai-
 sonnables que des Sauvages, lesquels se ren-
 contrant dans les lieux écartés, font & di-
 sent ce qu'ils ne confesseroient jamais, &
 font toujours leurs causes bonnes, dont on
 ne peut faire un véritable éclaircissement. Je
 vous prie de vouloir faire restituer les ne-
 veux du Capitaine Baba de Saint-Vincent,
 qui furent pris par Baillardel, & vendus à
 Saint-Christophe, comme on a promis audit
 Baba, & de faire avertir par tout à la Marti-
 nique

Pièces des
Commissaires
Français.

No. XXXV.

Ordre pour
publier la
paix à la
Martinique
Et à Sainte-
Lucie. 1660.

nique & Sainte-Alouzie, que la paix est faite, & donner vos ordres à ce que l'on fasse aux Sauvages le meilleur traitement & accueil que l'on pourra, se tenant prêts de ses armes dans les forteresses, où l'on ne doit laisser entrer que les Capitaines Sauvages, avec quelques-uns des leurs. Agréez, s'il vous plaît, Monsieur, ces conseils que j'ai pratiqués, & dont je me suis bien trouvé. Je dois aussi vous témoigner l'estime que j'ai pour Messieurs de Loubière & Renaudot, que vous avez députés pour la négociation de cette paix, & l'affection & le zèle avec lesquels ils ont agi pour vos intérêts & de toute la Martinique. Je me remets à eux de vous entretenir de ma conduite dans cette affaire, que j'ai embrassée avec joie, la plus grande que je pouvois recevoir, étant de vous témoigner & à tous Messieurs les Officiers & habitans de la Martinique, que je suis, Monsieur, votre très-humble serviteur, HOUBL.

De la Guadeloupe, le premier avril 1660.

Et sur la suscription, à M. de Vanderoque, Gouverneur & Lieutenant général pour le Roi à la Martinique.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XXXVI. *EXTRAITS des registres du Conseil supérieur de la Martinique, en 1660, qui justifient de la qualité du sieur de Vanderoque, comme Gouverneur de la Martinique & de Sainte-Lucie, pour les enfans mineurs du sieur du*

du Parquet; & de l'enregistrement au dit Conseil, des traités faits avec les Anglois & les Caraïbes pour la paix de l'Amérique; & de la lettre du sieur Houel, pour faire exécuter lesdits traités à l'isle de Sainte-Lucie: du 9 janvier au premier avril 1660. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

Ledit extrait commence par la commission du sieur Dupré, pour l'office de Juge civil & criminel, tant à la Martinique qu'à Sainte-Lucie, du 9 janvier 1660, qui est copiée séparément, & se trouve au No. XXX. pag. 104.

Suivent deux autres commissions, dont voici la teneur.

Nous Adrien d'Iel, Chevalier, Seigneur de Vanderoque, Gouverneur & Lieutenant général pour le Roi, des isles de la Martinique & Sainte-Alouzie, & tuteur principal des nobles enfans mineurs du feu sieur du Parquet, vivant Seigneur propriétaire desdites isles, Gouverneur & Lieutenant général pour le Roi en icelles, & de défunte Dame Marie Bonnard son épouse: A Guillaume le Fué; SALUT. La connoissance que nous avons de votre probité, profession de la foi Catholique, Apostolique & Romaine, nous a porté à faire choix de votre personne pour exercer la charge de Receveur des amendes & confiscations en cette isle Martinique; pour icelles, étant reçues, en rendre compte de huit mois en huit mois, & les employer quand & où il sera par nous ordonné; & afin de vous obliger à apporter le soin & diligence requis en cette affaire, nous vous avons accordé & accordons par ces présentes,

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXVI.

*Preuves que
les enfans du
sieur du Par-
quet étoient
propriétaires
de Sainte-Lu-
cie. 1660.*

tes, pour vos gages, la dixième partie de la recette que vous en ferez, qui seront dix pour cent, laquelle charge commencerez d'exercer au jour qu'aurez prêté le serment devant nous, en tel cas requis & accoutumé; & à cette fin les rôles desdites amendes vous seront délivrés de deux mois en deux mois, par le Greffier de cette isle. Et à ce qu'il soit notoire à un chacun, seront ces présentes lettres publiées, enregistrées, le Conseil tenant. En témoin de quoi avons signé ces présentes, & à icelles fait apposer le sceau de nos armes. DONNE' le septième jour de février mil six cent soixante. Signé DE VANDEROQUE D'IEL. *Et plus bas;* Par mondit Seigneur, DE LAUNAY, avec paraphe. *Et scellé.*

Dans le même registre.

NOUS Adrien d'Iel, Chevalier, seigneur de Vanderoque, Gouverneur & Lieutenant général pour le Roi ès isles Martinique & Sainte-Alouzie, & tuteur principal des nobles enfans mineurs du feu sieur du Parquer, vivant seigneur & propriétaire desdites isles, Gouverneur & Lieutenant général pour le Roi en icelles, & de défunte Dame Marie Bonnard son épouse: A Guillaume le Fué; SALUT. La connoissance que nous avons de votre probité, profession de foi & religion Catholique, Apostolique & Romaine, expérience en beaucoup d'affaires d'importance, & de votre prudence, conduite au ménagement de notre bien, nous a porté à faire choix de votre personne pour exercer la charge de Curateur aux biens vacans de cette isle, épaves, aubaines & autres

tres de pareille nature à nous appartenans ; en faire bon & loyal inventaire en présence de notre Procureur fiscal & de nos Officiers de justice, présents & à venir, pour suivre la vente par-devant eux, des effets mobiliers faisant partie ou provenant desdits biens vacans ; ensemble les baux judiciaires des immeubles, au plus offrant & dernier enchérisseur, dans la forme ordinaire, afin que lesdits biens soient partagés à leur juste valeur ; faire perquisition des détenteurs d'iceux, tant à nous ci-devant échûs qu'à échoir ; les poursuivre par toute voie de justice, au déguerpiement d'iceux & restitution des fruits & autres choses mobilières, même criminellement s'il y échoit ; & généralement faire tout ce qu'au cas appartiendra, & de tout rendre bon & fidèle compte, toutefois & quantes qu'il vous sera par nous ordonné. Et afin de vous obliger d'exercer avec plus de soin ladite charge, nous vous avons accordé & accordons par ces présentes, la quatrième partie de ce qui nous viendra de clair, tous frais déduits, lesquels seront préalablement pris sur lesdits biens ; & où il surviendroit des héritiers des défunts, prétendant droit esdits biens ou partie d'iceux, & que la délivrance leur en fût adjugée en justice, vous leur rendrez compte d'iceux, & leur payerez le reliquat, vos frais, salaires & vacations, sans autres frais de justice, préalablement déduits, suivant la taxe qui en sera faite sur l'état & pièces que vous présenterez comme pièces justificatives desdits comptes ; & pour l'exercice de la présente commission, vous prêtez le serment en notre Conseil, en tel cas

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXVI.

*Preuves que
les enfans du
sieur du Par-
quet étoient
propriétaires
de Sainte-Lu-
cie, 1660.*

requis & accoutumé. Et à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance, seront ces présentes, avec ladite prestation de serment, lûes, publiées & registrées au greffe dudit Conseil, icelui tenant; enjoignant à tous nos Officiers, de tenir la main à l'exécution desdites présentes, & à nos vassaux, de vous donner les avis de la vacance desdits biens, aubaines, deshérences, épaves & autres de telle nature, trois jours après qu'ils en auront connoissance, à peine de répondre en leur propre & privé nom, du dépérissement d'iceux. Et en cas qu'aucuns en soient détenteurs ou possesseurs à notre préjudice, nous leur enjoignons dans ledit temps de trois jours, de vous en faire déclaration, autrement, & à faute de ce, & ledit temps passé, vous ordonnons de les poursuivre criminellement, suivant les ordonnances royales & coutume de Paris. En témoin de quoi avons signé ces présentes de notre main, & à icelles fait apposer le cachet de nos armes. DONNÉ le septième février mil six cent soixante. Signé DE VANDEROQUE D'IEL. Et plus bas, Par mondit Seigneur, DE LAUNAY. Et scellé.

Dans le même registre.

SUR ce qui a été représenté au Conseil par les sieurs de Loubière L'cuyer, Capitaine d'une compagnie en cette isle Martinique, & Renaudot habitant en icelle, qu'en conséquence de leur députation, ils se sont transportés à la Guadeloupe, remercier M. Houel, Seigneur & Gouverneur d'icelle, des peines par lui prises pour parvenir à la paix générale, & donner lieu à cette isle d'en-

trer

trer dans l'union avec les autres isles Françoises & Angloises, arrêté à Saint-Christophe, en date du..... & supplié ledit sieur Houel de continuer ses soins pour le même effet : ^{Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.} à quoi il se seroit employé avec telle affection, ^{1re. partie.} qu'enfin les choses auroient réussi, & que la paix auroit été conclue entre tous les Caraïbes & les habitans de cette isle, ainsi qu'il apparoît par l'acte qu'ils en ont représenté, & par la lettre missive dudit sieur Houel, à M. le Général, en date des dernier mars & premier avril de la présente année, requérant que lesdits actes soient lûs pour être délibéré sur iceux, de ce qu'il sera jugé nécessaire sur le même sujet. Et après que la lecture a été faite des articles passés à Saint-Christophe, contenant l'union entre les autres isles Françoises & Angloises, & liberté d'entrer en la même union aux autres isles qui n'avoient lors leurs députés présens au traité de paix fait à la Guadeloupe, entre cette isle & les Sauvages Caraïbes, le dernier mars dernier, & de la lettre missive dudit sieur Houel, du premier avril aussi dernier. Le Conseil a ratifié & approuvé, ratifie & approuve ledit traité de paix du dernier mars; a ordonné & ordonne qu'il sera exécuté selon sa forme & teneur, & qu'à cette fin il sera enregistré au greffe dudit Conseil, ensemble l'acte d'union dressé audit Saint-Christophe, & lettre missive dudit sieur Houel, pour y avoir recours toutefois & quantes : que M. le Général sera supplié d'écrire audit sieur Houel, & le remercier, tant en son nom qu'au nom des Officiers & habitans de cette isle, des soins & peines qu'il s'est donnés pour procurer à cettedite
 isle

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXVI.

*Preuves que
les enfans du
sieur du Par-
quet étoient
propriétaires
de Sainte-
Lucie. 1660.*

isle ladite paix; le prier, en conséquence d'icelle, de contribuer de sa part à faire entrer cettedite isle dans l'union arrêtée audit Saint-Christophe pour maintenir concurremment la paix, & se secourir réciproquement, en cas de rupture de la part desdits Caraïbes; assurer ledit sieur Houel que ses avis portés par sadite lettre missive, sont reçus de bonne part, comme salutaires, que toute l'isle lui en a particulière obligation, & qu'on les suivra en tout & par-tout, autant qu'il sera possible. Mondit sieur le Général sera pareillement supplié d'écrire à M. le Général de Poincy, pour le remercier de la grace qu'il a faite à cette isle, de lui réserver l'entrée à ladite union; le supplier de faire en sorte que les deux neveux du Baba de Saint-Vincent, qui sont en son isle, puissent être rachetés pour être rendus suivant ledit traité de paix, & d'agréer que cette isle soit comprise dans ladite union; d'écrire pareillement à Messieurs les Gouverneurs Anglois de Montserat, Nièves & Antigues, pour leur faire la même prière, & de les assurer tous, de la part de cette isle, qu'il n'y sera en rien contrevenu. Et parce que lesdits sieurs Houel, de Loubière & Renaudot ont fait beaucoup de dépense, tant en présens auxdits Caraïbes qu'autres choses, pour parvenir à ladite paix, ordonner qu'il sera fait fonds pour les rembourser, ensemble pour fournir aux frais nécessaires, tant pour contribuer dans ladite union, suivant ce que cette isle sera taxée, que pour continuer lesdites gratifications auxdits Caraïbes, pour le maintien de ladite paix.

Ici est une pièce intitulée: *Traité d'union*

Et ligue offensive Et défensive, arrêté à Saint-Christophe, entre les François Et les Anglois, Et de paix avec les Caraïbes, qui est copiée séparément, Et se trouve n^o. XXXII.

Pièces justificatives sur l'Isle de Sté. Lucie.
Ite. parties

Autre intitulée : *Traité par lequel M. de Vanderoque, Gouverneur général des isles de la Martinique Et Sainte-Lucie, pour les enfans mineurs de M. du Parquet, Et les habitants de l'isle de la Martinique, sont admis au traité d'union Et de paix entre les François Et les Caraïbes, qui est pareillement copié séparément, Et se trouve n^o. XXXIV.*

Suit la lettre du sieur Houel au sieur de Vanderoque, du premier avril 1660, qui est de même copiée séparément, & se trouve n^o. XXXV.

Je souffigné Greffier du Conseil, certifie le présent extrait conforme au registre ou brouillard déposé parmi les minutes de ce greffe. Au Fort-Royal, le vingt-cinq juillet mil sept cent vingt-un. Signé MOREAU.

CHARLES BENARD, Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant des isles du vent de l'Amérique; certifions à tous ceux qu'il appartiendra, que le sieur Moreau qui a signé le certificat ci-dessus, est Greffier du Conseil supérieur de cette isle, & que la foi doit être ajoûtée à son seing, tant en jugement que dehors. En foi de quoi nous avons donné le présent certificat, auquel nous avons fait mettre le cachet de nos armes, & le contre-seing de notre Secrétaire. Au Fort-Royal de la Martinique, le vingt-sept juillet mil sept cent vingt-un. Signé

Pièces des
Commissai-
res François.

BENARD. *Et plus bas*, Par mondit Seigneur,
DENNEL.

NO. XXXVII.
Commission
pour com-
mander à la
Martinique
& à Sainte-
Lucie. 1663.

*Collationné sur l'original qui est au dépôt des af-
faires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil
sept cent cinquante-un.*

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

NO. XXXVII. LETTRES PATEN-
TES du Roi, qui établissent le sieur
Clermont d'Iel pour commander trois ans
dans les isles de la Martinique, Sain-
te-Lucie, la Grenade & Grenadines:
du 5 avril 1663. Tiré du dépôt des
affaires étrangères.

LOUIS, &c. A notre cher & bien amé
le sieur de Clermont d'Iel; SALUT. A-
yant appris le décès du sieur de Vandero-
que d'Iel, auquel nous avons fait expédier
notre commission pour commander dans les
isles de la Martinique, Sainte-Aloisie, la
Grenade & Grenadines, en attendant que
le sieur d'E'nambuc du Parquet, que nous
avons pourvu du gouvernement desdites isles,
après le décès du sieur du Parquet son pé-
re, qui nous y avoit dignement servi, fût
en âge de l'exercer: & considérant qu'il est
nécessaire pour notre service, & pour la
conservation d'icelles sous notre obéissan-
ce, de pourvoir audit commandement, nous
vous avons choisi pour cette fin, sachant
que vous avez toute la valeur, expérience
& bonne conduite nécessaires pour vous
en bien acquitter, & toute la fidélité &
affection pour notre service que nous sau-
rions

rions desirer, dont vous avez donné des preuves en toutes les occasions qui s'en sont présentées: A CES CAUSES, & autres à ce nous mouvant, vous avons commis, ordonné & établi, commettons, ordonnons & établissons par ces présentes signées de notre main, pour commander pour notre service, pendant le temps de trois années, dans lespites isles de la Martinique, Sainte-Alouzie, la Grenade & Grenadines & leurs dépendances, avec pouvoir d'ordonner, tant aux habitans d'icelles qu'aux gens de guerre qui y sont & seront établis en garnison, ce que verrez être à faire pour le bien & avantage de notre service, & de faire vivre lespits habitans en union & concorde les uns avec les autres, & lespits gens de guerre, en bonne discipline & police, suivant nos réglemens; & généralement faire dans ledit commandement, pendant ledit temps de trois années, tout ce que vous estimerez à propos; & y agir aux honneurs, autorités, prérogatives, prééminences, droits, appointemens & émolumens y appartenans, & tout ainsi qu'a fait ou dû faire ledit feu sieur de Vanderoque; de ce faire vous avons donné & donnons pouvoir, commission, autorité & mandement spécial. Mandons à notre très-cher & très-ami oncle le Duc de Vendôme, Pair de France, Grand Maître, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de ce Royaume, & au sieur Comte d'Estrades, Viceroy & notre Lieutenant général dans toutes les isles, côtes & terres fermes de l'Amérique, de vous faire reconnoître & obéir de tous ceux, & ainsi qu'il appartiendra pour

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. xxxviii.

*Opposition à
l'entreprise
des Anglois
sur Sainte-
Lucie. 1663.*

l'exécution des présentes. Ordonnons aux-
dits habitans & gens de guerre, de vous re-
connoître & obéir en tout ce que vous leur
commanderez pour notre service & pour la
conservation desdites isles, sous peine de
desobéissance : CAR TEL EST NOTRE PLAISIR.
Donné à Paris, le cinquième jour d'avril
mil six cent soixante-trois, &c.

*Collationné sur l'original qui est au dépôt des af-
faires étrangères. A Paris, le vingt-un mars
mil sept cent cinquante-un.*

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

N^o. XXXVIII RE'SOLUTION du
Conseil supérieur de la Martinique,
sur les mesures à prendre pour empêcher
les Anglois établis à la Barbade, de
faire une descente dans l'isle de Sainte-
Lucie: du 8 octobre 1663. Tiré du
dépôt des affaires étrangères.

SUR ce qui a été remontré au Conseil par
M. de Loubière, Capitaine d'une com-
pagnie en cette isle, ci-devant commandant
pour le service du Roi esdites isles, qu'il y
a environ sept à huit mois que quelques per-
sonnes passant chez lui, venant de l'isle de
la Barbade, habitée par les Anglois, lui a-
voient donné avis que les habitans dudit lieu.
se propoisoient de venir habiter ladite isle
de Sainte-Alouzie; ce qui l'avoit obligé d'en
écrire au sieur Gouverneur de ladite isle,
pour savoir de lui à quel dessein ces habi-
tans faisoient cette proposition, attendu l'é-
tablissement d'une colonie & garnison Fran-
çoise, entretenue en ladite isle sous l'autori-
té

té de Sa Majesté Très-chrétienne, & des Seigneurs d'E'nambuc & du Parquet, qui en sont les propriétaires ; lesquels depuis treize années que feu M. du Parquet leur père, vivant Gouverneur & Lieutenant général pour Sadite Majesté esdites isles, l'avoit acquise sur les Infidèles, qui en étoient seuls les possesseurs, par la force de ses armes, lesquels journellement nous faisoient la guerre, ils auroient à leurs frais & dépens entretenu les garnisons qui y sont encore à présent, où il a été nécessaire de faire de grandes & immenses dépenses, pour éviter que lesdits Payens ne s'en rendissent une autre fois les maîtres : à présent que nous avons la paix, il ne seroit pas raisonnable de vouloir s'emparer d'un bien qui a coûté la vie à tant de François pour la conserver sous l'autorité de Sadite Majesté, & desdits Seigneurs d'E'nambuc & du Parquet. Et depuis peu de jours en-çà, il avoit reçu réponse dudit sieur Gouverneur de ladite isle de la Barbade, où se voit clairement que les habitans de ladite isle sont dans le dessein de vouloir s'emparer de ladite isle de Sainte-Alouzie; ce qui tourneroit au desavantage de l'autorité de Sadite Majesté, & perte notable auxdits Seigneurs d'E'nambuc & du Parquet, qui y ont consommé la plus grande partie de leurs biens pour la conservation de ladite isle de Sainte-Alouzie, joint les grandes peines & travaux qu'y a apportés feu mondit Seigneur du Parquet, où il a plusieurs fois exposé sa vie: sur quoi il seroit nécessaire d'y être pourvû.

Sur quoi l'affaire mise en délibération audit Conseil souverain de cette dite isle

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXIX.

*Avis de
Parens pour
la construc-
tion d'un fort
à Sainte-
Lucie. 1663.*

Martinique, a été résolu que dans le plus bref temps qu'il se pourra, il sera équipé navire ou barque pour aller de cette isle en celle de la Barbade, pour y passer un des Officiers dudit Conseil, qui emportera avec lui toutes les pièces justificatives comme lesdits Seigneurs d'E'nambuc & du Parquet sont les vrais & légitimes possesseurs de ladite isle de Sainte-Alouzie, pour les faire paroître audit sieur Gouverneur de l'isle de la Barbade; & que cependant sera donné avis aux garnisons de ladite isle de Sainte-Alouzie, qu'en cas que lesdits Anglois y vissent pour s'en emparer, les empêcher d'y mettre pied à terre par la force des armes, & d'exercer sur eux tous les actes permis en telles rencontres; & qu'il sera dressé un autre fort au quartier du Choc de ladite isle de Sainte-Alouzie, dans lequel sera entretenu & fait subsister vingt à trente soldats avec leurs armes & munitions, tant de guerre qu'autres, avec quatre pièces de canon pour la conservation de ladite isle de Sainte-Alouzie, sous l'autorité de Sa dite Majesté, & desdits Seigneurs d'E'nambuc & du Parquet.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XXXIX. ACTE d'assemblée, & avis de parens des mineurs du sieur du Parquet, pour la construction d'un fort dans l'isle de Sainte-Lucie. du 30 octobre

bre 1663. Tiré du dépôt des affaires étrangères. Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.

L Es parens des nobles enfans mineurs de feu Messire Jacques d'Iel, Gouverneur & Lieutenant général pour le Roi des isles Martinique & Sainte Alouzie, & Seigneurs propriétaires en icelles, & haute Dame Marie Bonnard son épouse, assemblés pour délibérer sur la construction d'un fort en leur isle de Sainte-Alouzie, sont d'avis, & trouvent à propos pour fortifier & conserver leur isle, d'envoyer M. de la Fontaine Heroux, Capitaine-lieutenant de la compagnie de M. d'E'nambuc, & Adrien d'Iel E'cuyer, sieur de Graville, avec tous les ouvriers & matériaux, vivres & autres choses nécessaires pour travailler audit fort, & d'en faire la construction en telle forme & grandeur; savoir, huit toises de longueur, & quatre de largeur ou environ, accompagnés de quatre guerites aux quatre coins du bâtiment, pour la fortification d'icelui, & même d'y envoyer & faire subsister une garnison de vingt à trente hommes, avec leurs armes & quatre pièces de canon. FAIT à la Martinique, ce trente octobre mil six cent soixante trois. *Signé* DE CLERMONT D'IEL, LOUBIERE, LE COMPTE, BONNARD & FRANCELON.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

N^o. XL. *EXTRAIT* de l'histoire des Antilles, par le P. du Tertre, *con-*
cer-

Pièces des
Commissai-
res François.

cernant *Thomas Warner Métif*, nommé au prétendu gouvernement de la *Dominique* par les *Anglois*. Tome III, page 82 & suivantes.

No. XL.

Histoire du
Métif Warner.

LE Général Warner, contemporain de M. le Général de Poincy, eut un fils d'une esclave Sauvage de la Dominique..... Il fut contraint de suivre le conseil que sa mère lui avoit inspiré, de se retirer parmi les Sauvages de la Dominique. Il y fut bien reçu..... Il se fit admirer des Sauvages, sur lesquels il prit un tel ascendant, qu'il les engageoit avec une facilité merveilleuse à entreprendre les choses les plus difficiles, & à exercer des cruautés conformes à son naturel, qui n'avoit presque rien d'humain, leur donnant en toute rencontre des preuves de sa valeur & de sa conduite. Je le crois auteur du massacre que les Sauvages firent des François dans l'isle de Marigalante, en l'année 1653; & M. du Lion, dans une lettre écrite à M. C. le fait auteur de plusieurs maux, & coupable de quantité de meurtres. Quoi qu'il en soit, il est constant que ce galant homme ne se promettoit rien moins que de se faire Roi de tous les Sauvages, lesquels il nommoit néanmoins des bêtes, des coquins, des gueux & des misérables indignes de lui.

Le Milord Willoughby connoissant ce dont il étoit capable, lui fit faire un voyage en Angleterre, le fit paroître à la Cour, où il vécut en chrétien avec les Anglois, & s'habilloit comme eux: mais étant de retour, il quitta ses vêtements, & vécut en infidèle avec les Sauvages, & marchoit nud & rou-

coué

coué comme eux; mais il ne prit qu'une seule femme. Pièces justificatives sur l'isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

Les Anglois voyant l'accroissement de leurs colonies, & d'ailleurs étant empêchés par le traité fait entre nous, eux & les Sauvages, de s'étendre dans les isles possédées par les infidèles, crûrent que Warner étoit un homme fort propre pour éluder ce traité, & s'emparer par son moyen de l'isle de la Dominique, en lui donnant une commission pour soumettre ces peuples au Roi d'Angleterre, sans y mettre aucun Anglois naturel. Le Milord Willoughby le caressa, lui fit force présens, & l'obligea d'accepter la commission de Gouverneur de l'isle de la Dominique, dont voici la translation en François, faite sur l'original Anglois.

La commission de Warner est insérée ci-après, sous le numero suivant.

N^o. XLI. COMMISSION de Gouverneur de la Dominique, donnée par le Lord Willoughby, au Métif Thomas Warner le 16 avril 1664. * Histoire des Antilles, tome III, page 85.

FRANCOIS Willoughby, Seigneur de Param, Capitaine général & Gouverneur en chef de l'isle de la Barbade, de Saint-Christophe, Nièves, Montserat, Antigues, Dominique, Saint-Vincent, Sainte-Alouzie & de toutes isles Caraïbes :

A

* Nota. Cette pièce fournit la date de la nomination du Lord Willoughby au gouvernement général des isles Angloises, par des lettres de Charles II, du 8 Juin 1663.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XLI.
Commission
donnée au
Mésif War-
ner. 1664.

A tous ceux qui cette présente lettre ver-
ront ; SALUT. Savoir que moi le susdit Sei-
gneur Willougby, en vertu de lettres pa-
tentes à moi octroyées de notre gracieux
souverain Seigneur Charles II, par la grace
de Dieu, Roi d'Angleterre, Ir'osse, France
& Irlande, Défenseur de la Foi, &c. datées
à Westminster le douzième jour de juin, le
quinzième an de son règne ; par la grande
confiance & confiance que j'ai de son ha-
bileté & prudence, sur quoi je me repose
en mon amé ami Capitaine Thomas War-
ner, j'ai fait, constitué, ordonné & appoin-
té, & par ces présentes constitue & appoin-
te ledit Capitaine Thomas Warner Gouver-
neur de l'isle de la Dominique ; lui donnant
plein pouvoir & autorité d'exercer & ap-
prendre la milice & discipline militaire à
tous les habitans de ladite isle, pour leur
plus grande sûreté & défense contre tous sé-
ditieux & rebelles qui pourroient entrepren-
dre sédition ou rébellion. De plus, je donne
audit Capitaine Thomas Warner, plein-
pouvoir & autorité de faire assembler une
partie ou tous habitans sous les armes, en
cas d'insulte faite à ladite isle, requérir de
faire marcher lesdites forces, ou autant que
ledit Capitaine trouvera à propos & néces-
saire pour leur assurance contre lesdits enne-
mis, mutins & rebelles ; les battre & pour-
suivre, si ainsi est requis, jusqu'à la mort,
ou sinon, de les prendre & faire châtier &
punir par justice, pour la meilleure protec-
tion de ladite isle & des habitans, & ce par
le commandement & pour le service de Sa-
dite Majesté & ses successeurs. DONNE' de
ma main & de mon cachet, le seize avril
de

de la seizième année du règne de Sa dite Majesté, & de l'an de grace de Notre-Seigneur mil six cent soixante-quatre.

Signé F. WILLOUGBY.

Pièces justificatives sur l'isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

N^o. XLII. *LETTRES du Roi, qui nomment le sieur de Tracy son Lieutenant général en Amérique, en date du 19 novembre 1663, avec les lettres du Duc de Beaufort, Grand-Maître de la navigation de France, en date du 10 décembre 1663, pour faire reconnoître la commission du sieur de Tracy.* Histoire des Antilles, tome III, page 45.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. Ayant considéré que pendant que le sieur Comte d'Estrades, Vice-roi & notre Lieutenant général en l'Amérique, est en Hollande en qualité de notre Ambassadeur, occupé pour nos affaires en ce pays-là, pour satisfaire au desir que nous avons, non seulement de veiller à la conservation des lieux qui sont sous notre obéissance dans l'Amérique, mais d'y faire de nouvelles découvertes & de nouvelles colonies, il est nécessaire d'y établir quelque personne d'autorité, qui, en l'absence dudit sieur Comte d'Estrades, puisse régir, augmenter & conserver lesdits lieux, & puisse, en étendant notre domination dans le pays, y servir principalement à l'accroissement du christianisme & à l'amélioration du commerce: Et sachant que le sieur Prou-

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XLII.
Commission
de Gouver-
neur général
pour le sieur
de Tracy.
1663.

Prouville de Tracy, Conseiller en nos Con-
seils d'état & privé, ci-devant Commissaire
général de notre armée d'Allemagne, &
Lieutenant général en nos armées, a toutes
les qualités propres pour s'acquitter digne-
ment de cet emploi; & qu'après les preuves
qu'il a données de sa valeur, dans les com-
mandemens qu'il a eus sur nos troupes en
Allemagne & ailleurs, & de sa prudence
dans les négociations qui lui ont été com-
mises, nous avons tout sujet de croire que
nous ne pouvons faire un meilleur choix
que de lui pour commander audit pays A
CES CAUSES, & autres considérations à ce
nous inouvant, nous avons ledit sieur Prou-
ville de Tracy, constitué, ordonné & éta-
bli, constituons, ordonnons & établissons
par ces présentes signées de notre main,
notre Lieutenant général dans toute l'éten-
due des terres de notre obéissance, situées
en l'Amérique méridionale & septentrionale
de terre ferme, & des isles, rivières, ports,
havres & côtes découvertes & à découvrir
par nosdits sujets; pour, en l'absence dudit
sieur Comte d'Estrades Vice-roi, avoir com-
mandement sur tous les Gouverneurs &
Lieutenans généraux par nous établis dans
toutes les isles & terre ferme de Canada,
Acadie, Terre-neuve, isles des Antilles &
autres; comme aussi sur tous les Officiers &
Conseils souverains établis dans toutes lesdi-
tes isles, & sur les vaisseaux François qui
navigeront audit pays, soit de guerre à
nous appartenant, soit marchands; faire
prêter nouveau serment de fidélité, tant aux
Gouverneurs & Conseils souverains, qu'aux
trois ordres desdites isles. Enjoignons aux-
dits

dits Gouverneurs, Officiers & Conseils sou-
 verains & autres, de reconnoître ledit sieur
 Prouville de Tracy, & de lui obéir en tout
 ce qu'il leur ordonnera; assembler quand
 besoin sera les communautés, leur faire
 prendre les armes; prendre connoissance,
 composer & accommoder tous différens
 qui pourroient être nés & à naître dans les-
 dits pays, soit entre les seigneurs & princi-
 paux d'iceux, soit entre les particuliers ha-
 bitans; assiéger & prendre des places & châ-
 teaux, selon la nécessité qu'il y aura de le
 faire; y faire conduire des pièces d'artille-
 rie, & les faire exploiter; établir des gar-
 nisons où l'importance des lieux le deman-
 dera; faire, selon les occurrences, paix ou
 trêves, soit avec les autres nations de l'Eu-
 rope, établies dans ledit pays, soit avec
 les Barbares; faire descente, soit en terre
 ferme, soit dans les isles, pour s'emparer de
 nouveaux pays, & pour établir de nouvelles
 colonies; & pour cet effet, donner combats
 & se servir des autres moyens qu'il jugera
 à propos pour telles entreprises; comman-
 der, tant aux peuples dudit pays qu'à tous
 nos autres sujets, ecclésiastiques, nobles,
 gens de guerre & autres de quelque condi-
 tion qu'ils soient, y demeurant, tant & si
 avant qu'il pourra faire étendre nos limites
 & notre nom, avec plein pouvoir d'y éta-
 blir notre autorité, & d'assujétir, soumet-
 tre & faire obéir tous les peuples desdites
 terres, les appellant par toutes les voies
 les plus douces qu'il se pourra, à la con-
 noissance de Dieu & lumière de la foi &
 de la religion Catholique, Apostolique &
 Romaine, & en établir l'exercice, à l'ex-
 clu-

Pièces justifi-
 catives sur
 l'Isle de Ste.
 Lucie.
 Ire. partie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XLII.
Commission
de Gouver
neur général
pour le sieur
de Tracy.
1663.

clusion de tout autre; défendre lefdits lieux de tout son pouvoir; maintenir & conserver lefdits peuples en paix, repos & tranquillité, & commander tant par mer que par terre; ordonner & faire exécuter tout ce que lui ou ceux qu'il commettra, jugeront le devoir & pouvoir faire pour l'étendue & conservation deldits lieux sous notre autorité & notre obéissance; & généralement faire & ordonner par lui, en l'absence dudit Comte d'Estades Vice-roi, tout ce qui appartient à ladite charge de notre Lieutenant général audit pays; la tenir & exercer, en jouir & user aux honneurs, pouvoirs, autorités, prérogatives, prééminences, franchises, libertés, droits, fruits, profits, revenus & émolumens y appartenant, & aux gages & appointemens qui lui seront attribués. SI DONNONS EN MANDEMENT à tous les Gouverneurs & nos Lieutenans généraux dans toutes lefdites isles & terre ferme de Canada, Acadie, Terre-neuve, isles des Antilles & autres, aux Officiers des Conseils souverains établis dans toutes ces isles, & à tous nos autres Justiciers & Officiers, chacun en droit soi, ainsi qu'il appartiendra, que ledit sieur Prouville de Tracy, duquel nous avons reçu le serment en tel cas requis & accoutumé, ils aient à reconnoître & lui obéir, & faire, souffrir & laisser jouir & user dudit état & charge. Voulons que par les Trésoriers de notre épargne ou autres Officiers comptables qu'il appartiendra, il soit payé comptant deldits gages & appointemens, par chacun an, aux termes & en la manière accoutumée, suivant les ordres & états qui en seront par nous expédiés & signés; rap-

por-

portant lesquels, avec ces présentes, ou copies d'icelles dûement collationnées pour une fois seulement, & quittances sur ce suffisantes, nous voulons que tout ce qui lui aura été payé à cette occasion, soit passé & alloué aux comptes de ceux qui en auront fait le paiement, par nos amés & féaux les gens de nos Comptes à Paris, auxquels nous enjoignons ainsi le faire sans difficulté, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens au contraire. Mandons & ordonnons à notre très-cher & bien amé oncle le Duc de Vendôme, Pair, Grand-Maitre, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de France, ses Lieutenans & autres qu'il appartiendra, qu'ils aient à donner audit sieur Prouville de Tracy, ou à ceux qui seront par eux commis ou envoyés en Amérique, tous congés & passeports que les navires & vaisseaux sont obligés de prendre allant en mer, pour aller & venir esdites terres, côtes & îles, avec les marchandises dont ils seront chargés, & les hommes & femmes qu'on y voudra transporter, sans qu'il leur soit fait, mis ou donné aucun trouble ni empêchement. Mandons en outre, & enjoignons à tous nos autres Officiers & sujets qu'il appartiendra, étant audit pays de l'Amérique, de reconnoître ledit sieur Prouville de Tracy en ladite qualité de notre Lieutenant général esdits pays, & de lui obéir & entendre esdites choses concernant ladite charge, à peine de désobéissance : CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. Prions & requérons tous Rois, Potentats, Princes, E'tats & autres nos bons amis, alliés & confédérés, leurs Ministres & Officiers, & tous autres à nous non sujets, de lui don-

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ite. partie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No: XLII.
Commission de
Gouverneur
général pour
le sieur de
Tracy. 1663.

donner, & à ceux qui seront par lui commis & délégués, toute aide, faveur & assistance dont ils seront par lui requis pour l'exécution de ce que dessus, offrant en cas pareil, de faire le semblable pour ceux qui nous seront ainsi recommandés de leur part. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. DONNE' à Paris, le dix-neuvième jour de novembre, l'an de grace mil six cent soixante-trois, & de notre règne le vingt-unième Signé LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, DE LIONNE.

CÉSAR Duc de Vendôme, de Mercœur, de Beaufort, de Penthievre, d'Estampes, Prince d'Anet & de Martigues, Pair, Grand-Maître, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de France: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. Savoir faisons que vû par nous les lettres patentes du Roi, données à Paris le dix-neuvième novembre dernier, signées Louis, & sur le repli, par le Roi, de Lionne, & scellées du grand sceau de cire jaune; par lesquelles & pour les causes y contenues, Sa Majesté constitue, ordonne & établit le sieur Prouville de Tracy son Lieutenant général dans toutes les terres de son obéissance, situées en l'Amérique méridionale & septentrionale de terre ferme, & des isles, rivières, ports, havres & côtes découvertes & à découvrir par les sujets de Sadite Majesté, pour, en l'absence du sieur Comte d'Estrades Viceroi de l'Amérique, avoir commandement sur tous les Gouverneurs & Lieutenans généraux par Elle établis dans toutes les isles & terre ferme de Canada, Acadie, Terre-

Terre-neuve, isles des Antilles & autres; comme aussi sur tous les Officiers & Conseils souverains établis dans toutes lesdites isles, & sur les vaisseaux François qui navigeront audit pays, soit de guerre appartenant à Sa Majesté, soit marchands; faire prêter nouveau serment de fidélité, tant aux Gouverneurs & Conseils souverains qu'aux trois ordres dedites isles; enjoignant Sadite Majesté auxdits Gouverneurs, Officiers & Conseils souverains & autres, de reconnoître ledit sieur Prouville de Tracy, & de lui obéir en tout ce qu'il leur ordonnera; assembler quand besoin sera les communautés, leur faire prendre les armes; prendre connoissance, composer & accommoder tous différens qui pourroient être nés & à naître dans lesdits pays, soit entre les Seigneurs & principaux d'iceux, soit entre les particuliers habitans des places & châteaux, selon la nécessité qu'il y aura de le faire; y faire conduire des pièces d'artillerie, & les faire exploiter, & établir des garnisons où l'importance des lieux le demandera; faire, selon les occurrences, paix ou trêves, soit avec les autres nations de l'Europe établies dans lesdits pays, soit avec les Barbares; faire descente, soit en terre ferme, soit dans les isles, pour s'emparer de nouveaux pays, & pour établir de nouvelles colonies; & pour cet effet, donner combats & se servir des autres moyens qu'il jugera à propos pour telles entreprises; commander, tant aux peuples dudit pays qu'à tous autres sujets de Sadite Majesté, ecclésiastiques, nobles, gens de guerre & autres de quelque condition qu'ils soient, y demeurant, tant & si avant qu'il pourra faire étendre nos li-

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

Pièces des
Commissai-
res François.

N. XLII.
Commission de
Gouverneur
général pour
le sieur de
Tracy. 1663.

mites & notre nom, avec plein-pouvoir d'y établir l'autorité du Roi, & d'assujétir, soumettre & faire obéir tous les peuples desdites terres, les appellant par toutes les voies les plus douces qu'il se pourra, à la connoissance de Dieu & lumière de la foi & de la religion Catholique, Apostolique & Romaine, & en établir l'exercice, à l'exclusion de toute autre; defendre lesdits lieux de tout son pouvoir; maintenir & conserver lesdits peuples en paix, repos & tranquillité, & commander tant par mer que par terre; ordonner & faire exécuter tout ce que lui ou ceux qu'il commettra, jugeront le devoir & pouvoir faire pour l'étendue & conservation desdits lieux sous l'autorité de Sa dite Majesté & son obéissance; & généralement faire & ordonner par ledit sieur Prouville de Tracy, en l'absence dudit sieur Comte d'Estrades Viceroi, tout ce qui appartient à ladite charge de Lieutenant général audit pays; la tenir & exercer, en jouir & user aux honneurs, pouvoirs, autorités, prérogatives, prééminences, franchises, libertés, droits, fruits, revenus & émolumens appartenans, & aux gages & appointemens qui lui seront attribués, & ainsi qu'il est plus au long contenu esdites lettres. Nous, en vertu du pouvoir & autorité attribué à notredite charge de Grand-Maître, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de ce Royaume, avons consenti & accordé, consentons & accordons par ces présentes, que lesdites lettres sortent leur plein & entier effet, & soient exécutées selon leur forme & teneur; à la charge de prendre par tous les vaisseaux qui iront audit pays, & pour chacun voyage qu'ils y feront, nos

côngés & passeports en la manière accoutumée; de garder par ledit sieur de Tracy, & faire garder par ceux qu'il pourra commettre, les ordonnances de la Marine, & que le pouvoir qui lui est attribué par lesdites lettres, de commander par mer esdits pays, ne pourra être exercé par lui, que sous l'autorité de notredite charge. Mandons & ordonnons à tous Lieutenans généraux des armées navales de Sa Majesté, Chefs d'Escadres, Capitaines de ses vaisseaux, Commissaires de la marine, Lieutenans généraux & particuliers es sièges de l'Amirauté, & tous autres sur lesquels notre pouvoir s'étend; prions & requérons tous ceux qu'il appartiendra, de ne faire ni souffrir qu'il soit fait ou donné aucun trouble ni empêchement audit sieur de Tracy, ni à ceux qui seront commis & députés par lui, pour l'établissement, fonction & exercice de ladite charge de Lieutenant général de l'Amérique, ains leur donner toute l'aide & assistance dont ils auront besoin. En témoin de quoi nous avons signé ces présentes, icelles fait contre-signer & sceller par le Secrétaire général de la marine. A Paris, le dixième jour de décembre mil six cent soixante-trois Signé CESAR DE VENDOSME. Et sur le repli, Par Monseigneur, MATHAREL.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

No. XLIII. *EXTRAIT de l'histoire des Antilles, par le P. du Tertre, concernant l'invasion de Sainte-Lucie par les Anglois, en 1664.*

LE navire de Sa Majesté, nommé *le Terron*, qui devoit porter les seigneurs de la Guade-
(K 2) de-

Pièces des
Commissai-
res François.

deloupe, M. le Chevalier de Chaumont & le sieur Bouchardeau, en France, étoit encore à la rade, & prêt à partir, lorsque M. de

No. XLIII.
Invasion des
Anglois à
Sainte-Lucie.
1664.

Tracy reçut la nouvelle fâcheuse d'un acte d'hostilité fait par les Anglois en pleine paix, par une irruption considérable dans l'isle de Sainte-Lucie. Il est vrai qu'ils allèguent pour prétexte, qu'ils ont été possesseurs de cette isle devant les François, & que s'ils y ont été massacrés, ou en ont été chassés par les Sauvages, les François ne peuvent prétendre que leurs infortunes leur donnent aucun droit de s'emparer de leur terre, joint que depuis un an, ils l'ont achetée des Sauvages, qui en sont les véritables seigneurs.

Ce prétexte paroît spécieux & convaincant, & les Anglois seroient fondés en quelque sorte de droit, qui nous pourroit ôter la liberté de nous plaindre, si eux-mêmes, dans une pareille occasion, ne s'étoient pas emparés de Surinam en terre ferme, qui nous appartenoit par la possession qu'en avoit prise M. de Bretigny en l'année 1643: mais si nous voulons un peu pénétrer plus avant, & rechercher avec plus de curiosité le motif qui a porté les Anglois à faire cette entreprise, nous trouverons que ç'a été une pure nécessité, & que cette nation, dont la conduite est admirable pour établir des colonies & peupler des terres, y avoit si bien réuffi dans la Barbade, qu'il n'y avoit plus de bois débout, qu'on n'y pouvoit plus faire de nouvelles sucreries, & qu'il y avoit tant d'hommes, qu'elle ne les pouvoit plus contenir; de sorte qu'ils furent obligés de les décharger dans la terre la plus voisine & la plus aisée à prendre. Tout cela auroit été tolérable, s'ils s'y étoient

étoient établis sans en chasser les François, & sans s'emparer de leur fort & de leurs biens *Tome III, page 81.*

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

Les Anglois ayant acheté par l'entremise de Warner, l'Isle de Sainte-Lucie, & payé aux Sauvages le prix dont ils étoient convenus, dès l'année 1663 amassèrent quatorze ou quinze cens hommes, qu'ils mirent sur cinq vaisseaux de guerre, dont deux étoient armés de trente-six pièces de canons de fonte. Warner & les Sauvages qui s'étoient obligés de la leur livrer, se firent de la partie, & les accompagnèrent avec six cens hommes sur dix-sept pirogues.

Cette petite armée se présenta à Sainte-Alouzie sur la fin du mois de juin de l'année 1664, & M. Bonnard qui commandoit le fort, qui n'étoit qu'une chaumine fortifiée d'une palissade, & munie de quelques canons & pierriers de fonte, que l'on nomme *rombarges*, fit ce qu'il put pour animer les quatorze soldats qu'il avoit avec lui, & les disposer à se défendre; mais la vue de ces deux petites armées les ayant effrayés, il fut lâchement abandonné de la plus grande partie, & contraint de fléchir sous les armes de deux ennemis si puissans. Il fit néanmoins une capitulation, telle qu'un homme déjà vaincu la pouvoit faire, & il obtint des Anglois qu'ils le feroient transporter par le plus court chemin, dans l'Isle de la Martinique avec ses soldats, ses canons, les armes & tout le bagage des François; mais il fut blâmé de n'avoir pas fait exprimer dans la capitulation, l'ordre que le Colonel Anglois avoit du Roi d'Angleterre, & de ne s'être pas fait tirer un coup

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XLIII.
*Invasion des
Anglois à
Sainte-Lucie.*
1664.

de mousquet avant que de rendre la place. La capitulation ne fut exécutée qu'en partie; car le Colonel Anglois se contenta de renvoyer le Gouverneur & ses soldats, & retint le bagage, le canon & les ornemens de l'église.

M. de Clermont envoya une barque à Sainte-Alucie, avec une lettre adressante au Colonel qui y commandoit, par laquelle il le sommoit de lui envoyer le canon & le bagage des François de cette isle, & le prioit en même temps, de lui faire savoir par quel ordre il avoit attaqué les François, & s'étoit emparé de cette terre & de son fort. Le Colonel qui craignoit avec raison que M. de Tracy ne lui vint ruiner son établissement, comme il étoit en passe de le faire, fila doux, & non seulement il renvoya quelques canons & une partie du bagage, mais il déclara par écrit, qu'il s'étoit emparé de cette isle par ordre du Roi d'Angleterre. Il retint néanmoins tous les ornemens de l'église, quelques armes & un canot.

Il y a quelque apparence que ce Colonel n'étant pas suffisamment guéri de la peur par cette imparfaite restitution, persuada au Milord Willoughby de prévenir M. de Tracy par une lettre civile, afin de détourner l'orage dont sa tête & celles de ces injustes usurpateurs étoient menacées. La lettre du Milord ne m'est pas tombée entre les mains; mais voici la réponse que lui fit M. de Tracy, qui autorise assez ma pensée. *Tome III, page 86. & suivantes.*

La lettre de M. Tracy est insérée ci après, sous le numero suivant.

No. XLIV.

Pièces justifi-
catives sur
l'Isle de Ste.
Lucie.
Ire. partie.

N^o. XLIV. CAPITULATION accordée par les Anglois au Commandant François, du fort de Chocq dans l'isle de Sainte-Lucie, le 23 juin 1664. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

LE sieur Bonnard des Roches, Gouverneur de l'isle de Sainte-Alouzie, expose qu'ayant été obligé par la suscitation d'un nombre de ses soldats, de rendre la place du fort de Chocq, il a demandé par ladite suscitation des soldats, une composition telle que ci-après.

A R T I C L E S.

Ledit sieur Gouverneur doit sortir armes & bagages à lui appartenans & de tous ses soldats, poudres, mèches, boulets, plomb & trois pièces de canon, trente paires d'armes à feu, mousquets, mousquetons, fusils, pistolets & autres armes portatives, valets, Nègres & autres domestiques à lui appartenans, hallebardes, brindestopes & autres armes défensives.

Obligé M. le Colonel de faire conduire ledit sieur Bonnard Gouverneur de ladite isle, avec toute sûreté dans l'isle de la Martinique, ensemble tout son équipage ci-dessus dit, compris les soldats, dans un vaisseau salvable : ce qui a été arrêté entre lesdits sieurs Colonel & Bonnard, le vingt-troisième jour de juin mil six cent soixante-quatre, en présence des témoins soussignés, qui ont signé la présente avec

Pièces des Commissaires François. ledit sieur Colonel. Signé CHRISTOPHE CAR-
RON, BONNARD, MARGAN, JONES, J. CHRIS-
TOPHE BODDARD.

No. XLV. Collationné sur l'original qui est au dépôt des af-
faires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil
sept cent cinquante-un.
Lettre du sieur de Tra-
cy au Lord
Willoughby.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. XLV. LETTRE de M. de Tra-
cy, en réponse à celle du Lord Wil-
loughby, Lieutenant général pour Sa
Majesté Britannique, dans l'Amérique
méridionale, sur la descente des Anglois
dans l'isle de Sainte-Lucie: du 24 août
1664. Histoire des Antilles, tome
III, page 88 & suivantes.

M O N S I E U R,

JE vous suis tellement obligé de tant de
courtoisie qu'il vous plaît de me témoig-
ner par votre lettre du 14 de ce mois, que
je ne puis pas laisser passer le jour que je la
reçois, sans vous rendre mille graces pour
vos civilités, & vous supplier en même
temps, d'être certain que je contribuerai de
tout mon pouvoir pour maintenir la bonne
correspondance entre les nations.

Je vous dirai pour vous donner des mar-
ques assurées de ma bonne intention, que
dès l'instant que j'ai mis pied à terre à la
Martinique, je m'informai de M. de Cler-
mont, qui en est Gouverneur particulier,
comme se passoit les affaires des isles.

Il me rendit compte de ce qui s'étoit pas-
sé à Sainte-Lucie par les Indiens, & se jus-
tifi-

tifia de cette action avec tant de preuves, qu'il ne me devoit rester aucun soupçon qu'aucun François y eût part; m'ayant témoigné qu'ils avoient sauvé la vie à quelques hommes & femmes des vôtres; mais comme j'ai vieilli dans les emplois, j'y ai fait profession de ne croire pas plutôt ceux de ma nation que les autres. Je pressai M. de Clermont sur ce sujet, une seconde fois; alors il me fit connoître clairement que M. le Commandeur de Sales, pour qui j'ai beaucoup de vénération, certifieroit cette vérité.

Pièces Justificatives sur L'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

Il m'assura ensuite que vous vous expliquates à Saint-Christophe, du dessein que vous aviez de faire descente à Sainte-Lucie, & que même vous l'aviez dit à l'Officier qu'il avoit envoyé auprès de vous à la Barbade: je lui fis réponse que je ne pouvois croire que ce fût votre intention, qu'étant en ce pays avec un pouvoir aussi absolu que je l'ai du Roi, que si le vôtre est égal, comme je me le persuade, de la part de Sa Majesté Britannique, nous pouvions dès la première semonce que vous m'en feriez, accommoder tous les différens par la voie la plus douce.

Dans ce même temps une barque Angloise fut amenée par quelques soldats de Sainte-Lucie; quatre ou cinq hommes qui étoient dedans, assurèrent qu'ils avoient cru y trouver vos vaisseaux à la rade, & vos soldats descendus dans l'isle; je ne laissai pas de les renvoyer avec civilité dans leur barque, & six de notre nation qui étoient échoués au cul-de-sac de la Martinique, qui en emmenoit une autre.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XLV.
Lettre du
seigneur de Tra-
cy au Lord
Willoughby.

Depuis six jours, M. le Gouverneur de Niève m'a écrit en faveur d'un de votre nation, sur lequel il y a quatre ans que les Sauvages avoient pris des Nègres qui furent vendus par eux à un des Gouverneurs de cette isle : j'ai fait rendre ce qui s'en est trouvé en vie, quoiqu'une espèce d'irruption sur l'isle de Sainte-Lucie, & mille autres eussent pû former un prétexte de les retenir; mais la justice est ici rendue, par la miséricorde de Dieu, sans intérêt, & avec tant d'exaétitude, que ces Gouverneurs ne sont point exempts d'y subir, puisqu'ils sont renvoyés en France pour rendre compte de leur conduite.

Vous voyez, Monsieur, avec quelle franchise j'agis avec vous pour la première fois; & pour la continuer, je ne vous célerai pas que je mandai à M. de Clermont de faire expliquer M. le Colonel qui demeure à Sainte-Lucie, de quelle part il s'étoit saisi de la maison de M. du Parquet, & de l'isle: il fit réponse par écrit, *que c'étoit par ordre & pour Sa Majesté Britannique.*

Je voudrois, Monsieur, n'avoir point envoyé cet écrit à M. Colbert Ministre d'état, *puisque'il paroit par votre lettre, que ce sont vos peuples qui ont fait descente dans cette isle SANS QUE VOUS LE LEUR AYEZ COMMANDE'*; & comme l'Ambassadeur de Sa Majesté, qui est à Londres, fera ses instances pour la restitution, je ne doute point qu'on ne vous mande de les châtier *des audaces qu'ils ont eues d'entreprendre une affaire de cette conséquence, sans être appuyés de votre autorité*: en ce cas, je vous offre en mon particulier ce qui dépend de moi.

J'au+

J'aurois pû, en vertu de mon pouvoir, ^{Pièces justi-}
 dont je vous envoie la copie, ajuster toutes ^{ficatives sur}
 ces choses avec vous dans le commence- ^{l'Isle de Ste.}
 ment; mais comme je ne doute pas que M. ^{Lucie.}
 Colbert n'ait donné connoissance à Sa Ma- ^{je. partie.}
 jesté de ce détail, j'ai les mains liées jus-
 qu'à nouvel ordre.

Je ne laisserai pas de vous ouvrir mon
 cœur par amitié, & de vous dire que si l'af-
 faire me touchoit en mon particulier, je
 sortirois les hommes de Sainte-Lucie, les
 canons & les munitions, sur la parole que
 je vous donnerois qu'il n'entreroit que six
 hommes dans la maison de M. du Parquet,
 en attendant les volontés de leurs Majestés.
 Comme vous avez beaucoup de prudence &
 de mérite, je ne doute pas que vous ne fas-
 siez réflexion sur ce que je vous écris avec
 tant de sincérité, puisque vous y avez un
 notable intérêt en toute manière.

*Si les peuples ont fait cette entreprise sans
 votre participation, ils vous ont manqué de res-
 pect; si vous y avez consenti (DONT JE
 DOUTE APRES CE QUE VOUS ME-
 CRIVEZ), il est fâcheux à une personne de
 qualité qui a de l'honneur, de se voir seu-
 lement soupçonné de pouvoir être cause de
 quelque altération entre deux grands Rois
 qui sont si proches: j'espère que vous rece-
 vrez en bonne part les sentimens d'un Gen-
 tilhomme Picard, qui a passé plusieurs an-
 nées dans l'emploi, & qui fait profession
 d'être de ce jour,*

MONSIEUR,

Votre très-humble affectionné
 ami & serviteur, TRACY.

*A la Guadeloupe,
 ce 24 août 1664.*

No. XLVI.

Règles des
Missions
des François.

No. XLVI.
Exécution de
la Compagnie
des isles de
l'Amérique.
1664.

No. XLVI. *ARREST* du Conseil d'état, qui ordonne que les intéressés en la Compagnie des isles de l'Amérique, rapporteront par-devant les personnes nommées au présent arrêt, leurs lettres de concession & contrat de vente des pays à eux concédés, & que ceux qui ont acquis des isles de ladite Compagnie, rapporteront aussi leurs titres & contrats d'acquisition: du 17 avril 1664. Histoire des Antilles, tome III, page 40.

LE Roi ayant été informé que le peu de progrès qu'ont fait les François dans les isles de l'Amérique, vient de ce que les intéressés en la Compagnie, à laquelle le feu Roi les avoit concédées par ses lettres du mois de mars 1642, au lieu de s'appliquer à les peupler d'habitans pour les cultiver & y établir un commerce considérable, ainsi qu'ont fait les étrangers, se sont contentés, après en avoir joui quelques années, de les vendre à des particuliers, lesquels n'ayant pas assez de force pour y établir de puissantes colonies, & équiper un nombre suffisant de vaisseaux pour y faire porter de France les choses dont les habitans d'icelles ont besoin, & rapporter en échange les marchandises qu'ils en tirent, ont donné lieu aux étrangers de s'emparer du commerce dudit pays, à l'exclusion des sujets de Sa Majesté; ce qui ne seroit pas arrivé si ladite Compagnie avoit gardé lesdites isles, & travaillé à l'établissement dudit com-
mer-

merce, comme c'étoit l'intention de Sa
 te Majesté, qui ne les leur avoit concé-
 dées qu'à cette fin, étant certain qu'une
 Compagnie composée d'un nombre d'inté-
 ressés puissans, travaillant au bien com-
 mun & à l'établissement général de toutes
 lesdites isles, peut bien plus avantageuse-
 ment faire ledit commerce que des particu-
 liers, lesquels ne s'appliquent qu'à faire
 valoir celles qui leur appartiennent: Ce
 que Sa Majesté ayant reconnu, & le pré-
 judice notable que souffre l'E'tat par la
 perte de ce commerce, Sa Majesté, pour
 se conformer aux intentions du feu Roi,
 lorsqu'il a concédé lesdites isles à la Com-
 pagnie, & procurer à ses sujets l'avantage
 qu'ils en peuvent recevoir par le moyen du
 commerce, a résolu de tirer desdits parti-
 culiers les isles qui leur ont été vendues
 par ladite Compagnie, en les dédomma-
 geant du prix de leur acquisition, pour les
 mettre entre les mains d'une Compagnie
 puissante, qui soit en état d'armer & d'é-
 quiper nombre de vaisseaux pour envoyer
 habiter ledit pays, y porter toutes les
 marchandises dont les habitans ont besoin,
 & que les étrangers tirent tous les ans du
 Royaume, & décharger ses sujets habitans
 desdites isles, de grandes redevances qu'ils
 payent par capitulation aux propriétaires
 desdites isles. Pour à quoi parvenir, SA
 MAJESTÉ ÉTANT EN SON CONSEIL, a or-
 donné que les intéressés en ladite Compa-
 gnie des isles de l'Amérique, rapporteront
 dans quinze jours, par-devant les sieurs
 d'Aigre, de Seve, Colbert Conseiller au

Pièces justi-
 ficatives sur
 l'Isle de Ste.
 Lucie.
 1^{re}. partie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XLVI.
*Extinction de
la Compagnie
des isles de
& Amérique.*

1664.

Conseil royal, Marin Intendant des finances, & Colbert Maître des requêtes, que Sa Majesté a commis pour cet effet, leurs lettres de concession & contrat de vente qu'ils ont faits desdits pays à eux concédés; & que les sieurs Houel & Boisseret, propriétaires de l'isle de la Guadeloupe & Mariegalande, les héritiers du sieur du Parquet, propriétaires de l'isle de la Martinique & Sainte-Alouzie, & de Cerillac, propriétaire des isles de Grenade & Grenadines, & autres qui ont acquis des isles de ladite Compagnie, rapporteront pareillement leurs titres & contrats d'acquisition, avec l'état des habitans qui sont en chacune desdites isles, & des droits qu'ils lèvent sur eux, pour être sur ce pourvû ainsi qu'il appartiendra: à quoi la Dame de Champigni, comme tutrice des sieurs de Boisseret ses enfans, les tuteurs desdits du Parquet, qui ont lesdits titres & contrats par devers eux, & la Dame Houel & ledit sieur de Cerillac, qui sont présentement en cette ville de Paris, seront tenus de satisfaire dans ledit temps, du jour de la signification qui leur sera faite du présent arrêt. FAIT au Conseil d'état du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Paris, le dix-sept avril mil six cent soixante-quatre, *Signé DE LIONNE.* *Et plus bas est écrit:*

Le 19 avril 1664, signifié & baillé pour copie, aux fins y contenues, à la Dame de Champigni, veuve du sieur Boisseret, tutrice de ses enfans, parlant au nommé en mon original, en son domicile à Paris, de ce qu'elle ait à satisfaire au contenu dudit
arrèt

arrêt dans le temps y porté, & n'en prétende cause d'ignorance. Fait par nous Huissier ordinaire du Roi en ses Conseils, *souffigné* OLIVIER, avec paraphe.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire partie.

No. XLVII. *E' DIT* du Roi, du 28 mai 1664, portant établissement d'une Compagnie des Indes occidentales.

Nota. La copie qui a été produite, est imprimée avec les Traités & Actes publics, qui font partie des pièces justificatives concernant l'Acadie, tom. 2. No. XXXVI, à la 3e. partie des preuves.

No. XLVIII. *EXTRAIT* de l'histoire des Antilles, par le P. du Tertre, sur la nomination du sieur de Clodoré au gouvernement de la Martinique, & du sieur de Chambré, à l'Intendance de la même isle: du 11 octobre 1664. Histoire des Antilles, tome III, pages 155 & 157.

LA Martinique eut le bonheur d'avoir pour premier Gouverneur de la part du Roi & de la Compagnie royale, M. de Clodoré Gentilhomme d'honneur, vaillant, intègre, ferme dans ses résolutions, doué d'un excellent esprit, vif, actif, & tel qu'il le faut pour faire un des braves de ce siècle. Il avoit passé vingt-cinq ou vingt-six ans dans le service, & plus de dix-huit dans les emplois honorables de Capitaine au régiment de la Marine, de Major dans Calais, Commandant en l'absence du Gouverneur & du Lieutenant-de-Roi, & de Gouverneur dans

Pièces des
Commissai-
res François,

dans la ville de Cardonne en Catalogne. Il fut présenté au Roi par la Compagnie, & en même temps agréé, & sa commission expédiée le onzième octobre 1664.

No. XLIX.
Vente de la
Martinique
& Sainte-
Lucie, à la
Compagnie
des Indes oc-
cidentales,
par le sieur
d'Enneval,
1665.

Ces Messieurs choisirent aussi pour Intendant de leurs affaires, M. de Chambré homme d'honneur, très-habile, & qui avoit toutes les belles qualités requises pour cet emploi.

No. XLIX. *CONTRAT de vente faite par Alexandre d'Iel sieur d'Enneval, ès noms, à la Compagnie des Indes occidentales, des isles de la Martinique & Sainte-Alouzie, appartenant à Jacques d'Iel sieur du Parquet: du 14 août 1665. Tiré du dépôt des affaires étrangères.*

A TOUTS ceux qui ces présentes lettres ver-
ront; Pierre Séguier, Chevalier, Mar-
quis de Saint-Brissou, Seigneur des Ruaux
& de Saint-Firmin, des grand & petit Re-
ney, l'Étang-la-ville & autres lieux, Con-
seiller du Roi en ses Conseils, Gentilhom-
me ordinaire de sa Chambre & Garde de la
prevôté & vicomté de Paris; SALUT. Sa-
voir faisons que par-devant Jacques Rallu &
Louis Baudry Notaires Garde-notes du Roi
notre Sire en son Châtelet de Paris, souffi-
gnés, fut présent en sa personne Alexandre
d'Iel, Écuyer, sieur d'Enneval, demeurant
ordinairement à Caillerville, près Dieppe,
étant de présent en cette ville de Paris, logé
en la maison des deux Anges, rue du Roi
de Sicile, paroisse de Saint Paul, au nom
&

& comme procureur d'Adrien d'Iel son père, E'cuyer, sieur de la Fosse, d'Enneval & de Clermont, tuteur honoraire & principal des nobles enfans mineurs de défunt Messire Jacques d'Iel, vivant Chevalier, Seigneur du Parquet, propriétaire, Sénéchal & Gouverneur pour le Roi de l'Isle Martinique, située en l'Amérique, & de Dame Marie Bonnard son épouse, fondé de la procuration dudit sieur de la Fosse, passés par-devant Jourel, Tabellion royal en la vicomté de Caudebec, son adjoint, le septième jour de juin dernier; la grosse de laquelle, signée Jourel, Gaudebout, & scellée en parchemin, est demeurée attachée à la minute des présentes, après avoir été paraphée *ne varietur*, dudit sieur d'Enneval comparant, & des Notaires soussignés; ledit sieur de la Fosse, audit nom, ayant pouvoir des parens paternels & maternels desdits mineurs, par leurs avis homologués par sentences du Châtelet de Paris, des 29 mai & 10 juillet dernier, lesquelles sentences sont aussi demeurées attachées à la minute desdites présentes, pour y avoir recours si besoin est; lequel sieur d'Enneval comparant audit nom, a vendu, cédé, quitté, transporté & délaissé, vend, cède, quitte, transporte & délaissé par ces présentes, du tout à toujours, à la Compagnie des Indes occidentales, établie par édit du Roi du mois d'avril de l'année dernière 1664, ce acceptant pour elle, par Messire Louis Bechameil, Conseiller du Roi en ses Conseils, Secrétaire ordinaire de son Conseil d'état, direction & finances de Sa Majesté; sieur Jacques Bibaud bourgeois de Paris; noble

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

Pièces des
Commissai-
res François.

N^o. XLIX.
Vente de la
Martinique
& Sainte-
Lucie, à la
Compagnie
des Indes occi-
dentales, par
le sieur d'En-
neval. 1665.

homme François Berthelot, Conseiller du
Roi, Commissaire des poudres salpêtres de
France; Messire Pierre d'Alibert, Conseil-
ler du Roi, Trésorier de France en la gé-
néralité de Montauban, & Messire Robert
Houel, Chevalier de l'Ordre de Saint Jean
de Jerusalem, Marquis de Sainte Marie,
ci-devant Gouverneur & Lieutenant général
pour le Roi ès isles de l'Amérique, Direc-
teurs généraux de ladite Compagnie.

C'est à savoir, la seigneurie, fonds & pro-
priété de ladite isle Martinique, & droits
seigneuriaux consistans en capitation sur les
habitans, & droits de poids acquis par le-
dit feu sieur du Parquet, par contrat passé
par-devant Levasseur & Leroux Notaires
audit Châtelet, le 27 septembre 1650, des sieurs
de Loynes & Berruyer, comme ayant pouvoir
de la Compagnie des isles de l'Amérique ;
ledit contrat confirmé par lettres patentes de
Sa Majesté du mois d'août 1651, homolo-
gué par arrêt du Grand Conseil, du 26 sep-
tembre audit an, ainsi que ledit feu sieur du
Parquet & lesdits mineurs en ont joui, avec les
forts, canons, armes, munitions, maisons
meubles meublans, habitations, sucreries
& ustensiles servant auxdites sucreries, Nè-
gres & bestiaux, & autres choses apparte-
nant ausdits sieurs mineurs dans icelle, sans
aucune chose réserver, ainsi que le tout se
consiste & comporte présentement, que les-
dits sieurs Directeurs audit nom, ont dit
bien savoir & connoître, pour être ladite
Compagnie, en possession de ladite isle, en
exécution des arrêts du Conseil d'état du
Roi. des 26 avril, 8 mai, 6 juin & dernier
décembre 1664; à la réserve seulement des
det-

dettes qui peuvent être dûes auxdits sieurs mineurs dans ladite isle, desquelles ladite Compagnie promet de faciliter le paiement autant qu'il sera en son pouvoir; pour, par icelle Compagnie, disposer desdites choses vendues comme bon lui semblera, la subrogeant sans aucune garantie, sinon des empêchemens qui pourroient provenir de leur chef & fait, en tous les droits, noms, raisons & actions desdits sieurs mineurs, pour le regard de ladite isle de la Martinique, *comme aussi pour le regard de l'isle de Sainte-Alouzie*, de présent possédée par les Anglois, *aussi appartenant auxdits mineurs*: ces vente, cession, transport, subrogation faites moyennant le prix & somme de deux cens quarante mille livres tournois, francs deniers, audit sieur vendeur audit nom; sur laquelle somme a été présentement déposée & mise ès mains de Baudry, l'un des Notaires soussignés, la somme de trente mille livres, par Me. Nicolas le Mercier, Caissier général de ladite Compagnie pour ce présent, en espèces de louis d'or & d'argent, & monnoie ayant cours, en attendant que ledit sieur de la Fosse, audit nom, ait trouvé occasion d'employer ladite somme en acquisition de terre, au profit desdits sieurs mineurs, par l'avis desdits sieurs leurs parens; à l'effet duquel emploi, après ledit avis des parens fait, lesdits deniers seront fournis & délivrés, & dont en ce faisant, lesdits Sieurs Directeurs, & ledit Baudry dépositaire, seront & demeureront valablement déchargés: & quant au surplus dudit prix, montant à deux cens dix mille livres, lesdits sieurs Directeurs promettent pour & au nom de ladite Compagnie

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

Pièces des
Commissai-
res François.

N^o. XLIX.
Vente de la
Martinique
& Sainte-
Lucie, à la
Compagnie
des Indes occi-
dentales, par
le sieur d'En-
neval. 1665.

gnie, les bailler & payer, savoir moitié dans six mois & l'autre moitié six mois après ensuivans : le tout prochain venant, sans aucun intérêt ; pour être les deniers pareillement employés en fonds de terre ou autrement, au profit desdits mineurs, pour le bien & utilité d'iceux, par l'avis desdits sieurs leurs parens, sans que ladite Compagnie puisse demander aucune autre garantie pour le remplacement desdits deniers, ni retarder le payement d'iceux, pour quelque cause que ce puisse être, si tôt que par avis desdits sieurs parens, le prix desdites terres aura été arrêté avec les vendeurs d'icelles ; & en outre, à la charge que ladite Compagnie jouira des droits seigneuriaux desdites isles, à commencer du premier jour de juillet dernier, faisant moitié de la présente année : & à l'égard de l'autre moitié, revenant au profit desdits sieurs mineurs, déduction faite de la moitié qui en doit être prise pour l'entretien du Gouverneur & autres charges desdites isles, suivant les arrêts du Conseil, sera payée préférablement à la moitié revenant à ladite Compagnie ; comme aussi jouiront lesdits sieurs mineurs, de tout le profit, revenu & aménagement desdites habitations, maisons sucreries, Nègres, bestiaux & autres meubles ; dans lesquelles habitations ils pourront faire couper, lever & aprofiter tous les petuns & cannes de sucre, maniocs, patates & autres marchandises, vivres & denrées qui sont ou seront en existence & maturité jusqu'au premier jour de novembre prochain, & se servir pour la confection desdites marchandises, du travail des Nègres, bestiaux & autres choses à ce nécessaires, auquel temps

temps lefdites sucreries, ustensiles, Nègres & bestiaux, seront remis ès mains de l'Agent général de ladite Compagnie, ou de celui qui aura commission d'elle, suivant l'inventaire qui en a été fait sur les lieux, en présence du sieur de Loubière, chargé des affaires desdits sieurs mineurs dans lefdites isles, sans être néanmoins tenus ni responsables de la mortalité, pertes, fuites & de tous autres accidens qui pourroient arriver, en les nourrissant & entretenant comme il faut : lesquelles marchandises & effets appartenans auxdits sieurs mineurs, ladite Compagnie promet leur embarquer dans les premiers vaisseaux qui partiront de ladite isle Martinique, sans délai, si-tôt que les gens ou commis en seront requis, en acquittant le fret ordinaire & autres charges & conditions usitées dans les cargaisons desdits vaisseaux. Sera tenue ladite Compagnie, de tenir & entretenir toutes les concessions des terres, & pareillement de faire décharger & indemniser lefdits sieurs mineurs de toutes les clauses & conditions auxquelles ils sont obligés par le contrat d'acquisition desdites isles, envers la première Compagnie de l'Amérique; & en ce faisant, lefdits sieurs Directeurs, audit nom, se sont désistés & départis de l'effet & exécution desdits arrêts du Conseil, que ladite Compagnie a obtenus contre lefdits sieurs du Parquet, pour raison desdites isles, lesquels, pour leur regard, demeureront nuls & de nul effet; & ont lefdits sieurs Directeurs, audit nom, obligé à l'exécution de ce que dessus, tous les biens & effets de ladite Compagnie, présens & à venir, & spécialement & par privilège spécial

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ixe. partie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No XLIX.
Vente de la
Martinique
& Sainte-
Lucie, à la
Compagnie
des Indes occi-
dentales, par
le sieur d'En-
neval. 1665.

cial & primitif, lesdites isles Martinique & Sainte Alouzie, & choses vendues, sans que les obligations générale, spéciale & privilégiée, dérogent l'une à l'autre, & sans que pour le regard desdits mineurs, ni dudit sieur d'Enneval audit nom, ladite Compagnie puisse prétendre aucune garantie que ce puisse être, sinon des empêchemens provenans de leur fait & chef, comme il est dit, ayant ledit sieur d'Enneval, pour toute autre garantie, délivré & mis ès mains desdits sieurs Directeurs, copie collationnée par le sieur Vigneron Secrétaire du Roi, à l'original dudit contrat d'acquisition desdites isles, lettres patentes & arrêt d'homologation devant datés, dont ils le déchargent; & promet ledit sieur d'Enneval, audit nom, fournir les originaux d'iceux à ladite Compagnie, dans quinze jours prochains, & à condition que le présent contrat sera homologué au Parlement de Paris avec M. le Procureur général dudit Parlement & les parens desdits mineurs, aux frais de ladite Compagnie, auquel effet lesdites parties ont constitué leur Procureur Me. de la Barre, Procureur en ladite Cour de Parlement; & pour l'exécution des présentes & dépendances, lesdites parties, esdits noms, ont élu leurs domiciles en cette ville de Paris, savoir, ledit sieur d'Enneval, audit nom, en la maison où est demeurant Me. Michel Desponty, Procureur au Châtelet de Paris, sise rue Saint-Martin, & lesdits sieurs Directeurs audit nom, au Bureau de la direction générale de ladite Compagnie, sis au cloître & paroisse Saint Méderic, auxquels lieux ils consentent esdits noms, que

tous

tous exploits de commandemens, sommations, significations & autres actes de justice nécessaires qui y seront faits, soient valables comme si faits étoient, parlant à leur personne, esdits noms, nonobstant changement de demeure, propriétaires ou locataires desdits domiciles élus. Promirent en outre icelles parties, esdits noms, rendre par l'une d'icelles à l'autre, tous coûts, frais, mises, dépens, dommages & intérêts qui faits & encourus seroient, faute de l'entretenement & entière exécution du contenu en ces présentes, sous l'obligation & hypothèque de tous & chacuns leurs biens, meubles & immeubles, & effets desdits mineurs & de ladite Compagnie, que lesdits sieurs d'Enneval, sieurs Directeurs, esdits noms, en ont, pour & du tout esdits noms, soumis à la justice, juridiction & contrainte de cette ville, prévôté & vicomté de Paris, & à toutes autres justices & juridictions qu'il appartiendra, & où iceux trouvés seront; & renoncèrent, en ce faisant, à toutes choses à ces présentes contraires, même lesdits sieurs Directeurs, audit nom, pour ladite Compagnie, à toutes lettres d'état, & autres à ce contraires, dont elle ne pourra se servir ni prévaloir pour quelque cause que ce soit, à l'égard desdits sieurs du Parquet, & au droit disant générale renonciation non valoir. En témoin de ce, nous, à la relation desdits Notaires soussignés, avons fait mettre le scel de ladite prévôté & vicomté de Paris, à ces présentes, qui furent faites & passées à Paris, audit Bureau de ladite direction générale de ladite Compagnie, l'an mli six cent soixante-cinq, le quatorzième

Pièces justificatives sur l'isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

Pièces des
Commissai-
res François.

jour d'aout après midi, & ont signé la minute des présentes, demeurée vers & en la possession dudit Baudry Notaire.

No. L.
Abandon de
Sainte-Lucie
par les An-
glois, 1666.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

N^o. L. *EXTRAIT de l'histoire des Antilles, par le P. du Tertre, concernant l'abandon de Sainte Lucie par les Anglois, le 6 janvier 1666. Tome III, pages 243 & 244.*

Six députés du Gouverneur & des habitants de l'isle de *Sainte-Lucie*, arrivèrent dans un bateau à la Martinique, & déclarèrent de leur part, en présence de Messieurs de Clodoré, de Chambré & du Conseil souverain, qu'ils s'étoient emparés de cette isle ne leur croyant faire aucun tort; mais que Dieu leur avoit fait connoître qu'ils avoient usurpé le bien d'autrui, par les châtimens qu'il leur avoit fait ressentir, qui étoient tels que le flux de sang, la famine, les guerres & les incursions continuelles des Sauvages, les avoient réduits de quinze cens à quatre-vingt-neuf, & supplioient très-humblement ces Messieurs, de vouloir reprendre cette isle & tout ce qui leur appartenoit, & leur donner des barques pour les transporter dans une autre terre.

Nos Messieurs se dispoisoient pour aller reprendre cette isle, lorsque le sieur Robert Cooke, qui en étoit Gouverneur, ayant
reçu

reçut quelque espérance de secours de Milord Willoughby, envoya desavouer ses députés; & néanmoins quelques jours après, la misère lui faisant perdre patience, il se résolut avec le pitoyable reste de sa colonie, à une désertion autant honteuse, que son usurpation avoit été injuste: car un Forban de cette nation, qui avoit besoin de soldats, les débaucha; & le sixième de janvier 1666, le Gouverneur fit mettre le feu au fort, & abandonna l'isle à ceux qui s'en voudroient emparer. Cependant une barque du Milord Willoughby chargée de vivres, de munitions & de tout ce qui leur étoit nécessaire, y arriva deux jours après, qui n'ayant trouvé que la cage, fut porter la nouvelle au Milord que les oiseaux s'étoient envolés.

Pièces justificatives sur l'isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

No. LI. *ACTE de restitution par les Anglois, de l'isle de Sainte-Lucie aux François, entre les mains des sieurs de Clodré & de Chambré, en date du 20 Octobre 1665. Tiré du dépôt des affaires étrangères.*

AUJOURD'HUI 20 octobre 1665, par-devant Adrien de Villiers Notaire, commis & établi par Nosseigneurs des Indes occidentales, en présence des témoins ci-après nommés, sont comparus Guillaume Highway, Thomas Smith, Hugues Britain, Jean Harris, Hamlet Lee & Edouard Clarck, Anglois de nation, envoyés & députés de la part du sieur Robert Cooke, Gouverneur

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LI.
*Acte pour la
restitution de
Sainte-Lucie
par les An-
glois. 1665.*

de Sainte-Alouzie, & de tous les habitans de la nation Angloise; les dessus nommés, interprétés par Morgan Fergusson & son fils, aussi Anglois de nation, & parlant & entendant les langues Françoise & Angloise, lesquels ont promis rapporter fidèlement ce qui leur sera déclaré par lesdits Guillaume Highway, Thomas Smith, Hugues Britain, Jean Harris, Hamlet Lee, E'douard Clarck; savoir est qu'ils s'obligent de faire avoir agréable le présent acte, & déclarent à M. de Clodoré, Chef & Président du Conseil souverain, établi par Sa Majesté en cette isle de Martinique, & son Gouverneur en icelle & forts en dépendans, sous l'autorité de Nosseigneurs de la Compagnie des Indes occidentales, & à Mre. Anne de Chambré, Conseiller du Roi en ses Conseils, & Agent général de ladite Compagnie, représentant lesdits Seigneurs présentement *seigneurs en propriété de l'isle de Sainte Alouzie*, par édit de concession de Sa Majesté, du mois de mai 1664, qu'ils s'étoient saisis & emparés de ladite isle sur les François, l'année dernière, ne leur croyant faire aucun tort; mais qu'ils reconnoissent leur faute par le châtiement que Dieu leur a fait ressentir, parce qu'ils ont appris de bonne part, avoir usurpé le bien d'autrui, & qu'ils supplient instamment mesdits sieurs de Clodoré & de Chambré, de reprendre pour nosdits Seigneurs de la Compagnie des Indes occidentales, la possession de ladite isle & des forts étant en icelle, *avec les canons & armes qu'ils y ont trouvés, appartenans aux François lorsqu'ils s'en sont saisis, & de les dé-*

délivrer de la misère qu'ils souffrent, qui est telle, que le flux de sang, la famine & la guerre continuelle que leur ont faite les Caraïbes, les a réduits, depuis qu'ils sont en ladite isle, de quinze cens qu'ils étoient lorsqu'ils y sont arrivés, à quatre-vingt-neuf qu'ils sont présentement; s'obligeant les susnommés, incessamment remettre ladite isle, forts & canons & armes à nosdits Seigneurs de la Compagnie des Indes occidentales de ladite isle, ès mains de ceux qui seront envoyés par lesdits sieurs de Clodoré & de Chambré, & de faire ratifier le présent acte audit sieur Cooke & à tous les gens de guerre & habitans étant en icelle; requérant les susnommés, lesdits sieurs de Clodoré & de Chambré, de leur prêter des barques pour les transporter dans telles isles des Antilles qu'ils trouveront à propos pour s'y habituer, promettant de payer le fret desdites barques, & de les rendre & restituer au même état qu'elles leur auront été confiées; de laquelle déclaration, les susnommés Guillaume Highway, Thomas Smith, Hugues Britain, Jean Harris, Hamlet Lee & Edouard Clarck, ont requis acte pour délivrer auxdits sieurs de Clodoré & de Chambré, pour nosdits Seigneurs de ladite Compagnie des Indes occidentales; ce que moindit Notaire leur ai accordé, en présence de Jean Villiers & Guillaume du Buisson témoins requis, qui ont signé avec ledit Thomas Smith, & non les dessus dits, qui ont déclaré ne savoir écrire ni signer, de ce enquis suivant l'ordonnance. *Signé* THOMAS SMITH, DU BUISSON Prêtre, VILLIERS;

Pièces justificatives sur l'isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

Pièces des
Commissai-
res François.

& les autres ont fait leurs marques ordi-
naires, pour ne savoir signer.

*Collationné sur la copie qui est au dépôt des af-
faires étrangères. A Paris, le vingt-un mars
mil sept cent cinquante-un.*

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LII.
Déclaration
de guerre de
la France,
contre
l'Angleterre.
1666.

No. LII. *DE'CLARATION* de guerre
par la France, contre l'Angleterre, le
26 janvier 1666; & celle de l'Angle-
terre contre la France, le 9 février de
la même année. Histoire des Antilles,
tome IV, pages 17, 18, 19 & 20.

Déclaration de guerre contre l'Angleterre.

D E P A R L E R O I.

SA MAJESTÉ ayant eu avis qu'il se for-
moit quelque mésintelligence entre l'An-
gleterre & la Hollande, auroit donné or-
dre à ses Ambassadeurs ordinaires, de pas-
ser tous les offices nécessaires en son nom,
pour essayer d'étouffer cette division en sa
naissance: & ayant appris avec déplaisir,
que les choses s'étoient aigries jusqu'au
point d'en venir à des actes d'hostilités,
Sa Majesté auroit envoyé vers le Roi de
la Grande-Bretagne, des Ambassadeurs ex-
traordinaires, pour tenter par de nouveaux
offices, d'en arrêter le cours, & composer
ces différends par quelque accommodement:
mais la médiation n'ayant pas eu l'effet
qu'Elle s'en étoit promis, les sieurs les E-
tats généraux des Provinces-unies des Pays-
bas ont continué avec empressement leurs
instances auprès de Sa Majesté, d'exécuter
le traité de ligue défensive qu'Elle a conclu
avec

avec Elle le dix-septième avril 1666. Et ^{Fidèles justifi-} Sa Majesté se trouvant obligée de satisfactives sur faire à sa parole royale, & aux engagements l'Isle de Ste. Lucie. / dans lesquels Elle est entrée par un traité Lucie. / solennel, dans un temps que l'Angleterre & lie. partie. la Hollande étoient en bonne correspondance, sans aucune apparence de rupture, Sa Majesté a déclaré & déclare par la présente signée de sa main, avoir arrêté & résolu de secourir lesdits sieurs E'tats-généraux des Provinces-unies des Pays-bas, en conséquence dudit traité de ligue défensive, & de joindre toutes ses forces à celles desdits sieurs les E'tats-généraux, pour agir contre les Anglois, tant par mer que par terre. Enjoint pour cet effet, très-expressément Sa Majesté à tous ses sujets, vassaux & serviteurs, de courre sus auxdits Anglois, & leur défend d'avoir ci-après avec eux aucune communication ni intelligence, à peine de la vie: & à cette fin, Sa Majesté a dès-à-présent révoqué & révoque toutes permissions, passeports, sauve-gardes ou sauf-conduits qui pourroient avoir été accordés par Elle, ou par ses Lieutenans généraux & autres Officiers, contraires à la présente, & les a déclarés nuls & de nulle valeur; & défend à qui que ce soit, d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne Sa Majesté à Monsieur le Duc de Beaufort, Pair de France, Grand-Maître, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de ce Royaume, aux Maréchaux de France, Gouverneurs & Lieutenans généraux pour Sa Majesté en ses provinces & armées, Maréchaux de Camp, Colonels, Mestres-de-Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs

Pièces des
Commissai-
res François.

de ses gens de guerre, tant de cheval que de pied, François, E'trangers & tous autres Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la présente ils fassent exécuter, chacun à son égard, dans l'étendue de leurs provinces & juridictions: Car telle est la volonté du Roi, &c. FAIT à Saint-Germain-en-Laye, le vingt-sixième janvier mil six cent soixante-six. *Signé* LOUIS. *Et plus bas,* LE TELLIER.

No. LII.
*Déclaration
de guerre de
l'Angleterre
contre
la France.
1666.*

Déclaration de guerre par le Roi d'Angleterre, contre la France.

C H A R L E S, R O I.

AT TENDU que le Roi des François prétendant l'exécution d'une ligue défensive avec les E'tats-généraux des provinces-unies, & pour laquelle il nous attribue d'être les agresseurs, & de vouloir usurper leurs biens & domaines, le contraire de quoi est notoire à tout le monde, a déclaré le vingt-sixième janvier dernier, la guerre contre nos sujets, se faisant ainsi lui-même l'agresseur, & a, par ces moyens, rendu la paix avec lesdits E'tats, que nous avons toujours désirée, plus difficile. Pour la continuation d'icelle paix, l'Ambassadeur du Roi des François, n'ayant jamais offert aucune satisfaction pour des injures faites à nos sujets par le passé, ni un bon règlement pour le commerce à venir; nous reposant sur l'aide & l'assistance de Dieu Tout-puissant, & sur la justice de notre cause, & étant assuré de la valeur & affection de nos sujets en la défense susdite, avons jugé à propos de déclarer, comme nous faisons
par

par ces présentes, que nous nous voulons opposer au Roi des François, & vigoureusement poursuivre cette guerre, laquelle il a si injustement commencée, avec nos plus grandes forces par mer & par terre, pour le maintien & défense de nos sujets: enjoignant pour cela, à notre très-cher & entièrement bien amé frère, notre Grand-Amiral, & à notre bien fidèle & entièrement amé cousin & Conseiller, George Duc d'Albermale, Général de nos forces par terre, pour opposer à toutes attaques du Roi des François & de ses sujets, de faire & exécuter tous actes d'hostilité à la poursuite de cette guerre, contre le Roi des François, ses vassaux & sujets; voulant & requérant tous nos sujets, de remarquer les choses ci-devant dites, auxquels nous défendons absolument, & sous peine de mort, dorénavant tenir aucunes correspondances ou communication avec ledit Roi des François, ou ses sujets, excepté ceux qui sont en nécessité pour cela, voulant retirer & transporter leurs personnes & tous leurs biens hors de France. Et à cause que plusieurs personnes sujets du Roi des François, comme aussi des E'tats-généraux des Provinces-unies, demeurent & se retirent dans notre Royaume, nous déclarons & donnons notre parole royale, que tous ceux, soit Flamands ou François de nation, qui se comporteront loyalement envers nous, sans avoir correspondance avec nos ennemis, seront conservés libres de leurs personnes & tous leurs biens, & libres de toutes molestations & troubles en quoi que ce soit. Et de plus, déclarons que s'il y a quelqu'un des François ou des Pays-

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie
Ire. partie.

bas,

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LII.
*Déclaration
de guerre de
l'Angleterre
contre la
France. 1666.*

bas, soit par l'affection qu'ils pourroient avoir pour nous ou pour notre gouvernement, ou à cause de quelque oppression qu'ils rencontrent chez eux, viendront dans nos Royaumes, seront par nous protégés en leur personne & tous leurs biens, spécialement ceux qui seront de la religion réformée; l'intérêt desquels sera par nous plus particulièrement en recommandation. DONNE' en notre Cour de Whitehall, le neuvième février, en la dix-septième année de notre règne, mil six cent soixante-six.

No. LIII. *TRAITE' de paix entre la France & l'Angleterre, fait à Breda, le 21-31 juillet 1667.*

Nota. Ce Traité se trouve au Corps diplomatique, tome VII, part. 1, page 41.

La copie qui a été produite, est imprimée parmi les Traités & Actes publics, qui font partie des pièces justificatives concernant l'Acadie, tom. 2. No. IV. pag. 29.

No. LIV. *E'DIT du Roi des mois de décembre 1674, qui réunit au domaine de la Couronne les concessions de la Compagnie des Indes occidentales.*

Nota. La copie qui a été produite, est imprimée avec les Traités & Actes publics, concernant l'Acadie, tom. 2. No. XL, de la 3e. partie des preuves.

No. LV. *LETTRE du sieur Temple, Capitaine du navire Anglois la Marie-Rose, à M. de Blenac, sur la*
des.

descente qu'il a faite à Sainte-Lucie, & pour le prier de rappeler les François qui y sont établis, & de leur défendre d'y couper du bois & d'y faire aucun acte de propriété: du 30 juillet 1686. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

MONSIEUR,

LE Gouverneur de la Barbade m'a envoyé ici par ordre du Roi d'Angleterre, qui m'a ordonné de réclamer cette isle Sainte-Alouzie, comme l'ancien droit de mon maître le Roi d'Angleterre; & à cette fin, suivant les instructions qui m'ont été données par le Gouverneur de la Barbade, j'ai été à terre, & en ai donné avis aux sujets du Roi de France, & leur ai donné ordre d'incessamment partir d'ici avec tout ce qui leur appartenoit: c'est ce que quelques-uns ont déjà fait paisiblement, lesquels j'ai mis à bord d'une barque Françoisise, venue depuis peu de la Martinique; mais ayant trouvé plusieurs des sujets du Roi de France, même un nombre considérable, qui ne vouloient point se rendre comme les autres ont fait, mais s'enfuyent dans les bois lorsqu'ils nous voient; ainsi je suis obligé de vous faire savoir qu'il faudroit envoyer un navire ou barque pour les emporter d'ici paisiblement; sinon je serai obligé d'user par voie de fait contre eux, ayant ordre de chasser de cette isle Sainte-Alouzie, tous ceux qui ne sont sujets à mon maître le Roi d'Angleterre. J'ai aussi trouvé sur l'isle beaucoup de bois appartenant au Roi d'Angle-

Pièces des
Commissai-
res François.

No LV.
Lettre du
sieur Temple,
au Comte de
Blenac. 1686.

terre, & prêt d'être emporté par quelques-uns des habitans de la Martinique, lequel il ne faut pas que je permette à qui que ce soit d'enlever, qu'aux sujets du Roi d'Angleterre; ainsi je vous prie que dorénavant vous fassiez défense aux sujets du Roi de France qui sont sous votre gouvernement, de couper ni jeter par terre aucunement du bois de cette isle, ni de semer ni cueillir, pêcher ni chasser dedans ou à l'entour de cette isle, s'ils ne veulent reconnoître que cette isle appartient à mon maître le Roi d'Angleterre; & à cette fin, de recevoir leur commission & permission de ce faire, du Gouverneur de la Barbade, qui est le Lieutenant de Roi dans ces quartiers ici.

Je suis, Monsieur, votre très-humble & très-obéissant serviteur. Signé J. TEMPLE.

A Sainte Alouzie, le 30 juillet 1686, à bord du navire la Marie-Rose, appartenant à Sa Majesté de la Grande Bretagne.

Pour avoir été traduit d'Anglois en François, par une personne entendant très-bien la langue, qui nous a assuré l'avoir fidèlement fait; & l'original nous demeure pour l'envoyer au Roi quand il lui plaira. FAIT au Fort-Royal de la Martinique, le 7 septembre 1686.

Signé BLENAE.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LVI. DE'CLARATIONS faites
au greffe de la Martinique, dès dom-
ma-

images que les Anglois ont faits aux François qui étoient habitués à Saint-Alouzie: du 27 août 1686. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

Pièces justificatives sur l'Isle de Sté. Lucie.
Ire. partie.

LEs nommés Jacques Lecurieux, Olivier Pellet, Jacques le Breton & Pierre Bonnard, ont déposé, savoir ledit Pellet;

Que le cinquième août étant sur le Grosiflet, il vit arriver une barque & trois chaloupes Angloises, dans lesquelles il y avoit bien cent vingt hommes qui mirent à terre, tous armés, tambour battant, avec trois trompettes & un drapeau où étoient les armes d'Angleterre.

Que peu de temps après, il entendit lesdits Anglois crier, Messieurs les François, venez, venez à nous, nous ne vous voulons point de mal; ce qui assura ledit Pellet qui vint les trouver.

Qu'étant avec eux, il fut interrogé par l'Officier, qui lui demanda le temps qu'il étoit à Sainte-Alouzie; il lui répondit qu'il y avoit huit mois, & qu'il venoit de la Martinique.

Qu'aussi tôt ledit Officier fit prendre les armes du Roi d'Angleterre, taillées en bois, & les fit poser sur le lieu, appuyées sur trois roseaux qu'il fit planter en terre; devant lesquelles armes il fit lire un papier en Anglois, qui fut expliqué en François audit Pellet, qui est, que le Roi d'Angleterre prétendoit que l'isle Sainte-Alouzie lui appartenoit, qu'il ne vouloit pas qu'aucuns François y habituassent & qu'ils y fissent aucuns travaux, & qu'ils eussent à en sortir au plus tôt.

Pièces
des Commis-
saires Fran-
çois.

No. LVI.
Dommages
causés aux
Français ha-
bitans de
Sainte-Lu-
cie, par des
vaisseaux An-
glois. 1686.

Que lesdits Anglois écrivoient au sieur de Blenac, que s'il n'y vouloit consentir, ils lui répondroient à grands coups de canon.

Que sur les quatre heures après midi, ils passèrent à la grande terre, & furent mouiller dans la grande anse du Gros-islet, où étant descendus, marchèrent en ordre, quatre à quatre de front, à l'ajoupa dudit Lecurieux, proche duquel ils attachèrent les armes d'Angleterre à deux-arbres, & y lûrent derechef le même écrit.

Qu'ensuite ils leur dirent de faire rassembler leurs gens, & qu'ils ne vouloient pas leur faire de mal; mais qu'il falloit s'embarquer pour la Martinique, le Roi d'Angleterre ne voulant pas souffrir habiter aucun François dans ladite isle.

Qu'avant de s'embarquer, ils mirent le feu aux ajoupas & à ceux qui étoient au Chocq, & arrachèrent les croix qu'ils trouvèrent plantées, les brûlèrent & jetèrent dans la mer.

Que lesdits Anglois leur ont pris un Mulâtre, une cave de neuf flacons, un mousqueton, une ligne de varre avec les clous, un quart à l'eau ferré, un pavillon, deux grappins, un fusil, mille cent cinquante six essentes qu'ils ont brûlées.

Qu'ils étoient venus pour voir si ce qu'on avoit dit au Roi d'Angleterre étoit vrai, qui est, qu'il y avoit plus de cinq cens familles dans ladite isle, avec des sucreries, & qu'ils envoyeroient des personnes pour l'habiter.

Les nommés Méri Moreau, Rolland-Letop & François l'Épine, ont déposé, savoir ledit Moreau, qu'étant à l'isle du Chocq, il aperçut un navire Anglois mouillé sous le vent du Gros-islet, où lesdits Anglois dé-

bar.

barquèrent, & arborèrent deux pavillons des armes du Roi d'Angleterre.

Qu'ensuite ils furent mouiller devant l'anse du Chocq, où après avoir planté les armes du Roi d'Angleterre, ils s'en retournèrent & mirent le feu à tous les ajoupas qui étoient audit degra.

Qu'ils prirent audit Moreau pour cent cinquante écus de feuilles de caret, plusieurs planches, un barril de bœuf, trois barrils & demi de farine, cent pièces de volaille, ses hardes & autres ustensiles.

Les nommés Pierre Chennevert, & Pierre Morand Mulâtre, ayant dit aux matelots d'une chaloupe Angloise, d'avertir leur Capitaine d'envoyer trois hommes sans armes à terre, pour parler aux François qui y étoient; ils firent débarquer huit hommes armés, & une grande chaloupe qui venoit après avec quarante hommes; ce qui obligea ledit Moreau & les autres François de se retirer & en même temps lesdits Anglois firent plusieurs décharges sur eux.

Que lesdits Anglois firent descente à l'anse, à la raie où étoit son degra & ses ajoupas, auxquels ils demandèrent qui lui avoit donné permission de détruire les bois du Roi leur maître; il leur dit qu'il avoit deux permissions des sieurs de Blenac & de Chambly; ils lui prirent lesdites deux permissions, & ensuite lui demandèrent s'il vouloit servir le Roi d'Angleterre; ce qu'il refusa.

Qu'après cela ils lui dirent, fors de ta case, & mets dehors tout ce qui y est, afin que nous la brûlions; ce qu'ils firent.

Qu'il a laissé tous ses outils, qui peu-

Pièces des
Commissai-
res François.

vent bien monter à dix mille livres de su-
cre, sans y comprendre cinq fusils, deux
barrils de viande, deux canots qui valent
cinq cens livres de sucre.

No. LVI.

*Dommmages
causés aux
François ha-
bitans de
Sainte-Lu-
cie, par des
vaisseaux
Anglois.*
1686.

Que lesdits Anglois ont pris audit l'E-
pine une tortue, & lui ont donné ordre
d'aller le long de la côte prendre les Fran-
çois, & les porter à la Martinique.

Les nommés Christophle Autier, Michel
Gay Mulâtres, & Jacques Guerand, ont
déposé, sçavoir ledit Autier, qu'étant au
cul-de-sac, il aperçut deux chaloupes An-
gloises qui chargeoient *du bois appartenant
à Mathurin Consant, & lorsqu'ils aperçurent
ledit déposant, ils firent une décharge de tren-
te coups de mousquets.*

Qu'étant à leur bord, ils lui demandèrent
s'il vouloit servir le Roi d'Angleterre, qu'ils
lui donneroient une concession pour demeurer
dans ladite isle; ce qu'il refusa.

Qu'il doit venir trois autres navires An-
glois, qui feront plus de mal aux François
qu'eux.

Que ledit Autier & Rodrigue ont été trois
jours prisonniers à bord dudit navire Anglois,
sans presque avoir eu à manger.

Que pendant ce temps, les Anglois furent
à son degre, où ils mirent le feu dans son
ajoupa, dans lequel il y avoit deux folles,
trente pots d'huile, deux barrils de tortue
salée, cinquante-cinq de caret, un lit de co-
ton, ses hardes, un fusil & une autre folle
qui étoit à la mer.

Qu'ils ont brûlé audit Michel Gay, son
ajoupa, & pris six barrils vuides, un barril
de bœuf, un barril de farine, une scie de long
& un canot.

Qu'ils

Qu'ils ont pris au nommé la Montagne, une scie de long, huit haches, un fusil, ses hardes, une lime, un tourne-à-gauche, trois planches d'acoquois.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ite. partie.

Qu'ils ont brûlé audit Guerand, son ajoupa, & ont pris toutes ses bardes & ustensiles, avec quantité de bois qu'ils ont embarqué dans leur navire

Le nommé Deschamps a déposé que lesdits Anglois lui ont pris un canot, un coffre, plusieurs outils, dix-huit cens livres, un barril de viande, une tortue, quinze cens pièces de bois estimées dix mille livres de sucre, quatre cens cinquante pierres, &c.

Les nommés Contant, Labbé & Dumonas, ont déposé que lesdits Anglois leur ont pris cent quarante-cinq planches, cent vingt chevrons, six haches, douze serpes, deux grandes cannes, un coffre, une cave de quinze flacons, un harpon, une chaudière, & ont brûlé l'ajoupa, & pris une doloire valant deux cens livres.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil-sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LVII. MEMOIRE des sieurs de Blenac & du Maits, à M. de Seignelay, pour lui demander de leur prescrire la conduite qu'ils doivent tenir par rapport à Sainte-Lucie, & à la descente qui y a été faite & pourroit y être réitérée par les Anglois: du 6 septembre
(M 4) 1686.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LVII.
*Lettre des
Gouverneur
& Intendant
de la Marti-
nique sur
Sainte-Lu-
cie. 1686.*

MON sentiment est que l'on ne peut pas douter de celui du Gouverneur de la Barbade, puisque les Anglois ont chassé les François de Sainte-Alouzie, comme il paroît par la capitulation faite lors de la réduction du fort que M. du Parquet y avoit fait construire.

La lettre qu'il écrivit à M. de Saint-Laurent, dans le temps que j'étois en France, le dit fort nettement, & celle du Capitaine Anglois ne laisse nul doute que la chose ne soit, après ce que le Gouverneur de la Barbade a écrit à M. de Saint-Laurent, & si on y envoyoit, on n'auroit autre réponse que celle des deux lettres.

Quelle apparence d'y envoyer ! le Capitaine que ce Gouverneur a envoyé pour cette exécution, ne me l'écrit que par hasard ; & ce Gouverneur fait exécuter la chose sans m'en rien faire savoir, quoiqu'informé par M. de Saint-Laurent, des prétentions du Roi, & que cette isle est à lui.

Je pense qu'il ne va qu'à savoir ce qu'on a à faire, s'ils y reviennent pour s'y établir ; car en passant, personne ne le peut prévoir, non pas même, s'il y avoit des vaisseaux de guerre ici ; ou si on doit continuer l'arrêté qui a été fait, & le fortifier s'il en est besoin : on avoit résolu de les en chasser, l'affaire ne s'engage pas plus dans la suite qu'elle auroit fait, si ce Capitaine y eût fait un établissement.

Et quant aux suites qui pourroient arriver
par

par l'avis qu'on donnera de la chose, le Ministre fait là-dessus ce qu'il a à faire; ce n'est pas à nous à lui donner une conduite; mais pour moi, sans entrer dans les raisons politiques, je suis obligé de lui donner avis de ce qui se passe, & lui de le digérer, comme plus connoissant & plus habile homme que moi.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

Mon sentiment est donc de lui faire savoir la chose au vrai comme elle est, & de quelle conséquence pour la Martinique, lui demander ses ordres, & les attendre, avec les résolutions qu'on prendra.

Je doute que ces gens y fassent des établissemens, attendu la guerre qui est entre les Sauvages & eux, qui les en ont déjà chassé deux fois. Nous avons vû les peines qu'ils leur ont faites, même en faisant du bois: les Sauvages sont plus résolus que jamais de les en chasser. Il y va à savoir de quelle manière on entrera dans cette affaire avec eux, s'il étoit vrai que, contre ce que je pense, ils entreprissent d'y faire des établissemens, ou si on entreprendra de les chasser seuls, ou changeant de sentiment, si on les laissera établir, ne leur mettant que les Caraïbes à dos, attendant la volonté de la Cour, pour savoir de quelle manière le Roi veut qu'on y entre.

Messieurs du Maits & de Blenac, après avoir conféré sur le présent mémoire, leur dernière résolution a été de ne faire plus un si grand envoi d'habitans & de soldats, qu'on avoit proposé dans l'assemblée que l'on avoit faite au Fort-Saint-Pierre, où il avoit été arrêté d'y envoyer cent vingt habitans, avec

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LVII.
*Lettre des
Gouverneur
& Intendant
de la Marti-
nique sur
Sainte-Lucie.*
1686.

un nombre suffisant d'Officiers de milice pour les commander, & de détacher quarante hommes des compagnies réglées, avec le sieur de Ligerac pour commander le tout; mais seulement d'appuyer les Sauvages qui sont de bonne intention à en chasser les Anglois, en fortifiant seulement les ouvriers travaillans actuellement dans ladite isle, & continuant de donner des passeports aux habitans de la Martinique pour y aller travailler, même des concessions à quelques gens qui en demandent. Ce sera la conduite qu'ils tiendront jusqu'à ce qu'il plaise à M. le Marquis de Seignelay leur envoyer d'autres ordres, le suppliant très-humblement que ce soit le plus promptement qu'il se pourra; cette affaire leur pouvant fournir des incidens qui pourroient les brouiller avec la nation Angloise: & au cas que le Roi envoie des vaisseaux de guerre ici, M. le Marquis de Seignelay est très-humblement supplié de donner ses ordres pour la conduite qu'on aura à tenir, le Gouverneur de la Barbade envoyant de nouveau des vaisseaux de guerre à ladite isle. FAIT & arrêté au Fort Royal de la Martinique, ce sixième septembre mil six cent quatre-vingt six. *Signé* BLENAC & DU MAITS.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LVIII. *TRAITÉ* de neutralité pour l'Amérique, entre la France & l'Angleterre, conclu à Londres le 16 novembre

DE SAINTE LUCIE. 187
bre 1686. Corps diplomatique, *Tome VII, partie 2, page 141.*

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

Nota. La copie qui a été produite, est imprimée avec les Traités & Actes publics, qui font partie des pièces justificatives concernant l'Acadie, Tom. 2. No. VII. page 76.

No. LIX, *EXTRAIT d'une lettre de M. le Marquis de Seignelay, à M. de Barrillon, Ambassadeur du Roi en Angleterre: à Versailles, le 25 février 1687.*
Tiré du dépôt des affaires étrangères.

J'AI reçu par les derniers vaisseaux qui sont venus des isles de l'Amérique, des lettres de Messieurs de Blenac & du Maits de Goimpy, qui m'écrivent que le Capitaine Temple, qui est le même qui a été faire le pillage de l'isle de Sainte-Alouzie, a pris ensuite à Tabago une barque Françoisse, sous prétexte qu'elle avoit dessein de prendre des vaisseaux Anglois, quoiqu'elle n'ait rien fait pour donner lieu à cette insulte, qu'elle eût un passeport dudit sieur de Blenac, & qu'elle fût dans un port de France.

Il l'a menée ensuite à la Barbade, d'où le Gouverneur l'a renvoyée après avoir examiné l'affaire, & après avoir connu le tort que ce Capitaine avoit: ce procédé est si extraordinaire & si violent, que Sa Majesté m'a donné ordre de vous écrire qu'Elle desire que vous fassiez des plaintes au Roi d'Angleterre, & que vous lui demandiez la punition de

Pièces des
Commissai-
res François.

de ce Capitaine, & le dédommagement du
propriétaire de cette barque.

No. LX.
Pouvoir de
M.M. de Ba-
rillon & de
Bonrepaus.
1687.

*Collationné sur la copie qui est au dépôt des af-
faires étrangères. A Paris, le vingt-un mars
mil sept cent cinquante-un.*

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

N^o. LX. POUVOIR à Messieurs de Ba-
rillon & de Bonrepaus, pour terminer
les contestations à régler au sujet du Trai-
té de neutralité entre les sujets du Roi
& ceux du Roi d'Angleterre : à Versail-
les, le 5 mai 1687. Tiré du dépôt des
affaires étrangères.

LOUIS, &c. A tous ceux, &c. SALUT.
Voulant seconder les bonnes intentions
qu'a notre très-cher & très-ami Frère le Roi
de la Grande Bretagne, de maintenir la bon-
ne intelligence qu'il y a présentement entre
nos personnes, Royaumes & sujets; & étant
informé que pour cet effet, notredit Frère a
nommé les sieurs de Sunderland, Midleton
& Godolphin, ses Commissaires Plénipoten-
tiaires pour terminer ce qui reste à régler au
sujet du Traité de neutralité conclu à Lon-
dres le 16 novembre 1686, sur les établisse-
mens de la baie du nord de Canada, & les
contestations qui peuvent survenir en consé-
quence dudit Traité, nous avons jugé néces-
saire d'en nommer aussi de notre part pour
parvenir à cette même fin. POUR CES CAUSES
& autres à ce nous mouvant, nous avons par
ces présentes signées de notre main, donné
& donnons plein-pouvoir, commission, au-
torité

torité & mandement spécial aux sieurs de Barillon, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'état, & notre Ambassadeur extraordinaire auprès de notredit Frère le Roi de la Grande-Bretagne; & d'Usson de Bonrepas, aussi Conseiller en nos Conseils, Lecteur ordinaire de notre Chambre & Intendant général de la marine, de terminer à fonds avec lesdits sieurs Sunderland, Midleton & Godolphin, munis d'un pareil pouvoir, ce qui reste à régler au sujet du Traité de neutralité conclu à Londres entre nous & notredit Frère, ledit jour seizième novembre 1686, & régler toutes les contestations qui pourroient survenir en conséquence dudit Traité de neutralité; en conclurre & signer avec eux les articles, promettant d'avoir pour agréable, & de tenir ferme & stable tout ce que lesdits sieurs de Barillon & de Bonrepas auront accordé & signé en notre nom, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause & prétexte que ce soit; comme aussi d'en fournir notre ratification dans le temps qu'il aura été convenu: CAR, &c. En témoin de quoi, &c.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

Collationné sur la minuscule originale qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

N^o. LXI. EXTRAIT d'un mémoire du Roi, pour servir d'instruction aux sieurs de Barillon & de Bonrepas, en date du 5 mai 1687. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

L E ROI d'Angleterre ayant nommé des Commissaires pour terminer à fonds ce qui

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LXI.
Instruction
pour les sieurs
de Barillon
Et de Bonre-
paus. 1687.

qui reste à régler au sujet du Traité de neutralité conclu à Londres le 16 novembre 1686, les prétentions sur l'isle de Sainte-Alouzie & les établissemens de la baie du nord du Canada, que les Anglois appellent *Hudson*.

Sa Majesté a bien voulu, conformément audit Traité de neutralité, & pour le maintien de la bonne intelligence entre les sujets des deux nations, nommer aussi de sa part des Commissaires.

Pour cet effet, Elle a fait choix du sieur de Barillon, son Ambassadeur extraordinaire auprès du Roi d'Angleterre, & du sieur de Bonrepaus, Lecteur ordinaire de sa Chambre, & Intendant général de la marine de France, lequel se rendra incessamment à Londres, où Sa Majesté a approuvé que l'assemblée se fît.

Dès que le sieur de Bonrepaus y sera arrivé, il communiquera audit sieur de Barillon la présente instruction; & après avoir rendu la lettre de créance de Sa Majesté, & convenu avec les sieurs Comtes de Sunderland & de Midleton Secrétaires d'état, & Milord Godolphin, Commissaires nommés de la part du Roi d'Angleterre, du lieu & des jours des conférences, lesdits sieurs de Barillon & Bonrepaus entreront dans la discussion de la plainte qui a été déjà faite, sur ce que le Gouverneur de la Barbade (au préjudice du Traité de Breda & de la bonne intelligence qui est entre Sa Majesté & le Roi d'Angleterre), envoya au mois de juillet dernier, un vaisseau de guerre commandé par le sieur Temple, pour prendre pos-
ses-

session de l'isle de Sainte-Alouzie, lequel en chassa les François qui en étoient paisibles possesseurs, & pillâ leurs effets.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

Lesdits sieurs Commissaires prouveront la propriété de cette isle, par la vente que le sieur du Parquet en fit à Sa Majesté en l'année 1665, en conséquence de l'acquisition qu'il en avoit faite de la Compagnie François des Indes occidentales, par contrat du 27 septembre 1650, confirmé & autorisé par des lettres patentes du grand Sceau, en exécution de quoi il en prit possession, fit construire un fort, dans lequel il mit garnison & un Gouverneur qui y demeura jusqu'au 23 juin 1664. que le Gouverneur de la Barbade, s'en rendit maître sans ordre ni aveu du Roi d'Angleterre.

Ce fait se justifie par la conduite que celui qui commandoit à Sainte-Alouzie pour les Anglois, tint ensuite, ayant envoyé peu de temps après six députés à la Martinique déclarer au Gouverneur, à l'Intendant & au Conseil souverain, que mal-à-propos il s'étoit emparé de cette isle, & qu'il y avoit ordre aux Anglois d'en sortir; ce qu'ils firent, dès que les députés furent de retour, & les François en reprirent possession.

Le Traité de Breda qui est venu ensuite, a confirmé ce droit à Sa Majesté, étant porté par le XIIe. article que le Roi d'Angleterre lui restituera toutes les isles, pays, forteresses & colonies, en quelque part du monde qu'elles soient situées, ainsi que Sa Majesté les possédoit avant le premier jour de janvier de l'année 1665, & qui auroient été prises par les armes du Roi d'Angleterre. Et comme on ne peut contester que les

Fran-

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LXI.
*Instruction
pour les sieurs
de Barillon
& de Bonne
paus. 1687.*

François n'ayent été en possession de cette isle, depuis l'année 1650 jusqu'au 23 juin 1664, il est, sans difficulté, que les Anglois auroient été obligés de la leur céder, quand même ils l'auroient occupée depuis ladite année 1664, jusqu'au temps de la conclusion de ce Traité.

Lesdits sieurs Commissaires insisteront que la propriété de cette isle demeure aux François, & que les choses soient rétablies en l'état qu'elles ont été depuis le Traité de Breda, rien n'étant plus important pour le maintien de la colonie de la Martinique; ils pourront seulement consentir que les Anglois ayent la faculté d'y venir couper du bois, & faire tous les autres commerces qu'ils ont accoutumé d'y faire, comme amis sans y pouvoir faire aucun établissement.

Ledit Capitaine Temple ayant pris aussi l'année dernière une barque Françoisise dans le port de Tabago, quoiqu'elle eût un passeport du sieur Comte de Blenac, Sa Majesté desire que lesdits sieurs Commissaires demandent que pour réparation de cet attentat, ledit Capitaine soit puni, & que le propriétaire de ce bâtiment soit payé des dommages & intérêts qu'il a soufferts, montant à plus de deux mille cinq cents livres, nonobstant la restitution de ladite barque; que le Gouverneur de la Barbade a fait faire. FAIT à Versailles, le cinq mai mil six cents quatre-vingt-sept. Signé LOUIS.
Et plus bas, COLBERT.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires étrangères A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé, P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LXII.

N^o. LXII. COPIE du mémoire remis par Messieurs de Barillon & de Bonrepas, à Messieurs les Commissaires de Sa Majesté Britannique, dans la conférence du 28 mai 1687, au sujet de l'Isle de Sainte-Lucie *. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

Les souffignés ont ordre du Roi leur maître, de demander satisfaction de l'entreprise qui fut faite au mois de juillet dernier par le sieur Temple, commandant un vaisseau de Sa Majesté Britannique, lequel, au préjudice du Traité de Breda & de la bonne intelligence qui est entre les deux Rois, fit descente dans l'isle Sainte-Alouzié, en chassa les François, & pilla leurs effets.

Cette entreprise est d'autant plus extraordinaire, qu'il est constant que les François ont été les seuls occupans & paisibles possesseurs de cette isle; ce qui se justifie par l'achat que Sa Majesté Très-chrétienne en fit faire du sieur du Parquet, qui l'avoit acquise de la Compagnie François des Indes occidentales, dès l'année 1650, avec un fort, dans lequel les François ont toujours entretenu une garnison.

Il est vrai que les Anglois ont fait quelque descente dans ladite isle; mais ils n'y ont jamais pris aucun établissement, les originaires du pays les en ayant toujours chassés ou massacrés.

En l'année 1664, le Gouverneur de la

* Les Anglois ont produit la même pièce sous le n^o. XXIV de leur bordereau & fuit ci-après.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LXII.

*Mémoire re-
mis par MM.
de Barillon
& de Bonre-
pau, aux
Commissaires
du Roi d'An-
gleterre.*

1687.

Jamaïque y envoya un vaisseau, & en chas-
sa les François; & celui qui y commandoit,
soit qu'il eût reconnu qu'il n'avoit aucun
droit de s'y établir, ou que les originaires
du pays n'eussent voulu avoir aucun com-
merce avec lui, il envoya six députés à la
Martinique, pour déclarer au Gouverneur
de cette isle & au Conseil souverain, qu'ils
pouvoient envoyer à Sainte-Alouzie les
François qu'il en avoit chassés, ayant reçu
ordre de leur abandonner ce poste, ce qui
fut exécuté.

Outre les raisons ci-dessus, qui font voir
clairement que l'isle Sainte-Alouzie appar-
tient aux François, il ne faut d'autre titre
pour les maintenir dans cette possession,
que l'article XII du Traité de Breda, par
lequel il est expressément porté que Sa Ma-
jesté Britannique fera rendre aux François
tout ce qui aura été pris, ou qu'ils possé-
doient avant le premier janvier 1665.

Il est constant qu'en 1664, les Anglois
ont remis en possession les François de l'isle
Sainte-Alouzie, comme il se justifie par l'ac-
te authentique des six députés Anglois, qui
en vinrent faire la déclaration à la Martini-
que, inséré dans les registres du Conseil
souverain de ladite isle, & par conséquent
que le Traité de Breda les confirme dans
cette possession, dans laquelle ils n'ont point
été troublés pendant vingt-trois années con-
sécutives.

*Collationné sur la copie qui est au dépôt des affai-
res étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil
sept cent cinquante-un.*

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LXIII.

No. LXIII. COPIE du mémoire présenté au Roi d'Angleterre par Messieurs de Barillon & de Bonrepaus, au sujet des affaires des isles Antilles de l'Amérique. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

Pièces justificatives sur l'isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

S I R É,

Les soussignés Ambassadeur & Envoyé extraordinaires de France, Commissaires députés pour l'exécution du Traité de neutralité, ayant eu l'honneur de présenter ci-devant plusieurs mémoires à Votre Majesté, sur lesquels ils n'ont point eu encore de réponse, se trouvent obligés par les ordres du Roi leur maître, de lui présenter celui-ci, pour lui exposer le plus succinctement qu'il leur sera possible, les plaintes que les François de l'Amérique méridionale font contre les sujets de Votre Majesté, afin que sur la connoissance qu'Elle aura eu agréable d'en prendre, il lui plaise de donner ses ordres pour les faire cesser, & rétablir les choses au même état qu'elles ont été ci-devant.

Au mois de juillet 1686, le sieur Temple commandant un vaisseau de Votre Majesté, fit descente dans l'isle de Sainte-Lucie, en chassa les François, & pilla leurs effets.

Cette entreprise faite en temps de paix, sans que les François y aient donné lieu, est si contraire à ce qui se pratique ordinairement entre les Princes qui vivent en bonne intelligence, que nous avons lieu d'espérer qu'il suffira d'exposer à Votre Majesté ce qui s'est passé sur cette affaire, pour obtenir d'Elle la satisfaction qui est dûe aux François.

(N 2)

Les

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LXIII.
*Mémoire
présenté au
Roi d'Angle-
terre par
MM. de Ba-
rillon & de
Bonrepaus.
1687.*

Les Anglois disent qu'en l'année 1663 ils achetèrent cette isle des originaires du pays, & qu'y ayant trouvé des François qui y étoient établis depuis l'année 1643, ils les firent transporter à la Martinique.

Cet aveu d'y avoir trouvé les François établis depuis si long-temps, prouve assez que les Anglois ne la pouvoient pas acheter valablement des naturels du pays qui étoient sujets du Roi notre maître; outre qu'il n'est pas mal aisé de prouver que ce prétendu achat n'a eu aucun effet, étant de notoriété publique que les François ont toujours occupé actuellement ladite isle, & que les Anglois qui y vinrent en 1664, y trouvèrent un fort, dans lequel il y avoit garnison & un Gouverneur François, ainsi qu'il se justifie par la capitulation du vingt-troisième juin de ladite année, que nous avons en original.

Les Anglois y ayant fait descente en ce temps-là, reconnurent peu de temps après, qu'ils n'étoient point en droit de l'occuper; ce que la déclaration des six députés, envoyés à la Martinique par celui qui commandoit les Anglois à Sainte-Lucie, fait voir clairement. Cette déclaration datée du 20 octobre 1665, porte en termes formels, que les Anglois ayant reconnu qu'ils n'avoient aucun droit d'occuper ladite isle, sont prêts de la remettre entre les mains des François, lesquels ils prient de leur prêter quelque bâtiment pour les transporter dans les isles Angloises; ce qui fut exécuté. Dans le même temps le Baron Willoughby, Lieutenant général pour Votre Majesté dans l'Amérique méridionale, écrivit à M. de Tracy

cy, Lieutenant général des isles Françoises, *que c'est sans sa participation & sans son ordre, que les Anglois ont fait descente dans l'isle de Sainte-Lucie.*

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

Mais quand même les François n'auroient pas été remis en possession de cette isle, en conséquence de l'abandon qui leur en étoit fait par les Anglois, ils y auroient été rétablis en vertu du XIIe. article du Traité de Breda de l'année 1667, lequel porte expressément que Sa Majesté Britannique fera rendre aux François tout ce qui leur aura été pris, & qu'ils possédoient avant le premier janvier 1665.

A l'égard des isles la Dominique & Saint-Vincent, nous avons déjà supplié Votre Majesté, comme nous la supplions encore, de desavouer le procédé & l'innovation faite par le Capitaine George Brach, commandant un de ses vaisseaux de guerre, nommé *la Marie-Rose*, lequel a été à l'isle de la Dominique, & a donné aux Caraïbes de cette isle une espèce de certificat, dans lequel il a présupposé qu'ils se sont soumis volontairement à Votre Majesté, cela étant directement contraire aux termes du traité de ligue offensive & défensive, conclu en 1660 entre les deux nations, au sujet des Caraïbes, par lequel les François & les Anglois sont convenus de laisser aux Caraïbes les isles de Saint-Vincent & de la Dominique, avec promesse de ne s'y point habituer; & lesdits Caraïbes se sont obligés de maintenir la paix à cette condition, & d'y recevoir des Missionnaires François pour les instruire dans la véritable religion; ce qui ne peut être exécuté si ces peuples ne vivent dans l'indépendance

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LXIII.
*Mémoire
présenté au
Roi d'Angle-
terre par
MM. de Ba-
rillon & de
Bonrepans.
1687.*

dance & la neutralité dont les François & les Anglois sont demeurés mutuellement d'accord. Les François & les Anglois qui habitent l'isle de Saint-Christophe, ayant fait connoître qu'il leur seroit fort avantageux d'avoir un Conseil mi-parti composé des sujets des deux nations, auquel ils puissent s'adresser lorsqu'il s'agira de régler les contestations qui pourront naître entre eux; le Roi notre maître, desirant de prévenir tout ce qui peut troubler la bonne intelligence entre les sujets des deux nations, a fait expédier un ordre à M. le Chevalier de Saint-Laurent, Gouverneur de la partie Françoisise de ladite isle, pour lui donner pouvoir d'y travailler avec le Gouverneur particulier de la partie Angloise; mais comme il faut que ledit Gouverneur soit autorisé d'un semblable pouvoir, nous supplions très-humblement Votre Majesté de lui envoyer les ordres nécessaires sur ce sujet.

Le Capitaine Temple ayant pris au mois de juillet 1686, au port de Tabago, une barque Françoisise, quoiqu'elle eût un passeport du sieur Comte de Blenac, dont les intéressés ont souffert une perte considérable, nous supplions votre Majesté de donner ses ordres pour faire punir ledit Capitaine Temple de cet attentat, & rembourser les propriétaires du bâtiment, de leurs dommages & intérêts, suivant l'information & l'estimation qui en a été faite.

Le Capitaine Enou, commandant un bâtiment François, s'est plaint qu'étant à la Dominique, un navire Anglois lui a pris sa chaloupe & trois hommes de son équipage; ce que nous avons ordre de représenter à

Votre

Votre Majesté, & la supplier de défendre Pièces justifi-
 ces fortes de voies de fait aux Commandans ficatives sur
 de ses vaisseaux qui sont aux isles de l'Amé l'Isle de Ste.
 rique, & de punir celui qui a commis celui-ci. Lucie.
Ire. partie.

Le Capitaine Berthechat, natif de la Barbade, & marié à la jamaïque, ayant armé à la Caroline & à Boston, a pris auprès du banc de Terre-neuve, un navire appartenant à des marchands François, dont les propriétaires demandent la restitution.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

N^o. LXIV. COPIE du mémoire remis le 15 juin 1687, par Messieurs les Commissaires du Roi d'Angleterre, au sujet de l'Isle de Sainte-Lucie*.

RE'PONSE, remise par Messieurs de Barillon & de Bonrepaus, à Messieurs les Commissaires de Sa Majesté Britannique, le 6 juillet 1687.

Tirés du dépôt des affaires étrangères.

ME'M. DES COMM. ANGLOIS.

EN l'année 1605, plusieurs Anglois, au nombre de soixante-sept, débarquèrent à Sainte-Lucie & prirent possession de cette isle.

Le Chevalier Thomas Warner, qui fit la découverte de Saint-Christophe, & qui établit le premier les Caraïbes, prit possession de cette isle en 1626, pour & au nom de Sa Majesté, & en fit Gouverneur le Major Jugde.

En

* Les Anglois ont produit la même pièce sous le N^o. XXVII. de leur bordereau & suit ci après.

Pieces des
Commissai-
res François.

No. LXIV.
Mémoire des
Anglois, a-
vec la réponse
marginale des
Commissaires
François.
1687.

En l'année 1627, Sainte-Lucie & les autres isles voisines furent données par lettres patentes, sous le grand sceau d'Angleterre, à Jacques Comte de Carlisle, duquel les droits sont depuis retournés à Sa Majesté par la démission de ceux qui avoient des prétentions fondées sur les droits dudit Comte.

REPONSE AU MÉMOIRE.

Les François ont des prises de possession plus anciennes, qu'il est inutile de citer en cette occasion, y ayant un fait plus précis qui sera expliqué ci-après.

MEM. En l'an 1663, François Baron Willoughby, Gouverneur de la Barbade, acheta cette isle des originaires pour Sa Majesté, & en 1665 il en donna le gouvernement au nommé Robert Cooke, & y envoya onze cens hommes de la Barbade, qui ayant trouvé quelques François dans l'isle, qui s'y étoient habitués depuis 1643, les transportèrent à la Martinique & demeurèrent assez long-temps dans l'isle susdite.

REP. Les Anglois n'ont pû acheter valablement cette isle des Sauvages en l'année 1663, puisqu'ils conviennent eux-mêmes que les François en étoient en possession depuis 1643.

Il est de notoriété publique que ce prétendu achat fut fait par l'entremise de Waernard Sauvage de nation, fripon insigne qui s'étoit échappé du service des François, & qui trompa les Anglois, puisque les Sauvages de l'isle de Sainte-Lucie leur firent toujours la guerre pour les en chasser, ce qui fait

fait assez voir que lesdits Sauvages n'avoient point consenti à cette vente.

Outre qu'il n'est point permis d'acheter une terre des Sauvages dont un Prince Chrétien est dans une actuelle possession.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

MEM. Et d'autant que l'on allègue qu'en l'an 1665 le Gouverneur de Sainte-Lucie envoya six députés à la Martinique pour déclarer au Gouverneur & au Conseil de cette colonie, que les Anglois avoient injustement occupé l'isle de Sainte-Lucie, & que pour cette raison ils l'abandonnoient; il est constant au contraire, que les Anglois se trouvant réduits à une grande nécessité dans ladite isle, manquant de provisions & d'autres choses nécessaires qu'ils attendoient du Gouverneur de la Barbade, quelques-uns se retirèrent à la Martinique, sans l'ordre ni permission du Gouverneur de Sainte-Lucie. Et comme ils firent de grandes plaintes des misères qu'ils avoient souffertes, tant par la dysenterie & famine, que par les courses continuelles des Indiens, ils demandèrent quelque assistance pour passer à la Barbade; & afin d'en obtenir plus facilement, les François leur persuadèrent de reconnoître devant le Gouverneur & le Conseil de la Martinique, leurs droits sur l'isle de Sainte-Lucie; ce qui étant venu à la connoissance du sieur Robert Cooke, Gouverneur de ladite isle; il dépêcha aussitôt au Gouverneur de la Martinique, defavouant tout ce que ces personnes-là avoient fait ou déclaré au sujet de l'isle de Sainte-Lucie, attendu qu'ils n'avoient reçu de lui aucun pouvoir ni autorité quelconque de ce faire, comme il se peut

Pièces des
Commissai-
res François.

voir par les relations les plus authentiques des François mêmes.

No. LXIV.
Memoire des
Anglois, a-
vec la reponse
marginale des
Commissaires
François.
1687.

RE'P. Cela est prouvé par un acte en forme, dont la vérité se justifie par l'abandon effectif que les Anglois firent de ladite isle, peu de jours après que lesdits députés furent de retour à Sainte-Lucie.

De plus, les François produisent UN E'CRIT EN ORIGINAL DE MYLORD WILLOUGBY, pour lors Lieutenant général pour Sa Majesté Britannique dans l'Amérique septentrionale, adressé à M. de Tracy Lieutenant général des isles Françoises; par lequel IL DE'CLARE EN TERMES EXPRES, QUE C'EST SANS SA PARTICIPATION ET SANS SON ORDRE QUE LES ANGLOIS ONT FAIT DESCENTE DANS L'ISLE SAINTE-LUCIE.

ME'M. Enfin pour une preuve incontestable des droits de Sa Majesté sur cette isle, il est à remarquer qu'elle a toujours été nommée dans la commission que Sa Majesté fait expédier aux Gouverneurs de la Barbade, comme une partie de leur gouvernement, & y est encore aujourd'hui dans celle du présent Gouverneur, avec ordre & pouvoir de nommer & constituer un Lieutenant & un Conseil dans ladite isle, comme il le jugera à propos; ce qui justifie suffisamment le procédé dont a usé depuis peu le Colonel Steede, en se remettant en possession de ladite isle.

R'EP. Cette isle est aussi nommée dans les commissions des Lieutenans généraux des isles Françoises de l'Amérique, & est enco-

re aujourd'hui dans celle du Comte de Blenac. Pièces justifi-

Si on admét ces sortes de procedés, catives sur
il y aura un desordre perpétuel dans les co- l'Isle de Ste.
lonies entre les deux nations. Lucie.
Ire. partie.

MEM. Quant à l'article XII du Traité de Breda auquel Messieurs les Commissaires de France se rapportent dans leur mémoire, on répond que cet article ne peut aucunement opérer au cas dont il s'agit, les Anglois n'ayant jamais remis les François en possession de ladite isle, comme aussi ne l'ont-ils jamais prise sur eux, le droit de Sa Majesté n'y ayant point été discontinué depuis la première possession que ses sujets en avoient prise en l'an 1605.

REP. Il faut réduire la question à un fait véritable, qui est, que les François ont été en possession de cette isle depuis l'année 1643, sans discontinuation; qu'ils y ont bâti un fort & entretenu un Gouverneur & garnison; que le 23 juin 1664, les Anglois l'ont prise par la force des armes, & occupée ensuite d'une capitulation qu'on rapporte en original; en exécution de laquelle, le sieur Bonnard, sieur des Roches, pour lors Gouverneur pour les François de ladite isle, en est parti avec armes & bagages & tous ses soldats, poudres, mèches, boulets, plomb, trois pièces de canon, trente paires d'armes à feu, monsqquets, mousquetons, fusils, pistolets & autres armes, valets, nègres, &c.

Après quoi il ne reste plus qu'à lire l'article du traité de Breda ci-dessous transcrit, tout le reste étant inutile, ne s'agissant dans ce fait que de son exécution.

Pièces des
Commissai-
res François.

ARTICLE XII. du Traité de Breda.

No. LXV.
*Mémoire des
Anglois A
vec la réponse
marginale des
Commissaires
François.
1687.*

LE ROI Très-chrétien restituera aussi au Roi de la Grande-Bretagne, en la forme ci-dessus déclarée, les isles appelées Antigoa & Monferrat, si elles sont encore à présent entre ses mains, & encore toutes les isles, pays, forteresses & colonies qui peuvent avoir été conquises devant ou après la signature du présent Traité, & qui étoient possédées par le Roi de la Grande-Bretagne, avant qu'il eût commencé la guerre (qui se termine par ce Traité) contre les Etats-généraux des provinces unies des pays-bas. Et réciproquement le Roi de la Grande-Bretagne restituera & rendra au Roi Très-chrétien, en la forme ci-dessus exprimée, toutes les isles, pays, forteresses & colonies en quelque part du monde qu'elles soient situées, qu'il possédoit avant le premier janvier de l'an 1665, & qui auront pu être prises par les armes du Roi de la Grande-Bretagne, devant ou après le présent Traité signé.

COPIE de la capitulation faite lors de la prise de l'Isle de Sainte-Alouzie, par le Colonel Christophe Caren, en 1664.

Voyez ci-dessus, No. XLIV. page 151, où cette capitulation est insérée toute entière.

N^o. LXV. EXTRAIT du mémoire du Roi aux sieurs Comte de Blenac & du Maits, touchant Sainte-Lucie, Saint-Vincent, la Dominique & Tabago: du

25 août 1687. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

SA MAJESTÉ leur a fait savoir dès le mois de février dernier, qu'Elle avoit fait faire des plaintes de ce qui s'étoit passé à Sainte-Alouzie, & qu'Elle avoit nommé des Commissaires pour régler avec ceux qui ont été nommés par le Roi d'Angleterre, les prétentions réciproques des deux nations sur cette isle, & Elle attend tous les jours la conclusion de cette affaire, dont elle ne manquera pas de les informer; cependant l'intention de Sa Majesté est qu'ils se maintiennent dans la possession de ladite isle, jusqu'à ce que l'affaire qui se négocie actuellement en Angleterre, soit terminée; & pour cet effet, Elle veut que ledit sieur de Blenac y envoie un des vaisseaux de guerre que le sieur d'Amblimont commande, pour en chasser les vaisseaux Anglois, en observant que celui qui commandera le vaisseau, commence par traiter honnêtement les Anglois, & qu'ensuite, s'ils refusoient de se retirer, il le leur fasse faire par force. On peut cependant leur permettre, en attendant la décision, de couper du bois comme par le passé, pourvû qu'ils s'abstiennent de troubler les François dans leurs établissemens. Sa Majesté approuve que ledit sieur de Blenac ait écrit comme il a fait, au Gouverneur de la Barbade sur cette affaire; & Elle a fait écrire à son Ambassadeur en Angleterre, pour demander le dédommagement prétendu par le sieur le Roi, au sujet de sa barque, qui a été arrêtée par un vaisseau Anglois; Elle a vû les pièces & mémoires qu'ils ont

Pièces des
Commissai-
res François.

ont envoyés sur les isles Saint-Vincent & la Dominique, & Elle a fait savoir audit sieur de Blenac les plaintes qu'Elle a fait faire de cette dernière; Elle a envoyé ces pièces à ses Commissaires qui sont à Londres: & comme Elle connoît l'importance d'empêcher que ces isles ne tombent au pouvoir des Anglois, Elle a donné ordre de les faire déclarer neutres, comme elles ont été jusqu'à présent, sans rien relâcher sur ce sujet, & de maintenir la possession dans laquelle les François sont d'y envoyer des Missionnaires: il faut que de leur part, lesdits sieurs de Blenac & du Maits maintiennent cette neutralité, & qu'ils envoient des Missionnaires pour l'instruction des Sauvages, comme par le passé, sans souffrir que les Anglois s'y établissent.

No. LXV.
*Mémoire du
Roi aux Gou-
verneur &
Intendant de
la Martini-
que. 1687.*

A l'égard de l'isle de Tabago, Sa Majesté n'estime pas à propos de l'abandonner aux Anglois, & son intention est au contraire de la conserver, & d'empêcher qu'aucune autre nation ne s'y établisse; & pour cet effet, & pour éviter que les autres nations ne la regardent comme une isle abandonnée, Elle veut que ledit sieur de Blenac envoie un détachement de vingt-cinq hommes de la garnison de la Martinique, avec un Officier sage pour y commander jusqu'à nouvel ordre, & il est nécessaire qu'il fasse savoir ce qu'ils croient qu'il y auroit à faire pour y faire aller des habitans, & la peupler comme les autres isles Françoises.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LXVI.

Pièces justifi-
catives sur
l'Isle de Ste.
Lucie.
Ire. partie.

N^o. LXVI. *EXTRAIT* de la lettre de
Messieurs de Barillon & de Bonrepaus,
à M. de Seignelay. Tiré du dépôt des
affaires étrangères.

A. Londres, ce 10 juillet 1687

VOICI, Monsieur, la réponse que nous avons faite au dernier mémoire qui nous a été remis sur l'affaire de Sainte-Alouzie; nous l'avons renise aux Commissaires Anglois dans la dernière conférence; ils la prirent sans rien répondre à la lecture que j'en fis: je crois avoir éclairci cette affaire autant qu'elle le peut être. L'aveu qu'ils font eux-mêmes dans ce mémoire, que les François étoient en possession de cette isle depuis l'année 1643; la capitulation qui fut faite lorsqu'ils s'en rendirent maîtres en 1664, qui marque que les François l'occupoient avec un fort & une garnison; l'abandon qu'ils en firent peu de temps après, & l'article XII du Traité de Breda, qui porte que les François demeureront en possession de tout ce qu'ils occupoient avant l'année 1665, décident formellement cette question, & rendent la première occupation, qu'ils prétendent avoir dès l'année 1605, entièrement inutile.

Selon les maximes des Anglois, qui leur ont quelquefois réussi, qui sont de laisser tomber & oublier les affaires, lorsqu'ils n'ont point de bonnes raisons à opposer, ils seroient bien aise d'en user ainsi en cette occasion

Pièces des
Commissai-
res François.

caſion, & de demeurer dans la poſſeſſion
où ils ſont *

No. LXVII.

Lettre à M.
de Bonrepaus
ſur une Neu-
tralité, du 3
Décembre
1687.

Collationné ſur la copie qui eſt au dépôt des af-
ſaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars
mil ſept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* M. de Bonrepaus étoit très-mal informé: les
Anglois n'étoient point en poſſeſſion de Sainte-
Lucie, quoiqu'ils y euſſent exercé beaucoup de
violence. Voyez les mémoires des Commissaires
du Roi, & l'obſervation ci-après ſur la lettre du
Colonel Gray; No. LXX.

No. LXVII. LETTRE de M. de Seig-
nelay, au ſieur de Bonrepaus, du 8
décembre 1687, qui l'autoriſe à con-
venir d'une neutralité, juſqu'à ce qu'on
puiſſe reprendre la négociation. Tiré
du dépôt des affaires étrangères.

A Versailles, le 3 décembre 1687.

J'AI rendu compte au Roi de ce que vous
avez pris la peine de m'écrire par vo-
tre lettre du vingt-ſept du mois paſſé; &
puisque vous n'avez pu porter les Commis-
ſaires du Roi d'Angleterre à faire un traité
pour régler les différens qu'il y a entre les
François en Amérique, Sa Maieſté a ap-
prouvé le parti que vous avez pris de pro-
poſer qu'il ſera donné de part & d'autre
les ordres néceſſaires pour empêcher les
voies de fait, juſqu'à ce qu'on puiſſe re-
prendre la négociation; & auſſi-tôt que
vous m'aurez fait ſavoir que votre propo-
ſition aura été acceptée, & que les ordres
au-

auront été expédiés en Angleterre pour contenir les Anglois en Amérique pendant ce temps, Sa Majesté en fera expédier sa part pour défendre pareillement à ses sujets de faire aucune entreprise.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ite. partie.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LXVIII. *TRAITE' provisionnel concernant l'Amérique, entre le Roi de France & le Roi d'Angleterre, conclu à Witeball, le $\frac{1}{17}$ décembre 1687: en Latin & en François. Tiré du dépôt des affaires étrangères.*

Nota. La copie qui a été produite, est imprimée avec les Traités & Actes publics, qui font partie des pièces justificatives concernant l'Acadie, tom. 2. No. VIII, pag. 87.

No. LXIX. *TRAITE' de paix entre la France & l'Angleterre, fait à Riswick, le 20 septembre 1697: en Latin & en François.*

Le Latin, tiré du Corps diplomatique, tom. VII, partie II, page 399.

Le François, tiré des actes & mémoires de la paix de Riswick, 1707, in-12, tome III, page 194.

Nota. La copie qui a été produite, est imprimée avec les Traités & Actes publics, qui font partie des pièces justificatives concernant l'Acadie, page 90, tom. 2. No. IX.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LXX.

Lettre da
Colonel Gray,
pour deman-
der la sortie
des François
établis à
Sainte-Lucie.
1700.

No. LXX. LETTRE du sieur Gray,
Gouverneur de la Barbade, au Mar-
quis d'Amblimont, sur les ordres qu'il
a reçus du Roi d'Angleterre, de chas-
ser de Sainte-Lucie tout ce qui n'est
pas sujet de Sa Majesté Britannique,
& pour le prier de rappeler les Fran-
çois qui y sont établis: du 25 juin
1700*. Tiré du dépôt des affaires é-
trangères.

M O N S I E U R ,

J'AI reçu depuis peu ordre du Roi de la
Grande-Bretagne mon maître, de pren-
dre soin & d'assurer ses droïts & prétentions
de l'isle de Sainte-Alouzie, en mon gouver-
nement; & d'obliger à en faire sortir tous
ceux qui y seront établis sans sa permission:
Et étant informé que *des sujets de Sa Majesté
Très-chrétienne ont depuis peu bâti des maisons,*
avec dessein de s'y établir contre les droïts
du Roi mon maître; & comme je ne sou-
haïte rien plus que d'entretenir une bonne
intelligence & amitié entre les sujets des
deux Couronnes, & particulièrement entre
votre Excellence & moi, je me crois obli-
gé de vous donner connoissance de cette af-
faire, ne doutant point que vous ne preniez
les

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Cette lettre prouve que les violences du Co-
lonel Temple n'avoient pas mis les Anglois en
possession de Sainte-Lucie, puisque treize ans a-
près, les François y étoient ETABLIS.

DE SAINTE LUCIE. 211

les mesures nécessaires pour obliger & faire retirer les sujets du Roi votre maître, qui sont en ladite isle, & qui y pourront être à l'avenir, afin que je ne sois point mis à la nécessité de les y contraindre par des voies desagréables, & contre mon inclination, & qu'il faut que j'exécute pour obéir aux commandemens de mon Maître; & le plus tôt que vous pourrez remédier à cette affaire, plus vous obligerez,

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

MONSIEUR,

Votre très-fidèle & humble
serviteur. Signé F. GRAY.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

N^o. LXXI. LETTRE du Marquis d'Amblimont, au sieur Gray, Gouverneur de la Barbade, au sujet des droits du Roi sur Sainte-Lucie, & de la résolution où il est de repousser par la force les entreprises qu'il feroit sur cette isle: du 13 juillet 1700. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

MONSIEUR,

J'AI reçu votre lettre du 25 juin dernier, & j'ai vu ce qu'elle contient: j'ai été

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LXXI.

Lettre du
Marquis
d'Amblimont,
au sieur
Gray, où il
soutient le
droit & la
possession du
Roi sur Saint-
te-Lucie.

1700.

surpris d'y voir que vous croyez que le Roi de la Grande-Bretagne ait des droits sur l'isle de Sainte-Alouzie, & j'ai à vous dire sur cela, que ladite isle de Sainte-Alouzie appartient légitimement & en toute propriété au Roi mon maître, depuis que les sujets sont établis dans ces isles de l'Amérique, & qu'ainsi Sa Majesté Britannique n'y a absolument aucun droit: sur ce fondement vous pouvez compter que je ne ferai point retirer de ladite isle les sujets du Roi mon maître, qui y sont depuis très-long-temps, & qu'au contraire je les y maintiendrai contre tous ceux qui voudront entreprendre de les troubler; & de plus, s'il est fait par vous ou par les gens qui sont sous votre commandement, quelque entreprise dans ladite isle Sainte-Alouzie, je la regarderai comme une infraction de votre part au dernier traité de paix, & comme un acte d'hostilité que vous aurez fait, auquel je m'opposerai avec toutes les forces qui sont sous mon commandement, s'il en est de besoin, & dont je demanderai réparation contre vous, comme d'un fait dont vous devez répondre, suivant les conventions du dernier traité de paix, & les loix établies par le droit des gens. Voilà ce que j'ai à vous faire savoir; vous prendrez le parti qui vous conviendra; on ne s'embarrasse point de ces voies defagréables dont vous me parlez, & dont vous menacez de vous servir; elles ne pourroient l'être que pour ceux qui tenteroient quelque entreprise contre les sujets du Roi mon maître, qui sont en ladite isle Sainte-Alouzie, lesquels je vous prie de laisser vivre en paix,

sans

DE SAINTE LUCIE. 213
sans leur faire aucun trouble, si vous voulez
que je puisse être,

MONSIEUR,

Votre très-humble & très-obéissant
serviteur. Signé LE MARQUIS
D'AMBLIMONT.

Pièces justi-
ficatives sur
l'Isle de Ste.
Lucie.
Ite. partie.

*Collationné sur la copie qui est au dépôt des af-
faires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil
sept cent cinquante-un.*

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LXXII. ORDRE du Roi, con-
cernant l'isle de Sainte-Alouzie, Saint-
Vincent & Tabago : du 28 février
1701. Tiré du dépôt des affaires
étrangères.

LE ROI a donné ordre à M. le Comte
de Tallard de parler au Roi d'Angle-
terre de la prétention du Gouverneur de
la Barbade sur l'isle de Sainte-Alouzie ; il y a-
voit lieu de présumer par la réponse qui lui a été
faite, que cette prétention n'auroit aucune suite,
& que ce Gouverneur auroit ordre de ne
rien faire qui pût troubler la paix & la
bonne correspondance qui étoit alors en-
tre les deux nations ; mais on ne doit point
s'y attendre à présent, & la conjoncture
d'une guerre prochaine, à laquelle ce Prin-
ce tâche d'exciter les Anglois & les Hol-
landois, en les faisant entrer dans une li-
gue avec l'Empereur, doit donner lieu de
présumer que ces prétentions, tant sur
Sainte-Alouzie que sur la Dominique, Saint-
Vincent & Tabago, se renouvelleront de
même que le projet que les Anglois avoient

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LXXII.

Ordre con-
cernant Sain-
te-Lucie, la
Dominique,
Saint-Vin-
cent & Taba-
go. 1701.

fait ci-devant de former un établissement dans cette dernière isle. L'intention du Roi est que M. d'Esnots s'y oppose, & qu'il emploie tous ses soins & les forces des isles à empêcher qu'il n'arrive aucune nouveauté à cet égard, en observant d'apporter les voies d'excitation avant les autres; mais de ne point ménager cette nation, lorsqu'il aura fait toutes les démarches qui conviennent pour justifier que c'est elle qui a causé le premier trouble, & la mettre dans son tort. Sa Majesté l'a expliqué ainsi audit sieur d'Esnots, & je vous en fais part, afin que vous agissiez de concert avec lui pour tenir cette conduite.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LXXIII. LETTRES de Don au sieur maréchal d'Estrées, de la propriété de l'isle de Sainte-Lucie, du mois d'août 1718. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

LOUIS, &c. A tous présens & à venir;
SALUT. Les nations les plus sages & les mieux policées, ont toujours estimé que le commerce étoit le premier fruit de la paix, & la véritable source des richesses & de l'abondance: elles en ont fait le principal objet de leurs soins & de leur attention. C'est dans la même vûe que pour procurer le bien & l'avantage de nos sujets, nous ne voulons négliger aucuns des moyens qui
peu-

peuvent le favoriser & l'accroître. Nous savons que le commerce intérieur des E'tats (quelque considérable qu'il soit) n'est véritablement avantageux qu'autant qu'il est aidé & soutenu par le commerce extérieur & maritime. C'est ce commerce qui facilite le transport & la consommation du superflu des productions du Royaume; & c'est par son moyen que les choses utiles & nécessaires sont apportées des pays les plus éloignés. Une longue expérience a fait connoître que le commerce qui se fait entre nos sujets habitans dans notre Royaume & ceux de nos colonies de l'Amérique, n'est pas le moins important ni le moins précieux; c'est par cette connoissance que nous croyons être obligés d'accorder à ces colonies une protection singulière, & de procurer l'augmentation de leurs habitans, de manière qu'elles soient en état, non seulement de profiter de la fertilité de la terre pour leur utilité & pour celle de notre Royaume, mais encore de se défendre contre les attaques de ceux qui pourroient dans la suite devenir nos ennemis, & entreprendre de nous ôter ce que nous possédons depuis long-temps par droit de conquête & en vertu des traités. Nous sommes informés que dès le commencement du dix-septième siècle, il se trouva des Capitaines François expérimentés au fait de la navigation, qui employèrent leurs biens, & risquèrent leur vie pour faire des établissemens dans les isles de l'Amérique. Le Roi Louis XIII de très-glorieuse mémoire, voulant favoriser des entreprises si avantageuses à l'E'tat, forma la première Compagnie maritime qui a été faite en France

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

Pièces des Commissaires François. pour les Indes occidentales. L'acte d'association est du 31 octobre 1626, & la commission en forme de lettres, du 24 avril 1627. La première colonie Françoisise de l'Amérique occidentale, fut établie dans l'isle Saint-Christophe après un grand nombre de combats que ses habitans furent obligés de soutenir contre les Sauvages Caraïbes, & même contre des nations de l'Europe. Les privilèges de cette Compagnie furent confirmés par des lettres patentes du 8 mars 1635; ce fut dans la même année que le sieur d'E'nambuc choisit cent hommes dans cette colonie, & les conduisit en l'isle de la Martinique, dont il fit la conquête sur les Sauvages. Il réduisit pareillement sous notre obéissance, les isles de Sainte-Lucie & de la Grenade. Le sieur d'E'nambuc étant décédé en l'isle de Saint-Christophe au mois de décembre 1636, le sieur du Parquet son neveu, auquel il avoit donné le commandement de l'isle de la Martinique & dépendances, fut continué, & par lettres en forme de commission, du deux décembre 1637, il en fut fait Capitaine général. Ces colonies se trouvant composées de plus de sept mille habitans, la Compagnie demanda que la concession qui n'étoit que depuis le onzième degré jusqu'au vingtième, fût étendue depuis le dixième jusqu'au trentième; ce qui lui fut accordé par un édit du mois de mars 1642. Par une déclaration du premier août 1645, il fut établi en l'isle de la Martinique des Juges pour décider en dernier ressort toutes les contestations entre les habitans de ces colonies. Ledit sieur du Parquet confirma l'établissement de notre colonie en l'isle

No. LXXIII.

Don de
Sainte-Lucie
au Maréchal
d'Estées.

1718.

de la Grenade, par un traité qu'il fit avec ^{Pièces justi-} les Sauvages Caraïbes, qui cédèrent toutes ^{ficatives sur} leurs prétentions sur cette île, & reçurent ^{l'île de Ste.} de lui en payement, plusieurs marchandises ^{Lucie.} & effets. Il prit en même temps posses- ^{ite. partie.} sion pour nous & en notre nom, de l'île de Sainte-Lucie ou Sainte-Alouzie, du consentement des Sauvages Caraïbes qui l'occupaient; il envoya à cet effet, le sieur de Rouffelan en qualité de Commandant en ladite île Sainte-Lucie, & y fit bâtir un fort, & même le sieur Rouffelan ayant épousé une fille Caraïbe, s'attira la confiance & l'amitié de cette nation: il y fit aussi construire des habitations commodes, & plaça un nombre d'habitans assez considérable pour résister aux Sauvages en cas de rupture ou de surprise. L'île de Sainte-Lucie étoit en cette situation, lorsque la Compagnie céda au sieur du Parquet la propriété des îles de la Martinique, de Sainte-Lucie & de la Grenade & Grenadines, dont il étoit Gouverneur: le contrat fut passé par-devant Notaires à Paris, le 27 septembre 1650, moyennant la somme de soixante mille livres; cette vente fut confirmée par lettres patentes du mois d'août 1651. Ledit sieur du Parquet devenu propriétaire, continua le commandement de Sainte Lucie au sieur Rouffelan, auquel le sieur de la Rivière succéda en 1654: ce dernier Gouverneur fut assassiné dans les bois avec dix personnes de sa suite, par les Caraïbes qui avoient déclaré la guerre aux François dans toutes les îles. Le sieur Haguet succéda au sieur de la Rivière, il fut surpris par les Sauvages, & blessé d'un coup de flèche, dont il mourut

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LXXIII.

Don de
Sainte-Lucie
au Maréchal
d'Esdras.

1718.

vers la fin d'octobre 1656. Au mois de décembre de la même année, le sieur du Parquet fit la paix avec les Sauvages, & envoya le nommé Breton pour commander dans l'isle de Sainte-Lucie, à la place du sieur Haguët; la garnison du fort ayant abandonné ce Commandant, le sieur Contis reprit sa place par *interim*, & le sieur d'Aigremont fut fait Gouverneur de cette isle en 1657: peu de temps après, il fut aussi assassiné par les Sauvages. Dans ces circonstances, le sieur du Parquet étant décédé le 3 janvier 1658, il laissa une veuve & deux fils mineurs; cette veuve fut par provision reconnue pour Gouvernante, & par avis de parens & amis, elle envoya en France, & obtint des lettres patentes en date du 15 septembre 1658, par lesquelles les deux fils du sieur du Parquet sont nommés, l'un au défaut de l'autre, Gouverneurs des isles de la Martinique, de Sainte-Lucie & de la Grenade; ils sont en même temps maintenus & confirmés dans la propriété & possession desdites isles, en qualité d'héritiers de leur père. En l'année 1660, il fut fait un traité de paix entre les habitans des colonies Françaises & Angloises, habitués dans les isles Antilles, d'une part, & la nation des Sauvages Caraïbes, d'autre part; le lieu du congrès étoit à la Guadeloupe, où le sieur de Vanderoque, en qualité de tuteur des enfans mineurs dudit sieur du Parquet, & Gouverneur en leur place des isles de la Martinique, de Sainte-Lucie, Grenade & Grenadines, envoya les sieurs de Loubière & Renaudot chargés de ses pouvoirs, de ceux de la Dame veuve du Parquet & des habitans,

pour

pour intervenir dans le traité qui se propo-
 soit, & qui fut conclu entre les Gouver-
 neurs & propriétaires des isles Françoises de
 Saint-Christophe, la Guadeloupe, la Marti-
 nique, Sainte-Lucie & la Grenade, conjoint-
 tement avec les Gouverneurs des isles An-
 gloises, de Monserrat, Antigoa & Nièves,
 d'une part, & les Sauvages Caraïbes des isles
 de la Dominique & de Saint-Vincent, &
 ceux chassés de la Martinique en 1658, d'au-
 tre part : lesdits Sauvages Caraïbes représen-
 tés par quinze de leurs principaux chefs.
 Ce traité fut signé & marqué le 31 mars
 1660; ces trois nations ensemble convinrent
 que les Sauvages Caraïbes posséderaient
 seuls les isles de la Dominique & de Saint-
 Vincent, & que les autres isles habituées
 dans le temps dudit traité par les François
 & par les Anglois, demeureroient en pleine
 propriété à ceux qui en étoient en posses-
 sion : le sieur de la Lande étoit alors Com-
 mandant de l'isle de Sainte-Lucie, pour &
 au nom des enfans dudit sieur du Parquet.
 Par un acte du 21 novembre 1663, insé-
 ré dans les registres du greffe du Conseil
 supérieur de l'isle de la Martinique, il
 est dit que les parens & amis desdits mi-
 neurs du Parquet, ont délibéré & été d'a-
 vis qu'il seroit incessamment envoyé des
 ouvriers, des outils & les matériaux né-
 cessaires à l'effet de rétablir le fort, & de
 mettre cette isle hors d'insulte : le sieur Bon-
 nard, frère de ladite veuve du Parquet,
 en étoit pour lors le huitième Gouverneur
 ou Commandant. Les héritiers du sieur du
 Parquet, & les sieurs Houel, Boisseret &
 autres, ayant négligé de peupler & d'entre-
 tenir

Pièces justi-
 ficatives sur
 l'isle de Ste.
 Lucie.
 Ire. partie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LXXIII.

Don de
Sainte-Lucie
au Maréchal
d'Estées.

1718.

tenir en bon état les isles que la Compagnie leur avoit vendues, il intervint au Conseil d'état, le 17 avril 1664, un arrêt, par lequel il est ordonné que les intéressés en ladite Compagnie des isles de l'Amérique, rapporteroient leurs lettres de concession, & que les sieurs Houel & Boisseret, propriétaires des isles de la Guadeloupe & de Marie-galante, les héritiers dudit sieur du Parquet, propriétaires des isles de la Martinique & de Sainte-Lucie, & tous les autres propriétaires, remettroient leurs contrats d'acquisitions & titres de propriété, pour être les uns & les autres remboursés ainsi qu'il appartiendroit; & sur la cession qui avoit été faite à notre profit par ladite Compagnie, le 24 février 1663, il fut donné au mois de mai 1664, un édit pour en établir une nouvelle sous le nom de Compagnie des Indes occidentales: l'article XX, porte que les isles Antilles appartiendront à la dite nouvelle Compagnie en remboursant par elle les Seigneurs propriétaires d'icelles, des sommes qu'ils avoient payées, conformément à leurs contrats d'acquisitions, & des améliorations & augmentations qu'ils y avoient faites, suivant la liquidation qui en seroit réglée par des Commissaires nommés à cet effet: le contrat de vente des isles de la Martinique & de Sainte-Lucie, fut passé à Paris, entre la Compagnie des Indes occidentales & les tuteurs des enfans du sieur du Parquet, moyennant la somme de cent vingt mille livres, qui fut employée au profit desdits mineurs. Par un autre édit du mois de décembre 1674, les concessions faites au profit de ladite Compagnie, & ses

acquisitions, furent réunies à notre domaine, en nous chargeant envers les particuliers intéressés, de rembourser leurs avances & d'acquitter leurs dettes; ce qui a été exécuté, de sorte que nous nous trouvons présentement aux droits desdites Compagnies, & des premiers propriétaires & possesseurs de toutes les isles Antilles qui ont été découvertes par les sieurs d'E'nambuc, du Rossay, du Parquet & autres nos sujets & Officiers, & qui ont appartenu auxdites Compagnies formées & établies par les lettres patentes du mois de mars 1635, 1642 & 1664, & aux particuliers, auxquels ces Compagnies les avoient vendues, entre lesquelles isles se trouve celle de Sainte-Lucie, autrement dite Sainte-Alouzie, dont les forts & bâtimens ont été tellement négligés par ceux qui étoient chargés d'en avoir soin, qu'ils se trouvent presque entièrement ruinés, & les habitations ne sont plus cultivées; ce qui fait tort au commerce de nos sujets, parce que les colons & habitans n'y peuvent plus demeurer en sûreté: mais n'étant pas en état (quant à présent) de faire par nous-mêmes les dépenses nécessaires pour rétablir lesdits forts, peupler cette isle, la défricher, & la mettre en état de culture & de défense, nous avons résolu d'en commettre le soin à quelqu'un des principaux Officiers de notre Couronne, qui puisse remplir nos desseins à cet égard, pour le plus grand avantage de notre service, & pour le bien de notre E'tat. Nous avons cru pour cette raison, ne pouvoir en charger personne plus efficacement & plus justement que notre très-cher & bien amé cousin

Pièces Justificatives sur
L'Isle de Ste.
Lucie.
Ire. partie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. L XXIII.

*Don de
Sainte-Lucie
au Marechal
& Estrées.*

1718.

Victor-Marie Comte d'Estrées, Comte de Nanteuil-le-haudoin, premier Baron du Boulonnois, Vice-amiral & Maréchal de France, Gouverneur des ville & château de Nantes, & Lieutenant général du comté Nantois, Grand d'Espagne, notre Vice-roi en l'Amérique, Commandeur de nos Ordres, Président de notre Conseil de marine, & l'un de nos Conseillers au Conseil de régence : les longs & importans services qu'il nous a rendus dans toutes les parties du monde, la connoissance particulière qu'il a des isles Antilles pour avoir fait plusieurs voyages dans l'Amérique, & l'avoir recon- nue & visitée par les ordres du Roi défunt, notre très-honoré Seigneur & Bifaïeul, son attachement à notre service, son zèle pour le bien de notre E'tat & son expérience, nous sont des gages assurés qu'il n'oubliera rien pour se conformer à nos intentions. A CES CAUSES, & autres à ce nous mouvant, après avoir fait examiner l'acte d'association du 31 octobre 1626, la commission en forme de lettres, du 24 février 1627, les lettres patentes du 28 mars 1635, celles du 8 mars 1642, celles du mois d'août 1651, confirmatives du contrat de vente des isles de la Martinique, de Sainte-Lucie & de la Grenade, fait par ladite Compagnie au sieur du Parquet, la copie en forme de traité du 31 mars 1660, l'acte de cession passé à notre profit le 24 février 1663, les lettres patentes du mois de mai 1664, l'édit du mois de décembre 1674, & autres titres; de l'avis de notre très-cher & très-amé oncle le Duc d'Orléans Régent, de notre très-cher & très-amé cousin le Prince de Conti, de notre

très-

très-cher & très-amé oncle le Duc du Mai-
 de notre très-cher & très-amé oncle le Comte
 de Toulouse & autres Pairs de France, grands
 & notables Personnages de notre Royaume,
 & de notre certaine science, pleine puis-
 sance & autorité royale, Nous avons par
 ces présentes signées de notre main, donné
 & octroyé, donnons & octroyons à notre
 cousin le Maréchal d'Estrées, tant pour lui
 que pour ses successeurs, héritiers ou ayans
 cause, à perpétuité, la propriété de l'isle
 Sainte-Lucie, autrement Sainte-Alouzie,
 pour en jouir comme de chose à lui appar-
 tenante, ainsi qu'en ont joui ou dû jouir les
 sieurs de la Compagnie établie en 1626, con-
 firmée par lettres patentes des mois de mars
 1635 & 1642, le sieur du Parquet & ses en-
 fans, en exécution du contrat d'acquisition
 du 20 septembre 1650, confirmé par lettres
 patentes du mois d'août 1651, & par autres
 lettres en forme de commission, du 15 sep-
 tembre 1658, & ensuite les sieurs de la Com-
 pagnie des Indes occidentales, en vertu des
 lettres patentes en forme d'édit, du mois
 de mai 1664, & du contrat de rembourse-
 ment fait en conséquence aux tuteurs des en-
 fans mineurs dudit sieur du Parquet, & tout
 ainsi que nous avons joui ou dû jouir de
 ladite isle de Sainte-Alouzie, en vertu de
 l'édit du mois de décembre 1674, sans en
 rien réserver ni retenir, même du fort con-
 struit, tant par le sieur du Parquet que par
 ses héritiers, en l'état qu'il est présentement,
 ensemble des armes & canons qui pourront
 se trouver encore sur les lieux lors de la pri-
 se de possession dont il sera dressé procès
 verbal; le présent don & remise fait par

Pièces justifi-
 catives sur
 l'Isle de Ste.
 Lucie.
 Ire. partie.

Pièces des
Commissai-
res François.

nos présentes lettres aux conditions suivantes.

No. LXXIII.
Don de Sainte-Lucie au
Maréchal
d'Estrees.
1718.

ARTICLE I. NOTREDIT cousin jouira de ladite isle Sainte-Lucie ou Sainte-Alouzie, en toute son étendue & en pleine propriété, seigneurie & justice, ne nous réservant autre droit ni devoir que la seule foi & hommage lige, que notredit cousin, ses héritiers, successeurs ou ayans cause, seront tenus de nous rendre & à nos successeurs Rois, à chaque mutation de Roi, avec la redevance d'une couronne d'or du poids de dix marcs.

II. JOUIRA pareillement notredit cousin, en sa qualité de propriétaire de ladite isle, des droits seigneuriaux, tels qu'ils ont été établis par les propriétaires de ladite isle.

III. POURRA concéder, vendre & aliéner les terres de ladite isle, à tels cens, rentes & droits seigneuriaux, à telles personnes, & avec telles réserves qu'il jugera à propos.

IV. Nous lui avons pareillement accordé la propriété des mines & minières qu'il fera ouvrir dans ladite isle de Sainte-Lucie, en cas qu'il s'en trouve; & pour l'engager à en faire la recherche & l'ouverture, & le dédommager des frais & dépenses que l'on fait nécessairement dans de pareilles entreprises, nous l'avons exempté & exemptons de nous payer aucuns droits de souveraineté pendant l'espace de quinze années, pour raison desdites mines qu'il fera ouvrir & exploiter pendant ledit temps, à compter du jour de la première fonte, desquels droits nous lui avons fait don & remise par ces présentes; & lesdits quinze ans expirés, il nous sera payé la dixième partie de tous métaux purifiés, ouvrés & mis au clair, sans que

que nous soyons tenus de contribuer à la dépense; à l'exception néanmoins des mines de plomb & de celles qui sont déclarées exemptes en faveur de la noblesse, par édit du mois de juin 1601, pour lesquelles nous sera payé aucun droit.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

V. SERA tenu de remettre incessamment ladite isle en état de défense; & pour cet effet, de rétablir l'ancien fort, ou en construire de nouveaux s'il lui paroît nécessaire pour la sûreté des habitans; lui accordons la permission de lever des gens de guerre, & de toutes sortes d'arts & de métiers, dans notre Royaume & autres pays & terres de notre obéissance, dont nous avons accordé & accordons la permission par ces présentes, jusqu'à concurrence de ce qui sera nécessaire pour l'établissement & pour la défense de ladite isle de Sainte-Lucie.

VI. ET pour faciliter ledit établissement & attirer de nos sujets dans ladite isle, par l'espoir de la récompense de leurs services, nous avons permis & permettons à notredit cousin de choisir & de nous présenter & nommer quatre sujets habitans de ladite isle de Sainte-Lucie, auxquels nous ferons, sans aucune difficulté, expédier quatre lettres de noblesse, sans que les impétrans soient tenus de nous payer aucune chose, dont nous les avons dispensés & dispensons, & en tant que besoin seroit, déchargés & déchargeons, & sans tirer à conséquence.

VII. POURRA notredit cousin, mettre dans ladite isle tel Gouverneur ou Commandant, & tels autres Officiers qu'il jugera nécessaires pour la défense de l'isle, lesquels Gouver-

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LXXIII.

Don de
Sainte-Lucie.
au Maré-
chal d'Es-
pées. 1718.

neur ou Commandant, Officiers Majors & Capitaines, seront revêtus de nos commissions, sous la représentation qui nous en sera faite par notredit cousin, entre les mains duquel ils nous prêteront le serment ordinaire, ou entre les mains de telle personne qu'il pourra commettre, & les Officiers subalternes serviront en vertu des commissions qui leur seront donnée par notredit cousin: ledit Gouverneur ou Commandant, sera subordonné au Gouverneur général des isles Antilles, & lui obéira en tout ce qui concernera notre service.

VIII. Nous, de l'avis & autorité que dessus, avons créé & établi, créons & établissons dans ladite isle de Sainte-Lucie, un Siège royal, composé du Gouverneur ou Commandant de ladite isle, d'un Juge qui portera le titre de Lieutenant général, connaissant des causes civiles & criminelles, lequel sera gradué (si faire se peut) de deux Conseillers, choisis dans le nombre des principaux habitans, d'un notre Procureur, d'un Greffier & de deux Huissiers, lesquels Officiers seront choisis, nommés & à nous présentés par notredit cousin, auquel nous avons accordé & accordons ledit pouvoir & autorité, pour en jouir par les pourvus, en vertu de nos lettres de provision que nous ferons expédier sans aucune difficulté, tant & si longuement qu'il plaira à notredit cousin, ses successeurs ou ayans cause.

IX. Les jugemens rendus par les Officiers de ladite isle de Sainte-Lucie, seront exécutés en dernier ressort lorsqu'il ne s'agira que de vingt livres de rente ou de Six cens livres de principal; & lors qu'il s'agira de plus grandes sommes, lesdits jugemens seront exé-

exécutoires par provision, en donnant bonne & suffisante caution. pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. 1^{re} partie.

Les appellations desdits jugemens seront portées au Conseil supérieur établi en l'Isle de la Martinique, pour y être jugées en dernier ressort.

X. SERONT tenus lesdits Officiers d'observer les ordonnances du Royaume dans les instructions des procès & instances, & de se conformer aux us & coutumes de la Prévôté & Vicomté de Paris, laquelle fera la loi & coutume observée par les habitans de ladite isle, sans qu'il puisse y être introduit d'autres loix ou coutumes.

Seront reçus lesdits Juges & Officiers de justice, en la manière accoutumée, & ainsi qu'il se pratique dans les autres tribunaux établis dans les colonies soumises à notre obéissance.

XI. Nous avons encore par cesdites présentes, créé & établi deux offices de Notaires, Tabellions, Garde-notes en ladite isle, pour recevoir les actes & contrats volontaires des parties, ainsi qu'il se pratique à notre Prévôté & Vicomté de Paris.

XII. Notre dit cousin sera obligé de faire passer dans ladite isle à lui concédée par ces présentes, un nombre suffisant d'Ecclesiastiques pour instruire nos sujets habitans de ladite isle, en la religion Catholique, Apostolique & Romaine.

XIII. Nos sujets habitans de ladite isle, jouiront de tous les mêmes droits, libertés & franchises que nos autres sujets de l'Amérique

XIV. Et en cas que notre dit cousin soit troublé en la possession de ladite isle de Sainte-Lucie,

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LXXIII.

*Don de
Sainte-Lucie.
au Maré-
chal d'Es-
trées. 1718.*

nous promettons de le protéger, même de l'assister de nos armes & de nos vaisseaux, à nos frais & dépens **SI DONNONS EN MANDEMENT** aux gens tenant le Conseil supérieur de l'isle de la Martinique, que ces présentes ils fassent lire, publier & registrer, entretenir, garder & observer de point en point selon leur forme & teneur, & que du contenu en icelles ils fassent jouir notredit cousin le Maréchal d'Estrées, nonobstant tous édits, déclarations, ordonnances à ce contraires: **CAR TEL EST NOTRE PLAISIR;** & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. **DONNE'** à Paris au mois d'août, l'an de grace mil sept cent dix huit, & de notre règne le troisième. *Signé* **LOUIS.**
Par le Roi, **LE DUC D'ORLÉANS** Régent, présent. *Signé* **PHELYPEAUX.** *Et est aussi écrit, Visa.* *Signé* **M. R. DE VOYER D'ARGENSON,** pour don de isle de Sainte-Lucie au sieur Maréchal d'Estrées. *Signé* **PHELYPEAUX.**
Et en marge de la première page est écrit: Registré au Conseil supérieur de la Martinique, oui & ce requérant le Procureur général du Roi, au desir de son arrêt, de ce jour sept juillet mil sept cent dix-neuf. *Signé* **MOREAU** avec paraphe. *Et au bas de ladite première page est aussi écrit ce qui suit:* Registré les présentes lettres de don sur le registre ordinaire du Siège royal de Sainte-Lucie, suivant la délibération de Messieurs les Commissaires du Conseil supérieur de la Martinique, rendue sur les conclusions de M. le Procureur général du Roi de ce jour, **FAIT** à Sainte-Lucie, le vingt-quatre juillet mil sept

sept cent dix-neuf. Signé GRENET Greffier, avec paraphe.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

Collationné à l'original en parchemin par nous E'cuyer Conseiller Secrétaire du Roi, Maison, Couronne de France & de ses finances.

Signé ROBINOT.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

N^o. LXXIV. COPIE de la lettre écrite par le Conseil de Marine, aux Lieutenant général & Intendant des isles du vent, au sujet de l'isle Sainte-Lucie ou Sainte-Alouzie: du 6 février 1720. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

Les Commissaires de Sa Majesté Britannique ayant demandé, Messieurs, que l'isle de Sainte-Lucie ou Sainte-Alouzie, fût remise en tel & semblable état qu'elle étoit avant la concession qui en a été faite à M. le Maréchal d'Estrées, qui en a remis les lettres patentes à Sa Majesté, le Roi a bien voulu y consentir jusqu'à ce qu'il ait fait connoître à Sa Majesté Britannique les droits incontestables qu'il a sur cette isle qui appartient à la France; ainsi vous donnerez les ordres nécessaires aux Officiers, Majors, Soldats & autres qui sont établis depuis cette concession, de sortir de ladite isle aussitôt que vous leur aurez fait connoître les ordres de Sa Majesté, n'y laissant demeurer que les familles établies avant cette concession. Vous

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LXXV.
Instruction
des Commis-
saires de l'A-
mirauté
d'Angleterre,
pour s'empa-
rer de Sainte-
Lucie. 1722.

erez aussi rapporter à la Martinique les canons, boulets & autres ustenciles de guerre qui se trouveront dans cette isle. Son Altesse Royale souhaite que vous exécutiez avec la dernière exactitude, les ordres qui vous sont donnés au sujet de cette isle, & que vous informiez le Conseil de Marine de leur exécution. Signé L. A. DE BOURBON, & LE MARECHAL D'ESTRÉES.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des affaires étrangères A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé. P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LXXV. *EXTRAIT* des instructions données au Capitaine Orme par les Commissaires de l'Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, &c.

Traduit de l'Anglois, & tiré d'un ouvrage en cette langue, intitul. *Relation du dernier établissement projeté aux isles de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent en Amérique, en vertu du droit du Duc de Montaigu, & par ses ordres en l'année 1722. Dédié audit Duc de Montaigu. Imprimé à Londres, chez Jean Peele, 1725, in 80. page 123.*

D'AUTANT que Sa Majesté a jugé à propos d'accorder au Duc de Montaigu les isles de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent, situées proche des Barbades, & de nous signifier ses ordres, savoir qu'un de ses vaisseaux de guerre gardera & veillera à l'établissement desdites isles; Nous vous avons destiné pour ce service avec le vaisseau que vous commandés, ayant ordonné qu'il fût avitaillé, équipé & approvisionné à Portsmouth;

mouth; & d'autant que ce Seigneur nous a informé qu'il avoit loué trois vaisseaux, nommés *le Charles* & *le Franc-Macon*, le *petit George* & la chaloupe *le Griffon*, pour transporter dans ces isles plusieurs personnes & les matériaux destinés à leur établissement, comme il est dit ci-dessus, lesquels vaisseaux auront ordre de vous joindre à Spét-head, il vous est enjoint par les présentes, aussi-tôt que le vaisseau que vous commandez sera prêt à tous égards pour mettre en mer (ce que vous accélérerez le plus tôt que faire se pourra), & que vous aurez été joint par les trois vaisseaux susdits, de faire route avec eux au premier temps & vent favorable, pour Cork en Irlande; & aussi-tôt qu'ils y auront été chargés des provisions qui leur sont destinées (ce que vous ordonnerez aux Capitaines de ces vaisseaux, de faire avec toute la diligence possible) vous ferez voile avec eux vers l'isle de Madère, où après avoir pris à bord autant de vin pour l'équipage de vos vaisseaux qu'il en sera nécessaire, au lieu de bière, ce que vous ferez sans perdre de temps, vous irez avec lesdits trois vaisseaux, à l'isle de Sainte-Lucie, vous resterez avec le vaisseau que vous commandez, à ladite isle jusqu'à nouvel ordre, en sorte que vous soyez en état de la défendre contre toutes les entreprises que l'on pourroit faire; & comme vous devez employer tous vos efforts pour prévenir toute entreprise de cette nature, vous devez aussi donner toute l'assistance & le secours dont vous serez capable pour l'avancement de l'établissement de la susdite isle de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent, lorsque la per-

Pièces justificatives sur l'isle de Ste. Lucie.
Ite. partie.

Pièces des
Commissai-
res François.

sonne qui sera nommée par Milord, pour la
conduite de cette affaire, le jugera nécessai-
re & convenable, ayant soin de ne pas vous
absenter de ladite isle de Sainte-Lucie, que
l'on n'ait élevé un fort, & que les gens qui
l'occuperont, ne soient en état de se défen-
dre contre les Indiens ou autrement.

No. LXXV.
*Instruction
des Commis-
saires de l'A-
mirauté
d'Angleterre,
pour s'empa-
rer de Sainte-
Lucie. 1722.*

Et d'autant que nous sommes informés
que la paix est faite avec les Indiens Ca-
raïbes, vous devez être bien attentif pen-
dant que vous serez employé à ce service,
à ce que les Officiers, ou gens appartenans
au vaisseau que vous commanderez, ne fas-
sent rien qui leur donne occasion d'insulter
ou de molester les sujets de Sa Majesté, ou
de faire quelques démarches contraires à
ladite paix & bonne intelligence qui a été
réglée avec eux; mais à ce que lesdits In-
diens soient traités civilement, tant que l'on
verra qu'ils ne donnent pas atteinte à la paix
par quelque acte d'hostilité.

Vous devez en particulier, faire tous vos
efforts pour protéger lesdites isles de toutes
les entreprises que peuvent faire les Pirates;
& lorsque vous serez informé que quelques
vaisseaux ou bâtimens de ces brigands, croi-
sent aux environs de ces parties, vous tâ-
cherez de les prendre, de les brûler ou de
les détruire autrement; & lorsque vous au-
rez pris quelques-uns de ces vaisseaux ou
bâtimens de Pirates, sans perdre de temps,
vous les amènerez, & les remettrez aux Of-
ficiers de la Vice-amirauté des isles sous le
vent, ou de celles des Barbades, afin de
faire le procès à l'équipage, & de le punir
suivant la loi, & vous irez aussi-tôt repren-
dre le poste pour lequel vous êtes destiné.

Mais

Mais indépendamment des instructions qui vous ont été données ci-dessus, dans le cas où après avoir délibéré avec la personne qui sera nommée, ainsi qu'il a été dit, par Milord, il sera décidé que le vaisseau que vous commandez peut s'éloigner de Sainte-Lucie, sans aucune apparence de danger pour cette isle en votre absence; vous croirez aux environs des isles sous le vent qui seront les plus proches, & vous ferez tout ce qui dépendra de vous pour les délivrer des Pirates, & protéger le commerce dans ces parties; mais vous n'y resterez qu'autant de temps qu'il sera convenable & prudent, relativement à la sûreté de l'isle susdite de Sainte-Lucie, pour laquelle vous aurez un égard particulier.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

Et d'autant que Milord a désiré que lorsque vous arriverez avec les vaisseaux à Cork, on y pût trouver vingt ou trente hommes qui fussent dans la volonté d'aller aux isles susdites, vous pourrez les y transporter dans le vaisseau que vous commandez, vû que les trois vaisseaux qu'il a fretés sont si pleins, qu'ils ne pourront les recevoir; vous devez en conséquence les faire recevoir à bord, ayant soin de faire payer les provisions dont vous les ferez dans le passage. Et d'autant que nous sommes informés qu'il y a dans la susdite isle de Sainte-Lucie, un endroit propre à caréner le vaisseau de Sa Majesté qui est sous vos ordres, lorsqu'il en aura besoin; pour cette raison, nous avons ordonné aux principaux Officiers & Commissaires de la marine, de vous fournir les choses nécessaires pour le carénage; vous aurez soin par conséquent, de faire caréner

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LXXV.
*Instruction
des Commis-
saires de l'A-
mirauté
d'Angleterre,
pour s'empa-
rer de Sainte-
Lucie. 1722.*

& nettoyer ledit vaisseau une fois tous les quatre mois, afin que vous soyez plus en état de faire le service auquel vous êtes destiné, & de vous mettre en mer, & de prendre tous les vaisseaux ou bâtimens de Pirates dont vous pourrez avoir connoissance.

Et lorsque les provisions vous manqueront, vous vous en ferez fournir par la personne qui aura fait marché avec les Commissaires pour avitailler la marine de Sa Majesté, soit aux Barbades ou aux isles sous le vent, suivant que vous jugerez pouvoir le faire avec le plus de diligence; ce à quoi vous devez avoir un égard particulier, afin que vous puissiez n'être absent de la susdite isle de Sainte-Lucie, que le temps qui sera absolument nécessaire.

INSTRUCTIONS des Commissaires de la Vice-amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, &c. au Capitaine Brown, Commandant du vaisseau de Sa Majesté le Feversham, aux Barbades: du 5 juillet 1722.

Traduites de l'Anglois, & tirées d'un ouvrage en cette langue, intitulé: *Relation du dernier établissement projeté aux isles de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent, &c.* page 128.

De par les Commissaires de la Vice-amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, &c.

D'AUTANT que Milord Duc de Montaignou nous a représenté qu'il a plu à Sa Majesté de lui accorder la propriété & le gouvernement des isles de Saint-Vincent & de Sain-

Sainte-Lucie en Amérique, & que ce Seigneur nous a présenté une requête afin qu'il fût ordonné au vaisseau de Sa Majesté que vous commandez, d'escorter les bâtimens & choses nécessaires, de la Barbade à Sainte-Lucie, dont il pourra avoir besoin, afin d'être plus en état de former des établissemens dans lesdites isles, nous vous enjoignons & ordonnons par ces présentes, de le faire pendant votre séjour sur la côte de la Barbade, lorsque ces bâtimens seront prêts à mettre en mer, ayant soin de n'employer à ces opérations que le temps qui sera absolument nécessaire. Vous devez faire tous vos efforts pour protéger l'établissement des isles susdites de Saint-Vincent & de Sainte-Lucie, avec le vaisseau de Sa Majesté que vous commandez, tant que vous pourrez le faire, sans préjudicier ou interrompre le service qui vous a été recommandé par nos instructions, relativement à la sûreté de l'isle de la Barbade, & au commerce qui y entre & qui en sort, ayant soin d'informer le Gouverneur & le Conseil, du contenu des ordres que nous vous adressons. Signé par nous, le cinquième juillet mil sept cent vingt-deux. Signé JEAN COCKBURN, JEAN NORRIS, CHARLES WAGER, D. PULTENY. Par Nosseigneurs, J, BURCHET.

pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. lre. partie.

INSTRUCTIONS données par les Commissaires de la Vice-amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, &c au Capitaine Brand, Commandant du vaisseau

Pièces des
Commissai-
res François.

*seau de Sa Majesté l'Hector, aux isles
sous le vent : du 5 juillet 1722.*

Traduites de l'Anglois, & tirées d'un ouvrage
No. LXXV. en cette langue, intitulé : *Relation du dernier
Autre établissement projeté aux isles de Sainte-Lucie & de
Instruction Saint-Vincent, &c. page 129.*
des Commis-

*Saires de l'A- De par les Commissaires de la Vice-amirauté
mirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, &c.*
d'Angleterre,

*pour s'empa-
rer de Sainte-
Lucie. 1722.*

D'AUTANT que Milord Duc de Montaignou nous a représenté qu'il a plû à Sa Majesté de lui accorder le gouvernement & la propriété des isles de Saint-Vincent & de Sainte-Lucie en Amérique, & que ce Seigneur nous a présenté une requête afin qu'il soit ordonné au vaisseau de Sa Majesté que vous commandez, d'escorter de Saint-Christophe à Sainte-Lucie, tels bâtimens dont il pourra avoir besoin pour y envoyer des provisions & autres choses nécessaires, afin d'être plus en état de former un établissement dans lesdites isles, nous vous enjoignons & ordonnons par ces présentes, de le faire, lorsque ces bâtimens seront prêts à mettre en mer, ayant soin de n'employer à ces opérations que le temps qui sera absolument nécessaire : & vous devez faire tous vos efforts pour protéger l'établissement des isles susdites de Saint-Vincent & de Sainte-Lucie, avec le vaisseau que vous commandez tant que vous pourrez le faire, sans préjudicier ou interrompre le service qui vous a été recommandé par nos instructions, relativement à la sûreté des isles sous le vent, & au commerce qui y entre

tre & qui en sort, ayant soin d'informer le Gouverneur & le Conseil desdites isles, du contenu des ordres que nous vous adressons. Signés par nous, ce cinquième juillet mil sept cent vingt-deux.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

EXTRAIT des instructions données par les Lords Commissaires de l'Amirauté, au sieur Ellford, Capitaine du vaisseau de Sa Majesté le Lynn, sur sa commission de veiller aux Barbades, &c. du 25 septembre 1722.

Traduit de l'Anglois, & tiré d'un ouvrage en cette langue, intitulé: *Relation du dernier établissement projeté aux isles de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent*, page 131.

ET d'autant que Milord Duc de Montagu, nous a représenté qu'il a plû à Sa Majesté lui accorder la propriété & le gouvernement des isles de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent, & que ce Seigneur nous a présenté une requête afin qu'il soit ordonné au vaisseau de Sa Majesté que vous commandez, d'escorter les bâtimens & choses nécessaires, de la Barbade à Sainte-Lucie, dont il pourra avoir besoin, afin d'être plus en état de former des établissemens dans lesdites isles, nous vous enjoignons & ordonnons par ces présentes, de le faire pendant votre séjour sur la côte de la Barbade, lorsque ces bâtimens seront prêts à mettre en mer, ayant soin de n'employer à ces opérations que le temps qui sera absolument nécessaire. Vous devez faire tous vos efforts pour protéger l'établissement des isles susdites

Pièces des
Commissai-
res François.

tes de Saint-Vincent & de Saint-Lucie, tant que vous pourrez le faire, sans préjudicier ou interrompre le service qui vous a été déjà recommandé.

No. LXXV.

Autre ordre
de favoriser
l'entreprise
du Duc de
Montaigu sur
Sainte-Lucie.

1722.

Et d'autant que le vaisseau de Sa Majesté *l'Hector*, est maintenant chargé de veiller aux isles sous le vent, & *le Winchelsea* à l'isle de Sainte-Lucie, vous devez entretenir une correspondance continuelle avec leurs Commandans, comme nous leur avons enjoint de faire avec vous, afin que s'il paroïssoit aux environs de ces isles, ou de celle de la Barbade, quelques vaisseaux de Pirates, vous pûssiez aller au secours de l'un ou l'autre; & en conséquence, si l'un des deux Commandans desdits vaisseaux vous donnoit avis que les Pirates aux environs de leurs postes respectifs, sont supérieurs en force, vous devez, sans perdre de temps, aller à son secours, & réunir tous vos efforts pour les prendre ou les détruire, & retourner aussitôt à votre poste à la Barbade; mais avant d'aller à l'un ou à l'autre des postes susdits, vous devez délibérer avec le Gouverneur ou Commandant en chef, & avec le Conseil de la Barbade, afin d'avoir leur agrément; & dans le cas où il viendroit sur la côte de la Barbade quelques Pirates supérieurs en force au vaisseau que vous commandez, vous devez aussitôt en informer le Capitaine du vaisseau *l'Hector* ou *le Winchelsea*, ou tous deux, suivant que vous jugerez nécessaire qu'ils aillent ensemble ou séparément à votre secours, conformément aux ordres qu'ils recevront de nous.

N^o. LXXVI. ORDRE du Roi , du
Chevalier de Feuquières , de sommer
les Anglois de se retirer de Sainte - A
louzie , en cas qu'ils s'y établissent , &
de les y contraindre même par la force
sur leur refus : Avec les lettres du Con-
seil du même jour , à MM. de Feu-
quières & Benard : du 21 septembre
1722. Tiré du dépôt des affaires
étrangères.

Pièces justi-
ficatives sur
l'Isle de Ste.
Lucie.
Ite. partie.

SA MAJESTÉ ayant été informée que le
Roi d'Angleterre a fait don des isles de
Saint-Vincent & de Sainte-Alouzie , au Duc
de Montagu , en a fait porter ses plaintes
à la Cour d'Angleterre ; il y a été dit que
l'une & l'autre de ces deux isles n'apparte-
noient point à cette Couronne , la première
devant rester aux Caraïbes , suivant les con-
ventions faites avec ces peuples , & la se-
conde appartenant à la France ; qui en avoit
bien voulu suspendre l'établissement , sur la
demande du Roi d'Angleterre. Malgré ces
raisons , Sa Majesté n'a point été informée
que ce don ait été révoqué. Elle a appris
au contraire que le Duc de Montagu se
disposoit à envoyer prendre possession de
ces isles , & à y faire passer nombre de fa-
milles : cette entreprise étant contraire aux
droits de Sa Majesté , son intention est qu'en
cas que les Anglois veulent prendre possession
de Sainte-Alouzie , & qu'ils veulent s'y éta-
blir , le sieur Chevalier de Feuquières les
fasse sommer de se retirer dans quinzaine ,
attendu que cette isle appartient à la France ;
&

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LXXVI.

Ordre au
Chevalier de
Feuquières
d'empêcher
l'établisse-
ment des An-
glois à Sain-
te-Lucie.

1722.

& s'ils ne le font pas, il les y contraindra par la force des armes. Il observera de charger de cette expédition, des Officiers sages & entendus; Sa Majesté ne veut d'effusion de sang que le moins qu'il se pourra, Elle ne veut point aussi qu'il y ait aucun pillage; Elle souhaite seulement que les Anglois se retirent, & ne s'emparent point d'un pays qui lui appartient. FAIT à Versailles, le vingt-un septembre mil sept cent vingt-deux. Signé LOUIS. Et à côté, Vû & approuvé. Signé PHILIPPE D'ORLEANS.

Lettre d'accompagnement à M. le Chevalier de Feuquières.

LE Conseil vous envoie ci-joint, Monsieur, les ordres du Roi, sur la conduite que Sa Majesté souhaite que vous teniez, en cas que les Anglois prennent le parti d'établir l'isle de Sainte-Alouzie; il donne à M. Benard, les ordres nécessaires pour faire délivrer des magasins les munitions dont on aura besoin; il vous recommande de vous comporter en cette occasion avec prudence & beaucoup de fermeté, & de prendre de justes mesures pour empêcher *un établissement contre tout droit & raison*, & qui intéresse si fort la colonie.

Idem, à M. Benard.

LE Conseil envoie, Monsieur, à M. le Chevalier de Feuquières, les ordres du Roi pour s'opposer à l'établissement que Sa Majesté a avis que les Anglois ont dessein de faire à Sainte-Alouzie: son intention est
que

que vous fassiez délivrer des magasins les munitions dont on pourra avoir besoin ; en cas qu'il faille s'y opposer par la force.

Pièces justificatives sur l'isle de Ste. Lucie.
Ite. partie.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LXXVII. LETTRE du sieur Uring, au sieur Cox ; Président de la Barbade : du 23 décembre 1722.

Traduite de l'Anglois, & tirée d'un ouvrage en cette langue, intitulé : *Relation du dernier établissement projeté aux isles de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent, &c.* page 23.

M O N S I E U R ;

J'AI l'honneur de vous informer qu'ayant fait un établissement dans cette isle, au port du petit carénage, nous nous efforçons de nous y maintenir, & de nous fortifier autant qu'il nous est possible. Je reçus hier une lettre du Gouverneur de la Martinique, par laquelle il m'apprend qu'il a reçu des ordres du Roi son maître, de nous donner avis de sortir dans quinze jours, & à notre refus, de nous y contraindre par force: il m'envoya une copie de ces ordres; je lui ai fait réponse que je ne pouvois m'écarter des instructions qui m'ont été données par la Grande-Bretagne, & que je tâcherois de les exécuter autant que je le pourrois; c'est pourquoi je vous supplie de nous donner toute l'assistance que vous pourrez, étant déjà informé par Milord Duc de Montaignu,

Fièces des Commissaires François. qu'il est enjoint à tous les Gouverneurs & Commandans en chef en Amérique, d'affister & de soutenir l'établissement.

No. LXXVIII. Je suis, avec respect,

Proclamation Angloise faite à Sainte-Lucie.

1722.

Votre très-humble serviteur,
NATHANIEL URING.

No. LXXVIII. *PROCLAMATION faite à Sainte-Lucie, au nom du Duc de Montaignu, par le sieur Uring, le 30 décembre 1722.*

Traduite de l'Anglois, & tirée d'un ouvrage en cette langue, intitulé: *Relation du dernier établissement projeté aux isles de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent en Amérique, en vertu du droit du Duc de Montaignu, & par ses ordres en l'année 1722. A Londres, chez J. Peele, 1725, in 8°. page 34.*

SAINTE-LUCIE ET SAINT-VINCENT.

De par Jean Duc de Montaignu, Capitaine général des isles de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent.

PROCLAMATION qui enjoint à tous les étrangers actuellement dans lesdites isles, ou dans l'une ou l'autre, de reconnoître & de se conformer au gouvernement qui y est établi, ou d'en sortir; & qui défend la coupe des bois, la pêche ou la chasse faites en fraude dans lesdites isles, ou dans l'une ou l'autre.

D'AUTANT que Sa Majesté, George Roi de la Grande-Bretagne, de France & d'Ir.

d'Irlande, Défenseur de la foi, &c. a par ses lettres patentes, scellées du grand Sceau d'Angleterre, accordé à nous & à nos hoirs, lesdites isles de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent, qui sont l'héritage juste, légitime & incontestable, & ainsi admis & reconnu par toutes les nations, & confirmé par le dernier Traité d'Utrecht*, ainsi que par différens autres traités & conventions, & le gouvernement desdites isles sous la souveraineté & domination de Sa Majesté, ses hoirs & successeurs: & d'autant qu'il nous a été représenté que divers étrangers non sujets de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, ont entrepris de leur propre autorité & vouloir, sans aucune permission de Sa Majesté & de nous, ni être dûement autorisés par quelqu'autre personne que ce soit, non seulement de couper, vendre & enlever du bois en grande quantité, comme leur appartenant de droit; mais encore former plusieurs établissemens † dans plusieurs places desdites isles, sans aucune apparence de droit, sans s'informer ou reconnoître les droits anciens, & non interrompus de Sa dite Majesté, l'héritage & possession desdites isles, & l'octroi qu'a fait Sa dite Majesté desdites isles & gouvernement d'icelles, à nous & à nos hoirs, au mépris & dérogation du droit de Sa dite

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* L'isle de Sainte-Lucie n'est ni nommée ni désignée dans le Traité d'Utrecht, ni dans aucun autre qui soit venu à notre connoissance.

† Il y avoit donc des François établis à Sainte-Lucie, & ces François ne reconnoissoient point le gouvernement d'Angleterre.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LXXVIII.
Proclama-
tion Angloise
faite à Sain-
te-Lucie.

1722.

te Majesté sur lesdites isles, & de l'octroi susdit.

Il est ordonné, au nom de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, à toutes personnes, de quelque nation & pays qu'elles soient, qui ont ainsi eu la présomption de former quelques établissemens ou plantations, ou de faire élever ou bâtir quelque maison ou autre édifice dans lesdites isles de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent, ou dans l'une ou l'autre, de quitter sans délai ou résistance, lesdites isles, & d'emporter tels effets, meubles ou autres choses à elles appartenans, de peur qu'en refusant de le faire, elles ne s'exposent à des embarras & à des inconvéniens plus fâcheux; à moins que ces personnes qui se sont ainsi formé dans ces isles des établissemens illégitimes, ne prennent le parti de se soumettre à notre gouvernement desdites isles, & de se reconnoître vassaux à volonté de nous & de nos hoirs, & de rendre strictement toute obéissance dûe à notredit souverain Seigneur, ses hoirs & successeurs, comme seuls, véritables & absolus souverains desdites isles, & à nous comme légitimes propriétaires sous l'octroi de Sa dite Majesté, fait à nous & à nos hoirs, & de se reconnoître sous la direction, l'autorité & gouvernement de nosdites isles, suivant l'établissement actuel, & celui qui sera fait de formais par nous & nos hoirs, dans lequel cas elles peuvent compter sur tous les encouragemens, protection & sûreté de notre part.

Par les présentes, nous défendons expressément, & nous enjoignons à toutes personnes, de quelque pays & nation qu'elles soient,

soient, de pêcher ou chasser *désormais* dans lesdites isles ou aux environs, ni de couper, vendre ou enlever quelque bois que ce soit, dans lesdites isles, ou de l'une ou de l'autre, sans avoir préalablement obtenu la permission de nous ou de notre député Gouverneur ou Commandant en chef, faute de quoi elles en répondront à leurs périls. FAIT en présence de Nathaniel Uring, E'cuyer, député Gouverneur & Commandant en chef desdites isles de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent, à la Pointe de Montaigu, le trente décembre mil sept cent vingt-deux. *Signé* NATHANIEL URING, & GUILLAUME FAULKNER Secrétaire.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
1re. partie.

N^o. LXXIX. LETTRE de M. Cox
Président des Barbades, remise à Guillaume Boteler E'cuyer, pour le Chevalier de Feuquières,

Traduite de l'Anglois, & tirée d'un ouvrage en cette langue, intitulé: *Relation du dernier établissement projeté aux isles de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent, &c.* page 63, vers la fin de décembre 1722.

MONSIEUR,

J'AI reçu le 26 de décembre vieux style, une lettre de M. Uring, contenant une copie d'une lettre que vous lui avez écrite, & des ordres de Sa Majesté Très-chrétienne, à vous adressés, touchant Sainte-Lucie: en conséquence, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai des ordres précis & positifs du Roi mon maître, de soutenir son droit

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LXXIX.

*Proclama-
tion Angloise
faite à Sain-
te-Lucie.*

1722.

à l'isle de Sainte-Lucie, exclusivement à tous autres, & de faire favoir à tous les étrangers qui prétendront y faire quelque établissement, qu'à moins qu'ils ne se retirent dans un temps que ma discrétion leur assignera, je ferai obligé de les déposséder, & de les faire sortir par la force de ladite isle. Je suis bien fâché que les ordres de nos maîtres respectifs, soient si directement opposés; & je me persuade que l'heureuse harmonie & la bonne intelligence qui a toujours subsisté entre les deux Couronnes, depuis l'heureux avènement de leurs Majestés, après une représentation convenable de cette affaire, produira une décision à l'amiable, & ne sera pas interrompue par une occasion aussi peu importante qu'une isle déserte. Vous pouvez vous rappeler, Monsieur, que dans une occasion de la même nature en 1719, lorsque les François firent un établissement dans Sainte-Lucie, le gouvernement des Barbades, malgré les ordres précis de Sa Majesté, de déposséder tous les étrangers de cette isle, prit le parti de suspendre l'exécution de ces ordres, jusqu'à ce qu'en représentant à Sa Majesté l'état des affaires, on donnât le temps de terminer ce différend en Europe: notre conduite produisit l'effet que nous en attendions: c'est pourquoi, permettez-moi, Monsieur, de vous proposer la même voie dans la même occasion. Pour cet effet, j'ai donné à Guillaume Boteler E'cuyer, une commission pour traiter avec telles personnes que vous nommerez, d'une suspension de tous actes d'hostilité, jusqu'à ce que nous ayons eu le temps de représenter à nos Maîtres

tres

tres respectifs, les conséquences fâcheuses pour leurs sujets dans ces parties, qui seront la suite d'une telle rupture, & je promets par cette lettre, de ratifier & confirmer tout ce dont on sera convenu. Je suis votre très-humble serviteur. Signé SAM. Cox.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie
1re. partie.

N^o. LXXX. LETTRE du sieur de Feuquières, Gouverneur général des isles Françaises, au sieur Uring, Agent du Duc de Montaignu, pour lui notifier les ordres du Roi: du 31 décembre 1722. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

ASSURE' que je suis depuis trois jours de votre débarquement dans l'isle Sainte-Lucie en exécution des ordres de M. le Duc de Montaignu, en exécution aussi des ordres du Roi mon maître, j'envoie vous les manifester, & vous en laisser copie collationnée de moi, par Messieurs d'Esclieux & de Kearny, Capitaines des compagnies entretenues dans ces isles. Je vous prie, Monsieur, de vouloir me faire savoir vos intentions; j'ai lieu de croire que vous prendrez à cet égard le parti le plus doux, & que vous ne me forcerez pas à exécuter les intentions de Sa Majesté Très-chrétienne. Je vous prie, Monsieur, de croire que j'ai l'honneur d'être, &c.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

(Q 4)

No. LXXXI.

Pièces des
Commissaires
Français.

No. LXXXI.
Ordre pour
sommener le
sieur Uring.
1723.

No. LXXXI. ORDRE du sieur de Feuquières, Gouverneur général des isles Françaises, aux sieurs d'Esclieux & de Kearny: du premier janvier 1723. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

SUR les ordres que nous avons du Roi, il est ordonné à Messieurs d'Esclieux & de Kearny, Capitaines des compagnies entretenues dans cette isle, de faire voile incessamment dans le bateau le pour Sainte-Lucie, où ils manifesteront au Commandant des Anglois, qu'on assure y être descendu pour s'y établir contre tout droit, l'ordre de Sa Majesté, dont ils lui laisseront copie collationnée par nous, & le sommeront de s'y conformer, à faute de quoi nous serons obligés de suivre les ordres de Sa Majesté; & aussi-tôt la réponse dudit sieur Commandant des Anglois débarqués, lesdits sieurs d'Esclieux & de Kearny reviendront. DONNE' à la Martinique sous le cachet de nos armes, & le contre-seing de notre Secrétaire, &c.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LXXXII. JOURNAL de la sortie des sieurs d'Esclieux & de Kearny, pour l'isle de Sainte-Lucie, par ordre de M. de Feuquières, pour notifier au Com-

Commandant des Anglois les ordres du Roi au sujet de leur descente dans l'isle de Sainte-Lucie. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire, partie.

LE premier janvier 1723, à sept heures & demie du matin, nous avons appareillé du carénage du Fort-Royal avec très-peu de vent, & nous avons fait porter sur l'islet à Ramier pour y mettre M. Catier à terre, qui est revenu à bord une heure après. Nous avons fait route pour Sainte-Lucie, en rangeant les terres de la Martinique pour profiter des fraîcheurs, & nous élever. Sur les dix à onze heures du matin, nous avons aperçû un petit bateau qui, de Sainte-Lucie, avoit fait route sur les deux pataches, & le bateau Anglois appareillé du Fort-Royal une heure avant nous, lequel leur a parlé, & peu de temps après a fait route, ainsi que ces trois bâtimens, pour Sainte-Lucie. Depuis midi jusqu'à quatre heures, le vent ayant manqué tout-à-fait, nous avons, avec les avirons, gagné un mouillage pour éviter d'être emportés à vau-le-vent par les courans. A cinq heures nous avons remis à la voile, & fait route toute la nuit, petit vent nord-est, est-nord-est. A minuit nous avons reconnu les terres de Sainte-Lucie, & nous avons mis en panne pour nous trouver à la pointe du jour à la tête de l'isle de ce côté. Au jour nous avons reconnu cet endroit nommé le Gros-islet; les pataches y ont fait porter & s'y sont mouillées, ce que nous avons reconnu une heure après à stribord du vaisseau de guerre commandé par M. Brown, lequel

Pièces des
Commissai-
res François.

No LXXXII.

Récit de la
sommaison
faite au sieur
Uring. 1722.

nous a envoyé son canot pour nous inviter de venir prendre du café à son bord; nous y avons été pour savoir de lui au juste le lieu où nous trouverions le Commandant des Anglois débarqués; il nous a dit que c'étoit au petit carénage, & qu'il y alloit avec M. Brandt commandant l'autre patache dans son canot; nous nous sommes rembarqués, & sur les huit heures & demie avons appareillé pour le petit carénage, distant de ce premier endroit de deux lieues. Un gros bateau Anglois nous a suivi, & demi-heure après, *le Hector*, navire de M. Brandt, & nous avons laissé à la rade du Gros-iflet un brigantin & deux autres bateaux, & le vaisseau de Brown. A neuf heures & demie nous avons mouillé au petit carénage: le canot dans lequel les sieurs Brandt & Brown étoient venus, nous est venu prendre à bord avec beaucoup de compliment & d'honnêteté, pour nous éviter aux uns & aux autres le désagrément d'un refus d'aller chercher le Commandant à terre. On nous a mené à bord d'une fregate de vingt canons, nommée *le Winchelsea*, portant pavillon & flâme bleue, commandée par M. Orme: nous y avons demandé le chef des Anglois débarqués à Sainte-Lucie; il a paru sur les dix heures; nous lui avons remis la lettre de M le Général, en lui disant qu'elle faisoit mention d'un ordre du Roi dont nous étions porteurs, & que M. le Général nous avoit ordonné de lui remettre & de lui notifier. A cela il a répondu qu'il alloit tenir conseil & répondre: aussi-tôt il s'est embarqué, & est allé tenir son assemblée à bord d'un navire de charge

de quatorze canons, nommé le *Primeffon*. Il est à remarquer que dans ce premier conseil, les sieurs de Brown, Brandt & Orme, Capitaines des trois vaisseaux de guerre, n'y furent point appelés, puisqu'il restèrent tous les trois avec nous dans le *Winchelsea*. A midi d'aujourd'hui, 2 janvier 1723, le sieur Commandant Anglois, qualifié de Gouverneur de Sainte-Lucie, nommé *Uring*, nous a envoyé demander, par un Officier, si nous n'avions rien à lui remettre de plus que la lettre : c'étoit à quoi nous nous attendions, & nous nous sommes embarqués sur le champ, & l'avons été trouver à bord du *Primeffon*, & dans l'instant nous lui avons remis l'ordre du Roi dont nous étions chargés, en lui faisant entendre qu'il devoit nous en donner un reçu pour notre décharge; à quoi un certain Officier d'assez d'apparence, & qui nous a paru dans la suite assez au fait des affaires, prenant la parole, nous a dit qu'il convenoit pour y répondre d'attendre jusqu'au lendemain matin : nous y avons acquiescé. Cet Officier dont je viens de parler, paroît comme l'ame de cette affaire; il s'appelle *Blackwait*; il a été Capitaine dans le régiment des Gardes du Roi d'Angleterre, & ami & créature de Milord Montaigu. Après la convention pour le délai de la réponse, nous avons tous été diner à bord du Capitaine Orme, où nous avons été traités avec beaucoup d'honnêteté & de démonstration d'amitié; on y a bû à la santé du Roi, & à celle du Roi d'Angleterre & du Duc de Montaigu, avec décharge de canons à chacune : nous sommes retournés à dix heures au bateau, & aujourd'hui dimanche, huit

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

Pièces des Commissaires François. heures du matin, le canot de M. Brandt nous est venu chercher pour déjeuner à son bord, comme nous y avons été invités la veille.

No. LXXXII.

Récit de la sommation faite au sieur Uring, 1722.

Nous y avons attendu longtems la réponse du Commandant Anglois, & nous l'avons même fait demander par deux fois, à la première ils ont refusé que nous allassions la chercher nous-mêmes à terre dans la tente du sieur Uring, lequel enfin est venu sur les onze heures. Pendant cet intervalle, M. Brown nous a dit que s'il eût été du conseil, son parti auroit été bien tôt pris, & que son avis eût été de donner parole à M. le Général qu'ils ne feroient aucuns ouvrages dans leur fort, ni aucunes augmentations, que l'on n'eût eu de part & d'autre des nouvelles ou des ordres des deux Couronnes, qui se trouveroient sans doute conformes sur la présente contestation, & que pour sûreté de l'observation de la parole qu'il donneroit à cet égard, M. le Général pourroit faire tenir un Officier François dans leur fort. Peu de temps après on est venu avertir ces trois Capitaines de vaisseaux de monter sur le gaillard, où les sieurs Uring & Blackwait étoient : ils ont tenu apparemment conseil tous ensemble, & ils ont tous descendu. Un quart d'heure après les Capitaines ont travaillé à la lettre qu'ils écrivoient en commun à M. le Général; ils nous ont communiqué en original l'article de la lettre, de l'ordre qu'ils ont reçu de l'Amiral d'Angleterre au sujet de cet établissement, qui est aussi signé du Secrétaire d'état, à ce qu'ils ont fait entendre, & qu'enfin ils regardoient cet ordre comme

très-

très-pollif, & où il leur est enjoint de tra-
 vailler, de protéger & de soutenir cet éta-
 blissement. Ils nous ont aussi dit que les
 deux vaisseaux de guerre qu'ils attendent,
 ont des ordres, & qu'ils ne doutent point
 qu'ils ne soient semblables aux leurs; ensuite
 de cela le sieur Uring nous a remis sa ré-
 ponse à M. le Général: sur ce qu'il ne nous
 l'a point communiquée avant de la cache-
 ter, nous lui avons demandé un reçu de
 l'ordre du Roi; sur quoi il a répondu que
 sa réponse faisoit mention de la réception
 dudit ordre, après quoi nous avons dîné à
 bord du *Hector*, Capitaine Brandt, & sur
 les trois heures nous avons fait voile, &
 avons mouillé à l'anse du Choc pour y
 débarquer le sieur Catier, suivant l'ordre
 de M. le Général; & n'ayant point voulu
 en demander la permission au Commandant
 Anglois, au retour du bateau qui avoit
 porté le sieur Catier, on nous a remis de
 sa part une feuille de sa tablette, sur la-
 quelle il nous a mandé qu'il y avoit trois
 cens Anglois dans l'anse du Choc qui y
 travailloient: & effectivement, étant mouil-
 lés tout à terre, nous y en avons vû pas-
 ser des pelotons assez considérables. M.
 Brown a passé dans la chaloupe auprès de
 nous, pour y rejoindre son vaisseau de
 guerre qu'il avoit laissé à l'anse du Gros-
 illet; & les vents s'étant rangés au nord
 nord-est, le Pratique nous a dit qu'il étoit
 de nécessité de passer cette nuit à l'ancre,
 parce que ce vent & les courans, nous jet-
 teroient sous le vent. Le quatre à cinq heu-
 res du matin, les vents s'étant rangés à la
 bande de l'est, nous avons appareillé &
 lou-

Pièces justi-
 ficatives sur
 l'Isle de Ste.
 Lucie.
 Ire. partie

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LXXXII.

Récit de la
sommaison
faite au sieur
Uring 1722.

louvoyé jusqu'au vent du Gros-islet, où notre grande voile ayant déralingué, nous y avons été mouiller M. Brown, à notre arrivée, nous a envoyé son canot nous faire un compliment, & nous dire qu'il alloit appareiller pour la Barbade; ce qu'il a fait sur les neuf heures & demie, & nous l'avons suivi. A dix heures il a fait route dans le canal de la Martinique & Sainte-Lucie, pour la Barbade, remorquant un gros bateau: il doit revenir incessamment; & nous avons mouillé au Fort-Royal, le quatre à sept heures du soir.

ÉTAT des forces des Anglois de Sainte Lucie que nous connoissons.

NOUS avons vû au petit carénage le *Hector*, Capitaine Brandt, quarante canons; le *Winbelsea*, Capitaine Orme, vingt canons; le *Primeffon*, de quatorze à seize canons; un gros bateau de quatorze canons; un autre bateau assez grand, & deux moyens.

Le fort d'en bas, ou le terrain de l'emplacement du sieur Saint Martin, a été choisi par les Anglois: il est tout découvert; il y a deux longues tentes dessus, & une grande baraque de planches, qui peut être un hôpital. Le haut du morne supérieur est aussi tout découvert, & il y paroît comme un petit camp à l'embarcadere du terrain du fort d'en bas: j'y ai vû trois ou quatre canons couchés; le Yacht y étoit arboré. *Signé D'ESCLIEUX.*

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier-Commis du dépôt.

No. LXXXIII.

N^o. LXXXIII. LETTRE du sieur U-
ring, & autre lettre des sieurs Brown,
Brandt & Orme, Capitaines des navi-
res de guerre Anglois, à M. de Feu-
quières, en date du ^{23 décembre 1722.} _{3 janvier 1723.} Tiré du
dépôt des affaires étrangères.

Pièces justifi-
catives sur
l'Isle de Ste.
Lucie.
Ire. partie.

M O N S I E U R,

JE vous remercie de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, laquelle m'a été signifiée par Messieurs d'Esclieux & de Kearny: & à l'égard de l'ordre que vous avez reçu de Sa Majesté Très-chrétienne votre maître, la copie que vous avez bien voulu m'envoyer signée de vous-même, je serois obligé de différer à la réponse que je recevrois du Roi de la Grande Bretagne mon souverain; en attendant, Monsieur, je proteste contre aucuns actes d'hostilité, n'ayant rien fait de moi-même que par ordre gracieux & lettres patentes de Sa Majesté, accordées au sérénissime Jean Duc de Montaignu Lord, propriétaire des isles de Sainte Lucie & de Saint-Vincent, sous Sa Majesté Britannique; & je suis obligé & commandé avec le reste des Gouverneurs & Commandans en chef en Amérique, aussi-bien que les Capitaines de ses vaisseaux de guerre, d'assister & de maintenir cet établissement jusqu'au temps que je recevrai des ordres contraires.

Mais, Monsieur, si vous avez des instructions qui vous donnent le pouvoir de suspendre des ordres contenus dans le mé-
moi-

Pieces des
Commissai-
res François.

No. LXXXIII.

*Lettres du
sieur Uring &
des Capitai-
nes des vais-
seaux de
guerre An-
glois, à M.
de Feuquid-
res. 1723.*

moire du Roi votre maître, jusqu'au temps que nous pouvons raisonnablement espérer d'en recevoir de la Grande-Bretagne; ce ne sera qu'un juste égard dû aux sujets d'un puissant Prince dans la plus étroite alliance avec votre maître, qui empêchera une effusion de sang & des conséquences, très injurieuses, en cette partie des deux E'tats de leurs Majestés, & même en Europe.

Au reste, je me rapporte à votre prudence & expérience, & je vous assure que je suis avec une estime & respect, votre,
&c. NATHANIEL URING.

M O N S I E U R,

NOUS Capitaines des vaisseaux de guerre de Sa Majesté Britannique; demandons permission d'informer votre Excellence que nos instructions sont d'apporter nos soins à protéger l'établissement fait à présent sous l'autorité du sérénissime Duc de Montaignu à Sainte-Lucie: & comme nous sommes persuadés qu'il vous viendra des ordres convenables aussi tôt qu'il sera possible pour concilier la présente difficulté, nous requérons que votre Excellence prolonge le temps de votre armement, étant le seul expédient que nous trouvons présentement qui puisse prévenir les desordres & malheureuse suite que peuvent causer des actes d'hostilité dans le temps que nos Maîtres sont dans la plus étroite alliance. Nous sommes, &c.

Nous certifions que la traduction des deux lettres ci-dessus, sont traduites mot pour mot
cbr.

conformément aux originaux, lesquelles lettres nous ont été remises par M. le Général. En foi de quoi nous avons signé les présentes. Au Fort-Royal, le cinq janvier mil sept cent vingt trois. Signé MARTIN POINTSABLE, DE KEARNY.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

N^o. LXXXIV. ORDRE de M. de Feuquières Gouverneur général des isles Françoises, au Marquis de Champigny, pour faire retirer les Anglois de l'isle de Sainte-Lucie: du 11 janvier 1723. Tiré du dépôt des affaires étrangères.

MONSIEUR le Marquis de Champigny, Chevalier de l'Ordre militaire de Saint-Louis, Capitaine des fregates du Roi, & Gouverneur pour Sa Majesté de cette isle de la Martinique, desirant passer à l'isle de Sainte Lucie y commander les habitans de celle-ci, qui y vont pour en faire sortir les Anglois, il lui est ordonné de passer aux quartiers de la rivière Pilote, cul-de-sac Marin & Diamant, y prendre connoissance de la quantité de troupes qui auront déjà passé la mer, & de celles qui se rendront auxdits quartiers pour y trouver un embarquement. ainsi que les vivres & autres choses nécessaires à cette entreprise; & lorsqu'il aura connoissance que sept ou huit cens hommes, en état d'agir, s'y seront rendus,

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LXXXIV.

Ordre à M.
de Champigny
pour faire re-
tirer les An-
glois de Sain-
te Lucie.

1723.

il s^{ra} transportera, après y avoir fait passer M. de Larnage, Chevalier de l'Ordre militaire de Saint-Louis, & Lieutenant de Roi de la grande terre de la Guadeloupe, pour, en l'attendant, y rassembler en un corps les milices qui y auront pris terre, & les ranger sous une discipline convenable, pour qu'aussi-tôt l'arrivée de mondit sieur de Champigny, il puisse être en état d'entreprendre; il observera de n'employer la voie des armes, que lorsque celle de la négociation sera devenue inutile; & pour se conformer aux ordres à nous envoyés par Sa Majesté, qui veut qu'on fasse sortir de Sainte-Lucie les Anglois qui y auront débarqué, avec le moins d'effusion de sang & de pillage que faire se pourra, il s'attachera à les faire exécuter de point & point; & en cas que les Anglois forcent mondit sieur de Champigny à se servir de la voie des armes, il leur enverra un Officier, des témoins & un Tambour, faire une protestation en forme & par écrit, pour qu'il soit notoire qu'il est contraint de prendre ce parti par le refus que lesdits Anglois auront fait d'évacuer, ainsi que nos troupes, ladite isle de Sainte Lucie, jusqu'à la décision des deux Couronnes.

Nous nous remettons au surplus, à la sage conduite & prudence de mondit sieur le Marquis de Champigny, pour ordonner & agir suivant l'exigence des cas; & le prions en outre, d'établir par barque ou pirogue, une correspondance entre cette isle & celle de Sainte-Lucie, par lesquelles il puisse nous donner de ses nouvelles, & recevoir nos ordres, ainsi que les secours qu'il convien-
dra

dra lui envoyer. DONNE' au Fort royal, le 15
 onze janvier mil sept cent vingt-trois. Signé
 DE PAS FEUQUIERES. Pièces justi-
 ficatives sur
 l'Isle de Ste.
 Lucie.
 1re. partie.

*Collationné sur la copie qui est au dépôt des af-
 faires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil
 sept cent cinquante-un.*

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

N^o. LXXXV. TRAITE' de l'évacuation
 par les Anglois, de l'Isle de Sainte-Lu-
 cie: du 19 janvier 1723. Tiré du dé-
 pôt des affaires étrangères.

MONSIEUR Jean Braithwaite, Lieutenant
 au gouvernement de la colonie en-
 voyée par M. le Duc de Montaignu à l'isle
 de Sainte-Lucie, ayant été député par M.
 Uring, Commandant en chef ladite colo-
 nie, avec pouvoir pour traiter au sujet de
 la difficulté mûe entre les deux nations des
 François & des Anglois, pour la possession
 de ladite isle de Sainte Lucie par ces derniers,
 prise au quartier du petit carénage; & s'étant
 rendu auprès de M. le Marquis de Champig-
 ny, Chevalier de l'Ordre militaire de Saint-
 Louis, Capitaine de vaisseau de Roi, Gou-
 verneur de l'isle de la Martinique, Comman-
 dant les troupes Françoises à ladite isle de
 Sainte-Lucie, est convenu de ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

QUE pour éviter l'effusion de sang & tous
 autres malheurs qui naîtroient de l'infraction
 réciproque à la paix & à l'alliance dans la-
 quelle vivent les deux nations, ladite colonie
 de M. le Duc de Montaignu évacuera totale-

Pièces des Commis-
saires Fran-
çois.

No. LXXXV.

*Traité pour
l'évacuation
de Sainte-
Lucie, par les
Anglois.*

1723.

mément & de bonne foi, quelques secours & ordres qu'ils reçussent au contraire de Sa Majesté Britannique leur maître, ladite isle de Sainte-Lucie, tant par mer que par terre, dans l'espace de sept jours, ou plus tôt s'il se peut, entendu toutefois qu'il ne sera pas moins libre à l'avenir aux vaisseaux de guerre de Sa Majesté Britannique, & autres bâtimens marchands de la nation Angloise, d'entrer dans les ports de ladite isle y faire du bois, de l'eau & leurs autres besoins, qu'aux bâtimens François.

II. QUE pendant ledit espace de sept jours, les troupes Françoises se rendront maîtres des hauteurs & postes du petit carénage, & régleront, de concert avec les Officiers Anglois, les distances & limites, hors la portée du fusil.

III. QUE pendant lesdits sept jours, les troupes de part & d'autre, ne commettront aucune voie de fait, ni ne diront aucunes paroles qui sentent l'hostilité; mais observeront la même union & cordialité qui règnent entre les deux nations.

IV. QU'IL sera permis à ladite colonie d'emporter toutes les munitions de guerre & de bouche, armes, bagage, ustensiles, meubles, & généralement tout ce qui peut leur appartenir, sans trouble & sans empêchement; offrant au contraire par les François, de leur donner pour ce sujet tout secours possible, s'ils le requièrent.

V. QUE si pendant le terme de l'évacuation de ladite isle, il desertoit quelques-uns des troupes de part & d'autre, ils seront rendus dans le même temps qu'ils seront réclamés.

VI. Et sur la requiſition qu'a faite le ſieur Braithwaite, que pluſieurs deſerteurs de la dite colonie ſoient rendus, attendu qu'ils ſont ſerviteurs engagés de M. le Duc de Montaignu, & que ces ſerviteurs, avec tous les meubles & effets, lui appartiennent; a été accordé par le ſieur Marquis de Champigny que tous leſdits engagés qui ſe trouvent actuellement dans ſon camp, ſeront rendus après qu'il aura été juſtifié clairement de leurs engagements, aux conditions qu'ils ne ſubiront aucune peine de mort, ni autres châtimens corporels; & à l'égard de ceux des dits engagés qui ſont déjà paſſés à la Martinique, le ſieur Marquis de Champigny promet d'en faire faire une exacte perquiſition, & de les remettre, lorsqu'ils ſeront trouvés, audit ſieur Uring, ou autres chargés de pouvoir.

Pièces juſtificatives ſur l'île de Ste. Lucie.
Ire. partie.

VII. QU'IMMÉDIATEMENT après l'évacuation de ladite colonie de M. le Duc de Montaignu, ledit ſieur Marquis de Champigny s'oblige auſſi de faire évacuer les troupes Françoises; & de laiſſer, ainſi que les Anglois, ladite île de Sainte-Lucie en l'état qu'elle étoit ci-devant, juſqu'à la déciſion des deux Couronnes, aux droits & prétentions deſquelles leſdits ſieurs de Champigny & Braithwaite déclarent ne vouloir ni ne pouvoir porter aucun préjudice par le préſent.

VIII. QUE le préſent traité ſera ratifié demain par le ſieur Uring, pour la fidélité & la ſûreté duquel ſeront demain échangés un ou deux ôtages de part & d'autre, qui demeureront juſqu'après l'entière évacuation, leſquels ſeront M. du Clieu, Chevalier de l'Ordre militaire de Saint-Louis, Capitaine Commandant les troupes du Roi, d'une part,

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LXXXV.

Traité pour
l'évacuation
de Sainte-
Lucie, par les
Anglois.

1723

& le Capitaine Nathaniel Watson, Membre du Conseil de cette isle, de l'autre part. FAIT double, au camp du Choc, le dix-huit janvier mil sept cent vingt-trois, (nouveau style) &c.

Et en explication du second article, a été convenu en outre, que les fortifications, batteries ou retranchemens qui pourroient être sur le Morne, appelé par les François *Saint Martin*, & par les Anglois *Montaigu*, ainsi que la redoute qui s'y trouve, seront immédiatement après la ratification du présent traité, & l'échange des otages, rasés & détruits par les Anglois; aussi-tot après quoi il sera mis sur ledit Morne, une garde d'un sergent & six soldats François des troupes réglées de Sa Majesté, avec un pareil nombre des troupes Angloises, qui recevront les ordres chacun de leurs Commandans, pour de concert, empêcher tous desordres. FIN double, Signé JEAN BRATHWAITE.

Nous Nathaniel Uring Ecuier, député Gouverneur Commandant en chef la colonie du Duc de Montaigu dans l'isle de Sainte-Lucie, approuvons & rattifions en tout leur contenu, toutes les clauses & conventions portées au présent traité, & promettons de les exécuter de bonne foi. FAIT à la Pointe Montaigu, sous le caducée de nos armes, & le contre-sceau de notre Secrétaire, le huit janvier mil sept cent vingt-trois. (vieux style) Signé NATHANIEL URING. Et scellé en cire rouge, Par M. le Commandant FAUEKNER.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires Etrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

No. LXXXVI.

N^o. LXXXVI. COPIE de la lettre de
 M. Benard. Au Fort-Royal de la
 Martinique, le 22 février 1723. Tiré
 du dépôt des affaires étrangères.

Pièces justi-
 ficatives sur
 l'Isle de Ste.
 Lucie.
 Ite. partie.

J'AI l'honneur d'envoyer ci-joint au Conseil de marine, copie d'une déclaration qui a été faite, il y a trois jours, par trois François engagés, qui ont deserté à Sainte-Lucie de la colonie Angloise qui étoit venue pour habiter cette isle, par laquelle il paroît qu'ils ont dessein de ne s'en pas tenir au traité que M. le Marquis de Champigny a conclu avec eux, & dont copie a été envoyée au Conseil. Il est revenu plusieurs autres François même des Anglois, qui ont deserté de ladite colonie, qui nous ont tenu à peu près les mêmes discours. J'ai l'honneur d'en informer le Conseil, afin qu'il ait agréable de donner à ce sujet les ordres qu'il estimera nécessaires.

Le Conseil verra par cette déclaration, que depuis l'évacuation de ladite isle, tant par les François que les Anglois, il y est revenu un bâtiment Anglois avec environ cent cinquante hommes de débarquement qui venoient pour joindre & renforcer ceux du premier envoi; mais sur l'avis que M. de Feuquières en a eu, & sur ce qu'il a fait signifier par le sieur de Ligny, Officier de cette garnison, au Commandant de ce second détachement, que s'il ne desemparoît pas de ladite isle dans peu de jours, il seroit contraint de l'y obliger par la force, nous avons appris par le bateau du Roi que nous avons envoyé à Sainte-Lucie sous

Pièces des Commissaires François. prétexte d'y faire du bois, lequel, en est revenu avant-hier, que le bâtiment Anglois en est parti avec tout son monde, excepté ceux qui lui ont deserté, dont ceux-ci font du nombre.

No. LXXXVI.

Lettre de M. Benard sur le retour des Anglois.

1723.

M. de Fontenay m'ayant demandé un mémoire dont il puisse se servir pour l'aider, joint à la bonne volonté qu'il a à remplir exactement les intentions du Conseil, je prends la liberté de joindre ici copie de celui que je lui ai donné, & que j'ai communiqué à M. le Chevalier de l'euquières. *Signé*
BENARD.

Extrait de la déclaration.

LEs nommés Pierre Tourailles, natif de Clerac; E'tienne Maziant, natif de Sommières en Languedoc, ouvriers en soie; & Guillaume Pichery, natif de Charente en Saintonge, garçon Chirurgien:

Ont déclaré le 19 février 1723, qu'ils s'étoient embarqués, il y avoit cinq mois & demi, à Londres, en qualité de passagers, sur le navire *l'Aventure*, du port d'environ cent cinquante tonneaux, armé de dix canons, portant cent quatre-vingts hommes, dont une grande partie d'enfans & trois femmes, commandé par le sieur Guillaume René, pour aller à la Barbade, & de là à Sainte-Lucie, dont on leur avoit dit que les Anglois étoient en possession.

Qu'il y avoit trois semaines qu'ils étoient arrivés à la Barbade, & depuis douze jours à Sainte-Lucie, & que le même jour le Capitaine avoit fait donner avis de leur arrivée au Gouverneur destiné pour l'isle de Sainte-Lucie, qui étoit à l'isle de Saint-Christophe.

Qu'auf-

Qu'aussi-tôt leur arrivée, le Capitaine leur ayant fait entendre que les François s'opposent à leur établissement, il faudroit prendre les armes pour s'y maintenir, & qu'ils y seroient soutenus par mille hommes de la Barbade, ils avoient pris le parti de deserter de ladite isle de Sainte-Lucie avec plusieurs autres François.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. 1re. partie.

Qu'ils étoient encore restés six jours dans ladite isle parmi des habitans de l'isle de la Martinique, dont un d'eux, nommé Henri de Saint-Amour, les avoit fait embarquer il y avoit deux jours, sur le bateau *le Charles*, commandé par Joseph Pinchon,

Que le bâtiment sur lequel ils étoient venus à l'isle de Sainte-Lucie, en devoit partir le même jour pour se rendre à une des isles Angloises.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un mars mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LEDRAN, premier Commis du dépôt.

N^o. LXXXVII. *EXTRAIT* concernant le projet d'une seconde invasion de l'isle de Sainte-Lucie par le sieur Uring, qui venoit de signer un traité le 1^{er} janvier 1723, pour l'évacuation de ladite isle.

Traduit de l'Anglois, & tiré d'un ouvrage en cette langue, intitulé: *Relation du dernier établissement projeté aux isles de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent, &c.* page 101.

DANS une délibération entre le Lieutenant général Mathews, on proposa un projet que l'on communiqua au Général

(R 5)

Hart,

Pièces des
Commissai-
res François.

No.
LXXXVII.
*Projet d'une
seconde inva-
sion. 1723.*

Hart, pour une seconde tentative sur Sainte-Lucie; dans laquelle on prit l'avis du Gouverneur Worsley, alors arrivé aux Barbades; & sur ce qu'on demanda au Capitaine Brand s'il agiroit offensivement en nous protégeant contre les François, il répondit que ses ordres n'étant pas tels, il ne le pourroit; mais que si les autres Capitaines des vaisseaux de Sa Majesté agissoient offensivement, il en feroit de même. Le Capitaine Braithwaite étant arrivé sur la chaloupe le Griffon, présenta une lettre, qu'il dit avoir reçue de M. Worsley, qui fit abandonner ce projet.

No. LXXXVIII. INSTRUCTIONS
données par Nathaniel Uring à Jean
Braithwaite E'cuyer, Lieutenant Gouverneur des isles de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent en Amérique, sur la conduite qu'il doit tenir dans son voyage sur le vaisseau le Griffon à l'isle de Saint-Vincent, & ensuite à celle de la Martinique.

Traduites de l'Anglois, & tirées d'un ouvrage en cette langue, intitulé: *Relation du dernier établissement projeté aux isles de Sainte-Lucie & de Saint-Vincent, &c. page 90.*

Vous vous rendrez immédiatement à bord du vaisseau le Griffon, Capitaine Guillaume Stewart, qui a ordre de faire voile avec vous jusqu'à l'isle de Saint-Vincent. Lorsque vous y serez arrivé, vous ferez tous vos efforts pour cultiver l'amitié des Indiens libres, ainsi que des Mulâtres & des Nè-

Nègres libres; vous sonderez leurs sentimens, & vous verrez s'ils sont disposés à souffrir que nous formions des établissemens parmi eux; vous les assurerez que l'on observera ponctuellement toutes les choses contenues dans la déclaration d'encouragement à eux adressée par Milord Duc.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
1re. partie.

Afin de m'informer plus exactement, & le Conseil, vous aurez soin de garder les minutes de ce qui se passera entre vous & lesdits habitans de Saint-Vincent, & de nous les représenter lorsque vous arriverez de cette expédition.

Vous irez directement, après avoir terminé votre négociation de Saint-Vincent, au port du Fort-Royal à la Martinique, & vous remettrez au Général de cette Isle la lettre dont vous serez chargé pour lui; vous produirez aussi les pouvoirs que je vous délivrerai pour demander nos déserteurs, que vous recevrez à bord du vaisseau; & sans délai vous irez directement à l'Isle d'Antigues, où je dois me rendre avec la colonie que je commande: pour ce faire, cette lettre vous servira de pouvoir. Signé de main à la Pointe de Montagu, le 12 janvier 1722-3. Signé NATHANIEL URING.
A côté est écrit, à Jean Braithwaite Ecu-
yer, Lieutenant Gouverneur des Isles de
Sainte-Lucie & de Saint-Vincent en Amé-
rique.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LXXXIX.

Entreprife
sans fruit des
Anglois sur
Saint-Vin-
cent, 1723.

No. LXXXIX. RAPPORT du Capi-
taine Braitbwaite, du voyage qu'il a
fait à Saint-Vincent par les ordres du
sieur Uring.

Traduit de l'Anglois, & tiré d'un ouvrage en
cette langue, intitulé: *Relation du dernier éta-
blissement projeté aux isles de Sainte-Lucie & de
Saint-Vincent, &c.* page 104.

EN conséquence d'une délibération du
Conseil, & des ordres que vous m'a-
vez donnés le jour que vous fîtes voile avec
la colonie de Milord pour Antiques, je fis
voile avec la chaloupe *le Griffon*, pour Saint-
Vincent, accompagné du vaisseau de Sa
Majesté le *Winchelsea*. Nous nous trouva-
mes à la nuit à la hauteur de l'isle: le ma-
tin nous rangeames la côte, & vimes plu-
sieurs huttes des Indiens; mais aucuns
d'eux ne se présentoient à nous, & nous
ne pouvions mettre pied à terre, étant dans
l'impossibilité de mouiller. Sur le soir deux
Indiens vinrent à bord, & nous dirent que
nous pourrions jeter l'ancre dans une baie
sous le vent, & qu'alors ils conduiroient à
bord leur Général: nous mouillames dans
une eau profonde & dangereuse pour la cha-
loupe. Un d'entre eux, qu'ils appelloient
leur Général, vint à bord accompagné de
plusieurs autres au nombre de vingt-deux:
je les reçûs poliment, & fis à leur Chef
quelques petits présens; mais je m'aperçus
que ce n'étoit pas un homme de grande
importance, & qu'ils ne l'appelloient leur
Chef que pour tirer de moi quelques présens.
Deux de ces Indiens se trouvèrent tellement
pris

pris de vin, qu'ils ne purent aller à terre, & restèrent quelques jours à bord, où ils furent bien traités: ensuite les petits vents & les grands courans nous éloignèrent de la côte pendant plusieurs jours; mais nous mouillames enfin dans une baie spacieuse sous le vent de l'isle: & afin de vous mettre plus au fait de cet endroit, le seul où l'on pourroit former un établissement, j'en fis tirer le plan par notre arpenteur. Le vaisseau & la chaloupe étoient à peine à l'ancre, que tout le bord du rivage fut couvert d'Indiens, & parmi eux nous pouvions distinguer un blanc qui paroissoit être François. Je me mis avec le Capitaine Watson dans un canot avec un François, & bien-tôt nous fumes à terre: aussi-tôt que je me trouvai au milieu d'eux, je leur demandai pourquoi ils étoient tous armés, car chacun d'eux avoit des coutelas, quelques-uns des mousquets, des pistolets, des arcs & des flèches, &c. Ils m'environnèrent sans beaucoup de cérémonie, & après m'avoir fait monter environ l'espace d'un mille, nous arrivames à un petit ruisseau où l'on me dit que je verrois leur Général. Je le trouvai assis au milieu d'une garde d'environ cent Indiens. Ceux qui étoient les plus proches de sa personne, avoient tous des mousquets, les autres des arcs & des flèches; un grand silence régnoit dans l'assemblée. Il me fit donner un siège: un François debout à sa droite lui servoit d'interprète; il me demanda ce qui m'amenoit dans son pays, & de quelle nation j'étois? je lui répondis que j'étois Anglois, & que j'avois besoin de bois & d'eau. Comme je ne me souciois pas d'en

Pièces Justificatives sur L'Isle de Ste. Lucie. Ite. partie.

Pièces des Commissaires François. venir à de plus amples explications en présence du François, je lui dis que s'il jugeoit à propos de venir à bord de nos vaisseaux, je lui laisserois à lui, & à ceux qu'il voudroit amener, des Anglois pour otages; mais je ne pus le déterminer ni à venir à bord, ni à me laisser prendre du bois & de l'eau. Il me dit qu'il étoit informé que nous étions venus pour prendre de force des établissemens, & que pour écarter ces soupçons, nous n'avions d'autre parti à prendre que de mettre à la voile. Aussi-tôt que j'eus reconnu l'influence qu'avoit sur leurs esprits la compagnie du François, je pris congé après avoir fait les réponses que je crus convenables, & je retournai avec une garde à mon canot. Arrivé au rivage, je trouvai que la garde y étoit augmentée d'un grand nombre de Nègres tous armés de fusils; j'entrai dans mon canot sans avoir été insulté, & je vins à bord du Capitaine Orme lui raconter mon mauvais succès.

No LXXXIX.
 Entreprise
 sans fruit des
 Anglois sur
 Saint-Vincent, 1723.

J'envoyai aussi-tôt sur le rivage la charlotte du vaisseau, avec un contre-maître, du rum, du bœuf & du pain, &c. & quelques coutelas. J'ordonnai au François que j'envoyai avec le contre-maître, de demander à être conduit par la garde au Général, & de lui dire que quoiqu'il m'eût refusé des denrées aussi communes que de l'eau & un peu de bois inutile, je lui envoyois néanmoins des rafraichissemens que nos vaisseaux avoient apportés. Notre monde trouva que le François étoit sorti; le Général Indien reçût avec plaisir ce que je lui envoyois, & il m'envoya en reconnoissance des arcs & des flèches.

A peine nos gens étoient-ils de retour , que le Général envoya un canot avec deux Chefs Indiens qui parloient bon François , pour me remercier de mes présens , & me demander pardon de m'avoir refusé du bois & de l'eau. Ils m'assurèrent que j'aurois ce qui me feroit plaisir , & qu'ils avoient ordre de me dire que si je jugeois à propos de revenir sur le rivage , ils resteroient en otage. Je les envoyai à bord du vaisseau de guerre , & je mis pied à terre avec le Capitaine Watson : on me reçût bien , & je fus reconduit comme auparavant. Le frère du Chef des Nègres arriva alors avec cinq cens Nègres , la plus grande partie armée de fusils : ils dirent à mon interprète qu'ils étoient assurés que nous étions venus pour faire de force un établissement , que sans cela ils m'auroient accordé ce qu'ils n'avoient jamais auparavant refusé à aucun Anglois , c'est-à-dire du bois & de l'eau ; mais que si je le jugeois à propos , je prendrois avec une garde ce dont j'avois besoin. Les voyant dans des dispositions aussi favorables , je leur témoignai de nouveau le desir que j'avois de les recevoir à bord de nos vaisseaux , en laissant à leur garde le Capitaine Watson pour otage. Je les conduisis à bord du vaisseau du Roi , où ils furent gracieusement accueillis par le Capitaine Orme , qui donna au Général Indien un de ses fusils , fort beau & au Chef des Nègres quelque chose de son goût.

Le Capitaine Orme l'assura de l'amitié du Roi d'Angleterre : le Chef des Nègres parloit très-bon François , il répondit par

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No LXXXIX.

*Entreprise
sans fruit des
Anglois sur
Saint-Vin-
cent. 1723.*

des complimens à la François. Je les menai ensuite à bord du vaisseau du Duc; le vin ayant dilaté leur cœur, car ils dédaignoient de boire du rum, je jugeai ce temps favorable pour leur déclarer quelle étoit ma commission, & ce qui m'amenoit sur leurs côtes. Ils me dirent que j'étois bien heureux de ne leur avoir pas tenu ce langage sur le rivage, parce qu'il n'auroit pas été en leur pouvoir de me défendre, que cela étoit impossible, que les Hollandois avoient fait ci-devant la même tentative, & qu'ils avoient été heureux de se sauver. Ils me dirent aussi que le jour avant notre arrivée, ils avoient eu la visite de deux vaisseaux François qui leur avoient donné des armes & des munitions, & qui les avoient assurés que toutes les forces de la Martinique étoient prêtes à les protéger contre nous: ils leurs dirent aussi qu'ils nous avoient chassé de Sainte-Lucie, & que nous étions actuellement venus dans le dessein de faire nos efforts pour prendre de force un établissement dans le pays, & malgré tous nos prétextes spécieux, lorsque nous serions les maîtres, nous les ferions esclaves. Ils déclarèrent qu'ils ne se fieroient point à aucun Européen, QU'ILS S'AVOUOIENT SOUS LA PROTECTION DE LA FRANCE; mais qu'ils s'opposeroient comme ils le faisoient à notre égard, à leur établissement parmi eux, ou à tous actes de force de leur part, ainsi qu'ils en avoient en dernier lieu donné un exemple, en en tuant plusieurs. Ils me dirent de plus, que c'étoit par de grands présens que les François avoient regagné leur faveur, mais qu'ils étoient résolus à ne

ne les mettre jamais eux ni aucun Euro- Pièces justi-
péen, en état de leur faire du mal ; ils ficatives sur
me conseillèrent de croire que tout ce qu'ils l'isle de Ste.
disoient, n'étoit qu'un pur effet de leur Lucie.
amitié. N'ayant pû tirer autre chose d'eux, Ire. partie,
je les renvoyai avec les présens que Milord
avoit ordonnés pour eux, avec'une déchar-
ge de canon, & en revanche ils me répon-
dirent par une salve de mousqueterie des
plus régulières que j'aie jamais entendue. La
nuit, le *Winchelsea* leva l'ancre ; aussi-tôt
que je m'en fus aperçu, & que j'eus reçu à
bord le Capitaine Watson, je mis à la voi-
le, & je suivis le vaisseau de guerre. Tel est
le rapport fidèle de tout ce que j'ai pû me
rappeler. Signé JEAN BRAITHWAITE.

No. XC. *EXTRAIT d'une lettre de
M. de Maurepas, Secrétaire d'état de
la Marine, au Chevalier de Feuquiè-
res, Gouverneur général des isles Fran-
çoises, sur le commerce en fraude, &
pour l'évacuation provisionnelle de Sain-
te-Lucie; du 3 juillet 1731. Tiré du
dépôt de la Marine.*

M O N S I E U R,

LA nécessité de terminer les contestations
qui sont depuis long-tems entre la Fran-
ce & l'Angleterre sur la propriété de Sainte-
Lucie, ont porté le Roi à presser l'examen
des prétentions réciproques, afin d'en dé-
terminer la possession définitivement; mais
ces différentes propositions ont été éludées
par les Anglois sous différens prétextes.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XC.
Ordre pour
une évacua-
tion provi-
sionnelle de
Sainte-Lu-
cie, à l'occa-
sion de la con-
trebande.

1731.

Ils se sont plaints que les François étoient en grand nombre établis dans cette isle, même à la Dominique & à Saint-Vincent; dans le temps que les Anglois faisoient un commerce ouvert à Sainte-Lucie au préjudice de celui du royaume. Sa Majesté, pour faire cesser tous ces prétextes, & parvenir dans la suite à une détermination certaine sur la propriété, proposa, il y a quelques mois, de faire sortir les François établis à Sainte-Lucie, pourvû que Sa Majesté Britannique donnât les mêmes ordres par rapport aux Anglois, que le tout fût exécuté de bonne foi, & que les uns ni les autres ne pourroient y mouiller que dans le cas de besoin d'eau & de bois, à peine de confiscation des vaisseaux & de leurs cargaisons. Sa Majesté Britannique a accepté la proposition, à condition que la même chose seroit observée pour la Dominique & Saint-Vincent; & enfin les ordres ont été échangés. Vous trouverez ci-joint ceux de Sa Majesté, dont le *duplicata* a été remis à l'Ambassadeur d'Angleterre, qui a remis en même temps ceux de Sa Majesté Britannique au sieur Worsley Général des isles Angloises, que je vous envoie pareillement. Il vous est ordonné par Sa Majesté, de faire savoir à ceux de ses sujets qui se trouveront établis dans ces isles, d'en sortir dans le terme de trente jours, à compter du jour de la publication de vos ordres dans chacune desdites isles; mais vous ne devez exécuter cet ordre, que lorsque conjointement avec vous, il sera aussi exécuté par le Général Anglois

Quant au commerce, il faudra, après
l'éva-

l'évacuation, faire arrêter les vaisseaux Anglois qui s'y trouveront, & même les François, à moins que la nécessité n'ait obligé les uns & les autres d'y relâcher pour faire de l'eau & du bois; en tout autre cas cela ne doit faire aucune difficulté, non plus que la confiscation: si les Anglois y surprennent des vaisseaux François qui y soient pour le commerce, & qu'ils les arrêtent, l'intention de Sa Majesté est que vous ne les réclamiez point; Elle veut en même temps que vous n'ayez aucun égard à la réclamation que les Généraux Anglois pourroient faire des vaisseaux de leur nation qui seront arrêtés dans ces trois isles.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie,

Vous les ferez visiter de temps en temps, & en cas qu'il s'y trouve des Anglois, soit pour façonner des bois ou autrement, il faudra les en faire sortir sur le champ.

Collationné sur le registre des colonies, cote 58, folio 300, vo. qui est au dépôt des archives de la Marine; & certifié véritable par nous Ecuier, Conseiller honoraire en la Cour des Comptes, Aides & Finances de Rouen, Commissaire ordinaire & premier Commis de la Marine, chargé du détail & de la garde des archives & papiers de la marine, des galères & des colonies. A Paris, le douze mars mil sept cent cinquante-un.

Signé LAFFILARD.

No. XCI. *EXTRAIT* d'une lettre du Marquis de Champigny, à M. de Maurepas, sur la suspension de l'évacuation

(S 2)

de

Pièces des
Commissai-
res François.

de Sainte-Lucie, par le départ du sieur
Worsley Gouverneur de la Barbade.
Tiré du dépôt de la Marine.

No. XCI.

Lettre sur la
suspension de
l'évacuation
de Sainte Lu-
cie. 1731.

Au Fort royal de la Martinique, le 23 octobre 1731

MONSEIGNEUR,

JE viens d'apprendre que M. de Worsley, mécontent de ce que les habitans de la Barbade, malgré les ordres qu'ils ont reçus de la cour d'Angleterre, n'ont pas voulu continuer la gratification qu'ils avoient accordée ci-devant à ce Général, s'est embarqué il y a environ cinq semaines dans un navire marchand avec son bagage, & a fait route pour Londres. J'avois déjà appris que ce Général devoit être relevé, parce qu'il demandoit à force de l'être, mais je croyois qu'il attendroit l'arrivée de son successeur . . . & jusqu'à ce que je reçoive de nouveaux ordres de votre part, ou que les Anglois se mettent en mouvement pour exécuter ceux qu'ils ont reçus, & que je sois bien assuré qu'ils seront dans le dessein de le faire de bonne foi, je me contenterai de défendre à tous les sujets du Roi qui sont dans les trois isles en question, d'y former aucun établissement, faire aucune plantation, profiter autant qu'ils pourront des fruits qu'ils auront sur la terre, & de se borner à faire seulement du bois & à continuer la pêche.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des archives de la Marine; & certifié véritable par nous E'cuyer, Conseiller honoraire en la Cour

Cour des Comptes, Aides & Finances de Rouen, Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie,
Commissaire ordinaire & premier Commis de la Marine, chargé du détail & de la garde des archives & papiers de la marine, des galères & des colonies. A Paris, le douze mars mil sept cent cinquante-un. Signé LAFFILARD.

N^o. XCII. *EXTRAIT d'une lettre du Marquis de Champigny, Gouverneur des isles Françaises, à M. de Maurepas, concernant l'évacuation de Sainte-Lucie. Tiré du dépôt de la Marine.*

Au fort royal de la Martinique, le, 30 juin 1733.

MONSEIGNEUR,

J'AI déjà eu l'honneur de vous informer de l'arrivée du nouveau Général de la Barbade, nommé Milord How On m'a assuré qu'il travailloit de son côté, comme nous faisons du nôtre, à détruire entièrement le commerce étranger dans ces isles; & ce qui me fait penser qu'il y va de bonne foi, c'est qu'il vient de refuser l'entrée de la Barbade à deux vaisseaux de sa nation venant des Indes, qui avoient relâché pour se radouber & y faire de l'eau. Il les a renvoyés à Sainte-Lucie escortés d'une patache de vingt-quatre canons & de cent cinquante hommes d'équipage..... Cette patache avoit reçu ordre du Général de la Barbade, après avoir fait partir ces deux Indiens, de retourner dans son isle pour y prendre sur son bord ceux qu'il a choisis pour venir me demander l'exécution des ordres que nous avons reçus l'un & l'autre pour l'évacuation

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XCIII.

Lettre du
Gouverneur
de la Barba-
de, au Gou-
verneur de
la Martini-
que sur Sain-
te-Lucie.

1733.

des isles de Sainte-Lucie, Saint-Vincent, & la Dominique. Je les attends de moment à autre; & comme je fais que nos habitans qui sont dans lefdites Isles, auront bien de la peine à se soumettre aux ordres du Roi, je viens d'y envoyer un homme de confiance pour leur expliquer mes sentimens & les disposer à marquer dans cette occasion, comme dans toutes celles où il s'agit du service du Roi, une soumission parfaite à ses volontés.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des archives de la Marine; & certifié véritable par nous E'cuyer, Conseiller honoraire en la Cour des Comptes, Aides & Finances de Rouen, Commissaire ordinaire & premier Commis de la Marine, chargé du détail & de la garde des archives & papiers de la Marine, des galères & des colonies. A Paris, le douze mars mil sept cent cinquante-un. Signé LAFFLARD.

No. XCIII. LETTRE du Lord How
Gouverneur général des isles Angloises,
au Marquis de Champigny Gouverneur
général des isles Françoises, pour des-
avouer des Anglois qui avoient voulu
faire des actes de possession dans l'isle
de Sainte-Lucie, lorsqu'on traitoit de
l'évacuation réciproque de cette isle.
Traduite de l'Anglois. Tiré du dé-
pôt de la Marine.

Au Pilgrim, le 22 juillet 1733.

MONSIEUR,

J'AI reçu la lettre que votre Excellence
m'a fait l'honneur de m'écrire, avec la
CO-

copie que M. de Poinfable a reçû de M. Ollivier, qui lui donne avis d'un bateau qui a mouillé au vieux Fort à Sainte-Lucie, dans lequel il y avoit des Officiers pour prendre possession de cette isle, au nom du Roi mon maître, & par mes ordres, & qu'ils devoient en faire autant dans les isles de Saint-Vincent & de la Dominique. Comme je n'ai envoyé aucun bâtiment d'ici avec de pareils ordres, je suis fort surpris de cette nouvelle, & je ne saurois m'imaginer que cela puisse être vrai. Mais si cela étoit arrivé, & que je pusse connoître les gens qui auroient osé prendre cette liberté, ils en seroient sévèrement punis aussi-tôt qu'ils tomberoient entre mes mains.

Je me flatte que votre Excellence ne pense pas que pendant que je concertois avec elle sur les mesures convenables pour l'évacuation mutuelle de ces isles par nos deux nations, je fusse capable de faire une pareille démarche. Véritablement, aussi-tôt mon arrivée à mon Gouvernement, & longtemps avant que j'aye eu l'honneur de députer à votre Excellence, j'ai fait publier ma commission dans les isles de mon Gouvernement, conformément à l'instruction qui a toujours été donnée par Sa Majesté le Roi mon maître à tous ses Gouverneurs de ses isles Caraïbes; ce qui n'est pas une chose nouvelle, & ne peut valablement avoir aucune relation à la contestation présente. Et j'ai préféré à dire ceci à votre Excellence, afin qu'il ne puisse pas être entendu que mon desaveu (sur l'avis que votre Excellence a reçû de M. Ollivier, & par l'accord que le Roi mon maître a fait avec Sa Majesté très-Chrétienne, que ces isles se-

Pièces des
Commissai-
res François.

roient évacuées par les deux nations) pour-
roit causer aucun doute de son droit incon-
testable sur toutes ces isles.

No. CIII.
Lettre du
Gouverneur
de la Barba-
de, au Gou-
verneur de la
Martinique
sur Sainte
Lucie. 1733.

Quand l'avis qu'a donné M. Ollivier se-
roit vrai, ce que je ne puis m'imaginer
comme je l'ai déjà dit, il faudroit que ce-
la eût été fait par des gens mal intention-
nés, afin d'é luder & retarder une prompte
exécution de nos ordres; mais comme j'ai
entièrement éclairci ce fait, en assurant vo-
tre Excellence, que si l'avis de M. Ollivier
se trouve vrai, *cela a été fait à mon insçu &
sans mon ordre*, je ne veux ni ne peux pen-
ser que votre Excellence (qui par sa lettre
fait voir la forte envie qu'elle a de se joindre
à moi pour obéir aux ordres que nous avons
reçus des Rois nos maîtres) différera de les
mettre incessamment à exécution. J'envoie
derechef le Colonel Maxwel, chargé de
mes pleins-pouvoirs, pour concerter avec
votre Excellence & prendre les mesures
convenables à cet effet.

C'est une grande satisfaction pour moi
d'avoir l'honneur de traiter avec une per-
sonne du caractère de votre Excellence, qui,
je suis persuadé, sera aussi éloignée de for-
mer la moindre objection à différer l'exécu-
tion de nos ordres, & qu'elle fera tout ce
qui dépendra d'elle pour l'avancer, & em-
pêcher le retardement.

J'ai l'honneur d'être,

*Collationné sur l'original qui est aux archives
de la Marine; & certifié véritable par nous
Écuyer, Conseiller honoraire en la Cour des
Comptes, Aides & Finances de Rouen, Com-
missaire ordinaire & premier Commis de la
Ma-*

Marine, chargé du détail & de la garde des archives & papiers de la Marine, des galères & des colonies. A Paris, le douze mars mil sept cent cinquante-un. Signé LAFFILARD.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

No. XCIV. ORDRE du Marquis de
Champigny Gouverneur général des
isles Françoises, au sieur de Kearny, du
7 août 1733, pour faire évacuer l'isle
de Sainte-Lucie. Tiré du dépôt de
la Marine.

EN conformité des ordres à nous adressés par Sa Majesté, datés à Versailles le 26 décembre 1730, concernant l'entière évacuation des isles de Sainte-Alouzie, Saint-Vincent & la Dominique (la première appartenante au Roi notre maître, & sur laquelle il a des droits incontestables: les deux autres appartenantes aux Caraïbes naturels du pays, suivant le traité du 31 mars 1660, & dans la possession desquelles l'intention de Sa Majesté est qu'ils soient maintenus) nous avons fait choix du sieur de Kearny Lieutenant de Roi de cette isle, y faisant fonction de Major, pour prendre le commandement du bateau *la Marie-Anne*, que nous venons d'armer en ce port, & se rendre avec toute la diligence possible dans lesdites isles de Sainte-Alouzie, Saint-Vincent & la Dominique où conjointement avec le Colonel Maxwel qui vient d'arriver en cette rade chargé des pouvoirs de Milord How Général de la Barbade, pour l'évacuation desdites isles de la part des Anglois, en vertu des mêmes ordres que ce

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XCIV.
Ordre pour
l'évacuation
provisionnelle
de Sainte-
Lucie. 1733.

Général a reçûs de Sa Majesté Britannique, ledit sieur de Kearny, au nom du Roi notre maître, notifiera à tous les François établis dans lesdites isles, qu'ils aient à en sortir dans l'espace de trente jours, à compter de celui de la publication des présentes dans chacune desdites isles. Et pour leur faire connoître l'intention de Sa Majesté, il leur fera lecture de la lettre du Roi, à nous adressée ledit jour 26 décembre 1730. Ledit sieur de Kearny observera que ledit Colonel Maxwel fasse pareillement exécuter les ordres de Sa Majesté Britannique, sans exception aucune à l'égard des Anglois qui se trouveront établis dans lesdites isles. Et pour l'exécution de tout ce que dessus, nous avons donné & donnons par ces présentes audit sieur de Kearny nos pleins-pouvoirs, promettant agréer & ratifier tout ce qu'il fera à cet effet. En foi de quoi nous avons signé ces présentes, à icelles fait apposer le sceau de nos armes & contre-signer par notre Secrétaire. En la citadelle du Fort Royal de la Martinique, le septième jout du mois d'août mil sept cent trente trois. *Signé à l'original, CHAMPIGNY. Et plus bas; Par Monseigneur. Signé BUVAT DE VIRGINY.*

Collationné sur la copie, de l'ordre de M. de Champigny, de lui collationné, joint à sa lettre originale du 12 août 1733, qui est au dépôt des archives de la Marine; & certifié véritable par nous E'cuyer, Conseiller honoraire en la Cour des Comptes, Aides & Finances de Rouen, Commissaire ordinaire & premier Commis de la Marine, chargé du

détail & de la garde des archives & papiers de la Marine, des galères & des colonies. Paris, le douze mars mil sept cent cinquante-un.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

Signé LAFFILARD.

No. XCV. *EXTRAIT d'une lettre du Marquis de Champigny Gouverneur général des isles Françaises, à M. de Maurepas, sur l'évacuation de Sainte-Lucie. Tiré du dépôt de la Marine.*

Au Fort Royal de la Martinique, le 12 août 1733.

MONSIEUR,

J'AI l'honneur de vous donner avis que M. de Kearny mouilla hier au soir dans cette rade, avec le bateau du député de la Barbade, arrivant de Sainte-Lucie.

La publication ordonnée pour l'évacuation de cette isle, a été faite dans le carénage de ladite isle, par M. de Kearny & par le député, le 9 de ce mois, & tout s'y est passé avec toute la satisfaction que l'on pouvoit desirer. Tous nos François ont donné dans cette occasion des preuves de leur zèle & de leur soumission, en bons & fidèles sujets du Roi, & ont reçu ses ordres avec des acclamations de joie qui ont fort étonné le peu d'Anglois qui étoient dans cette isle, & qui sont venus joindre leur député, qu'ils ont reçu bien différemment que les nôtres n'ont reçu M. de Kearny. La cérémonie faite, nos pauvres habitans, quoique déterminés à sortir de l'isle dans le temps prescrit, ont proposé à M. de Kearney, s'il ne leur seroit pas permis de lui faire de très-humbles représentations pour l'en-

Pièces des
Commissai-
res François.

l'engager à me demander trois mois pour pouvoir arracher leurs maniocs plantés sur leurs habitations; ce qui seroit une ressource considérable pour eux, jusqu'à ce qu'ils pussent chercher à se placer & s'arranger à la Martinique; ce que M. de Kearny a accordé.....

No. XCV.
Lettre du
Gouverneur
François
sur l'évacua-
tion de Sainte
Lucie. 1733.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des archives de la Marine; & certifié par nous E'cuyer, Conseiller honoraire en la Cour des Comptes, Aides & Finances de Rouen, Commissaire ordinaire & premier Commis de la Marine, chargé du détail & de la garde des archives & papiers de la Marine, des galères & des colonies. A Paris, le douze mars mil sept cent cinquante un. Signé LAFILARD.

No. XCVI. *EXTRAIT* d'une lettre de M. de Maurepas Secrétaire d'état de la Marine, au sieur d'Orgeville Intendant de la Martinique, sur la protection que les navires Anglois donnoient au commerce en fraude qui se faisoit à Sainte-Lucie. Tiré du dépôt de la Marine.

A Fontainebleau, le 18 octobre 1734.

M O N S I E U R,

J E suis informé que vers la fin du mois de juin, ou au commencement de juillet, la patache de la Barbade a été mouillée pendant plusieurs jours au gros islet de Sainte-Lucie, avec deux ou trois bateaux de
sa

sa nation; que la patache du domaine de la Martinique s'y est présentée, mais de loin, en sorte que les bateaux, tant Anglois que François, ont eu tout le temps d'y faire toutes les opérations du commerce que bon leur a semblé.

Pièces justificatives sur l'isle de Ste. Lucie. Ire. partie.

Ces circonstances qui vous auront sans doute été connues, doivent vous faire sentir de plus en plus combien il est important d'avoir, outre les deux pataches, un bateau qui puisse en imposer. Il y a lieu d'espérer qu'au moyen du recouvrement des restes des droits du domaine de l'année dernière, vous serez en état de faire l'achat de ce bateau, & c'est à quoi le Roi veut que vous ayez soin de pourvoir le plus tôt qu'il sera possible.

Cependant la présence des pataches Angloises ne doit point empêcher que celles du domaine n'aillent à Sainte-Lucie pour y arrêter les bateaux François qui s'y trouveront en contravention, & il ne peut y avoir aucun inconvénient, lorsqu'ils n'attaqueront point les bateaux Anglois.

Collationné sur le registre des colonies, coté 63, folio 354, v. o., qui est au dépôt des archives de la Marine; & certifié véritable par nous Ecuier, Conseiller honoraire en la Cour des Comptes, Aides & Finances de Rouen, Commissaire ordinaire & premier Commis de la Marine, chargé du détail & de la garde des archives & papiers de la Marine, des galères & des colonies. A Paris, le douze mars mil sept cent cinquante-un. Signé LAFFILARD.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XCVII.
Ordre pour
l'évacuation
provisoire
de Sainte-
Lucie. 1733.

No. XCVII. *EXTRAIT* d'une lettre de M. de Maurepas Secrétaire d'Etat de la Marine, au Marquis de Champigny Gouverneur général des isles Françaises, du 20 mars 1736, approuvant l'exécution des ordres donnés pour l'évacuation de Sainte-Lucie, sur les nouvelles représentations du Président de la Barbade. Tiré du dépôt de la Marine.

M O N S I E U R,

J'AI reçu les lettres que vous m'avez écrites les 23 & 29 décembre & le 15 janvier derniers, avec les papiers qui y étoient joints.

Le Roi a approuvé que sur la lettre que vous avez reçue du Président de la Barbade, vous ayez profité de la fûte *la Baleine* pour envoyer M. d'Esclieux à Sainte-Lucie y faire faire la publication des ordres de Sa Majesté pour l'évacuation de cette isle; & Sa Majesté a pareillement approuvé la conduite que cet Officier a tenue dans cette occasion. Elle est persuadée, au surplus, que vous continuerez de veiller à celle des Anglois par rapport à cette isle, & Elle souhaite que vous rendiez compte de tout ce qui pourra se passer là-dessus.

Collationné sur le registre des colonies, coté 67, folio 312. vº, qui est au dépôt des archives de la Marine; & certifié véritable par nous E'cuyer, Conseiller honoraire en la Cour des

des Comptes, Aides & Finances de Rouen, Commissaire ordinaire & premier Commis de la Marine, chargé du détail & de la garde des archives & papiers de la Marine, des galères & des colonies. A Paris, le douze mars mil sept cent cinquante-un. Signé LAFILARD.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

N^o. XCVIII. *EXTRAIT* d'une lettre du sieur de la Croix Intendant de la Martinique, à M. le Comte de Maurepas Secrétaire d'Etat de la Marine, concernant l'entreprise faite à Sainte-Lucie par le sieur Hawke Capitaine Anglois, chargé de faire exécuter l'évacuation provisionnelle convenue entre les deux Cours. Tiré du dépôt de la Marine.

A la Martinique, le 20 février 1740.

M O N S I E U R,

M. le Marquis de Champigny a sans doute eu l'honneur de vous rendre compte de la lettre que M. Bing nouveau Général de la Barbade lui a écrite, pour lui donner avis de son arrivée, & qui lui a été remise par M. E'douard Hawke, commandant la patache Angloise *le Portland*.

Le Général Anglois l'informe en même temps des ordres qu'il a reçûs du Roi d'Angleterre, pour l'entière évacuation des isles de Sainte-Lucie, Saint-Vincent & la Dominique; ordres qu'il dit conformes à ceux que M. de Champigny a dû recevoir du Roi pour

Pièces des Commissaires François. pour la même évacuation, & dont il sollicite l'exécution.

No. XCVIII.

Les entreprises des Anglois au pré-judice de l'évacuation provisionnelle de Sainte-Lucie. 1740.

Mais M. de Champigny a appris depuis, que le Capitaine Anglois lui avoit caché la manœuvre qu'il avoit faite aux isles de Saint-Vincent & de Sainte-Lucie avant de venir ici; qu'il y étoit descendu à terre; qu'il y avoit planté pavillon Anglois, & fait faire, au son des tambours, une proclamation... Les Caraïbes de Saint-Vincent en avoient été si alarmés, que ne doutant point que cette proclamation ne tendît à prendre possession de leur isle, ils avoient pris les armes, & étoient venus pour faire main-basse sur les Anglois, lorsqu'ils se trouvèrent rembarqués.

Le sieur de Vieillecourt qui se trouvoit précisément dans le quartier de Sainte-Lucie où les Anglois firent leur proclamation, alla chez lui prendre un pavillon blanc qu'il arbora auprès de celui des Anglois, leur disant qu'il étoit plus en droit de le faire qu'eux.

Sur les avis que M. le Marquis de Champigny en a reçus il m'a fait l'honneur de m'écrire qu'il lui paroïssoit que nous devions nous mettre de pair avec les Anglois, faire une proclamation pareille à la leur, & le faire au bruit du canon qu'il y feroit porter, & il me prioit de lui marquer mon avis à ce sujet.

Je lui ai écrit en réponse, que je pensois . . . qu'il convenoit de prévenir le général Anglois; qu'ayant appris une manœuvre aussi déplacée de la part du Capitaine Anglois, sur-tout lorsqu'il s'agit d'opérations qui doivent se faire d'un commun accord, il avoit pris le parti d'en rendre compte au Roi, & qu'il

qu'il ne vouloit plus rien faire sans avoir préalablement reçu les ordres de Sa Majesté.

pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des archives de la Marine; & certifié véritable par nous Ecuier, Conseiller honoraire en la Cour des Comptes, Aides & Finances de Rouen, Commissaire ordinaire & premier Commis de la Marine, chargé du détail & de la garde des archives & papiers de la Marine, des galères & des colonies. A Paris, le douze mars mil sept cent cinquante-un.

Signé LAFFILARD.

No. XCIX. *EXTRAIT* d'une lettre du Marquis de Champigny Gouverneur général des isles Françoises, à M. le Comte de Maurepas Secrétaire d'Etat de la Marine, au sujet de l'entreprise du Capitaine Hawke sur l'isle de Sainte-Lucie.
Tiré du dépôt de la Marine.

Au Fort Royal de la Martinique, le 14 mars 1740.

MONSEIGNEUR,

PAR ma dépêche du 2 février dernier, j'ai eu l'honneur de vous informer d'une députation qui m'a été faite de la part de M. Bing nouveau Général de la Barbade, pour l'évacuation des isles de Saint-Vincent, Sainte-Lucie & la Dominique . . . Ayant été informé que le Capitaine de cette même patache, avant de venir ici, avoit été dans les isles de Saint-Vincent & de Sainte-Lucie, qu'il y avoit planté pavillon Anglois & fait faire, au bruit du tambour, la publication
Tom. I. 2de partie. (T) d'un

Pièces des
Commissai-
res François.

No. C.
Lettre sur
l'entreprise
du Capit.
Hawke.

d'un écrit Je viens de profiter d'un petit bateau que ce Général m'a envoyé . . . , pour lui porter mes plaintes contre les entreprises de son Capitaine , & le prier de trouver bon de remettre cette proclamation jusqu'à ce que j'aye reçu de nouveaux ordres.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des archives de la Marine ; & certifié véritable par nous E'cuyer , Conseiller honoraire en la Cour des Comptes , Aides & Finances de Rouen, Commissaire ordinaire & premier Commis de la Marine , chargé du détail & de la garde des archives & papiers de la Marine , des galères & des colonies. A Paris , le douze mars mil sept cent cinquante-un.

Signé *L'AFFILARD.*

No. C. EXTRAIT d'une lettre du sieur de la Croix Intendant de la Martinique à M. le Comte de Maurepas Secrétaire d'Etat de la Marine, sur l'entreprise du Capitaine Hawke à Sainte-Lucie, & sur la réponse du sieur Bing Gouverneur Général des isles Angloises, aux plaintes qui lui en avoient été portées. Tiré du dépôt de la Marine.

A la Martinique , le 19 avril 1740.

MONSIEUR,

J'AI eu l'honneur de vous rendre compte, par la lettre du 20 février dernier, de mon avis au sujet d'une proclamation faite au son du tambour, aux isles de Saint-Vincent & de

& de Sainte-Lucie , par M. Hawke Capitaine d'une patache Angloise. M. le Marquis de Champigny qui s'est plaint de cette entreprise à M. Bing, a reçu une réponse de ce Général, qui prétend justifier la manœuvre du Capitaine de patache, sur ce que le Roi d'Angleterre le déclare, par ses provisions, Général de toutes les isles Caraïbes du vent de l'Amérique; & y dénomme expressément celles de Saint-Vincent & de Sainte-Lucie...

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

Je lui ai marqué que je pensois qu'il devoit écrire au Général Anglois qu'il en avoit rendu compte au Roi, & qu'il se trouvoit par-là hors d'état d'ordonner l'évacuation de ces isles, avant d'avoir reçu les ordres de Sa Majesté sur une manœuvre aussi déplacée que celle de ce Capitaine Anglois, dans un temps où le Général Anglois lui avoit marqué ne vouloir rien faire que de concert avec lui; qu'en effet il n'avoit aucune connoissance des prétendus droits du Roi d'Angleterre sur ces isles, mais que la discussion à en faire ne le regardant point, il s'en tenoit à concerter avec le Général Anglois, l'exécution de ce qui avoit été convenu entre les deux Rois. . . .

Collationné sur l'original qui est au dépôt des archives de la Marine; & certifié véritable par nous Ecuier, Conseiller honoraire en la Cour des Comptes, Aides & Finances de Rouen, Commissaire ordinaire & premier Commis de la Marine, chargé du détail & de la garde des archives & papiers de la Marine, des galères & des colonies. A Paris, le douze mars mil sept cent cinquante-un.

Signé L AFFILARD.

(T 2)

No. CI.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. CI.
Lettre sur
les preten-
tions du Sr
Bing.

No. CI. *EXTRAIT* d'une lettre du Mar-
quis de Champigny Gouverneur général
des isles Françaises, à M. le Comte de Mau-
repas Secrétaire d'E'tat de la Marine,
sur les prétentions du sieur Bing Gouver-
neur général des isles Angloises. Ti-
ré du dépôt de la Marine.

Au Fort Royal de la Martinique, le 30 septembre 1740.

MONSEIGNEUR,

JE viens encore de recevoir une lettre du
Général de la Barbade, qu'il m'a adres-
sée par un de nos habitans de Sainte-Lucie...

Vous en trouverez ci-joint la traduction,
avec la copie des pièces sur lesquelles il
fonde les prétendus droits de propriété du
Roi son maître sur les trois isles Caraïbes
de Sainte-Lucie, Saint-Vincent & la Domi-
nique.

Si le Commissaire, chargé de la part du
Roi d'Angleterre pour traiter ces matières,
né produit pas de meilleurs moyens, ils ne
seront pas difficiles à combattre

*La lettre du sieur Bing & les pièces qui y
sont citées, sont ci-après, NO. CII CIII.*

*Collationné sur l'original qui est au dépôt des
archives de la Marine; & certifié véritable
par nous E'cuyer, Conseiller honoraire en la Cour
des comptes, Aides & Finances de Rouen,
Commissaire ordinaire & premier Commis de la
Marine, chargé du détail & de la garde des
archives & papiers de la Marine, des galères
& des*

Et des colonies. A Paris, le douze mars mil sept cent cinquante un.

Signé LAFFILARD.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ire. partie.

No. CII. *TRADUCTION de la lettre écrite en Anglois par le sieur Bing, Gouverneur général de la Barbade, au Marquis de Champigny Gouverneur général des isles Françoises, concernant les droits des Anglois sur l'isle de Sainte-Lucie.*
Tiré du dépôt de la Marine.

Au Pilgrim dans la Barbade, le 12 août 1740. V. S.

MONSIEUR,

APRE'S les sentimens que votre Excellence a bien voulu me faire connoître au sujet des ordres que vous attendez de votre Cour, il ne me conviendrait pas de vous presser d'exécuter ceux que vous avez reçûs ci-devant sur le même sujet; mais les expressions dont il vous a plu vous servir dans votre dernière lettre, touchant Sainte-Lucie, en disant qu'elle appartient incontestablement à Sa Majesté très-Chrétienne, & que Saint-Vincent & la Dominique appartiennent aux Caraïbes par des traités solennels entre nos deux nations, me paroissent si particulières, que je suis sûr que vous me pardonneriez, si sans manquer au respect que je vous dois, je fais connoître à votre Excellence que je suis autorisé par le Roi mon maître à vous demander des éclaircissemens sur les différens termes dont vous vous servez dans vos lettres; & c'est par cette même autorité que je puis vous assurer, Monsieur, que les habitans

Pièces des
Commissai-
res François.

No. CII.
Lettre du
Gouverneur
de la Barba-
de, contenant
les préten-
tions Angloi-
ses. 1740.

naturels de Saint-Vincent ne reconnoissent que Sa Majesté Britannique, puisqu'ils ont fait leurs soumissions à notre Gouvernement, & ainsi aucuns Princes & E'tats étrangers ne doivent avoir sur eux aucune prétention. Je dois ajoûter à cette occasion, que je suis obligé en mon particulier de les recevoir en tout temps sous notre protection, en les faisant jouir en toute sûreté de leur liberté sous notre souverain Monarque & notre heureux gouvernement.

C'est donc, Monsieur, par les idées que votre Excellence paroît avoir dans cette affaire, que je suis contraint par nécessité de soutenir les droits de Sa Majesté sur lesdites îles, malgré toute autre Puissance telle qu'elle puisse être, fondé sur la justice de son titre & soutenu par l'accommodement fait entre nos maîtres, & j'espère que votre Excellence obligera les François de fortir de ces lieux jusqu'à ce que le droit de Leurs Majestés sur lesdites îles soit entierement constaté: de plus, je pense que cette affaire a déjà été mise sur le tapis par les deux Cours, & je conclus qu'il y aura un accommodement fait à ce sujet.

C'est pourquoi je suis mortifié que vous ne foyez pas dans les sentimens de vos prédécesseurs, & que vous ne vouliez pas croire qu'ils ont accordé les droits de mon maître sur ces îles.

Pour continuer, permettez-moi de vous faire remarquer qu'à la fin du règne du Roi Guillaume, quelques François voulant s'établir à Sainte Lucie contre les droits de Sa Majesté, M. Gray, pour lors son Gouverneur ici, & ensuite fait Lord & porteur de

de ses ordres , fut obligé d'en porter ses Pièces justificatives sur
 plaintes au Marquis d'Amblimont, ainsi que l'Isle de Ste.
 vous le verrez par la lettre ci-jointe. Lucie.
 lre. partie.

Les ordres, Monsieur, de Sa Majesté, étoient fondés sur ce qu'Elle étoit informée que quelques étrangers, sans permission & sans être autorisés, avoient débarqué dans son isle de Sainte-Lucie & prétendoient y rester : mais Sa Majesté sachant son droit de souveraineté sur cette isle, qu'Elle a déclaré n'être pas seulement par titre de découverte du pays, mais par possession, comme l'ayant achetée des naturels dudit lieu, dont l'acte avoit été envoyé à Milord Willoughby de Parham Gouverneur en chef des isles Caraïbes. Cependant la mesintelligence & la guerre intervinrent après, & ne permirent pas de voir la décision de cette affaire. Depuis, sous le règne de la Reine Anne, M. de Phelypeaux dans sa lettre du mois de decembre 1712, marque à M. Lowther, que rien n'est plus conforme à ses ordres & à ses desirs que de conserver une parfaite union entre ceux de son Gouvernement & les Anglois de la Barbade & autres des isles Caraïbes.

Sous le règne du Roi Georges, M. de Martel écrit au Gouverneur de la Barbade, en juillet 1717, qu'il reçoit avec beaucoup de plaisir les assurances que ce Gouverneur lui donne, que ceux des rebelles qui auroient envie de se retirer dans ce Gouvernement n'y seroient point reçus ni admis.

Ainsi, Monsieur, sous plusieurs règnes, différens Gouverneurs François ont reconnu l'étendue de mon Gouvernement pour être plus que celle qui est réellement la principale

Pièces des
Commissai-
res François.

pale isle, & que les isles Caraïbes appartiennent à notre nation.

No. CII.
Lettre du
Gouverneur
de la Barba-
de, contenant
les prétentions
Angloises.
1740.

A toutes ces autorités qui paroissent incontestables, permettez-moi, Monsieur, d'en ajoûter une autre, qui est un acte public du Gouverneur & des naturels de Saint-Vincent, &c. par lequel ils reconnoissoient Sa Majesté le Roi Georges pour leur suprême Souverain, ce Gouverneur promettant de sa part & de celle desdits naturels, toute obéissance, hommage & alliance, comme véritables vassaux. J'ai l'honneur de vous envoyer cet acte pour que vous n'en ignoriez pas.

Cette soumission solennelle des Indiens habitans de ces isles, peut établir le droit que j'ai ordre de soutenir, & confirmer à votre Excellence la façon de penser de vos prédécesseurs.

Votre Excellence m'excusera si je ne fais pas encore des augmentations à ces autorités, ce seroit ne point rendre justice à votre discernement que de vouloir ajoûter à ces matières, ainsi c'est à vous seul que je m'en rapporte.

Le Capitaine Hawke n'étant pas ici à présent, je n'aurai pas d'occasion si-tôt de vous assurer que je suis véritablement avec respect, &c.

Les pièces énoncées dans cette lettre, sont ci-après, No. CIII.

Collationné sur l'original qui est au dépôt des archives de la Marine; & certifié véritable par nous E'cuyer, Conseiller honoraire en la Cour des Comptes, Aides & Finances de Rouen, Commissaire ordinaire & premier Commis de la
Ma.

Marine, chargé du détail & de la garde des archives & papiers de la Marine, des galères & des colonies. A Paris, le douze mars mil sept cent cinquante-un. Signé **L'AFFILARD**. Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ite. partie.

N^o. CIII. LETTRES des sieurs *Phelypeaux & Martel*, au sieur *Robert Lowther* Gouverneur de la Barbade, des 26 décembre 1712 & 13 juillet 1717; avec l'acte de reconnoissance, à la Barbade, de la souveraineté d'Angleterre sur les isles de *Saint-Vincent, Sainte-Lucie & la Dominique*, par deux Sauvages *Caraïbes*, en date du 4 janvier 1740. Tiré du dépôt de la Marine.

LETTRE du sieur *Phelypeaux*, au sieur *Robert Lowther* *E'cuyer*.

Au Fort royal de la Martinique, le 26 décembre 1712.

M O N S I E U R,

LA lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 12 de ce mois, m'a été remise par MM, le Brigadier *Maxiodel*, le Colonel *Ilont* & le Major *Cogan*: j'ai entendu ensuite les propositions que vous leur avez ordonné de me faire de votre part.

Rien n'est plus conforme aux ordres que j'ai, ainsi qu'à mes desirs, que d'entretenir une parfaite union entre ceux de mes Gouvernemens & les Anglois de la Barbade, ou autres de vos isles *Caraïbes*, &.....

MONSIEUR,

Votre, &c.

Pièces des
Commissai-
res François.

*EXTRAIT d'une Lettre du sieur de
Martel au sieur Robert Lowther E'cuier.*

No. CIII.
Titres des
Anglois sur
Saint-Vin-
cent & Sain-
te-Lucie,
1740.

Au Fort royal de la Martinique, le 13 juillet 1717.

AUSSI, Monsieur, c'est avec un extrême plaisir que je reçois de vous les assurances que ceux des rebelles qui pourroient avoir dessein de se retirer dans l'étendue de votre Gouvernement, n'y feront point reçûs, puisque vous n'accorderez aucune assistance à des gens qui ne doivent présentement avoir recours qu'à la clémence du Roi & à l'intercession de Monseigneur le Duc d'Orléans Régent.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,
Votre, &c.

*ACTE de reconnoissance de la souverai-
neté de l'Angleterre, sur les isles de
Saint-Vincent, Sainte-Lucie & la Do-
minique, par deux Caraïbes*.*

A la Barbade, le 4 janvier 1740.

NOUS souffignés, Guillaume Roy & Joseph Roy, Gouverneur général & Amiral de tous les Caraïbes habitant les isles de Saint-Vincent, Sainte-Lucie & la Dominique, avons par cette écriture reconnu pour notre
maî-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* On ne peut mieux finir que par cette pièce, très-digne d'être jointe à la vente de Warner & à d'autres titres produits par l'Angleterre dans la contestation présente. Il est vrai qu'elle étoit de fraîche date, étant faite six mois devant la lettre du Gouverneur qui l'envoit.

maître & grand Roi, le très-puissant & très-haut Roi Georges, Roi de la Grande-Bretagne; & lui promettons, pour nous & nos successeurs, dans toutes les occasions, obéissance, service, fidélité & droit, suivant le devoir de véritables vassaux & sujets; & informons Guillaume Sharp grand Gouverneur de la Barbade & desdites isles, que quelques Nègres esclaves déserteurs se sont révoltés, & ont machiné & projeté de nous détruire. Ce considéré, lesdits Guillaume & Joseph Roy supplient humblement le grand Gouverneur de la Barbade, & notre grand maître Georges, de leur donner des navires de guerre & toutes les choses nécessaires pour aider lesdits Caraïbes, réprimer & châtier lesdits Nègres esclaves, les prendre, punir & transporter, afin que lesdites isles dudit grand Roi soient en paix & tranquillité, protégés comme véritables sujets dudit & puissant grand Roi Georges. En témoignage & bonne foi, avons signé & livré à vous, Guillaume Sharp notre frère, cet acte de reconnoissance, en présence des témoins soussignés. *Signé & certifié*, le 4 janvier 1740, X, †, S. COX, A. SHOW, W. LAVAGE, L. COGANT, PH. VANBRUGH, J. SAINT-LO, J. LAND, J. SALMON.

Pièces justificatives sur l'île de Ste. Lucie.
Ire. partie.

Collationné sur la copie qui est au dépôt des archives de la Marine; & certifié véritable par nous L'cuyer, Conseiller honoraire en la Cour des comptes, Aides & Finances de Rouen, Commissaire ordinaire & premier Commis de la Marine, chargé du détail & de la garde des archives & papiers de la Marine, des galères & des colonies. A Paris, le douze mars mil sept cent cinquante-un. Signé LAFFILARD.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.



MÉMOIRES

SUR L'ISLE

DE SAINTE LUCIE.

PIECES JUSTIFICATIVES

SECONDE PARTIE.

*Pièces produites par les Commissaires de
sa Maj. Britannique, au soutien de
leur Mémoire du 15 novembre 1751.*

AVERTISSEMENT.

MESSIEURS les Commissaires An-
glois ayant remis aux Commissai-
res du Roi leur Mémoire du 15 no-
vembre 1751, concernant l'isle de Sainte-
Lucie, sans aucunes pièces justificati-
ves, les Commissaires du Roi leur de-
mandèrent de justifier de plusieurs faits
avancés dans ce Mémoire. On croit de-
voir faire précéder la production de leurs
pièces, de la note qui leur fut remise, &
des apostilles dont elle fut répondue. Le
Lee-

Lecteur remarquera que les numéros des pièces Angloises, au nombre de quatorze, depuis No. VIII jusqu'à XXXIII, ne se suivent pas. Il y a lieu de penser que la première étoit précédée de sept autres pièces que MM. les Commissaires Anglois n'ont pas sans doute jugé à propos de produire, ainsi que plusieurs autres dont les numéros manquent dans l'ordre des pièces suivantes. On joindra à leurs productions les passages qu'ils ont cités, en observant de les rapporter en entier, lorsqu'ils peuvent contribuer à l'éclaircissement de la vérité, encore qu'ils n'aient été cités que par extrait, par MM. les Commissaires Anglois.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. IIde. partie.

NOTE des faits dont les Commissaires du Roi demandent les preuves ou les titres à MM. les Commissaires Anglois, pour le soutien de leur Mémoire du 15 novembre 1751.

DEMANDES des Commissaires François.

Au paragraphe VI du Mémoire des Commissaires Anglois.

QUE le droit de propriété & de souveraineté sur les isles de Saint-Vincent & la Dominique appartient à l'Angleterre.

Nota. Les Commissaires du Roi ont demandé le Mémoire annoncé par l'apostille,

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

RÉPONSES des Commissaires Anglois.

Ceci sera prouvé par un Mémoire qu'on
délivrera dans la suite.

Notes des
faits.

Au paragraphe VII.

DE'M. QUE la première découverte de
toutes les îles Caraïbes a été faite par les
Anglois.

RE'P. Purchas Pilgrim, vol. IV, p. 1146,
commençant par les paroles: *The Anthony*
of 120, Tons; & finissant par les paroles:
Refreshning themselves three days.

DE'M. Que le Comte de Cumberland a
découvert Sainte-Lucie en 159..... Que
les prétendues peuplades du Chevalier O-
liph Leagh en 1605 & 1606, ont été sui-
vies d'établissmens permanens à Sainte-
Lucie, jusqu'en 1635, 1638 & 1640.....
Lacune de trente ans à remplir.

RE'P. Purchas Pilgrim, vol. IV, p. 1255,
commençant par les paroles, *Sir Olyph*
Leagh; & finissant par les paroles: Went not
much abroad.

DE'M. Demander à MM. les Commissai-
res Anglois, si, lorsqu'ils ont dit que plu-
sieurs Anglois se transportèrent en 1606 à
Sainte-Lucie pour s'y établir, ils ont enten-
du qu'il y ait eu un établissement solide &
durable fait à Sainte-Lucie, & combien il a
subsisté, ou si ce n'a été qu'une tentative
infructueuse & passagère.

RE'P. Nous entendons cet établissement
fondé sur la première découverte & posses-
sion, en conséquence d'être solide & du-
rable.

Au paragraphe VIII.

DE'M. QUE Thomas Warner a envoyé un Gouverneur à Sainte-Lucie en 1626.

Pièces justificatives sur l'île de Ste. Lucie.

RE'P. Anciennes minutes des Barbades, *Ilde., partie. vol. II, p. 293. Voyez l'extrait no. VIII.*

Au paragraphe IX.

DE'M. LETTRES accordées en 1627 au Comte de Carlisle, par Charles I^{er}. en leur entier.

Nota. Cette demande est restée sans réponse de la part de MM. les Commissaires Anglois.

Au paragraphe X.

DE'M. LA preuve que le Comte de Carlisle a envoyé des colonies à Sainte-Lucie en 1635, 1638 & 1640.

RE'P. Minutes des Barbades, *vol. III, p. 45. Voyez l'extrait no. XI.*

Au paragraphe XI.

DE'M LA commission en entier du Comte de Carlisle à Thomas Warner, où il est, dit-on, prouvé que Warner avoit pris possession de toutes les îles Caraïbes avant 1625.

RE'P. Voyez l'extrait no. X.

Au paragraphe XVI.

DE'M. DÉPOSITIONS de témoins, faites à Londres ou ailleurs en 1688, qui prouvent, dit-on, le droit des Anglois sur Sainte-Lucie. Il faut demander l'acte entier.

RE'P. Minutes des Barbades, *vol. III, p. 45.*

Voyez l'extrait no. XI.

Au paragraphe XVI.

DE'M. EXTRAIT des registres du bureau des plantations, sur le même sujet.

RE'P.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

RE'P. Minutes des Barbades. vol. III, p
45.

Voyez l'extrait no. XI.

Au paragraphe XXXI.

Notes des
faiss.

DE'M. LA preuve que ce fut en 1640
que M. du Parquet prit possession de Sain-
te-Lucie.

RE'P. P. du Tertre, vol. I. p. 435.

P. Labbat, vol. II, p. 450.

Au paragraphe XXXV.

DE'M. LA preuve d'une réclamation faite
à la France, de 1640 à 1650.

RE'P. P. du Tertre, vol. I, p. 438, com-
mençant par les paroles: *Quelques mois après.*

P. Labbat, vol. II, p. 151 & 153, com-
mençant par les paroles: *Le sieur de Contis.*

Au paragraphe XXXVI.

LA preuve que le Comte de Carlisle ait
envoyé à Sainte-Lucie en 1644 1645, &
la preuve que ceux qu'il y a envoyés ont
abordé dans cette isle & ont essayé de s'y
établir. (On cite dans le Mémoire Anglois
le P. du Terre.)

RE'P. P. du Tertre, vol. I, p. 438.

Au paragraphe XXXVII.

DE'M. DEMANDER d'autres preuves de
la descente des Anglois à Sainte-Lucie en
1657, que le récit du P. Labbat, & des
preuves que cette descente ait été faite par
autorité publique.

Nota. Cette demande est restée sans réponse de
la part de MM. les Commissaires Anglois.

Au paragraphe XXXVIII.

DE'M. LA commission en entier du Lord Willoughby & celle de son prédécesseur:

RE'P. Voyez l'extrait no. XV.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Ide partie.

Au même paragraphe:

DE'M. INSTRUCTIONS données en 1644 ou avant, aux Gouverneurs de la Barbade, où il leur soit enjoint de chasser les François de Sainte-Lucie nommément.

RE'P. Voyez l'extrait no. XVI.

Au paragraphe XXXIX.

DE'M. L'ACTE de vente de Sainte-Lucie aux Anglois, par les Sauvages.

RE'P. Voyez l'extrait no. XVII.

Au paragraphe XLI.

DE'M. RELATION de l'entreprise du Colonel Caren, du bureau des plantations.

RE'P. Voyez l'extrait des dépositions no. XI.

Au paragraphe XLIV.

DE'M. PREUVES des instructions données au Lord William Willoughby, pour déposséder les François en 1666, & la date précise.

Nota. Cette demande est restée sans réponse de la part de MM. les Commissaires Anglois.

Au paragraphe LIX.

DE'M. LA preuve de la revendication de Sainte-Lucie en 1642 ou 1643.

Autres preuves quelconques de revendications pacifiques & légitimes.

RE'P. P. du Têtre, vol. I, p. 438.

Au paragraphe CVI.

DE'M. DECLARATIONS expresses & affirmées
Tome I. 2de partie. (V) fin.

Pièces des
Commissaires
Anglois.

firmatives du Lord Willoughby, au sujet de l'invasion de 1664.

Notes
faits.

Nota. Cette demande est restée sans réponse de la part de MM. les Commissaires Anglois.

Au paragraphe CVII.

DE'M. ORDRES exprès, envoyés au Lord Willoughby, pour l'entreprise sur Sainte-Lucie.

Nota. Cette demande est restée sans réponse de la part de MM. les Commissaires Anglois.

Au paragraphe CXXXVIII.

DE'M. DÉPOSITIONS relatives à l'entreprise du Colonel Temple en 1686, & la lettre du Colonel Steede.

RE'P. Anciennes minutes des Barbades, vol. II, p. 289.

Extrait d'une lettre du Colonel Steede, no. XX.

Au paragraphe CXXXIX.

DE'M. ORDRE itératif du Roi Jacques au Colonel Temple, en 1686, postérieur au Mémoire de M. de Seignelay.

RE'P. Anciennes minutes des Barbades, vol. II, p. 423.

Extrait d'une lettre du Colonel Steede no. XXI.

Au paragraphe CXLII.

DE'M. RÉPONSE concluante que firent en 1688 les Commissaires du commerce & des plantations d'Angleterre, au Mémoire de M. de Seignelay.

RE'P. Voyez la copie no. XXVIII.

DE'M. Demander la preuve qu'en 1686 & 1687 il y avoit des établissemens & habitans Anglois à Sainte-Lucie.

RE'P.

REP. Voyez l'extrait de la lettre du Colonel Steede, no. XXI.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. l'Id. partie.

Au paragraphe CXLVIII & CXLIX.

DEM. AVEU de MM. de Barillon & de Bonrepaus, au sujet des droits de l'Angleterre sur Sainte-Lucie.

REP. Voyez les négociations entre les Commissaires Anglois & François en 1687, no. XXIV, XXV, XXVI, XXVII & XXIX.

Au paragraphe CLI.

DEM. PREUVES de l'expédition du Capitaine Valker dans les isles Caraïbes, & à Sainte Lucie quelques années avant 1688.

REP. Minutes des Barbades, vol. III, p. 45.

Voyez les dépositions no. XI.

DEM. Preuves que les François se sont adressés aux Gouverneurs Anglois pour avoir des passeports pour les isles contentieuses.

REP. Voyez les dépositions; no. XI.

Au paragraphe CLII.

DEM. ORDRE du Roi d'Angleterre au Colonel Grey Gouverneur de la Barbade, pour faire sortir les François de Sainte-Lucie.

REP. Extrait du bureau de commerce, liv. D. p. 335.

Voyez no. XXXIII.

Au paragraphe CLVIII.

DEM. ON demande qu'on produise les Historiens François qui ont avancé que le droit des Anglois sur Sainte-Lucie a été commencé & établi par une découverte & des plantations, maintes années avant que

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

les sujets de Sa Majesté très-Chrétienne eussent aucune connoissance des isles Caraïbes.

NOTE des
faits.

RE'P. Voyez les dates des premiers établissemens des Anglois & François dans les isles Caraïbes, citées par les PP. du Terre & Labbat.

Au paragraphe CLIX.

DE'M. LA preuve que quelques-unes des entreprises sur Sainte-Lucie ont été avouées par le ministère public d'Angleterre, avant 1688.

Nous ne demandons à MM. les Commissaires Anglois aucune explication ni éclaircissement sur les articles ci-dessus, mais seulement les pièces originales ou les citations des auteurs, avec l'indication de la page.

RE'P. Voyez les instructions & Commissions ci-dessus rapportées.

Autres pièces demandées par les Commissaires du Roi, par une lettre du 8 avril 1752.

DE'M. L'acte par lequel le Lord Carlisle remit son octroi au Roi Charles II, peu après son rétablissement.

Nota. Cette demande est restée sans réponse de la part de MM. les Commissaires Anglois.

DE'M. L'acte par lequel la moitié du revenu des isles Caraïbes fut accordée au Lord Willoughby pour sept ans.

RE'P. Voyez l'extrait no. XVI.

Pièces justifi-
catives sur
l'Isle de Ste.
Lucie.
IId. partie.

**BORDEREAU des pièces justificatives
touchant le droit de Sa Majesté le
Roi de la Grande-Bretagne, sur l'Isle
de Sainte-Lucie, communiquées par
les Commissaires de Sa Majesté Bri-
tannique.**

- No. VIII. *Extrait de la prise de possession
de Sainte-Lucie, par le sieur
Thomas Warner, en 1626.*
- No. X. *Extrait de la commission du Comte
de Carlisle, au sieur Thomas
Warner, en 1629.*
- No. XI. *Extrait d'un rapport & de diver-
ses dépositions, touchant le droit
de Sa Majesté sur l'Isle de Sain-
te-Lucie, en 1686.*
- No. XV. *Extrait d'une concession du Roi
Charles II, au Lord François
Willoughby, de toutes les Isles
Caraïbes, en 1661.*
- No. XVI. *Extrait des instructions du Lord
Willoughby, en 1663.*
- No. XVII. *Copie de l'acte de vente de Sainte-
Lucie aux Anglois, par les
Sauvages, en 1663.*
- No. XX. *Extrait d'une lettre du Colonel
Steede, du 18 septembre 1686.*
- No. XXI. *Autre extrait d'une lettre du Co-
lonel Steede, du 27 mai 1687.*
- No. XXIV. *Mémoire des Commissaires Fran-
çois, touchant l'Isle de Sainte-
Lucie, en 1687.*
- No. XXV. *Mémoire du droit de Sa Majesté*

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXVI. le Roi de la Grande Bretagne,
sur l'isle de Sainte-Lucie.
Replique des Commissaires Fran-
çois au dit Mémoire.

No. VIII.
Extrait d'un
papier du
Conseil de
Commerce.

No. XXVII. Réponse des Commissaires An-
glois à ladite replique.

No. XXIX. Copie de la capitulation à la
prise de Sainte-Lucie par le
Colonel Carew, en 1684.

No. XXXIII, Extrait d'une représentation du
Bureau de commerce, indi-
quant l'ordre du Roi d'An-
gletorre au Colonel Grey Gouver-
neur des Barbades, pour
faire servir les François de
Sainte-Lucie.

No. VIII. **EXTRAIT** d'un papier pré-
senté à Sa Majesté par le Conseil de
commerce en 1686, relativement à la
prise de possession de Sainte-Lucie par le
Chevalier Warner.

Autrement intitulé :

Extrait des minutes des Barbades.

Traduit littéralement de l'Anglois.
(On supprime ici le texte Anglois qui
se trouve dans l'Édition in-4^o.)

LE Chevalier Thomas qui a découvert
Saint-Christophe & formé le premier é-
tablissement dans les isles Caribbes, a pris
possession de cette isle pour Sa Majesté en-

DE SAINTE LUCIE. 311
viron vers 1626, & en a fait Gouverneur le Major Judge. Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée à l'original sur les registres de ce bureau. Au bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. X. **EXTRAIT** de la commission des Comtes de Carlisle, au Chevalier Thomas Warner, 1629.

Traduit littéralement de l'Anglois. (on supprime ici le texte Anglois qui se trouve dans l'Édition in-4^o.)

ET d'autant que ledit Chevalier Thomas Warner ayant pris possession actuelle de toutes les isles Caribbes, au nom & pour le propre usage de son Sa Majesté de glorieuse mémoire & la Couronne d'Angleterre, &c.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée à l'original sur les registres de ce bureau. Au bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. XI. **EXTRAIT** du rapport des Commissaires chargés de la recherche des droits du Roi (d'Angleterre) sur Sainte-Lucie, Saint-Vincent, &c. avec

(V 4) les

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XI.
Extrait du
rapport des
Commissai-
res.

Traduit littéralement de l'Anglois.
(on supprime ici le texte Anglois
qui se trouve dans l'Edition in-4o.

ET nous trouvons aussi que l'isle de Saint-
te-Lucie étoit occupée en 1635 & 1637
par des colonies Angloises de l'isle de Ber-
mude, appartenante à Sa Majesté; en 1638,
par une colonie d'Anglois de Saint-Christo-
phe; en 1640, 1644, & 1645, par des co-
lonies des Barbades. Et d'après la dépositi-
on du Colonel Christophe Codrington,
nous trouvons aussi que le Capitaine Jac-
ques Walker, peu de temps après, fut en-
voyé par le Gouverneur de Saint-Christo-
phe, avec des soldats armés, pour subjugu-
er les Indiens de Sainte-Lucie, de Saint-
Vincent & de la Dominique, à cause des
outrages & des meurtres qu'ils avoient com-
mis contre les sujets de Sa Majesté; que le
Capitaine Walker ayant trouvé sur ces en-
trefaites quelques François qui chassoient &
pêchoient dans ces isles, sans permission de
notre Roi ou de quelqu'un de ses Gouver-
neurs, les en chassa, & qu'ensuite les Fran-
çois, en reconnoissance du droit de Sa Ma-
jesté sur ces isles, furent dans l'usage de de-
mander à ses Gouverneurs des permissions
pour chasser & pêcher dans les limites & les
bornes des trois isles susdites.

Déposition de George Summers.

B A R B A D E S.

GEORGE Summers, âgé de 82 ans ou en-
vi-

viron , dépose qu'en l'année 1628 il vint dans cette île sur le vaisseau *Marygold*, Capitaine Jean Jones , auquel temps le Capitaine Wolverton & le Capitaine Jean Swan y arrivèrent , comme agens de plusieurs commerçans de Londres , pour prendre possession de dix mille acres de terre qu'ils avoient achetées du Comte de Carlisle ; dans lequel vaisseau ils amenèrent plusieurs personnes pour s'établir dans ces dix mille acres , parmi lesquelles étoit le déposant . A leur arrivée , ils trouvèrent que le Capitaine Powel les avoit prévenus , & avoit laissé quelques hommes qui avoient défriché quelques terres près de l'endroit nommé *le Haleb* , où ils avoient planté du blé & du tabac , & qu'ils avoient appelé *le Fort de la Plantation* . Ce déposant dit en outre , qu'environ quarante-huit ans après , un certain Guillaume-Louis , Coloniste de cette île , vint avec sa femme , sa famille & plusieurs autres , à l'île de Sainte-Lucie , pour s'y établir ; ils furent bien accueillis par les Indiens à leur arrivée , mais en peu de temps les Indiens devinrent leurs ennemis , au point qu'ils furent forcés de l'abandonner & de s'en retourner : Et n'a rien dit de plus . *Signé* George SUMMERS . Déposé sous serment , le 20 juillet 1688 . HENRI QUIN-
TYNE,

Pièces justificatives sur l'île de Ste. Lucie.
Ide. partie

Déposition de Richard Buddin.

B A R B A D E S .

EXAMEN & déposition de Richard Buddin , de la paroisse de Christ-Church dans l'île susdite , âgé de soixante ans ou environ ,
(V 5) faits

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XI.
Extrait du
rapport des
Commissai-
res

faits & reçus en présence de Thomas Wal-
rond, E'cuyer, & des autres membres du
Conseil de l'isle susdite, (Commissaires nom-
més par le Lieutenant Gouverneur, en con-
formité des ordres de Sa Majesté, pour la
recherche des droits du Roi sur ces isles &
territoires, dans ces parties de l'Amérique &
établissements d'icelle) le vingt-sixième jour
de juin 1688, & la quatrième année du rè-
gne de Sa Majesté Jacques II, par la grâce
de Dieu, Roi d'Angleterre, d'E'cosse, de
France & d'Irlande, Défenseur de la foi,
&c.

Lequel déposant, après avoir prêté ser-
ment, dépose qu'en l'an de Notre-Seigneur
1665, lui déposant, avec plusieurs person-
nes de l'isle susdite, vint avec le Colonel
Christophe Carew qui étoit député Gouver-
neur de Sainte-Lucie, chargé d'une com-
mission par Milord François Willoughby,
pour s'établir & habiter ladite isle de Sainte-
Lucie, où ils arrivèrent l'année susdite, &
y séjournèrent l'espace de six mois & au de-
là; & furent alors interrompus & inquiétés
par les Indiens habitants de cette isle, & for-
cés de l'abandonner & de s'en retourner à
ladite isle des Barbades. Ce déposant dé-
clare en outre qu'il a entendu M. Banister
Lieutenant-Colonel, qui vint avec eux à
ladite isle de Sainte-Lucie, dire audit Colo-
nel Carew, qu'une partie de la terre ou
plantation qu'il leur montra, avoit été oc-
cupée par lui près de vingt ans avant leur
arrivée, ce qui lui parut vraisemblable, par-
ce que ladite terre étoit couverte de brouf-
sailles & non de grands bois. Ce déposant
déclare aussi qu'il a ouï dire en outre avec

Banister, que les Anglois qui habitoient l'Isle de Bermude avoient été s'établir dans ladite isle de Sainte-Lucie avant que Banister s'y établit pour la première fois : Et ce déposant n'a rien dit de plus. *Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. IIde. partie.*
 Signé
 RICHARD BUDDEN.

DEPOSE' sous serment, devant nous les Commissaires susdits, ledit vingt sixième jour de juin mil six cent quatre vingt-huit.

Déposition de Henri Walford.

B A R B A D E S.

HENRI Walford, âgé de soixante ans ou environ, dépose qu'il y a vingt-quatre ans passés ou environ, que lui déposant vint avec sa famille, au nombre d'environ sept personnes, de cette isle, s'établir à Sainte-Lucie sous le gouvernement du Colonel Christophe Carew, à qui le Lord François Willoughby, lors Gouverneur de cette isle & des autres isles Caraïbes, avoit donné une commission de Gouverneur de ladite isle de Sainte-Lucie, & de Colonel d'un régiment d'infanterie qui y fut alors envoyé, composé d'environ mille hommes, outre les femmes qui y vinrent aussi; & qu'à leur arrivée à ladite isle ils y trouvèrent quelques François établis qui y avoient élevé un petit fort; mais après avoir eu quelques conférences avec les François, ils consentirent à abandonner ladite isle, à condition qu'on les transporterait à l'Isle de la Martinique, ce qui fut fait en conséquence. Ce déposant dit en outre qu'il a appris d'un certain Moyse Alton, qui vint avec lui déposant, qu'il avoit

Pieces des
Commissai-
res Anglois.

No. XI.
Extrait du
rapport des
Commissaires.

avoit été à l'établissement de ladite isle, il y avoit environ vingt ans. Ce déposant dit aussi que ledit Alton lui apprit pareillement que les Indiens les avoient obligés d'abandonner cette isle; & dit aussi qu'à ce dernier établissement ils furent surpris par les pluies avant qu'ils eussent eu le temps de se bâtir des maisons, de sorte que les maladies furent si fréquentes parmi eux qu'il mourut une grande quantité de peuple, & que chacun s'efforçoit d'abandonner l'isle aussi-tôt qu'il en trouvoit l'occasion. *Signé* HENRI WALFORD.

DEPOSE' sous serment, le cinq juillet mil six cent quatre-vingt-huit. *Signé* HENRI QUINTYNE.

Déposition d'Ambroise Rouse.

B A R B A D E S.

DEPOSITION du Capitaine Ambroise Rouse, âgé de quarante-neuf ans ou environ, faite le 10 juillet 1688, en présence de Thomas Walrond, E'cuyer, & des autres Commissaires chargés par Edwyn Steede, E'cuyer, Gouverneur-Lieutenant de Sa Majesté, &c. lequel dit:

Qu'en l'année 1665, François Lord Wiloughby de Parham, lors Gouverneur des Barbades, donna une commission au Colonel Christophe Carew, de Gouverneur de l'isle de Sainte-Lucie, qui en conséquence partit de ladite isle des Barbades pour s'établir pleinement & entierement dans ladite isle de Sainte-Lucie, & y transporta avec lui seize cens hommes, du nombre desquels étoit

étoit lui déposant, & avoit une commission de Capitaine.

Pièces Justificatives sur L'Isle de Ste. Lucie. Ilde partie.

Et le déposant dit en outre, qu'aussi-tôt après, dans la même année, ledit Colonel Christophe Carew, avec les hommes susdits, arriva à ladite isle, prit & renouvela les anciens droits & possession de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne sur ladite isle.

Et il dit en outre, que Baba, Tomas, Nicolas & Warner, les quatre Chefs & Princes de ladite isle; quinze jours après l'arrivée dudit Carew, donnèrent & remirent, suivant la manière, la forme & l'usage, en leur propre nom & en celui des autres Indiens propriétaires, tout leur droit, titre & intérêt sur ladite isle, audit Colonel Christophe Carew, pour le profit de Sa dite Majesté de la Grande Bretagne, en conséquence d'un marché & contrat que lesdits Indiens avoient fait & mis à exécution avant ce temps pour la vente de ladite isle, & avoient reçu une récompense considérable pour la même isle, dont les actes sont (suivant ce qu'a entendu dire le déposant) dans les archives du Secrétariat de cette isle.

Et le déposant dit en outre, qu'il a souvent entendu le Colonel Banister, qui vint à Sainte-Lucie avec ledit Colonel Christophe Carew, & qui avoit une commission sous lui, dire & déclarer que trente ans environ avant ce temps, il avoit, avec plusieurs autres habitans de l'isle de Bermude, possédé & fait des établissemens dans ladite isle de Sainte-Lucie, & qu'il avoit montré à lui déposant, la terre qu'il avoit alors défrichée & cultivée, qui paroissoit ne produire qu'une grande quantité de jeunes arbres, de taillis

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XI.
Extrait du
rapport des
Commissaires.

318 M E M O I R E S S U R L' I S L E

& de petits bois. Et le déposant dit en dernier lieu, que depuis son séjour dans les Indes Occidentales, Sainte-Lucie, Saint-Vincent & la Dominique étoient regardés & réputés appartenir à Sa Majesté de la Grande-Bretagne: Et n'a rien dit de plus. *Signé* AMBROISE ROUSE.

DEPOSE' sous serment, devant nous les Commissaires susdits, les jour & an que dessus. *Signé* THOMAS WALROND.

Déposition du Colonel Christophe Codrington.

B A R B A D E S.

EXAMEN & déposition de *Christophe Codrington*, E'cuyer, l'un des Membres du Conseil de l'isle susdite, âgé de quarante huit ans ou environ, fait devant *Edwyn Steede*, E'cuyer, Gouverneur Lieutenant de Sa Majesté & Commandant en chef de ladite isle, le trentième jour de juin 1688, & la quatrième année du règne de Sa Majesté Jacques II, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, d'E'cosse, de France & d'Irlande, Défenseur de la foi, &c.

Qui, après avoir prêté serment, a déclaré, que lui déposant a oui dire que le Gouverneur de Saint-Christophe, une des isles sous le vent, avoit donné commission au Capitaine Jacques Walker de subjuguier les Indiens de Sainte-Lucie, de Saint-Vincent & de la Dominique, qui précédemment avoient fréquemment commis des outrages contre les Anglois: Et le déposant a oui dire de plus audit Walker, qu'il trouva plusieurs François pêchant & chassant dans lesdites isles.

isles, d'où nous les chassâmes, ce qui donna lieu auxdits François de s'en plaindre audit Gouverneur, qui leur dit que ces isles n'appartenoient pas à leur maître le Roi Très-Chrétien, mais à Sa Majesté de la Grande-Bretagne; sur quoi lesdits François prirent plusieurs permissions dudit Gouverneur, de pêcher & de chasser dans lesdites isles; que toutes ces choses étoient le sujet des discours publics, & qu'il les croyoit véritables. Et le déposant dit en outre, qu'en 1672 ou environ, lorsque lui déposant étoit député Gouverneur de l'isle des Barbades & des autres isles Caraïbes au vent de la Guadeloupe, pour assurer les intérêts de Sa Majesté dans l'isle de la Dominique (le bruit courant alors qu'il y avoit quelques mines royales dans cette isle) nous envoyâmes un parti de soldats avec un Officier, qui y étant arrivés, gardèrent la possession de cette isle pour Sa Majesté, & nommèrent Thomas Warner, Indien, Gouverneur d'icelle; Et lui déposant n'a jamais ouï dire, que depuis peu, qu'aucun Prince ou Potentat, excepté Sa Majesté de la Grande-Bretagne, ait jamais eu ou prétendu avoir aucun droit sur Sainte-Lucie, Saint-Vincent & la Dominique, ou aucune d'elles; mais Monsieur le Bas, Gouverneur François, prétendit que lesdites isles étoient neutres, par accord des Gouverneurs des deux côtés; mais le déposant n'a jamais ouï dire que cela fût prouvé, ni qu'on y ait ajoûté foi. Et le déposant a ouï dire à plusieurs anciens habitans, que les François vinrent dans les isles Caraïbes, long-temps après les Anglois, & s'établirent dans quelques endroits avec la permission des Anglois,

Pièces justificatives sur l'isle de Ste. Lucie.
 IIdem partie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

glois, & en particulier du Chevalier Tho-
mas Warner, Gouverneur de Saint-Christo-
phe. Et le déposant dit en outre que le
prétendu accord fait entre les Gouverneurs
suscités (s'il y en a eu quelqu'un) a été fait
au temps de la rébellion; & par conséquent
ne pouvoit lier les sujets de Sa Majesté de
la Grande-Bretagne; que c'étoit l'argument
que lui déposant opposa à M. le Bas, &
dont il lui parut que M. le Bas avoit été sa-
tisfait, puisqu'il n'a jamais poursuivi lesdites
prétentions, & que lui déposant n'en a ja-
mais ouï parler depuis jusqu'à ce jour. *Signé*
CHRISTOPHE CODRINGTON.

No. XI.
Extrait du
rapport des
Commissaires.

DÉPOSE' sous serment, le trente juin mil
six cent quatre-vingt-huit, en présence d'Ed-
wyn Steede.

Déposition de Charles Collins:

B A R B A D E S:

DÉPOSITION de Charles Collins, E'cuyer,
agé d'environ soixante ans, reçue le 5^e. jour
de septembre 1688, la quatrième année du
règne de Sa Majesté le Roi d'Angleterre,
Défenseur de la foi, &c.

Ce déposant dit que vers la fin de l'année
1662, il arriva dans cette isle, & qu'il y
trouva le Colonel Louis Morris fort intri-
gué & occupé à y exciter plusieurs personnes
à se joindre à lui pour acheter & faire un
établissement dans quelques-unes des isles
Caribes, dont le déposant fut du nombre;
& la même année, ledit Morris & d'autres
louèrent un vaisseau ou bâtiment pour por-
ter ledit Morris & quelques autres (du nom-
bre desquels étoit ledit déposant) intéressés
dans

dans cette affaire; & sur ces entrefaites nous allames premièrement à la Dominique, que nous ne trouvames habitée que par des Indiens, qui s'offrirent de nous vendre cette isle, ou toute autre en leur possession: Ils nous témoignèrent le desir qu'ils avoient que nous les vissions & nous fixèrent un jour, & qu'en attendant ils assembleroient leur peuple & considéreroient ce qu'ils auroient à faire: Sur ces entrefaites, nous les laissames & vinmes à Nevis, où nous rencontrames le Gouverneur Ruffel & plusieurs Gentilshommes de cette isle qui firent rouler le propos sur ces différentes isles, & comment les Anglois s'étoient établis dans l'isle appelée *Sainte-Lucie* plusieurs années avant; ce qui parut au déposant vingt ans environ avant ce temps, suivant que lui déposant le conjectura par le discours susdit. Après cela nous primes congé d'eux, & revinmes à l'isle de la Dominique, où nous trouvames que lesdits Indiens avoient fait leurs réflexions, comme ils nous l'avoient dit; & ils nous répondirent qu'ils avoient examiné nos demandes, & que comme la chose étoit d'une grande importance pour le reste de leur nation aussi bien que pour eux-mêmes, ils ne prendroient aucun parti qu'ils n'eussent consulté le Babba (qu'ils regardoient comme leur Gouverneur, ainsi que nous le jugeames) & les autres Indiens de l'isle de Saint-Vincent; & ils nous offrirent quelques-uns des principaux de la Dominique pour aller avec nous pour cet objet, & ainsi plusieurs d'entre eux s'embarquèrent avec nous & vinrent à l'isle de Saint-Vincent; & quand nous y fumes arrivés, & que le Babba &

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
IIe. partie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XI.
Extrait du
rapport des
Commissaires.

les Indiens furent quel étoit l'objet de notre voyage, ils desirèrent d'assembler le peuple, afin d'examiner quelle réponse ils nous feroient. Sur ces entrefaites, nous fimes voile aux isles Grenades, où nous trouvames quelques François établis, & le fils du Comte de Sirlac Gouverneur sous ledit Comte son père qui avoit passé en France (ainsi qu'on nous le dit). Nous y passames quelques jours, avec beaucoup de politesse de part & d'autre, & ensuite nous partimes.

Et quand nous fûmes de retour à l'isle de Saint-Vincent, nous trouvames que les Indiens s'étoient assemblés; & suivant ce que nous comprimes, ils avoient laissé toutes choses à la disposition dudit Babba & de quelques autres Indiens qui vinrent avec nous pour nous montrer quelque isle en leur possession, qui nous convint, lesdits Indiens étant satisfaits (ainsi que le pense ledit déposant) de la justice de nos offres, d'acheter d'eux des terres qu'ils se propoisoient de nous céder, s'élevant vivement contre l'injustice des François, qui avoient habité plusieurs de leurs isles, sans jamais leur avoir rien donné; procédé dont ils paroissoient beaucoup murmurer; & ainsi lesdits Indiens nous montrèrent d'abord l'isle de Sainte-Lucie, s'offrant de nous la vendre & de nous regarder comme leurs bons voisins, si nous l'avions pour agréable, & que nous voulussions nous en accommoder avec eux; n'y ayant aucuns habitans, autant que lui déposant a pû l'apprendre, si ce n'est un petit nombre d'Indiens qui y vivoient avec un nommé *Warramo*; & en effet nous ne vimes ni n'entendimes dire qu'aucun peuple Chrétien vé-

cût

cût dans ladite isle de Sainte-Lucie, dans le temps que nous & les Indiens y furent pour la première fois dans l'intention de l'acheter ; & ayant ainsi pris notre parti sur ladite isle de Sainte-Lucie, nous profitames de la première occasion pour venir avec les Indiens à l'isle des Barbades, où nos amis nous reçurent avec beaucoup de joie.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
11^e partie.

On passa alors un écrit, & l'on donna aux Indiens des effets de grande considération pour l'acquisition de ladite isle de Sainte-Lucie ; ils en témoignèrent leur grande satisfaction & contentement, autant que le déposant a pû s'en apercevoir & qu'il le croit ; & après que toutes choses furent finies, lesdits Indiens furent renvoyés chez eux en paix, suivant que ledit déposant l'a ouï, & qu'il le croit.

Et peu après l'achat de ladite isle de Sainte-Lucie, sous l'autorité de feu François Lord Willoughby de Parham, Gouverneur pour Sa Majesté des Barbades & des autres isles Caraïbes, une quantité considérable de braves Anglois vint habiter ladite isle de Sainte-Lucie, au nombre, suivant qu'on le disoit alors, de treize cens personnes, qui prirent paisible possession de ladite isle (suivant que lui déposant l'a vû & l'a entendu) mais il a appris aussi que les François de la Martinique ayant été instruits de ce qui se passoit, firent bâtir une maison sur ladite isle, & y mirent quelques personnes ; ce qui n'a pû se faire qu'après ladite acquisition faite des Indiens, comme il est dit, parce que lui déposant & les autres furent sur le rivage, près de l'endroit où la maison a été élevée dans la suite ; & qu'il n'y avoit aucune sorte d'ap-

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XI.
Extrait du
rapport des
Commissaires.

parence de maisons ou d'habitans sur cette partie de l'isle, & particulièrement dans cet endroit, nous trouvant si proches de la place où fut établie la maison des François, que nous en aurions vû ou entendu quelque chose: Et n'a rien dit de plus. *Signé CHARLES COLLINS.*

DEPOSE' sous ferment, devant moi, le cinq septembre mil six cent quatre-vingt-huit. *Signé THOMAS WALROND.*

Déposition du Capitaine Humphry Powell.

B A R B A D E S.

Le Capitaine Humphry Powell, âgé de soixante & dix-neuf ans ou environ, dépose qu'il y a environ cinquante ans que le Chevalier Thomas Warner, lors Gouverneur de l'isle de Saint-Christophe, envoya plusieurs hommes pour s'établir dans l'isle de Sainte-Lucie, & donna à un homme, dont il a oublié le nom, commission de Gouverneur: Ils y allèrent en conséquence, & l'on rapporta, ce qui au surplus étoit vrai-semblable, qu'on n'y avoit trouvé aucuns habitans, si ce n'est des Indiens; ce qui fit juger que c'étoit le premier établissement fait par quelque peuple Chrétien. Le déposant dit en outre, que l'on parloit alors à Saint-Christophe de plusieurs personnes qui étoient arrivées à la Bermude, pour s'établir dans ladite isle de Sainte-Lucie. Il comprit aussi que les incursions des Indiens furent la raison qui leur fit abandonner ladite isle après s'y être établis.

Le déposant dit en outre qu'il a vécu à l'isle susdite de Saint-Christophe, sous le

gouvernement dudit Chevalier Thomas Warner, plusieurs années devant & après les faits ci-dessus rapportés; qu'il a été quelque temps Gouverneur d'Anguilla, ayant commission dudit Chevalier Thomas Warner: Et n'a rien dit de plus. *Signé* HUMPHRY POWELL.

Pièces justificatives sur l'isle de Ste. Lucie. *Ide.* partie.

DEPOSE' sous serment, le dix-sept juillet mil six cent quatre-vingt-huit.

Déposition de Dorothee Belgrove,

B A R B A D E S.

DEPOSITION de Dorothee Belgrove, âgée de soixante-dix ans ou environ, reçue le 10^e. jour de juillet 1688, en présence de Thomas Walrond, E'cuyer, & des autres Commissaires nommés par Edwyn Steede, E'cuyer, Gouverneur-Lieutenant de Sa Majesté, &c.

Laquelle dit, qu'il y a environ cinquante & un ans que quelques Anglois vinrent de la Bermude, lorsqu'elle y demouroit, pour s'établir à Sainte-Lucie; & qu'en 1637, elle déposante dit qu'un certain Louis Ford vint de la Bermude, en qualité de Gouverneur, pour s'établir à Sainte-Lucie, avec plusieurs autres personnes qui logèrent dans la maison d'elle déposante; & qu'une de ces personnes, dont elle se ressouvient du nom, s'appelloit *Jofias Hodges*, qui amena avec lui deux valets; & dans la suite, ledit Ford, avec d'autres qui s'établirent à Sainte-Lucie, furent battus & chassés de cette isle par les incursions & la fureur des Indiens: Et la déposante n'a dit rien de plus. *Signé* DOROTHEE BELGROVE.

Pièces des Commissaires Anglois. DEPOSE' sous serment, devant nous Commissaires, les jour & an que dessus. Signé THOMAS WALROND.

No XV. Je certifie que ce papier est une copie véritable. Extrait d'un hle, collationnée à l'original, sur les registres de ce bureau. Oütroi de Charles II. Au bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. XV. *EXTRAIT* d'un oütroi du Roi Charles II, à François Lord Willoughby, en 1661, de toutes les isles Caraïbes.

Traduit littéralement de l'Anglois, on supprime ici le texte Anglois qui se trouve dans l'Édition, in-4°.

NOTRE DIT souverain Seigneur Roi, en considération de la rente annuelle, conventions & accords ci-mentionnés & réservés de la part & au nom dudit François Lord Willoughby, ses exécuteurs & ayans cause, pour être remplis & observés, & pour d'autres bonnes causes & considérations, à ce mouvant, de sa grace spéciale, certaine science & pur mouvement;

A baillé, accordé & laissé à ferme, & par ces présentes baille, accorde & laisse à ferme, au susdit François Lord Willoughby, pour lui, ses hoirs & successeurs, toute cette région ou contrée, régions ou contrées appelées communément ou connues sous le nom & les noms des *isles Caraïbes*, contenant diverses isles, ici particulièrement nommées & exprimées; savoir, l'isle de Sainte-Christophe autrement *St. Christoual*, Granada

nada autrement *Granado*, St. Vincent, Ste. Lucie autrement St. *Lucée*, Barbudas autrement *Barbados* autrement *Barbudos*, Mittalania autrement *la Martinique*, la Dominique, Marigalanta autrement *Marigallanta* autrement *Marigante*, Deseada, Todasantes autrement *Todosantes*, Guardalupe, Antigoa autrement St. *Antigoa*, Montserat, Redendo, Barbido autrement *Barbudo*, autrement *Barbuda*, Nevis, St. Barthelemis autrement St. *Barthelemi*, St. Martins autrement St. *Martin*, Anguilla autrement *Angoilla*, Sembrera autrement *Sembroa*, autrement *Essembra*, Enegada autrement *Enegeda*, & Estalia, ou sous quelqu'autre nom ou noms que lesdites isles, ou toutes ou aucune d'elles, est, sont, ont été ou seront appelées ou connues, acceptées, réputées ou entendues.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. IId. partie.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée à l'original sur les registres de ce bureau. Au Bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

N^o. XVI. COPIE de l'article II, & de partie de l'article XII des instructions du Lord Willoughby, en 1663.

Traduit littéralement de l'Anglois (on supprime ici le texte Anglois qui se trouve dans l'Edition in-4^o.)

Vous défendrez de toute votre habileté & de toute votre force (si le besoin le requiert) les droits, privilèges & prérogatives de notre Couronne dans ces pays;

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XVI.
Copie des
Instructions
du Lord Wil-
loughby.

& vous pourvoirez; autant que vous le pourrez, (sans rompre ni ligue ni paix entre nous & les autres Princes) à ce qu'aucun étranger, sujet d'aucun autre Prince ou E'tat, n'habite ou ne se mette en possession d'aucunes places contenues dans nos lettres de concession, si ce n'est ceux qui reconnoîtront notre souveraineté; & à ce que nos sujets naturels ne perdent pas de vûe les devoirs dont ils sont tenus envers nous, & qu'ils y soient maintenus.

Vous vous informerez aussi, promptement & avec soin, quelles isles de celles qui sont nommées dans votre commission, ou qui leur sont adjacentes, se trouvent en la possession des sujets du Roi de France, de leurs fortifications, de leur force & du nombre des habitans.

Vous ferez vos efforts pour les incommoder & les harceler, & s'il s'en présente quelque occasion favorable, pour les déposséder.

Et si c'est d'Angleterre que se trouve l'opportunité de le faire, vous nous en donnerez avis avec toute promptitude, & vous pouvez être assuré que nous serons prêts à soutenir nos droits sur ces isles, & à venger nos bien-aimés sujets des insolences & injures de leurs voisins.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée à l'original sur les registres de ce bureau. Au bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. XVII. *CESSION de l'isle de Sainte-Lucie, faite par les Indiens, aux Anglois, en 1663.*

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. Ilde. partie.

Traduit littéralement de l'Anglois (on supprime ici le texte Anglois qui se trouve dans l'Édition in-4^o.)

A TOUTE notre nation & peuple habitant les isles Caraïbes, pères & héritiers de famille, jeunes gens & enfans, & spécialement à tout notre peuple demeurant dans les isles de Youlamakée autrement appelée *St. Vincent*, Wittagabuffée autrement appelée *la Dominique*, Hewanorra autrement appelée *Sainte-Lucie*, & à toutes nations & peuples quelconques.

Anniwatta, Babba ou Chef-père des isles Caraïbes, conjointement avec mes bannereux ou amis, Thomas Warner, Nicolas & Thomas, SALUT. D'autant que nous avons reçu de Louis Morris, Pierre Evans, Guillaume Bate, Christophe Lyne, Jean Hasle, Jean Rookby, Jean Rouse, Robert Carey, Jean Knights, Thomas Clutterbooke, Charles Collins, Samuel Newton, Thomas Hart, Robert Gale & Christophe Codrington de l'isle des Barbades, plusieurs effets, denrées & marchandises de grande valeur, utiles & nécessaires pour nous & pour notre peuple & famille: Savoir faisons, que nous lesdits Anniwatta, Babba, Thomas Warner, Nicolas & Thomas, ayant l'avis, le consentement & l'approbation de notre nation & peuple, lesquels nous ont été signifiés dans deux assemblées tenues solennellement,

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No XVII.

Cession de
l'Isle Sainte-
Lucie aux
Anglois.

l'une à ladite isle de Wittagabussée autre-
ment *la Dominique*, & l'autre à ladite You-
lamakée autrement *Saint-Vincent*, étant à ce
pleinement & fermement autorisés par no-
tredite nation & peuple, avons, en consi-
dération de la somme & des effets susdits,
donné, accordé, vendu, aliéné, inféodé &
confirmé; & par ces présentes, pour & au
nom de nous & de notredite nation & peu-
ple, de chacun d'eux, nos hoirs & leurs
hoirs, ayans cause, & successeurs, pour
toujours, pleinement, librement & absolu-
ment, donnons & accordons, vendons, alié-
nons, inféodons & confirmons auxdits
Louis Morris, Pierre Evans, Guillaume
Bate, Christophe Lyne, Jean Hasle, Jean
Rookby, Jean Rouse, Robert Carey, Jean
Knights, Thomas Clutterbooke, Charles
Collins, Samuel Newton, Thomas Hart,
Robert Gale & Christophe Codrington, & à
chacun de leurs hoirs, exécuteurs, admini-
strateurs & ayans cause, à tous & chacun
d'eux en particulier, & comme fidei-commis-
saires de tous ceux auxquels ils accorderont
part & portion dans lesdits droits, toute
notre isle de Hewanorra, appelée par les
autres nations *Sainte-Lucie*, pour avoir &
tenir, occuper, posséder, cultiver & jouir
de ladite isle, & de chaque partie & parcel-
le d'icelle, d'une mer à une autre; ensem-
ble de toutes les maisons, édifices, bois &
taillis, toutes les rivières, ruisseaux, étangs,
eaux & cours d'eaux, avec tous les rochers,
pierres, mines & minéraux, de quelque na-
ture & espèce qu'ils soient, toutes les bêtes,
bétail, oiseaux & poissons, appartenans à
ladite isle en façon quelconque; ensemble
de

de toutes les autres choses, privilèges, Pièces justiprofits, prééminences, bénéfiques & émolu-^{ficatives sur} mens, & tous meubles & immeubles, fixés l'isle de Ste. ou non fixés, qui ont été ci-devant, ou qui Lucie. sont actuellement, ou appartiendront desor-^{ilde, partie.} mais en façon quelconque, ou qui peuvent être réputés partie, parcelle ou membre de ladite isle, ou dont nous faisons usage ci-devant, ou réclamés de droit, avec le droit plein & absolu de la pêche dans les mers voisines, & libre entrée, sortie & retour dans ou de ladite isle, pour lesdits Louis Morris, Pierre Evans, Guillaume Bate, Christophe Lyne, Jean Hasle, Jean Rookby, Jean Rouse, Robert Carey, Jean Knights, Thomas Clutterbooke, Charles Collins, Samuel Newton, Thomas Hart, Robert Gale & Christophe Codrington, leurs hoirs, exécuteurs, administrateurs & ayans cause, & tous les autres habitans d'icelle, ainsi que toutes les autres nations & peuples qui commerceront & trafiqueront avec eux, avec des vaisseaux, chaloupes ou autres bâtimens, pour toujours. Et nous lesdits Anniwatta Babba, Thomas Warner, Nicolas & Thomas, en notre propre nom, en celui de notredite nation & peuple, promettons solennellement par ces présentes, nous lions & engageons nous-mêmes, notre-dite nation & peuple, nos hoirs & les leurs, & successeurs, à défendre & protéger lesdits Louis Morris, Pierre Evans, Guillaume Bate, Christophe Lyne, Jean Hasle, Jean Rookby, Jean Rouse, Robert Carey, Jean Knights, Thomas Clutterbooke, Charles Collins, Samuel Newton, Thomas Hart, Robert Gale & Christophe Codrington, leurs hoirs,

exé.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XVII.
Cession de
l'Isle Sainte-
Lucie aux
Anglois.

exécuteurs, administrateurs & ayans cause, & toutes autres personnes quelconques, à qui ils permettront dans la suite d'habiter, de s'établir & de demeurer dans ladite isle de Hewanorra, dans la tranquille & paisible possession de la même isle, avec tous les droits, membres, appartenances d'icelle qui entrent en la présente cession, contre toutes invasions, incursions, dommages, troubles, prétentions, de tous ou aucuns de notredite nation, habitants d'icelle ou d'aucune des autres isles Caraïbes, leurs hoirs, enfans & successeurs, pour toûjours; & contre toutes autres nations & peuple, se réclamant de nous ou d'aucuns de nous, de notre nation & peuple, ou d'aucun d'eux, desormais & pour toûjours. Et nous ledit Anniwattâ Babba, ensemble lesdits Thomas Warner, Nicolas & Thomas, pour nous, notredite nation & peuple, nos hoirs & les leurs, & successeurs, stipulons en outre, octroyons & accordons auxdits Louis Morris, Pierre E'vans, Guillaume Bate, Christophe Lyne, Jean Hasle, Jean Rookby, Jean Rouse, Robert Cary, Jean Knights, Thomas Clutterbooke, Charles Collins, Samuel Newton, Thomas Hart, Robert Gale & Christophe Codrington, leurs hoirs & successeurs, de les mettre en tranquille & paisible possession, leur faire délivrance & saisine de ladite isle de Hewanorra, autrement *Sainte-Lucie*, après une requête raisonnable, à eux ou à aucuns d'eux, ou à ceux qu'ils désigneront. Et afin que lesdits Anniwattâ Babba, Thomas Warner, Nicolas & Thomas, avec toute notre nation & peuple, nos hoirs & les leurs, & successeurs, sous le gouverne-
ment

ment des Indiens des isles Caraibes; ensemble, afin que lesdits Louis Morris, Pierre E'vans, Guillaume Bate, Christophe Lyne, Jean Hasle, Jean Rookby, Jean Rouse, Robert Carey, Jean Knights, Thomas Clutterbooke, Charles Collins, Samuel Newton, Thomas Hart, Robert Gale & Christophe Codrington, leurs hoirs & ayans cause, travaillent soigneusement & véritablement à se maintenir & à continuer dans une tranquille & paisible jouissance, contre tout peuple, de quelque nation qu'il soit, autre que celui qui fera alors & pourra être ci-après sous l'obéissance de Charles II, Roi d'Angleterre, &c. ses hoirs & successeurs; Et dans le cas où lesdits Anniwatta Babba, Thomas Warner, Nicolas & Thomas, ou aucun de leur nation & peuple, leurs hoirs, ou aucuns d'eux, ou de leurs successeurs, présens ou à venir, empêcheroient, en quelque temps que ce soit, formeroient obstacle, retarderoient, molesteroient, troubleroient, nuiroient & préjudicieroient, soit par la force ouverte, par leurs amis ou alliés, ou par fraude, supercherie, ou par sous main, en façon quelconque, auxdits Louis Morris, Pierre E'vans, Guillaume Bate, Christophe Lyne, Jean Hasle, Jean Rookby, Jean Rouse, Robert Carey, Jean Knights, Thomas Clutterbooke, Charles Collins, Samuel Newton, Thomas Hart, Robert Gale & Christophe Codrington, leurs hoirs & ayans cause, dans la vraie, libre, entière & paisible possession & jouissance de toute ladite isle de Hewanorra, autrement *Sainte-Lucie*, & de chaque ou aucune partie ou parcelle d'icelle,

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Iide. partie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XVII.

Cession de
l'Isle Sainte-
Lucie aux
Anglois.

le, alors il sera permis auxdits Louis Morris, Pierre E'vans, Guillaume Bate, Christophe Lyne, Jean Hasle, Jean Rookby, Jean Rouse, Robert Carey, Jean Knights, Thomas Clutterbooke, Charles Collins, Samuel Newton, Thomas Hart, Robert Gale & Christophe Codrington, leurs hoirs & ayans cause, non seulement de prendre & porter des armes défensives pour leur propre sûreté, mais aussi à toute extrémité, d'agir offensivement contre lesdits Anniwatta Babba, Thomas Warner, Nicolas & Thomas, leur nation & peuple, leurs hoirs & successeurs, amis & alliés quelconques, de leur nuire, & en exiger des dommages & indemnités, suivant qu'il leur paroitra convenable, relativement à leur procédé déloyal, traître & perfide. Et nous lesdits Anniwatta Babba, Thomas Warner, Nicolas & Thomas, avec toute notre nation & peuple, chercherons & efforcerons de procurer, de tout notre pouvoir, le bénéfice & avantage des susdits Louis Morris, Pierre E'vans, Guillaume Bate, Christophe Lyne, Jean Hasle, Jean Rookby, Jean Rouse, Robert Carey, Jean Knights, Thomas Clutterbooke, Charles Collins, Samuel Newton, Thomas Hart, Robert Gale & Christophe Codrington, leurs hoirs, exécuteurs, administrateurs & ayans cause, & de tous autres habitans & ayant des établissemens dans ladite isle de Hewanorra autrement *Sainte-Lucie*; & entretiendrons avec eux & aucun d'eux, une amitié & une ferme paix, & indissoluble pour toujours: Et pour l'exécution fidèle & ponctuelle de tous & chacuns de ces articles, clauses, conditions, accords &

& conventions ci-dessus, nous lesdits Anni-
 watta Babba, Thomas Warner, Nicolas & Thomas, en notre propre nom, celui de
 notre nation & peuple, nous lions nous
 mêmes leurs hoirs & les nôtres, successeurs
 & ayans cause, pour toujours & fermement,
 par ces présentes. En foi de quoi nous a-
 vons fait apposer notre cachet, le sixième
 jour du second mois appelé *Avril* 1663, &
 la quinzième année du règne de Charles II,
 Roi de la Grande-Bretagne. *Scellé & déli-
 vré en présence de THOMAS PILGRIM, JEAN
 HOOKER, JEAN LART, THOMAS LOUIS;
 RICHARD LENON.* La marque d'ANNIWAT-
 TA BABBA, D. La marque de THOMAS
 WARNER, 9. La marque de NICOLAS, 0. La
 marque de THOMAS, 00.

Pièces justi-
 ficatives sur
 l'isle de Ste.
 Lucie.
 IIde. partie,

*Je certifie que ce papier est une copie vérita-
 ble, collationnée à l'original sur les registres
 de ce bureau. Au bureau des Plantations, à
 Whitehall, le 12 juillet 1750.*

Signé THOMAS HILL.

N^o. XX. *EXTRAIT d'une Lettre du
 Colonel Steede, aux Lords du Comité,
 en date du 18 septembre 1686.*

Traduit littéralement de l'Anglois.
 (On supprime ici le texte Anglois
 qui se trouve dans l'édition in-4^o.)

M I L O R D S,

J'AI reçu dans le dernier mois de juillet,
 l'article des instructions & ordres de Sa
 Majesté touchant son isle de Sainte-Lucie:
 sur laquelle des étrangers ont fait des usur-
 pations & des établissemens, sans la con-
 noissance ou la permission de Sa Majesté,

Et

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

Et en obéissance des ordres de Sa Majesté, avec l'assistance de son Conseil d'ici, j'ai dépêché la *Marie-Rose*, Capitaine Jean Temple Commandant, avec une chaloupe qu'il a désirée pour l'assister, afin de mettre à exécution les ordres de Sa Majesté touchant Sainte-Lucie. J'avois, à sa requête, ordonné soixante soldats pour l'accompagner; mais après avoir réfléchi plus mûrement, on a trouvé que cette dépense étoit inutile, la *Marie-Rose* étant bien équipée: ainsi ces soldats ont été congédiés; & le Capitaine Temple, avec ladite frégate de Sa Majesté & la chaloupe qui a été frétée, a continué son voyage à Sainte-Lucie, d'où, après avoir rempli l'objet de sa commission, aussi bien qu'il étoit possible, il a été à Saint-Vincent.

No. XX.
Extrait d'une
Lettre du
Colonel Stee-
de 18 Sept.
1686.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée à l'original sur les registres de ce bureau. Au bureau des Plantations, à Whiteball, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. XXI. *EXTRAIT d'une Lettre du Colonel Steede Gouverneur des Barbades, aux Lords du Committé du commerce, en date du 27 mai 1687, relativement à l'expulsion des François, de l'isle de Sainte-Lucie.*

Traduit littéralement de l'Anglois (on supprime ici le texte Anglois qui se trouve dans l'édition in-4°.

M I L O R D S,

J'E vous ai informé par ma dernière, que j'ai fait proclamer dans cette isle, avec toute

toute la solemnité & les cérémonies d'usage, ^{Pièces jusfi-}
 les articles de la paix faite par Sa Majesté, ^{ficatives sur}
 le dernier Novembre, avec le Roi de Fran- ^{l'Isle de Ste.}
 ce, pour leurs E'tats respectifs en Améri- ^{Lucie.}
 que; & que j'ai envoyé la frégate de Sa Ma- ^{11de. partie.}
 jesté, la *Marie Rose*, aux autres isles de mon
 gouvernement pour y faire la même chose;
 ce qui a été fait en conséquence à Sainte-
 Lucie, Saint-Vincent & la Dominique; &
 les armes royales de Sa Majesté ont été gra-
 vées en bois & élevées dans les endroits les
 plus convenables de ces isles. Et cepen-
 dant, conformément aux dernières instruc-
 tions de Sa Majesté sur cette affaire, j'en-
 verrai de temps en temps la frégate, pour
 y troubler leurs établissemens & les empê-
 cher d'y couper du bois; je dois ajoûter très-
 humblement que si la possession actuelle peut
 avoir quelque effet dans une affaire comme
 celle ci, elle est incontestablement en faveur
 de Sa Majesté; car au mois d'aout dernier,
 j'ai chassé tous les François de ces isles,
 brûlé & détruit les maisons & les établisse-
 mens qu'ils y avoient faits: & au mois de
 novembre, temps ou la paix a été conclue,
 la frégate de Sa Majesté, avec une flotte
 de navire des Barbades, s'y trouvoient à
 couper du bois, & par conséquent étoient
 en possession actuelle de ces isles: ce que je
 soumets très-humblement à vos considéra-
 tions.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée à l'original sur les registres de ce bureau. Au bureau des Plantations, à Whiteball, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

Tome I. 2de partie. (Y) No. XXIV.

Pièces des
Commissaires
Anglois.

No. XXIV.
Mémoire de
MM. de Ba-
rillon & de
Bonrepaus.

No. XXIV. *MÉMOIRE* * de MM.
de Barillon & de Bonrepaus, touchant
l'isle de Sainte-Lucie, le 18 mai 1687.

LEs soussignés ont ordre du Roi leur maître, de demander satisfaction de l'entreprise qui fut faite, au mois de juillet dernier, par le sieur Temple, commandant un vaisseau de Sa Majesté Britannique, lequel, au préjudice du traité de Breda, & de la bonne intelligence qui est entre les deux Rois, fit descente dans l'isle de Sainte-Aloüzie, en chassa les François & pilla leurs effets.

Cette entreprise est d'autant plus extraordinaire, qu'il est constant que les François ont été les seuls occupans & paisibles possesseurs de cette isle; ce qui se justifie par l'achat que Sa Majesté très-Chrétienne en fit faire du sieur du Parquet, qui l'avoit acquise de la Compagnie Françoisé des Indes occidentales dès l'année 1650, avec un fort dans lequel les François ont toujours entretenu une garnison.

Il est vrai que les Anglois ont fait quelque descente dans ladite isle, mais ils n'y ont jamais pris aucun établissement, les originaires du pays les en ayant toujours chassés ou massacrés.

En

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Cette pièce est exactement la même que celle que les Commissaires du Roi avoient produite aux Commissaires de Sa Majesté Britannique, & qui se trouve imprimée ci-devant sous le no. LXII, page 193.

En l'année 1664, le Gouverneur de la Jamaïque y envoya un vaisseau, & en chassa les François & celui qui y commandoit, qu'il eût reconnu qu'il n'avoit aucun droit de s'y établir, ou que les originaires du pays n'eussent voulu avoir aucun commerce avec lui, il envoya six Députés à la Martinique, pour déclarer au Gouverneur de cette île & au Conseil souverain, qu'ils pouvoient envoyer à Sainte-Alouzie les François qu'il en avoit chassés, ayant reçu ordre de leur abandonner ce poste; ce qui fut exécuté.

pièces justificatives sur l'île de Ste. Lucie. *Ide. partie.*

Outre les raisons ci-dessus, qui font voir clairement que l'île de Sainte-Alouzie appartient aux François, il ne faut d'autre titre pour les maintenir dans cette possession, que l'article XII du traité de Breda, par lequel il est expressément porté, que Sa Majesté Britannique fera rendre aux François tout ce qui aura été pris ou qu'ils possédoient avant le premier janvier 1665.

Il est constant qu'en 1664 les Anglois ont remis en possession les François de l'île de Sainte-Alouzie, comme il se justifie par l'acte authentique de six Députés Anglois qui en vinrent faire la déclaration à la Martinique, inséré dans les registres du Conseil souverain de ladite île, & par conséquent que le traité de Breda les confirme dans cette possession, dans laquelle ils n'ont point été troublés pendant vingt-trois années consécutives.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée sur l'original qui est dans les registres de ce bureau. Au bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.
(Y 2) No. XXV.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXV.
*Mémoire du
droit de Sa
Maj. Brit.*

No. XXV. *MEMOIRE* * *du droit de
Sa Majesté (le Roi de la Grande-
Bretagne) sur l'isle de Sainte-Lucie,
une des isles Antilles de l'Amérique.*

EN l'an 1605, plusieurs Anglois, au nom-
bre de soixante-sept, débarquèrent à
Sainte-Lucie & prirent possession de cette
isle.

Le Chevalier Thomas Warner, qui fit la
découverte de Saint-Christophe, & qui éta-
blit le premier les Caraïbes, prit possession
de cette isle en 1626, pour & au nom de
Sa Majesté, & en fit Gouverneur le Major
Judge.

En l'an 1627, Sainte-Lucie & les autres
isles voisines, furent données par lettres pa-
tentes, sous le grand sceau d'Angleterre, à
Jacques Comte de Carlisle, duquel les droits
font depuis retournés à Sa Majesté, par la
démision de ceux qui avoient des prétentions
fondées sur les droits dudit Comte.

En l'an 1663, François Baron Willough-
by Gouverneur de la Barbade, acheta cette
isle des originaires, pour Sa Majesté, &
en 1665 il en donna le Gouvernement au
nommé Robert Cooke, & y envoya onze
cens

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Cette pièce est exactement la même que cel-
le que les Commissaires du Roi avoient produite
aux Commissaires de Sa Majesté Britannique, sous
le titre de copie du Mémoire remis le 15 Juin
1687 par MM. les Commissaires du Roi d'Angle-
terre, au sujet de l'isle de Sainte-Lucie, & qui se
trouve imprimée ci-devant sous le no. LXIV, page
199.

cens hommes de la Barbade, qui ayant trouvé quelques François dans l'isle, qui s'y étoient habitués depuis 1643, les transportèrent à la Martinique, & demeurèrent assez long-temps dans l'isle susdite.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
IId. partie.

Et d'autant que l'on allègue, qu'en l'an 1666 le sous-Gouverneur de Sainte-Lucie envoya six Députés à la Martinique, pour déclarer au Gouverneur & au Conseil de cette colonie, que les Anglois avoient injustement occupé l'isle de Sainte-Lucie; & que pour cette raison ils l'abandonnoient; il est constant, au contraire, que les Anglois se trouvant réduits à une grande nécessité dans ladite isle, manquant de provisions & d'autres choses nécessaires qu'ils attendoient du Gouverneur de la Barbade, quelques-uns se retirèrent à la Martinique, sans l'ordre ni permission du Gouverneur de Sainte-Lucie. Et comme ils firent de grandes plaintes des misères qu'ils avoient souffertes, tant par la dysenterie & famine, que par les courses continuelles des Indiens, ils demandèrent quelque assistance pour passer à la Barbade. Et afin d'en obtenir plus facilement, les François leur persuadèrent de reconnoître devant le Gouverneur & le Conseil de la Martinique, leurs droits sur l'isle de Sainte-Lucie; ce qui étant venu à la connoissance du sieur Robert Cooke Gouverneur de ladite isle, il dépêcha aussitôt au Gouverneur de la Martinique, desavouant tout ce que ces personnes-là avoient fait ou déclaré au sujet de l'isle de Sainte-Lucie, attendu qu'ils n'avoient reçu de lui aucun pouvoir ni autorité quelconque de ce faire, comme il se peut voir par les relations les

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXV.
Mémoire du
droit de Sa
Maj. Britt.

plus authentiques des François mêmes.

Et pour une preuve incontable des droits de Sa Majesté sur cette isle, il est à remarquer qu'elle a toujours été nommée dans la commission que Sa Majesté fait exécuter aux Gouverneurs de la Barbade, comme une partie de son Gouvernement, & elle y est encore aujourd'hui dans celle du présent Gouverneur, avec ordre & pouvoir de nommer & constituer un Lieutenant & un Conseil dans ladite isle, comme il le jugera à propos; ce qui justifie suffisamment le procédé dont a usé depuis peu le Colonel Steede, en se remettant en possession de cette isle

Quant à l'article XII du traité de Breda, auquel Messieurs les Commissaires de France se rapportent dans leur Mémoire, on répond que cet article ne peut aucunement opérer au cas dont il s'agit, les Anglois n'ayant jamais remis les François en possession de ladite isle, comme aussi ne l'ont-ils jamais prise sur eux, le droit de Sa Majesté n'ayant point été discontinué depuis la première possession que ses sujets en avoient prise en l'an 1605.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée sur l'original qui est dans les registres de ce bureau. Au bureau des Plantations, à Whiteball, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

N^o. XXVI. *REPLIQUE* * de MM. ^{Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. IIde. partie.}
les Commissaires de France, touchant les droits de Sa Majesté (le Roi de la Grande-Bretagne) sur l'Isle de Sainte-Lucie.

COPIE du Mémoire remis le 15 juin 1687, par MM. les Commissaires du Roi d'Angleterre, au sujet de l'Isle de Sainte-Lucie.

RE'PONSE des Commissaires du Roi de France au Mémoire des Commissaires du Roi d'Angleterre.

MEM. EN l'an 1605, plusieurs Anglois, au nombre de soixante-sept, débarquèrent à Sainte-Lucie, & prirent possession de cette isle.

Le Chevalier Thomas Warner qui fit la découverte de Saint-Christophe, & qui établit le premier les Caraïbes, prit possession de cette isle en 1626, pour & au nom de Sa Majesté, & en fit Gouverneur le Major Judge.

En l'an 1627, Sainte-Lucie & les autres isles voisines furent données par lettres patentes, sous le grand sceau d'Angleterre, à Jacques Comte de Carlisle, duquel les droits sont depuis retournés à Sa Majesté, par la dé-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Cette pièce est en partie une copie de la pièce précédente; elle est dans son total exactement la même que celle que les Commissaires du Roi avoient produite aux Commissaires de Sa Majesté Britannique, & qui se trouve imprimée ci-devant sous le no. LXIV, page 199.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

démiffion de ceux qui avoient des prétentions
fondées sur les droits dudit Comte.

No. XXVI.
Réplique des
Commissaires
François.

RE'P. Les François ont des prises de pos-
session plus anciennes, qu'il est
inutile de citer en cette occasion, y ayant
un fait plus précis qui sera ci-après expli-
qué.

MEM. En l'an 1663, François Baron
Willoughby Gouverneur de la Barbade,
acheta cette isle des originaires, pour Sa
Majesté; & en 1664-5, il en donna le Gou-
vernement au nommé Robert Cooke, & y
envoya onze cens hommes de la Barbade,
qui ayant trouvé quelques François dans l'is-
le, qui s'y étoient habitués depuis 1643,
les transportèrent à la Martinique, & de-
meurèrent assez long temps dans l'isle sus-
dite.

RE'P. Les Anglois n'ont pû acheter va-
lablement cette isle des Sauvages en l'année
1663, puisqu'ils conviennent eux-mêmes
que les François en étoient en possession de-
puis 1643.

Il est de notoriété publique que ce pré-
tendu achat fut fait par l'entremise de Waer-
nard, Sauvage de nation, fripon insigne,
qui s'étoit échappé du service des François
& qui trompa les Anglois, puisque les Sau-
vages de l'isle de Sainte-Lucie leur firent
toujours la guerre pour les en chasser; ce
qui fait assez voir que lesdits Sauvages n'a-
voient point consenti à cette vente, outre
qu'il n'est point permis d'acheter une terre
des Sauvages, dont un Prince Chrétien est
dans une actuelle possession.

MEM.

ME'M. Et d'autant que l'on allègue qu'en l'an 1664, le Gouverneur de Sainte-Lucie envoya six Députés à la Martinique, pour déclarer au Gouverneur & au Conseil de cette colonie, que les Anglois avoient injustement occupé l'isle de Sainte-Lucie, & que pour cette raison ils l'abandonnoient; il est constant, au contraire, que les Anglois se trouvant réduits à une grande nécessité dans ladite isle, manquant de provisions & d'autres choses nécessaires qu'ils attendoient du Gouverneur de la Barbade, quelques-uns se retirèrent à la Martinique, sans l'ordre ni permission du Gouverneur de Sainte-Lucie; & comme ils firent de grandes plaintes des misères qu'ils avoient souffertes, tant par la dysenterie, & famine, que par les courses continuelles des Indiens, ils demandèrent quelque assistance pour passer à la Barbade. Et afin d'en obtenir plus facilement, les François leur persuadèrent de reconnoître devant le Gouverneur & le Conseil de la Martinique, leurs droits sur l'isle de Sainte Lucie; ce qui étant venu à la connoissance du sieur Robert Cooke Gouverneur de la Martinique, desavouant tout ce que ces personnes-là avoient fait ou déclaré au sujet de l'isle de Sainte-Lucie, attendu qu'ils n'avoient reçu de lui aucun pouvoir ni autorité quelconque de ce faire, comme il se peut voir par les relations les plus authentiques des François mêmes.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. *Ide.* partie.

RE'P. Cela est prouvé par un acte en bonne forme, dont la vérité se justifie par l'abandon effectif que les Anglois firent de
(Y 5) ladi.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXVI.
Réplique des
Commissaires
François.

ladite isle, peu de jours après que lesdits Députés furent de retour à Sainte-Lucie.

De plus, les François produisent un écrit en original de Milord Willoughby, pour lors Lieutenant général pour Sa Majesté Britannique dans l'Amérique septentrionale, adressé à M. de Tracy Lieutenant général des isles Françoises; par lequel il déclare en termes exprès, que c'est sans sa participation & sans son ordre que les Anglois ont fait descente dans l'isle de Sainte-Lucie.

ME'M. Enfin, pour une preuve incontef-
table des droits de Sa Majesté sur cette
isle, il est à remarquer qu'elle a toujours
été nommée dans la commission que Sa
Majesté fait expédier aux Gouverneurs de
la Barbade, comme une partie de leur Gou-
vernement, & y est encore aujourd'hui dans
celle du présent Gouverneur, avec ordre &
pouvoir de nommer & constituer un Lieu-
tenant & un Conseil dans ladite isle, comme
il le jugera à propos, ce qui justifie suffi-
samment le procédé dont a usé depuis peu
le Colonel Steede, en se remettant en pos-
session de ladite isle.

RE'P. Cette isle est aussi nommée dans
les commissions des Lieutenants généraux
des isles Françoises de l'Amérique, & est
encore aujourd'hui dans celle du Comte de
Blenac.

Si on admet ces sortes de procédés, il
y aura un desordre perpétuel dans les co-
lonies entre les deux nations.

ME'M. Quant à l'article XII du traité de
Breda, auquel MM. les Commissaires de

Fran.

France se rapportent dans leur Mémoire. Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. IIde. partie.
 on répond que cet article ne peut aucunement opérer au cas dont il s'agit, les Anglois n'ayant jamais remis les François en possession de ladite isle, comme aussi ne l'ont ils jamais prise sur eux, le droit de Sa Majesté n'ayant jamais été discontinué depuis la première possession que ses sujets avoient prise en l'an 1605.

REP. Il faut réduire la question à un fait véritable, qui est que les François ont été en possession de cette isle depuis l'année 1643, sans discontinuation; qu'ils y ont bâti un fort & entretenu un Gouverneur & garnison; que le 23 juin 1664, les Anglois l'ont prise par la force des armes, & occupée en suite d'une capitulation qu'on rapporte en original; en exécution de laquelle, le sieur Bonnard sieur des Roches, pour lors Gouverneur pour les François de ladite isle, en est sorti avec armes & bagage & tous les soldats, poudre, mèche, boulets, plomb, trois pièces de canon, trente paires d'armes à feu, mousquets, mousquetons, fusils, pistolets & autres armes, valets, Nègres, &c.

Après quoi il ne reste plus qu'à lire l'article du traité de Breda, ci-dessous transcrit, tout le reste étant inutile, ne s'agissant dans ce fait que de son exécution.

Article XII du Traité de Breda.

LE Roi très-Chrétien restituera aussi au Roi de la Grande Bretagne, en la forme ci-dessus déclarée, les isles appelées *Antigoa* & *Montserat*, si elles sont encore à présent en-

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXVII.
Réponse à la
replique des
Commissaires
Français.

entre ses mains, & encore toutes les isles, pays, forteresses & colonies qui peuvent avoir été conquises devant ou après la signature du présent traité, & qui étoient possédées par le Roi de la Grande-Bretagne avant qu'il eût commencé la guerre (qui se termine par ce traité) contre les États Généraux des provinces unies des Pays-bas. Et réciproquement, le Roi de la Grande-Bretagne restituera & rendra au Roi très-Chrétien en la forme ci-dessus exprimée, toutes les isles, pays, forteresses & colonies, en quelque part du monde qu'elles soient situées, qu'il possédoit avant le premier jour de janvier de l'an 1665, & qui auront pû être prises par les armes du Roi de la Grande-Bretagne, devant ou après le présent traité signé.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée sur l'original qui est dans les registres de ce bureau. Au bureau des Plantations, à Whiteball, le 12 juillet 1750

Signé THOMAS HILL.

No. XXVII. RE'PONSE à la replique de MM. les Commissaires de Sa Majesté très-Chrétienne, au sujet de l'isle de Sainte-Lucie.

IL ne se trouve rien dans cette replique qui n'ait été expliqué en faveur des titres de Sa Majesté sur cette isle, dans la réponse donnée au premier Mémoire desdits Commissaires, qui n'ont rien produit de particulier contre la première possession que les Anglois en prirent en l'an 1605, & reprirent en 1626, qui depuis a été continuée jusqu'à
pré-

présent dans la manière que requièrent de semblables possessions & jouissances, lesdits Commissaires ne faisant mention d'aucune prétendue possession jusqu'à l'an 1643, quand tout étoit en desordre par la rébellion en Angleterre.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
IId^e. partie.

Pour ce qui est de l'article XII du traité de Breda, allégué par lesdits Commissaires, & la capitulation du Gouverneur François, en date du 23 du mois de juin de l'an 1664, il n'est pas besoin d'autre argument pour rendre le titre de Sa Majesté incontestable, en tant que le XII^e. article du traité de Breda porte & déclare, que le Roi très-Chrétien restituera au Roi de la Grande-Bretagne, les isles, forts, &c. qui peuvent avoir été pris par les armes du Roi très-Chrétien, avant ledit traité, & qui étoient possédés par le Roi de la Grande-Bretagne avant la guerre avec les États-Généraux; les preuves alléguées par lesdits Commissaires faisant voir sans contredit, que Sa Majesté étoit en possession de Sainte-Lucie en l'an 1664, quelque temps avant la guerre.

On ne peut pas aussi dire, que la cession prétendue de l'isle, faite au Conseil de la Martinique par quelques fugitifs & gens sans aveu, fasse le moindre préjudice au droit de Sa Majesté. Que s'il est vrai que les François, se prévalant de la nécessité de ces misérables, se mirent en possession d'un petit fort appelé *le fort de Choque*, il est constant qu'ils ne possédèrent pas toute l'isle, qui demeura cependant au pouvoir & en la possession légitime des Anglois, qui obligèrent même les François à se retirer dudit fort dont ils s'étoient injustement saisis; ce qui paroît par

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

par la capitulation ci-dessus mentionnée.

Il est aussi très-certain que par la possession mentionnée dans le traité de Breda, on n'entend qu'une possession précédente & bien fondée, comme est celle des Anglois; autrement le traité susdit n'auroit point d'effet, lorsqu'il se rencontreroit qu'une place auroit été en la possession des deux Princes en divers temps, avant la guerre entre les deux Couronnes.

No. XXIX.

Copie de la
Capitulation
touchant
l'isle de Ste.
Alouzie.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée sur l'original qui est dans les registres de ce bureau. Au bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. XXIX. COPIE de la capitulation
* faite, lors de la prise de l'isle de Sainte-
Alouzie, par le Colonel Christophe Ca-
ron.

Du 23 juin 1664, à cinq heures du soir.

CAPITULATION faite avec M. le Colonel
Christophe Caron & M. Pierre Bon-
nard sieur des Roches, Gouverneur de Sainte-
Alouzie, ayant été obligé par la suscitation
d'un

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Si l'on compare la copie de cette capitulation avec celle qui avoit été produite par les Commissaires du Roi à ceux de Sa Majesté Britannique, & qui se trouve imprimée sous le no. XLIV, page 151. on trouvera que les articles de la capitulation sont les mêmes; on doit seulement observer que le Colonel Caron, Carron, Caren & Carew est la même personne, dont le nom se trouve diversement écrit.

d'un nombre de ses soldats, à rendre la place du fort de Choque, a fait la capitulation telle que ci-dessous est écrit.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
Iide. partie.

ARTICLES.

LEDIT Gouverneur doit sortir armes & bagages à lui appartenans, & de tous ses soldats, poudre, méches, boulets, plomb & trois pièces de canon, trente paires d'armes à feu, mousquets, mousquetons, fusils, pistolets & autres armes portatives, valets, Nègres & autres domestiques à lui appartenans, hallebardes, brindestopes & autres armes défensives.

Obligé M. le Colonel faire conduire ledit sieur Bonnard Gouverneur de ladite isle, avec toute sûreté, dans l'isle de la Martini que, ensemble tout son équipage ci-dessus dit, compris les soldats, dans un vaisseau salvable; ce qui a été arrêté entre ledit Colonel & sieur Bonnard, ledit jour que dessus, en présence des témoins soussignés, qui ont signé la présente avec ledit Colonel.
Signé CHRISTOPHE CARON, BONNARD, MORGAN JONES, BODDARD.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée sur l'original qui est dans les registres de ce bureau. Au bureau des Plantations, à Whiteball, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. XXXIII. *EXTRAIT d'une représentation du Bureau du commerce, à Sa Majesté, en date du 2 juin 1709, relativement à un ordre du Roi Guillaume, pour*

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

*pour expulser les étrangers de l'isle de
Sainte-Lucie.*

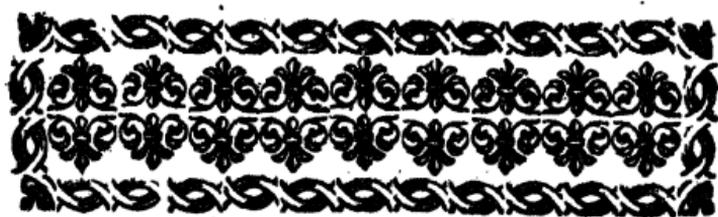
No. XXXIII.
*Extrait d'une
repres. du
Bureau du
Commerce.*

Traduit littéralement de l'Anglois, (on
supprime ici le texte Anglois qui
se trouve dans l'Édition, in-4°.)

AU mois de juin 1699, le Colonel Grey
Gouverneur des Barbades, apprit qu'on
avoit aperçu des François qui habitoient la-
dite isle, & avoient employé des Nègres
pour y former un établissement; sur quoi le
feu Roi Guillaume jugea à propos de rendu-
veler les ordres envoyés autrefois au Colo-
nel Steede, enjoignant audit Colonel Grey
de les mettre à exécution, en donnant avis
aux François ou à aucuns autres étrangers
qui y sont établis ou pourroient prétendre
s'y établir par la suite, qu'à moins qu'ils
n'abandonnent cette isle & ne discontinuent
leurs établissemens, il les déposséderoit par
force, & les expulseroit de ladite isle.

*Je certifie que ce papier est une copie vérita-
ble, collationnée à l'original sur les registres de
ce bureau. Au bureau des Plantations, à Wbi-
teball, le 12 juillet 1750.*

Signé THOMAS HILL.



MÉMOIRES

SUR L'ISLE

DE SAINTE-LUCIE.

PIECES JUSTIFICATIVES

TROISIÈME PARTIE.

Contenant les pièces citées par les Commissaires de Sa Maj. Britannique, au soutien de leur Mémoire du 15 novembre 1751.

AVERTISSEMENT.

ON a rapporté ci-devant, à la page 301, la note des faits dont les Commissaires du Roi avoient demandé les preuves ou les titres à MM. les Commissaires Anglois. Ils ont produit en réponse plusieurs pièces qui composent la seconde partie du présent recueil, & ils ont cité plusieurs passages de Purchass, Auteur Anglois, & des P.P. du Tertre & Labbat. Ce sont ces citations que l'on a rassemblées, & qui forment cette troisième partie des preuves justificatives.

Tome I. 2de partie. (Z) cont.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. 1.
Extrait de
Purchass.

concernant l'isle de Sainte-Lucie. Les Commissaires du Roi y ont ajouté deux extraits du P. du Tertre, concernant la prétendue expédition de Jacques ou James Walker, dont il est parlé dans le Mémoire de MM. les Commissaires Anglois, & dans la déposition du Colonel Codrington.

No. I. *EXTRAIT* de Purchass, cité par MM. les Commissaires de Sa. Majesté Britannique, pour prouver que la première découverte des isles Caraïbes a été faite par les Anglois, vol. IV, p. 1146; commençant par ces paroles, The Antony of 120 tons; & finissant par celles-ci, Refreshing themselves three days.

Traduit de l'Anglois.

Voyage en 1593.

L'ANTOINE, de cent vingt tonneaux, commandé par le Capitaine Jacques Langton, ayant pour *Pilote Antonio Martine Espagnol*, qui avoit longtemps séjourné dans les Indes, & qui avoit une connoissance parfaite de ces ports; le *Pilgrim*, de cent tonneaux, commandé par le Capitaine François Slingbie, ayant pour *Pilote Diego Petrus Espagnol*; & la *Découverte*. Ces trois vaisseaux, après avoir donné & reçu de part & d'autre solennellement l'adieu, firent route vers les Antilles, & abordèrent à l'isle de Sainte-Lucie, où ils se rafraichirent, ainsi qu'à la Martinique, PENDANT TROIS JOURS.

Ce

Ce qui suit est la continuation de la même relation. M. M. les Commissaires de Sa Majesté Britannique l'ont apparemment jugé superflue pour établir leurs prétentions mais cette suite sert à faire connoître la nature de ce voyage, qui n'a eu d'objet que de piller les Espagnols, & non de faire des établissemens.

Pièces justificatives sur l'Isle de St. Lucie. IIIe. partie.

Ces trois vaisseaux résolurent de tenter une entreprise sur le *Ranoberias*, où se fait la pêche des perles de la Marguerite. Ce sont six ou sept petits villages, dont il n'y en a qu'un à la fois qui soit habité. Lorsque la pêche y manque, on passe de village en village successivement, les maisons restant vuides, toujours prêtes pour cet objet. On transporte tous les mois, pour plus grande sûreté, les perles à la Marguerite, à trois lieues du bord de la mer.

Les Anglois se cachèrent pendant tout le jour, crainte d'être découverts: ils descendirent à terre vers la nuit, & visitèrent deux *Rancherias* vuides: mais ayant pris un Espagnol qui y alloit alors dans une chaloupe avec deux Indiens, ils se firent conduire aux *Rancherias* habitées, à cinq lieues de-là, donnant ordre aux chaloupes de ramer le long du rivage, & de ne doubler la pointe que vers le soir. Nos deux Capitaines, avec vingt-huit hommes, marchèrent par terre durant la chaleur, qui jointe au manque d'eau nous incommoda beaucoup. Ils y arrivèrent au commencement de la nuit, & convinrent de donner l'assaut à la place dans trois endroits à la fois, malgré notre petit nombre, de peur que les ennemis ne pussent se réunir pour nous faire tête.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

Les Espagnols crurent d'abord que c'étoit quelque fausse alarme que leur donnoit le Gouverneur, & crièrent de cesser cette plaisanterie; mais voyant que c'étoit sérieux, ils s'enfuirent précipitamment dans les bois.

No. I.
Extrait de
Purchase.

C'est ainsi que l'on prit la ville, avec la valeur d'environ deux mille livres sterlings en perles, sans compter le pillage que fit le soldat: on brisa les armes des Espagnols de crainte d'être poursuivis.

Le matin on alla à bord des chaloupes de pêche, & l'on s'empara des huîtres qui avoient été prises la nuit précédente. Nos gens retournèrent à leurs navires dont ils étoient absens depuis cinq jours, & où l'on ignoroit cette soudaine entreprise, en sorte que leur absence caufoit beaucoup d'inquiétude. Nos vaisseaux se présentant alors devant la ville, demandèrent la rançon des maisons & des canots: les Espagnols donnèrent deux mille ducats en perles; mais les Gardes-côtes ayant donné avis de toutes parts de ce qui se passoit, nous trouvames les Espagnols sur leurs gardes à Cumana, & nous fumes obligés de nous en retourner, non sans quelques pertes. Nous cotoyames de-là la terre ferme, & nous vinmes aux illes d'*Aruba* & de *Corresao*, où nous mimes pied à terre, & nous nous rafraichimes: nous allames de-là à Rio de la Hache, dont on crut pouvoir se rendre maître; mais on trouva les ennemis disposés à nous recevoir, & nous apprimes de plus qu'ils avoient transporté leurs effets dans les montagnes.

On fit voile en conséquence vers Hispaniola: nous arrivames au Cap Tubéron & de-là à la Baye de Saint-Nicolas, & ensuite

au Fort Plat & à d'autres endroits de la côte du nord; de-là à Mona, puis à Savona, où nous fîmes aiguade de la manière qui suit.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
IIIe. partic.

L'isle est basse, sans aucune source vers la mer; ce n'est qu'un sable extrêmement fin. Environ à vingt pas de la mer, on creuse un trou, on y jette une barrique défoncée, & l'on puise abondamment de l'eau, qui semble n'être que l'eau de la mer qui perd le goût de sel dans ce passage.

On alla de-là à la rivière de Socko, à cinq lieues environ à l'est de Saint-Domingue, nous la remontâmes pendant la nuit, & surprîmes un Estanca, c'est-à-dire une ferme où les esclaves gardent le bétail des principaux habitans, où ils font leur pain de cassave, préparent leur gingembre & leurs fruits, & font les autres ouvrages de ménage. Après s'en être mis en possession, on commença à parler de la rançon des maisons & des Nègres, pour laquelle on nous donna la chair de trente cabrits, avec de la cassave & des fruits. Le bœuf ne se garde dans ce pays que vingt-quatre heures, à moins qu'on ne commence par le saler & qu'on ne le sèche ensuite au soleil en le coupant d'abord en deux comme l'on feroit un cochon: on ne laisse aucun os, & l'on coupe la chair par morceaux qui ne sont pas plus épais que la main. On doit d'abord les taillader avec un couteau, & ensuite les froter de sel; & après les avoir gardés pendant douze heures, les mettre au soleil: quatre jours bien chauds séchent assez la chair pour qu'elle puisse se garder.

D'autres Estancas qui subirent le même

Pieces des
Commissai-
res Anglois.

No. 1.
Extrait de
Purchase.

fort, nous fournirent de semblables contri-
butions. De-là nous vinmes à une autre ri-
vière appelée *Marraccava*, où il y avoit un
moulin à sucre dont on fit provision, & on
obligea le propriétaire à donner une ran-
çon pour empêcher qu'on n'y mit le feu.
On alla ensuite à l'embouchure du port de
Saint-Domingue, & nous mouillames à l'est
du même port, à la pointe de Torrofilio,
pour intercepter les navires qui s'y présen-
teroient pour y entrer. Le Sergent-Major
de Saint-Domingue vint à bord pour traiter
de la rançon de quelques prisonniers. Il
avoit avec lui un Anglois de la compagnie
du Capitaine Lancastre, de la flotte du
Capitaine Raimond, dont le vaisseau avoit
fait naufrage en revenant des Indes orien-
tales, un peu à l'ouest de Saint-Domingue,
à Acoa.

Les Espagnols firent sortir deux caravelles
pour surprendre nos chaloupes, ce qu'ils
firent; mais nos vaisseaux les reprirent &
en même temps firent prisonniers ceux qui
avoient pris nos chaloupes. Nous enlevames
quatre fauconneaux de cuivre du vaisseau
du Capitaine Lancastre, & nous en laissa-
mes dix autres de fer, à cause de leur pe-
santeur & qu'ils étoient un peu éloignés de
la mer. Nous primes aussi une belle frégate
qui étoit cachée dans les mangles, & nous
la conduisimes en Angleterre.

Nous allames ensuite à la Jamaïque, &
nous y trouvames deux bateaux chargés de
peaux & de Canna-sistula; nous en équipa-
mes un & l'envoyames en Angleterre; mais
il fut pris chemin faisant par un vaisseau de
guerre François. Nous allames ensuite à Cu-
ba,

ba, au Cap Corientes & au Cap Saint-An-
toine, pour y attendre les vaisseaux destinés
pour la Havanne, mais ce fut en vain : ainsi
après avoir resté huit mois dans ce pays,
l'*Antoine* & la frégate vinrent à la Baye de
Honduras. Le *Pilgrim* resta quelques jours
vers la Havanne, & ensuite fit voile pour
l'Angleterre : il arriva à Plimouth le 14 mai
1594.

Pièces justi-
ficatives sur
l'Isle de Ste.
Lucie.
IIIe. partie.

L'*Antoine* & la frégate découvrirent dans
la rade, à quatre lieues de Porto-Cavallo,
sept vaisseaux, dont le moindre étoit de cent
quatre-vingts tonneaux. Nous mouillâmes à
la portée du canon des vaisseaux Espagnols,
& nos vaisseaux s'entraversèrent & se batti-
rent tout le jour contre les sept vaisseaux ;
& durant la nuit, nous tirions simplement
de temps à autre. Le Capitaine Langton
envoya la barque & la chaloupe vers le
rivage, & en amena une frégate de vingt
tonneaux. Le lendemain matin nous mimés
le feu à la frégate, & nous résolûmes de
la conduire sur l'Amiral avec nos chalou-
pes ; mais lorsque les Espagnols nous vi-
rent arriver, ils se jettèrent tous dans les
chaloupes & gagnèrent la terre.

L'Amiral laissa aller à la dérive les six
autres vaisseaux, après en avoir fait ôter &
porter à terre le gouvernail, afin qu'aucun
ne pût être amené, s'ils étoient pris. Nous
chargeâmes le vaisseau Amiral Espagnol de
ce qu'il y avoit de meilleur dans les autres
vaisseaux, & nous envoyâmes à terre le
surplus : comme on différoit à répondre,
nous en brûlâmes un chargé de peaux & de
bois de Campêche, & ensuite un autre char-
gé de false-pareille, mais le Roi d'Espagne

Pièces des Commissaires Anglois. avoit défendu de se rançonner, & les Espagnols n'écouterent aucune proposition. Toute leur artillerie fut jetée à la mer, excepté deux ou trois pièces de bronze, dans l'espérance que quelques autres Anglois en pourroient profiter. L'un de ces vaisseaux étoit de cinq cens tonneaux. Nous emmenames l'*Amiral*, de deux cens cinquante tonneaux, & nous arrivames à Plimouth le 15 mai, le lendemain de l'arrivée du *Pilgrim*.

No. II
Extrait de
Purchass.

No. II. *EXTRAIT de Purchass, cité par MM. les Commissaires Anglois, sur la demande qui leur a été faite, de prouver que les prétendues peuplades du Chevalier Oliph Leagh en 1605 & 1606, ont été suivies d'établissmens permanens à Sainte-Lucie jusqu'en 1635, 1638 & 1640, vol. IV, p. 1255, commençant par ces paroles, Sir Oliph Leagh; & finissant par celles-ci, went not much abroad.*

Relation véritable du massacre perfide de la plus grande partie de soixante-sept Anglois du vaisseau du Chevalier Oliph Leagh, destiné pour la Guiane, mis à terre à Sainte-Lucie, une des isles des Indes occidentales, le 23 d'aôut 1605, écrite par Jean Nicols.

Traduite de l'Anglois.

LE Chevalier Oliph Leagh, de la province de Kent, avoit projeté d'envoyer un renfort considérable d'hommes, dans un vaisseau appelé l'*Oliph Blossom*, à son frère M. Charles Leagh, qui avoit une plan-

tation à la rivière de Wiapoco, à trois degrés & demi au nord de la ligne équinoctiale, dans les Indes occidentales. Le navire partit de Wolwich le 14 avril 1605, sous la conduite du Capitaine Cataline & du Capitaine Nicolas Saint-Jean. Comme je desirois de voir le monde, je m'associai avec cette compagnie; mais par les vents contraires & courans de la mer que nous ne connoissions pas, & par l'ignorance de notre Patron Richard Chambers, nous nous trouvames sous le vent du Port sans espérance de pouvoir remonter, & n'ayant de provisions que pour quatre ou cinq mois. Après avoir tenu conseil, nous fumes forcés de mouiller d'abord à l'isle des Barbades, & ensuite à Sainte-Lucie dans les Indes occidentales.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
IIIe. partie.

Comme nous craignons de mourir de faim sur mer, avant de pouvoir regagner l'Angleterre, vu le grand nombre que nous étions, Le Capitaine Nicolas Saint-Jean & les autres passagers qui avoient formé le dessein de rester avec M. Charles Leagh à Wiapoco dans la Guiane, prirent le parti de s'arrêter & de se contenter de leur fortune dans l'isle de Sainte-Lucie, qui étoit très-fertile.

On laissa à terre, à notre requête, soixante-sept de nous dans cette isle, le 23 août 1605, avec nos épées, nos mousquets, de la poudre, un fauconneau & un barril de biscuit pour toute provision.

Le lendemain, le vaisseau partit avec quelque mécontentement, parce que nous nous étions emparés de son bateau pour servir à nos besoins.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. II.
Extrait de
Purchass.

Après le départ du vaisseau, nous vécu-
mes assez paisiblement, trafiquant journalle-
ment avec les Indiens, pour des vivres, qui
consistoient en cassave, patates, bananes,
papayes, courges, calabasses, &c. tous
mets excellens à manger, & pour du tabac;
ils nous apportoient aussi des poules, des oi-
seaux de mer, quelques pélicans, des bé-
casses & des bécassines; nous en tuions aussi
nous-mêmes avec nos armes; & toutes les
nuits nous envoyions six d'entre nous dans
des ances de sable pour chercher des tor-
tues. Il ne s'en passoit aucune que nous ne
prissions une ou deux tortues, & quelquefois
trois; c'étoit là notre plus grande ressource,
car elles étoient grosses & grandes. J'en ai
souvent pris qui avoient jusqu'à sept cens
œufs.

Les Indiens avoient aussi une grande
quantité de toiles de Rouen, des serges,
d'autres étoffes, des draps de laine d'Espa-
gne & des jarres d'huile qu'ils avoient sau-
vés de la mer avec leurs pirogues; car trois
vaisseaux Espagnols y avoient fait naufrage
un peu avant notre arrivée; & si nous avions
eu une pinasse, nous eussions pu la charger
de plusieurs marchandises de prix qu'ils a-
voient cachées dans leurs demeures au mi-
lieu des bois; nous les aurions échangées
pour des haches, des couteaux, des brace-
lets, des dés à coudre, des hameçons, &
d'autres semblables bagatelles.

Ainsi pendant l'espace de cinq ou six se-
maines nous ne sortîmes presque point.

*Le surplus est la suite de la citation de MM.
les Commissaires Anglois, qui apparemment
l'ont*

l'ont jugé superflue pour prouver la durée de l'établissement fait par leur nation, puisqu'en effet il prouve directement le contraire.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. IIIe. partie.

Notre Capitaine ayant vu quelques plaques carrées, au nombre de quatre, que portoient les Indiens, demanda à Browne affineur en or, ce qu'il pensoit que ce pût être. Il lui répondit qu'il y avoit trois quarts d'or; & sur ce qu'il demanda aux Indiens où ils avoient pris cette matière, ils lui montrèrent une haute montagne, à la partie du nord-ouest de l'Isle. C'est ce qui engagea le Capitaine Nicolas Saint-Jean & Jean Rogers, notre interprète pour la langue Espagnole, avec autant des principaux de nos gens qu'il en put entrer dans le bateau, à y aller un lundi, promettant à son frère Alexandre Saint-Jean, à M. Garret & à M. Tench, qu'il laissa pour gouverner ceux qui restoient, de revenir le samedi suivant.

Les Indiens furent trois jours sans nous apporter de vivres; ils s'étoient aperçus du départ du bateau, & ainsi que nous le présumames, ils étoient occupés à affiner nos gens sur la montagne.

Le jeudi matin nous tuâmes deux tortues sur le sable, où nous trouvâmes un grand nombre d'Indiens attroupés: nous ignorions l'objet de cette assemblée; & de peur que nous ne pussions les soupçonner de tramer quelque mauvais dessein contre nous, ils nous offrirent d'eux-mêmes de nous apporter à notre habitation nos tortues, qu'ils prirent dans leurs pirogues, & ils les transportèrent en effet à notre demeure.

Toute cette matinée nous fîmes bonne gar-

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. II
Extrait de
Purchass.

garde; il vint beaucoup d'Indiens tant par mer que par terre, jusqu'au nombre de deux ou trois cens: plusieurs d'entre eux vinrent se réjouir avec nous, fumant du tabac & buvant de l'eau de vie. Ils restèrent jusqu'à dix heures, qu'ils s'en allèrent tous, excepté un Capitaine de l'isle de Saint-Vincent, appelé *Augramert*, & un vieillard qui étoit son père, qui nous promirent que si nous voulions aller à leur maison, ils nous donneroient tout ce qu'ils avoient.

J'y avois été le jour précédent avec deux autres de mes camarades, pour acheter des vivres, & ils avoient refusé de nous en donner, quelque marchandise que nous eussions pû leur offrir. Ils avoient cependant plus de provisions que je ne leur en eusse encore vû; mais nous reconnumes dans la suite qu'ils les réservoient pour ceux qui étoient venus prendre leur parti contre nous, & qu'ils tenoient cachés dans les bois. Ainsi nous nous en retournames tous trois, en voyageant au travers de l'isle, & nous passâmes par six ou sept jardins remplis de cassave & de patates, & de plusieurs autres racines & fruits. Nous vîmes en chemin plusieurs arbres d'une grosseur si énorme que six hommes n'auroient pû les embrasser; ils étoient si durs, que nous ne pouvions les entamer avec nos couteaux, & l'écorce en étoit blanche comme celle de frêne.

Le jeudi après dîner, M. Alexandre Saint-Jean, M. François Kettleby l'aîné, M. Guillaume Tench, moi & plusieurs autres, au nombre de dix-huit, nous allâmes avec Au-
gra-

gramert & son père, qui n'avoient ni arc ni flèches; le père avoit seulement une ef-
 pièce de sabre du pays, fait d'un bois dur. Ils étoient mal armés de peur que nous n'eussions quelque soupçon contre eux. Augramert promit aussi à M. Alexandre Saint-Jean qu'il lui feroit voir sa femme, & que nous aurions des hamacs; ce sont des lits Indiens faits avec du fil de coton tressé en réseau. Nous allames ainsi le long du rivage avec sécurité. Le jeune Saint-Jean marchoit un peu devant, jouant & badinant avec le Capitaine Indien, jusqu'à ce qu'ils arrivèrent à la vûe de leurs maisons, dans les bois, où ils avoient placé une embuscade de trois cens Caraïbes. Tout d'un coup Augramert prit d'une main l'épée du jeune Saint-Jean, & de l'autre son poignard, tandis que le vieil Indien le jettoit par terre & tâchoit de l'affommer avec son sabre de bois dur. Il partit en même temps du bois une grêle de flèches si épaisse, que nous n'eumes pas le temps d'amorcer nos armes. Plusieurs de nous n'avoient point leurs mèches allumées, ce qui encouragea beaucoup les ennemis, de sorte que nous ne tirames pas six coups sur eux. Plusieurs des nôtres se jetèrent dans la mer jusqu'au cou; quelques-uns coururent le long du rivage, étonnés de voir un si grand nombre d'Indiens contre si peu de monde. Enfin le jeune Saint-Jean revenant à lui, nous encouragea à tenir ferme vers une pointe de terre qui s'avançoit dans la mer.

Pièces Justificatives sur l'isle de Ste. Lucie. IIIe. partie.

Mais ce fut en vain: car avant que nous eussions le temps de mettre nos armes en état, il parut une autre troupe d'Indiens
 der-

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. II.
Extrait de
Purchase.

derrière nous qui nous couvrit de flèches. Alors nous fondimes sur eux l'épée à la main, mais il en sortit encore d'autres des bois, qui lancèrent de nouveau une grande quantité de flèches: ils n'osoient cependant nous approcher, à moins qu'ils ne nous vissent tomber; alors ils assommoient nos gens à grands coups de leurs sabres de bois dur. Durant cette rencontre, j'étois avec le jeune Saint-Jean & M. Kettleby, qui se battirent courageusement, & qui reçurent au moins chacun cent coups de flèches avant que de tomber. Enfin j'arrivai à l'entrée d'un défilé où cinq de mes camarades étoient arrivés avant moi, & comme nous croyions l'avoir traversé, nous trouvâmes une autre embuscade où ils périrent tous. J'échappai seul au travers des bois, avec trois flèches dans le corps: je passai à la nage une flaque d'eau, & j'arrivai à notre demeure, où j'avertis ceux de nos gens qui y étoient restés. J'étois à peine arrivé que les Indiens parurent tous sur le bord de la mer; mais nous les obligeâmes bien-tôt à s'en aller, en tirant un coup de notre fauconneau, de sorte qu'ils ne parurent de trois jours.

Le lundi, ils vinrent au nombre de treize à quatorze cens, tant par mer que par terre, & nous investirent, n'ayant que nos coffres pour nous garantir de leurs flèches. Nous nous battîmes de la sorte avec eux pendant sept ou huit jours, & de dix-neuf hommes que nous restions de notre compagnie, douze furent blessés dangereusement par des flèches. Le lendemain à midi, ils tirèrent des flèches embrasées & brûlèrent nos

nos maisons, croyant qu'ils pourroient se jeter ensuite sur nous; mais un coup de notre fauconneau leur fit prendre la fuite avec des cris affreux. Après que nos maisons furent brûlées, ainsi que nos coffres qui faisoient notre seul retranchement, nous nous fortifiâmes avec les planches & tout ce que nous avions pu dérober au feu, les enfonçant de blais dans la terre & les couvrant de sable & de gazon; cette précaution nous mit par la suite à couvert de leurs flèches.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
III^e partie.

Le lendemain ils partirent tous dans leurs pirogues. Le Seigneur connoissant le besoin que nous avions de nourriture, émut contre notre attente les cœurs de nos ennemis: car lorsque nous les eumes perdu de vûe, une de leurs pirogues revint à nous chargée de provisions, & il en sortit trois ou quatre Indiens, avec autant de cassave, de patate & de bananes qu'ils pouvoient en porter. Ils nous proposèrent de les échanger, en élevant d'abord leurs arcs & leurs flèches, & les mettant ensuite à terre en signe de paix.

Ayant compris ce qu'ils vouloient dire, nous envoyâmes aussi trois de nos gens sans armes pour faire l'échange, avec des couteaux, des bracelets & d'autres semblables bagatelles. Le marché étant conclu, les Indiens s'en allèrent, & nos gens nous rejoignirent, louant Dieu qui nous envoyoit une nourriture aussi miraculeuse; car nous n'avions par nous-mêmes aucuns moyens de nous en procurer, puisqu'ils nous avoient enlevé le filet avec lequel nous étions dans l'u.

nos maisons, croyant qu'ils pourroient se jeter ensuite sur nous; mais un coup de notre fauconneau leur fit prendre la fuite avec des cris affreux. Après que nos maisons furent brûlées, ainsi que nos coffres qui faisoient notre seul retranchement, nous nous fortifiâmes avec les planches & tout ce que nous avions pû dérober au feu, les enfonçant de blais dans la terre & les couvrant de sable & de gazon; cette précaution nous mit par la suite à couvert de leurs flèches.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. IIIe. partie.

Le lendemain ils partirent tous dans leurs pirogues. Le Seigneur connoissant le besoin que nous avions de nourriture, émut contre notre attente les cœurs de nos ennemis: car lorsque nous les eumes perdu de vûe, une de leurs pirogues revint à nous chargée de provisions, & il en sortit trois ou quatre Indiens, avec autant de cassave, de patate & de bananes qu'ils pouvoient en porter. Ils nous proposèrent de les échanger, en élevant d'abord leurs arcs & leurs flèches, & les mettant ensuite à terre en signe de paix.

Ayant compris ce qu'ils vouloient dire, nous envoyâmes aussi trois de nos gens sans armes pour faire l'échange, avec des couteaux, des bracelets & d'autres semblables bagatelles. Le marché étant conclu, les Indiens s'en allèrent, & nos gens nous rejoignirent, louant Dieu qui nous envoyoit une nourriture aussi miraculeuse; car nous n'avions par nous-mêmes aucuns moyens de nous en procurer, puisqu'ils nous avoient enlevé le filet avec lequel nous étions dans l'u.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. II.
Extrait de
Purchase.

l'usage de prendre autant de poissons de toutes sortes qu'il en falloit par jour.

Ils continuèrent ainsi pendant sept jours; mais les vivres ayant commencé à nous manquer, nous arborames le pavillon de trêve. Les Indiens ayant compris ce que nous voulions leur faire entendre, se présentèrent à nous d'une manière amicale.

Alors un nommé François Brace qui pouvoit parler françois, leur fit entendre que nous étions dans l'intention de leur donner tout ce que nous avons, s'ils vouloient nous accorder une pirogue pour nous transporter ailleurs. Un de leurs Capitaines nommé *Antoine*, y consentit volontiers, quoique ce ne fût pas l'intention de son frère Augramert Capitaine de Saint-Vincent. Le lendemain on nous amena la pirogue, que l'on tira à terre dans l'enceinte de notre fort. Nous leur donnâmes en échange, des haches, des couteaux & des bracelets, jusqu'à ce qu'ils fussent contens; & pour leur plaire encore davantage, nous donnâmes à chacun d'eux une pêle ou une bêche, dont ils parurent fort satisfaits, & ils s'en allèrent. Tout le monde se mit à travailler avec beaucoup de diligence, les uns aux voiles qu'ils firent de toile de Rouen, les autres au mâ, & tous firent ce qu'ils purent pour être prêts avant la nuit; car Antoine Capitaine de Sainte-Lucie, dont nous avons toujours reconnu les paroles véritables, nous dit que son frère Augramert devoit venir le lendemain de Saint-Vincent, avec douze pirogues toutes chargées de flèches.

Nous

Nous nous embarquames un jeudi 26 septembre à une heure après minuit, au nombre de dix-neuf, n'ayant qu'un barril d'eau & une ancre de riz. Aucun de nous n'étoit versé dans l'art de la Navigation, & nous n'avions ni carte ni boussole pour nous diriger. Nous fimes voile, en nous guidant par le soleil pendant le jour, & par les étoiles pendant la nuit, allant toujours entre le sud-ouest & l'ouest.

Pièces justificatives sur l'île de Ste. Lucie.
11e. partie.

Les vivres que nous avions n'étoient pas suffisans pour trois jours; car nous n'avions que vingt biscuits, trois gâteaux de cassave, une douzaine de bananes, quelques trentaines de patates & quinze ou vingt pintes d'eau, & un petit barril à moitié rempli de riz, qu'il plût à Dieu de réserver pour nos grands besoins, & pour la conservation de notre vie; car nos autres provisions ne durèrent que deux jours, & notre eau que trois. Alors M. Garret nous distribua deux fois par jour, une écuelle de riz que nous lavions dans l'eau salée, & que nous mangions ainsi tout crud.

Nous fumes dans cette situation pendant dix jours, cherchant la terre; & nous essuyames une tempête où nous courumes de grands dangers, attendant d'un moment à l'autre l'instant où nous serions ensevelis sous les eaux. La pluie qui tomba alors nous fut d'un grand secours; nous la reçûmes avec joie, & nous en bumes, remerciant Dieu qui nous avoit envoyé ce rafraichissement, & qui nous envoyoit aussi pour notre nourriture les oiseaux de l'air: car étant fatigués de voler, ils s'arrêtoient sur le bord de notre

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. II.
Extrait de
Purchase.

bateau, de sorte que nous les prenions & les séchions au soleil avec un peu de poudre à canon, & ensuite nous les mangions. Le bord de notre bateau étoit si peu élevé au-dessus de l'eau que les lames passioient par-dessus, & nous auroient submergés, si quatre de nos gens ne s'étoient continuellement relayés pour jeter l'eau. Le dixième jour, Thomas Morgan ne pouvant vivre de si peu, mourut, & à midi nous le jetames à la mer. Nous étions sur le point de le suivre, s'il n'eût plu à Dieu, une heure après, de nous procurer la vûe de la terre. Nous fimes nos efforts pour aborder à la partie la plus proche, le plus promptement qu'il nous fut possible.

Comme il faisoit calme, nous fumes surpris par la nuit avant que de pouvoir y arriver; & nous trouvant dans les ténèbres, nous abordames la terre lorsque nous nous y attendions le moins. Notre bateau s'ouvrit par le milieu; tous nos gens furent renversés, excepté moi qui tenois le gouvernail. Je pensois que la première vague redresseroit le bateau, ignorant qu'il étoit entr'ouvert. L'ouverture étoit si considérable que je fus renversé, me trouvant en grand danger d'être mis en pièces par le poids du bateau qui portoit sur moi contre de grands rochers. Cependant nous nous relevames à la fin; quelques-uns se réfugièrent sur les rochers; d'autres se prirent à des racines de grands arbres, nous y croyant en sûreté jusqu'au matin.

Guillaume Picks & moi, nous tirames à terre le bateau, qui étoit ouvert par le milieu, & nous le coupames avec nos épées,

pées, au de-là de l'endroit où il étoit ouvert; nous y fimes une espèce de proue que nous assurames avec nos dagues, nos couteaux & nos poinçons, & nous nous servimes de nos chemises pour boucher les coutures. Nous envoyames cinq de nos gens à la terre ferme; savoir, Miles Pet, Guillaume Picks, François Brace, Guillaume Kettleby, Guillaume Butcher. Ils tirèrent le bateau pendant quatre ou cinq jours le long de la côte, traversant plusieurs rivières, & étant quelquefois poursuivis par des crocodiles & par des requins.

Dieu ayant pitié du malheureux état où ils étoient réduits, les conduisit à un endroit où ils trouvèrent, dans une petite caverne, un grand vase de terre rempli de fleur de frément, qu'ils firent bouillir dans le même vase avec de l'eau fraîche; & ils satisfirent par-là leur appétit dévorant, en remerciant Dieu. Deux jours après, nos cinq compagnons rencontrèrent trois Espagnols, avec six Indiens & six Nègres, qui alloient de Caracàs à Coro, & y conduisoient des chevaux & des mulets chargés de marchandises. Ces Espagnols voyant la foiblesse où le défaut de vivres avoit réduit cette petite troupe, déchargèrent leurs chevaux pour les faire pâturer, tandis qu'ils présentèrent à nos gens affamés ce qu'ils avoient de mieux à manger. Ils leur témoignèrent beaucoup d'affabilité, en souffrant qu'ils montassent à cheval, & eux marchèrent à pied pendant deux ou trois jours, jusqu'à ce qu'ils arrivèrent à une ville d'Indiens civilisés, appelée *Tocoya*. Notre détachement s'y arrêta pour se rafraîchir, car

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. II.
Extrait de
Purchaff.

ils étoient affoiblis par la route: & c'est-là qu'ils firent connoître aux Espagnols le malheureux état où nous nous trouvions dans l'isle désertée où nous étions restés, & où nous souffrimes la plus grande misère que des hommes puissent endurer; car nous y passâmes quinze jours sans avoir d'autre nourriture que des coquillages, de l'eau salée & du tabac, qui ne pouvoit servir de nourriture, mais qui nous ôtoit l'envie de manger, & qui nous empêcha de nous dévorer les uns les autres. Pendant ces quinze jours, cinq de nos camarades furent attaqués d'une langueur mortelle, parce qu'ils ne pouvoient prendre du tabac; savoir, Jean Parkins, E'douard Greene, Thomas Stubbes, André Swach & un vieillard appelé *Jean*. Par les remarques que nous fîmes sur la mort de deux ou trois d'entre eux, nous apprîmes à connoître les symptomes d'une fin prochaine; d'abord on devenoit fort enflé, peu après l'enflure disparoissoit, il ne restoit que la peau & les os; on n'avoit pas la force de se soutenir la tête, & douze heures après on rendoit l'ame.

Au bout de quinze jours, François Bracce se trouvant plus vigoureux que les autres, conduisit les trois Espagnols avec six Indiens à l'isle où nous étions, & ils apportèrent des vivres avec eux. Nous pensâmes mourir après avoir mangé, à cause de la foiblesse de nos estomacs, étant si épuisés que nous ne pouvions digérer, quoique nous ne prissions de la nourriture qu'avec modération. Le lendemain ils nous conduisirent à la terre ferme, où ils nous avoient

avoient amené des chevaux. Ils prirent, pour l'usage du Roi d'Espagne, toutes les marchandises que nous avons, & ils nous transportèrent à Tocoya. Ceux d'entre nous qui se sentoient foibles y restèrent quinze jours; ceux qui étoient forts allèrent avec les trois Espagnols à Coro, qui est à quelques cinquante lieues de Tocoya. Sur la fin des quinze jours, un des Espagnols appelé *Sennor Corajaval*, vint nous trouver avec des chevaux, ayant autant de soin de nous que si nous eussions été ses concitoyens & ses amis, & nous conduisit à Coro où étoient nos camarades. Nous fumes présentés au Gouverneur; & on nous demanda, par un Flamand qui parloit un peu Anglois, & qui étoit prisonnier depuis seize ans, la cause de notre voyage dans ce pays. Il nous excusa assez bien; car il n'ignoroit pas que si nous eussions avoué où nous nous propositions d'aller, on nous auroit fait mourir, ou l'on nous auroit condamné aux galères. Mais il leur dit que nous avons été jetés sur cette côte par des ouragans; il leur fit le récit de tous les dangers que nous avons éprouvés. Ils en furent si étonnés, que quelques-uns dirent que véritablement nous n'étions pas des hommes, mais des diables; d'autres, que nous eussions mérité d'être canonisés, si nous n'eussions été des Luthériens.

Les principaux de la ville témoignèrent l'envie qu'ils avoient d'avoir un chacun de nous chez eux. Après que nous eumes été partagés entre eux, ils n'en usèrent pas avec nous comme avec des pri-

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. II.
Extrait de
Purchase.

sonniers; ils eurent au contraire autant de soin de nous que si nous eussions été leurs propres enfans, ne souffrant pas que nous manquions d'aucune des choses qui pouvoient contribuer au rétablissement de notre santé. Le sort voulut que je fusse reçu chez un appelé *le Seigneur Francisco Lopes*. Comme j'étois extrêmement malade d'une fièvre chaude, un Capitaine appelé *Peroso*, qui avoit épousé sa fille, ayant beaucoup de connoissance de la Médecine, venoit journellement dans ma chambre. Il m'y figna, me mit à la diète & me purgea, recommandant à sa femme de ne me laisser manquer d'aucune chose, qu'il seroit en son pouvoir de me procurer. Ainsi, grâces à Dieu, & aux tendres soins qu'ils eurent de nous, nous recouvrâmes la santé & nos forces, excepté deux qui moururent; savoir, Thomas Fletcher & Fulke Jones, cordonnier. Nous restâmes à Coro au nombre de onze, de soixante-sept qu'on avoit mis à terre à Sainte-Lucie, il y avoit cinq mois. Nous allions tous les jours nous visiter comme nous voulions, & nous nous promenions souvent dans le pays, où les Indiens prenoient grand plaisir à être dans notre compagnie. Nous n'allions point chez eux qu'ils ne nous offrissent toutes sortes de fruits délicieux, qui étoient en abondance dans le pays. Ils tuoient pour nous des chevreuils, des cochons sauvages, & nous apportoient des singes, des perroquets, & tout ce qu'ils croyoient pouvoir nous faire plaisir.

Le pays des environs de Coro produit une grande quantité de sucre, de miel, d'épices,

pices, & de gaudron. Il y croît aussi de bon froment. Le pain se fait communément avec le mays, qu'ils ont en grande abondance, car ils en font trois récoltes par an. Ils le mêlent avec le jus des cannes de sucre, & en font du pain excellent, qui se conserve comme du biscuit. Ils composent, aussi de ce mays & des patates, une boisson douce & forte dont les Indiens s'enivrent facilement.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
IIIe. partie.

Pendant que nous étions dans ce pays-là, un Espagnol alla à cheval avec son frère à une ferme où il y avoit plusieurs Indiens occupés à faire du tabac. Un de ces principaux Indiens, qui étoit ordinairement fort libre avec lui, prit une hache neuve que son maître lui avoit apportée, lui demandant ce qu'elle coûtoit, & dans le même temps il lui fendit la tête. Son frère voyant ce qui se passoit, courut à son épée; mais les femmes des Indiens avoient eu soin de l'enlever. Elles le tuèrent avec leurs flèches, ainsi que trois ou quatre Nègres qui se mettoient en devoir de leur tenir tête. Elles s'enfuirent ensuite dans les montagnes. Ce chef Indien ameuta un grand nombre de gens de sa nation, à qui il promit de donner les femmes & les filles des Espagnols en mariage, s'ils vouloient lui prêter leur secours contre les Espagnols de Coro. Mais avant qu'il pût exécuter ce complot, le Capitaine Peroso le surprit adroitement dans un repas avec ses camarades & ses femmes, & avec lui trente autres, & les conduisit à Coro, où ils furent condamnés à mort & à souffrir de grands supplices, pour épouvanter les autres. On coupa à quelques-uns les

pouces & les nerfs' des deux premiers doigts, pour les priver de la faculté de tirer de l'arc.

Nous étions sur un tel pied dans ce pays, que nous ne pouvions desirer d'en partir sans offenser les Espagnols; car une frégate étant prête à Coro pour aller à Cartagène, quatre de nous demandèrent leur passage; savoir, Philippe Glastocke, Richard Garret, Guillaume Picks & moi Jean Nicols. Tous les autres étoient dans la campagne à se divertir, les uns dans un endroit, les autres dans un autre. Lorsque le vaisseau fut prêt à partir, les habitans persuadèrent au Gouverneur qu'il ne devoit point nous laisser aller, en lui disant qu'il y avoit sur la côte plusieurs vaisseaux Hollandois; que si nous nous en allions dans la frégate, nous les trahirions: & nous faisant dire par les Pères de leur Eglise, que si nous voulions rester dans leur pays, nous serions aussi bien traités qu'eux-mêmes, & qu'ils nous donneroient volontiers leurs filles & leurs biens. Toutefois, malgré leurs caresses, nous soupirions après notre patrie. Trois de nous se procurèrent les moyens de partir, & Guillaume Picks resta, parce que son maître dit au Gouverneur que quatre seroient trop pour passer dans la frégate, Nous partîmes ainsi de Coro vers le 20 avril, laissant tous ceux avec qui nous demeurions, fort chagrins de notre départ: ils nous donnèrent une grande quantité de vivres pour notre voiage. Ils avoient de la répugnance de nous laisser aller à Cartagène, dans la crainte qu'on ne nous condannât aux galères. Le Gouverneur de Coro écrivit lui-même une lettre de recommandation en notre faveur aux principaux

paux de Cartagène, entre autres à Dom Pedro de Barrès son gendre; mais elle eut peu d'effet. Chemin faisant, nous mouillames à Sainte-Marthe & y fimes de l'eau.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. IIIe. partie.

Trois jours après que nous fumes arrivés à Cartagène, nous fumes mis en prison par le Lieutenant; car le Gouverneur étoit mort trois jours avant notre arrivée. Cependant nous avons présenté les lettres écrites de Coro en notre faveur, par le Seigneur Gaspard Sancho Contador, au Seigneur Antonio Cambero, qui nous donna des marques d'une amitié particulière. Il y avoit à peine une heure que nous étions en prison qu'il vint nous consoler, nous disant de ne rien craindre, & nous assurant que nous ne manquerions de rien. Il alla trouver le Lieutenant, & il offrit trois de ses Nègres pour obtenir notre liberté, consentant que si nous prenions la fuite, qu'il les gardât pour lui. Le moindre de ces Nègres valoit trois cens ducats. Le Lieutenant ne nous donna, ni ne voulut permettre qu'on nous apportât aucunes provisions; mais Cambero nous envoyoit tous les jours à midi un bon plat. Il y avoit aussi trois Anglois qui servoient en qualité de Matelots dans un des galions qui portent le trésor du Roi d'Espagne. Ils venoient à peine de partir qu'ils furent ramenés par une violente tempête à Cartagène, se trouvant en danger d'être noyés; car il y avoit douze pieds d'eau dans leur vaisseau. Quelques navires se sauvèrent à la Havanne; cinq des plus richement chargés périrent entre Cartagène & la Havanne. Ces trois Anglois nous donnèrent douze sols par jour tant que nous restames en prison. Tous

Pièces des Commissaires Anglois. les samedis, le Lieutenant avec ses Alcades, venoit à la prison, où il prononçoit ses jugemens : il nous condamna aux galères ; mais un Alcade qui avoit toujours été favorable aux Anglois, appelé le *Seigneur Francisco Lopès de Moralès*, (le Chevalier Drake ayant sauvé les biens & la vie à son père à la prise de Cartagène) demanda à voir notre procès ; & lorsqu'il en eut pris lecture, il lui dit qu'il ne pouvoit équitablement nous condamner aux galères. Le Lieutenant répondit ; qu'ils demeurent donc en prison jusqu'à l'arrivée des galions d'Espagne.

No. II.
Extrait de
Purchass.

Deux mois après on élut un Député-Gouverneur. Nous lui présentames une requête, qui lui fut remise par Jean Frensgam. Il lui répondit qu'il nous accorderoit la liberté, si nous pouvions engager quelques Espagnols à nous servir de caution. Lorsque le *Seigneur Francisco Lopès* & Antoine Cambero eurent appris les conditions qu'on nous proposoit, ils se rendirent cautions pour nous, & s'engagèrent en conséquence pour mille ducats.

Lorsque nous fumes en liberté, le Lieutenant nous dit, que quoique suivant les loix, il eût pû justement nous faire mourir, toutefois voyant que Dieu nous avoit conservé aussi miraculeusement, que nous avions tant souffert pour sauver notre vie, & que nous étions venus implorer leur secours, il vouloit bien nous accorder la liberté. Ensuite *Francisco Lopès* présenta au géolier un ordre du Gouverneur pour nous faire sortir de prison, & nous conduisit tous trois à sa maison, où on nous donna à chacun un lit ; car le pays est si chaud que nous ne pouvions

vions coucher deux dans le même lit. Nous y fumes très-bien traités, & servis en vaisselle d'argent avec une grande variété de mets, & les fruits les plus délicieux. Francisco Lopès pensant toutefois qu'il manqueroit quelque chose à la bonne chère qu'il nous faisoit faire, nous envoyoit par extraordinaire, quelques plats de sa table. Plusieurs jeunes gens se rendoient chez lui pour y jouer, & ils étoient fort libéraux à notre égard lorsqu'ils gagnoient, nous donnant des sept à huit pièces de huit en une seule fois.

Pièces justifi-
catives sur
l'île de Ste.
Lucie.
IIIe. partie.

Nous restâmes dans cet état jusqu'à ce que les galions furent prêts à partir pour l'Espagne avec le trésor, & alors Francisco Lopès procura le passage à chacun de nous dans différens vaisseaux. Le jour qui précéda notre embarquement, ce fut environ le premier d'août, deux de nos camarades arrivèrent de Coro, savoir, Miles Pet & Richard Ferne; on les plaça tous deux, avec Philippe Glastoke, dans le vaisseau appelé *le Saint-Bartelemi*; Richard Garret alla dans le vaisseau appelé *la Madre de Dios*, & moi dans *la Sancta-Cruz*. Nous fumes un mois à nous rendre à la Havanne, où nous séjournâmes un autre mois, pour mettre les vaisseaux en état de revenir en Europe. Le Gouverneur s'appeloit *Dom Pedro de Valdès*, & avoit été prisonnier en Angleterre en 1588. Nous vécumes, le temps que nous passâmes à terre, avec dix-huit sols de paye par jour pour notre subsistance; & nous partîmes sur la fin de septembre laissant le vaisseau dans lequel étoient Philippe Glastoke, Miles Pet & Richard Ferne, avec un autre vais-

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

vaisseau appelé le *Saint-Vincent*, qui man-
quoit de pain.

No. II
Extrait de
Purchass.

Nous passâmes le canal de Baham 'en huit
jours, contre le vent; nous cotoyâmes la
Vermude, & nous fumes neuf semaines à
nous rendre de la Havanne à la côte d'Es-
pagne. Nous effuyâmes des tempêtes &
des tourmentes effroyables, de sorte que
toute la flotte se sépara, & il n'y eut que
deux vaisseaux qui allèrent de compa-
gnie; ce qui leur fit beaucoup craindre
de rencontrer les Hollandois, qui, avec
trois bons vaisseaux, auroient enlevé sans
peine leurs trésors. Toutes les petites ca-
ravelles leur donnoient l'alarme, pensant
que c'étoient des vaisseaux de guerre.

Le 2 février 1606, le Capitaine Barwic-
ke arriva, grâces à Dieu, en sûreté, aux
Dunes, dans la province de Kent, & me
donna de l'argent pour me rendre à Lon-
dres.

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi de France.

On peut juger par cette relation du prétendu
établissement des Anglois à Sainte-Lucie en 1605;
& s'il est vraisemblable qu'ils aient tenté d'y re-
tourner en 1606: retour qui n'est appuyé sur au-
cune autre pièce que celle-ci, où l'on trouve, vers
la fin, la date du 2 février 1606, qui n'est autre
chose que celle du retour en Angleterre d'un des
Anglois échappés de cette malheureuse aventure.
On a cru devoir extraire de cette relation le jour-
nal ci après de leur séjour dans l'isle de Sainte-
Lucie.

AOUST 1605.

Vendredi 23. Débarquement de soixante-sept An-
glois à Sainte-Lucie.

AOÛT

AOUST 1605.

Samedi - 24. Ils enlèvent la chaloupe Le vaisseau part.

Rièces justifi-
catives sur
l'Isle de Ste.
Lucie.
Ile. partie.

Dimanche 25. }

Lundi . 26. }

Mardi . 27. }

Mercredi 28. }

Jeudi . 29. }

Vendredi 30. }

Samedi . 31. }

SEPTEMBRE.

Dimanche 1. }

Lundi . . 2. }

Mardi . . 3. }

Mercredi 4. }

Jeudi . 5. }

Vendredi 6. }

Samedi . 7. }

Dimanche 8. }

Les Anglois vivent amicalement avec les Sauvages, qui leur donnent des vivres en troc.

Le Commandant Anglois part pour aller chercher une mine. . . . & ne revient plus.

Les Sauvages refusent des vivres en troc.

Les Anglois vont aux cabanes des Caraïbes, & y sont bien reçus.

Après midi, dix-huit Anglois vont aux cabanes, y sont attaqués, & y périssent presque tous.

Les Anglois se retranchent avec leurs coffres.

Les Sauvages arrivent, au nombre de douze ou treize cens, & investissent le retranchement.

Sept ou huit jours de combats, pendant lesquels les Sauvages brûlent la cabane & les coffres, & les Anglois se retranchent avec les débris, & du gazon ou du sable.

Vers ces jours, les Sauvages se retirent, & il vient une de leurs pirogues troquer des vivres.

Sept jours pendant lesquels les Sauvages continuent à donner des vivres en troc.

Ils cessent d'en donner.

SEPTEMBRE.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. III.

Extrait du
P. du Tertre *Jeudi* . 26.
sur la Ste.
Lucie.

François Brace Anglois, qui favois parler françois, obtient des Caribes une pirogue, en échange de Marchandises.

Les Anglois se sauvent, à une heure après minuit, au nombre de dix-neuf, le reste ayant été tué par les Sauvages.

No. III. *EXTRAIT* du P. du Tertre, sur l'établissement des François dans l'isle de Sainte-Lucie. Tome I, page 435.

CE fut là l'occasion du trouble que les Anglois reçurent dans cette isle; car les Sauvages qui s'étoient sauvés à la nage, s'étoient plaints de la perfidie des Anglois, & en ayant donné avis à ceux de la Martinique & de Saint-Vincent, ils résolurent de les aller tous assommer dans Sainte-Alouzie. Ayant pris jour, ils se trouvèrent tous à point nommé au rendez-vous; & au mois d'août de l'année 1640, ils firent une horrible irruption sur les Anglois, mirent tout à feu & à sang, massacrèrent le Gouverneur, assommèrent la plupart des habitans, pillèrent les magasins, brûlèrent les cases, gâtèrent tous les vivres, & firent tous les dégâts qu'ils purent pour venger le * tort qu'ils en avoient reçu. Ceux qui échappèrent de cette boucherie, abandonnèrent l'isle & se réfugièrent à celle de Monserrat.

Les

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Ici commence la page 435, citée par MM. les Commissaires Anglois sur le paragraphe xxxi, pour prouver que ce fut en 1640 que M. du Parquet prit possession de Sainte-Lucie.

Les Anglois, pour couvrir leur lâcheté & leur négligence, en imputèrent la faute à M. du Parquet, croyant qu'il avoit animé les Sauvages de son isle à cette expédition. Leur Général en fit ses plaintes à M. de Poincy; mais M. du Parquet fit évidemment connoître la fausseté de cette plainte, en faisant voir qu'il les avoit fait avertir du dessein des Sauvages, si-tot qu'il en avoit eu la nouvelle.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
IIIe. partie.

Cette irruption des Sauvages jetta une telle frayeur dans l'ame des Anglois, qu'ils ne pensèrent plus à s'y établir, à cause que cette isle étant éloignée de celles qu'ils habitoient, ils n'en pourroient pas être secourus dans une pareille rencontre.

M. du Parquet étant sur le point de venir en France, pour traiter avec la Compagnie, de l'acquisition des isles de la Martinique & de la Grenade, & voyant cette isle (*Sainte-Lucie*) abandonnée par les Anglois, résolut d'en prendre possession auparavant que de partir. Pour cet effet, il fit embarquer trente-cinq ou quarante hommes, bien munis de toutes les choses nécessaires à cette expédition, sous la conduite du sieur Rouffelan, homme vaillant, & que la longue expérience dans les isles avoit rendu digne de cet emploi. A son arrivée, il fit bâtir un fort, y mit de bons canons, avec des pierriers de bronze, qu'on appelle *ramberges*; l'environna de fortes palissades, & dans la crainte de quelque surprise, défendit à ses gens de s'écarter du fort, voulant qu'ils cultivassent une belle habitation tout à l'entour, pour y planter du petun. Il subsista fort paisiblement dans l'isle jusqu'en l'année 1654. Les Sau-

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. III.

Extrait du
P. du Tertre
sur la Ste.
Lucie.

Sauvages l'aimoient, & avoient pour lui un respect tout particulier, à cause qu'il avoit épousé depuis longtemps une Sauvage, qui servit beaucoup à entretenir leur bonne intelligence & leur petit commerce.

Le sieur de la Rivière homme fort riche, & que M. du Parquet Lieutenant général pour Sa Majesté sur les isles qu'il avoit achetées, aimoit beaucoup, eut le commandement après * le sieur Rouffelan. Comme les Sauvages témoignoient avoir beaucoup de confiance en lui, il demanda permission à M. du Parquet de s'établir à un très-bel endroit éloigné du fort, où après avoir fait une très-belle habitation, il mena sa famille, ce qui fut cause de sa perte: car les Sauvages qui ne souffrent qu'avec impatience la demeure des François dans leurs isles, le voyant en un lieu séparé des autres, auquel il ne pourroit pas être facilement secouru, formèrent le dessein de le tuer. Pour mieux réussir dans l'exécution de leur dessein, ils commencèrent à le venir voir dans sa nouvelle habitation; & lui qui ne se défioit point d'eux, les recevoit fort librement dans sa case. Si bien qu'un jour qu'ils buvoient ensemble & se divertissoient, ils l'affommèrent d'un coup de boutou, avec dix de ses gens.

* Ici finit la page 435.

No. IV. *EXTRAIT du P. du Tertre, sur l'établissement des François dans l'isle de Sainte-Alouzie.* Tome I, page 438.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. IIIe. partie.

MONSIEUR du Parquet se doutant bien que les soldats n'avoient deserté que par l'aversion qu'ils avoient pour le sieur le Breton, qui avoit le bruit de commander avec trop de hauteur, envoya le sieur Coutis en sa place, avec vingt-cinq soldats * de sa garde, & treize autres, auxquels il donnoit deux mille livres de petun par an, & les entretenoit de toutes choses; en attendant que le sieur d'Aigremont jeune Gentilhomme de très-belle espérance, qui ne faisoit que d'arriver aux isles, se fût un peu accoutumé à l'air du pays, pour lui en donner la conduite & le gouvernement.

Ce Gentilhomme y fut envoyé un an après le sieur Coutis; mais il ne put éviter la trahison des Sauvages, qui l'assassinèrent d'un coup de couteau dans le sein. Quelques mois après son arrivée, les Anglois firent un effort pour rentrer dans l'Isle †; mais avec le peu de

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Ici commence la page 438, citée par MM. les Commissaires Anglois, sur les paragraphes xxxv, xxxvi & lix, pour prouver que le Comte de Carlisle a envoyé à Sainte-Lucie en 1644 en 1645, & que les Anglois ont réclamé cette isle contre les François, de 1640 à 1650.

† Il paroît que c'est ce passage que MM. les Commissaires Anglois ont eu en vûe; mais cette entreprise est de l'an 1657, & n'a jamais pû passer pour une réclamation.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

de monde qu'il avoit, il se battit si vaillamment, qu'il les obligea de s'en retourner d'où ils étoient venus, avec leur courte honte.

No. IV.
Extrait du
P du Tertre
sur la Ste.
Alouzie.

Cette isle a encore eu deux Gouverneurs, le sieur de la Lande, & le sieur Bonnard propre frère de feu Madame la Générale du Parquet, qui méritoit assurément une autre condition.

Décadence de la Compagnie des isles de l'Amérique. Chap. XVI.

LES divisions arrivées dans les isles, & l'intérêt particulier des Gouverneurs, furent sans doute les deux causes principales de la ruine de la Compagnie: car ceux-ci ne songeant qu'à se rendre maîtres & propriétaires des isles dont ils avoient le gouvernement, ne se mirent pas fort en peine de maintenir son autorité; & les peuples profitant de la division, refusèrent de payer les droits qu'ils devoient à la Compagnie: si bien que ne recevant aucuns profits des sommes considérables qu'elle avoit avancées, elle se trouva enfin tellement pressée par ses créanciers, que pour ne pas * succomber entièrement, les Directeurs qui se voyoient attaqués en leur propre & privé nom, convoquèrent, &c.

* Ici finit la page 438.

No. V. *EXTRAITS* du P. Labat, cités par MM. les Commissaires Anglois sur les paragraphes XXXI & XXXV de leur Mémoire du 15 novembre 1751*.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. IIIe. partie.

CETTE isle (*Sainte-Lucie*) avoit été habitée par les François dès l'année 1640. M. du Parquet Seigneur & propriétaire de la Martinique, en prit possession vers la fin de cette année †, comme d'une terre inhabitée, & qui par conséquent étoit au premier occupant. Les Sauvages de Saint-Vincent & des autres isles, n'y venoient que

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Ces passages se trouvent, *tome II*, édition de la Haie, in 4°, 1724, pages 150, 151, 152 & 153; & *tome VI*, édition de Paris, in 12, 1742, depuis la page 246 jusqu'à la page 256; c'est à-dire dans le *Chapitre XIII* de la *VIe. partie*. On trouve les mêmes faits moins détaillés dans le même auteur, *T. V. p. 71*, ou *chapitre V* de la *Ve. partie*. Le P. Labat y dit, *p. 72*, que les Sauvages en 1640 tuèrent le Gouverneur; & ici il dit qu'il n'y en avoit pas. Il y dit aussi, *p. 77*, que les Caraïbes tuèrent le sieur Bonnard; ce qui est faux, puisqu'il rendit le fort par capitulation au Colonel Caren Anglois, le 23 juin 1664.

† C'est ce passage qui a induit MM. les Commissaires Anglois en erreur, & qui leur a fait placer en 1640 la première entrée des François dans l'isle de Sainte-Lucie, tandis qu'il est prouvé par tous les monumens historiques qu'ils n'en prirent possession qu'en 1650.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. V.
Extraits du
P. Labat.

que dans le temps de la ponte des tortues; il n'y avoit ni carbets ni défrichés. Il n'y mit d'abord que quarante hommes, sous la conduite du sieur Rouffelan, Officier de valeur & de conduite, qui avoit donné son nom à la rivière qui passe au fort Saint-Pierre, à cause que son habitation étoit sur cette rivière. Il avoit épousé une femme Caraïbe, ce qui le faisoit aimer des Sauvages, qui le regardoient presque comme un de leurs compatriotes. La bonne intelligence qui étoit entre eux & le sieur Rouffelan, n'empêcha pas M. du Parquet de prendre les précautions nécessaires pour empêcher sa nouvelle colonie d'être insultée, & peut-être détruite par ces Barbares, qui étant d'une humeur extrêmement changeante, & ne voyant qu'avec dépit l'établissement des François dans leur pays, avoient besoin d'être retenus dans le respect, & que leur bonne volonté apparente fût fixée par quelque chose qui les empêchât de mal faire. C'est pourquoi il fit construire une maison forte, environnée d'une bonne double palissade, avec un fossé: il la munit de canons, de pierriers & d'autres armes, & la mit en état de résister non seulement aux Sauvages, s'il leur prenoit fantaisie de les vouloir inquiéter, mais même aux Européens qui voudroient s'y venir établir.

Ce fut aux environs de cette maison, qui étoit située auprès du petit cul-de-sac & de la rivière du Carénage, qu'on commença un grand défriché, & qu'on planta des vivres & du tabac qui vint en perfection, & qui

qui l'emportoit sur celui des autres isles.

Le sieur Rouffelan gouverna cette colonie jusqu'en 1654 qu'il mourut, également regretté des Sauvages, qui l'aimoient, & des François, qu'il avoit conduits avec beaucoup de sagesse & de douceur. M. du Parquet nomma le sieur de la Rivière pour lui succéder. Celui-ci qui étoit riche, voulut faire une habitation particulière, & se confiant en la bonne volonté que les Sauvages lui témoignoit quand ils le venoient voir, il négligea les précautions qu'il devoit prendre pour sa sûreté. Il laissa un Officier avec les soldats dans la forteresse, & s'alla établir dans un lieu assez éloigné, avec les gens qui étoient à lui. Cela facilita aux Sauvages le moyen de le surprendre dans sa maison, & de l'y massacrer avec dix de ses gens, vers la fin de la même année 1654.

Le sieur Hacquet proche parent de M. du Parquet, qui lui succéda, fut tué par les Sauvages en 1656. Il eut pour successeur le sieur le Breton, Parisien, d'une très-bonne famille, & fort brave; mais qui étant venu engagé aux isles, avoit porté les livrées de M. le Général: cela fit que les soldats de sa garnison le méprisèrent; & lui qui étoit d'une humeur hautaine & fière, les ayant maltraités, ils se révoltèrent, prirent les armes, & l'auroient tué, s'il ne se fût enfui & caché dans les bois, sans avoir pu tirer aucun secours des autres habitans qui ne l'aimoient pas. Cependant les révoltés s'étant emparés d'une barque qui étoit en rade, se sauvèrent chez les Espagnols; pour lui, il passa à la Martinique, & porta ses plain-

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. IIIe. partie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. V.
Extraits du
P. Labat.

tes à M. du Parquet, de ce qui étoit arrivé. Ce Seigneur vit bien que l'averfion que les habitans & les foldats avoient pour lui, venoit de l'état où ils l'avoient vû, de forte que fans rechercher les auteurs de ce fôûlèvement, ni ceux qui auroient pû s'y oppofer, il envoya pour Commandant un Officier nommé *du Courtis*, auquel il donna environ quarante hommes, tant habitans que foldats, pour garder le fort. LE SIEUR DU COURTIS * fut rappelé environ deux ans après, & le fieur d'Aigremont Gentilhomme d'une naiffance diftinguée, & tout plein de mérite & de valeur, fut nommé Gouverneur à la fin de 1657.

A peine y fut-il arrivé qu'il fut attaqué par les Anglois. Ils prétendoient que cette ifle leur appartenoit, parce qu'ils difoient y avoir envoyé une colonie en 1637, qui y avoit fubfifté pendant près de dix-huit mois, qui avoit été entièrement maffacrée par les Sauvages au commencement de 1639; ce qui, felon eux, n'annulloit point le droit qu'ils avoient fur cette ifle. Cette raifon auroit été bonne, fi la fuppoftion avoit été véritable; mais rien n'étoit plus éloigné de la vérité. On auroit pû leur répondre qu'ils avoient trop attendu à faire valoir leur droit; & que quand même ils auroient eu une colonie dans cette ifle, ils étoient cenfés

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Ici commence la citation de MM. les Commissaires Anglois fur le paragraphe xxxvi.

fés l'avoir abandonnée tout-à-fait, puisqu'ils avoient négligé pendant vingt ans d'y envoyer du monde; ou qu'ayant sù & vû que M. du Parquet s'y étoit établi, ils n'avoient fait aucune démarche pour s'y opposer, ni aucun acte sur les lieux ni en Europe, pour conserver leur prétendu droit. Que diroient-ils si les François alloient les chasser à présent de Madagascar, où iis se sont établis depuis peu d'années? N'auroient-ils pas lieu de dire que les François ont renoncé au droit incontestable qu'ils ont sur cette isle, par l'abandon qu'ils en ont fait depuis tant d'années? Cette raison ne laisseroit pas d'avoir quelque apparence, au lieu qu'il n'y en a aucune dans le prétexte qu'ils eurent de vouloir s'emparer de Sainte-Alouzie. Voici le fait dans la plus exacte vérité.

Il est constant qu'avant l'année 1640, ni les François, ni les Anglois, n'avoient pas songé à s'établir à Sainte-Alouzie: les uns & les autres n'étoient guère en état de songer à s'étendre hors des isles qu'ils habitoient, ayant tous assez de peine à s'y maintenir, & à se soutenir contre les fréquentes attaques des Caraïbes, qui mettoient tout en usage pour les faire périr ou les chasser de leur pays. Ils alloient librement les uns & les autres, c'est-à-dire, les François & les Anglois à Sainte-Alouzie, comme en une isle qui n'avoit point de maître, pour tourner des tortues dans le temps de la ponte, & pour y faire des canots, sans que pas une des deux nations y eût ni Gouverneur, ni forteresse, ni colonie établie.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. IIIe. partie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. v.
Extraits du
P. Labat.

Il arriva en 1639, qu'un navire Anglois ayant mouillé sous la Dominique, avec pavillon François, attira dans son bord par cette feinte plusieurs Caraïbes, qui, étant en paix avec nous, ne firent point difficulté d'y entrer & d'y porter des fruits, comme ils avoient accoutumé de faire quand ils nous trouvoient sur leurs côtes; mais les Anglois ayant voulu enlever ceux qui étoient dans leur navire, tous se jetèrent à la mer & se sauvèrent, excepté deux que les Anglois mirent aux fers, & qu'ils vendirent ensuite comme esclaves. Les Caraïbes irrités de cette perfidie, s'assemblèrent en grand nombre, surprirent & massacrèrent les Anglois à la Barbade, à Antigua, où ils commençoient à s'établir, & en d'autres endroits; & s'étant séparés après leur expédition, ceux de Saint-Vincent passèrent à Sainte-Alouzie, & s'en retournant chez eux, & trouvant quelques Anglois occupés à la pêche de la tortue, ils les massacrèrent, comme ils avoient fait dans d'autres endroits, & pour la même raison, sans faire le moindre tort aux François qui étoient au même lieu. Voilà le fait dans toute sa vérité, & on défie les Anglois de rien prouver au contraire. On laisse à présent au jugement des personnes désintéressées, à décider si les Anglois avoient quelque droit sur cette île.

Ce fut pourtant sous le prétexte frivole de cette prétendue possession qu'ils firent un armement considérable, & qu'ils vinrent attaquer le sieur d'Aigremont. Quoique ce Gouverneur, qui n'avoit pas lieu de

de craindre cette attaque inopinée, eût été surpris, il ne se perdit pas pour cela. Il rassembla au plus vite les habitans & ses soldats, se présenta au bord de la mer, & empêcha pendant un temps considérable la descente des Anglois. Enfin forcé par le grand nombre, il se retira dans son fort avec une partie de son monde, laissant l'autre au dehors sous la conduite d'un de ses Officiers, pour harceler les ennemis. Il fut assiégé dans les formes; les ennemis ayant fait mettre du canon à terre, & fait brèche, donnèrent plusieurs assauts où ils perdirent beaucoup de monde; au dernier desquels, le sieur d'Aigremont qui les avoit repoussés avec une extrême vigueur, ayant fait une sortie, & ayant été secondé par ceux de ses gens qui étoient demeurés dehors de la forteresse, ils tombèrent tous ensemble sur les Anglois d'une manière si vive, qu'ils les défirent à plate couture, & obligèrent ceux qui échappèrent, à se rembarquer comme ils purent, sans armes, laissant leurs canons, leurs munitions, leurs blessés, & quelques prisonniers à la merci des François.

C'est l'unique tentative que les Anglois ont faite pour s'établir dans cette isle pendant que M. du Parquet a été vivant. Le sieur d'Aigremont la gouverna en paix, & eut le plaisir de voir sa colonie s'augmenter considérablement; mais il tomba à la fin dans le même inconvénient que ses prédécesseurs. Il permit aux Caraïbes d'entrer chez lui librement; il alloit même à la chasse avec eux. Ils prirent ce temps pour l'as-

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
IIIe. partie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. V.
Extraits du
P. Labat.

sa finer, un d'eux lui ayant donné un coup de couteau dans la poitrine. Ce malheur arriva en 1660, deux ans après la mort de M. du Parquet.

M. de Vanderoque oncle & tuteur des enfans de M. du Parquet, nomma pour Gouverneur de Sainte-Alouzie le sieur de la Lande, qui y étant mort de maladie cinq ou six mois après y être arrivé, eut pour successeur le sieur Bonnard frère de Madame du Parquet. Celui-ci ne permit plus aux Sauvages de mettre le pied dans son isle, & évita ainsi les malheurs qui étoient arrivés à ses prédécesseurs. Il gouverna sa colonie jusque sur la fin du mois d'Avril 1664, que les Anglois firent un corps de quatorze à quinze cens hommes, auxquels se joignirent six cens Sauvages commandés par un nommé Ouvernard (ou *Warner*) Mulâtre, ou pour parler plus juste, métif d'un Gouverneur Anglois de Saint-Christophe, & d'une Indienne de la Dominique, dont j'ai parlé dans un autre endroit, qu'on appelle encore aujourd'hui *Madame Ouvernard*. Ces troupes ayant fait leur débarquement sans trouver de résistance, environnèrent le fort, & sommèrent le sieur Bonnard de se rendre; ce qu'il fit aussi-tôt fort lâchement. Les Anglois retinrent, contre la capitulation, le canon, les armes, le bagage & les ornemens de l'Eglise qu'ils devoient rendre, & renvoyèrent le sieur Bonnard & ses soldats à la Martinique, où on lui fit son procès.

Comme cette action s'est passée en pleine paix, le Gouverneur général des isles An-

An-

Angloises desavoua le Colonel qui avoit fait cette entreprise; lequel, bien loin de se servir de la prétendue possession où ils di- soient avoir été de cette isle avant 1640, ne fondeoit le droit qu'il y prétendoit avoir, que sur l'achat qu'il avoit fait de cette isle l'année précédente, des Sauvages, par l'entremise d'Ouvernard.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. IIIe. partie.

On voit assez par cette conduite, le peu de droit que les Anglois ont, ou ont jamais eu sur cette isle. Ils en furent chassés en 1666, & depuis ce temps-là ils n'ont fait aucune tentative pour y rentrer.

No. VI. *EXTRAIT de l'histoire des Antilles du P. du Tertre, sur la prétendue expédition de Jacques Walker. Tome III, page 283.*

Lettre de créance donnée à M. du Blanc, pour Milord Willoughby.

MONSIEUR,

N'AYANT point reçu de réponse de votre part, à une lettre que je me donnai l'honneur de vous écrire le 21 août dernier, dont je vous envoie le *duplicata*, j'ai cru ou que vous ne l'aviez pas reçue, ou que la vôtre ne m'a pas été rendue & s'est perdue. Cela m'a obligé, avec M. l'Agent général de MM. de la Compagnie royale des Indes occidentales, de vous en-
voyer

Pièces des voyer M. de Blanc Capitaine & Major de
Commissai- l'isle de la Guadeloupe, à plusieurs fins.
res Anglois. La première, pour vous reitérer l'instance

No. VI.
Extraits du
P. du Tertre.

que je vous ai faite par madite lettre du
21 août, pour nous rendre justice des vio-
lences que l'on nous a faites, & qui vous
apparoissent, tant par ladite lettre, que
par les déclarations & procès-verbaux que
vous fera voir ledit sieur du Blanc. Com-
me l'on continue plus que jamais les des-
ordres, & que ce Capitaine JAMES WAL-
KER, commandant une barque qui a mouillé
à ma rade, y a pris les vivres & rafraî-
chissemens qu'il a voulu, & demeuré près
de deux fois vingt-quatre heures en cette
isle; à la sortie il a trouvé la barque du Ca-
pitaine Laberlotte, qu'il a pillée nonobstant
mon passeport, & la barque du sieur d'Oran-
ge, avec le pillage d'un canot.

Secondement, Monsieur, pour savoir de
vous si les traités renouvelés à Saint-Chri-
stophe depuis peu, en seront ratifiés &
confirmés, & voir si nous devons être sur
nos gardes contre une nation avec laquelle
nous avons toujours été amis, & de quelle
manière nous avons à l'avenir à nous com-
porter avec vous. Cela dépendra de la
bonne justice que vous nous ferez, & que
je vous demande, de toutes ces incur-
sions, selon laquelle nous publierons de-
vant Dieu & les hommes, votre sincérité,
ou le peu de cas qui aura été fait de nos
justes plaintes. Vous me ferez la grace, s'il
vous plaît, Monsieur, de m'en donner une
réponse très-positive que j'enverrai à la
Cour, comme tout ce que vous aurez con-
venu

venu avec ledit sieur du Blanc, auquel vous donnerez toute croyance, ayant des pouvoirs de traiter & convenir avec vous, des choses qui seront proposées, & qui seront ratifiées où il appartiendra. C'est ce que je vous supplie très-humblement de croire, & que je suis,

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie. IIIe. partie.

MONSIEUR,

Votre très-humble & très-affectionné serviteur. Signé DE CLODORE' Gouverneur de la Martinique.

A la Martinique, ce 16 février 1666.

No. VII. *AUTRE* Extrait de l'histoire des Antilles du P. du Tertre, sur la prétendue expédition de Jacques Walker. Tome III. p. 291.

COPIE du résultat de Milord Willoughby, sur la demande à lui faite, pour la réparation des torts & griefs soufferts par les François, de la nation Angloise.

LE peu d'intelligence que j'ai dans votre langue, m'a donné occasion d'être un peu

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. VII.
*Autre ex-
trait du P.
du Tertre.*

peu long-temps à faire translater fidèlement en Anglois, les papiers que vous m'avez délivrés, afin que par ce moyen vous puissiez recevoir de ma part, toute la satisfaction que mon pouvoir & la justice vous en peuvent faire espérer.

Auxquels, pour répondre, je vous assure que j'ai un très-grand ressentiment contre ceux qui ont interrompu l'amitié & la bonne intelligence dont nous étions ici demeurés d'accord, & principalement contre *WALKER*; l'action duquel, comme dit très-bien *M. de Clodré*, est fort deshonorable & pleine de fourberie; laquelle, bien loin d'approuver, je vous assure que je le ferai si bien examiner, que s'il ne peut pas se justifier, je lui ferai au plus tôt souffrir une punition égale à son forfait.

Pour ce qui regarde le tort que l'on dit avoir été fait à Laberlotte & à d'Orange, j'estime le rapport que vous m'en faites, très-digne de foi; mais nos loix ne condamnent personne, sans l'entendre au préalable. C'est pourquoi il faut donner commission à quelques honnêtes personnes de toutes les isles où l'on dit que ces choses ont été faites, de se trouver en un lieu choisi pour ce sujet, afin d'en traiter avec autant des vôtres que vous jugerez à propos; & ensuite du résultat de leur conférence, faire telle réparation que la justice de votre cause le requerra: car le plus grand de mes souhaits, est qu'aucune occasion de rupture ne soit donnée de notre part, parce que j'espère qu'il n'en sera pas donné de la vôtre.

J'ai

J'ai aussi un grand desir de vous donner une pleine & entière satisfaction touchant le traité que vous me dites avoir été fait à Saint-Christophe le 26 de janvier dernier. Mais je vous assure que ces papiers sont les unques informations que j'en ai eues jusqu'à présent; c'est pourquoi je ne puis donner la réponse sur un sujet dont je n'ai encore connoissance: mais aussi-tôt que j'en aurai eu nouvelle, je ferai l'accomplissement, & même je porterai tous les autres à conserver, autant que faire se pourra, notre aimable correspondance.

Pièces justificatives sur l'Isle de Ste. Lucie.
IIIe. partie.

Votre proposition ou avis mérite d'être beaucoup considéré; c'est pourquoi je le recommanderai aux Commissaires, afin qu'ils y fassent une réflexion particulière.

Pour ce qui est du dernier article, par lequel vous me priez d'obliger le Gouverneur de la Jamaïque; cette terre étant un autre Gouvernement, & différent du mien, je ne le puis pas faire. Je ne doute pas que quand mes Commissaires feront paroître aux vôtres que nous avons de justes plaintes contre quelques-uns de votre nation, le tort que nous aurons reçu de leur part, ou par leur moyen, je ne doute point, dis-je, que pour lors la justice de M. de Clodoré & de M. de Chambré ne paroisse, en faisant une satisfaction telle qu'il sera requis, pour conserver l'amitié, la concorde & la bonne intelligence entre nous.

Je réserverai à la discrétion des Commissaires, l'injustice que vous dites avoir été faite par le Capitaine Cope, & je vous assure

sure

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

400 MÉMOIRES SUR L'ISLE
sure qu'aucune instruction de ma part ne
pourra justifier son action.

No. VII.
Autre ex-
trait du P.
du Terre.

A la Barbade, le 23 février
(style Anglois) 1666.

FIN du Tome premier, Seconde partie.



